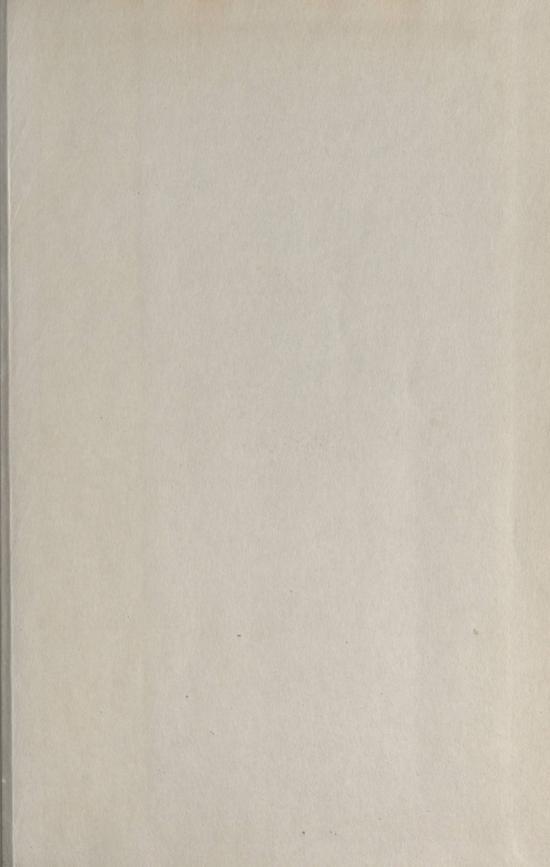
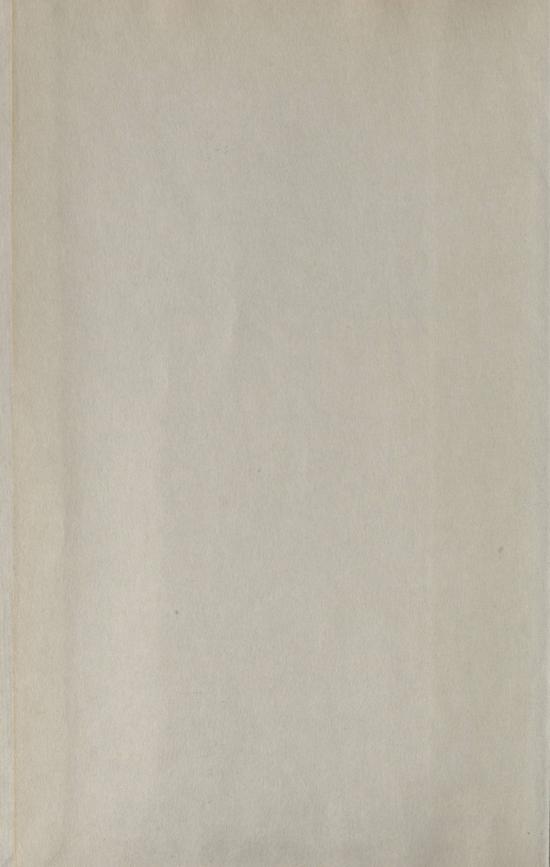
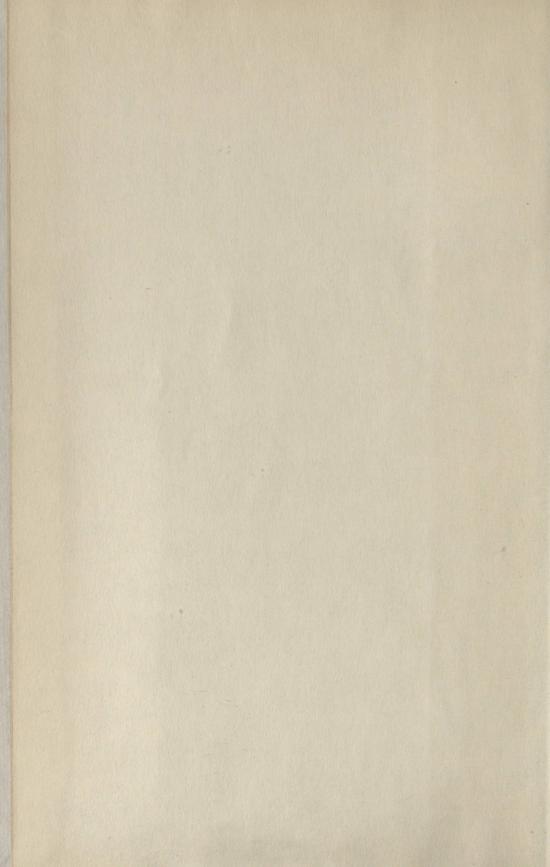
J CANADA. PARLEMENT. SENAT. 103 R43 Procès-verbaux. 1873







# PROCES-VERBAUX

DES

# SÉANCES DU SÉNAT

# DU CANADA.

# Mercredi, 5 Mars 1873.

Mercredi, le cinquième jour du mois de mars en la 36e année du règne de Notre Souveraine Dame Victoria, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, étant la première session du second Parlement de la Puissance du Canada, continuée par diverses prorogations jusqu'à ce jour.

Les membres présents dans la salle du Sénat, dans la cité d'Ottawa, étaient :---

#### Les honorables Messieurs

Aikins, Archibald, Armand, Benson, Blake, Botsford, Bureau,	Carrall, Chaffers, Chapais, Churchill, Cormier, Dever, Dumouchel,	Hamilton, (Inkerman) Hamilton, (Kingston) Lacoste, Letellier de St., Just, McLelan, Macpherson, Malhiot,	Olivier, Panet, Read, Seymour, Shaw, Skead,
THE RESERVE OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED	Dumouchel,	Malhiot,	Skead,
	Ferguson,	Miller,	Steaves,
	Guévremont,	Mills,	Wilmot.

Les honorables MM. Chauveau, Muirhead et Cochrane ont présenté les brefs de Sa Majesté les appelant au Sénat;

Les dits brefs ont été séparément lus par le greffier et il a été
Ordonné, qu'il soient inscrits au journal, et ils sont comme suit :-

#### CANADA.

[L. S.]

DUFFERIN.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, de notre Province de Québec, dans notre Puissance du Canada.

SALUT:-

Sachez que tant pour la confiance particulière que nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et assistance dans toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la défense de notre Puissance du Canada; nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de notre dite Puissance, et nous vous nommons pour la division électorale de Stadacona de notre Province de Québec, et nous vous commandons le dit honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites dans le Sénat de notre dite Puissance, en tous les temps et en tous les lieux où notre Parlement pourra être convoqué et tenu en notre dite Puissance, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN Foi de Quoi, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. Témoin, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé Cousin et Conseiller le Très-Honorable Sir Frederic Temple, Comte de Duffferin, Vicomte et Baron Clandeboye, de Clandeboye, dans le Comté Down, dans la Pairie du Royaume-Uni, Baron Dufferin et Clandeboye de Ballyleidy et Killeleagh, dans le Comté Down, dans la Pairie d'Irlande, et Baronnet, Chevalier de Notre Très-Illustre Ordre de St. Patrice et Chevalier Commandeur de Notre Très-Honorable Ordre du Bain, Gouverneur-Général du Canada et Gouverneur et Commandant-en-Chef de l'Ille du Frince-Edouard, et Vice-Amiral du Canada et de l'Ille du Prince-Edouard, et Compandant en Notre cité d'Ottawa, en Notre Puissance du Canada, ce vingtième jour de février, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent soixante-treize, et de Notre Règne la trente-sixième.

Par Ordre

EDOUARD J. LANGEVIN,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Canada.

#### OANADA.

[L. S.]

DUFFERIN.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable William Muirhead, de Notre Province du Nouveau-Brunswick, dans notre Puissance du Canada:—

SALUT;-

Sachez, que tant pour la confiance particulière que nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et assistance dans toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la défense de notre Puissance du Canada; Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de notre dite Puissance, et nous vous commandans le dit honorable William Muirhead, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyiez et comparaissiez pour les fins susdites, dand le Sénat de notre dite Puissance, en tous les temps et en tous les lieux où notre Parlement pourra être convoqué et tenu en notre dite Puissance, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN Foi de Quoi, nous avons fait rendre Nos Présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. Témoin, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé Cousin et Conseiller le Très-Honorable Sir Frederic Temple, Comte de Dufferin, Vicomte et Baron Clandeboye, de Clandeboye, dans le Comté Down, dans la Pairie du Royaume-Uni, Baron Dufferin et Clandeboye de Ballyleidy et Killeleagh, dans le Comté Down, dans la Pairie d'Irlandé, et Baronnet, Chevalier de Notre Très-Illustre Ordre de St. Patrice et Chevalier Commandeur de Notre Très-Honorable Ordre du Bain, Gouverneur-Général du Canada et Gouverneur et Commandant-en-Chef de l'Ille du Prince-Edouard, et Vice-Amiral du Conada et de l'Ille du Prince-Edouard, et Chevalier de Gouvernement, en Notre Cité d'Ottawa, en Notre Puissance, ce quatrième jour de janvier, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-treize, et de Notre Règne la trente-sixième.

Par ordre,

n8

le

EDOUARD J. LANGEVIN,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Canada.

(Pour le bref de l'honorable M. Cochrane, voir Journal.)

Alors les honorables MM. Chauveau, Muirhead et Cochrane se sont approchés de la table et ont prêté et souscrit le serment prescrit par la loi devant Robert LeMoine, Ecuier, Commissaire nommé à cet effet et ils ont pris leurs siéges en conséquence.

Le Greffier a déposé sur la table le certificat du Commissaire énonçant que les honorables MM. Chauveau; Muirhead et Cochrane, membres du Sénat, ont fait et signé la déclaration de qualification, conformément à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867.

Les membres du Sénat ont alors été informés qu'il a été émis une commission sous le grand sceau, nommant l'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président du Sénat.

La dite commission a alors été lue par le greffier comme suit:

#### CANADA.

(L.S.)

#### DUFFERIN.

Victoria, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Protectrice de la Foi, etc., etc., etc.

A l'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, l'un des Sénateurs de notre Puissance du Canada, et à tous ceux qui ces présentes verront,—

SALUT :-

Sachez, qu'ayant pris en notre royale considération la loyauté, l'intégrité et l'habileté de vous, le dit Pierre Joseph Olivier Chauveau, nous vous avons constitué et nommé, et par ces présentes nous vous constituons et nommons, le dit Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président du Sénat de notre l'uissance du Canada, à la place de l'honorable Joseph Edouard Cauchon, démissionnaire.

J. A. Macdonald, Vous aurez et exercerez la dite charge, le dit Ministre de la Justice. Sir, avec ensemble tous et chacun les droits, profits, priviléges et avantages y appartenant et en dépendant en la manière la plus ample et entière.

EN Foi de Quoi, nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada. TEMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé Cousin et Conseiller, le Très-Honorable SIR FREDERIC TEMPLE, COMTE DE DUFFERIN, Vicomte et Baron Clandeboye de Clandeboye, dans le Comté Down, dans la Pairie du Royaume-Uni, Baron Dufferin et Clandeboye de Ballyleidy et Killeleagh, dans le Comté Down, dans la Pairie d'Irlande, et Baronnet, Chevalier de Notre Très-Illustre Ordre de St. Patrice et Chevalier Commandeur de Notre Très-Honorable Ordre du Bain, Gouverneur-Général du Canada et Gouverneur et Commandant-en-Chef de l'Ile du Prince-Edouard, et Vice-Amiral du Canada et de l'Ile du Prince-Edouard, etc. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité d'Ottawa, en Notre Puissance, ce vingt-et-unième jour de février dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-treize et de Notre Règne la Trente-sixième.

Par ordre.

J. C. AIKINS.

Secrétaire d'Etat.

L'honorable Président a alors prêté et souscrit le serment prescrit par la loi et a pris place au fauteuil au pied du Trône, accompagné des honorables MM. Campbell et Aikins et précédé du Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.

La Masse (qui était auparavant sous la table) a été alors mise sur la table et il a été or-

donné qu'elle soit portée devant Son Honneur.

PRIÈRES:

La Chambre s'est ajournée à loisir.

Quelque temps après la Chambre a repris sa séance et

Son Excellence le Très-Honorable Sir Frederic Temple, Comte de Dufferin, Vicomte et Baron Clandeboye, de Clandeboye, dans le Comté Down, dans la Pairie du Royaume-Uni, Baron Dufferin et Clandeboye de Ballyleidy et Killeleagh, dans le Comté Down, dans la Pairie d'Irlande, et Baronnet, Chevalier de Notre Très-Illustre Ordre de St. Patrice et Chevalier Commandeur de Notre Très-Honorable Ordre du Bain, Gouverneur-Général du Canada et Gouverneur et Commandant-en Chef de l'Ile du Prince-Edouard, et Vice-Amiral du Canada et de l'Ile du Prince-Edouard, etc., etc., etc., étant assis dans le fauteuil sur le Trône.

L'honorable Président a ordonné au Gentilhomme Huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des Communes et d'informer, cette Chambre "que c'est le plaisir de Son Ex-" cellence que les Communes se rendent immédiatement auprès d'Elle, dans la Salle du " Sénat."

La Chambre des Communes étant venue.

L'honorable Président a dit :

Honoralles Messieurs du Sénat,

Messieurs de la Chambre des Communes :

Son Excellence le Gouverneur-Général ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer le présent Parlement, avant qu'un Orateur pour 14 Chambre des Communes ait été choisi suivant la loi ; mais demain, à trois heures de l'après-midi, Son Excellence déclarera les motifs qui lui ont fait convoquer ce Parlement.

Il a plu à Son Excellence le Gouverneur-Général de ce retirer, et la Chambre des Communes s'est retirée.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

No. 1.

Mercredi, 5 Mars 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SÉNAT.

# OTTAWA:

Imprimés par I. B. Taylor, 29, 31 et 33, Rua Rideau.

# PROCÈS-VERBAUX

DES

# SÉANCES DU SÉNAT

## DU CANADA.

# Jeudi, 6 Mars 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président.

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Chapais,	Hamilton, (Kingston)	Olivier.
Archibald,	Christie,	Lacoste,	Panet,
Armand,	Churchill,	Letellier de St. Just,	Perry,
Benson,	Cochrane,	McLelan,	Read,
Blake,	Cormier,	Macpherson.	Seymour,
Botsford,	Dever,	Malhiot,	Shaw,
Bureau,	. Dumouchel,	Miller,	Skead,
Burnham,	Ferguson,	Mills,	Steaves,
Campbell,	Guévremont,	Muirhead,	Sutherland,
Carrall,	Hamilton, (Inkerr	nan) Northup,	Wilmot.
Chaffers.	are merco) survival to s	SERVICE CONTRACTOR OF THE SERVICE CONTRACTOR	

#### PRIÈRES:

L'honorable président a informé la Chambre qu'il y avait un membre qui se présentai t pour être introduit.

Lorsque l'honorable Alexander Vidal a éte introduit entre les Honorables Messieurs Campbell et Armand.

L'honorable M. Vidal a alors présenté le bref de Sa Majesté, l'appelant au Sénat, il a alors été lu par le greffier comme suit :

CANADA.

DUFFERIN.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Alexander Vidal, de notre Province d'Ontario, dans notre Puissance du Canada.

SALUT;-

Sachez que tant pour la confiance particulière que nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et assistance dans toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la défense de notre Puissance du Canada; nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de notre dite Puissance, et nous vous commandons le dit honorable Alexander Vidal, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyiez et comparaissiez pour les fins susdites dans le Sénat de notre dite Puissance, en tous les temps et en tous les lieux où notre Parlement pourra être convoqué et tenu en notre dite

Puissance, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN Foi de Quoi, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. Témoin, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé Cousin et Conseiller le Très-Honorable Sir Frederic Temple, Comte de Dufferin, Vicomte et Baron Clandeboye, de Clandeboye, dans le Comté Down, dans la Pairie du Royaume-Uni, Baron Dufferin et Clandeboye de Ballyleidy et Killeleagh, dans le Comté Down, dans la Pairie d'Irlande, et Baronnet, Chevalier de Notre Très-Illustre Ordre de St. Patrice et Chevalier Commandeur de Notre Très-Honorable Ordre du Bain, Gouverneur-Général du Canada et Gouverneur et Commandant-en-Chef de l'Ile du Prince-Edouard, et Vice-Amiral du Canada et de l'Ile du Prince-Edouard, et Chevalier de Gouvernement, en Notre Cité d'Ottawa, en Notre Puissance du Canada, ce quinzième jour de janvier, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent soixante-treize, et de Notre Règne la trente-sixième.

Par ordre,

EDOUARD J. LANGEVIN,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Canada.

Alors, l'honorable M. Vidal s'est approché de la table et à souscrit le serment requis par la loi devant Robert Le Moine, Ecuier, l'un des commissaires nommés à cet effet, et il a

pris son siége en conséquence.

L'honorable Président à informé la Chambre que le Greffier du Sénat avait déposé sur la table le certificat de l'un des commissaires, énonçant que l'honorable Alexander Vidal l'un des membres du Sénat avait fait et signé sa déclaration de qualification conformément à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867.

La Chambre s'est ajournée à loisir.

Quelque temps après la Chambre a repris sa séance et

Son Excellence le Très-Honorable SIR FREDERIC TEMPLE COMTE DE DUFFERIN, Vicomte et Baron Clandeboye, de Clandeboye, dans le Comté Down, dans la Pairie du Royaume-Uni, Baron Dufferin et Clandeboye de Ballyleidy et Killeleagh, dans le Comté Down, dans la Pairie d'Irlande, et Baronnet, Chevalier de Notre Très-Illustre Ordre de St. Patrice et Chevalier Commandeur de Notre Très-Honorable Ordre du Bain, Gouverneur-Général du Canada et Gouverneur et Commandant-en-Chef de l'Ile du Prince-Edouard, et Vice-Amiral du Canada et de l'Ile du Prince-Edouard, etc., etc., étant assis dans le fauteuil sur le Trône.

L'honorable Président a ordonné au Gentilhomme Huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des Communes et d'informer cette Chambre "que c'est le plaisir de " Son Excellence que les Communes se rendent immédiatement auprès d'Elle, dans la Salle " du Sénat."

La Chambre des Communes étant venue,

L'honorable M. James Cockburn a dit:

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

La Chambre des Communes m'a élu comme son Orateur, bien que je ne sois que peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont assignés.

Si dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive en aucun temps de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée et non aux Communes dont je suis le serviteur et qui, par mon ministère réclame pour être en état de mieux remplir ses devoirs envers Sa Souveraine et son pays, tous ses droits et priviléges incontestables, spécialement ceux de la liberté de la parole dans ses débats, le libre accès à la personne de Votre Excellence en tout temps convenable, et de la part de Votre Excellence, l'interprétation la plus favorable de ses délibérations.

L'honorable Président de cette Chambre a alors dit :

M. L'ORATEUR,

J'ai ordre de Son Excellence le Gouverneur-Général de vous déclarer qu'Elle a une confiance entière dans le respect et l'attachement des Communes pour la Personne de S1 Majesté et son gouvernement; et ne doutant point que ses délibérations ne soient conduites avec sagesse, modération et prudence, elle accorde et en toute occasion elle reconnaîtra et permettra l'exercice de leurs priviléges constitutionnels.

J'ai aussi ordre de vous assurer que les Communes auront un facile accès auprès de Son Excellence en toute occasion convenable, et qu'Elle interprêtera toujours de la manière la plus

favorable teurs délibérations ainsi que vos paroles et vos actes.

Il a plu à Son Excellence le Gouverneur-Général d'ouvrir la session par un gracieux discours aux deux Chambres.

Honorables Messieurs du Sénat,

### Messieurs de la Chambre des Communes:

1. En adressant la parole, pour la première fois, au Parlement du Canada, je désire vous exprimer la satisfaction que je ressens en ayant recours à vos avis et à votre assistance, aussi bien que mon profond sentiment de ma bonne fortune de pouvoir m'associer avec vous dans vos travaux et vos aspirations pour le bien-être de cette Puissance.

Je me réjouis à la pensée que mon entrée en office ait eu lieu à une époque où l'avenir du pays apparait si plein de promesses, où la paix et l'amitié règnent entre toutes les nations voisines, et dans un temps qui présente tant d'indices du succès avec lequel le Canada lui-

même consolide son unité politique et développe ses ressources matérielles.

2. Conformément à la décision du Parlement, et pour mettre à effet la Législation de la dernière Session, j'ai fait accorder une charte à un corps de capitalistes Canadiens pour la

construction du chemin de fer du Pacifique. La Compagnie maintenant formée à donné des assurances que ce grand ouvrage sera vi goureusement poursuivi, et l'état favorable du marché monétaire en Angleterre donne tout lieu d'espérer qu'il sera pris des arrangements satisfaisants pour se procurer le capital néces-

saire. Les papiers et la correspondance relatifs à ce sujet seront mis devant vous.

3. Durant l'année dernière les études pour l'amélioration et l'extension de notre système de canalisation, pour lesquelles il a été voté de l'argent pendant la dernière session, ont été poursuivies activement, et j'ai le plaisir de vous informer que les plans et devis pour l'agrandissement du Canal Welland et la construction du canal de la Baie Verte ont été complétés, et que les travaux peuvent maintenant être donnés aux contracteurs.

Les études pour les canaux du St. Laurent seront, m'assure-t-on, fournies à temps pour commencer les travaux au commencement de l'année prochaine. Cela assurera l'achèvement

de ces grandes entreprises à la même période.

4. Il est agréable de savoir que les efforts faits pour encourager l'immigration ont été couronnés d'un succès bien marqué, et que le nombre de personnes cherchant à s'établir en Canada a considérablement augmenté pendant l'année dernière. Je ne doute pas de votre ferme disposition à pourvoir amplement à l'augmentation constante du courant de colons qu'on peut attendre chaque année et qui viendront ajouter à la population, à la richesse et à la force de la Puissance.

5. La compilation du premier recensement de la Puissance arrive à sa fin, et il seriole par conséquent que ce serait une occasion favorable d'établir un bon systême ayant pour but de recueillir correctement les renseignements statistiques et de les classer scientifiquement.

Je recommande ce sujet à votre attention.

6. Il importe qu'il soit pourvu à la refonte et à l'amendement des lois maintenant en force dans les diverses Provinces se rapportant à la représentation du peuple en Parlement. Il sera soumis à votre considération une mesure à cet effet, ainsi qu'une autre pour la décision

7. Votre attention sera appelée à des mesures pour l'amendement des lois relatives aux Pilotes, au Sauvetage, et aux Maisons de la Trinité de Montréal et de Québec, aussi bien que

pour l'amélioration des lois affectant généralement notre Marine Marchande.

8. L'expérience a montré que les devoirs remplis maintenant dans les bureaux du Secrétaire d'Etat, et du Secrétaire pour les Provinces, peuvent être rajustés avec avantage pour le service public. Il sera mis devant vous un Bill sur le sujet.

9. Entre autres mesures, il vous sera présenté des Bills relatifs à la Loi Criminelle, aux

Poids et Mesures, et pour l'amendement et la refonte des Lois d'Inspection.

### Messieurs de la Chambre des Communes :

10. J'ai donné ordre que les comptes de l'année expirée, et des premiers six mois de la présente année fiscale soient mis devant vous sans délai.

Vous serez heureux d'apprendre que les finances de la Puissance sont dans un état pros père, et qu'il n'y a nul lieu de douter que le revenu ne soit suffisant pour rencontrer toutes les charges qu'on prévoit devoir lui faire porter.

Le Budget pour l'année prochaine, qui vous sera soumis, a été préparé en ayant autan $m{t}$ d'égard à l'économie, que le permet l'efficacité du service public; et j'ose espérer que vous serez d'avis que les subsides, que mon gouvernement vous demandera de voter, penvent être accordés sans inconvénient pour le peuple.

### Honorables Messieurs du Sénat,

## Messieurs de la Chambre des Communes :

11. Plusieurs des sujets que j'ai énumérés sont de la plus haute importance. C'est avec une pleine confiance dans votre patriotisme et votre sagesse, que je les soumets à votre consisidération, et j'espère que la Divine Providence guidera vos conseils dans tout ce qui pourra le mieux avancer le bonheur du peuple du Canada, et le bien être de l'empire en général.

Il a plu à Son Excellence de se retirer et la Chambre des Communes s'est retirée.

L'honorable M. Campbell a présenté au Sénat un Bill intitulé : "Acte concernant les chemins de fer."

Le dit Bill a été lu la première fois pro formia.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondée par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que cette Chambre prenne en considération le discours de Son Excellence le Gouverneur-Général demain.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondée par l'honorable M. Aikins, il a

Ordonné, que tous les membres présents durant cette session composent un comité pour prendre en considération les usages et coutumes de cette Chambre et les priviléges du Parlement, et qu'il soit permis au dit comité de s'assembler dans cette Chambre quand et comme il le jugera nécessaire.

La pétition suivante a été présentée et déposée sur la table : Par l'honorable président du conseil municipal du township de Brighton, dans la province d'Ontario.

L'honorable président a présenté à la Chambre un rapport de la Compagnie d'Assurance d'Etna de Hartford, en date du 1er janvier 1873.

Aussi une liste des actionnaires de la compagnie de crédit foncier du Canada jusqu'au

31 décembre 1872.

Et aussi un rapport du bibliothécaire sur l'état de la bibliothèque du Parlement, Ordonné, que les dits rapports restent sur la table et ils sont comme suit :

#### (Voir Documents de la Session.)

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajourné à demain à trois heures de l'après-midi.

Pour Vendredi. le 7 mars 1878

# Vendredi, 7 Mars 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE.

l'étitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions:

# ORDRE DU JOUR.

Pour Vendredi, le 7 mars 1873.

1873.

1|5 mars—Prise en considération du discours prononcé par Son Excellence à l'ouverture du Parlement.—(Hon. M. Campbell.)

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

No. 2.

Jeudi 6 Mars 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SÉNAT.

# OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOB, 29, 31 et 33, Rue Rideau.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

## DU CANADA.

# Vendredi, 7 Mars 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président.

#### Les honorables Messieurs

Ailine	Churchill	Locke,	Panet,
Aikins,	Cochrane,	McLelan,	Perry,
A. chibald, Armand,	Cormier,	Macdonald, (Victoria)	Read,
Benson,	Dever,	Macfarlane,	Seymour,
Bloke,	Dumouchel,	Macpherson,	Shaw,
Botsford,	Ferguson,	Malhiot,	Simpson,
Burcau,	Guévremont,	Miller,	Skead,
Burnham,	Hamilton, (Inkerman)	Mills,	Steaves,
Gampbell,	Hamilton, (Kingston)	) Muirhead,	Sutherland
Carrall.	Lacoste,	Northup,	Vidal,
Chapais,	Letellier de St. Just,	Olivier,	Wilmot.
Christie.			

PRIÈRES.

L'honorable Président a informé la Chambre que M. Montizambert, greffier en loi au Sénat, et M. Tessier, greffier des journaux français, ont demandé un congé d'absence pour cause de maladie.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le congé demandé par chacun d'eux soit accordé.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Hamilton (Kingston), de Henry Cuningham, maire de Kingston, et autres, et d'Alexander S. Kirkpatrick et autres intéressés dans le commerce et la navigation sur le St. Laurent, entre Montréal et les lacs supérieurs.

Par l'honorable M. Macpherson, de la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada.

Par l'honorable M. Dumouchel, du Révérend A. Labelle et autres, de la cité de Montréal, et du Conseil Municipal du comté de Soulanges, dans la Province de Québec.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du discours de Son Excellence prononcé du Trône, à l'ouverture du Parlement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, qu'il soit remis à lundi prochain.

L'honorable M. Campbell a présenté à la Chambre le document suivant :

ORDRE DU SÉNAT,

12 juin 1872.

Vu que cette Chambre pendant la première session du présent parlement, a, dans le but de diminuer ses dépenses, réduit les salaires de certains officiers et commis de son personnel, et

vu que les dits salaires et émoulements n'ont pas été augmentés depuis : qu'il soit

Résolu, que, dans l'opinion de cette Chambre, ceux des officiers et serviteurs de cette Chambre que Son Honneur le Président, l'honorable Maître-Général des postes et l'honorable Receveur-Général croiront y avoir droit, àcause de leur temps de service ou de leur capacité, devraient recevoir telle addition raisonnable à leurs salaires qui les rémunère convenablement de leur travail pour l'année courante, et jusqu'à ce que leur position soit prise en considération par la Chambre.

Par une résolution subséquente de la Chambre, l'honorable Peter Mitchell fut ajouté

au comité.

#### EXTRAIT.

Résolu, qu'en exécution de la résolution ci-dessus, les salaires des officiers et serviteurs du Sénat seront tels que portés à la colonne de droite de la feuille des salaires ci-jointe pour l'année courante et jusqu'à ce que le Sénat en ait ordonné autrement.

(Signé)

A. CAMPBELL,

Président du comité.

27 février 1872.

#### BORDEREAU.

			_			
Nom.	Titre.	Remarques.	Salaire en 1868.	Salaire actuel par année.	Salaire en 1872.	Remarques.
CANDON - SCHOOL COLLEGE OF A STANDARD	Greffier, maître en chancel- lerie, caissier et comptab. Dépgref., assisgreffier et		3,400	2,400	3,000	
	Dép. gref., assis. grente et maître en chancellerie Gref. en loi, gref, des comi- tés et traducteur anglais.		2,600	1,600	1,700	Employé pendant la session seule- ment.
James Adamson	Chapelain	Nouvelle charge.		200 1,100 1,000	1,300 1,100	A motion
Neil W. McLean .	ct stenographe		600 1,400	900 800 1,300 1,200	900 900 1,500 1,350	Arrangm. spécial.
J. de St. Denis Le Moine	Second traducteur français et sergent d'armes Greffier des journaux français de la contral de	Nouvelle charge.		500 900	600	Incapable de rem- plir ses fonc. par suite de maladie.
	verge noire	chauffé	1,000	1,000	1,100	
S. Skinner	Concierge	Chaune	000	400	1	Servic. pendant la sess. seulement.
Peter Dunne	Messager de l'orateur		700		700	
	Assistant portier, chargé de la garde-robe, etct. Messager de banque, etc.	le	. 500	500	500	
	1		1	19,100	1	-

#### A. CAMPBELL,

Président de la Commission.

Ordonné, qu'il soit déposé sur la table

Alors sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, la Chambre s'est ajournée à lundi prochain à trois heures de l'après-midi.

# Lundi, 10 Mars 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE.

l'étitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions.

## ORDRE DU JOUR.

Pour Lundi, le 10 mars 1873.

1973.

1|7 mars—Prise en considération du discours prononcé par Son Excellence à l'ouverture du Parlement.—(Hon. M. Campbell.)

PROTES VERIAUX

MANCHE, DU SENTAL

DU MANADA,

EAN

and to Mars 187

Township Dieser in

The state of the s

orthodes engineers carries great many or dispusses over helps

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

No. 3.

Vendredi, 7 Mars 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SÉNAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue Rideau.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SÉANCES DU SÉNAT

# DU CANADA.

# Lundi, 10 Mars 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président.

### Les honorables Messieurs

Aikins, Archibald, Armand, Benson, Blake, Botsford, Bourinot, Bureau, Burnham, Campbell, Carrall, Chaffers	Chapais, Christie, Christie, Churchill, Cochrane, Cormier, Dever, Dumouchel, Guévremont, Hamilton, (Inkerman Hamilton, (Kingston) Holmes, Lacoste,		Olivier, Panet, Perry, Read, Seymour, Shaw, Simpson, Steaves, Sutherland, Vidal, Wark, Wilmot.
--	---	--	--

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table.

Par l'honorable M. Panet, de la compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord

Par l'honorable M. Christie, des conseils municipaux des Townships de Garafraxa Est et Ouest, du township d'Oxford, et du comté d'Oxford, dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Benson, de John Schultz, M. P., de la Province de Manitoba.

Par l'honerable M. Blake, des conseils municipaux du comté de Norfolk et du township de Nottawasa, dans la province d'Ontario.

Par l'hon. M. Bureau de la Compagnie Canadienne de terre et de crédit de Glasgow.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante a été lue :

Du conseil municipal du township de *Brighton*, dans la province *d'Ontario*; demandant qu'un acte soit passé à l'effet d'empêcher la manufacture et la vente de boissons enivrantes dans la Puissance du *Canada*.

L'honorable M. Vidal a fait motion secondé par l'honorable M. Cochrane.

Que l'adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur-Général en réponse

au gracieux discours qu'elle a prononcé du Toône en ouvrant le Parlement.

"A Son Excellence le Très-Honorable Sir Frederic Temple, Comte de Dufferin, Vicomte et Baron Clandeboye, de Clandeboye, dans le comté Down, dans la Pairie du Royaumo-uni, Baron Dufferin de Clandeboye de Ballyleidy, et Killeleagh, dans le comté Down, dans la Pairie d'Irlande, et Baronnet, Chevalier du Très-Illustro Ordre de St. Patrice et Chevalier Commandeur du Très-Honorable Ordre du Bain, Gouverneur-Général du Canada et Gouverneur et Commandant en Chef de l'Ile du Prince-Edouard, et Vice-Amiral du Canada et de l'Ile du Prince-Edouard, etc., etc., etc.

#### PLAISE A VOTRE EXCELLENCE;

Nous fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, les membres du Sénat du Canada assemblée en Parlement, nous remercions humblement Votre Excellence du gracieux discours qu'elle

a prononcé à l'ouverture de la présente session.

Nous remercions Votre Excellence d'avoir dit qu'elle désirait, en adressant pour la première fois la parole au Parlement du Canada, exprimer la satisfaction qu'elle ressent en ayant recours à nos avis et à notre assistance, ainsi que son profond sentiment de sa bonne fortune de pouvoir s'associer à nes travaux et à nos aspirations pour le bien-être de cette Puissance; et nous nous réjouissons avec Votre Excellence à la pensée que son entrée en office ait eu lieu à une époque où l'avenir du pays apparaît si plein de promesse, où la paix et l'amitié règne entre toutes les nations voisines, et dans un temps qui présente tant d'indices du succès avec lequel le Canada lui-même consolide son unité politique et développe ses ressources matérielles.

Nous remercions Votre Excellence de nous avoir informés que, conformément à la décision du l'arlement et pour mettre à effet la législation de la dernière session, Votre Excellence a fait accorder une charte à un corps de capitalistes canadiens pour la construction du chemin de fer du Pacifique. Nous sommes heureux d'apprendre que la compagnie maintenant formée a donné des assurances que ce grand ouvrage sera vigoureusement poursuivi ; que l'état favorable du marché monétaire en Angleterre donne tout lieu d'espérer qu'il sera pris des arrangements satisfaisants pour se procurer le capital nécessaire ; et que les papiers et la correspondance relatif à ce sujet seront mis devant nous.

Nous sommes heureux d'apprendre que, durant l'année dernière, les études pour l'amélioration et l'extension de notre système de canalisation, pour lesquelles il a été voté de l'argent pendant la dernière session, ont été poursuivies activement, et que les plans et devis pour l'agrandissement de canal Welland et la construction du canal de la baie Verte ont été complétés, en sorte que les travaux peuvent maintenant être donné aux contracteurs, et nous

apprenons avec plaisir que Votre Excellence est assurée que les études pour les canaux du St.-Laurent seront fournies à temps pour commencer les travaux au commencement de l'année prochaine, ce qui, nous sommes heureux d'en être informés assurera l'achèvement de

ces grandes entreprise à la même période.

Il nous est agréable de savoir que les efforts faits pour encourager l'immigration ont été couronnés d'un succès bien marqué, et que le nombre de personnes cherchant à s'établir en Canada a considérablement augmenté pendant l'année dernière. Votre Excellence peut compter sur notre ferme disposition à pourvoir amplement à l'augmentation constante du courant de colons qu'on peut attendre chaque année, et qui viendront ajouter à la population, à la richesse et à la force de la Puissance.

Nous remercions Votre Excellence de nous apprendre que la compilation du premier recensement de la Puissance arrive à sa fin, et nous pensons avec Votre Excellence qu'il semble par conséquent que ce serait une occasion favorable d'établir un bon système ayant pour but de recueillir correctement les rènseignements statistiques et de les classer

scientifiquement; et nous nous empresserons de donner notre attention à ce sujet.

Nous reconnaissons parfaitement l'importance de pourvoir à la refonte et à l'amendement des lois maintenant en force dans les diverses Provinces se rapportant à la représentation du peuple en Parlement; et Votre Excellence peut être assurée que toute mesure à cet effet, ainsi que toute autre pour la décision des élections contestées, qui pourra nous être soumise, recevra notre plus sérieuse considération.

Nous donnerons aussi toute notre attention aux mesures que Votre Excellence nous fera soumettre pour l'amendement des lois relatives aux pilotes, au sauvetage, et aux Maisons de la Trinité de Montréal et de Québec, aussi bien que pour l'amélioration des lois affectant géné-

ralement notre marine marchande.

Nous partageons l'opinion de Votre Excellence que l'expérience a démontré que les devoirs remplis maintenant dans les bureaux du Secrétaire d'Etat et du Secrétaire pour les Provinces, peuvent être réorganisés avec avantage pour le service public ; et nous examinerons sérieusement tout bill que Votre Excellence nous fera soumettre sur le sujet, de même que tous autres bills qui nous seront présentés relativement à la loi criminelle, aux poids et

mesures, et pour l'amendement et la refonte des lois d'inspection.

Nous sommes profondément convainces que plusieurs des sujets que Votre Excellence a énumérés sont de la plus haute importance. Nous sommes reconnaissants envers Votre Excellence de la pleine confiance qu'elle dit avoir dans notre patriotisme et notre sagesse en les soumettant à notre considération, et nous espérons avec elle que la divine providence guidera nos conseils dans tout ce qui pourra le mieux avancer le bonheur du peuple du Canadi, et le bien-être de l'empire général."

Après débat.

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été unanimement résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur-Général par ceux des membres du Conseil Privé, qui sont membres de cette Chambre.

Alors, sur motion de l'Hou. M. Campbell secondé par l'Honorable M. Aikins,

La Chambre s'est ajournée.

# Mardi, 11 Mars 1873.

## AFFAIRES DE ROUTINE

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter,

Motions.

## AVIS DE MOTIONS.

Pour Mercredi, 12 mars 1873.

Par l'Hon. M Botsford :

1873.

10 mars—Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Généra priant Son Excellence de vouloir bien ordonner qu'il soit fait sans retard une enquête détaillée sur l'administration et l'exploitation du chemin de fer Européen et Nord Américain et de l'intercolonial entre St. Jean et Halifax, à fin de rendre plus sûr et plus régulier le transport des malles, des voyageurs et des marchandises sur ces chemins de fer ?

Interpellation par l'Hon. M. Miller:

- " 1° Y a-t-il une vacance sur le banc de la Cour Suprême de la Province de la Nouvelle-Ecosse; et depuis quand cette vacance, si elle existe, a-t-elle eu lieu
  - 2° Le gouvernement se propose-t-il de recommander au Parlement, pendan cette session, d'égaliser les salaires des Juges des [Cours Suprêmes des différentes Provinces de la Confédération ? §

la eu

No. 4.

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Lundi, 10 Mars 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SÉNAT.

OTTAWA:

Imprinés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue Rideau.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SÉANCES DU SÉNAT

# DU CANADA,

# Mardi, 11 Mars 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président.

#### Les honorables Messieurs

Aikins,
Archibald,
Armand,
Benson,
Blake,
Botsford,
Bureau,
Burnham,
Campbell,
Carrall,
Chapais,
Christie,
Charachill

Cochrane,	McDonald.
Cormier,	McLelan,
Dever.	MacMaster,
Dumouchel.	Macdonald,
Ferrier,	Macfarlane,
Guévremont,	Macpherson,
Hamilton, (Inkerman)	Malhiot,
Hamilton, (Kingston)	Miller,
Holmes,	Mills,
Lacoste,	Muirhead,
Leonard,	Northup,
Letellier de St. Just,	Odell,
Locke,	di estlongia

PRIÈRES.

L'honorable M. Campbell a fait motion, secondé par l'honorable M. Letellier de St, Just, Que lorsque la Chambre s'ajournera elle soit ajournée à jeudi prochain à trois heures de l'après-midi.

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été résolue dans l'affirmative.

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Burnham, de la chambre de commerce de la ville de Cobourg, dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Christie, du conseil municipal du township d'Ashfield, dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Shaw, du conseil municipal du townships de Lanark, dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Simpson, de John McLeod, de la ville de Bowmanville; du conseil municipal du township de Darlington dans le comté de Durham, dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Ferrier, de la chambre de commerce de la cité d'Ottawa.

Par l'honorable M. McDonald, des conseils municipaux des townships d'Ellice, Easthope Nord et Logan, dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Leonard, du conseil municipal du township d'Ekfrid, dans la province d'Ontario.

Par l'honorable le Président, des commissaires du havre de Québec, et du conseil municipal du township d'Edwardsburg, dans la province d'Ontario.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes ont été lues :

De Henry Cunningham, maire de Kingston, et autres, et d'Alexander S. Kirkpatrick et autres, intéressés dans le commerce et la navigation sur le St. Laurent, entre Montréal et les lacs supérieurs.

Du Révérend A. Labelle et autres, de la cité de Montréal, et du conseil municipal du comté de Soulanges, dans la Province de Québec; demandant séparément la construction d'un canal sur la côte nord du St. Laurent entre les cascades et le Côteau du Lac

De la compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada; demandant qu'un acte soit passé pour définir et déclarer le montant respectif des hypothèques ou des dettes actuelles dont est chargé le chemin de fer de Montréal et Champlain, ainsi que les franchises et la propriété de la dite compagnie, et pour d'autres fins.

L'honorable M. Aikins a présenté un bill intitulé: "Acte concernant les réclamations à des terres dans Manitoba, pour lesquelles il n'a pas été émis de patentes."

Le dit bill a été lu la première fois.

FRILLIANS.

Ordonné, qu'il soit lu la seconde fois, lundi prochain.

L'honorable le président a présenté à la Chambre la liste des actionnaires de la compagnie de Banque de Halifax, et de la Banque de Liverpool, Nova Scotia; aussi une liste des souscripteurs au fonds capital de la Banque Maritime de la Puissance du Canada,—de la Banque de Hamilton,—de la Banque de Ville-Marie,—et de la Banque St. Laurent, de Toronto.

Ordonné, que les dites listes soient déposées sur la table et elles sont comme suit :--

(Vide documents de la Session.)

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée à jeudi prochain, à trois heures de l'après midi.

# Jeudi, 13 Mars 1873.

## AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions.

# AVIS DE MOTIONS.

Pour Jeudi, 13 mars 1873.

Par l'Hon. M Botsford :

1873.

10 mars—Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général priant Son Excellence de vouloir bien ordonner qu'il soit fait sans retard une enquête détaillée sur l'administration et l'exploitation du chemin de fer Européen et Nord Américain et de l'Intercolonial entre St. Jean et Halifax, à fin de rendre plus sûr et plus régulier le transport des malles, des voyageurs et des marchandises sur ces chemins de fer ?

Interpellation par l'Hon. M. Miller :

- " 1° Y a-t-il une vacance sur le banc de la Cour Supérieure de la Province de la Nouvelle-Ecosse; et depuis quand cette vacance, si elle existe, a-t-elle eu lieu?
  - 2º Le gouvernement se propose-t-il de recommander au Parlement, pendant cette session, d'égaliser les salaires des Juges des Cours Supérieures des différentes Provinces de la Confédération?

5.

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

No. 5.

Mardi, 11 Mars 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SÉNAT.

OTTAWA:

mprimés par I. B. Tavlor, 29, 31 et 33, Rue Rideau. 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SÉANCES DU SÉNAT

DU CANADA.

# Jeudi, 13 Mars 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président.

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Cochrane,	McCleland,	Panet,
Arrchibald,	Cormier,	McDonald,	Perry,
Armand,	Dever,	McLelan,	Read,
*Benson,	Dickey,	MacMuster.	Renaud,
Blake,	Dumouchel,	-Macdonald,	Robertson,
Botsford,	Ferguson,	Macfarlane,	Ryan,
Bourinot,	Ferrier, .	Macpherson,	Seymour,
Bureau,	Guévremont,	Malhiot,	Shaw,
Burnham,	Hamilton, (Kingston)		Simpson,
Campbell,	Holmes,	Mills,	Steaves,
Carrall,	Lacoste,	Muirhead.	Sutherlan
Chapais,	Leonard,	Northup,	Vidal.
Christie,	Letellier de St. Just,		Wark,
Churchill,	Locke,	Olivier,	Wilmot.
. 100			

PRIÈRES

Les pétitions suivantes ont été séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Hamilton (Kingston) de William Cox Allan, Maire, et autres, de la ville de Ccrnwall; de D. McNaughton et autres, de Lancaster; de John Miller et autres, du township de Storrington, dans le comté de Frontenac, et du révérend William Shortt, du township de Wolfe Island, dans le comté de Frontenac, Province d'Ontario.

Par l'honorable M. Christie, de la corporation de la ville de Guelph, et du conseil municipal du township d'Eramosa, dans le comté de Wellington, Province d'Ontario.

Par l'honorable M. Blake—De Wm. Lutes et autres, du township de Townsend, et du conseil municipal du township de Windham, dans le comté de Norfolk, Province d'Ontario :

Par l'honorable M. Macdonald, de J. H. Flagg et autres, du township de Fularton, Province d'Ontario.

Par l'honorable M. Ryan, de Sir Hugh Allan et autres, de la cité de Montréal; de la chambre de commerce de la dite cité de Montréal; de la compagnie du Grand Tronc de chemin de fer du Canada.

Par l'honorable M. Leonard, de la chambre de commerce de la cité de London, Province d'Ontario.

Par l'honorable M. Campbell, du révérend John A. Mulock et autres, de la cité de Kingston, Province d'Ontario.

Par l'honorable M. Burnham, de la compagnie de Crédit Foncier du Canada.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes ont été séparément lues :

De la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal; demandant à être autorisée à continuer sa ligne jusqu'au terminus du chemin de fer du Pacifique Canadien ou jusqu'au point sur ce chemin qui sera le plus voisin de la Province de Québec et le plus commode pour relier les deux voies.

De John Schultz M. P., de la Province de Manitoba ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie de la Traite du Nord Ouest."

De la Compagnie, Glasgow Canadienne de Terre et de Crédit (responsabilité limitée); demandant qu'il soit passé un acte d'incorporation pour lui conférer en Canada tous les pouvoirs de son Memorandum d'Association.

Des conseils municipaux des comtés d'Oxford et Norfolk, et des conseils municipaux des townships de Nottawasaga, Oakland et Garafraxa Est et Ouest, Province d'Ontario; demandant qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente des boissons enivrantes comme breuvage en Canada.

L'honorable Président a présenté à la Chambre des Etats des Mariages, Baptêmes et Sépultures dans les districts d'*Herville* et d'*Ottawa*, pour l'année 1872, dans le district de Beauharnois, pour les années 1871 et 1872, et aussi, dans le district de Berthier pour l'année 1872;

Ordonné, qu'ils soient déposés sur la table et ils sont comme suit :

(Voir Documents de la Session.)

L'honorable M. Aikins a présenté à la Chambre un bill intitulé : " Acte pour pourvoir à la création du Département de l'Intérieur."

Le dit bill a été lu la première fois.

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, mardi prochain.

L'honorable M. Botsford a proposé, secondé par l'Honorable Dickey,

Qu'il soit présenté une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général priant Son Excellence de vouloir bien ordonner qu'il soit fait sans retard une enquête détaillée sur l'administration et l'exploitation du chemin de fer Européen et Nord Américain et de l'Intercolonial entre St. Jean et Halifax, à fin de rendre plus sur et plus régulier le transport des malles, des voyageurs et des marchandises sur ces chemins de fer.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirma-

tive.

Ordonné, que les membres de cette Chambre qui sont membre du Conseil Privé se rendent auprès de Son Excellence le Gouverneur Général avec la dite adresse.

L'honorable M. Campbell a informé la Chambre qu'il avait un message de Son Excellence le Gouverneur Général sous son Seing manuel, que Son Excellence lui avait ordonné de remettre à cette Chambre.

Le dit message a alors été lu par le greffier, et il est comme suit :

DUFFERIN.

Le Gouverneur-Général communique au Sénat copie d'une charte par lui octroyée à une corporation de capitalistes canadiens pour la construction du chemin de fer du Pacifique, avec les papiers et la correspondance ayant rapport à ce sujet.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Ottawa, 13 mars 1873

(Pour charte, etc., voir Documents de la Session)

L'honorable M. Aikins a présenté à la Chambre un état détaillé des cautionnements enregistrés au Département du Secrétaire d'Etat du Canada jusqu'à la date du 15 Mars 1873.

Ordonné, qu'il soit déposé sur la table et il est comme suit :

(Voir Documents de la Session.)

Alors, sur motion de l'Hon. M. Campbell, secondé par l'Hon. M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

## Jeudi, 13 Mars 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions.

# AVIS DE MOTIONS.

Pour Lundi, 17 mars 1873.

Interpellation par l'honorable M. Miller: 1873.

13 mars—Le Gouvernement du Canada a-t-il reçu des instructions du Bureau des Colonies au sujet des tîtres honorifiques des lieutenan ts-gouverneurs des provinces, depuis la dépêche du Duc de BucKinghaw du 24 juillet 1868, exprimant le plaisir do Sa Majesté à l'endroit de ces distinctions?

Par l'honorable M. Read :

" Le Gouvernement a-t-il l'intention d'établir des distributions postales et jusqu'à quel dégré et en quel temps ?

Par l'honorable M. Read:

Le Gouvernement se propose-t-il de bâtir des résidences officielles pour les ministre à la capitale ?

88

1

PROCESSVERBAUX

SUMMOUS DU SENAT

The state of the s

Emdres N Mas 1872

Sendred of make your

The residence laws and when the

Laplanendra Hannan

Distriction of the second of t

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

No. 6.

Jeudi, 13 Mars 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SÉNAT.

# OTTAWA:

mprimés par I. B. Taylor, 29, 31 et 33, Rue Rideau.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SÉANCES DU SÉNAT

### DU CANADA,

# Vendredi, 14 Mars 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président.

#### Les honorables Messieurs

Aikins,
Archibald,
Armand,
Benson,
Blake,
Botsford,
Bureau,
Burnham,
Campbell,
Carrall,
Chapais,
Christie,
Churchill,
Cochrane,
Cormier,

PRIÈRES:

Dever, McDo.
Dickey, McLee
Dickson, MacM.
Dumouchel, Macd.
Ferguson, Macp.
Ferrier, Macp.
Flint, Malh.
Guévremont, Millen
Hamilton, (Kingston) Mills
Holmes, Muir.
Lacoste, North
Leonard, Odell.
Letellier de St. Just, Olivi.
Locke, McCleland,

McDoMcDonald,
McLelan,
MacMaster,
Macdonald,
Macfarlane,
Macpherson,
Malhiot,
Miller,
Mills
Muirhead.
Northup,
Odell,
Olivier,
Panet,

Perry,
Read,
Renaud,
Robertson,
Kyan,
Seymour,
Shaw,
Simpson,
Skeak,
Steaves,
Sutherland,
Vidal,
Wark,
Wilmot.

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Shaw, de la chambre dé commerce de la Puissance ;

Par l'honorable M. Christie, du conseil municipal du township de Nissouri, province d'Ontario;

Par l'honorable M. Flint, de W. S. Williams et autres, d'Alexander Henry et autres, de Napanee, province d'Ontario ;

Par l'honorable M. Leonard, de la chambre de commerce de la ville de St. Thomas, province d'Ontario;

Par l'honorable M. McMaster, de la compagnie canadienne d'Assurance contre les risques solés du feu ; et de la compagnie du canal à navires de Huron et Ontario ;

Par l'honorable M. Cochrane, de la compagnie du chemin de fer international de St. François et Mégantic;

Par l'honorable M. Mucpherson, des conseils municipaux des townships de St. Vincent et Collingwood, dans le comté de Grey, province d'Ontario;

Par l'honorable M. Letellier de St. Just, de Claude Melançon et autres, et de C. H. Letourneux et autres, de la cité de Montréal;

Par l'hon. M. Campbell, du conseil municipal du township de Whitchurch, province d'Ontario;

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes ont été séparément lues :

De la chambre de commerce du la ville de Cobourg, et de la chambre de commerce de la cité d'Ottawa, province d'Ontario; demandant séparément que l'acte de la Faillite de 1869 avec ses amendements soit continué.

Des commissaires du havre de Québec, demandant qu'on leur vienne en aide en augmentant les droits de tonnage sur les navires qui fréquentent le port ou autrement, et aussi que les droits des porteurs de bons restent ce qu'ils sont aujourd'hui.

Des conseils municipaux des townships de Darington, Ellice, North Easthope, Logan, Elfrid, Edwardsburgh, Lanark et Ashfield; de la corporation de la ville de Bowmanville, et de John McLeod et autres, de la dite ville de Bowmanville, province d'Ontario; demandant qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente des boissons enivrantes comme breuvage en Canada.

L'honorable M. Campbell a présenté à la Chambre copie d'une convention conclue le 1er février 1873, entre Sir Hugh Allan, de la cité de Montréal, armateur, et l'honorable Alexander Campbell, Maître-Général des Postes du Canada.

Ordonné, qu'il soit déposé sur la table et il est comme suit :

(Voir documents de la Session).

L'honorable M. Aikins a présenté à la Chambre un état de la distribution des Statuts du Canada pour la cinquième session du 1er Parlement 1872.

Ordonné, qu'il soit déposé sur la table, et il est comme suit:

(Voir documents de la Session).

L'honorable Président a informé la Chambre que le Greffier du Sénat avait reçu la communication suivanté:

Québec, 11 Mars 1873.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer qu'en conséquence de la destruction du palais de Justice de Québec par un incendie et de la perte de quelques uns des registres de l'état civil déposés à notre bureau, nous sommes dans l'impossibilité de compiler te fournir un état en triplicata des Baptêmes, Mariages et Sépultures qui ont eu lieu dans le District de Québec pendant l'année 1872 ; tel que requis par le ch. 20 des Statuts Refondu du Bas-Canada. Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur, Vos très-obéissants Serviteurs FISET, BURROGHS ET CAMPBELL,

P. S. C.

A Robert Lemoine, Ecr., Greffier du Sénat.

Ordonné, que la dite lettre soit déposée sur la table.

L'honorable M. Shaw a proposé secondé par l'hon : M. Ferrier, Que la pétition de la chambre de commerce de la Puissance, présentée ce jour, demandant la continuation de l'acte de la faillite de 1869 avec ses amendements soit maintenant lue ; La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirma-

tive et

La dite pétition a alors été lue par le greffier, Ordonné, qu'elle soit déposée sur la table.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

# Lundi, 17 Mars 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions.

## AVIS DE MOTIONS.

Pour Lundi, 17 mars 1873.

Interpellation par l'honorable M. Miller:

1873.

13 mars — Le Gouvernement du Canada a-t-il reçu des instructions du Bureau des Colonies au sujet des tîtres honorifiques des lieutenants-gouverneurs des provinces, depuis la dépêche du Duc de Buckingham du 24 juillet 1868, exprimant le plaisir de Sa Majesté à l'endroit de ces distinctions?

Par l'honorable M. Read :

" Le Gouvernement a-t-il l'intention d'établir des distributions postales et jusqu'à quel dégré et en quel temps ?

Par l'honorable M. Read:

Le Gouvernement se propose-t-il de bâtir des résidences officielles pour les ministres à la capitale ?

Par l'honorable M. Campbell:

- Que les comités permanents de la présente session soit nommés et composés respectivement comme suit :
- Banques, commerce et chemins de fer.—Les honorables messieurs,—Bureau, Chapais, Churchill, Benson, Ferrier Foster Ferguson, Hamilton (Kingston), Kaulback, Sir Edward Kenny, McDonald (Toronto), McLelan (Londonderry), McMaster, Macdonald (Victoria), Macpherson, Malhiot, Robertson, Ryan, Simpson, Skead, Smith, Sutherland, Wark et Wilmot.
- Comptes contingents.—Les honorables messieurs Arkins, Armand, Botsford, Burnham, Carrall, Christie, Dickey, Dickson, Dumouchel, Girard, Hamilton, (Inkerman), Letellier de St. Just, McClelan, (Hopewell), McDonald, (Toronto), Macfarlane, Macpherson, Miller, Mills, Muirhead, Read, Ryan, Seymour et Shaw.
- Bibiothèque du Parlement.—Son Honneur le Président, les honorables Messieurs Allan, Blake, Bourinot, Chaffers, Chapais, Cormier, Cornwall, Ferguson, Girard, Hazen, Holmes, Lacoste, Leonard, Locke, Macfarlane, Malhiot, Mills, Odell, Panet, Reesor, Renaud et Steeves.
- Ordres permanents et Bills Privés.—Les honorables messieurs Aikins, Allan, Archibald, Armand, Botsford, Bourinot, Christie, Cornwall, Dever, Dickson, Ferrier, Flint, Girard, Guévremont, Letellier de St. Just, Miller, Macfarlane, Northup, Olivier, Panet, Perry, Steeves et Vidal.
- Impressions.—Les honorables messieurs Aikins, Bureau, Burnham, Carrall, Chapais, Cochrane, Dumouchel, Ferrier, Lecke, McLelan, (Londonderry), Muirhead, Olivier, Reesor, Simpson et Skead.

#### ORDRE DU JOUR.

Pour Lundi, le 17 mars 1873.

1873.

14 mars.—Seconde lecture (Bill A). Titres à des terres dans Manitoba—(Hon. M. Campbell).

No. 7.

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Vendredi, 14 Mars 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SEANCES DU SÉNAT.

OTTAWA:

mprimés par I. B. Taylon, 29, 31 et 33, Rue Rideau. 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

DU CANADA.

# Lundi, 17 Mars 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président.

#### Les honorables Messieurs

Aikins,
Archibald,
Armand,
Benson,
Blake,
Botsford,
Bureau,
Burnham,
Campbell,
Carrall,
Chapais,
Christie,
Churchill,
Cochrane,
Cormier,

Dever,
Dickey,
Dickson,
Dumouchel,
Ferguson,
Ferrier,
Flint,
Guévremont,
Holmes,
Kaulback,
Lacoste,
Leonard,
Letellier de St. Just,
Locke,
McCleland,

McDonald,
McLelan,
MacMaster,
Macdonald,
Macfarlane,
Marpherson,
Malhiot,
Miller,
Mills,
Muirkead,
Northup,
Odell,
Olivier,

Panet,

Perry,
Read,
Renaud,
Robertson,
Ryan,
Seymour,
Shaw,
Simpson,
Skead,
Steaves,
Sutherland,
Vidal,
Wark,
Wilmot.

PRIÈRES

L'honorable président à présenté à la Chambre une liste des actionnaires de la Banque de la Cité de Montréal indiquant le nombre d'actions de chacun d'eux, jusqu'au 8 mars 1873. Aussi une liste des actionnaires de la Banque Nationale en date au 1er mai 1872.

Aussi une liste des actionnaires de la Banque du District de Niagara en date du 13ème

jour de mars 1873.

Ordonné, que les dites listes soient déposées sur la table, et elles sont comme suit :

#### (Voir documents de la Session.)

Les pétitions suivantes [ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Dusnouchel de C. C. McFall et autres, de Coteau Landing, dans la province de Québec.

Par l'honorable M. Mills, de la chambre de commerce de la ville Hamilton, dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Macpherson, de Son Honneur William Pierce Howland, C. B. et autres de la cité de Toronto, et du conseil municipal du township d'Osprey dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Flint, de William Tomblin et autres, du village de Bridgewater, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Bureau, de W. H. Marler et autres, de la ville de St. Jean, dans la province de Québec.

Par l'honorable M. Read, de la chambre de commerce de la ville de Belleville, dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Ferrier, du révérend John Potts, de l'Eglise St. Jacques de Montréal, et autres, de la province de Québec, et du conseil municipal du township de Scugog, dans la dite province de Québec.

Par l'honorable M. Robertson, de George Thomas et autres, du port et havre de la cité de St. Jean, Nouveau-Brunswick et de la Baie de Fundy.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes ont été lues :

De la compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada; demandant qu'un acte soit passé lui donnant le pouvoir de fixer le taux de l'intérêt sur certaines obligations privilégiées, à condition que le dit taux soit approuvé par les actionnaires, ou, à défaut de leur consentement, que l'Acte des arrangements financiers du Grand-Tronc, 1862, soit continué pendant trois ans avec certaines modifications mentionnées dans sa pétition.

De la compagnie de crédit foncier, demandant que certaines personnes, qui ont donné avis de leur intention de demander au Parlement un acte d'incorporation sous le nom de compageie de crédit foncier du Canada, ne soient pas incorporées et que d'autres personnes ne le soient pas non plus sous ce nom ou sous aucun autre nom ou titre semblable à celui de la compagnie "du crédit foncier du Canada.

De George Baptiste et autres de la ville des Trois-Rivières, dans la province de Québec;

demandant un acte d'incorporation sous le nom de Banque des Trois-Rivières.

De la chambre de commerce de la cité de Montréal, et de la chambre de commerce de la cité de London, dans la province d'Ontario; demandant la continuation de l'acte de la faillite de 1869 et de ses amendements.

De Sir Hugh Allan et autres, de la cité de Montréal, en relation avec la compagnie de Navigation canadienne, expéditeurs, marchands et agents de compagnies d'assurance intéressés dans le commerce et la navigation du St. Laurent;—de William Cox Allan, maire, et autres, de la ville de Cornwall, et de D. McNaughton et autres de Lancaster; demandant la construction d'un canal sur la côte nord du St. Laurent, depuis les Cascades au Coteau du Lac.

Du Révérend John Dulock et autres, de la cité de Kingston; de la corporation de la ville de Guelph; du Révérend William Shortt et autres, du township de Wolfe Island, dans le comté de Frontenac; de John Miller et autres; du township de Storrington, dans le dit comté de Frontenac, de William Lutes et autres, du township de Townsend, dans le comté de Norfolk; de F. H. Flagg et autres, du township de Fullorton; du conseil municipal du township de Eramosa, dans le comté de Wellington, et du conseil municipal du township de Windham, dans le comté de Norfolk, tous dans la province d'Ontario; demandant qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente des boissons enivrantes comme breuvage en Canada.

Sur motion de l'honorable M. Campbell secondé par l'honorable M. Aikins il a été
Ordonné que les honorables messieurs,—Bureau, Chapais, Churchill, Benson, Ferrier,
Foster, Ferguson, Hamilton (Kingston), Kaulback, Sir Edward Kenny, McDonald (Toronto), McLelan (Londonderry), McMaster, Macdonald (Victoria), Macpherson, Malhiot,
Robertson, Ryan, Simpson, Skead, Smith, Sutherland, Wark Wilmot et le moteur, composent un comité des banques, du commerce et des chemins de fer, pour la présente session,
auquel seront renvoyés tous bills sur ces sujets.

Sur motion de l'Honorable M. Campbell Secondé par l'honorable M. Aikins il a été Ordonné, que les honorables Messieurs, Aikins, Armand, Botsford, Burnham, Carrall, Christie, Dickey, Dickson, Dumouchel, Girard, Hamilton, (Inkerman), Letellier de St. Just, McClelan, (Hopewell), McDonald, (Toronto), Macfarlane, Macperson, Miller, Mills, Muirhead, Read, Ryan, Seymour Shaw, et le moteur, composant un comité pour examiner les comptes contingents du Sénat et en faire rapport pour la présente session.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que les honorables Messieurs Allan, Blake, Bourinot, Chaffers, Chapais, Cormier Cornwall, Ferguson, Girard, Hazen, Holmes, Lacoste, Leonard, Locke, Macfarlane, Malhiot, Mills, Odell, Panet, Reesor, Renaud, Steeves et le moteur, composent un comité pour aider Son Honneur le président dans l'administration de la bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir au nom de cette Chambre comme membre du comité collectif des deux chambres de la bibliothèque.

Ordonné, que la résolution précédente soit communiquée à la Chambre des Commune<sup>8</sup> par l'un des maîtres en chancellerie.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que les honorables messieurs Aikins, Allan, Archibald, Armand, Botsford, Bourinot, Christie, Cornwall, Dever, Dickson, Ferrier, Flint, Girard, Guévremont, Letellier de St. Just, Miller, Macfarlane, Northup, Olivier, Panet, Perry, Steeves Vidal et le moteur, composent un comité des ordres permanents et des bills privés, avec pouvoir de faire l'examen et de s'enquérir de toutes telles matières et choses qui seront renvoyées au dit comité, de faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur icelles, et d'envoyer quérir personnes et documents.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que les honorables messieurs Aikins, Bureau, Burnham, Carrall, Chapais, Cochrane, Dumouchel, Ferrier, Locke, McLelan, (Londerry), Muirhead, Olivier, Reesor, Simpson et Skead, composent un comité pour surveiller les impressions de cette Chambre, durant la prisonte sossion.

L'honorable M. McMaster, a présenté à la Chambre une liste des actionnaires de la Banque Canadienne de Commerce, le sixième jour mars de 1873,

Ordonné, Que la dite liste soit déposée sur la table et elle est comme suit :

#### (Voir documents de la Session).

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé: " Acte concernant les réclamations relatives à des terres dans le Manitoba, pour lesquelles, il n'a pas été accordé de lettres patentes.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à mercredi prochain.

L'honorable M. Aikins a présenté à la Chambre le rapport du Secrétaire d'Etat du Canada, pour l'année finissant le trentième jour de juin 1873. Ordonné, que le dit rapport soit déposé sur la table et elle est comme suit :

#### (Voir documents de la Session.)

L'honorable M. Campbell a informé la Chambre qu'il avait reçu un message de Son Excellence le Gouverneur Général, sous son seing manuel, que Son Excellence lui avait ordonné de délivrer à cette Chambre.

Le dit message a été alors lu par le greffier, et il est comme suit ;

Honorable Messieurs du Sénat.

Je vous remercie cordialement de votre adresse et des assurances d'appui qu'elle contient. Je compte avec confiance sur votre assistance dans mes efforts pour l'avancement des intérêts de la Puissance.

DUFFERIN

HOTEL DU GOUVERNEMENT, Ottawa, 15 mars 1873.

> Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

# Mardi, 18 Mars 1873.

## AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter.

Motions:

### AVIS DE MOTIONS.

Pour Mercredi, 19 mars 1873.

Par l'hon. M. Bureau :

1873.

17 mars.—Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général priant Son Excellence de vouloir bien faire transmettre à cette Chambre telle partie qu'il jugera à propos des instructions royales qui lui ont été données lors de sa nomination à la charge de Gouverneur-Général du Canada.

Interpellation par l'honorable M. Ryan:

L'Acte présenté à la dernière session pour amender la loi relative à la propriété littéraire, et réservé pour la signification du plaisir de Sa Majesté, a-t-il reçu la sanction royale? Et s'il ne l'a pas reçue, le gouvernement se propose-t-il d'introduire une mesure ayant la même tendance pendant la session actuelle?

#### Par l'hon. M. Miller:

" Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général priant Son Excellence de vouloir bien faire transmettre à cette Chambre un état de toutes les personnes qui ont circulé gratuitement sur quelque partie des chemins de fer du gouvernement dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick pendant les deux dernières années et par quelle autorité et pour quelle raison des possages gratuits ont été accordés à ces personnes.

#### Par l'honorable M. Christie:

- "Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres et Sir Hugh Allan ou quelqu'un écrivant en son nom, ou un de ses associés; ou toute correspondance avec quelque personne ou quelques personnes que ce soit, au sujet du chemin de fer Canadien du Pacifique ou de la proposition faite par ces personnes de construire, équiper et exploiter, et des moyens qu'elles avaient de former une compagnie.
  - Copie de tout contrat conclu entre Sir Hugh Allan a ses associés et le gouverne ment pour la construction, l'équipement et l'exploitation du dit chemin de fer, en vertu de la charte accordée par le Gouverneur-Général en conseil le cinquième jour de février dernier, copie de la liste d'actions soumise par Sir Hugh Allan et ses associés avant la signature de ce contrat.
  - Des Etats énonçant les noms des actionnaires du chemin de fer canadien du Pacifique en vertu de la dite charte du 5 février dernier; le nombre des actions possédées par chaque actionnaire; par qui et quand elles ont été souscrites; et, pour
    celles qui n'ont pas été souscrites par l'actionnaire en personne, les noms des
    agents ou procureurs qui les ont souscrites; le montant versé sur la souscription, avec la mention des noms de ceux par qui et à qui il a été versé au crédit
    du Receveur-Général; le nom de la banque où il est maintenant déposé; la date
    de ce versement, et s'il a été fait en espèce ou en effet du gouvernement; et les
    conditions auxquelles ces dépôts ont été reçus,
  - Une liste des noms de ceux qui ont demandé à prendre des actions en réponse aux annonces de la compagnie demandant des souscriptions d'actions et datée à Montréal le 11 février dernier; et dans le cas où la demande n'a pas été faite personnellement par le demandant, les noms des agents ou procureurs qui l'ont faite; le nombre d'actions demandées pour chaque personne le nombre allotté à chacune, le montant payé sur chaque action et à quelle banque est déposé ce montant; la date du paiement et les conditions auxquelles ces dépôts sont en la possession de telle banque; et dans les cas où il peut y avoir eu transfert d'actions, les noms des personnes auxquelles ont été faits ces transferts.
- Aussi le montant des actions souscrites sur les livres ouverts pour recevoir des demandes de souscription d'actions par la compagnie du chemin de fer du Pacifique dans les capitales des provinces du Canada, en juillet dernier, avec indication du nombre d'actions demandées dans chacune de ces villes; et dans les cas où la demande n'a pas été faite personnellement par le demandant, les noms des agents et des procureurs qui l'ont faite pour lui.

L'Ante sufecuté à la doraière ression pour amender la loi rélative à la propriété

# ORDRE DU JOUR.

Pour Mardi, le 18 mars 1873.

1873.

13 mars. - Seconde lecture (Bill B) Département de l'Intérieur (Hon. M. Aikins).

16.0°	jeie Session, Se Parlem	Turky IA I	V-2200011	I SHONANC	18 A		ATTO	Control & Losquisasingmi	
=	are, 36 Vice, 1872;	W 1813	XUARSE	工人对五名 U		Was a		Manager of the Barbara.	

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Lundi, 17 Mars 1873.

# PROCES-VERBAUX

DE

SÉANCES DU SÉNAT.

OTTAWA:

Imprimée par I. B. Taylor, 29, 31 et 33, Rue Rideau.
1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

DU CANADA.

# Mardi, 18 Mars 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président.

#### Les honorables Messieurs

Aikins
Archibald,
Armand,
Benson,
Blake,
Botsford,
Bureau,
Burnham,
Campbell,
Carrall,
Chapais,
Christie,
Churchill,
Cochrane,
Cormier,

PRIÈRES:

Dever,
Dickey,
Dickson,
Dumouchel,
Ferruson,
Ferrier,
Flint,
Girard,
Guévremont,
Hamilton (Kingston)
Holmes,
Kaulback,
Lacoste,
Leonard,
Locke,

McCleland,
McDonald,
McLelan,
MacMaster,
Macdonald,
Macfarlane,
Macpherson,
Malhiot,
Miller,
Mills,
Muirhead,
Northup,
Odell,
Olivier,
Panet,

Perry,
Read,
Renaud,
Robertson
Ryan,
Seymour,
Shaw,
Simpson,
Skead,
Steaves,
Sutherland,
Vidal,
Wark,
Wilmot.

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'hon. M. Ryan, de la compagnie canadienne de garantie.

Par l'hon. M. Skead, de la compagnie de transport Union.

Par l'hon. M. Leonard, de Westlang, Sutherland et Cie., et autres, marchands, banquiers et manufacturiers, de la province d'Ontario.

Par l'hon. M. Christie, du conseil municipal du township de Hullett, dans la province d'Ontario.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont été lues :

De la chambre de commerce de la ville de St. Thomas, dans la province d'Ontario; demandant la continuation de l'acte de la faillite de 1869 et de ses amendements.

De  $C.\ H.\ Létourneux$  et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le titre de "Compagnie canadienne d'importation de métaux."

De Claude Melançon et autres, de la cité de Montréal ; demandant un acte d'incorporation sous le titre de : "Banque du Canada.

De la compagnie du canal à navires de *Huron* et *Ontario*; demandant que l'exécutif soit autorisé à aider à la construction du dit canal.

De la compagnie Internationale du chemin de fer de St. François et de Mégantic; demandant l'autorisation de construire un embranchement qui se relie au chenin de fer de Boston Goncord et Montréal, on à toute extension de ce chemin ou à tout chemin de fer qui touchera à la frontière ou aux lignes du Nord des Etats de New Hampshire ou du Vermont, avec pouvoir de louer le dit embranchement ou le chemin principal à cette compagnie, si la chose est trouvée avantageuse, et pour d'autres fins.

De la compagnie d'assurance canadienne contre les risques isolés du feu; demandant pour tels amendements à son acte d'incorporation qui permettent à la compagnie de déclarer un dividende et pour d'autres fins.

D'Alexandre Heney et autres; de W. S. Williams et autres, de Napanee; et du conseil municipal des townships de Nissouri, St. Vincent, Collingwood et Whitchurch, dans la province d'Ontario; demandant séparément qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente des boissons enivrantes comme breuvage dans la Puissance du Canada.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, a présenté son premier rapport, recommandant que le quorum du dit comité soit réduit à neuf membres.

Sur motion de l'honorable M. Hamilton, (Kingston), secondé par l'honorable M. Ferrier, il a été

Ordonné, que le dit rapport soit adopté.

L'honorable M. Dickson du comité des ordres permanents et des bills privés, a présenté son premier rapport, recommandant que le quorum du dit comité soit réduit à neuf membres. Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Christie, il a été

Ordonné, que le dit rapport soit accepté.

Alors l'honorable M. Dickson du dit comité des ordres permanents et des bills privés a présenté son deuxième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et

Le dit rapport a été alors lu par le greffier comme suit

CHAMBRE DE COMITÉ.

18 Mars 1873.

Le comité des ordres permanents et de bills privés a l'honneur de présenter son second rapport :

Votre Comité a examiné des Pétitions Suivantes et a trouvé suffisants les avis qui en

ont été donnés, savoir :

De la Compagnie Canadienne de terres et de crédit de Glasgow (responsabilité limitée); demandant un acte d'incorporation qui lui confère en Canada tous les pouvoirs mentionnés dans son Memerandum d'association; de la compagnie du Grand Trone de Chemin de fer du Canada; demandant un acte qui l'autorise à régler le taux d'intérêt sur certaines obligations privilégiées, à condition que ce taux soit approuvé par les actionnaires, ou en cas de refus de leur consentement, à continuer l'acte des arrangements financiers de 1862 pendant une période de trois ans, avec une certaine modification mentionnée dans sa Pétition.

Le tout respectueusement soumis.

WALTER H. DICKSON, Président.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : "Acte pour pourvoir à la création du département de l'Intérieur."

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordenné, qu'il soit remis à jeudi prochain.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

## Mercredi, 19 Mars 1873.

### AFFAIRES DE ROUTINE

l'étitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter.

Motions.

### AVIS DE MOTIONS.

Pour Mercredi, 19 mars 1873.

Par l'hon. M. Bureau :

1873.

17 mars.—Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général priant Son Excellence de vouloir bien faire déposer devant le Sénat telle partie qu'elle jugera à propos de communiquer des instructions royales qui lui ont été données lors de sa nomination à la charge de Gouverneur-Général du Canada.

Interpellation par l'honorable M. Ryan:

" L'acte passé à la dernière session à l'effet d'amender l'acte concernant la pro priété littéraire et artistique, et réservé pour la signification du plaisir de Sa Majesté, a-t-il reçu la sanction royale? Et s'il ne l'a pas encore reçue, le gouvernement se propose-t-il d'introduire une mesure ayant le même caractère pendant la session actuelle? Par l'hon. M. Miller:

1873

17 mars.—Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général priant Son Excellence de vouloir bien faire transmettre à cette Chambre un état nominatif de toutes les personnes qui ont circulé gratuitement sur quelque partic des chemins de fer du gouvernement dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick pendant les deux i dernières années le dit état énonçant en vertu de quelles autorisations et pour quelles raisons des passages gratuits ont été accordés à ces personnes.

#### Par l'honorable M. Christie:

- 44 Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres et Sir Hugh Allan ou quelqu'un écrivant en son nom, ou un de ses associés; ou toute correspondance avec quelque personne ou quelques personnes que ce soit, au sujet du chemin de fer canadien du Pacifique ou de la proposition faite par ces personnes de le construire, équiper et exploiter, et des moyens qu'elles avaient de former une compagnie.
  - Copie de tout contrat conclu entre Sir Hugh Allan et ses associés et le Gouverne ment pour la construction, l'équipement et l'exploitation du dit chemin de fer, en vertu de la charte accordée par le Gouverneur-Général en conseil le cinquième jour de février dernier.—Copie de la liste d'actions soumise par Sir Hugh Allan ou ses associés avant la signature de ce contrat.
  - Des Etats énonçant les noms des actionnaires du chemin de fer canadien du Pacifique sous l'empire de la dite charte du 5 février dernier ; le nombre des actions
    possédées par chaque actionnaire ; par qui et quand elles ont été souscrites ; et,
    pour celles qui n'ont pas été souscrites par l'actionnaire en personne, les noms
    des agents ou procureurs qui les ont souscrites ; le montant versé sur la souscription, avec la mention des noms de ceux par qui et à qui il a été versé au
    crédit du Receveur-Général ; le nom de la banque où il est maintenant déposé ;
    la date de ce versement, et s'il a été fait en espèces ou en effets du Gouvernement ; et les conditions auxquelles ces dépôts ont été reçus.
  - Les noms de ceux qui ont demandé à prendre des actions de la compagnie à la suite des annonces de la compagnie appelant des demandes de souscriptions d'actions et datées à Montréal, le 11 février dernier; et dans les cas où les demandes n'ont pas été faites par les souscripteurs en personne, les noms des agents ou procureurs qui les ont faites; le nombre d'actions demandées par chaque personne; le nombre d'actions allouées à chacune, le montant payé sur chaque action ainsi allouée et le nom de la banque ou est déposé ce montant; la date du paiement et les conditions auxquelles ces dépôts sont en la possession de telle banque; et dans les cas où il peut y avoir eu transfert d'actions, les noms des personnes auxquelles ont été faits ces transferts.
  - Aussi le montant des actions souscrites sur les livres ouverts, pour recevoir les demandes de souscription d'actions, par la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique dans les capitales des provinces du Canada, en juillet dernier, avec indication du nombre d'actions demandées dans chacune de ces villes ; et dans les cas où les demandes n'ont pas été faites par les souscripteurs en personne, les noms des agents et des procureurs qui les ont faites pour eux.

## ORDRE DU JOUR.

Pour Mercredi, le 19 mars 1873.

1873.

17 mars.—Seconde lecture du (bill A). Réclamations relatives à des terres situées dans le Manitoba, pour lesquelles il n'a pas été accordé de lettres patentes.—(Hon. M. Aikins). ALLEY A DIA 

No. 9.

Ière Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Mardi, 18 Mars 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SÉNAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue Rideau.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SENAT

## DU CANADA,

# Mercredi, 19 Mars 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Dever,	Letellier de St. Just,	Panet,
Archibald,	Dickey,	Locke,	Perry,
Armand,	Dickson,	McCleland,	Read,
Benson,	Dumouchel,	McDonald,	Robertson.
Blake,	Ferguson,	McLelan,	Ryan,
Botsford,	Ferrier,	MacMaster,	Seymour,
Bureau,	Flint,	Macdonald,	Shaw,
Burnham,	Foster,	Macfarlane,	Simpson,
Campbell,	Girard,	Macpherson,	Skead,
Carrall,	Guévrement,	Malhiot,	Steaves,
Chaffers,	Hamilton, (Kin ston)	Miller,	Sutherland
Chapais,	Holmes,	Mills,	Vidal,
Christie,	Kaulback,	Northup,	Wark,
Churchill,	Lacoste.	Odell,	Wilmot,
Cormier,	Leonard,	Olivier.	Wilson.

PRIÈRES :

L'honorable le président a présenté à la Chambre une liste des actionnaires de la Banque de Yarmouth, jusqu'au le janvier 1873.

Aussi une liste des actionnaires de la Banque de la Puissance (Dominion Bank), jusqu'au 1er mars 1873.

Aussi une liste des actionnaires de la Banque de la Nouvelle-Ecosse, en date du 26 février 1873.

Et aussi un retour des baptêmes, mariages et sépultures dans le district de Saguenay, pour l'année 1873.

Ordonné, que les dites listes soient déposées sur la table, et elles sont comme suit :

#### (Voir documents de la Session).

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table,

Par l'honorable M. Botsford, trois pétitions de messieurs Hall et Fairweather, de la cité de St. Jean, Nouveau-Brunswick.

Par l'honorable M. Skead, de la chambre de commerce de la Puissance ; et du conseil nu icipal du township de Huntley, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Ryan, de l'association de placement de Montréal, et de H. Stephens et autres, de la cité de Montréal.

Par I honorable M. Ferrier, de l'honorable Sir Francis Hincks et autres, de la cité de Montré il.

Par l'honorable M. Dickson, de John Robert Martin, de la ville de Cayuga dans le cemté de Haldimand, province d'Ontario.

Corformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont été lues :

De Son Honneur William Pierce Howland, C. B., et autres, de la cité de Toronto; denandandant un acte d'incorporation sous le titre de "Compagnie d'Express de la Puissance du Canada."

De George Thomas et autres, pilotes du port et du havre de la cité de St. Jean, Nouneau Brunswick, et de la Baie de Fundy; demandant que certains changements soient faits aux taux de pilotage, et que les distances d'après lesquelles doivent être réglés les taux de pilotage soient définis.

De C. C. McFall et autres, de Côteau Landing, province de Québec; demandant la construction d'un canal sur le côté nord du St. Laurent à partir des Cascades jusqu'à Côteau Landing.

Du révérend John Potts, de l'église St. Jacques, Montréal, et autres, de la province de Québec; de William Tomblin et autres, du village de Bridgewater, du conseil municipal du township d'Osprey, province d'Ontario; et du conseil municipal du township de Scugog, de ns la dite province d'Ontario; demandant qu'il soit présenté une loi prohibitive de la vente de boissons eniverantes comme breuvage dans la Puissance du Canada.

De la chambre de commerce de la cité de Hamilton; de la chambre de commerce de la ville de Belleville, province d'Ontario, et de W. H. Marter et autres, de la ville de St. Jean, province de Québec; demandant séparément la continuation de l'Acte de la faillite de 1869 et de ses amendements.

L'honorable M. Ryan a fait motion, secondé par l'honorable M. Odell, que la règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport à la pétition de l'assaciation de placement de Montréal, demandant certains amendements à leur acts d'incorpor, tion et qu'elle soit maintenant lue.

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été résolue der s l'affirmative,

La dite pétition a été alors lue par le greffier, Ordonné, qu'elle sôit déposée sur la table.

L'honorable M. Symour du comité nommé pour examiner les comptes contingents du Sénat et en faire rapport pour la présente session a présenté son premier rapport recommandant que le quorum du dit comité soit réduit à neul membres.

Sur motion de l'honorable M. Seymour, secondé par l'honorable M. Dumouchel, il a été

Ordonné, que le dit rapport soit adopté.

L'honorable M. Campbell a présenté à la Chambre un rapport des precédés et des déboursés tel qu'exigé par l'acte du Recensement de 1870.

Ordonné, que le dit rapport soit déposé sur la table, et il est comme suit.

#### (Voir documents de la Session.)

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que l'honorable M. Wilson soit nommé membre du comité des banques du commerce et des chemins de fer, et aussi membre du comité spécial, nommé pour examiner les comptes contingents du Sénat et en faire rapport durant la présente session.

L'honorable M. Campbell a presenté à la Chambre un bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte intitulé "Acte portant de nouvelles dispositions pour le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

Le dit bill a été alors lu pour la première fois.

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

L'honorable M. Miller a fait motion, secondé par l'honorable M. Skead,

Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général priant Son Excellence de vouloir bien faire transmettre à cette Chambre un état nominatif de toutes les personnes qui ont circulé gratuitement sur quelque partie des chemins de fer du gouvernement dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick pendant les deux dernières années le dit état énonçant en vertu de quelles autorisations et pour quelles raisons des passages gratuits ont été accordés à ces personnes.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirma-

tive et. il a été

le

18

IN.

al 19. ite

et

Ordonné, que les membres du conseil privé qui sont membres de cette Chambre se rendent auprès de Son Excellence le Gouverneur-Général avec la dite adresse.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé "Acte concernant les réclamations relatives à des terres dans le Manitoba, pour le quelles il n'a pas été accordé de patentes."

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à demain.

Alors, sur metion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Alkins, La Chamore s'est ajournée.

# Jeudi, 20 Mars 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter.

Motions,

# AVIS DE MOTIONS.

Four Jeudi, 20 mars 1873.

Par l'hon. M. Eureau :

1373.

17 mers.— (u'il soit présenté une humble Adresse à Son Excellence le Gouverneur-Généra priant Son Excellence de vouloir bien faire déposer devant le Sénat telle partie qu'elle jugera à propos de communiquer des instructions royales qui lui ont été données lors de sa nomination à la charge de Gouverneur-Général du Canada.

Par 'honorable M. Christie:

19 "Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres et Sir Hugh Allan ou quelqu'un écrivant en son nom, ou un de ses associés; ou toute correspondance avec quelque personne ou quelques personnes que ce soit, au sajet du chemin de fer canadien du Pacifique ou de la proposition faite par ces personnes de le construire, équiper et exploiter, et des moyens qu'elles avaient de former une compagnie.

1873

17 mars. Copie de tout contrat conclu entre Sir Hugh Allan et ses associés et le Gouverne ment pour la construction, l'équipement et l'exploitation du dit chemin de fer, en vertu de la charte accordée par le Gouverneur-Général en conseil le cinquième jour de février dernier.—Copie de la liste d'actions soumise par Sir Hugh Allan ou ses associés avant la signature de ce contrat.

Des états énonçant les noms des actionnaires du chemin de fer canadien du Pacifique sous l'empire de la dite charte du 5 février dernier; le nombre des actions
possédées par chaque actionnaire; par qui et quand elles ont été souscrites; et,
pour celles qui n'ont pas été souscrites par l'actionnaire en personne, les noms
des agents ou procureurs qui les ont souscrites; le montant versé sur la souscription, avec la mention des noms de ceux par qui et à qui il a été versé au
crédit du Receveur-Général; le nom de la banque où il est maintenant déposé;
la date de ce versement, et s'il a été fait en espèces ou en effets du Gouvernement; et les conditions auxquelles ces dépôts ont été reçus.

Les noms de ceux qui ont demandé à prendre des actions de la compagnie à la suite des annonces de la compagnie appelant des demandes de souscriptions d'actions et datées à Montréal, le 11 février dernier; et dans les cas où les demandes n'ont pas été faites par les souscripteurs en personne, les noms des agents ou procureurs qui les ont faites; le nombre d'actions demandées par chaque personne; le nombre d'actions allouées à chacune, le montant payé sur chaque action ainsi allouée et le nom de la banque où est déposé ce montant; la date du paiement et les conditions auxquelles ces dépôts sont en la possession de telle banque; et dans les cas où il peut y avoir eu transferts d'actions, les noms des personnes auxquelles ont été faits ces transferts.

Aussi le montant des actions souscrites sur les livres ouverts, pour recevoir les demandes de souscriptions d'actions, par la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique dans les capitales des provinces du Canada, en juillet dernier, avec indication du nombre d'actions demandées dans chacune de ces villes ; et dans les eas où les demandes n'ont pas été faites par les souscripteurs en personne, les noms des agents et des procureurs qui les ont faites pour eux.

Interpellation par l'honorable M. Ryan:

L'acte passé à la dernière session à l'effet d'amender l'acte concernant la propriété littéraire et artistique, et réservé pour la signification du plaisir de Sa Majesté, a-t-il reçu la sanction royale? Et s'il ne l'a pas encore reçue, le gouvernement se propose-t-il d'introduire une mesure ayant le même caractère pendant la session actuelle?

## ORDRE DU JOUR.

#### Pour Jeudi, le 20 mars 1873.

#### 1873. The same improper of a softworker than soil

- 1 18 mars.—Seconde lecture du (bill B) pertant créations du Département de l'intérieur (Hen. M. Aikins.)
- 2 19 mars.—Seconde lecture du (bill A). Réclamations relatives à des terres situées dats le Manitoba, pour lesquelles il n'a pas été accordé de lettres patentes.—
  (Hon. M. Aikins).

PROOBS.VERBAUX

# BRANCES DU SENAT

AN AND TERMOORIES

:AWATTO

L B. Terror, 29, 31 at 32, Rose Release

sportfiness successful arm did graduations of depressed armie table

No. 10.

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Mercredi, 19 Mars 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SÉNAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue Rideau.

## PROCÈS-VERBAUX

DES

# SÉANCES DU SÉNAT

## DU CANADA,

## Jeudi, 20 Mars 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président,

#### Les honorables Messieurs

Panet. Aikins. Locke, Dever. McCleland, Perry, Archibald. Dickey, Read, McDonald. Armand, Dickson, Robertson, Benson. McLelan, Dumouchel, Blake, Ferguson, MacMaster, Ryan, Seymour, Ferrier, Macdonald, Botsford, Shaw, Macfarlane, Flint. Bureau, Simpson, Macpherson, Burnham, Girard, Skead, Malhiot. Campbell, Guévremont, Sutherland, Carrall, Hamilton, (Kingston) Miller, Vidal. Mills. Chaffers, Holmes. Muirhead. Wark, Chapais, Kaulback, Wilmot, Christie. Northup, Lacoste. Wilson. Churchill. Odell. Leonard, Cormier. Letellier de St. Just. Olivier,

PRIÈRES:

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table.

Par l'honorable M. Flint, du conseil municipal de North Monaghan, dans le comté de Peterborough; et du conseil municipal du township d'Oxford, dans le comté de Grenville, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Skead, du conseil municipal du township de Fitzroy, province

Par l'honorable M. Chapais, de la chambre de commerce de la ville de Lévis, province de Québec.

Par l'honerable M. MacMaster, du conseil municipal du township d'Oro, province de

Par l'honorable M. Armand, de P. . C Duranceau, maire, et autres, de St. Clément de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois, province de Québec.

Par l'honorable M. Guévremont de la compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord.

Par l'honorable M. Ryan, de la compagnie de télégraphe de Montréal, et de l'association de la Halle aux blés de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont été lues.

De la compagnie de garantie du Canada; demandant certains amendements à leur acte d'incorporation.

De la compagnie de transport Union ; demandant qu'il soit passé un acte les autorisant d'augmenter le fonds capital de la dite compagnie au montant de cinq cent mille piastres.

De Messrs Lang, Sutterland et Cie., et autres, marchands, banquiers et manufacturiers, de la province d'Ontario ; demandant la continuation de l'acte de la faillite de 1869 et de ses amendements.

Du conseil municipal du township de Hullett, dans la province d'Ontario; demandant qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente des boissons enivrantes comme breuvages dans la Puissance du Canada.

L'honorable M. Dickson du comité des ordres permanents et des bills privés, a présenté son troisième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et Il a été alors lu par le greffier comme suit :

### CHAMBRE DE COMITÉ.

20 mars 1873.

Le comité des ordres permanents et des bills privés à l'honneur de présenter son

troisième rapport.

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a constaté qu'il a été donné suffisant avis de chacune d'elles, savoir :- la pétition de George Baptiste et autres, de la cité des Trois-Rivières, province de Québec ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Banque des Trais-Rivières"; —la pétition de la compagnie canadienne d'assurance contre les risques isolés d'incendie; demandant certains amendements à son acte d'incorporation afin de permettre à ses directeurs de déclarer un dividende et à d'autres fins;-la pétition de Claude Melançon et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Banque du Canada ;"-la pétition de la compagnie du chemin de fer international du Saint-Laurent et de Mégantic ; demndant l'autorisation de construire un embranchement qui se relie au chemin de fer de Boston, Concord et Montréal, ou à tout prolongement de ce chemin, ou à toute voic ferrée qui sur la frontière canadienne se raccordera avec

les lignes septentrionales des Etats de New Hampshire ou du Vermont, avec pouvoir de louer le dit embranchement ou le chemin principal, si la chose est trouvée avantageuse;—et la pétition de Son Honneur W. P. Howland C. B., et autres, de la cité de Toronto, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie d'expresse de la Puissance du Canada."

Le tout respectueusement soumis,

Walter H. Dickson, Président.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : " Acte pour pourvoir à la création du département de l'intérieur."

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à demain.

L'ordre étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : "Acte concernant les reclamations relatives à des terres dans le *Manitoba* pour lesquelles il n'a pas été accordé de patentes. "L'honorable M. Aikins a proposé, secondé par l'honorable M. Campbell,

Que le dit bill soit maintenant lu la seconde fois.

Après débats,

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative, et Le dit bill a été alors lu la seconde fois en conséquence.

Ordonné, que le dit bill soit référé à un comité de toute la Chambre, lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que l'honorable M. Vidal, soit nommé membre du comité des banques, du commerce et des chemins de fer

Un message a été apporté de la Chambre des Communes par le très-honorable Sir John A. Macdonald et autres, comme suit:

CHAMBRE DES COMMUNES, Mercredi, 19 mars 1873.

Résolu, qu'il soit envoyé un message au Sénat, priant leurs Honneurs de vouloir bien se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des Impressions du Parlement, et pour informer leurs Honneurs, que es membres du comité spécial des Impressions, savoir : Messieurs Beaty, Bellerose, Bourassa, Bowell, Church, Edgar, Fortin, O'Connor, O'Reilly, Ross (Middlesex), Ross (Prince Edouard), Stephenson, Thompson (Cariboo), Wallace (Norfolk) et Young (Waterloo), agiront comme membres du dit comité conjoint des Impressions.

Ordonné, que le très-honorable Sir John A. Macdonald porte le dit message au Sénat.

Attesté, A. Patrick,

Greffier des Communes.

Et ils se sont retirés. Les messagers ont été rappelés et informés que le Sénat enverra une réponse par son pro-

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Résolu, que les honorables MM. Aikins, Bureau, Burnham, Carrall, Chapais, Cochrane Dumouchel, Ferrier, Locke, McLelan (Londerry), Muirhead, Olivier, Reesor, Simpson et Skead, nommés pour composer un comité pour surveiller les impressions durant la présente session, soient chargés d'agir de la part de cette Chambre avec le comité de la Chambre des Communes comme comité conjoint des deux Chambres, sur les impressions tel que demande

par la Chambre des Communes dans leur message de ce jour.

Ordonné, que la résolution précédente soit communiquée à la Chambre des Communes

par l'un des maîtres en chancellerie.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

## Vendredi, 21 Mars 1873.

## AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter.

Motions.

## AVIS DE MOTIONS.

Pour Vendredi, 21 mars 1873.

Par l'honorable M. Christie :

1873.

19 mars.—Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres et Sir Hugh Allan ou quelqu'un écrivant en son nom, ou un de ses associés; ou toute correspondance avec quelque personne ou quelques personnes que ce soit, au sujet du chemin de fer canadien du Pacifique ou de la proposition faite par ces personnes de le construire, équiper et exploiter, et des moyens qu'elles avaient de former une compagnie.

1873

17 m rs. Copie de tout contrat conclu entre Sir Hugh Allan et ses associés et le Gouverne ment pour la construction, l'équipement et l'exploitation du dit chemin de fer, en vertu de la charte accordée par le Gouverneur-Général en conseil le cinquième jour de février dernier.—Copie de la liste d'actions soumise par Sir Hugh Allan ou ses associés avant la signature de ce contrat.

Des états énonçant les noms des actionnaires du chemin de fer canadien du Pacifique sous l'empire de la dite charte du 5 février dernier; le nombre des actions
possédées par chaque actionnaire; par qui et quand elles ont été souscrites; et,
pour celles qui n'ont pas été souscrites par l'actionnaire en personne, les noms
des agents ou procureurs qui les ont souscrites; le montant versé sur la souscription, avec la mention des noms de ceux par qui et à qui il a été versé au
crédit du Receveur-Général; le nom de la banque où il est maintenant déposé;
la date de ce versement, et s'il a été fait en espèces ou en effets du Gouvernement; et les conditions auxquelles ces dépôts ont été reçus.

Les noms de ceux qui ont demandé à prendre des actions de la compagnie à la suite des annonces de la compagnie appelant des demandes de souscriptions d'actions et datées à Montréal, le 11 février dernier; et dans les cas où les demandes n'ont pas été faites par les souscripteurs en personne, les noms des agents ou procureurs qui les ont faites; le nombre d'actions demandées par chaque personne; le nombre d'actions allouées à chacune, le montant payé sur chaque action ainsi allouée et le nom de la banque où est déposé ce montant; la date du paiement et les conditions auxquelles ces dépôts sont en la possession de telle banque; et dans les cas où il peut y avoir eu transferts d'actions, les noms des personnes auxquelles ont été faits ces transferts.

Aussi le montant des actions souscrites sur les livres ouverts, pour recevoir les demandes de souscriptions d'actions, par la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique dans les capitales des provinces du Canada, en juillet dernier, avec indication du nombre d'actions demandées dans chacune de ces villes ; et dans les cas où les demandes n'ont pas été faites par les souscripteurs en personne, les noms des agents et des procureurs qui les ont faites pour eux.

## Pour lundi, 24 mars 1873.

Question par l'honorable M. Dickey:

1873

20 mars.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de présenter pendant cette session une mesure pour supprimer les droits de timbres imposés sur les lettres de change et les billets promissoires?

## Pour mercredi, 23 avril 1873.

Par l'honorable M. Ryan:

20 mars.—Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance avec le gouvernement impérial ou avec quelque personne que ce soit, depuis le 31 mars 1872, au sujet du droit de propriété littéraire et artistique et des réimpressions d'ouvrages de propriété britannique en Canada.

# ORDRE DU JOUR.

Pour Vendredi, le 21 mars 1873.

1373.

1 20 mars.—Seconde lecture du (bill B) portant créations du Département de l'Intérieur-—(Hon, M. Aikins.) lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Jeudi, 20 Mars 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SÉNAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. Taylor, 29, 31 et 33, Rue Rideau.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

## DU CANADA,

# Vendredi, 21 Mars 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président,

## Les honorables Messieurs

Aikins,
Archibald,
Armand,
Benson,
Blake,
Botsford,
Bureau,
Burnham,
Campbell,
Carrall,
Chaffers,
Chapais,
Christie,
Churchill,
Cormier,

Dever,
Dickey,
Dickson,
Dumouchel,
Flint,
Girard,
Guévremont,
Hamilton, (Kingsto
Holmes,
Kaulkack,
Lacoste,
Leonard,
Letellier de Just,
Locke,
September 1

McCleland,
McDonald,
McLelan,
MacMaster,
Macdonald,
Macfarlane,
Macpherson,
Malhiot,
Miller,
Mills,
Muirhead,
Northup,
Odell,
Olivier,

Panet,
Perry,
Read,
Robertson,
Ryan,
Seymour,
Shaw,
Simpson,
Skead,
Sutherland,
Vidal,
Wark,
Wilmot,
Wilson.
17 00070

PRIÈRES:

L'honorable le président a présenté à la Chambre une liste des actionnaires de la Banque du Peuple de Halifax, jusqu'au mois de février et datée du 10 mars 1873.

Et aussi une table supplémentaire des baptêmes, mariages et sépultures dans le district

d'Ottawa, pour l'année 1872.

Ordonné, qu'elle soit déposée sur la table, et elle est comme suit :

## (Voir documents de la Session.)

Les pétitions suivantes ont été presentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Blake, de la compagnie mutuelle d'assurance de Beaver et de To ronto, contre le feu.

Par l'honorable M. MacMaster, de la compagnie de prêt et d'agence de Londres et du Canada, (responsabilité limitée.)

\* Par l'honorable M. Campbell, de la compagnie de chemin de fer du nord du Canada.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que la lecture de la pétition de John Robert Martin, de la ville de Cayuga, dans le comté de Haldimand, province d'Ontario, avocat, demandant un acte pour dissoudre son mariage avec Sophia Stinson soit remise à lundi le 24 mars courant.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont été lues :

De Messrs. Hall et Fairweather et autres, de la cité de St. Jean, province du Nouveau-Brunswick; demandant un acte d'incorporation sous le titre de "compagnie d'améliorations maritimes de la Puissance du Canada.

Aussi un acte d'incorporations sous le titre de " compagnie d'équipements maritimes de

la Puissance du Canada.

Et aussi un acte d'incorporation sous le titre de "compagnie d'emmagasinage de la puissance du Canada.

De la chambre de commerce de la puissance; demandant un acte d'incorporation.

Du conseil municipal du township de Huntley, province d'Ontario ; demandant qu'il soit passée une loi prohibitive de la vente des boissons enivrantes comme breuvage dans la puissance du Canada.

De l'honorable Sir Francis Hincks et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation comme une compagnie de marine, de navigation intérieure et de transport et d'assurance contre le feu, devant être nommé "compagnie d'assurance du Canada."

De H. Stephens et autres, de la cité de Montréal; demandant qu'un acte soit passé incorporant une compagnie avec les pouvoirs nécessaires pour construire des canaux additionnels, travaux hydrauliques et bassins d'eau aux rapides de Lachine et dans le havre de Montréal.

L'honorable M. Simpson, du comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes, nommé pour surveiller les impressions du Parlement a présenté son premier rapport, recommandant que le quorum du dit comité soit réduit à onze membres.

Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. Christie, il a été

Ordonné, que le dit rapport soit adopté.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : "Acte pour pourvoir à la création du département de l'intérieur."

L'honorable M. Aikins a proposé, secondé par l'honorable M. Campbell,

Que le dit bill soit maintenant lu la seconde fois.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmamative, et

Le dit bill a été alors lu la seconde fois en conséquence.

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général mercredi prochain.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

## Lundi, 24 Mars 1873,

## AFFAIRES DE ROUTINE

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions.

## AVIS DE MOTIONS.

Pour Lundi, 24 mars 1873.

Par l'hon. M. Bureau :

1873

20 mars.—Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général priant Son Excellence de vouloir bien faire déposer devant le Sénat telle partie qu'elle jugera à propos de communiquer, des instructions royales qui lui ont été données lors de sa nomination à la charge du Gouverneur-Général du Canada.

Question par l'honorable M. Dickey:

" Le Gouvernement a-t-il l'intention de présenter pendant cette session une mesure pour supprimer les droits de timbres imposés sur les lettres de change et les billets promissoires?

Par l'honorable M. Odell:

1873.

21 mars.—Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur Général priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toutes les instructions données à Messieurs Keefer, Page, Baillargé ou autres, soit verbalement ou par écrit, au sujet des explorations faites en vue de la localisation du canal de la Baie Verte.

### Par l'honorable M. Campbell:

" Que la Pétition de John Robert Martin, de la ville de Cayuga, dans le comté de Haldimand, province d'Ontario, demandant un acte pour la dissolution de son mariage avec Sophia Stinson soit lue.

#### Par l'honorable M. Christie:

- "Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres et Sir Hugh Allan ou quelqu'un écrivant en son nom, ou un de ses associés; ou toute correspondance avec quelque personne ou quelques personnes que ce soit, au sujet du chemin de fer canadien du Pacifique ou de la proposition faite par ces personnes de le construire, équiper et exploiter, et des moyens qu'elles avaient de former une compagnie.
  - Copie de tout contrat conclu entre Sir Hugh Allan et ses associés et le Gouverne ment pour la construction, l'équipement et l'exploitation du dit chemin de fer, en vertu de la charte accordée par le Gouverneur-Général en conseil le cinquième jour de février dernier.—Copie de la liste d'actions soumise par Sir Hugh Allan ou ses associés avant la signature de ce contrat.
  - Des états énonçant les noms des actionnaires du chemin de fer canadien du Pacifique sous l'empire de la dite charte du 5 février dernier ; le nombre des actions
    possédées par chaque actionnaire ; par qui et quand elles ont été souscrites ; et,
    pour celles qui n'ont pas été souscrites par l'actionnaire en personne, les noms
    des agents ou procureurs qui les ont souscrites ; le montant versé sur la souscription, avec la mention des noms de ceux par qui et à qui il a été versé au
    crédit du Receveur-Général ; le nom de la banque où il est maintenant déposé ;
    la date de ce versement, et s'il a été fait en espèces ou en effets du Gouvernement ; et les conditions auxquelles ces dépôts ont été reçus.
  - Les noms de ceux qui ont demandé à prendre des actions de la compagnie à la suite des annonces de la compagnie appelant des demandes de souscriptions d'actions et datées à Montréal, le 11-février dernier; et dans les cas où les demandes n'ont pas été faites par les souscripteurs en personne, les noms des agents ou procureurs qui les ont faites; le nombre d'actions demandées par chaque personne; le nombre d'actions allouées à chacune, le montant payé sur chaque action ainsi allouée et le nom de la banque où est déposé ce montant; la date du paiement et les conditions auxquelles ces dépôts sont en la possession de telle banque; et dans les cas où il peut y avoir eu transferts d'actions, les noms des personnes auxquelles ont été faits ces transferts.
  - Aussi le montant des actions souscrites sur les livres ouverts, pour recevoir les demandes de souscriptions d'actions, par la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique dans les capitales des provinces du Canada, en juillet dernier, avec indication du nombre d'actions demandées dans chacune de ces villes ; et dans les cas où les demandes n'ont pas été faites par les souscripteurs en personne, les noms des agents et des procureurs qui les ont faites pour eux.

## ORDRE DU JOUR.

## Pour Lundi, le 24 mars 1873.

1873.

- 1 19 Mars.—Seconde lecture. (Bill C). Amendement de l'acte pour le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest—(Hon M. Campbell).
- 2 20 "Comité de toute la Chambre sur le (Bill A), réclamations relatives à des terres dans le Manitoba—(Hon. M. Aikins).

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

No. 12.

Vendredi, 21 Mars 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SÉNAT.

# OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue Rideau. 1873.

# PROCÈS-VERBAUX

DES

# SÉANCES DU SÉNAT

DU CANADA,

# Lundi, 24 Mars 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauxeau, Président,

### Les honorables Messieurs

Aikins,	Cormier,	Locke,	Panet,
Archibald,	Dever,	McClelan,	Perry,
Armand,	Dickey,	McDonald,	Read,
Benson,	Dickson,	McLelan,	Robertson,
Blake,	Dumouchel,	-MacMaster,	Ryan,
Botsford,	Ferguson,	Macdonald,	Seymour,
Bourinot,	Flint,	Macfarlane,	Shaw,
Bureau,	Girard,	Macpherson,	Simpson,
Burnham,	Guévremont,	Malhiot,	Skead,
Campbell,	Hamilton, (Kingston)	Miller,	Sutherland
Carrall,	Holmes,	Mills,	Vidal,
Chaffers,	Kaulback,	Muirhead,	Wark,
Chapais,	Lacoste	Northup,	Wilmot,
Christie,	Leonard,	Odell,	Wilson,
Churchill,	Letellier de St. Just.	Olivier	,, ,,

PRIÈRES:

L'honorable président a présenté à la Chambre un état des baptêmes, mariages et supultures dans les districts de Richelieu, Artkabaska et St. Hyacinthe, pour l'année 1872.

Et aussi une liste des actionnaires de la banque d'Union du Bas Canada, en date du 13

mars 1873.

Ordonné, qu'ils restent sur la table et ils sont comme suit :

(Voir documents de la Session.)

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Macpherson, de John Cameron, président de l'association canadienne de la presse, et autres, membres et officiers de la dite association, et de Casimir Stanislaus Gzowski et autres, de Toronto, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Skead, de la chambre de commerce de la Puissance.

Par l'honorable M. Bureau, de Arcade Decelles et autres, de la ville de St. Jean, province de Québec.

Par l'honorable M. Simpson, de J. Morrison et autres, de la cité de Toronto.

Par l'honorable M. Botsford, de MM. Hall et Fairweather et autres, de la cité de St. Jean, province du Nouveau-Brunswick.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes ont été lues :

De C. E. Duranceau, maire, et autres, de la ville de Beauharnois; demandant qu'il ne soit pas construit de canal sur la rive nord du St. Laurent entre les Cascades et le Coteau Landing, mais que le canal actuel de Beauharnois, soit agrandi et amélioré, suivant aux recommandations des commissaires des canaux.

De la compagnie du chemin de fer de colonisation du nord de *Montréal*; demandant à être autorisée à prolonger sa ligne de chemin de fer jusqu'au *Sault St. Marie*, à la baie *Georgienne*, et aux eaux navigables du lac *Supérieur* ou dans le voisinage de ces lieux; aussi à être autorisée à se fusionner avec toute autre ligne qui sera construite jusqu'à ces eaux; et aussi à prolonger sa ligne jusqu'au terminus du *Pacifique* canadien ou au point de ce chemin qui sera le plus rapproché de la province de *Québec*.

De la compagnie de Télégraphe de *Montréal*; demandant un acte pour étendre l'exercice des pouvoirs de la dite compagnie à toutes les parties de la Puissance du *Canada*, et particulièrement à la *Nouvelle-Ecosse*.

De l'association de la Halle au Blé de Montréal, et de la chambre de commerce de la ville de Lévis, province de Québec; demandant séparément la continuation de l'acte de la faillite de 1869 et de ses amendements.

Des conseils municipaux des townships de North Monaghan, Oxford, Fitzroy et Oro, tous les quatre situés dans la province d'Ontario; demandant séparément qu'il soit passés une loi prohibitive de la vente des boissons enivrantes comme breuvage en Canada.

L'honorable M. Dickson du comité des ordres permanents et des bills privés, a présenté son quatrième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu,

Le dit rapport a alors été lu par le greffier comme suit.

### CHAMBRE DE COMITÉ 24 mars 1873.

Le comité des ordres permanents et des bills privés à l'honneur de présenter son quatrième rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé suffisants les avis qui en ont

été donnés, savoir :

De l'association de placement de Montréal, demandant certains amendements à son acte d'incorporation; de la compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada; demandant qu'un acte soit passé pour définir et déclarer le montant respectif des hypothèques ou des dettes actuelles dont est chargé le chemin de fer de Montréal et Champlain ainsi que les franchises et la propriété de la dite compagnie et pour d'autres fins ; de C. H. Létourneux et autres, de la cité de Montréal; demandant d'être incorporés sous le nom de compagnie canadienne d'importations de métaux ; de le compagnie de garantie du Canada ; demandant certains amendements à son acte d'incorporation ; de H. Stephens et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte qui incorpore une compagnie avec les pouvoirs nécessaires pour construire de nouveaux canaux, travaux hydrauliques et bassins aux Rapides de Lachine et dans le havre de Montréal ; de l'honorable Sir Francis Hincks et autres, de la cité de Montréal ; demandant d'être incorporés comme compagnie maritime de navigation intérieure, de transport et d'assurance contre le feu sous le nom de "compagnie d'assurance du Canada."

Le tout respectueusement soumis,

WALTER H. DICKSON,

L'hon. M. Campbell a présenté à la Chambre un bill intitulé "Acte pour amender l'Acte concernant la procédure dans les causes criminelles. "

Le dit bill a été lu la première fois.

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, jeudi prochain.

L'honorable M. Bureau a proposé, secondé par l'honorable M. Wilson,

Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général priant Son Excellence de vouloir bien faire déposer devant le Sénat telle partie qu'elle jugera à propos de communiquer, des instructions royales qui lui ont été données lors de sa nomination à la charge de Gouverneur-Général du Canada.

La question des concours étant mise sur la dite motion elle a été résolue dans l'affirmative,

Ordonné, que ceux des membres de cette Chambre qui sont membres du Conseil Privé se rendent auprès de Son Excellence le Gouverneur-Général avec la dite adresse.

L'honorable M. Odell a proposé, secondé par l'honorable M. Ryan,

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Vouverneur Général, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toutes les instructions données à Messieurs Keefer, Page, Baillargé ou autres, soit verbalement ou par écrit, au sujet des explorations faites en vue de la localisation du canal de la Baie Verte.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirma-

Ordonné, que ceux des membres de cette Chambre, qui sont membres du Conseil Privé se rendent auprès de Son Excellence le Gouverneur Général avec la dite adresse.

L'honorable M. Ryan, a presenté à la Chambre un bill intitulé : " Acte pour amender l'acte d'incorpation de l'association de placement de Montréal."

Le dit bill a été lu la première fois,

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, jeudi prochain,

L'ordre du jour étant lu pour la lecture de la pétition de John Robert Martin, de la ville de Cayuga, comté de Haldimand, province d'Ontario; demandant qu'un acte soit passé pour dissoudre son mariage avec Sophie Stinson.

L'honorable M. Dickey a présenté à la Chambre l'affidavit de la signification de l'avis pour un bill de divorce. (Traduction.)

#### SÉNAT DU CANADA.

Dans l'affaire de John Robert Martin, de la ville de Cayuga, dans le comté de Haldimand, Province d'Ontario, avocat, demandant un acte du Parlement pour divorcer d'avec sa femme.

S. Patrick Lighthall, de la ville de Cayuga, dans le comté de Haldimand, Province 'Ontario, boulanger et constable de comté pour le dit comté, étant dûment assermenté, dépose et dit :

1. Je connais John Robert Martin, de Cayuga, avocat; je le connais depuis seize ans.

2. Je connais aussi Sophia Martin, sa femme, es-devant Sophia Stinson; je la connais depuis quinze ans, l'ayant vue et ayant conversé avec elle souvent non-seulement dans la mai-

son de son mari, mais dans ma boulangerie, dans la dite ville de Cayuga.

3. Qu'à la diligence et à la demande du dit John Robert Martin, j'ai signifié une copie ar écrit de l'avis ci-annexé marqué A, à la dite Sophia Martin, samedi, le huitième jour de mars courant, en délivrant ét en laissant une copie conforme du dit avis à Elisabeth Thompson, épouse de David Thompson, du village d'Indiana, dans le township de Senecca, dans le comté de Haldimand, Ecuier, membre de la Chambre des Communes du Canada, à sa résidence au dit village d'Indiana, l'informant en même temps que je faisais la dite signification à la demande du dit John Robert Martin et lui demandant où était alors la dite Sophia Martin; à quoi elle répondit " Que M. Martin s'en informe lui-même?" La dite Élizabeth Thompson est la sœur de la dite Sophia Martin, et je la connais depuis plusieurs années.

Ayant été informé par le dit John Robert Martin que des lettres étaient adressées à la dite Sophia Martin à la cité de Rochester, Etat de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique, sous le nom de "Miss Laura Jackson" j'ai signifié le onze de mars courant une autre copie conforme du dit avis par écrit à la dite Sophia Martin, en mettant au bureau de poste de la dite cité de Rochester, la dite copie conforme adressée comme suit :

> " MISS LAURA JACKSON, " In care for Sophia Martin, " Wife of John Robert Martin, " Rochester N.-Y. "

Après en avoir payé le port.

J'ai aussi accompagné du détective Dresser, de la dite cité de Rochester, pris les informations les plus complettes dans la dite cité au bureau de poste, aux bureaux des télégraphes et auprès des facteurs et autres personnes pour découvrir où était la dite Sophia Martin alias Laura Jackson ; mais je n'ai pu obtenir aucune information ni sur elle ni sur ses traces dans la dite cité de Rochester.

Alors le même jour je partis pour la cité de Lockport dans le dit état de New-York où la dite Sophia Martin avait, comme j'en étais croyablement informé résidé durant l'année dernière ou pendant plus longtemps. J'allai à une pension tenue par un monsieur et une dame Frank Smith, où avait pensionné la dite Sophia Martin pendant son séjour dans la ville de Lockport, et je signifiai; à la dite Sophia Martin une autre copie conforme du dit avis par écrit en la remettant et laissant au dit Frank Smith, en la présence de son épouse la dite dame Smith; je dis que je faisais cette signification à la demande du dit John Robert

Martin, et je demandai au dit Frank Smith s'il savait où était la dite Sophia Martin ou s'il savait son adresse; à quoi il répondit qu'il savait ni où elle était ni quelle était son adresse, qu'elle était partie de là le neuvième jour de décembre dernier; puis, s'adressant à sa femme, il lui demanda si elle savait où était alors la dite Sophia Martin ou quelle son adresse; elle répondit: "Si je le savais, je ne te le dirais pas," et se mit fort en colère. Je signifiai ensuite, le même jour, une autre copie conforme du dit avis par écrit à la dite Sophia Martin en la déposant à la poste à Lockport susdit, avec la souscription suivante:

" Mrs. Sophia Martin,
" Wife of John R. Martin,
" Lockport, N.-Y."

et j'en payai le port.

Le douzième jour de mars courant, je signifiai une autre copie conforme du dit avis par écrit à la dite Sophia Martin en la remettant et laissant à sa tante Mde. Frowbridge au village de Lewiston, dans le dit Etat de New-York et en déclarant que j'agissais à la demande du dit John Robert Martin (j'avais vu fréquemment Mde. Trowbridge auparavant à Canuga susdit, et je savais quelle était la tante de la dite Sophia Martin). En faisant la signification, je demandai aussi à M. Trowbridge, si elle savait où était Sophia Martin ou si elle savait son adressé ; elle a parut s'offenser de la question, refusa absolument d'y répondre et dit : "Si je le savais, je ne voudrais point vous le dire." Et me laissant là, elle courut au bureau de poste et eue une conversation avec le maître de poste. Je l'avais suivie, et lorsqn'elle s'en fut allée, j'appris du maître de poste qu'il venait a son bureau des lettres adressées à Mde. John R. Martin, que ces lettres étaient retirées par des membres de la famille de Mde. Trowbridge et ne lui étaient pas réexpédiées par la poste sous ce nom-là, mais qu'i ignorait le lieu de sa résidence et son adresse. Je signifiai ensuite une autre copie conforme du die avis par écrit à la dite Sophia Martin en la déposant au bureau de poste à Lewiston, susdit avec la suscription suivante:

"Mrs. John R. Martin,
"Wife of John R. Martin,
"Lewiston, N. Y."

et j'en payai le port.

Le dix-septième jour de mars courant, je signifiai une autre copie conforme du dit avis par écrit à la dite Sophia Martin en la remettant et laissant à sa sœur Mde Spohn, à sa résidence dans la cité d'Hamilton, dans la dite Province d'Ontarion. (Je connaissais bien la dite dame Spohn, que j'avais vue fréquemment.) Èn faisant la signification, je demandai à la dite dame Spohn si elle savait où residait la dite Sophia Martin, ou quelle était son adresse, et je lui dis que j'agissais à la demande du dit John Robert Martin; mais elle refusa

de me répondre.

Je me transportai ensuite, le même jour, au bureau de John H. Glasco, de la dite cité d'Hamilton, merchand, qui, à ce que j'appris, était un des exécuteurs de la succession de feu Ebenezer Stinson, père de la dite Sophia Martin, et agent en la dite cité d'Hamilton de la dite Sophia Martin, dans le dessein de la signifier une copie du dit avis par écrit; mais le père du dit John H. Glasco me dit que le dit John H. Glasco était sur mer en route pour l'Europe, et qu'il ne savait pas quand son fils revicndrait et qu'il ne voulait aucunement se mêler de l'affaire. Sur quoi je lui laissé une copie conforme par écrit du dit avis au dit bureau.

Signé et assermenté devant moi ce vingt-quatrième jour de Mars, A. D. 1873, en la cité d'Ottawa, dans le comté de Carleton, et la province d'Ontario.

(Signé)

ROBERT LEMOINE,

ROBERT LEMOINE, Greffier du Sénat, et Commissaire. P. LIGHTALL.

(Traduction,)

#### A

### AVIS.

Il est par le présent donné avis que, demande sera faite au Parlement du Canada, à la première session d'icelui qui se tiendra après l'expiration de six mois à dater du jour du présent avis, par John Robert Martin, de la ville de Gayuya, dans le comté de Haldimand, province d'Ontario, avocat, d'un bill de divorce à l'effet de dissoudre son mariage avec Sophia Martin, son épouse, ci-devant de la ville de Gayuga, mais présentement de Lockport, dans les Etats-Unis d'Amérique, pour cause d'adultère.

Daté à Gayuga, ce dix-neuvième jour de juin 1872.

J. R. MARTIN.

Ordonné, qu'il soit déposé sur la table.

Alors, l'honorable M. Dickey, a proposé, secondé par l'honorable M. Botsford,

Que la Pétition de John Robert Martin, de la ville de Cayuga, dans le comté de Haldimand, province d'Ontario, demardant un acte pour la dissolution de son mariage avec Sophia Stinson, soit lue maintenant.

Objection étant faite a la dite lecture.

La question de concours a été mise sur icelle et elle a été sur division resolue dans l'affirmative.

La pétition de John Robert Martin a été alors lue et reçue.

L'honorable M. Christie a proposée, secondé par l'honorable M. Letellier de St. Just.

Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire
dénocer devent cette Chambre, corio de toute correspondence entre le gouvernement en creel

déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres et Sir Hugh Allan ou quelqu'un écrivant en son nom, ou un de ses associés; ou toute correspondance avec quelque personne ou quelques personnes que ce soit, au sujet du chemin de fer canadien du Pacifique ou de la proposition faite par ces personnes de le construire, équiper et exploiter, et des moyens qu'elles avaient de former une compagnie

Copie de tout contrat conclu entre Sir Hugh Allan et ses associés et le Gouvernement pour la construction, l'équipement et l'exploitation du dit chemin de fer, en vertu de la charte accordée par le Gouverneur-Général en conseil le cinquième jour de février dernier.—Copie de la liste d'actions soumise par Sir Hugh Allan ou ses associés avant la signature de ce

contrat.

Des états énonçant les noms des actionnaires du chemin de fer canadien du Pacifique sous l'empire de la dite charte du 5 février dernier; le nombre des actions possédées par chaque actionnaire; par qui et quand elles ont été souscrites; et, pour celles qui n'ont pas été souscrites par l'actionnaire en personne, les noms des agents ou procureurs qui les ont souscrites; le montant versé sur la souscription, avec la mention des noms de ceux par qui et à qui il a été versé au crédit du Receveur-Général; le nom de la banque où il est maintenant déposé; la date de ce versement, et s'il a été fait en espèces ou en effets du Gouvernement; et les conditions auxquelles ces dépôts ont été reçus.

Les noms de ceux qui ont demandé à prendre des actions de la compagnie à la suite des annonces de la compagnie appelant des demandes de souscriptions d'actions et datées à Montréal, le 11 février dernier; et dans les cas où les demandes n'ont pas été faites par les souscripteurs en personne, les noms des agents ou procureurs qui les ont faites; le nombr d'actions demandées par chaque personne; le nombre d'actions allouées à chacune, le mon tant payé sur chaque action ainsi allouée et le nom de la banque où est déposé ce montant; la date du paiement et les conditions auxquelles ces dépôts sont en la possession de telle banque; et dans les cas où il peut y avoir eu transferts d'actions, les noms des personnes auxquelles ont été faits ces transferts.

Aussi le montant des actions souscrites sur les livres ouverts, pour recevoir les demandes de souscriptions d'actions, par la compagnie du chemin de fer canadien du *Pacifique* dans les capitales des provinces du *Canada*, en juillet dernier, avec indication du nombre d'actions demandées dans chacune de ces villes ; et dans les cas où les demandes n'ont pas été faites par les souscripteurs en personne, les noms des agents et des procureurs qui les ont faites pour eux.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolu dans l'affirma

Ordonné, que ceux des membres de cette Chambre qui sont membres au Conseil Privé se rendent auprès de Son Excellence le Gouverneur-Général avec la dite adresse.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte à l'effet d'amender l'acte intitulé-"acte portant de nouvelles dispositions pour le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest" a été lu une seconde fois.

Sur motion de l'henorable M. Compbell secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé a un comité général mercredi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill intitulé; "Acte concernant les réclamations relatives à des terres dans le Manitoba, pour lesquelles il n'a pas été accordé de patentes.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Wilson, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à mercredi prochain.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée à mercredi prochain, à trois heures de l'après-midi.

que on a dropper anova commonocactico al de creites as

# Lundi, 24 Mars 1873.

## AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions.

## AVIS DE MOTIONS.

Pour Jeudi, 27 mars 1873.

Par l'hon. M. Miller :

1873

24 mars.—Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, priant Son Excellence de vouloir bien faire transmettre à cette Chambre un état indiquant les soumissions reçues, avec les noms des personnes qui ont fait ces soumissions et ceux de leurs cautions, pour la pose des rails et le ballastage dans les divisions suivantes du chemin de fer Intercolonial, suivant avis donné par les commissaires du dit chemin de fer en date du 30 novembre 1872, ainsi que tous les papiers et la correspondance ayant rapport à ce sujet.

## ORDRES DU JOUR.

## Pour Mercredi, le 26 mars 1873.

1873.

- 1 21 mars.—Comité de toute la Chambre sur le (Bill B), création du département de l'In térieur.—(Hon. M. Aikins).
- 2 24 Mars.—Seconde lecture (Bill C). Amendement de l'acte pour le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest—(Hon M. Campbell).
- 3 " Comité de toute la Chambre sur le (Bill A), réclamations relatives à des terres dans le Manitoba—(Hon. M. Aikins).

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Lundi, 24 Mars 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SÉNAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue Rideau. 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

## DU CANADA,

## Mercredi, 26 Mars 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Dever,	Letellier de St. Just,	Olivier,
Allan.	Dickey,	Locke,	Panet,
Archibald,	Dickson,	McClelan,	Perry,
Armand,	Dumouchel,	McDonald,	Read,
Benson,	Ferguson,	McLelan,	Robertson,
Blake,	Ferrier,	McMaster,	Ryan,
Botsford,	Flint,	Macdonald,	Seymour,
Bureau,	Girard,	Macfarlane,	Shaw,
Burnham,	Guévremont,	Macpherson,	Simpson,
Campbell,	Hamilton, (Inkerman	) Malhiot,	Skead,
Carrall,	Hamilton, (Kingston)	Miller,	Sutherland
Chaffers,	Holmes,	Mills,	Vidal,
Chapais,	Kaulback,	Muirhead,	Wark,
Christie,	Lacoste,	Northup,	Wilmot,
Churchill,	Leonard,	Odell,	Wilson.

Cormier, Prières :

L'honorable le président a présenté à la Chambre un état de baptêmes, mariages e sépultures dans le district de Bedford, province de Québec, pour l'année 1873.

Aussi un état des baptêmes, mariages et sépultures dans le district de St. François

dans la dite province de Québec pour l'année 1871.

Ordonné, que les dits états soient déposés sur la table et ils sont comme suit :

## (Voir documents de la Session.)

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Mills, de E. Browne et autres, de la cité de Hamilton, dans la prevince d'Ontario.

Par l'honorable M. Panet, de la chambre de commerce de la cité de Québec, et d Paul J. Charlton et autres, de la dite cité de Québec.

Par l'honorable M. Flint, du conseil municipal du village de Mill Point, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Leonard, de R. J. N. Chipman et autres, directeurs provisoires la banque supérieure du Canada.

Par l'honorable M. Seymour, de Mossom Boyd et autres, de la ville de Port-Hope, pr vince d'Ontario.

Par l'honorable M. Skead, de l'honorable Henry Starnes et autres, de la cité de Mor réal.

Par l'honorable M. McMaster, de la société permanente de construction et d'épargne, la cité de Toronto, de James Irwin et autres, de la ville de Prescott, dans la province d'O tario, de William Gooderham et autres, de la cité de Toronto, et deux pétitions de la conpagnie de chemin de fer du Grand Occidental.

Par l'honorable M. Christie, du révérend John Lees et autres, du township de Bedmulp province d'Ontario; et deux pétitions de l'honorable William McMaster et autres, de dite province d'Ontario.

Par l'honorable M. Vidal, de Alexandre T. MucHatties, de London, province d'Ontar

Par l'honorable M. Guévremont, de James R. Ward et autres, de la cité et du district Montréal; et de la chambre de commerce de la ville de Sorel, province de Québec; et de compagnie de chemin de fer de Montréal et de Champlain.

Par l'honorable M. Aikins, du conseil municipal du township de Tilbury Est, p vince d'Ontario.

Par l'honorable M. Macpherson de Arthur M. Jarvis et autres, de la cité de Toront et des conseils municipaux des townships de Langren et Bruce province d'Ontario.

Par l'honorable M. Letellier de St. Just, de Lewis Higgins, de Northing, Angleter Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont été lues :

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Castor et de Toronto contre le feu; demandant qu'un acte soit passé pour amender l'acte 32 et 33 Vic. chap. 70, en pourvoyant à la suppression de la branche domestique de la dite assurance et à la formation d'une ou de plusieurs autres branches, et demandant aussi certains autres amendements.

De la compagnie de prêt et d'agence de Londres et du Canada demandant des amendements à son acte d'incorporation pour lui permettre d'émettre des obligations, débentures et effets pour des sommes de pas moins de cent piastres, suivant qu'elle le jugera à propos, ensuite d'emprunts par la dite compagnie ; pour faciliter le transfert de ses actions et pour d'autres

De la compagnie du chemin de fer du nord du Canada; demandant un acte pour l'auto riser à consolider et régler son compte de capital et à se procurer de nouveaux fonds ; aussi pour refondre et amender les différents actes de vigueur relatifs à la dite compagnie, et pour l'autoriser à conclure une convention en vue d'opérer sa fusion avec la compagnie des chemins de fer de prolongement du nord.

L'hon. M. Dickson du comité des ordres permanents et des bills privés a présenté son cinquième rapport.

Ordonné qu'il soit reçu, et

Le dit rapport a été alors lu par le greffier comme suit :

CHAMBRE DE COMITÉ. 26 mars 1873.

Le comité des ordres permanents et des bills privés à l'honneur de présenter son cin-

quième rapport :

Votre Comité a examiné la Pétition de John Robert Martin, de la ville de Cayuga, dans le comté de Haldimand, province d'Onturio, demandant un acte pour dissoudre son mariage avec Sophia Stinson, et a constaté que les dispositions de la règle soixante et treize de cette Chambre ont été observées.

Le tout respectueusement soumis.

WALTER H. DICKSON, Président.

L'honorable M. Dickson du comité des ordres permanents et des bills privés a présenté son sixième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et

Le dit rapport a été alors lu par le greffier comme suit.

CHAMBRE DE COMITÉ.

26 mars 1873.

Le comité des ordres permanents et des bills privés à l'honneur de présentés son sixième

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé suffisants les avis qui en ont rapport. été donnés, savoir, les pétitions—de MM. Hall et Fairweather et autres, de la cité de St. Jean, province du Nouveau-Brunswick, demandant un acte d'incorporation sous le nom de compagnie d'équippements maritimes de la Puissance du Canada; et de MM. Hall et Fairweather et autres, de la dite cité de St. Jean, demandant un acte d'incorporation sous le nom de compagnie d'améliorations maritime de la Puissance du Canada.

Votre comité a examiné aussi la pétition de MM. Hall et Fairweather, de la dite cité de St. Jean, demandant un acte d'incorporation sous le nom de compagnie d'emmagasinages maritimes de la Puissance du Canada, et a constaté que l'avis inséré dans un journal de la cité de St. Jean n'a pas été publié pendant le temps voulu; mais, comme les avis ont été d'ailleurs réguliers, votre comité recommande de suspendre la 51e régle dans ce cas-ci, vu que le comité auquel le bill sera renvoyé pourra veiller à ce que personne n'éprouve de préjudice par suite de la dite irrégularité.

Le tout respectueusement soumis,

WALTER H. DICKSON, Président.

L'honorable M. Dickey a présenté à la Chambre un bill intitulé: "Acte pour faire droit à John Robert Martin."

Le dit bill a été lu la première fois.

L'honorable M. Dickey, secondé par l'honorable M. Botsford, a fait motion

Que le dit bill soit lu une seconde fois, jeudi, le seizième jour d'avril prochain ; et qu'avis en soit affiché aux portes de cette Chambre, et que les sénateurs soient notifiés d'être présents, et que le dit John Robert Martin soit entendu par son conseil à la dite seconde lecture sur la vérité des allégations du dit bill, et qu'il soit signifié copie du dit bill à la dite Sophia Stinson, sa femme, et qu'avis lui soit donné de la dite seconde lecture, ou qu'il soit produit des preuves de l'impossibilité de lui donner tel avis et qu'il lui, soit permis en même temps d'être entendu par ls conseil pour feire valoir les raisons qu'elle peut avoir à donner contre le dit bill.

Que le dit John Robert Martin comparaisse à cette Chambre, mercredi, le seiziéme jour d'avril prochain, afin d'être examiné lors de la seconde lecture du dit bill, si la Chambre le juge à propos, pour constater s'il y a eu quelque collusion directe ou indirecte, de sa part relativement à quelqu'adultère que peut avoir commis sa femme, ou s'il y a eu quelque collusion directe ou indirecte entre lui et son épouse ou aucune autre personne ou personnes au sujet du dit bill de divorce, ou relativement à aucune action qu'il peut avoir intentée en justice à aucune autre personne pour cause de relations criminelles avec la dite femme de John Robert Martin.

Et si, au temps de l'adultère dont il se plaint, son épouse, en vertu d'un contrat, ou autrement, de son consentement, vivait séparée de lui et dispensé par lui, en tant qu'il peut faire, de ses devoirs conjugaux, ou si, au temps du dit adultère, elle co-habitait avec lui et vivait sous sa protection et son autorité maritale.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été, sur division, résolue dans l'affirmative.

Ordonné, en conséquence.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé : " Acte pour pourvoir à la création du département de l'Intérieur.

(Dans le comits.)

L'honorable M. John Hamilton (Kingston), président. Les clauses ont été lues et agrées avec les amendements suivants : Page 2, ligne 12. Après "Intérieur" retranchez, "y compris, si la chose est jugée " expédiente, ceux de l'arpenteur-général suivant l'acte concernant les terres de la Puissance " (1872), auquel cas, les mots " assistant-ministre de l'intérirur " seront censés substitués " aux mots " arpenteur-général " partout où ceux-ci sont employés dans cet acte."

Page 2, ligne 51. Après "Intérieur" insérez Clause A.

#### CLAUSE A.

"Le ministre de l'intérieur devra annuellement mettre devant le Parlement en dedans de "quinze jours après la réunion du dit Parlement un rapport des procédés, transactions et af"fairs du département pendant l'année immédiatement précédente."

Le titre a été lu et agrée.

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et L'honorable M. Hamilton (Kingston) a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec divers amendements.

Ordonné, que le rapport et les dits amendements soient maintenant reçus. Et les dits amendements étant lus une seconde fois, ils ont été agrées par la Chambre. Sur motion de l'nonorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été, Ordonné, que le dit bill soit lu une seconde fois demain.

L'ordre du jour étant lu pour mettre la Chambre en comité général sur le bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte intitulé "Acte portant de nouvelles dispositions pour le gouver-"nement des Territoires du Nord Ouest"

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, qu'il soit remis à vendredi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour mettre la Chambre en comité général sur le bill intitulé : "Acte concernant les réclamations à des terres dans le *Manitoba* pour lesquelles il n'a pas été accordé de patentes.

Sur motion de l'honorable M. Aikins secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, qu'il soit remis à vendredi prochain.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins. La Chambre s'est ajournée.

## Jeudi, 27 Mars 1873.

## AFFAIRES DE ROUTINE.

Fétitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions.

## AVIS DE MOTIONS.

Pour Jeudi, 27 mars 1873.

Par l'hon. M. Miller :

1873

24 mars.—Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, priant Son Excellence de vouloir bien faire transmettre à cette Chambre un état indiquant les soumissions reçues, avec les noms des personnes qui ont fait ces soumissions et ceux de leurs cautions, pour la pose des rails et le ballastage dans les divisions suivantes du chemin de fer Intercolonial, suivant avis donné par les commissaires du dit chemin de fer en date du 30 novembre 1872, savoir : 10. sur les sections 3, 6, 9, 15, étendue d'environ 78 milles. 20. Sur les sections 18, 10 et 20, étendue d'environ 46 milles. 30. Sur les sections, 21, 22, et 23 de la rivière Miramichi à Moncton, environ 72 milles ; ainsi que tous les papiers et la correspondance ayant rapport à ce sujet.

# ORDRES DU JOUR.

## Pour Jeudi, le 27 mars 1873.

1873.			

1 26 mars.— Troisième lecture du (Bill B) portant création du département de l'Intérieur.—
(Hon. M. Aikins.)

2|24 " Seconde lecture du (Bill D) concernant la procédure criminelle.—(Hon. M. Campbell).

3 " Seconde lecture du (Bill E) concernant l'association de placement de Mortréal.
—(Hon. M. Ryan).

O N

Pour Jendi, le 27 mars 1873.

No. 14.

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Mercredi, 26 Mars 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

ÉANCES DU SÉNAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue Rideau.
1873.

# PROCÈS-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

# DU CANADA.

# Jeudi, 27 Mars 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Dever,	Letellier de St. Jus	st, Olivier,
Allan,	Dickey,	Locke,	Panet,
Archibald,	Dickson,	McClelan.	Perry,
Armand,	Dumouchel,	McDonald,	Read,
Benson,	Ferguson,	McLelan,	Robertson,
Blake,	Ferrier,	McMaster,	Ryan,
Botsford,	Flint,		Seymour,
Bureau,	Girard,	Macfarlane.	Shaw,
Bnrnham,	Guévremont,	Macpherson,	Simpson,
Campbell,	Hamilton, (Inkern		Skead,
Carrall,	Hamilton, (Kingst		Sutherland,
Chaffers,	Holmes,		Vidal,
Chapais,	Kaulback,	Muirhead.	Wark,
Christie,	Lacoste,	Northup,	Wilmot,
Churchill,	Leonard,	Odell.	Wilson.
Cormier.			

PRIÈRES :

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Allan, de MM. Armetrong et Cie., et autres, de la cité de Toronto.

Par l'honorable M. Benson, de A. D. Weeks et autres, du comté d'Ontario, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Botsford, de MM. Hall et Fairveather et autres, de la cité de Saint Jean, province du Nouveau-Brunswick.

Par l'honorable M. Ryan, de certains marchands, banquiers et fabricants; et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Christie, de W. Mathews, maire, et autres, de la ville de Brantford province d'Ontario.

Par l'hon. M. Leonard, du conseil municipal du township de Kinloss, province d'Ontorio.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont été lues :

De John Comeron, président de l'association de la presse canadienne, membres et officiers de la dite association ; demandant l'abolition des droits de port sur les journaux.

De Casimir Stanislaus Gzowski et autres, de la cité de Toronto; demandant un acte d'incorporation sous le titre de "Compagnie pour la fabrication de l'acier d'après le brevet d'invention de Dates." (Responsabilité limitées).

De la chambre de commerce de la Puissance du Canada; demandant que le projet pour augmenter la facilité des communications télégraphiques entre l'Europe et la Puissance reçoive l'attention du Parlement.

D'Arcade Decelles et autres, de la ville de St. Jean, province de Québec ; demandant un acte d'incorporation sous le titre de "Banque de St. Jean."

De J. Morison et autres, de la cité de Toronto; demandant un acte d'incorporation sous le titre de "Banque de l'Ouest du Conada."

De Messieurs Hall et Fai rweather et autres, de la cité de Saint Jean, Nouveau-Brunswick; demandant un acte d'inc orporation sous le titre de "Compagnie de manufactures maritime de la Puissance du Canada,

L'honorable M. Miller a fait motion, secondé par l'honorable M. Benson,

Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, priant Son Excellence de vouloir bien faire transmettre à cette Chambre un état indiquant les soumissions reçues, avec les noms des personnes qui ont fait ces soumissions et ceux de leurs cautions, pour la pose des rails et le ballastage dans les divisions suivantes du chemin de fer Intercolonial, suivant avis donné par les commissaires du dit chemin de fer en date du 30 novembre 1872, savoir : 10. sur les sections 3, 6, 9, 15, étendue d'environ 78 milles. 20. Sur les sections 18, 10 et 20, étendue d'environ 46 milles. 30. Sur les sections, 21, 22, et 23 de la rivière Miramichi à Moncton, environ 72 milles ; ainsi que tous les papiers et la correspondance ayant rapport à ce sujet.

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été résolue dans l'affirma-

Ordonné, que les membres du Conseil Privé qui sont membres de cette Chambre se rendent auprès de Son Excellence le Gonverneur-Général avec la dite adresse

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour pourvoir à la création du département de l'intérieur a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill, auquel il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé. " Acte pour amender l'acte concernant la procédure dans les causes criminelles" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Hamilton (Kingston),

il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité de toute la Chambre, lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé . "Acte pour amender l'acte pour incorpoier l'association de placement de Montréal.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à mardi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Hamilton (Kingston),

Ordonné, que le temps limité pour la réception des pétitions relatives à des bill privés soit prolongé jusqu'au seizième jour d'avril prochain.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Hamilton, (Kingston),

La Chambre s'est ajournée.

# Vendredi, 28 Mars 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE

l'étitions à présenter.

l'apports de comités à présenter.

Pétitions à lire

Motions.

## AVIS DE MOTIONS.

Pour Lundi, 31 mars 1873.

1nterpellation par l'honorable M. Miller:

1873

- 27 mars.—1°. A-t-il été donné des instructions aux gérants des chemins de fer du gouvernement dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, au sujet des billets de passage gratuits ; et, si tel est le cas, quelles sont ces instructions?
  - 2°. Est-il tenu un livret de contrôle de ces passages gratuits sur les dits chemins de fer, et les employés sont-il tenus d'en tenir note dans ce livret ?
  - 3°. L'agent chargé de ces chemins de fer, a-t-il la faculté de laisser circuler gratuitement des voyageurs sur ces chemins, par un ordre verbal aux conducteurs, sans tenir note des ordres ainsi donnés ?

#### Pour Mardi, le 1er avril 1873.

Interpellation par l'honorable M. Kaulback:

"A-t-il été donné aux gardes-pêche des instructions autres que celles contenues dans les actes relatifs à la protection des pêcheries fluviales, ou quelques instructions tendant à restreindre l'exécution des dispositions des dits actes qui exigent l'établissement de passes migratoires suffisantes sur les écluses et défendent le dépôt de déchets de moulins dans les rivières ?

# ORDRE SDU JOUR.

#### Pour Vendredi, le 28 mars 1873.

1873.

1 26 mars.—Seconde lecture (Bill C) gouvernement des territoires du Nord-Ouest.—
(Hon. M. Campbell).

2 " Comité général sur (Bill A terres dans le Manitoba.—(Hon. M. Aikins).

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

No. 15.

Jeudi, 27 Mars 1873.

PROCES-VERBAUX Z 0 H 00 DES D G S E

00

E

A

Z AT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue Rideau. 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

## DU CANADA,

# Vendredi, 28 Mars 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président,

#### Les honorables Messieurs

Allan,	Dever,	Letellier de St. Just,	Olivier,
Archibald,	Dickey,	Locke,	Panet,
Armand,	Dickson,	McClelan,	Perry,
Benson,	Dumouchel,	McDonald,	Read,
Blake,	Ferguson,	McLelan,	Robertson,
Botsford,	Ferrier,	McMaster,	Ryan,
Bureau,	Flint,	Macdonald,	Seymour,
Burnham,	Girard,	Macfarlane,	Shaw,
Campbell,	Guévremont,	Macpherson,	Simpson,
Carrall,	Hamilton, (Inkerman	) Malhiot,	Skead,
Chaffers,	Hamilton. (Kingston)	Miller,	Sutherland
Chapais,	Holmes,	Mills,	Vidal,
Christie,	Kaulback,	Muirhead,	Wark,
Churchill,	Lacoste,	Northup,	Wilmot,
Cormier,	Leonard,	Odell,	Wilson.

PRIÈRES:

L'honorable président a présenté à la Chambre un état des recettes et dépenses association mutuelle sur la vie du Canada, daté de Hamilton province, d'Ontario, 24 mars 1873. Ordonné, que le dit état soit déposé sur la table et il est comme suit :

(Voir documents de la Session.)

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table.

Par l'honorable M. Benson, de Thomas C. Keefer, de la cité d'Ottawa, ingénieur civil.

Par l'honorable M. Panet, de L. H. Grant et autres, de la cité et province de Québec.

Par l'honorable M. Gu'evremont, de la chambre de commerce de la ville de Sorel, province de Qu'ebec.

Par l'honorable M. Christie, de James McNab, du township de Bosanquet, dans le comté de Lambton, province d'Ontario; et de James Whatman, de No. 6 Carlton Sardens, Londres, Angleterre, par son agent, W. Larratt Smith.

Par l'honorable M. Wark, de la chambre de commerce de la cité de St. Jean, province du Nouveau-Brunswick.

Par l'honorable M. Robertson, de D. G. Lewin, président de la banque du Nouveau-Brunswick et autres, de la province du Nouveau-Brunswick.

Par l'honorable M. Armand, de N. Papineau et autres du comté de Beauharnois, province de Québec

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont été lues :

De E. Browne et autres, de la cité de Hamilton, province d'Ontario; demandant à être incorporés sous le nom de "compagnie d'assurance contre le feu et pour la marine de l'intérieur."

De R. J. W. Chipman et autres, directeurs provisoires de la banque supérieure du Canada demandant un acte pour changer son nom et pour d'autres effets.

De l'honorable Henry Starnes et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation dans le but de garantir les transactions commerciales et d'agir comme agents pour le placement d'argent et autrement.

De Mossom Boyd et autres, de la ville de Port Hope, provi nee d'Ontario; demandant un acte\_d'incorporation sous le titre de "Compagnie de transport de Huron et d'Ontario.

De l'honorable William McMaster et autres, de la cité de Toronto ; demandant un acte d'incorporation sous le titre "Compagnie de Jonction de chemin de fer du Grand Occidental et de la côte du lac Ontario.

Du dit honorable William McMaster et autres, de la province d'Ontario; demandant un acte d'incorporation sous le titre de "Compagnie du Pont du Canada et de la Rivière Détroit."

De la société permanente de construction et d'épargnes de la cité de *Toronto*; demandant qu'il soit passé un acte pour changer le nom de la dite compagnie et pour étendre ses pouvoirs.

De la compagnie du grand chemin de fer occidental; demandant l'autorisation d'acquérir les terrains nécessaires pour procurer de plus grandes facilités à certains chemins de fer et ponts de chemins de fer qui se relient comme auxiliaires au dit chemin de fer; aussi l'autorisation de venir en aide à ces compagnies par garantie directe ou par convention de trafic, ou par l'acquisition de leurs débentures, fonds ou actions, et demandant aussi certains autres pouvoirs.

De la dite compagnie du grand chemin de fer Occidental ; demandant l'incorporation d'une compagnie sous le nom de "Compagnie du Pont du Canada et de la rivière Détroit."

De la compagnie du chemin de fer de *Montréal*, *Chambly* et *Sorel*; demandent l'autorisation d'émettre des billets promissoires et de faire passer des conventions, baux et marchés d'exploitation avec des compagnies étrangères de chemin de fer.

De James Irwin et autres, de la ville de Prescott, province d'Ontario; demandant d'être incorporés sous le nom de "Compagnie de fabrication de faucheuse "Warrior."

D'Arthur M. Jarvis et autres, de la cité de Toronto ; demandant d'être incorporés sous le nom de "Compagnie canadienne contre l'incendie et maritime de l'Empire."

D'Alexandre MacHattie, de la cité de Londres, province d'Ontario; demandant un acte d'incorporation sous le titre "Compagnie des mines d'argent de l'Etoile du Nord."

De James R. Ward et autres, de la cité de Monéral; demandant un acte autorisant la constructions de barrages flottants sur le chenal entre l'île de St. Ignace et l'île du Pads, dans le district de Richelieu.

De la chambre de commerce de la ville de Sorel, province de Québec; demandant que la dite ville soit érigée en port d'entrée.

De Lewis Higgins, de Northing, Angleterre; demandant qu'il ne soit pas passé d'acte pour proroger les dispositions de l'acte des arrangements du Grand-Trone, 1862, si ce n'est à certaines conditions énoncées dans la dite pétition.

De W. Gooderham et autres, de la cité de Toronto; de Paul J. Charlton et autres, de la cité de Québec, et de la chambre de commerce de la dite cité de Québec; demandant séparément la continuation de l'acte de la faillite de 1869 et de ses amendements.

Du révérend John Lees et autres, du township de Biddulph et des conseils municipaux des townships de Tilbury Est, Bruce, Saugeen et du village de Mill Point, province d'Ontario, demandant qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente des boissons enivrantes, comme breuvage, en Canada.

L'honorable M. Dickson du comité des ordres permanents a présenté son septième rapport,

Ordonné, qu'il soit reçu, et

Il a été lu par le greffier comme suit :

#### CHAMBRE DE COMITÉ.

28 mars 1873.

Le comité des ordres permanents et des bills privés a l'honneur de présenter son septième rapport.

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé suffisant les avis qui en ont été donné, savoir, les pétitions—de la compagnie d'assurance mutuelle du Castor et de

Toronto contre l'incendie, demandant un acte à l'effet d'amender l'acte 32 et 33 Vict. ch. 70, pour pourvoir, entre autres choses, à la suppression de sa branche domestique et à son remplacement par une ou plusieurs branches nouvelles;—de la compagnie de prêt et d'agence de Londres et du Canada (à responsabilité limité), demandant entre autres choses des amendements a son acte qui lui permettent d'émettre des obligations, débentures et autres effets de telles sommes de pas plus de cent piastres qu'elle jugera à p opos en suite d'emprunts, afin de faciliter le transfert de ses actions;—et de J. Morrison et autres de la cité de Toronto, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Banque Canadienne de l'Ouest."

Le tout respectueusement soumis,

WALTER H. DICKSON, Président.

L'honorable M. Blake a présenté à la Chambre un bill intitulé : Acte pour amender l'acte 32 et 33 Vic., chap. 70, pour unir les compagnies mutuelles du Castor et de Toronto, contre l'incendie."

Le dit bill a été lu la première fois.

Ordonné, qu'il soit lu la seconde fois mercredi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte à l'effet d'amender l'acte intitulé: "Acte portant de nouvelles dispositions pour le gouvernement des territoires du "Nord-Ouest," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Hamilton (Kingston),

la été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé a un comité général, lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé : " Acte concernant les réclamations relatives à des terres dans le *Manitoba*, pour lesquelles il n'aura pas été accordé de patente."

#### (Voir Journal).

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et l'honorable M. Chapais a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec quelques amendements.

Ordonné, que les dits amendements soient maintenant recus,

Et les dits amendements étant lus une seconde fois, ils ont été agrée par la Chambre. Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Hamilton (Kingston), il a été

Ordonné, que le dit bill soit imprimé tel qu'amendé et lu la troisième fois, mercredi pro-

chain.

Un message de la Chambre des Communes par le Très-Honorable Sir John A. Macdo-nall et autres, comme suit :

CHAMBRE DES COMMUNES.

Mercredi, 26 mars 1873.

Résolu, qu'il soit envoyé un message au Sénat, informant leurs Honneurs que cette
Chambre a nommé le Très-Honorable Sir John A. Macdonald, les Honorable MM. Abbott,
Anglin, Blanchet, Cameron (Cardwell), Campbell, Cauchon, Dorion (Napierville), Smith
(Westmoreland) et Tupper, et MM. Almon, Baby, Brouse, Carter, Cartwright, Joly, Laflamme, Mills, Tobin, Witton et Young (Waterloo), pour aider M. l'Orateur dans l'adminis-

tration de la bibliothèque du parlement en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir cemme membres du comité conjoint de la bibliothèque.

Ordonné, que le Très-Henorable Sir John A. Macdonald porte le dit message au Sénat.

Attesté.

A. PATRICK, Greffier des Communes.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "acte pour amender l'acte pour pourvoir à la nomination d'un Maître de havre pour le Port de Halifax, auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois. Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Hamilton (Kingston)

il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. (Kingtton).

La Chambre s'est ajournée à lundi, à trois heures de l'après-midi.

## Lundi, 31 Mars 1873.

#### AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Rapports de comités à présenter.

Pétitions à lire

Motions.

### AVIS DE MOTIONS.

Pour Lundi, 31 mars 1873.

Interpellation par l'honorable M. Miller:

1873

- 27 mars.—1°. A-t-il été donné des instructions aux gérants des chemins de fer du gouvernement dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, au sujet des billets de passage gratuits ; et, si tel est le cas, quelles sont ces instructions ?
  - 2°. Est-il tenu un livret de contrôle de ces passages gratuits sur les dits chemins de fer, et les employés sont-il tenus d'en tenir note dans ce livret ?
  - 3°. L'agent chargé de ces chemins de fer, a-t-il la faculté de laisser circuler gratuitement des voyageurs sur ces chemins, par un ordre verbal aux conducteurs, sans tenir note des ordres ainsi donnés ?

#### Pour Mardi, le 1er avril 1873.

Interpellation par l'honorable M. Kaulback:

"A-t-il été donné aux gardes-pêche des instructions autres que celles contenues dans les actes relatifs à la protection des pêcheries fluviales, ou quelques instructions tendant à restreindre l'exécution des dispositions des dits actes qui exigent l'établissement de passes migratoires suffisantes sur les écluses et défendent le dépôt de déchets de moulins dans les rivières ?

#### Interpellation par l'honorable M. Macpherson:

" Quel est l'ingénieur en chef du chemin de fer du Pacifique Canadien ou quelle est la personne qui dirige l'exploration poar le gouvernement?

Jusqu'à quelle date le gouvernement a-t-il reçu un rapport de l'exploration de la ligne, et quand ce rapport sera-t-il mis devant cette Chambre ?

## ORDRESDU JOUR.

#### Pour Lundi, le 31 mars 1873.

1873.

- 1 27 mars.—(Bill D)—Comité de toute la Chambre sur le bill pour amender l'acte de procédure en matières criminelle.—(Hon. M. Campbell.)
- 2 28 " Comité de toute la Chambre sur le (Bill C) gouvernement des territoires du Nord-Ouest.—(Hon. M. Campbell.)
- 3 " Seconde lecture, (Bill de la Chambre des Communes) maître de havre de Halifax. —(Hon. M. Campbell.)

No. 16.

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Vendredi, 28 Mars 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SÉNAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue Rideau.
1873.

# PROCÈS-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

# DU CANADA.

# Lundi, 31 Mars 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Cormier,	Letellier de St. Just,	Olivier,
Allan,	Dever,	Locke,	Panet,
Archibald,	Dickey,	McClelan,	Perry,
Armand,	Dickson,	McDonald,	Reesor,
Benson,	Dumouchel, -	McLelan,	Robertson,
Blake,	Ferguson,	Macdonald,	Ryan,
Botsford,	Ferrier,	Macfarlane,	Seymour,
Bureau,	Flint,	Macpherson,	Simpson,
Burnham,	Girard,	Malhiot,	Skead,
Campbell,	Hamilton, (Inkerman	i) Miller,	Sutherland
Carrall,	Hamilton, (Kingston)	Mills,	Vidal,
Chaffers,	Holmes,	Muirhead,	Wark,
Chapais,	Kaulback,	Northup,	Wilmot,
Christie,	Lacoste,	Odell,	Wilson.
Churchill.	Leonard.		

PRIÈRES:

L'honorable président a présenté à la Chambre une listes des actionaires de la banque du district de Niagara, en date du 13 mars 18 .

Aussi une liste des actionaires de la banque Union de Halifax, Nouvelle-Ecosse.

Aussi une liste des actionaires de la banque Metropolitaine, en date du 28 février 1873.

Et aussi un état des baptêmes mariages, et sépultures dans le district de  $\mathit{Terbonne}$ , pour l'année 1872.

Ordonné, que les dites listes soient déposées sur la table.

#### (Voir documents de la Session.)

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Christie, de la chambre de commerce de la ville de Galt province d'Ontario.

Par l'honorable M. Benson, de la compagnie manufacturières du Dauphin.

Par l'honorable M. Robertson, de la chambre de commerce de la cité de Saint Jean, province du Nouveau-Brunswick.

Par l'honorable M. Ferrier, de Saumel S. Shape et autres, du township de Wilmot, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Ryan, du barreau de la province de Québec, section du district de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes ont été lues :

De Messieurs J. B. Armstrong & Cie., et autres, de la cité de Toronto; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du calorifère provinciale à pétrole du Canada."

De Messieurs *Hall* et *Fairweather* et autres, de la cité de *Saint Jean*, province du *Nouveau-Brunswick*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie maritime d'importateurs de métaux de la Puissance du *Canada*.

De certains marchands, banquiers, fabricants et autres, de la cité de Montréal; demandant la continuation de l'acte de la faillite de 1869 et de ses amendements.

De A. D. Weaks et autres, du comté d'Ontario; de W. Matthews, maire et autres, de la ville de Branford, et du conseil municipal du township de Kinlop, tous dans la province d'Ontario; demandant séparément qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente de boissons enivrantes comme breuvage dans la Puissance du Canada.

L'honorable M. Aikins a présenté à la Chambre la réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, datée du 24 courant, demandant qu'il plaise à Son Excellence de vouloir bien faire déposer devant le Sénat telle partie qu'elle jugera à propos de communiquer des instructions royales qui lui ont été données lors de sa nomination à la charge de Codemic de la Canada.

Ordenné, qu'elle soit déposé sur la table et elle est comme suit :

#### CANADA.

PROJET D'INSTRUCTIONS sous le seing manuel et le sceau royal, à donner au Très-Honorable Comte de Dufferin, C. P., C. C. B., comme Gouverneur-Général du Canada.

VICTORIA R.

Daté le 22 mai 1872.

INSTRUCTIONS à Notre Très-Fidèle et Bien Aimé Cousin et Conseiller, Frederick Temple, Comte de Duffrin, Chevalier de Notre Très-Illustre Ordre de St. Patrice, Chevalier Commandeur de Notre Très-Honorable Ordre du Bain, Gouverneur-Général de Notre Puissance du Canada, ou, en son absence, à Notre Lieutenant-Gouverneur, ou Officier administrant le Gouvernement de Notre dite Puissance du Canada pour le temps d'alors.

Donné en Notre Cour à Balmoral, ce vingt-deuxième jour de mai 1872, dans la trente-

cinquième année de Notre Règne.

I. ATTENDU que, par une commission sous le Grand Sceau de Notre Royaume-Uni de Préambule. la Grande-Bretagne et d'Irlande, portant la date des présentes, nous vous avons constitué et nommé, vous le dit Sir John Young, pour être, durant notre bon plaisir, gouverneur-général de notre Puissance du Canada, et nous vous avons de plus autorisé et commandé de faire et exécuter dûment toute chose appartenant à votre dite charge et à la mission que nous vous avons confiée, en vous conformant aux pouvoirs et ordres énoncés Publication de la commission, et par-ticulièrement aux instructions qui vous seraient données avec elle ; en conséquence, par nos présentes instruc-

tions sous notre seing manuel et eachet, qui sont celles dont il est ainsi parlé, nous déclarons que c'est notre plaisir que vous fassiez publier, avec toute la solennité convenable, notre dite commission dans notre dite Puissance; et que là et alors vous prêtiez le serment prescrit par Prestation de serments un acte passé dans la session tenue en les trente-et-unième et trente-par le gouverneur.

deuxième années de notre règne, sous le titre : "Acte pour amender

Acte Impérial, 31 et 32 Vic., chap. 72. Ia loi concernant les serments promissoires," et pareillement que vous prêciez le serment de bien et fidèlement remplir les devoirs de la charge de gouverneur-général de notre Puissance du Canada, et de bien et impartialement administrer la justice :—lesquels serments nos juges de nos cours supérieures de record dans notre dite Puissance, ou trois ou un plus grand nombre de ces juges, sont par le présent requis de vous faire prêter.

II. Et nous vous donnons pouvoir et requérons de faire prêter le dit serment d'alléSerments que fera prêter geance, en quelque temps que ce soit à l'avenir, soit par vous-même, soit
le gouverneur. par toute autre personne que vous aurez autorisée pour cet effet, à toute
et chaque personne occupant une charge ou place de confiance ou d'émolument, suivant que
vous le croirez à propos, ainsi que tout autre serment ou tous autres serments qui pourront
être prescrits par les statuts ou quelqu'un des statuts passés à cet effet.

Communication des instructions au conseil privé conseil privé de notre dite Puissance nos présentes instructions, et pareillement toutes telles autres instructions par la suite, dont vous jugerez à propos, pour le bien de notre service, de lui faire part.

Le conseil ne peut se mettre en délibération sans avoir convoqué.

Quorum. que quatre membres expédié des affaires. IV. Et nous déclarons par les présentes, et tel est notre plaisir, que notre dit conseil privé ne devra procéder à l'expédition d'aucune affaire, à moins d'avoir été dûment convoqué de votre part, ni à moins du conseil ne soient présent et n'assistent aux séances où il sera

V. Et de plus nous ordonnons que si, en un cas quelconque, vous avez quelque raison Le gouverneur peut agir à l'encontre du conseil.

Les membres peuvent consigner leurs opinions dissidentes aux procèsverbaux.

Les membres peuvent consigner leurs opinions dissidentes aux procèsverbaux.

Les membres peuvent consigner leurs opinions dissidentes aux procèsverbaux.

Les membres peuvent consigner leurs opinions d'user des pouvoirs et autorisations dont vous êtes revêtu par notre dite commission et par nos présentes instructions, à l'encontre de l'opinion de ces dits membres ; mais c'est néanmoins notre plaisir qu'en tout cas il soit loisible à tout membre de notre dit conseil privé de consigner au long,

dans le procès-verbal de notre dit conseil, les causes et motifs d'un avis ou d'une opinion qu'il aura exprimée sur quelque question que ce soit soumise aux délibérations du dit conseil.

VI. Et c'est notre plaisir que vous nommiez, et vous êtes par les présentes autorisé à Nomination d'un prési- nommer par instrument muni du grand sceau du Conada, un membre de notre dit conseil privé pour présider en votre absence, et à le dépladent et son déplacecer et remplacer par un autre. Et si, pendant votre absence, le membre ainsi nommé à la présidence vient à s'absenter aussi, le plus ancien membre du conseil privé présent à sa réunion, présidera; l'ancienneté des membres du dit conseil se déterminant d'après le jour ou l'ordre de leurs nominations respectives.

VII. Et nous enjoignons et ordonnons de plus qu'il soit tenu un registre ou des Tenue d'un procès-ver- procès-verbaux complets etexacts des délibérations, actes, procédures bal du conseil. votes et résolutions de notre dit conseil, et qu'à chaque réunion du dit conseil le procès-verbal de la dernière séance soit lu, approuvé ou amendé, s'il y a lieu, avant de procéder à l'expédition de toute autre affaire.

VIII. Et dans l'exercice du pouvoir qui vous est conféré par la loi pour sanctionner ou refuser de sanctionnerdes bills qui pourront avoir été passés par les Sanction des bills. Chambres du Parlement de notre dite Puissance, ou pour les réserver pour la signification de Notre plaisir, Nous vous enjoignons de vous guider, autant que possible, par les règles et instructions suivantes, savoir :-

IX. Vous ne sanctionnerez en Notre nom aucun Bill contenant aucune des clauses ciaprés spécifiées, savoir :

1. Tout bills de divorce entre personnes unies par les liens sacrés du mariage ; 2. Tout bill qui comporterait en votre faveur un don de terre, d'argent ou une gratifica-

3. Tout bill permettant l'emploi de quelque papier-monnaie ou autre monnaie ayant cours dans les offres légales, si ce n'est les espèces du royaume ou d'autres espèces d'or ou d'argent.

4. Tout bill imposant des droits différentiels ;

5. Tout bill dont les dispositions paraîtraient incompatibles avec les obligations qui nous sont imposées par traité;

6. Tout bill qui pourrait porter atteinte à la discipline ou au contrôle de nos forces de

terres et de mer dans notre dite Puissance ;

7. Tout bill d'une nature ou d'une importance extraordinaire, pouvant préjudicier à notre prérogative, ou aux droits et à la propriété de nos sujets résidant hors de notre dite Puissance, ou aux commerce et aux intérêts maritimes du Royaume-Uni et de ses dépendan-

8. Tout bill que neus avons refusé de sanctionner, ou qui contient des dispositions auxquelles nous avons déjà refusé notre assentiment;

A moins que tel bill ne contienne une clause "pour suspendre l'opération de tel bill, jusqu'à la signification de Notre bon plaisir à cet égard dans Notre dite Puissance, ou à moins que vous vous soyez convaincu qu'il existe une nécessité ur ente que ce bill entre immédiatement en opération, dans lequel cas vous êtes autorisé à le sanctionner en Notre nom, excepté s'il était inconciliable avec la loi d'Angleterre ou avec les obligations qui nous sont imposées par Traité. Mais vous devrez Nous transmettre à la plus prochaine occasion le bill ainsi sanctionné, avec vos raisons pour le sanctionner.

X. Vous aurez oin que toutes les lois sanctionnées par vous en Notre nom, ou réservées Lois transmises en An pour la signification de Notre plaisir, portent, lorsque vous Nous les gleterre doivent porte transmettrez, des notes analytiques exactes en marge, et soient accomdes sommaires en marge, et soient accomdes sommaires en marge, pagnées de toutes remarques explicatives nécessaires pour faire connaîd'explications et des dél. tre les motifs et l'opportunité des dites lois ; et vous devrez aussi transhérations de la législa- mettre des copies conformes des journaux et procès-verbaux des chambres législatives de Notre dite Puissance, que vous vous ferez donner par les graffiers ou autres afficiers des dites chambres autorisés à cet effet.

XI. Et attendu que Nous vous avons, par Notre dite commission, donné pouvoir et Droit de grâce, maniè- autorité d'accorder, lorsque vous le jugerez à propos, en Notre nom re de l'exercer. Le gou- et de Notre part à toute personne trouvée coupable d'un crime quelseil, mais pourra suivre conque dans une cour de justiee ou devant un juge, juge de paix ou son propre jugement, et magistrat en Notre dite Puissance, un pardon soit entier soit avec d'vra consigner ses moses conditions licites: a cette cause Nous vous Ordonnons et enjoitifs au procès-verbal du gnons par les présentes de vous faire faire par le juge qui aura présidé au procès de tout criminel condamné à la peine de mort par sentence d'une cour en Notre dite Puissance, un rapport par écrit du procès du dit criminel; ce rapport sera pris par vous en considération à la première réunion de Notre dit conseil privé qui se pourra convenablement tenir après la réception du dit rapport, alors que le dit juge pourra être spécialement assigné; et vous ne fercz grâce et n'accorderez un surcis a aucun criminel, à moins qu'il ne vous semble expédient de le faire, après avoir reçu à ce sujet l'avis de Notre dit conseil privé; mais dans tous les cas, vous accorderez ou refuserez la grâce ou le surcis suivant votre propre et libre jugement, soit que les membres de Notre dit conseil privé partagent ou non votre opinion; ayant soin néanmoins de consigner au long dans le procés-verbal de Notre dit conseil les raisons de votre détermination, dans le cas où vous décideriez une question de cette nature contrairement à l'avis de la majorité des membres du dit conseil.

XII. Et nous ordonnons et enjoignons de plus que toutes les commissions de juges, Les juges, etc., seront juges de paix ou autres officiers que vous accorderez, ne soient accornommés durant le bon dées que durant le bon plaisir, à moins que la loi n'en ordonne autrement.

XIII. Et nous ordonnons et enjoignons de plus que vous nous transmettiez ponctuel-Livre bleu. lement, chaque année, par l'intermédiaire d'un de nos principaux secrétaires d'Etat, tous rapports annuels que nous avons coutume de recevoir de la Puissance du Canada touchant le revenu et la dépense, la milice, les travaux publics, la législation, les établissements civils, les pensions, la population, les écoles, le cours de change, les importations et les exportations, les produits agricoles, les manufactures et autres matières qui se rapportent à l'état et à la condition de notre Puissance.

XIV. Et attendu que notre service et la sécurité de notre dite Puissance pourraient Absence du gouverneur. souffrir grandement de l'absence du gouverneur-général, vous ne quitterez, sous aucun prétexte que ce soit, la dite Puissance, sans en avoir obtenu de nous au préalable la permission sous notre seing manuel et cachet, ou par l'intermédiaire de l'un de nos principaux secrétaire d'Etat.

V. R.

#### CANADA.

PROJET D'UNE COMMISSION sous le grand sceau du Royaume-Uni, nommant le Très-Hon. Comte de Dufferin, C. P., C. C. B., Gouverneur-Général du Canada.

Lettres patentes, En date du 22 mai, 1872.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, de la Grande Bretagne et d'Irlande, défenseur de la Foi, à Notre Très-Fidéle et Bien-Aimé Cousin et Conseiller Frederick Temple, Comte de Dufferin, Chevalier du Très Illustre Ordre de St. Patrice, Chevalier Commandeur de Notre Très-Honorable Ordre du Bain,—Salut:

1. ATTENDU que, par des lettres patentes, sous le grand sceau de notre Royaume-Uni de la Grande Bretayne et d'Irlande, datées de Westminster le 29e jour de décembre Mention de la commis- 1868, en la trente-deuxième année de Notre règne, nous avons conssion du gouverneur Sir titué et nommé notre très-fidèle et bien-aimé conseiller, Sir John Young, en date du Young, baronnet, (maintenant notre très-fidèle et bien-aimé conseiller John Baron Lisgar), chevalier grand'croix de Notre Très-Honorable Ordre du Bain, chevalier grand'croix de Notre Ordre Très-Distingué de Saint-Michel et Saint-George, pour être Gouverneur-Général du Canada durant notre bon plaisir, ainsi qu'il appert plus amplement et pleinement aux dites lettres patentes;

Sachez maintenant que nous avons révoqué et annulé, et par les présentes révoquons et Révocation de la com- annulons les dites lettres patentes ci-dessus mentionnées, ainsi que mission du gouverneur Sir John Young, en date du 29 décembre 1868.

du 29 décembre 1868.

du 20 décembre 1868.

du 20 décembre 1868.

qu'ayant une confiance particulière dans votre prudence, courage et qu'ayant une confiance particulière dans votre prudence, courage et loyauté, nous avons, de notre grâce spéciale, science certaine et propre mouvement, jugé bon de vous constituer et nommer, vous le dit Frederick Temple, comte de Dufferin, comme par les présentes nous vous constituons et nommons, pour être notre gouverneur-général de notre Puissance du Canada durant notre bon plaisir. Et par les présentes nous vous autorisons et commandons de faire et exécuter dûment tout ce qui appartiendra à votre charge et à la mission que nous vous avons confiée, vous conformant aux pouvoirs et aux ordres qui vous sont donnés par notre présente commission, et par l'acte du Parlement, passé dans la 30e année de notre règne, intitulé : "L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1869," ainsi qu'aux instructions qui accompagnent les présentes, ou à telles autres instructions qui pourront vous être ultérieurement données par nous sous notre seing manuel et cachet, ou par notre ordre rendu en notre conseil privé, ou par l'intermédiaire de l'un de nos principaux secrétaires d'Etat, et vous conformant aux lois qui sont actuellement ou qui seront ultérieurement en vigueur dans notre dite Puissance du Canada.

II. Et nous vous donnons autorité et pouvoir par les présentes de garder le grand sceau Grand sceau. de notre dite Puissance et de vous en servir pour sceller tout ce qui

doit être marqué du dit sceau.

III. Et nous vous donnons autorité et pouvoir d'instituer et nommer en notre nom et Nomination des juges, de notre part, quand besoin sera, tous juges, commissaires, juges de paix et autres officiers et ministres nécessaires de notre dite Puissance, qui

pourraient être légalement institués et nommés par nous.

IV. Et par les présentes nous vous donnons autorité et pouvoir d'accorder, lorsque vous Droit de faire grâce le jugerez à propos, en notre nom et de notre part, à toute personne et de remettre les amentrouvée coupable d'un crime commis dans notre Puissance, un pardon à tout complice qui aura perpétré lui-même le crime, s'il donne des informations et des preuves qui puissent conduire à l'arrestation et à la conviction du principal coupable; et de plus l'autorité et le pouvoir d'accorder à tout coupable convaincu d'un crime quelconque dans une cour de justice, ou devant un juge, juge de paix, ou magistrat en notre dite Puissance, un pardon, soit entier soit avec des conditions licites, ou un sursis de l'exécution de la sentence de tout tel criminel pour le temps que vous jugerez convenable; et de remettre toute amende ou confiscation qui pourra avoir été prononcé à notre profit.

V. Et, par les présentes, nons vous donnons autorité et pouvoir, autant que nous le pou-Suspension et destivons faire légalement, depriver ou suspendre de son emploi, pour des tution de fonctionnaires causes par vous jugées suffisantes, toute personne exerçant quelque charge ou emploi en notre dite Puissance, en vertu d'une commission ou d'un mandat actuellement décerné ou qui pourra être décerné par nous, en notre nom, ou sous notre autorité.

VI. Et, par les présentes, nous vous donnons autorité et pouvoir d'exercer, de temps à Pouvoir de convoquer autre, selon que vous le jugerez nécessaire, tous les pouvoirs à nous appar-et de proroger les Cham tenants relativement à la convocation ou la prorogation du Sénat et de la bres. Chambre des Communes de notre dite Puissance, et à la dissolution de la dite Chambre des Communes ; et nous accordons aussi les mêmes pouvoirs aux différents lieutenants-gouverneurs en exercice des provinces de notre Puissat nee, relativement aux conseils législatifs ou aux assemblées législatives ou générales des dites provinces respectives.

VII. Et, par les présentes, nous vous donnons autorité et pouvoir d'exercer dans notre Pouvoir d'accorder des dite Puissance tous pouvoirs que nous y possédons, relativement à la licences de mariage, lettres d'administration et la mariage, des lettres d'administration et à tres d'administration et la vérification des testaments, et relativement à la garde et au soin de

la personne et des biens des idiots et des aliénés.

VIII. Et attendu que dans l'acte ci-dessus de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, Pouvoir de nommer il est, entre autres choses, porté qu'il nous sera loisible, si nous le judes députés.

Genverneur Général du Gangda à nommer geons à propos, d'autoriser le Gouverneur-Général du Canada à nommer une ou plusieurs personnes, conjointement ou séparément, pour agir comme son député ou ses députés dans une ou plusieurs parties du Canada, et à ce titre y exercer, durant le

plaisir du Gouverneur-Général, tels de ses pouvoirs, attributions et fonctions que le dit Gouverneur-Général pourra juger à propos ou nécessaire de confier à ce député ou à ces députés, sauf toutes restrictions ou instructions exprimées ou données par nous: à ces causes, nous vous donnons autorité et pouvoir, par les présentes, sauf les susdites restrictions et instructions, de nommer une ou plusieurs personnes, conjointement ou séparément, pour agir comme votre député ou vos députés dans une ou plusieurs parties de notre Puissance du Canada, et à ce titre y exercer, durant votre plaisir, tel de vos pouvoirs, attributions et fonctions que vous jugerez à propos ou nécessaire de confier à ce député ou ces députés; pourvu toutefois que cette nomination ne porte aucune atteinte à l'exercice de tout tel pouvoir, attribution ou fonction par vous personnellement le dit Frederick Temple, comte de Dufferin.

IX. Et par les présentes nous déclarons que, dans le cas où vous décéderiez, deviendriez Succession au gouverne- incapable ou vous absenteriez de notre dite Puissance, nous voulons que tous les pouvoirs et attributions que vous recevez ici, soient dévolu, et ils sont par les présentes dévolus, jusqu'à ce que nous ayions signifié notre bon plaisir ultérieur à cet égard, à la personne que nous aurons nommée, par instrument sous notre seing manuel et cachet ; ou à défaut pour administrer le gouvernement de notre dite Puissance ; et, s'il n'y avait personne en notre dite Puissance de nommé ainsi par nous, en ce cas, au plus ancien officier ayant alors le commandement de nos troupes régulières dans notre dite Puissance.

X. Et, par les présentes, nous enjoignons et commandons à tous nos officiers et mi-Les officiers et autres nistres, tant civils que militaires, et à tous les autres habitants de devront obéir et aider le notre dite Puissance, de vous obéir et prêter aide et assistance, à vous, dit Frederick Temple, comte de Dufferin, ou, en cas que vous décédiez, deveniez incapable ou vous absentiez, d'obéir et prêter aide et assistance à la personne ou aux personnes qui seront chargées, en vertu des dispositions de notre présente commission, d'administrer le gouvernement de notre dite Puissance.

En foi de quoi nous avons fait émettre les présentes lettres patentes. Témoin, Nous

Même à Westminster, le 22e jour de mai, en la 35e année de notre règne.

Par mandat sous le seing manuel de la Reine.

C. ROMILLY.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé : "Acte concernant la procédure dans les causes criminelles."

(En Comité.)

Le titre a été lu et remis. Le préambule a été lu et remis. Page, 1, ligne 25, retranchez clause 3. Le dit amendement a été agrée, Le préambule, étant lu de nouveau, il a été agrée. Le titre étant lu de nouveau, a été agrée.

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et l'honorable M. Botsford, a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre, avec un amendement.

Ordonné, que le rapport et le dit amendement soit maintenant requ. Le dit amendement étant lu de nouveau a été agrée par la Chambre. Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé : " Acto pour amender l'acte intitulé " Acte portant de nouvelles "dispositions pour le gouvernement des territoire du "Nord-Ouest."

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et l'honorable M. Ferrier, a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé

d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été, Ordonné, que le dit bill soit lu une troisième fois présentement.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill auquel il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour pourvoir à la nomination d'un maître de havre pour le port de Halifax, a été lu la seconde fois.

L'honorable M. Campbell a proposé, secondé par l'honorable M. Aikins,

Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirma-

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général

sur le dit bill.

Quelques temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Dickeys a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement. Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable Aikins, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, demain.

L'honorable M. Simpson du comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes, nommé pour surveiller les impressions du Parlement pendant la dite session, à presenté son second et son troisième rapport.

#### CHAMBRE DE COMITÉ,

29 mars 1873.

Le comité conjoint des impressions du parlement a l'honneur de soumettre, comme étant son SECOND RAPPORT:

Le rapport du sous-comité nommé pour examiner les comptes d'impressions ;

Le rapport du greffier du comité sur le service des impressions pour l'année dernière, et le compte des impressions, bilan annuel.

Le comité soumet le tout respectueusement à la considération des deux Chambres.

#### RAPPORT DU SOUS-COMITÉ.

#### CHAMBRE DE COMITÉ,

27 mars 1873.

Le sous-comité du comité collectif des impressions des deux Chambres du parlement, auquel a été renvoyé le rapport du greffier sur ce service de l'année dernière et le bilan annuel, prend la liberté de faire rapport comme suit :—

Le bilan a été examiné et trouvé exact ; chaque item du Doit et de l'Avoir a été vérifié par sa pièce justificative. Les dépenses ont de même été contrôlées en détail à l'aide des comptes, et acquit en fut donné. Le résultat de l'audition a été tout à fait satisfaisant.

Le sous-comité a aussi examiné la liasse de tous les documents imprimés dans le cours de l'année dernière, et il a pu s'assurer de l'exactitude des comptes pour la composition de leurs matières.

Il a de même examiné et trouvé bien tenus les différents livres de comptes et le livret de banque.

Le sous-comité recommande, pour que la couleur et la qualité du papier à imprimer soient, autant que possible, uniformes, que l'on garde en main un approvisionnement de ce papier pour au moins six mois.

Quant à l'assertion du rapport du greffier touchant les retards apportés dans la livraison des documents parlementaires pendant la vacance, le sous-comité a cru devoir appeler devant lui l'entrepreneur des impressions, M. Taylor, qui s'est expliqué, en disant que puisque l'ouvrage avait été fait, comme les années précédentes, dans une période ordinaire, il n'était tenu à rien de plus.

Le sous-comité recommande que M. Taylor soit informé qu'il faut que les impressions marchent sans interruption pendant la vacance, selon que le greffier le demandera, afin

qu'elles soient toutes terminées le plus tôt possible.

La sous-comité a pu voir que la reliure n'est pas conforme aux termes du contrat, mais le fait que l'entrepreneur a perdu presque tous ses matériaux et outils dans l'incendie de son atelier peut-être accepté comme excuse, et il recommande que pour l'avenir il soit tenu de se conformer au contrat.

Pour ce qui est de la partie du rapport du greffier qui a trait à l'expiration du contrat actuel des impressions, le sous-comité croit devoir en faire plus tard le sujet d'un rapport

spécial

Le sous-comité recommande avec instance que l'attention du ministère des travaux publics soit attirée sur la nécessité d'avoir, dans les voûtes de ces édifices, un local réservé exclusivement au département des impressions, et assez spacieux pour contenir un approvisionnement de papier à imprimer pour six mois, et toutes les feuilles des documents à mesure qu'elles s'impriment.

Le sous-comité recommande que la somme de \$35,000 demandée comme devant être probablement nécessaire pour les frais d'impression du parlement pour l'année fiscale commençant le 1er juillet 1873, soit accordée, mais si, à mesure que la session avancera, l'on voyait que les impressions à faire exigent une autre somme, le sous-comité soumettra telle autre

estimation qui pourrait être nécessaire.

En terminant son rapport, le sous comité croit devoir exprimer son approbation de la manière dont le greffier, M. Hartney, s'est acquitté de ses fonctions pendant la dernière année.

Le tout respectueusement soumis.

(Signé)	J. SIMPSON, Président.
	JAMES YOUNG,
"	M. BOWELL,
	C. O. WALLACE,
(0)	A. R. McLelan,
"	RUFUS STEPHENSON.

#### RAPPORT DU GREFFIER.

CHAMBRE DE COMITÉ,

5 mars, 1873.

Au Président et aux Membres du Comité collectif des impressions.

Messieurs,

J'zi l'honneur de vous soumettre le bilan annuel des comptes d'impressions, lequel indique que le coût des impressions du parlement pour l'année fiscale expirée au 30 juin, 1872, est de \$28,295.50.

Les divers livres de comptes, ainsi que les pièces justificatives s'y rattachant, sont prêts

pour l'audition.

Le comité observera que les dépenses ont été moindres qu'à l'ordinaire. Cela vient de ce que la session a duré jusqu'au milieu de juin, et comme tous les comptes doivent être clos le 30 du même mois, date de l'expiration de l'année fiscale, une grande quantité d'ouvrage restait inachevée et a dû être payée l'année suivante, il est donc probable que le bilan de l'année 1872-73 indiquera une augmentation correspondante.

L'entrepreneur pour la fourniture du papier à imprimer a ponctuellement fourni ce

papier qui était du poids et généralement de la qualité spécifiés au contrat.

2

Quant aux impressions, les ouvrages de routine ont assez bien marché durant la session; mais beaucoup d'ouvrages qui auraient dû être faits dans le même temps ont dû être gardés pour la vacance: Alors, la nécessité de publier les statuts ou autres documents émanant des ministères est donnée comme raison du retard qu'on apporte à l'impression des documents parlementaires. Cela ne devrait pas arriver. Mais il reste à savoir si les prix réduits actuels permettront ou justifieront les dépenses nécessaires pour faire l'ouvrage d'une manière satisfaisante.

Quant à la reliure, un seul établissement fait toute la reliure du parlement et des ministères. Les statuts et les documents de la session sont généralement prêts pour le relieur en même temps, et l'ouvrage se ressent de la hâte qu'on y met afin de donner satisfaction. Le relieur apporte comme excuse la perte de presque tous ses matériaux et outils lors de l'incendie de son établissement. Je lui ai signifié que son ouvrage n'était pas fait suivant les termes du contrat.

Avec les travaux de la prochaine session les contrats actuels expirent, mais les contrats pour les impressions et la fourniture du papier à imprimer contiennent une clause d'après laquelle, à l'option et par l'ordre des deux Chambres, ils peuvent être renouvelés pour une nouvelle période de cinq ans.

Je signalerai instamment au comité la nécessité d'avoir dans les voûtes des édifices, un local réservé au département des impressions. Des documents et articles de papeterie représentant une valeur de plusieurs mille piastres sont actuellement déposés dans une chambre servant à plusieurs autres objets et sont ainsi exposés aux accidents ou aux abus de confiance.

Le rapport des explorations géologiques fut soumis au parlement, l'an dernier, en manuscrit, et l'impression en fut ordonnée comme documents de la session. Pour assurer l'exactitude du texte, il est nécessaire que l'impression soit surveillée par les attachés à la commission géologique, et comme ces messieurs sont en exploration toute l'été, l'impression n'a pu être faite que plus tard. Par suite, je n'ai reçu les feuilles pour le relieur que depuis la réunion du parlement, et la distribution du volume des documents de la session, dans lequel se trouvera ce document, est différée de plusieurs mois déjà, inconvénient grave. Je recommanderais respectueusement qu'on adopte un autre plan pour la publication de ce rapport.

Pendant la dernière session, le parlement adopta une résolution recommandant le rema-

niement des traitements de ses employés.

Quant aux employés du bureau des impressions, ils ont été pris parmi le personnel des deux chambres, nommés employés de l'une et de l'autre et placés sous le contrôle de ce comité collectif. Par suite tout remaniement de leurs traitements ne pourra être fait que par l'intermédiaire de ce comité.

Conformément à la loi, j'ai transmis au ministre des finances, afin qu'il l'approuve et le soumette au parlement avec le budget, une évaluation des sommes probablement requises pour les impressions du parlement durant l'année fiscale expirant au premier juillet 1873; cette évaluation représente un total de \$35,000, sujet à l'approbation du comité.

Le tout respectueusement soumis.

HENRY HARTNEY, greffier,
Département des impressions parlementaires.

Av.	\$ cts. 3,950 82 14,038 85 2,626 36	9,265 82 230 00 1,924 00 320 35 90 00 225 00 79 59 63 50	\$32,814 29	\$33,749 76	\$28,295 50	ntaires.
ANNUEL du compte d'impression pour le Parlement, du 1er Juillet 1871 au 30 Juin 1872.	Piec. justi.  No. 1 Impression, I. B. Taylor, balance du dernier compte \$2,352 47  do do do	Assurance en man pour la producture session.  Coût total du papier employé  Assurance  Salaires  T Frais de port  Lithographies  10 Papier à envelopper  11 Fonds de retraite	Cout total Valeur du papier en main	COLUMN TO SERVICE STATE OF THE	Cout total tel que ci-dessus	HENRY HARTNEY. greffer, UNG, the strength of t
ression pour	\$ cts. 1,230 97 28,000 00 3,356 90 170 07 991 82			\$33,749 76		JAMES YOUNG, RUFUS STEPHENSON, W. WALLAGE.
BILAN ANNUEL du compte d'imp	1871.  Montant des mandats émis, impressions parlementaires.  Montant des mandats émis, rapports {\$2,601.96} des départements.  Montant reçu pour l'impression de Bills Privés.  Montant reçu pour assurance, incendie {\$495.91} de l'atelier du relieur.				Balance d'1 papier en main :— \$725 70 246 rames royal à \$2 95 \$725 70 185 12 12 papier ministre à \$113 209 77 \$935 47	Chambre de Comité, 5 mars 1873.  Examiné et trouvé exact, 24 mars 1873 (Signé,)  J. Simpson, Président, A. R. MCLELAN, R. W. W. CARRALL,
Dr.	1871. ler juillet					Char

#### CHAMBRE DE COMITÉ,

29 mars 1873.

Le comité conjoint des Impressions a l'honneur de soumettre son TROISIÈME RAPPORT, lequel est comme suit :

Le comité recommande l'impression des documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse.—Copie des soumissions pour travaux sur le canal Welland, indiquant les soumissions qui ont été retirées du consentement du département, et les noms des cautions :

Rapport des articles employés dans les manufactures canadiennes, et qui sont placés

sur la liste des articles exempts de droits, en vertu de l'acte 34 Vic., ch. 10, sec. 3.

Le comité recommande aussi que les documents suivants ne soient point imprimés, savoir :

Cédule des recettes et dépenses, etc., Département de la Marine et des Pêcheries ; Réponse à une adresse—Correspondance avec l'Hon. M. W. McDougall, au sujet de sa

nomination à quelque charge sous le Gouvernement, etc.;

Réponse à une adresse—Etat des sommes payées à l'Hon. M. W. McDougall pour services par lui rendus, ou pour dépenses ou allocations;

Etat officiel de la distribution des Statuts de la Puissance du Canada, 35 Vic., 5 Sess., 1er Parl. 1872.

Le tout respectueusement soumis.

RUFUS STEPHENSON.

Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. Ressor il a été

Ordonné, que les dits rapports soient pris en considération par la Chambre Mercredi prochain.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

# Mardi, 1er Avril 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions.

#### AVIS DE MOTIONS.

Pour Mardi, le 1er avril 1873.

1873

Interpellation par l'honorable M. Kaulback:

27 mars.—A-t-il été donné aux gardes-pêche des instructions autres que celles contenues dans les actes relatifs à la protection des pêcheries fluviales, ou quelques instructions tendant à restreindre l'exécution des dispositions des dits actes qui exigent l'établissement de passes-migratoires suffisantes sur les écluses et défendent le dépôt de déchets de moulins dans les rivières ?

Interpellation par l'honorable M. Macpherson :

28 "Quel est l'ingénieur en chef du chemin de fer du Pacifique Canadien ou quelle est la personne qui dirige l'exploration pour le gouvernement?

Jusqu'à quelle date le gouvernement a-t-il reçu un rapport de l'exploration de la ligne, et quand ce rapport sera-t-il mis devant cette Chambre?

#### Pour Mercredi, le 2 Avril 1873.

Interpellation par l'honorable M. Carrall:

31 " Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre quelque mesure pour assurer la représentation convenable des produits du Canada à l'exposition universelle qui doit avoir lieu à Vienne?

Par l'honorable M. Carrall :

" A-t-il été nommé des Commissaires en vertu du vingt-deuxième article du Traité de Washington pour régler les réclamations des sujets de Sa Majesté contr gouvernement des Etats-Unis, lesquelles sont spécifiées dans le dit article, et en est ainsi, quels sont les noms de ces commissaires? et qu'a-t-il été fait au s des dites réclamations par le gouvernement du Canada?

Par l'honorable M. Skead:

" Que lorsque la Chambre s'ajournera ce jour, elle reste ajournée à jeudi le 17 avril à 7 heures P. M.

#### Pour Vendredi, le 4 Avril 1873.

Par l'honorable M. Macpherson:

- " Qu'il proposera les résolutions suivantes :
  - Qu'il soit résolu que par le statut 35 Victoria, ch. 72 et 73, deux compagnies— la compagnie du chemin de fer Interocéanique et la compagnie du chemin de fer du Pacifique du Canada—ont été incorporées avec plein pouvoir de construire et d'exploiter le chemin de fer Canadien du Pacifique, suivant les conditions et stipulations arrêtées lors de l'union de la Colombie Bretannique avec le Canada.
- Résolu,—Que par le statut 35 Vic., ch. 71, la compagnie du chemin de fer Interocéanique et la compagnie du chemin de fer du Pacifique du Canada ont reçu la faculté de se fusionner pour ne former qu'une compagnie, et que le gouvernement a été autorisé a s'entendre avec l'une ou l'autre des dites compagnies, ou, si elles opéraient une fusion, avec la compagnie ainsi fusionnée, pour la construction et l'exploitation du dit chemin de fer canadien du Pacifique.
- Résolu,—Que les pouvoirs conférés au gouvernement par la quinzième clause du statut 35 Vic., ch. 71, ne devaient, dans l'intention de l'acte, être exercés que dans le cas où la compagnie du chemin de fer Interocéanique et la compagnie du chemin de fer du Pacifique du Canada manqueraient ou refuseraient respectivement et conjointement de s'entendre avec le gouvernement pour construire et exploiter le chemin de fer canadien du Pacifique; que la conclusion d'une convention pour construire et exploiter ce chemin avec des personnes non incorporées par le Parlement, sans qu'il ait été demandé des soumissions par avis public à aucune association de sujets de Sa Majesté ayant la capacité et la volonté de former une compagnie et d'accepter une charte sous l'empire des dispositions du statut 35 Vic., ch. 71, n'a pas été conforme à l'esprit et à l'objet du dit statut; qu'un tel acte est grandement sujet à objection et contraire au mode ordinaire eu bien connu que l'on suit dans l'adjudication des travaux publics en Canada.

- Résolu,—Que la charte accordée par ordre de Son Excellence le gauverneur-général en conseil le cinquième jour de février 1873, constituant en corporation Sir Hugh Allan et autres, sous le nom de Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, confère à cette compagnie des droits, pouvoirs et priviléges extraordinaires et dangereux.
- Résolu,—Que la quatrième clause de la dite charte présente de graves objections; que cette clause pourvoit en fait que tout le capital disponible de la compagnie sera seulement d'un million de piastres ou dix pour cent du montant nominal de dix millions; lequel million doit être placé par le receveur-général, et l'intérêt payé à la dite compagnie comme il sera reçu. Que les quatre-vingt-dix pour cent mentionnés dans la dite quatrième clause sont illusoires; qu'ils ne donnent au gouvernement aucune garantie réelle, tandis que les dispositions de cette clause mettent seulement les actionnaires de la compagnie à l'abri contre de nouveaux appels de fonds et contre la responsabilité envers les créanciers de la compagnie qui résulterait de ces appels.
- Résolu,—Que la dite charte ne contient pas des garanties suffisantes pour l'achèvement et l'équipement de toute l'étendue de la ligne; qu'elle aurait dû pourvoir que le gouvernement retiendrait, sur les parties des terres accordées et sur les sommes stipulées devoir être payées par les quatorzième et dix-huitième clauses, au moins dix pour cent comme garantie et sûreté de l'achèvement et de l'équipement du chemin; que ce percentage devrait être payé à la compagnie seulement six mois après l'achèvement, l'équipement et la mise en activité du chemin, et sur le certificat de l'ingenieur du gouvernement constatant que tous les travaux dépendant du chemin ont été dûment exécutés; que l'équipement est suffisant et que, suivant son opinion, la compagnie a les moyens et le matériel nécessaires à l'exploitation efficace du chemin de fer.
- Résolu,—Que le gouvernement n'aurait pas dû accorder à la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, le pouvoir d'émettre des obligations jusqu'à concurrence de \$40,000 par mille pour toute l'étendue du chemin de fer, avec la stipulation inusitée que ces obligations emporteraient première hypothèque sur les terres que la compagnie acquerrait ensuite, ce qui a pour résultat de charger de ces obligations les cinquante millions d'acres donnés à titre de subvention pour la construction du chemin de fer, avant que la compagnie soit en droit de les recevoir; qu'un tel pouvoir, sanctionné par une telle autorité, est de nature à entraîner de grandes et graves conséquences et à porter très-sensiblement atteinte au crédit de la Puissance; que sanctionner un tel pouvoir, c'est engager la foi de la Puissance envers les porteurs des obligations, à qui l'on donne par là l'assurance que les terres, quel que soit le sort de la compagnie, seront et demeureront une sûreté pour eux.
- Résolu,—Que la quinzième clause de la charte soulève de grandes objections; que si l'on permet qu'elle ait son effet, elle sera une grande cause de découragement et un grand obstacle à l'établissement de la région située entre le lac Nipissinget l'Océan Pacifique; que la colonisation et le prix des terres publiques sur la ligne du chemin de fer canadien du Pacifique qui n'ont pas été données en partage à la compagnie, ne devaient pas être subordonnées aux intérêts ni aux opérations de cette compagnie; qu'il importe extrêmement, dans l'intérêt de la prospérité future de la Puissance, que le gouvernement demeure en possession de toutes les terres que traversera le chemin de fer, et conserve un contrôle absolu sur leur colonisation; que la dite quinzième clause remet entièrement entre les mains de la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique l'établissement de ce vaste territoire;

que les immigrants, qui sur leur chemin rencontreront les terres à bon marché et les homesteads gratuits qu'on leur offre dans les provinces de l'est et du centre du Canada et aux Etats-Unis, ne seront point portés à s'éloigner encore de plusieurs centaines de milles du marché pour acheter des terres à des prix exhorbitants; que le prix minimum de \$2.50 l'acre, fixé par la charte, est excessif; que par une condition, un marché de cette sorte, le gouvernement donne sa sanction et son autorisation à une mise à valeur fictive de ces terres; qu'une telle sanction, très-propre à induire en erreur les capitalistes, permet à la compagnie du chemin de fer de tirer parti de cette valeur fictive pour le succès d'opérations financières, et de se procurer ainsi des capitaux, dont on peut croire le remboursement bien garanti par ces terres, ce qui donnerait lieu à des embarras par la suite, comme à des accusations de mauvaise foi contre le gouvernement de la Puissance.

- Resolu,—Que, selon l'opinion de cette honorable Chambre, l'abrogation immédiate de la Charte accordée à Sir Hugh Allan et à d'autres personnes, et qui les incorpore sous le nom de Compagnie de chemin de fer canadien du Pacifique, est essentielle au succès de l'exécution de la grande entreprise où la foi de la Puissance a été solennellement engagée.
- Résolu,—Qu'en vue de hâter le commencement du chemin de fer canadien du Pacifique et afin de tenir la promesse faite à la Colombie Britannique, et d'observer les conditions dont il a été convenu lors de l'union de cette province avec le Canada, et d'assurer à une époque prochaine par un chemin de fer la jonction de toutes les provinces de la Puissance, le gouvernement devrait déterminer tout de suite les points extrêmes de la ligne sur la côte du Pacifique et à l'est des Montagnes Rocheuses, et commencer et poursuivre sans retard la construction du chemin de fer par l'intermédiaire du département des travaux publics ou par les soins d'un bureau de commissaires compétents nommés à cette fin.
- Résolu,—Que tout en commençant la construction du chemin de fer, le gouvernement devrait en même temps prendre des mesures pour se procurer une exploration et des études très-exactes et très-complètes de la ligne entière entre les points extrêmes sur la côte du Pacifique et sur le côté sud du lac Nipissing, afin de s'assurer de la configuration et de la formation physique du pays, de déterminer le tracé et l'échelle des hauteurs du chemin, et de former une juste estimation des frais de sa construction, pour l'information du parlement et du pays.

cae la dite quimième virue remet enlièrement entre les malus de la compagnie en chemin de su canadim de l'uvirgue l'établissement de ce vasie territoire;

# ORDRES DU JOUR.

# Pour Mardi, le 1er avril 1873.

1873. 1 27 mars—	Seconde lecture, (Bill E)—Société de Placement de Montréal.—Hon. M. Ryan.)
2 21 "	Troisième lecture, (Bill D)—Procédure criminelle.—(Hon. M. Campbell.)
3	Troisième lecture, (Bill de la Chambre des Communes) maître de havre de Halifax.—(Hon. M. Campbell.)

No. 17.

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Lundi, 31 Mars 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SÉNAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOE, 29, 31 et 33, Rue Rideau 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

## DU CANADA.

# Mardi, 1er Avril-1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Cormier,	Leonard,	Panet,
Allan,	Dever,	Letellier de St. Just.	Perry,
Archibald,	Dickey,	Locke,	Reesor,
Armand,	Dickson,	McClelan,	Robertson,
Benson,	Dumouchel, -	McDonald,	Ryan,
Blake,	Ferguson,	McLelan,	Seymour,
Botsford,	Ferrier,	Macdonald,	Shaw,
Bureau,	Flint,	Macfarlane,	Simpson,
Burnham,	Girard,	Macpherson,	Skead,
Campbell,	Guévremont,	Malhiot,	Sutherland
Carrall,		Hamilton, (Inkerman) Miller,	
Chaffers,	Hamilton, (Kingston		Vidal, Wark,
Chapais,	Holmes,	Northup,	Wilmot,
Christie,	Kaulback,	Odell,	Wilson.
Churchill,	Lacoste,	Olivier,	Salkban Sa

#### PRIÈRES :

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Christie, du révérend John A. D. Calder et autres, du village d'Orono; du conseil municipal du township de Burford; de John Gordon et autres, du township de Wananosh Ouest, et du conseil municipal du dit township de Wananosh Ouest, tous dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Dickson, de Richard Bernier et autres, de la cité de Toronto, et autres lieux; de Gilbert McMicken et autres, de Winnipeg, province de Manitoba; de la compagnie de chars de la Puissance; de la compagnie du pont suspeudu de Queenston; de William A. Thompson et autres, et deux pétitions de Milton Courtright et autres, des Etats-Unis de l'Amérique, et de la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Ryan, d'Etienne Guy de Lachine, dans le district de Montréal.

Par l'honorable M. Macpherson de William Kersterman et autres.

Par l'honorable M. Campbell, de la compagnie des chemins de fer d'Extension nord.

Par l'honorable président de la compagnie des vapeurs de Québec et des ports du golfe.

Par l'honorable M. Letellier de St. Just, de H. A. Nelson et autres, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes ont été lues :

De Thomas C. Keefer, de la cité d'Ottawa, ingénieur civil, demandant que dans tout acte sera passé pour avantager la compagnie du Grand Tronc de chemin de fer, il soit inséré une clause qui oblige la dite compagnie à soumettre à l'arbitrage sa réclamation contre les porteurs de bons privilégiés, et à lui payer la somme que les arbitres pourraient lui adjuger.

De J. H. Grant et autres, de la cité et province de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Banque de Stadacona."

De la chambre de commerce de la ville de *Sorel*, province de *Québec*; demandant que l'acte de la faillite de 1869 ne soit pas continué et qu'une loi plus effective soit passée pour la répression des fraudes et la punition des débiteurs malhonnêtes.

De James McNab, du township de Bosanquet, dans le comté de Lambton, province d'Ontario, demandant qu'il soit passé un acte à l'effet de confirmer la prolongation de durée du brevet d'invention obtenu par lui comme premier inventeur d'un boulon horizontal d'accouplement pour chars de chemins de fer et à l'effet de déclarer valide la dite prolongation, nonobstant les irrégularités de son émission.

De James Whatman, de Carlton Gardens, (No. 6) Londres, Angleterre, par son agent W. Larratt Smith; demandant qu'il ne soit passé aucun acte à l'effet de permettre une nouvelle émission par la compagnie de Grand-Tronc de chemin de fer du Canada d'obligation ou d'actions ayant priorité sur les émissions opérées en vertu de l'acte de 1856, ou de permettre de différer de nouveau le paiement de l'intérêt sdr les obligations émises en vertu de cet acte, que les droits acquis par le pétitionnaire et les autres porteurs d'obligation privilégiés ne soient pas atteints de nouveau par des dispositions législatives, mais soient laissés intacts, et que le pétitionnaire ait la faculté de présenter des justifications de sa demande, et de faire connaître par la bouche d'un conseil les raisons pour lesquelles il conviendrait de rejeter la proposition de loi qui a été faite.

De la chambre de commerce de la cité de Saint Jean, province du Nouveau Brunswick, demandant qu'il ne soit pas passé une loi empêchant les charges sur le pont des navires dans le port de Saint Jean.

De J. D. Lewin, président de la banque du Nouveau Brunswick, demandant la continuation de l'acte de la faillite de 1869 et de ses amendements.

De N. Papineau et autres, du comté de Beauharnois; demandant qu'il ne soit pas construit au canal sur la côte nord des St. Laurent, entre les Cascades et Coteau Landing, et que le canal actuel de Beauharnois soit amélioré et agrandi.

L'honorable M. Dickson, du comité des ordres permanents et des bills privés a présenté son huitième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et

Le dit rapport a été alors lu par le greffier comme suit :

CHAMBRE DE COMITÉ,

1er avril 1873.

Le comité des ordres permanents et des bills privés a l'honneur de présenter son huitième rapport :

Le comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé suffisants les avis qui en ont été

donnés:

De E. Browne et autres de la cité de Hamilton, province d'Ontorio, demandant à êtr incorporés sous le nom de "compagnie d'assurance contre le feu et pour la marine de l'in térieur"; de Mossom Boyd et autres, de la ville de Port Hope province d'Ontario; demandant un acte d'incorporation sous le titre de "Compagnie de transport de Huron et d'Onturio. de l'honorable Henry Starnes et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incor poration dans le but de garantir les transactions commerciales et d'être autorisés à agir comme agents pour le placement d'argent et autrement; de la société permanente de construction et d'épargnes de la cité de Toronto, demandant qu'il soit passé un acte pour changer la nom de la dite compagnie et pour étendre ses pouvoirs; de James Invin et autres, de la ville de Prescott, province d'Ontario; demandant d'être incorporés sous le nom de "Compagnie de de fabrication de faucheuses "Warrior"; de l'honorable William McMaster et autres, de la cité de Toronto; demandaut un acte d'incorporation sous le titre "Compagnie de chemin de fer de Jonetion du Grand Occidental et de la côte du lac Ontario; Du dit honorable William Mc-Master et autres, de la province d'Ontario; demandant un acte d'incorporation sous le titre de "Compagnie de Pont du Canada et la Rivière Dé roit; d'Alexandre McHattie de la cité de Londres, province d'Ontario; demandant un acte d'incorporation sous le titre "Compagnie des mines d'argent de l'Etoile du Nord"; de James R. Ward et autres, de la cité de Montréal ; demandant un acte autorisant la construction de barrages flottants sur le chenal entre l'île de St. Ignace et l'île du Pads dans le district de Richelieu.

Votre comité a aussi examiné les Pétitions suivantes.

De la compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, demandant l'autorisation d'émettre des billets promissoires et de passer des conventions, baux et marchés d'exploitation avec des compagnies étrangères de chemin de fer, d'Arthur M. Jarvis et autres de la cité de Toronto; demandant d'être incorporés sous le nom de "Compagnie canadienne d'assurance contre l'incendie et d'association maritime de l'Empire," et a constaté que les avis qui ont été donné de ces pétitions n'ont pas eu toute la durée voulue a votre comité cependant recommande de suspendre la 51e règle dans ces deux cas, vu que les comités auxquels les bills seront renvoyés pourront veiller à ce qu'aucune personne n'éprouve de préjudice par suite de cette irrigularité.

Le tout respectueusement soumis,

WALTER H. DICKSON, Président. Sur motion de M. Diskson, secondé par l'honorable M. Locke, il a été

Ordonné, que la 51ème règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport aux pétitions de la compagnie de chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et d'Arthur M. Jarvis et autres, de la cité de Toronto, tel que recommandé par le huitième rapport du comité des ordres permanents et des bills privés.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : " acte pour amender l'acte concernant la procédure dans les causes criminelles a été lu la troisième fois."

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill, auquel il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour le bill intitulé : acte pour amender l'acte pour pourvoi à la nomination d'un maître de havre pour le port de Halifax a été lu la troisième fois.

La question à été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill, auquel il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte amendant l'acte pour incorporer l'association du placement de Mon réal a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Ferrier, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des ordres permanents et des bills privés.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

# Mercredi, 2 Avril 1873.

## AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions.

#### AVIS DE MOTIONS.

#### Pour Mercredi, le 2 Avril 1873.

Interpellation par l'honorable M. Carrall:

31 mars.—Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre quelque mesure pour assurer la représentation convenable des produits du Canada à l'exposition universelle qui doit avoir lieu à Vienne?

Par l'honorable M. Carrall:

" A-t-il été nommé des Commissaires en vertu du vingt-deuxième article du Traité de Washington pour régler les réclamations des sujets de Sa Majesté contre le gouvernement des Etats-Unis, lesquelles sont spécifiées dans le dit article, et s'il en est ainsi, quels sont les noms de ces commissaires? et qu'a-t-il été fait au sujet des dites réclamations par le gouvernement du Canada?

Par l'honorable M. Skead:

" Que lorsque la Chambre s'ajournera ce jour, elle reste ajournée à jeudi le 17 avril à 7 heures P. M.

#### Pour Vendredi, le 4 Avril 1873.

Par l'honorable M. Macpherson:

1873

31 mars.—Qu'il proposera les résolutions suivantes :

- Qu'il soit résolu que par le statut 35 Victoria, ch. 72 et 73, deux compagnies—
  la compagnie du chemin de fer Interocéanique et la compagnie du chemin de fer du Pacifique du Canada—ont été incorporées avec plein pouvoir de construire et d'exploiter le chemin de fer Canadien du Pacifique, suivant les conditions et stipulations arrêtées lors de l'union de la Colombie Bretannique avec le Canada.
- Résolu,—Que par le statut 35 Vic., ch. 71, la compagnie du chemin de fer Interocéanique et la compagnie du chemin de fer du Pacifique du Canada ont reçu la faculté de se fusionner pour ne former qu'une compagnie, et que le gouvernement a été autorisé a s'entendre avec l'une ou l'autrœ des dites compagnies, ou, si elles opéraient une fusion, avec la compagnie ainsi fusionnée, pour la construction et l'exploitation du dit chemin de fer canadien du Pacifique.
- Résolu,—Que les pouvoirs conférés au gouvernement par la quinzième clause du statut 35 Vic., ch. 71, ne devaient, dans l'intention de l'acte, être exercés que dans le cas où la compagnie du chemin de fer Interocéanique et la compagnie du chemin de fer du Pacifique du Canada manqueraient ou refuseraient respectivement et conjointement de s'entendre avec le gouvernement pour construire et exploiter le chemin de fer canadien du Pacifique; que la conclusion d'une convention pour construire et exploiter ce chemin avec des personnes non incorporées par le Parlement, sans qu'il ait été demandé des soumissions par avis public à aucune association de sujets de Sa Majesté ayant la capacité et la volonté de former une compagnie et d'accepter une charte sous l'empire des dispositions du statut 35 Vic., ch. 71, n'a pas été conforme à l'esprit et à l'objet du dit statut; qu'un tel acte est grandement sujet à objection et contraire au mode ordinaire eu bien connu que l'on suit dans l'adjudication des travaux publics en Canada.
- Résolu,—Que la charte accordée par ordre de Son Excellence le gauverneur-général en conseil le cinquième jour de février 1873, constituant en corporation Sir Hugh Allan et autres, sous le nom de Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, confère à cette compagnie des droits, pouvoirs et priviléges extraordinaires et dangereux.
- Résolu,—Que la quatrième clause de la dite charte présente de graves objections; que cette clause pourvoit en fait que tout le capital disponible de la compagnie sera seulement d'un million de piastres ou dix pour cent du montant nominal de dix millions; lequel million doit être placé par le receveur-général, et l'intérêt payé à la dite compagnie comme il sera reçu. Que les quatre-vingt-dix pour cent mentionnés dans la dite quatrième clause sont illusoires; qu'ils ne donnent au gouvernement aucune garantie réelle, tandis que les dispositions de cette clause mettent seulement les actionnaires de la compagnie à l'abri contre de nouveaux appels de fonds et contre la responsabilité envers les créanciers de la compagnie qui résulterait de ces appels.
- Résolu,—Que la dite charte ne contient pas des garanties suffisantes pour l'achèvement et l'équipement de toute l'étendue de la ligne ; qu'elle aurait dû pourvoir que le gouvernement retiendrait, sur les parties des terres accordées et sur les sommes

stipulées devoir être payées par les quatorzième et dix-huitième clauses, au moins dix pour cent comme garantie et sûreté de l'achèvement et de l'équipement du chemin ; que ce percentage devrait être payé à la compagnie seulement six mois après l'achèvement, l'équipement et la mise en activité du chemin, et sur le certificat de l'ingenieur du gouvernement constatant que tous les travaux dépendant du chemin ont été dûment exécutés ; que l'équipement est suffisant et que, suivant son opinion, la compagnie a les moyens et le matériel nécessaires à l'exploitation efficace du chemin de fer.

- Résolu Que le gouvernement n'aurait pas dû accorder à la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, le pouvoir d'émettre des obligations jusqu'à concurrence de \$40,000 par mille pour toute l'étendue du chemin de fer, avec la stipulation inusitée que ces obligations emporteraient première hypothèque sur les terres que la compagnie acquerrait ensuite, ce qui a pour résultat de charger de ces obligations les cinquante millions d'acres donnés à titre de subvention pour la construction du chemin de fer, avant que la compagnie soit en droit de les recevoir; qu'un tel pouvoir, sanctionné par une telle autorité, est de nature à entraîner de grandes et graves conséquences et à porter très-sensiblement atteinte au crédit de la Puissance; que sanctionner un tel pouvoir, c'est engager la foi de la Puissance envers les porteurs des obligations, à qui l'on donne par là l'assurance que les terres, quel que soit le sort de la compagnie, seront et demeureront une sûreté pour eux.
- Résolu,—Que la quinzième clause de la charte soulève de grandes objections; que si l'on permet qu'elle ait son effet, elle sera une grande cause de découragement et un grand obstacle à l'établissement de la région située entre le lac Nipissinget l'Océan Pacifique; que la colonisation et le prix des terres publiques sur la ligne du chemin de fer canadien du Pacifique qui n'ont pas été données en partage à la compagnie, ne devaient pas être subordonnées aux intérêts ni aux opérations de cette compagnie; qu'il importe extrêmement, dans l'intérêt de la prospérité future de la Puissance, que le gouvernement demeure en possession de toutes les terres que traversera le chemin de fer, et conserve un contrôle absolu sur leur colonisation; que la dite quinzième clause remet entièrement entre les mains de la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique l'établissement de ce vaste territoire;

que les immigrants, qui sur leur chemin rencontreront les terres à bon marché et les homesteads gratuits qu'on leur offre dans les provinces de l'est et du centre du Canada et aux Etats-Unis, ne seront point portés à s'éloigner encore de plusieurs centaines de milles du marché pour acheter des terres à des prix exhorbitants; que le prix minimum de \$2.50 l'acre, fixé par la charte, est excessif; que par une condition, un marché de cette sorte, le gouvernement donne sa sanction et son autorisation à une mise à valeur fictive de ces terres; qu'une telle sanction, très-propre à induire en erreur les capitalistes, permet à la compagnie du chemin de fer de tirer parti de cette valeur fictive pour le succès d'opérations financières, et de se procurer ainsi des capitaux, dont on peut croire le remboursement bien garanti par ces terres, ce qui donnerait lieu à des embarras par la suite, comme à des accusations de mauvaise foi contre le gouvernement de la Puissance.

Resolu,—Que, selon l'opinion de cette honorable Chambre, l'abrogation immédiate de la Charte accordée à Sir Hugh Allan et à d'autres personnes, et qui les incorpore sous le nom de Compagnie de chemin de fer canadien du Pacifique, est essentielle au succès de l'exécution de la grande entreprise où la foi de la Puissance a été solennellement engagée.

- Résolu,—Qu'en vue de hâter le commencement du chemin de fer canadien du Pacifique et afin de tenir la promesse faite à la Colombie Britannique, et d'observer les conditions dont il a été convenu lors de l'union de cette province avec le Canada, et d'assurer à une époque prochaine par un chemin de fer la jonction de toutes les provinces de la Puissance, le gouvernement devrait déterminer tout de suite les points extrêmes de la ligne sur la côte du Pacifique et à l'est des Montagnes Rocheuses, et commencer et poursuivre sans retard la construction du chemin de fer par l'intermédiaire du département des travaux publics ou par les soins d'un bureau de commissaires compétents nommés à cette fin.
- Résolu,—Que tout en commençant la construction du chemin de fer, le gouvernement devrait en même temps prendre des mesures pour se procurer une exploration et des études très-exactes et très-complètes de la ligne entière entre les points extrêmes sur la côte du Pacifique et sur le côté sud du la Nipissing, afin de s'assurer de la configuration et de la formation physique du pays, de déterminer le tracé et l'échelle des hauteurs du chemin, et de former une juste estimation des frais de sa construction, pour l'information du parlement et du pays.

#### ORDRES DU JOUR.

#### Pour Mercredi, le 2 avril 1873.

1973.

1 28 mars—Troisième lecture, (Bill A)—Concernant les réclamations relatives à certaines terres en Manitoba.—(Hon. M. Aikins.)

2 " " Seconde lecture, (Bill G)—Pour amender la charte des compagnies d'assurance contre l'incendie du Castor et de Toronto.—(Hon. M. Blake.)

331 " Prise en considération du deuxième rapport du comité conjoint des impressions — (Hon. M. Simpson.)

4 " " Prise en considération du troisième rapport du comité conjoint des impressions —(Hon. M. Simpson.)

No. 18.

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Mardi, 1er Avril 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SÉNAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. Taylor, 29, 31 et 33, Rue Rideau 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SÉANCES DU SÉNAT

DU CANADA.

# Mercredi, 2 Avril 1873.

Les membres présents sont :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,
Allan,
Archibald,
Armand,
Benson,
.Blake,
Botsford,
Burnham,
Campbell,
Carrall,
Chaffers,
Christie,
Churchill,
Cormier,

Dever,	L
Dickey,	L
Dickson,	Lo
Dumouchel,	M
Ferguson,	M
Ferrier,	M
Girard,	Me
Guévremont,	M
Hamilton, (Inkerman)	M
Hamilton, (Kingston)	M
Holmes,	Mi
Kaulback,	No
Lacoste,	00

na onozouta	
Leonard,	
Letellier de St. Just,	
Locke,	
McClelan,	
McDonald,	
Macdonald,	
Macfarlane,	
Macpherson,	
Malhiot,	
Miller,	
Muirhead,	
Vorthup,	
1.7.71	

Olivier,
Perry,
Reasor,
Robertson
Ryan,
THE PERSON NAMED IN COLUMN
Seymour
Shaw,
Simpson,
Skead,
Sutherland
Vidal,
Wark,
Wilmot.

PRIÈRES

L'honorable président a présenté à la Chambre un état des baptîmes, mariages et sépultures dans le district de Kamouraska, et dans le comté de Bonaventure, district de Gaspé, pour l'année 1872.

Ordonné, qu'ils soient déposés sur la table et ils sont comme suit :

(Voir documents de la Session.)

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table.

Par l'honorable M. Blake, de John Zimmerman et autres, de la cité de Toronto, et du conseil municipal du township de Norwich, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Hamilton (Inkerman), du conseil municipal du township de l'Île Alumette, comté de Ponctiac, province de Quéle.

Par l'honorable M. Botsford, de Q. A. Fenwick et autres, de King's County, provinc du Nouveau-Brunswick.

Par l'honorable M. Ferrier ; de John McLean et autres, de la province de Québec

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont été lues :

De la chambre de commerce de la cité de Saint Jean, province du Nouveau-Brunswick, et de la chambre de commmerce de la ville de Galt province d'Ontario; demandant la continuation de l'Acte de la faillite de 1869 et de ses amendements.

De la compagnie manufacturière dite *Dolphin*; demandant que sa charte soit amendée de manière à fixer le siége de ses affaires en la ville de *Ste. Catherine*, dans le comté de *Lincoln*, province d'*Ontario*, et pour d'autres fins.

De Samuel Shupe et autres, du township de Wilmot, province d'Ontario; demandant qu'ils soit passé une loi prohibitive de la vente de boissons enivrantes comme breuvage dans la Puissance du Canada.

Du Barreau de la province de Québec, section du district de Montréal; demandant qu'il soit fait une enquête par le Parlement pendant la présente session sur l'état actuel de la Magistrature dans la province de Québec; qu'il soit passé une loi pour assurer aux juges résidant dans les cités de Montréal et de Québec, un traitement suffisant, et une pension convenable lors de leur mise à la retraite.

L'honorable M. Skead a proposé, secondé par l'honorable M. Ferrier,

Que lorsque la Chambre s'ajournera ce jour, elle reste ajournée à jeudi le 17 avril à 7 heures P. M.

L'honorable M. Miller, a proposé en amendement secondé par l'honorable M. Carrall, De retrancher tous les mots après "s'ajournera" et insérez, "mercredi le 9ème jour "d'avril courant, elle reste ajournée à mercredi le 16ème jour du dit mois à 7 heures du soir."

Après débats.

La question de concours étant mise sur la dite motion en amondement et les noms étant appelés, ils ont été pris comme suit :

#### CONTENTS :

#### Les honorables Messieurs

Archibald. Dickson. McClelan. Perry. Blake, Dumouchel. Macdonald. Reesor, Botsford, Ferguson, Macpherson. Robertson, Carrall, Girard. Sutherland, Malhiot, Christie, Holmes, Miller, Wark, Churchil, Kaulback, Muirhead, Wilmot .- 27 Cormier, Letellier de St. Just. Oliver,

#### NON-CONTENTS:

#### Les honorables Messieurs

Hamilton, (Kingston) Ryan, Chaffers, Aileins, Chauveau (président) Lacoste, Seymour, Allan, Shaw, Leonard, Dever, Armand, McDonald, Simpson, Ferrier, Benson, Skead, Macfarlane, Guévremont, Burnham, Vidal.—24. Hamilton, (Inkerman) Odell, Campbell,

Ainsi la question a été résolue dans l'affirmative.

La question de concours étant mise sur la motion, telle qu'amendée, elle a aussi été résolue dans l'affirmative.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: Acte concernant les réclamations relatives à des terres dans le *Manitoba* pour lesquelles il n'aura pas été accordé de patentes, a été lu lat toisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffiér se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill, auquel il de nande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 32 et 33 Victoria, chapitre 70, pour unir les compagnies mutuelles du Castor et de Toronto, contre l'incendie."

Sur motion de l'honorable M. Blake, secondé par l'honorable M. McDonald, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à jeudi, le dix-septième jour d'avril courant.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du second rapport du comité conjoint du Senat et des Communes, nommé pour surveiller les impressions du Parlement. Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. Reesor, il a été Ordenné, qu'il soit remis à vendredi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du troisième rapport du dit comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes, nomme pour surveiller les impressions du parlement.

Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. Reesor, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à vendredi prochain.

L'honorable M. Campbell a présenté à la Chambre un état des rapports et statistiques des revenu de l'Intérieur de la Puissance du Canada pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1872 ;

Ordonné, qu'ils soient déposés sur la table et ils sont comme suit :

. (Voir documents de la Session.)

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honor ble M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Mercredi, 2 Avril 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SEANCES DU SENA

Imprimés par I. B. Tarlor, 29, 31 et 35, Rue Rideau 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

### DU CANADA.

# Jeudi, 3 Avril 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Cormier,	Leonard,	Olivier,
Allan,	Dever,	Letellier de St. Just,	Perry,
Archibald,	Dickey,	Locke,	Reasor,
Armand,	Dickson,	McClelan,	Robertson,
Benson,	Dumouchel,	McDonald,	Ryan,
Blake.	Ferguson,	Macdonald,	Seymour,
Botsford,	Ferrier,	McLelan,	Shaw,
Burnham,	Girard.	Macpherson,	Simpson,
Campbell,	Guévremont,	Malhiot,	Skead,
L	Hamilton, (Inkerman)		Sutherland
Carrall,	Hamilton, (Kingston)		Vidal,
Chaffers,		Northup,	Wark.
Chapais,		Odell,	Wilmot.
Christie,	Kaulback,	Odell,	m concoc.
Churchill,	Lacoste,		

PRIÈRES :

L'honorable président à présenté à la Chambre une liste des actionnaires de la Banque de l'Amérique Britannique du Nord, en date du 1er janvier 1873.

Ordonné, que la dite liste soit déposée sur la table et elle est comme suit :

(Voir documents de la Session.)

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Skead, deux pétitions de la chambre de commerce de la Puissance.

Par l'honorable M. Dickson, de la compagnie du chemin de fer d'Erié et Niagara.

Par l'honorable M. Dumouchel, du révérend Charles A. R. Boissonneault et autres, de Ste. Marthe de J. B. Mongenais, maire, et autres, de Rigunel et du Révérend L. Turcot et autres, le l'Isle Perrot dans le comté de Vaudreuil, province de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes ont été lues :

Du révérend Jonn A. D. Calder et autres, du village d'Orono; du conseil municipal du township de Burford; de John Gordon et autres, du township de Wawanosh Ouest, et du conseil municipal du dit township de Wawanosh Ouest, tous dans la province d'Ontario; demandant qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente des boissons enivrantes comme breuvage en Canada.

De Richard Beuner et autres, de la cité de Toronto et autres lieux, demandant un acte d'incorporation sous le nom de compagnie de crédit immobilier du Canada.

De Gilbert McMickew et autres, de Winnepeg, Province de Manitoba, demandant un acte d'incorporation pour les autoriser à faire le commerce de banque, de prêt et d'agence, dans le Manitoba, sans le privilége d'émettre des billets destinés à la circulation.

De la compagnie de chars du *Canada*; demandant qu'il soit passé un acte pour l'autoriser à augmenter son capital social, lui conférer de nouveaux pouvoirs, et changer son nom en celui de compagnie de chars et de manufacture du *Canada*.

De la compagnie du pont suspendu de *Queenston*; demandant qu'il soit passé un acte pour réduire le montant payé sur chaque action de l'ancien capital de la compagnie à cinquante centins par piastre, et tels autres amendements qui seront nécessaires.

De William A. Thompson et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du cable atlantique du Canada,"

De Milton Courtright et autres, des Etats-Unis d'Amérique et de la province d'Ontario; demandant un acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du pont et tunnel de la rivière St. Clair, en abrogeant la 30e clause du dit acte ; et demandant aussi un acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du pont de chamin de fer de la rivière Détroit.

D'Etienne Guy, de Lachine, dans le District de Montréal; demandant qu'il ne soit pas incorporé de compagnic pour la construction de certains travaux hydrauliques aux Rapides de Lachine.

De William Kersteman et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de compagnie du chemin de fer de la Baie James et du Lac Supérieur.

8

De la compagnie du chemin do fer du prolongement du Nord ; demandant un acte pour fusionner la dite compagnie avec celle du chemin de fer du Nord.

De H.~A.~Nelson et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de banque Victoria.

L'honorable M. Campbell a présenté à la Chambre le rapport du Maitre Général des Postes pour l'année expiré le 30 juin 1872. Ordonné qu'il soit déposé sur la table.

(Voir document de la Session.)

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

# Vendredi, 4 Avril 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE

l'étitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions.

# AVIS DE MOTIONS.

Pour Vendredi, le 4 Avril 1873.

Par l'honorable M. Macpherson:

1873

31 mars.—Qu'il proposera les résolutions suivantes :

Qu'il soit résolu que par le statut 35 Victoria, ch. 72 et 73, deux compagnies— la compagnie du chemin de fer Interocéanique et la compagnie du chemin de fer du Pacifique du Canada—ont été incorporées avec plein pouvoir de construire et d'exploiter le chemin de fer Canadien du Pacifique, suivant les conditions et stipulations arrêtées lors de l'union de la Colombie Bretannique avec le Canada.

Résolu,—Que par le statut 35 Vic., ch. 71, la compagnie du chemin de fer Interocéanique et la compagnie du chemin de fer du Pacifique du Canada ont reçu la faculté de se fusionner pour ne former qu'une compagnie, et que le gouvernement a été autorisé a s'entendre avec l'une ou l'autre des dites compagnies, ou, si elles opéraient une fusion, avec la compagnie ainsi fusionnée, pour la construction et l'exploitation du dit chemin de fer canadien du Pacifique.

- Résolu,—Que les pouvoirs conférés au gouvernement par la quinzième clause du statut 35 Vic., ch. 71, ne devaient, dans l'intention de l'acte, être exercés que dans le cas où la compagnie du chemin de fer Interocéanique et la compagnie du chemin de fer du Pacifique du Canada manqueraient ou refuseraient respectivement et conjointement de s'entendre avec le gouvernement pour construire et exploiter le chemin de fer canadien du Pacifique; que la conclusion d'une convention pour construire et exploiter ce chemin avec des personnes non incorporées par le Parlement, sans qu'il ait été demandé des soumissions par avis public à aucune association de sujets de Sa Majesté ayant la capacité et la volonté de former une compagnie et d'accepter une charte sous l'empire des dispositions du statut 35 Vic., ch. 71, n'a pas été conforme à l'esprit et à l'objet du dit statut; qu'un tel acte est grandement sujet à objection et contraire au mode ordinaire eu bien connu que l'on suit dans l'adjudication des travaux publics en Canada.
- Résolu,—Que la charte accordée par ordre de Son Excellence le gauverneur-général en conseil le cinquième jour de février 1873, constituant en corporation Sir Hugh Allan et autres, sous le nom de Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, confère à cette compagnie des droits, pouvoirs et priviléges extraordinaires et dangereux.
- Résolu,—Que la quatrième clause de la dite charte présente de graves objections; que cette clause pourvoit en fait à ce que tout le capital disponible de la compagnie sera seulement d'un million de piastres ou dix pour cent du montant nominal de dix millions; lequel million doit être placé par le receveur-général, et l'intérêt payé à la dite compagnie comme il sera reçu. Que les quatre-vingt-dix pour cent mentionnés dans la dite quatrième clause sont illusoires; qu'ils ne donnent au gouvernement aucune garantie réelle, tandis que les dispositions de cette clause mettent seulement les actionnaires de la compagnie à l'abri contre de nouveaux appels de fonds et contre la responsabilité envers les créanciers de la compagnie qui résulterait de ces appels.
- Résolu,—Que la dite charte ne contient pas des garanties suffisantes pour l'achèvement et l'équipement de toute l'étendue de la ligne; qu'elle aurait dû pourvoir que le gouvernement retiendrait, sur les parties des terres accordées et sur les sommes stipulées devoir être payées par les quatorzième et dix-huitième clauses, au moins dix pour cent comme garantie et sûreté de l'achèvement et de l'équipement du chemin; que ce percentage devrait être payé à la compagnie seulement six mois après l'achèvement, l'équipement et la mise en activité du chemin, et sur le certificat de l'ingenieur du gouvernement constatant que tous les travaux dépendant du chemin ont été dûment exécutés; que l'équipement est suffisant et que, suivant son opinion, la compagnie a les moyens et le matériel nécessaires à l'exploitation efficace du chemin de fer.
- Résolu Que le gouvernement n'aurait pas dû accorder à la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, le pouvoir d'émettre des obligations jusqu'à concurrence de \$40,000 par mille pour toute l'étendue du chemin de fer, avec la stipulation inusitée que ces obligations emporteraient première hypothèque sur les terres que la compagnie acquerrait ensuite, ce qui a pour résultat de charger de ces obligations les cinquante millions d'acres donnés à titre de subvention pour la construction du chemin de fer, avant que la compagnie soit en droit de les recevoir; qu'un tel pouvoir, sanctionné par une telle autorité, est de nature à entraîner de grandes et graves conséquences et à porter très-sensiblement atteinte au crédit de la Puissance; que sanctionner un tel pouvoir, c'est engager la foi de la Puissance envers les porteurs des obligations, à qui l'on donne par là l'assurance que les terres, quel que soit le sort de la compagnie, seront et demeureront une sûreté pour eux.

- Résolu, Que la quinzième clause de la charte soulève de grandes objections ; que si l'on permet qu'elle ait son effet, elle sera une grande cause de découragement et un grand obstacle à l'établissement de la région située entre le lac Nipissinget l'Océan Pacifique; que la colonisation et le prix des terres publiques sur la ligne du chemin de fer canadien du Pacifique qui n'ont pas été données en partage à la compagnie, ne devaient pas être subordonnées aux intérêts ni aux opérations de cette compagnie ; qu'il importe extrêmement, dans l'intérêt de la prospérité future de la Puissance, que le gouvernement demeure en possession de toutes les terres que traversera le chemin de fer, et conserve un contrôle absolu sur leur colonisation; que la dite quinzième clause remet entièrement entre les mains de la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique l'établissement de ce vaste territoire ; que les immigrants, qui sur leur chemin rencontreront les terres à bon marché et les homesteads gratuits qu'on leur offre dans les provinces de l'est et du centre du Canada et aux Etats-Unis, ne seront point portés à s'éloigner encore de plusieurs centaines de milles du marché pour acheter des terres à des prix exhorbitants ; que le prix minimum de \$2.50 l'acre, fixé par la charte, est excessif ; que par une condition, un marché de cette sorte, le gouvernement donne sa sanction et son autorisation à une mise à valeur fictive de ces terres ; qu'une telle sanction, très-propre à induire en erreur les capitalistes, permet à la compagnie du chemin de fer de tirer parti de cette valeur fictive pour le succès d'opérations financières, et de se procurer ainsi des capitaux, dont on peut croire le remboursement bien garanti par ces terres, ce qui donnerait lieu à des embarras par la suite, comme à des accusations de mauvaise foi contre le gouvernement de la Puissance.
- Resolu,—Que, selon l'opinion de cette honorable Chambre, l'abrogation immédiate de la Charte accordée à Sir Hugh Allan et à d'autres personnes, et qui les incorpore sous le nom de Compagnie de chemin de fer canadien du Pacifique, est essentielle au succès de l'exécution de la grande entreprise où la foi de la Puissance a été solennellement engagée.
- Résolu,—Qu'en vue de hâter le commencement du chemin de fer canadien du Pacifique et afin de tenir la promesse faite à la Colombie Britannique, et d'observer les conditions dont il a été convenu lors de l'union de cette province avec le Canada, et d'assurer à une époque prochaine par un chemin de fer la jonction de toutes les provinces de la Puissance, le gouvernement devrait déterminer tout de suite les points extrêmes de la ligne sur la côte du Pacifique et à l'est des Montagnes Rocheuses, et commencer et poursuivre sans retard la construction du chemin de fer par l'intermédiaire du département des travaux publics ou par les soins d'un bureau de commissaires compétents nommés à cette fin.
- Résolu,—Que tout en commençant la construction du chemin de fer, le gouvernement devrait en même temps prendre des mesures pour se procurer une exploration et des études très-exactes et très-complètes de la ligne entière entre les points extrêmes sur la côte du Pacifique et sur le côté sud du lac Nipissing, afin de s'assurer de la configuration et de la formation physique du pays, de déterminer le tracé et l'échelle des hauteurs du chemin, et de former une juste estimation des frais de sa construction, pour l'information du parlement et du pays.

# ORDRES DU JOUR.

#### Pour Vendredi, le 4 avril 1873.

1873.

1 31 mars.—Prise en considération du deuxième rapport du comité conjoint des impressions —(Hon. M. Simpson.)

2 " " Prise en considération du troisième rapport du comité conjoint des impressions —(Hon. M. Simpson.)

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Jeudi, 3 Avril 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SÉNAT.

TTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue Rideau 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

### DU CANADA.

# Vendredi, 4 Avril 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Cormier,	Locke,	Perry,
Archibald,	Dever,	McClelan,	Read,
Armand,	Dickson,	McDonald,	Reasor,
Benson,	Dumouchel,	Macdonald,	Robertson,
Blake.	Ferguson,	McLelan,	Seymour,
Botsford,	Ferrier,	Macpherson,	Shaw,
Burnham,	Girard,	Malhiot,	Simpson,
Campbell,	Guévremont,	Miller,	Skead,
Carrall,	Hamilton, (Inkerman	) Muirhead,	Smith,
Chaffers,	Kaulback,	Northup,	Sutherland,
Chapais,	Lacoste,	Odell,	Vidal,
Christie.	Leonard,	Olivier,	Wark,
Churchill,	Letellier de St. Just,	Panet,	Wilmot.
Cochrane,		terrin du Canacia	un de Baneme Ve

PRIÈRES:

Les petitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Benson, au conseil municipal du township de Crowland, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Armand, de James McCauley et autres, de la paroisse de St. Clement dans le comté de Beauharnois, province de Québec.

Par l'honorable président de la compagnie des vapeurs de Québec et des ports du golfe.

Par l'honorable M. Ferrier, de l'honorable John Young et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Letellier de Saint Just, de P. Bachand et autres, de la ville de Saint Hyacinthe, province de Québec.

Conformément à l'ordre du jour les pétîtions suivantes ont été lues :

De John Zimmerman et autres, de Toronto; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "compagnie d'orfévres du Canada."

De J. A. Fenwick et autres, du Comté du Roi; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "chambre de commerce du comté du Roi."

Du censeil municipal du township de l'Île des Allumettes, dans le comté de Pontiaco province de Québec; demandant de l'aide pour construire un pont sur la rivière Ottawa pour relier l'Ile des Allumettes avec le township de Pembroke.

Du conseil municipal du township de Norwich, province d'Ontario, et de John McLean et autres, de la province de Québec ; demandant séparément qu'il soit passé une loi prehibitive de la vente de boissons enivrantes comme breuvage dans la Puissance du Canada.

L'honorable M. Dickson du comité des ordres permanents et des bills privés a présenté son neuvième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et

Le dit rapport a été lu par le greffier comme suit :

#### CHAMBRE DE COMITÉ,

4 Avril 1872.

Le comité des ordres permanents et des bills privés a l'honneur de présenter son neuvième rapport.

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé suffisant les avis qui en ont

été donnés, savoir :

Les pétitions de J. R. Armstrong et Cie., et autres, de la cité de Toronto; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie de calorifère à pétrole du Canada."

De James McNab, du township de Bosanquet, dans le comté de Lambton, province d'Ontario, demandant qu'il soit passé un acte à l'effet de confirmer la prolongation de durée du brevet d'invention obtenu par lui comme premier inventeur d'un boulon horizontal d'accouplement pour chars de chemins de fer, et à l'effet de déclarer valide la dite prolongation, nonobstant les irrégularités de son émission.

De la compagnie manufacturière dite Dolphin; demandant que sa charte soit amendée de manière à fixer le siége de ses affaires en la ville de Ste. Catherine, dans le comté de Lin-

coln, province d'Ontario, et pour d'autres fins.

De Milton Courtright et autres, des Etats-Unis d'Amérique et de la province d'Ontario; demandant un acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du pont et tunnel de la rivière St. Clair, en abrogeant la 30e clause du dit acte.

De H. A. Nelson et autres, de la cité de Montréal ; demandant un acte d'incorporation

ous le nom de Banque Victoria du Canada.

De William Kerstman et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom d compagnie du chemin de fer de la Baie James et du lac Supérieur.

Votre comité a aussi examiné la Pétition de Milton Courtright et autres, des Etats-Unis d'Amérique et de la province d'Ontario ; demandant un acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du pont de chemin de fer de la rivière Détroit, en abrogeant la 30e clause du dit acte et en le modifiant sous d'autres rapports, et a constaté que l'avis publié dans un journal de la localité n'a pas eu toute la durée voulue ; votre comité recommande cependant de suspendre la 51e règle dans ce cas-ci, vû que le comité auquel le bill sera renvoyé pourra veiller à ce que personne n'en éprouve de préjudice.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la chambre de commerce de la Puissance; demandant un acte d'incorporation et a constaté qu'il a été donné avis régulièrement dans la Gazette du Canada, mais qu'il n'a pas été publié d'avis local; votre comité recommande néanmoins de suspendre la 51e règle dans ce cas-ci, vû que le comité auquel le bill sera renvoyé pourra veiller à ce que personne n'en éprouve de préjudice.

Le tout respectueusement soumis,

WALTER H. DICKSON, Président.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Locke, il a été

Ordonné, que la cinquante-unième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport à la pétition de Milton Courtwright et autres, des Etats-Unis d'Amérique, et de la province d'Ontario, ainsi que recommandé dans le neuvième rapport du comité des ordres permanents et des bills privés.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Locke, il a été Ordonné, que la cinquante-unième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport à la pétition de la chambre de commerce de la Puissance, tel que recommandé dans le neuvième rapport du comité des ordres permanents et des bills privés.

L'honorable M. Campbell a proposé, secondé par l'honoroble M. Aikins,

Que la résolutiou du deux du courant, "Que lorsque la Chambre s'ajournera mercredi, le "neuvième jour d'avril courant, elle reste ajournée à mercredi le seizième jour du dit mois à 7 heures du soir" soit rescindée, et que lorsque la Chambre s'ajournera ce jour, elle reste journée à jeudi, le 17 avril, à 7.30 du soir.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative.

Alors sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'ést ajournée à jeudi, le 17ème jour d'avril courant, à 7.30 heures du soir.

# Jeudi, 17 Avril 1873.

## AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions.

## AVIS DE MOTIONS.

Pour Jeudi, le 17 Avril 1873.

Par l'honorable M. Miller:

1873

4 avril.—Le gouvernement a-t-il l'intention de proposer pendant la présente session le transfert de la section Truro et Pictou des chemins de fer néo-écossais, propriété du Canada, à quelqu'un, à titre de subvention pour le prolongement du chemin de fer de l'est, dans cette province; et se propose-t-il par ce moyen ou par d'autres moyens d'assurer le prolongement de la dite section de chemins de fer jusqu'au port de Louisbourg île du Cap-Breton, soit comme section du chemin interocéanique projeté ou autrement?

Par l'honorable M. Macpherson:

31 mars.—Qu'il proposera les résolutions suivantes :

Qu'il soit résolu que par le statut 35 Victoria, ch. 72 et 73, deux compagnies— la compagnie du chemin de fer Interocéanique et la compagnie du chemin de fer du Pacifique du Canada—ont été incorporées avec plein pouvoir de construire et d'exploiter le chemin de fer Canadien du Pacifique, suivant les conditions et stipulations arrêtées lors de l'union de la Colombie Bretannique avec le Canada.

- Résolu,—Que par le statut 35 Vic., ch. 71, la compagnie du chemin de fer Interocéanique et la compagnie du chemin de fer du Pacifique du Canada ont reçu la faculté de se fusionner pour ne former qu'une compagnie, et que le gouvernement a été autorisé à s'entendre avec l'une ou l'autre des dites compagnies, ou, si elles opéraient une fusion, avec la compagnie ainsi fusionnée, pour la construction et l'exploitation du dit chemin de fer canadien du Pacifique.
- Résolu,—Que les pouvoirs conférés au gouvernement par la quinzième clause du statut 35 Vic., ch. 71, ne devaient, dans l'intention de l'acte, être exercés que dans le cas où la compagnie du chemin de fer Interocéanique et la compagnie du chemin de fer du Pacifique du Canada manqueraient ou refuseraient respectivement et conjointement de s'entendre avec le gouvernement pour construire et exploiter le chemin de fer canadien du Pacifique; que la conclusion d'une convention pour construire et exploiter ce chemin avec des personnes non incorporées par le Parlement, sans qu'il ait été demandé des soumissions par avis public à aucune association de sujets de Sa Majesté ayant la capacité et la volonté de former une compagnie et d'accepter une charte sous l'empire des dispositions du statut 35 Vic., ch. 71, n'a pas été conforme à l'esprit et à l'objet du dit statut; qu'un tel acte est grandement sujet à objection et contraire au mode ordinaire eu bien connu que l'on suit dans l'adjudication des travaux publics en Canada.
- Résolu,—Que la charte accordée par ordre de Son Excellence le gauverneur-général en conseil le cinquième jour de février 1873, constituant en corporation Sir Hugh Allan et autres, sous le nom de Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, confère à cette compagnie des droits, pouvoirs et priviléges extraordinaires et dangereux.
- Résolu,—Que la quatrième clause de la dite charte présente de graves objections; que cette clause pourvoit en fait à ce que tout le capital disponible de la compagnie sera seulement d'un million de piastres ou dix pour cent du montant nominal de dix millions; lequel million doit être placé par le receveur-général, et l'intérêt payé à la dite compagnie comme il sera reçu. Que les quatre-vingt-dix pour cent mentionnés dans la dite quatrième clause sont illusoires; qu'ils ne donnent au gouvernement aucune garantie réelle, tandis que les dispositions de cette clause mettent seulement les actionnaires de la compagnie à l'abri contre de nouveaux appels de fonds et contre la responsabilité envers les créanciers de la compagnie qui résulterait de ces appels.
- Résolu,—Que la dite charte ne contient pas des garanties suffisantes pour l'achèvement et l'équipement de toute l'étendue de la ligne; qu'elle aurait dû pourvoir que le gouvernement retiendrait, sur les parties des terres accordées et sur les sommes stipulées devoir être payées par les quatorzième et dix-huitième clauses, au moins dix pour cent comme garantie et sûreté de l'achèvement et de l'équipement du chemin; que ce percentage devrait être payé à la compagnie seulement six mois après l'achèvement, l'équipement et la mise en activité du chemin, et sur le certificat de l'ingenieur du gouvernement constatant que tous les travaux dépendant du chemin ont été dûment exécutés; que l'équipement est suffisant et que, suivant son opinion, la compagnie a les moyens et le matériel nécessaires à l'exploitation efficace du chemin de fer.
- Résolu Que le gouvernement n'aurait pas dû accorder à la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, le pouvoir d'émettre des obligations jusqu'à concurrence de \$40,000 par mille pour toute l'étendue du chemin de fer, avec la stipulation inusitée que ces obligations emporteraient première hypothèque sur les terres que la compagnie acquerrait ensuite, ce qui a pour résultat de charger de ces obli-

gations les cinquante millions d'acres donnés à titre de subvention pour la construction du chemin de fer, avant que la compagnie soit en droit de les recevoir ; qu'un tel pouvoir, sanctionné par une telle autorité, est de nature à entraîner de grandes et graves conséquences et à porter très-sensiblement atteinte au crédit de la Puissance ; que sanctionner un tel pouvoir, c'est engager la foi de la Puissance envers les porteurs des obligations, à qui l'on donne par là l'assurance que les terres, quel que soit le sort de la compagnie, seront et demeureront une sûreté pour eux.

- Résolu. Que la quinzième clause de la charte soulève de grandes objections; que si l'on permet qu'elle ait son effet, elle sera une grande cause de découragement et un grand obstacle à l'établissement de la région située entre le lac Nipissinget l'Océan Pacifique; que la colonisation et le prix des terres publiques sur la ligne du chemin de fer canadien du Pacifique qui n'ont pas été données en partage à la compagnie, ne devaient pas être subordonnées aux intérêts ni aux opérations decette compagnie ; qu'il importe extrêmement, dans l'intérêt de la prospérité fus ture de la Puissance, que le gouvernement demeure en possession de toutes les terre. que traversera le chemin de fer, et conserve un contrôle absolu sur leur colonisation e que la dite quinzième clause remet entièrement entre les mains de la compagni. du chemin de fer canadien du Pacifique l'établissement de ce vaste territoire que les immigrants, qui sur leur chemin rencontreront les terres à bon march, et les homesteads gratuits qu'on leur offre dans les provinces de l'est et du centre du Canada et aux Etats-Unis, ne seront point portés à s'éloigner encore d plusieurs centaines de milles du marché pour acheter des terres à des prix exhor. bitants ; que le prix minimum de \$2.50 l'acre, fixé par la charte, est excessif' que par une condition, un marché de cette sorte, le gouvernement donne sa sanction et son autorisation à une mise à valeur fictive de ces terres ; qu'une telle sanction, très-propre à induire en erreur les capitalistes, permet à la compagnie du chemin de fer de tirer parti de cette valeur fictive pour le succès d'opérations financières, et de se procurer ainsi des capitaux, dont on peut croire le remboursement bien garanti par ces terres, ce qui donnerait lieu à des embarras par la suite, comme à des accusations de mauvaise foi contre le gouvernement de la Puissance.
- Resolu,—Que, selon l'opinion de cette honorable Chambre, l'abrogation immédiate de la Charte accordée à Sir Hugh Allan et à d'autres personnes, et qui les incorpore sous le nom de Compagnie de chemin de fer canadien du Pacifique, est essentielle au succès de l'exécution de la grande entreprise où la foi de la Puissance a été solennellement engagée.
- Résolu,—Qu'en vue de hâter le commencement du chemin de fer canadien du Pacifique et afin de tenir la promesse faite à la Colombie Britannique, et d'observer les conditions dont il a été convenu lors de l'union de cette province avec le Canada, et d'assurer à une époque prochaine par un chemin de fer la jonction de toutes les provinces de la Puissance, le gouvernement devrait déterminer tout de suite les points extrêmes de la ligne sur la côte du Pacifique et à l'est des

Montagnes Rocheuses, et commencer et poursuivre sans retard la construction du chemin de fer par l'intermédiaire du département des travaux publics ou par les soins d'un bureau de commissaires compétents nommés à cette fin.

Résolu,—Que tout en commençant la construction du chemin de fer, le gouvernement devrait en même temps prendre des mesures pour se procurer une exploration et des études très-exactes et très-complètes de la ligne entière entre les points extrêmes sur la côte du Pacifique et sur le côté sud du las Nipissing, afin de s'assurer de la configuration et de la formation physique du pays, de déterminer le tracé et l'échelle des hauteurs du chemin, et de former une juste estimation des frais de sa construction, pour l'information du parlement et du pays.

## ORDRES DU JOUR.

#### Pour Jeudi, le 17 avri 1873.

11873.

- 4 avril.—Prise en considération du deuxième rapport du comité conjoint des impressions
  —(Hon. M. Simpson.)
   " Prise en considération du troisième rapport du comité conjoint des impressions
  —(Hon. M. Simpson.)
   3 " Seconde lecture (Bill G.) Cie. d'assurance du Castor et de Toronto—(Hon. M. Blake.)
   4 " Seconde lecture (Bill F.) pour faipe droit à J. R. Martin.
   5 " Que le pétitionnaire J. R. Martin soit entendu et comparaisse à la barre.—
  - " Que le pétitionnaire J. R. Martin soit entendu et comparaisse à la barre.—
    Hon. M. Dickey.)

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

No. 21.

Vendredi, 4 Avril 1873.

# ROCES-VERBAUX;

DES

SÉANCES DU SÉNAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue Rideau

# PROCÈS-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

#### DU CANADA.

### Jeudi, 17 Avril 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Cormier,	Letellier de St. Just,	Read,
Archibald,	Dickey,	Locke, -	Reasor,
Armand,	Dickson,	Macdonald,	Robertson,
Benson,	Dumouchel,	Macpherson,	Ryan,
Blake,	Ferguson,	Malhiot,	Shaw,
Botsford,	Ferrier,	McClean,	Simpson,
Bureau,	Flint,	McDonald,	Skead,
Burnham,	Foster,	Macfarlane,	Smith,
Campbell	Guévremont,	Muirhead,	Sutherland,
Carrall,	Hamilton, (Inkerman)	Northup,	Vidal,
Chaffers,	Holmes,	Olivier,	Wark,
Chapais,	Kauldback,	Panet,	Wilmot,
Christie,	Kenny, -	Perry,	Wilson.
Cochrane,	Lacoste,	Price,	

#### PRIÈRES:

L'honorable président a présenté un rapport du greffier de la couronne en chancellerie énonçant qu'Eugène Chinic, Ecr., de la ville de Québec, province de Québec, a été appelé au Sénat.

L'honorable président a informé la Chambre qu'il y avait un membre qui se présentait pour être introduit.

Lorsque l'honorable M. Eugène Chinic a été introduit entre les Honorables MM. Camp-

bell et Armand.

Alors l'honorable M. Eugène Chinic a présenté le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat. Le dit bref a été lu par le greffier et il a été ordonné "qu'il soit ordonné qu'il soit inséré au journal et il est comme suit :

CANADA.

[L.S.]

DUFFERIN.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A notre Fidèle et Bien-Aimé Eugène Chinic, écuier, de notre Province de Québec, dans notre Puissance du Canada.

SALUT :-

Sachez que tant pour la confiance particulière que nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et assistance dans toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de notre Puissance du Canada; nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de notre dite Puissance, et nous vous nommons pour la division électorale du Golfe de notre province de Québec, et nous vous commandons le dit Eugène Chinic écuier, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites dans le Sénat de notre dite Puissance, en tous les temps et en tous les lieux où notre Parlement pourra être convoqué et tenu en notre dite Puissance, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. Témoin, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé Cousin et Conseiller le Très-Honorable Sir Frederic Temple, Comte de Dufferin, Vicomte et Baron Clandeboye, de Clandeboye, dans le Comté Down, dans la Pairie du Royaume-Uni, Baron Dufferin et Clandeboye de Ballyleidy et Killeleagh, dans le Comté Down, dans la Pairie d'Irlande, et Baronnet, Chevalier de Notre Très-Illustre Ordre de St. Patrice et Chevalier Commandeur de Notre Très-Honorable Ordre de Bain, Gouverneur-Général du Canada et Gouverneur et Commandant-en-Chef de l'Ile du Prince-Edouard, et Vice-Amiral du Canada et de l'Ile du Prince-Edouard, et Vice-Amiral du Canada et de l'Ile du Prince-Edouard, et Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottava, en Notre Puissance du Canada, ce dixième jour d'avril dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent soixante-treize, et de Notre Règne la trente-sixième.

Par Ordre

EDOUARD J. LANGEVIN,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Canada.

Alors l'honorable M. Chinic, a prêté le serment requis par la loi, devant Robert Lemoine Ecr., commissaire nommé à cet effet, et a pris son siège en conséquence.

L'honorable président a informé la Chambre que le greffier du Sénat avait déposé sur la table le certificat de l'un des commissaires, anonçant que l'honorable M. Eugène Chinic, membre du Sénat, qu'il avait fait et souscrit la déclaration de qualification requis par l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867.

L'honorable président a présenté à la Chambre une liste des actionnaires de la banque de Toronto, en date du 31 mars 1873.

Aussi une liste des actionnaires de la banque de Québec en date du 17 mars 1873.

Aussi une liste des actionnaires de la banque d'échange du Canada, en date du 31 mars 1873.

Aussi un rapport des directeurs de la compagnie mutuelle d'assurance du Beaver et de Toronto contre le feu, en date du 31 mars 1873.

Aussi un état des baptêmes, mariages et sépultures dans les comtés de Bellechasse, Montmagny et l'Islet, dans le district de Montmagny, province de Québec pour l'année 1872.

Ordonné, qu'ils soient déposés sur la table, et ils sont comme suit :

#### (Voir documents de la Session.)

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table,

Par l'honorable M. Blake; de J. Huntel et autres, du comté de Norfolk, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Skead; du Très Révérend Evêque d'Ontario, et autres, du quartier St. George, dans la ville d'Ottawa, de J. M. T. Hannum et autres du quartier Wellington, dans la cité d'Ottawa, de H. T. Walson et autres, du quartier By, dans la dite cité d'Ottawa et deux Pétitions de Charles Platt Treadwell, shérif des comtés-unis de Prescott et Russell, province d'Ontario;

Par l'honorable M. Letellier de St. Just; d'Archibald Knight et autres, du village de Renfrew, et du conseil municipal du comté de Renfrew; du conseil municipal du village de Renfrew, et des conseils municipaux des townships de Renfrew et Pembroke, Province d'Ontario;

Par l'honorable M. Wilson; d'A. M. Foster et autres, de la cité de Montr'al.

Par l'Honorable M. Benson; de John Parker et autres, du village de Dunbarton Province d'Ontario.

Par l'honorable M. McClelan; de William Rae et autres, du township de Winchester, dans le comté de Dundas, Province d'Ontario.

Par l'honorable M. Ryan ; de William Angus et autres, de la cité de Montréal et du Révérend Th. Brassard et autres, de Vaudreuil, Province de Québec ;

Par l'honorable M. Price; de MM. Hamilton frères et autres, marchands faisant le commerce de bois, de la cité de Toronto;

Par l'honorable M. Ferrier; du révérend Charles Olivier Caron, vicaire-général e autres, de la ville des Trois-Rivières, province de Québec.

Par l'honorable M. Dumouchel; du révérend J. B. A. Cousineau et autres, de Ste. Thérèse de Blainville, dans le comté de Terrebonne, province de Québec;

Par l'honorable M. Christie; de Samuel Platt et autres, de la ville de Goderich, dans le comté de Huron, et de Thomas Fairbairn et autres, du township de Culross, dans le comté de Bruce, province d'Ontario;

Par l'honorable M. Aikins; de la compagnie de chemins de Hamilton et Milton.

Par l'honorable M. Campbell: de S. S. Macdonald et autres, de Windsor, province d'Ontario, et de la chambre de commerce de la cité de Kingston, dans la dite province d'Ontario.

De l'assemblée législative de la province d'Ontario, réunie en Perlement.

Par l'honorable président ; de François Vézina et autres, tenant des débentures des commissaires du Havre de Québec, et de Ol. Robitaille, et autres, directeurs de "La Caisse d'économie de Notre-Dame de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes ont été lues :

De la Chambre de Commerce de la Puissance, représentant que les Chambres de Commerce de St. Jean, (Nouveau-Brunswick,) Halifax, Québec, Montréal, Toronto, Hamilton et Kingston devraient être autorisées par un acte du Parlement à nommer des arbitres en matière d'assurances maritimes pour ces ports; représentant aussi la nécessité d'une loi d'inspection générale et recommandant de rendre obligatoire l'inspection du beurre, du poisson et des huiles de poisson, du pétrole, du cuir et des peaux, des alcalis et des denrées y compris le lard et le bœuf, et de ne pas rendre obligaroire l'inspection des farines, du fromage et des grains de toute espèce.

De la dite Chambre de Commerce de la Puissance représentant la nécessité de changer la loi au sujet de l'enregistrement des navires qui naviguent sur les eaux intérieures du Canada; demandant qu'il soit passé un acte basé sur les lois d'enregistrement qui existent aux Etais-Unis et sur l'acte de la marine marchande impériale, avec les modifications nécessaires et demandant qu'il soit établi une cour d'amirauté en la ville de Montréal.

De la compagnie du chemin d'*Erié* et *Niagara*; demandant qu'il soit passé un acte pour l'autoriser à construire un ou plusieurs embranchements, de sa ligne à la rivière *Nia-gara*, et pour étendre davantage ses pouvoirs de corporation.

Du révérend Charles A. R. Boissonneault et autres, de Ste Marthe; de J. B. Monge nais, maire et autres, de Rigaud; et du révérend L. Turcot et autres de l'Isle Perrot dans le comté de Vaudreuil, province de Québec; demandant qu'il soit construit un canal sur la rive nord du fleuve St. Laurent des Cascades au Coteau Landing.

L'honorable M. Aikins a présenté a la Chambre une réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, en date du huitième jour de mai 1872; demandant qu'il plaise à Son Excellence, de vouloir bien faire transmettre a cette Chambre un état indiquant le nombre de trains spéciaux qui ont circulé sur le chemin de fer Européen et Nord Américain et sur la partie de l'Intercolonial allant à Amherst, ont sur tout autre partie de ce chemin, depuis le 1cr mai 1871, jusqu'au dernier jour de décembre de la même année, avec indication du service de la dépense et de la recette de ces trains spéciaux, et du nom de celui qui a donné ordre de les faire circuler; et aussi un état des noms et du nombre des voyageurs qui ont passé sans payer dans ces trains sur un parcours quelconque, le dit état faisant mention de l'autorité qui a accordé et de la cause pour laquelle elle a accordé ces passages gratuits pendant la période ci-dessus mentionnée.

Ordonné, que la dite reponse soit déposé sur la table et elle est comme suit:

#### (Voir documents de la session.)

L'Honorable M. Aikins a présenté à la Chambre une réponse à une adresse a Son Excellence le Gouverneur-Général, en date du 24 mars 1873, demandant que Son Excellence soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspendance entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres et Sir Hugh Allan ou quelqu'un écrivant en son nom, ou un de ses associés ; ou toute correspondance avec quelque personne ou quelques personnes que ce soit, au sujet du chemin de fer canadien du Pacifique ou de la proposition faite par ces personnes de le construire, équiper et exploiter, et des moyens qu'elles avaient de former une compagnie.

169

Copie de tout contrat conclu entre Sir Hugh Allan et ses associés et le gouvernement pour la construction, l'équipement et l'exploitation du dit chemin de fer, en vertu de la charte accordée par le Gouverneur-Général en conseil le cinquième jour de février dernier.—Copie de la liste d'action soumise par Sir Hugh Allan ou ses associés avant la signature de ce contrat.

Des états énonçant les noms des actionnaires du chemin de fer canadien du Pacifique sous l'empire de la dite-charte du 5 février dernier; le nombre des actions possédées par chaque actionnaire; par qui et quand elles ont été souscrites; et, pour celles qui n'ont pas été souscrites par l'actionnaire en porsonne, les noms des agents ou procureurs qui les ont souscrites; le montant versé sur la souscription, avec la mention des noms de ceux par qui et à qui il a été versé au crédit du Receveur-Général, le nom de la banque où il est maintenant déposé; la date de ce versement, et s'il a été fait en espèces ou en effets du Gouvernenement; et les conditions auxquelles ces dépôts ont été reçus.

Les noms de ceux qui ont demandé à prendre des actions de la compagnie à la suite des annonces de la compagnie appelant des demandes de souscriptions d'actions et datées à Montréal, le 11 février dernier; et dans le cas où les demandes n'ont pas été faites par les souscripteurs en personne, les noms des agents ou procureurs qui les ont faites; le nombre d'actions demandées par chaque personne; le nombre d'actions allouées à chacune, le montant payé sur chaque action ainsi allouée et le nom de la banque où est déposé ce montant; la date du paiement et les conditions auxquelles ces dépôts sont en la posession de telle banque; et dans les cas où il peut y avoir eu transferts d'actions, les noms des personnes auxquelles ont été faites ces transferts.

Aussi le montant des actions souscrites sur les livres ouverts, pour recevoir les demandes de sourcriptions d'actions, par la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique dans les capitales des provinces du Canada, en juillet dernier, avec indication du nombre d'actions demandées dans chacune de ces villes ; et dans les cas où les demandes n'ont pas été faites par les souscripteurs en personne, les noms des agents et des procureurs qui les ont faites pour eux.

Ordonné, que la dite réponse soit déposée sur la table, et elle est comme suit :

#### (Voir documents de la Session.)

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le temps limité pour la réception des pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'à lundi, le vingt-huitième jour d'avril courant.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le temps limité pour la présentation de bills privés soit prolongé jusqu'à lundi le vingt-huitième jour d'avril courant.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que le temps limité pour la réception des rapports de tout comité permanent ou spécial sur les bills privés soit prolongé à jusqu'à lundi, le vingt-huitième jour d'avril courant

L'honorable M. Campbell a présenté à la chambre un bill intitulé "Acte concernant la prison centrale pour la prevince d'Ontario."

Le dit bill a été lu pour la première fois.

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

L'honorable M. Campbell, a présenté à la chambre un bill intitulé: "Acte concernant les étrangers et la naturalisation dans les provinces de la Colombie Anglaise et du Manitoba."

170

Le dit bill a été lu la première fois. Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

L'honorable M. Macpherson, a proposé, secondé par l'honorable M. Wilmot,

Qu'il soit résolu que par le statut 35 Victoria ch. 72 et 73, deux compagnies—la compagnie du chemin de fer Interocéanique et la compagnie du chemin de fer du Pacifique du Canada—ont été incorporées avec plein pouvoir de construire et d'exploiter le chemin de fer Canadien du Pacifique, suivant les conditions et stipulations arrêtées lors de l'union de la Colombie Britannique avec le Canada.

Que par le statut 35 Vic., ch. 71, la compagnie du chemin de fer Interocéanique et la compagnie du chemin de fer du Pacifique du Canada ont reçu la faculté de se fusionner pour ne former qu'une compagnie, et que le gouvernement a été autorisé a s'entendre avec l'une ou l'autre des dites compagnies, ou, si elles opéraient une fusion, avec la compagnie ainsi fusionnée, pour la construction et l'exploitation du dit chemin de fer canadien du Pacifique.

Que les pouvoirs conférés au gouvernement par la quinzième clause du statut 35 Vic., ch. 71, ne devaient, dans l'intention de l'acte, être exercés que dans le cas où la compagnie du chemin de fer Interocéanique et la compagnie du chemin de fer du Pacifique du Canada manqueraient ou refuseraient respectivement et conjointement de s'entendre avec le gouvernement pour construire et exploiter le chemin de fer canadien du Pacifique; que la conclusion d'une convention pour construire et exploiter ce chemin avec des personnes non incorporées par le Parlement, sans qu'il ait été demandé des soumissions par avis publie à aucune association de sujets de Sa Majesté ayant la capacité et la volonté de former une compagnie et d'accepter une charte sous l'empire des dispositions du statut 35 Vic., ch. 71, n'a pas été conforme à l'esprit et à l'objet du dit statut; qu'un tel acte est grandement sujet à objection et contraire au mode ordinaire eu bien connu que l'on suit dans l'adjudication des travaux publies en Canada.

Que la charte accordée par ordre de Son Excellence le gouverneur-général en conseil le cinquième jour de février 1873, constituant en corporation Sir Hugh Allan et autres, sous le nom de Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, confère à cette compagnie des

droits, pouvoirs et priviléges extraordinaires et dangereux.

Que la quatrième clause de la dite charte présente de graves objections; que cette clause pourvoit en fait à ce que tout le capital disponible de la compagnie sera seulement d'un million de piastres ou dix pour cent du montant nominal de dix millions; lequel million doit être placé par le receveur-général, et l'intérêt payé à la dite compagnie comme il sera reçu. Que les quatre-vingt-dix pour cent mentionnés dans la dite quatrième clause sont illusoires; qu'ils ne donnent au gouvernement aucune garantie réelle, tandis que les dispositions de cette clause mettent seulement les actionnaires de la compagnie à l'abri contre de nouveaux appels de fonds et contre la responsabilité envers les créanciers de la compagnie qui résulterait de ces appels.

Que la dite charte ne contient pas des garanties suffisantes pour l'achèvement et l'équipement de toute l'étendue de la ligne; qu'elle aurait dû pourvoir que le gouvernement retiendrait, sur les parties des terres accordées et sur les sommes stipulées devoir être payées par les quatorzième et dix-huitième clauses, au moins dix pour cent comme garantie et sûreté de l'achèvement et de l'équipement du chemin; que ce percentage devrait être payé à la compagnie seulement six mois après l'achèvement, l'équipement et la mise en activité du chemin, et sur le certificat de l'ingénieur du gouvernement constatant que tous les travaux dépendant du chemin ont été dûment exécutés; que l'équipement est suffisant et que, suivant son opinion, la compagnie a les moyens et le matériel nécessaires à l'exploitation efficace du chemin de fer.

Que le gouvernement n'aurait pas dû accorder à la compagnie du chemin de fer cunadien du Pacifique, le pouvoir d'émettre des obligations jusqu'à concurrence de \$40,000 par mille pour toute l'étendue du chemin de fer, avec la stipulation inusitée que ces obligations emporteraient première hypothèque sur les terres que la compagnie acquerrait ensuite, ce qui a pour résultat de charger de ces obligations les cinquante millions d'acres donnés à titre de subvention pour la construction du chemin de fer, avant que la compagnie soit en droit de les recevoir; qu'un tel pouvoir, sanctionné par une telle autorité, est de nature à entraîner de grandes et graves conséquences et à porter très-sensiblement atteinte au crédit de la Puissance; que sanctionner un tel pouvoir, c'est engager la foi de la Puissance envers les porteurs des obligations, à qui l'on dot ne par là l'assurance que les terres, quel que soit le sort de la compagnie, seront et demeureront une sûreté pour eux.

Que la quinzième clause de la charte soulève de grandes objections ; que si l'on permet qu'elle ait son effet, elle sera une grande cause de découragement et un grand obstacle à l'établissement de la région située entre le lac Nipissing et l'Océan Pacifique; que la colonisation et le prix des terres publiques sur la ligne du chemin de fer canadien du Pacifique qui n'ont pas été données en partage à la compagnie, ne devaient pas être subordonnées aux intérêts ni aux opérations de cette compagnie ; qu'il importe extrêmement, dans l'intérêt de la prospérité future de la Puissance, que le gouvernement demeure en possession de toutes les terres que traversera le chemin de fer, et conserve un contrôle absolu sur leur colonisation; que la dite quinzième clause remet entièrement entre les mains de la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique l'établissement de ce vaste territoire; que les immigrants, qui sur leur chemin rencontreront les terres à bon marché et les homesteads gratus it qu'on leur offre dans les provinces de l'est et du centre du Canada et aux Etats-Unis, ne seront point portés à s'éloigner encore de plusieurs centaines de milles du marché pour acheter des terres à des prix exhor bitants ; que le prix minimum de \$2.50 l'acre, fixé par la charte, est excessif ; que par une condition, un marché de cette sorte, le gouvernement donne sa sanction et son autorisation là une mise à valeur fictive de ces terres ; qu'une telle sanction, très-propre à induire en erreur les capitalistes, permet à la compagnie du chemin de fer de tirer parti de cette valeur fictive pour le succès d'opérations financières, et de se procurer ainsi des capitaux, dont, on peut croire le remboursement bien garanti par ces terres, ce qui donnerait lieu à des embarras par la suite, comme à des accusations de mauvaise foi contre le gouvernement de la Puissance.

Que, selon l'opinion de cette honorable Chambre, l'abrogation immédiate de la Charte accordée à Sir Hugh Allan et à d'autres personnes, et qui les incorpore sous le nom de Compagnie de chemin de fer canadien du Pacifique, est essentielle au succès de l'exécution de la grande entreprise où la foi de la Puissance a été solennellement engagée.

Qu'en vue de hâter le commencement du chemin de fer canadien du Pacifique et afin de tenir la promesse faite à la Colombie Britannique, et d'observer les conditions dont il a été convenu lors de l'union de cette province avec le Canada, et d'assurer à une époque prochaine par un chemin de fer la jonction de toutes les provinces de la Puissance, le gouvernement devrait déterminer tout de suite les points extrêmes de la ligne sur la côte du Pacifique et à l'est des Montagnes Rocheuses, et commencer et poursuivre sans retard la construction du chemin de fer par l'intermédiaire du département des travaux publics ou par les soins d'un bureau de commissaires compétents nommés à cette fin.

Que tout en commençant la construction du chemin de fer, le gouvernement devrait en même temps prendre des mesures pour se procurer une exploration et des études très-exactes et très-complètes de la ligne entière entre les points extrêmes sur la côte du Pacifique et sur le côté sud du la Nipissing, afin de s'assurer de la configuration et de la formation physique du pays, de déterminer le tracé et l'échelle des hauteurs du chemin, et de former une juste estimation des frais de sa construction, pour l'information du parlement et du pays.

Après débats.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que les débats sur cette motion soient réunis à demain et qu'elle soit le premier item sur les ordres du jour.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du second rapport du comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes, nommé pour surveiller les impressions du Parlement, Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. Christie, il a été Ordonné, qu'elle soit remise à lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du troisième rapport du comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes, nommé pour surveiller les impressions du Parlement.

Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. Christie, il a été Ordonné, qu'elle soit remise à lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 32 et 33 Victoria, ch. 10 pour unir les compagnies d'assurance mutuelles du Castor et de Toronto contre l'incendie" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Blake, secondé par l'honorable M. Olivier, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des ordres permanents et des bills privés.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : " Acte pour faire droit à John Robert Martin"

L'honorable M. Dickey a présenté à la Chambre le certificat suivant :

BUREAU DU GREFFIER, Vendredi, 17 mars 1872.

Je certifie par le présent qu'avis dans l'affaire *Martin* pour un bill de divorce a été affiché à la porte du Sénat pendant quatorze jours, conformément à un ordre permanent de cette

> ROBERT LEMOINE, Greffier du Sénat.

tibr

Alors, Richard Martin de la cité de Hamilton, dans le comté de Wentworth, province d'Ontario, avocat, a été appelé à la barre de la Chambre et après avoir été assermenté a été interrogé comme suit :

Quel est votre nom ; où résidez-vous ; et quelle est votre profession ?

- 1. Mon nom est Richa: d Martin ; je réside en la cité de Hamilton, province d'Ontario; je suis avocat.
- 2. Connaissez-vous John Robert Martin, de la ville de Cayuga, comté d'Haldimand, province d'Ontario, avocat, pétitionnaire, demandant un acte de divorce d'avec sa femme? Et depuis quand le connaissez-vous?

Je le connais depuis mon enfance; c'est mon frère.

Chambre.

3. Connaissez-vous Sophia Martin, son épouse, ci-devant Sophia Stinson? Depuis quand la connaissez vous? L'avez-vous connue intimement?

Je la connais et l'ai connue intimement depuis plus de vingt ans; j'étais présent à son mariage avec mon frère John Robert Mariin, en la cité d'Hamilton. J'ai été fréquemment en sa compagnie dans la maison de son mari Jonn Robert Martin, et elle venu chez moi jusqu'au temps où elle s'est soustraite à la protection du dit John Robert Martin.

4. Regardez le papier marqué B étant un acte pour faire droit à John Robert Martin, et le papier marqué C étant un ordre de Sénat du mercredi, 26 mars 1873, tous deux certifiés

110

par le greffier du Sénat. En avez-vous signifié copie à Sophia Martin, et si vous l'avez fait, en quel temps, en quel lieu et dans quelle circonstances? Faites connaître en détail les faits qui se rapportent à cette signification.

J'ai signifié des copies des dits écrits "Bet C" revêtus des dits certificats à la dite Sophia Martin les jours, dates et lieux et de la manière ci-après savoir :

Ayant été informé par lettre d'une agence commerciale employée par le dit John Robert Martin pour découvrir le lieu où était sa dite femme qu'elle avait demeuré à Upsilante, dans l'état du Michigan, l'un des Etats-Unis d'Amérique sous le nom emprunté de Cook jusque vers la fin de mars, temps auquel elle partie pour Lewiston, dans l'état de New-York, j'ai le septième jour du présent mois d'avril pris des informations à la demande de mon dit frère, auprès de M. Wood, de la société Wood et Leggat en la cité de Hamilton, marchands de quincaillerie, locataires d'une certaine propriété en la dite cité appartenant à la dite Sophia Martin, sur le lieu où elle était. Il répondit à mes questions qu'il ne savait pas où elle était, mais qu'il avait payé le loyer échu le premier avril courant, le trois de ce mois à l'agent chargé par elle de le recevoir, W. H. Glasco, de la dite cité de Hamilton, pelletier, et il me montra le reçu de ce loyer daté du trois avril et signé du dit W. H. Glasco, dont je connais l'écriture, au nom de son fils J. T. Glasco, qui est beau-frère de la dite Sophia Martin et son administrateur en vertu du testament du père de celle-ci et aussi l'un des exécuteurs dénommés au dit testament. J'ai aussitôt après été voir le dit W. H. Glasco et lui ai demandé s'il pouvait m'informer du lieu où se trouvait Sophia Martin. Il me répondit que e lui demandai alors s'il connaissait son adresse ou son adresse probable; à quoi il répoi, it que non. Je lui demandai alors de me montrer les écritures de son livre de compte ayant rapport à elle ; à quoi il me répondit qu'il ne pouvait le faire ; que les livres étaient la propriété de son fils en sa qualité d'exécuteur, que celui-ci était en Angleterre et que le dernier loyer reçu de Wood et Leggat n'avait pas été porté aux dits livres ni remis à Sophia Martin et qu'il le garderait jusqu'au retour de son fils ; que le dernier loyer transmis à Sophia Martin l'a été peu de temps avant le départ de son fils en mars dernier et a été mis dans une lettre adressée à un faux nom à Lockport, dans l'état de New-York. Ne pouvant obtenir de ce monsieur de plus amples informations, je me rendis au bureau de banque de Harry Stinson dans la dite cité de Hamilton (le dit Harry Stinson étant cousin germain de la dite Sophia Martin et l'un des administrateurs et exécuteurs en vertu du dit testament) et je demandai à son gérant, Charles Counsel (M. Stinson étant absent), quelles remises avaient été envoyées par l'intermédiaire de leur banque à Sophia Martin, en quel temps et à quelle adresse elles l'avaient été. A quoi, il répondit qu'il n'avait pas été fait de remises par l'intermédiaire de leur banque depuis janvier dernier et il me montra une traite pour cette remise payable à l'ordre du dit J. T. Glasco et endossée spécialement par lui en faveur de la dite Sophia Martin, et endossée par elle de sa propre signature (que je connais bien) en faveuridu caissier de la First National Bank of Cambridge city, dans l'état d'Indiana, l'un des Etats-Unis, laquelle banque paraît l'avoir payée ou escomptée. N'ayant pu obtenir de plus amples informations dans la dite cité de Hamilton, malgré toutes les démarches possibles, je partis pour Lewiston susdit où j'arrivai la sept du courant et me rendis ce jour-là directement à la maison de Mde Trowbridge tante de la dite Sophia Martin à Lewiston, où j'avais fait signification à la dite Sophia Martin en personne, lors de la première demande d'un bill de divorce faite par le dit John Robert Martin; et, m'adressant à la dite dame Trowbridge, je lui demandai si Sophia Martin, épouse de John Robert Martin, était là ; à quoi elle répondit avec colère : "qu'elle y soit ou non, cela ne vous regarde pas ; vous ne saurez rien de moi;" et en même temps elle essaya de me fermer la porte au nez, mais n'y réussit qu'àprès que je lui ai eus remis une copie de chacune des dites pièces écrites B et C, certifiées comme susdit. Je me transportai ensuite au bureau de poste de Lewiston, et je questionnai le maître de poste au sujet de la dite Sophia Martin; il me répondit qu'il la connaissait bien, mais qu'il ne l'avait pas vue très-récemment; qu'elle recevait des lettres, qui lui parvenaient régulièrement, mais qu'il avait été averti par elle et par sa tante Mde Trowbridge de prendre garde de découvrir à qui que ce fût son adresse ou sa demeure et par conséquent, il ne pouvait le faire. Je lui demandai alors si dans le cas où je lui adresserais une lettre ; il la lui enverrait pour qu'elle la reçut à point. Il répondit que

oui ; et je mis une copie de chacune des pièces B et C, revêtues des dits certificats, dans une enveloppe, à l'adresse de "Mrs. Sophia Martin, wife of John R. Martin, Lewiston, U. S.," et après avoir payé le port de ce paquet, je le déposai au dit bureau de poste. Je suis allé ensuite le huitième jour du mois d'avril courant, à Lockport, à la pension tenue par Mme Frank Smith (où j'avais fait la signification à la dite Sophia Martin en personne lors de la deuxième demande d'un bill de divorce faite par le dit John Robert Martin). Je dis à Mde Smith: "je voudrais voir Madame Martin, femme de John Robert Martin, par affaire, et on m'a dit qu'elle est ici en ce moment ; " elle me répondit : "Elle y est ; mais elle n'est arrivé que d'hier soir, et elle m'a dit de répondre à ceux qui la demanderaient qu'elle ne pouvait voir personne et ne recevrait aucun papier; de sorte que vous ne pcuvez point la voir, et je ne recevrai point de papier." Je priai alors Mde Smith de me mener à la chambre de Mde Martin, ou de m'en dire le numéro, parce qu'il fallait que je la visse elle-même pour une affaire importante. Là-dessus Mde Smith se levant se plaça dans le passage conduisant à l'autre partie de la maison que celle où je me trouvais, et me dit: "Mde. Martin est malade, je ne vous mènerai point à sa chambre, ni vous dirai où elle est, ni ne vous laisserai passer." Voyant que je ne pouvais passer outre sans user de force ou de violence, je pris conseil de M. Eli, de Lockport, homme de loi, qui m'avait accompagné à la demeure de la dite dame Smith; et qui me dit que j'avais fait tout ce qu'il m'était possible de faire ; que si je tentais de pénétrer de force auprès de Sophia Martin dans ces circonstances, je m'exposerais à la rigueur des lois criminelles de l'Etat. Alors, je remis à la dite Dame Frank Smith, une copie de chacune des dites pièces B et C., certifiées comme susdit, dont je lui expliquai amplement la teneur et je la priai de remettre ces copies à la dite Sophia Martin, ce qu'elle refusa de faire, ajoutant cependant qu'elle lui dirait qu'elles étaient là, et lui répéterait mes paroles. De là je me rendis sur-lechamp au bureau de poste, à Lockport susdit, en la compagnie du dit M. Eli, et j'eus une entrevue avec le maître de poste, qui, en réponse à certaines questions, répondit qu'il connaissait Mde. Sophia Martin, qu'il l'avait vue la veille au soir qu'i s'en revenait à Lorkport, d'où elle avait été absente pendant quelque temps ; qu'elle recevait souvent des lettres à son bureau ; qu'elle venait le plus souvent les chercher elle-même ; et qu'une lettre à l'adresse de "Mde. Sophia Martin" lui parviendrait sûremunt.

J'ai donc mis des copies des dits écrits B et C revêtus des dits certificats sous une enveloppe adressée à "Mrs. Sophia Martin, wife of John Robert Martin, Lockport, U. S." et après avoir payé le port de cette lettre, je l'ai mise à la poste au bureau de poste en dernier lieu mentionné.

Je suis alors revenu en la ville de Hamilton et j'ai subséquemment signifié des avis des dits écrits B et C, certifiés comme susdit, au dit Harry Stinson en personne et au dit W. H. Glasco en personne; et j'ai laissé copie des dits écrits, certifiés comme dit est, à la résidence de Madame Spohn dans la dite cité de Hamilton, la dite dame Spohn étant la sœur de la dite Sophia Martin.

Et je dis de plus qu'il m'a été entièrement impossible de signifier aucun des dits écrits à la dite Sophia Martin en personne ou d'une autre manière que je ne l'ai fait,

Le dit Richard Martin a reçu ordre de se retirer.

L'honorable M. Dickey a proposé, secondé par l'honorable M. Ferrier,

Que l'examen du pétitionnaire à la barre du Sénat, tant généralement que sur toute collusion ou connivence entre les parties soit pour le présent suspendu, mais qu'il soit donné instruction à tout comité auquel le bill sur ce sujet sera renvoyé, de procéder à faire cet examen

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été, sur division, résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Dickey a alors proposé, secondé par l'honorable M. Ferrier:

Que le dit bill peur faire droit à John Robert Martin soit maintenant lu la seconde fois. La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été, sur division, résolue dans l'affirmative, et

Le dit bill a été alors lu une seconde fois en conséquence.

Alors l'hon. M. Dickey a proposé, secondé par l'hon. M. Ferrier, Que le dit bill soit renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM. Campbell, Dickson, Botsford, Macdonald, Ferrier, Benson, Wilmot, McLelan et de l'auteur de la motion; que ce comité fasse rapport avec toute la diligence possible, et ait le pouveir d'envoyer quérir toutes personnes et pièces, et que l'ampliation des pièces de procédures jusqu'au jugement final de la cour des Plaids Communs pour le Haut-Canada maintenant la province d'Ontario, dans l'affaire de Martin vs Lount présentée au Sénat lors de la lecture de la pétition du dit John Robert Martin soit renvoyée au dit comité ainsi que tous autres papiers, documents et dépositions prises devant le comité spécial de la dernière session auquel a été renvoyé un bill semblable présenté à la demande du dit John Robert Martin et que toutes personnes assignées à comparaître devant le dit comité, et que le dit comité ait la permission de siéger demain.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été, sur division, résolue

dans l'affirmative, et

Ordonné en conséquence,

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: Acte pour amender les actes concernant les gardiens de port à Montréal et à Québec, auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Aikens, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: Acte à l'effet de déclarer inhabiles à siéger ou voter dans la Chambre des Communes du Canada, les membres des conseils législatifs et des assemblées législatives des provinces qui forment maintenant ou formeront plus tard partie de la puissance du Canada, auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Letellier de St. Just, secondé par l'honorable M. Christie, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé:

Acte pour incorporer la compagnie maritime d'amélioration de la Puissance du Canada auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Botsford, secondé par l'honorable M. Ferrier, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, ludi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: Acte pour incorporer la banque des Trois-Rîvières, auquel elle demande le concours de cette Chambre,

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Botsford, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé:

Acte pour amender l'acte pour incorporer la compagnie canadienne d'assurance contre les risques isolés du feu et pour changer le nom de la dite compagnie en celui de "Compagnie d'Assurance des cultivateurs et des bâtisses isolées du Canada contre le feu," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. McDonald, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour incorporer la Chambre de Commerce de la Puissance, auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Bostford, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: Acte pour amender l'Acte quatorzième et quinzième Victoria, chapitre trente six, qui incorpore la compagnie de garantie du Canada, auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Botsford, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

Alors sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins La Chambre s'est ajournée.

# Vendredi, 18 Avril 1873.

#### AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions:

#### AVIS DE MOTIONS.

Pour Lundi, le 21 Avril 1873.

Par l'honorable M. Wilmot:

1972

17 avril.—Le gouvernement a-t-il l'intention de soumettre au Parlement pendant la présente session une mesure pour continuer les lois actuelles sur l'insolvabilité?

# ORDRES DU JOUR.

Pour Vendredi, 18 Avril 1873.

1873.

17 avril.—Reprises des débats ajournés sur les résolutions de l'honorable M. Macpherson, au sujet du chemin de fer du Pacifique.

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Jeudi, 17 Avril 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SEANCES DU SENAT.

# OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue Rideau

# PROCES-VERBAUX

DES

# SÉANCES DU SÉNAT

#### DU CANADA.

# Vendredi, 18 Avril, 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Cormier,	Letellier de St. Just,	Price,
Archibald,	Dickey,	Locke,	Read,
Armand,	Dickson,	Macdonald,	Reesor,
Benson,	Dumouchel,	Macfarlane,	Robertson,
Blake,	Ferguson,	Macpherson,	Ryan,
Botsford,	Ferrier,	Malhiot,	Shaw,
Bureau,	Flint,	McClelan,	Simpson,
Burnham,	Foster,	McDonald,	Skead,
Campbell,	Girard,	McLelan,	Smith,
Carrall,	Guévremont,	McMaster,	Sutherland,
Chaffers,	Hamilton, (Inkerman	Muirhead,	Vidal,
Chapais,	Holmes,	Northup,	Wark,
Chinic,	Kaulback,	Olivier,	Wilmot,
Christie,	Kenny,	Panet,	Wilson.
Cochrane,	Lacoste,	Perry	

PRIÈRES :

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table.

Par l'honorable M. Blake—du conseil municipal du township de Townsend, dans le comté de Norfolk, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Dumouchel—de la chambre de commerce de la cité de Kingston, et du conseil de la dite chambre de commerce.

Par l'honorable M. Bureau—de l'honorable Chas. Wilson et autres, de la cité de Montréalet de la chambre de commerce de la ville de St. Jean, province de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les rétitions suivantes ont été lues :

Du conseil municipal du township de Crowland, province d'Ontario; demandant qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente des boissons enivrantes comme breuvages dans la Puissance du Canada.

De James McCully et autres, de la paroisse de St. Clément, dans le comté de Beauharnois, province du Québec; demandant qu'il ne soit pas construit de canal sur la rive nord du St. Laurent, entre les Cascades et Côteau-Landing, et que le canal actuel de Beauharnois soit amélioré et agrandi, tel que recommandé par les commissaires des canaux.

De la compagnie des vapeurs de Québec et des ports du golfe, demandant un acte spécial d'incorporation.

De l'honorable John Young et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'in corporation sous le nom de "Compagnie royale d'assurance du Canada."

De P. Bachand et autres, de la cité de St. Hyacinthe, province de Québec, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Banque de St. Hyacinthe.

L'honorable M. Bureau a proposé, secondé par l'honorable M. Price, Que la pétition, présentée aujourd'hut, de l'honorable M. Chas. Wilson et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Société de Crédit Foncier", soit maintenant lue.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affiirmative.

La dite pétition a été alors lue par le greffier.

Ordonné, qu'elle soit déposée sur la table.

L'honorable M. Dickson, du comité des ordres permanents et des bills privés, a présenté son dixième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et

Le dit rapport a été alors lu par le greffier comme suit :

CHAMBRE DE COMITÉ, 18 avril 1873.

Le comité des ordres permanents et des bills privés a l'honneur de présenter son dixième rapport. Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé qu'il en a été donné des avis suffisants :

De la Compagnie du chemin de fer de colonisation du nord de Montréal, demandant à être autorisée à prolonger sa ligne jusqu'au terminus du Pacifique Canadien, ou au point de ce chemin qui sera le plus rapproché de la province de Québec, et le plus commode pour relier les deux voies ; de John Schultz, M. P., et autres, de la province de Manitoba, demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie de la traite du Nord-Ouest; de la compagnie de transport Union, demandant qu'il soit passé un acte l'autorisant à augmenter le fonds capital de la dite compagnie jusqu'à concurrence du montant de cinq cent mille

De la compagnie du chemin de fer du nord du Canada, demandant un acte pour l'autoriser à consolider et régler à nouveau son compte de capital et à se procurer de nouveaux fonds; à refondre et amender les différents actes en vigueur relatifs à la dite compagnie, et à conclure une convention en vue d'opérer sa fusion avec la compagnie des chemins de fer de prolonge-

ment du nord;

De Casimir Stanislaus Gzowski et autres, de la cité de Toronto, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie pour la fabrication de l'acier d'après le brevet d'invention de Dates (responsabilité limitée)";

D'Arcade Decelles et autres, de la ville de St. Jean, province de Québec, demandant

un acte d'incorporation sous le nom de "Banque de St. Jean";

De T. H. Grant et autres, de la cité de Québec, demandant un acte d'incorporation sous le

nom de "Banque Stadacona";

De la compagnie de chars du Canada, demandant qu'il soit passé un acte pour l'autoriser à augmenter son capital social, lui conférer de nouveaux pouvoirs, et changer son nom en celui de Compagnie de chars et de manufacture du Canada.

De William A. Thompson et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du câble atlantique du Canada"; de la compagnie du chemin de fer Erié et Niagara; demandant un acte pour l'autoriser à construire un ou plusieurs embranchements de sa ligne à la rivière Niagara, et pour étendre sous d'autres rapports ses pouvoirs de corporation.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la compagnie du chemin de fer de colonisation du nord de Montréal, demandant, entre autres choses, à être autorisée à prolonger sa ligne de chemin de fer jusqu'au Sault Ste. Marie, à la baie Georgienne, et aux eaux navigables du lac Supérieur ou dans le voisinage de ces eaux, et a constaté qu'il n'en a pas été publié d'avis local, et que l'avis inséré à la Gazette du Canada n'a pas eu la durée voulue;

Votre comité a aussi examiné la pétition de R. J. U. Chipman et autres, directeurs provisoires de la banque Supérieure du Canada, demandant un acte pour changer le nom de cette banque et pour d'autres objets ; et a constaté qu'il n'en a pas été publié d'avis local ;-votre comité recommande cependant de suspendre dans ce cas la cinquante et unième règle, vu

qu'il n'en peut résulter de préjudice pour les droits des particuliers.

Votre comité a aussi examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis publiés dans les localités respectives n'ont pas eu la durée voulue : de MM. Hall et Fairweather et autres, de la cité de St. Jean, province du Nouveau-Brunswick, demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie maritime de manufacture de la Puissance du Canada ; de MM. Hall et Fairweather et autres, de la dite cité de St. Jean, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie maritime d'importateurs de métaux de la Puissance du Canada"; de J. A. Fenwick et autres, du comté du Roi, Nouveau-Brunswick, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Chambre de commerce du comté du Roi"; de Richard Benner et autres, de la cité de Toronto et autres lieux; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie de crédit immobilier du Canada".

Votre comité recommande néanmoins de suspendre la cinquante et unième règle dans ces cas-ci, vu que les comités auxquels les bills seront renvoyés pourront voir à ce que personne n'en éprouve de préjudice.

Le tout respectueusement soumis.

WALTER H. DICKSON, Président.

L'honorable M. Dickson, du dit comité des ordres permanents et des bills privés auquel a été renvoyé le bill intitulé ; "Acte pour incorporer l'association de placement de Montréal,"

a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill, et qu'il est d'opinion que le dit bill devait être renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, il a été

Ordonné, que le bill intitulé: "Acte pour incorporer l'association de placement de Montréal", soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

L'honorable M. Dickey, du comité spécial auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour faire droit à John Robert Martin," a présenté son rapport

Ordonné qu'il soit reçu, et Le dit rapport a é té lu par le greffier comme suit :

#### SÉNAT, CHAMBRE DE COMITÉ, 18 avril 1873.

Le comité spécial auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour faire droit à John Robert Martin,"—avec l'ampliation des pièces de procédure jusqu'au jugement final de la Cour des Plaids Communs du Haut-Canada, maintenant province d'Ontario, dans l'affaire de Martin vs. Lount, présentée au Sénat lors de la lecture de la pétition du dit John Robert Martin, et tous autres papiers, documents et dépositions reçues devant le comité auquel, pendant la session dernière, avait été renvoyé un bill semblable, présenté à la demande du dit John Robert Martin,—a, conformément à cet ordre de renvoi, examiné les dits bill, ampliation, papiers, documents et dépositions, qu'il remet avec ce rapport à votre honorable Chambre; en outre, suivant l'ordre de votre honorable Chambre à cet effet, a interrogé sous serment le dit pétitionnaire, tant généralement que sur toute collusion ou connivence pouvant avoir existé entre les parties, et a entendu aussi, sous la foi du serment, un témoin produit par le dit pétitionnaire; et il a maintenant l'honneur de rapporter le dit bill sans aucun amendement.

Et, conformément à la soixante et dix-neuvième règle de votre honorable Chambre, votre comité rapporte à votre honorable Chambre avec le présent les dépositions, reçues par écrit, des

dits pétitionnaire et témoin ainsi entendus sous serment devant lui.

Le tout respectueusement soumis,

R. B. DICKEY, Président.

Dépositions de Richard Martin et John Robert Martin, entendus sous serment le dix-huitième jour d'avril mil huit cent soixante et treize, devant le comité spécial de neuf membres du Sénat du Canada auquel a été renvoyé le bill intitulé, "Acte pour faire droit à John Robert Martin", lesquelles dépositions ont été alors et là reçues par écrit.

Richard Martin, étant assermenté, dit:—"Je suis frère du pétitionnaire. J'ai rendu témoignage devant deux comités chargés de l'examen d'un bill pour faire droit au pétitionnaire en 1870 et 1872." Les procès-verbaux des dépositions faites devant ces comités par le témoin, qui ont été renvoyés au présent comité, étant représentés et lus au témoin, il dit de plus : "Les dépositions dont les procès-verbaux me sont maintenant représentés, et dont il m'a été donné lecture, sont celles que j'ai faites et signées en ces deux occasions ; et les pièces écrites marquées A et A 18/5/72, attachées aux dits procès-verbaux, et qui me sont aussi représentées maintenant sont les pièces dont j'ai parlé dans les dites dépositions. J'affirme de nouveau ces dépositions, que je déclare vraies en tous points."

RICHARD MARTIN.

John Robert Martin, pétitionnaire, après avoir prêté serment, étant interrogé par le président du comité, dit: "Je ne me suis rendu coupable d'aucune collusion ou connivence avec Sophia Martin, née Sophia Stinson, ma femme, en vue d'obtenir la dissolution de notre

mariage. J'ai intenté une action contre William Lount, afin d'obtenir de lui des dommagesintérêts pour cause d'actes d'adultère avec elle, et cette action a eu pour résultat la condamn a tion du dit William Lount à deux mille piastres de dommages, laquelle somme a été recouvrée Cette poursuite a été intentée devant la cour des Plaids Communs du Haut-Canada, maintenant province d'Ontario. Le nommé William Lount qui était défendeur dans cette action, est le même William Lount, dénommé dans ma pétition. Il n'y a pas d'enfant vivant de mon mariage avec Sophia Stinson.

J. R. MARTIN.

Ampliation des pièces de procédure jusqu'au jugement final devant la cour des plaids communs du Haut-Canada, maintenant province d'Ontario, dans la cause de Martin vs. Lount-

#### CANADA.

[L. S.] VICTORIA, par la grâce de Dieu Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi.

A tous ceux qui ces présentes verront, salut :

Sachez que, parmi les plaidoyers communs enregistrés à notre cour des plaids communs du Haut-Canada, (maintenant province d'Ontario,) à Toronto, devant l'honorable John Hawkins Hagarty, juge en chef, et ses collègues juges de la dite cour, le vingt-cinquième jour de février A. D., 1870, la trente-troisième année de notre règne, se trouve sur le rôle 425 ce qui suit :

COMTÉ D'YORK, DANS LA COUR DES PLAIDS COMMUNS.

Le quatrième jour de décembre A. D. 1869, John Robert Martin, par John Patterson, son procureur, poursuit William Lount, assigné à comparaître par writ émis le 14e jour d'octobre, A. D. 1869.

Parce que le défendeur a débauché et connu charnellement la femme du demandeur.

Et le demandeur réclame dix mille piastres.

Le 13e jour de décembre, A. D. 1869.

Le défendeur, par Daniel McMichael, son procureur, dit qu'il n'est pas coupable.

Le 16e jour de décembre, A. D. 1869.

Le demandeur lie contestation sur lé plaidoyer du défendeur.

Pour ces causes, qu'un jury soit assigné, etc.

Postérieurement, le 25e jour de février, A. D. 1870, sont comparues les parties susdites par leurs procureurs susdits, et l'honorable juge Wilson, chargé de présider aux assises pour et dans le dit comté, devant qui la plaidoirie a eu lieu, a envoyé la record obtenu devant lui en ces termes; Subséquemment, le dixième jour de janvier A. D. 1870, en la cité de Toronto, dans le comté d'York, devant l'honorable Adam Wilson, l'un des juges de Notre Souveraine Dame la Reine, chargé de présider aux assises pour et dans le dit comté, sont comparues les parties mentionnées aux présentes, par leurs procureurs respectifs y dénommés, et un jury du dit comté ayant été assigné, est aussi comparu, et après avoir été assermenté pour juger la matière litigieuse entre les dites parties, a prononcé en faveur du demandeur. Et le dit jury fixe les dommages du demandeur à l'occasion de sa plainte, en sus des frais du procès, à deux mille piastres. C'est pourquoi le demandeur recouvrera du défendeur la dite somme fixée comme susdit par le jury susdit, et aussi la somme de quatre-vingts piastres trente huit centins pour ses frais alloués par la cour, lesquelles dites sommes font ensemble deux mille quatre-vingts piastres et trente huit centins.

Ordonnons qu'ampliation sera faite de tout ce que dessus suivant la teneur des présentes.

En foi de quoi, nous avons fait apposer aux présentes le sceau de notre dite cour des plaids communs du Haut-Canada (maintenant Ontario), à Toronto.

Témoin, l'honorable John Hawkins Hagarty, juge en chef de notre dite cour des plaids communs à Toronto, le 26e jour de février, A. D. 1870, et en la trente-troisième année de notre règne.

M. B. JACKSON, G. C. et P. P. C.

ENQUÊTE.

Dépositions des témoins entendus sous serment les dix-huitième, vingtième et vingt-deuxième jours de mai 1872, devant le comité spécial de neuf membres du Sénat du Canada auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour faire droit à John Robert Martin," lesquelles dépositions ont été alors et là reques par écrit.

SAMEDI, 18 MAI 1872.

Richard Martin, étant assermenté, dit:—J'ai rendu témoignage devant un comité du Sénat auquel a été renvoyé, dans la session de 1870, un bill semblable à celui qui est devant ce comité-ci. Le témoignage que j'ai alors donné, le 6 avril 1870, m'étant lu, je l'affirme de nouveau, tel qu'il est inscrit au procès-verbal, et je dis de plus que, depuis lors, j'ai vu deux fois Sophia Martin, épouse de John Robert Martin. Je l'ai vue l'une de ces deux fois le six de mai courant, que je lui ai signifié un avis de produire des papiers, qui m'est maintenant représenté et est marqué A. Je lui ai expliqué la nature et l'objet de l'avis, et elle l'a lu en ma présence. Elle dit qu'elle n'avait aucun des papiers qu'elle était requise de produire parce qu'elle les avait tous détruits depuis longtemps. L'un de ces papiers était une lettre que lui avait écrite son mari et qui lui avait été remise par ma femme. J'ai lu cette lettre; elle y était accusée de conduite coupable et d'infidélité envers lui.

Mercredi, RICHARD MARTIN.

COPIE DU TÉMOIGNAGE LU A RICHARD MARTIN.

6 avril 1870.

Richard Martin, après avoir prêté serment, dit :- Je suis avocat. Je suis la personne qui a été interrogée comme témoin à la barre de la Chambre. Je suis frère du pétitionnaire. J'ai assisté à son mariage avec Sophia Stinson; ce mariage fut célébré, suivant les cérémonies de l'Eglise d'Angleterre, par le révérend M. Blackman, alors vicaire ou assistant du révérend M. Geddes, à Hamilton, le 27 septembre 1855. La signature apposée au certificat qui m'est représenté en ce moment, cofé A, est la signature et de la main du révd. M. Geddes, recteur d'Hamilton. Je suis le "Richard Martin, junior," dont la signature comme témoin se trouve copiée dans le certificat. L'épouse du pétitionnaire était une femme frivole, qui aimait mieux se promener et s'amuser que de s'occuper du soin de son ménage, qu'elle négligeait. Elle était très-paresseuse. Son mari en était follement épris. Il la traitait avec bonté, et elle avait une grande influence sur lui, si bien qu'elle pouvait presque toujours le gagner, malgré qu'il en eût, à faire ce qu'elle désirait. Pendant le séjour qu'elle fit chez moi à Hamilton, au mois de mai 1868, il lui arriva souvent de s'absenter du samedi au lundi; ces fois-là, elle disait avoir été chez son père ou bien chez sa sœur à Hamilton. Au bout de quelque temps, vers le milieu du mois de mai, je commençai à soupçonner qu'elle me trompait. Je n'ai point pris note du jour, parce que je n'avais eu jusque-là aucun soupçon sur elle. La première chose qui éveilla mes soupçons, ce fut le fait qu'étant allé chez son père et chez madame Spohn, sa parente, pour lui remettre une lettre à son adresse de son mari, qui avait été apportée chez moi en son absence, j'appris qu'elle n'y était pas. Je fis part ensuite de ce fait à son mari, le pétitionnaire, qui me chargea d'une lettre pour elle. Quelque chose que j'avais entendu dire m'engagea à me rendre à la station du chemin de fer à l'arrivée du train de Toronto, du matin, le premier juin, dans l'espérance que je pourrais lui remettre la lettre là. A l'arrivée du train, j'en vis partir une personne, que je crus être la femme de mon frère, quoique je n'en fusse pas sûr, parce qu'elle était déguisée et qu'elle avait une démarche qui ne lui était pas habituelle. Je la suivis donc sans la perdre de vue jusqu'à ce que nous cussions arrivés à la barrière de ma propre maison ; à cet endroit, elle jeta les yeux autour d'elle, et, en me voyant, tressaillit et laissa échapper une espèce de masque de crêpe noir avec des trous; elle le ramassa promptement et le glissa sous son châle. Je la suivis dans la maison, et je donnai la lettre à ma femme pour qu'elle la lui remit ; je vis ma femme entrer pour cela dans une chambre où elle était. Elle quitta ma maison ; je n'eus aucune autre communication avec elle à cette époque-là.

Dans le mois de décembre dernier, je lui ai signifié une copie de l'avis de la demande de divorce, chez sa tante, madame-Trowbridge, à Lewiston, Etat de New-York. Elle me dit : "Je ne nie pas ma faute ; mais il n'est jamais trop tard pour se repentir. J'ai toujours mené depuis une vie parfaitement régulière, et je me propose de continuer à le faire."

Contre-interroge par le conseil de Sophia Martin :- Il n'y avait pas d'autre personne présente au moment où elle me fit cet aveu en décembre dernier, à Lewiston. Elle m'avait ouvert la porte, et ce fut la seule personne que je vis alors à la maison, ou longtemps après mon arrivée. Je fis la note qui m'est représentée en ce moment, savoir : "Déposé, 9 mars 1870, I. J. Taylor, même jour." Ce fut la première année de leur mariage, lorsqu'ils demeuraient à Hamilton, que j'eus le plus d'occasions d'observer la manière dont le pétitionnaire vivait avec sa femme; je ne les ai plus vus ensuite que de fois à autres.

RICHARD MARTIN.

Certificat coté A, représenté au témoin Richard Martin, lors de son examen, le 6 avril 1870, comme il est dit ci-dessus.

#### CERTIFICAT DE MARIAGE.

DIOCÈSE de TOTONTO.

27 septembre 1855.

Ce jourd'hui furent mariés en vertu d'une licence, John Robert Martin, avocat, de la cité d'Hamilton, garçon, et Sophia Stinson, du même lieu, fille majeure, par moi.

T. J. M. N. BLACKMAN,

Ministre Off., etc., etc., etc.

Ce mariage a été contracté par nous.

JOHN R. MARTIN. SOPHIA STINSON.

Témoins: ELIZABETH STINSON, RICHARD MARTIN, jr., W. P. FERGUSON,

Je certifie que la pièce ci-dessus est un extrait fidèle du registre des mariages tenu à l'église du Christ à Hamilton. Ce 17e jour de janvier 1870.

J. GAMBLE GEDDES, Recteur d'Hamilton.

Avis de produire des papiers marqué A.

(Représenté au témoin Richard Martin, lors de son interrogatoire le 18 mai 1872, comme il est dit ci-dessus.)

Dans l'affaire de la pétition de John Robert Martin, de la ville de Cayuga, comté de Haldimand, province l'Ontario, avocat, demandant un acte de divorce d'avec sa femme Sophia Martin, qui, a ant son mariage avec lui, se nommait Sophia Stinson, pour cause d'actes d'adultère commis par elle avec un nommé William Lount, tel qu'allégué dans la dite pétition.

## A LA DITE SOPHIA MARTIN, CI-DEVANT SOPHIA STINSON.

Soyez informée que vous êtes par le présent requise de produire, devant le Parlement du Canada, et devant tous comités de ce Parlement qui seront saisis de la dite pétition, et particulièrement devant le Sénat du Canada et devant tous comités du dit Sénat qui seront saisis de la dite pétition, au palais du Parlement, dans la cité d'Ottawa, dans le dit Canada, le et après le seizième jour de mai courant en l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante et douze, toutes lettres, correspondances, documents et écrits que le dit William Lount a reçus de vous pendant les années mil huit cent soixante et sept et mil huit cent soixante et depuis, jusqu'à la présente signification, et qui vous ont été rendus et sont actuellement en votre possession ou sous votre contrôle : et aussi toutes lettres, correspondances, documents et écrits que vous avez pendant ce temps reçus du dit William Lount, et aussi toutes lettres correspondances, documents et écrits que vous avez reçus pendant ces années du dit John Robert Martin, et particulièrement la lettre qu'il vous a écrite et que vous a remise la femme de son frère Richard Martin, de la cité d'Hamilton, dans la dite province d'Ontario, avocat, au mois de mai, mil huit, cent soixante et huit ou vers ce temps, et aussi toutes autres lettres, correspondances, documents et écrits, se rapportant en quoi que ce soit aux choses mentionnées dans la dite pétition portant demande de divorce.

JOHN ROBERT MARTIN, Pétitionnaire.

Ce 6 mai 1872,

J'ai signifié l'avis de l'autre part à Sophia, femme du dit John Robert Martin, y dénommé, en lui délivrant une copie conforme d'icelui le 6e jour de mai 1872 chez madame Frank Smith, à Lockport, Etat de New-York, Etats-Unis, et lui expliquant la teneur d'icelui, qu'elle m'a dit comprendre parfaitement et qu'elle m'a paru comprendre, et lui disant que cette signification lui était ainsi faite à l'instance et demande de son dit mari. Elle s'est alors et là adressée à moi, et m'a dit qu'elle n'avait maintenant aucune telle lettre ou correspondance ni aucun écrit d'aucune sorte se rapportant au sujet, car elle avait tout brûlé cela depuis longtemps.

RICHARD MARTIN.

Ce 6 mai 1872.

Elizabeth Martin, après avoir prêté serment, dit :—J'ai fait une déposition devant un comité du Sénat, auquel avait été renvoyé, pendant la session de 1870, un bill semblable à celui qui a été renvoyé à ce comité-ci. La minute de la déposition que j'ai faite alors, sous la date du 8 avril 1870, m'étant lue maintenant, je déclare l'affirmer de nouveau intégralement. La lettre remise par moi à madame Martin, et dont il est question dans ma première et présente déposition, m'avait été donnée par son mari.

ELIZABETH MARTIN.

#### COPIE DE LA DÉPOSITION LUE A ELIZABETH MARTIN.

Vendredi, 8 avril 1870.

Elizabeth Martin, après avoir fait serment, dit:—Je me nomme Elizabeth; je suis la femme de Richard Martin, d'Hamilton; je connais madame John Robert Martin; c'est ma belle-sœur. Mes rapports avec elle ont toujours été d'une nature amicale. En avril 1868, je conçus des soupçons: j'eus avec elle un entretien; je lui dis que son père l'avait cherchée; elle me pria de n'en rien dire à mon mari ni au sien, et je le lui promis. Elle vint se retirer chez

moi ; mais le samedi, elle sortit pour aller chez sa sœur et revint le lundi. Elle vint une autre fois et passa plus de deux semaines, partant le samedi et revonant le lundi. Le dernière fois qu'elle revint ainsi, comme j'étais avec elle dans sa chambre à coucher, je lui dis que son mari était venu la veille et avait ouvert de force son sac de nuit; elle fit la remarque qu'il aurait bien pu s'épargner cette peine. "Sophia," lui dis je "c'est une chose terrible."—"Oui," fit-elle. Je lui remis une lettre de son mari ; elle la lut et devint toute rouge. Après avoir lu la lettre, elle me demanda si elle pouvait se reposer là un peu ; je lui dis que oui, et elle resta environ une demi-heure, après quoi elle partit pour se rendre chez son père. Avant qu'elle partît, je lui dis : Au nom de Dieu, Sophia, qu'est-ce qui a donc pu vous induire à faire une chose pareille?" Elle répondit : "Je ne sais pas."

Contre-interrogée par M. Ross.—Je connaissais madame Martin dès avant mon mariage en 1858; j'avais demeuré neuf mois avec elle en qualité de servante. Elle et son mari faisaient alors très-bon ménage. Dans le cours des visites qu'elle me fit en 1868, elle s'absenta de ma maison durant trois dimanches sur quatre.

#### ELISABETH MARTIN.

John Robert Martin, le pétitionnaire, après avoir fait serment, dit:—Je n'ai commis aucun acte de collusion ou de connivence avec ma femme en vue d'obtenir divorce d'avec elle; j'ai agi par les voies de droit et j'ai obtenu un verdict pour deux mille piastres à titre de dommages contre William Lount pour cause d'adultère avec ma femme. Le dit William Lount est la personne dénommée dans ma pétition. Il y a eu un jugement inscrit sur ce verdict, et le montant en a été recouvré par moi du dit William Lount.

J. R. MARTIN.

Jane Hill, témoin du pétitionnaire, ayant fait serment, dit :-Je demeure à Barrie; j'y suis en service. Je connais le Dr. Hamilton, de Barrie; j'étais à son service en 1867, et j'y suis restée jusqu'au mois de juin 1868. Lorsque j'étais chez le Dr. Hamilton, j'y vis madame Martin, femme de M. John Robert Martin; elle était venue visiter madame Hamilton : c'était en l'année 1867. Je l'avais vue auparavant à Barrie ; je pense qu'eile allait alors en visite chez M. Cotter. Je connais M. William Lount, de Barrie; c'est un avocat. Les photographies A et E qui me sont représentées en ce moment, sont celles de M. Lount et de madame Martin. Pendant le séjour de madame Martin chez le Dr. Hamilton, M. Lount y venait en visite très-fréquemment ; il y venait quelquefois l'après-midi, et tous les soirs. Lorsqu'il venait l'après-midi, il ne restait pas, mais s'en allait pour revenir. Ils faisaient ensemble des promenades en voiture, et quelquefois ils n'étaient pas encore de retour à l'heure où je me retirais dans ma chambre, à minuit et une heure du Lorsque madame Martin voyait M. Lount venir vers la maison, elle courait à la fenêtre, et lorsqu'il entrait, elle l'embrassait en l'appelant son sugar-plum, son hony-bird. J'ai vu M. Lount l'embrasser dans le salon, sur le sofa. Je l'ai vu la tenir serrée contre lui, ses deux bras autour d'elle, sur le sofa. Je l'ai vu aussi appuyée sur le genou de madame Martin, sur le sofa ; et d'autres fois j'ai vu madame Martin appuyé sur le genou de M. Lount, sur le sofa. Dans ces moments-là, ils étaient seuls au salon. Il y eut des soirs où M. Lount et madame Martin demeurèrent au salon après que le Dr. Hamilton et madame Hamilton s'étaient retirés. Une fois, pendant le séjour de madame Martin chez le Dr. Hamilton, le Dr. Hamilton et sa femme étaient allés se coucher, il y avait quelques heures, et il était une heure du matin ; en arrivant dans le vestibule, je vis de la lumière au salon. J'avais ôté mes souliers. J'arrivai à la porte sans avoir fait de bruit, croyant que madame Martin s'était retirée sans éteindre la lumière, et dans le dessein de l'éteindre. La porte était entr'ouverte. J'aperçus madame Martin dans la chambre ; elle était couchée par terre, les pieds tournés vers la porte, ses vêtements étaient retroussés jusqu'à la ceinture ; elle avait les membres nus. Je vis aussi M. Lount auprès d'elle. Son pantalon était à moitié rabattu; il se relevait de par terre. Il tenait son pantalon d'une main, et offrait l'autre main à madame Martin pour l'aider à se relever. Le corsage de madame Martin était

dégraffé. Je m'éloignai de la porte sans faire de bruit, pour qu'ils ne m'entendissent point de M. Lount avait coutume d'appeler madame Martin Zoé. Madame Martin me montra un jour une petite botte d'or qu'elle avait reçue, me dit-elle, le jour anniversaire de sa naissance. SeganiH ana peine. "Sophia," lai disje "c'est une chose terrible." - Oui," fit-cile.

Jo lu2781 ism 02, ibnul son mari ; elle la lut et deviat toute rougo. Après avoir lu la lettre.

Frances Bayley, témoin du pétitionnaire, après avoir prêté serment, fait la déposition suivante : J'ai rendu témoignage, dans la session de 1870, devant un comité du Sénatou auquel avait été renvoyé un bill semblable à celui qui a été renvoyé à ce comité-ci. " Je viens al d'entendre la lecture de la minute de la déposition que je fis alors, les 9me et 11me jours que d'avril 1870, et je déclare l'affirmer de nouveau intégralement, et j'ajoute que madame Martin me montra, un jour, un médaillon, un bijou figurant une botte, et une bague, qui lui avaient été donnés, me dit-elle, par M. Lount. Elle portait le médaillon, attaché à un cordon de me velours, sous ses vêtements ; elle me dit qu'il renfermait des cheveux de M. Lounts Mols Martin, tout d'abord, ne voulut pas laisser madame Martin aller à Barrie; elle se fâcha et m fut deux jours sans lui parler; elle disait que si elle ne pouvait pas aller à Barrie par des moyens honnêtes, elle irait par de mauvais moyens. Mde Martin m'a dit qu'elle avait été de chez M. Cotter chez M. Lount, en l'absence de M. Lount, et avait fait un somme dans la chambre de celui-ci, pendant le jour. M. Lount était entré comme elle était endormie, et elle avait eu peur. Après son retour à Barrie, elle dit qu'elle ne serait plus jamais heude de de la come fount pour cause d'adultère avec ma femme.

# Lount est la personne denominée dans ma pétition. Il y a en un jugement inscrit sur ce verdiet, et le montant XALYAG ESANCAF A BUL MOITISOPAR ALAG AIPA PLA CONTRACTE CONTRACTE

Samedi, 9 avril 1870.

Frances Bayley, après avoir fait serment, dit :- Je connais M. et Mde Martin ; j'ai demeuré avec eux, en qualité de servante, à Cayuga. J'entrai à leur service le 2 mai 1867 et j'y restai jusqu'au 27 mars 1868. Pendant mon séjour chez eux, Mde Martin s'absentait tres souvent. Elle passait deux ou trois semaines à la maison, puis s'absentait deux ou s trois semaines. Elle allait se promener à Dunnville, à Hamilton et à Barrie. Elle me dit qu'elle avait été à Dunnville faire visite à un Dr. McLaughlin, qui était, me dit-elle, un rede iv ses cavaliers, et qu'elle avait été le consulter sur un cancer qu'elle pensait avoir au visage eq La première fois qu'elle alla à Barrie, lersque je demeurais avec elle, ce fut en septembre 1867: le Dr. McLaughlin devait l'avoir accompagnée, elle me le dit ; elle me dit que M. sb Martin n'en savait rien. Le matin de la veille de son départ pour Barrie, je vis dans son petit sac une lettre, adressée au Dr. Alexander McLaughlin, Dunville, et elle me dit qu'elle so allait à Hamilton pour la jeter à la poste, parce qu'elle craignait que, si elle la mettait à dans poste de Cayuga, son mari n'en eût connaissance. Après son retour de Barrie, madamens Martin entretint une correspondance avec M. William Lount, de Barrie: Je n'ail jamais m vu ce monsieur, mais j'ai vu sa photographie, que Mde Martin me montra, un jour, en me disant que c'était le portrait de M. Lount, membre du parlement ; c'est la photographie qui l m'est représentée en ce moment, Mde Martin attendait une lettre de M. William Lount, et, afin de tromper son mari, comme elle le dit, elle s'était au paravant écrit à elle-même une lettre, qu'elle prétendit avgir reque de mademoiselle Eliza Lount; j'avais vu la lettre, et j'avais vu l madame Martin l'écrire ; (après l'avoir écrite, elle me l'avait lue ve Elle la montra à M. Mar-leo tin, qui sit la remarque que l'écriture en était un peu lâche. Elle me dit qu'elle avait l'in l' entien d'entretenir une correspondance avec M. William Lount. J'ai été, un jour, porter à !! la poste, à Mount-Healy, situé à trois milles de Cayuga, une lettre qu'elle dit avoir écrite la 19 M. Lount en réponse à une lettre qu'elle avait eue de lui ; d'elle était adressée à off William L Lount, Esq. M. P. P., Barrie, County of Simcoe," J'avais été porter cette lettre à la poste de Mount Healy, pour que M. Martin ne pût pas avoir nouvelle de son envoi par le maître de poste de Cayuga. Madame Martin me dit qu'elle marquait à M. Lount de ne pas ré-sol pondre à sa lettre ; mais s'il la recevait de lui envoyer un journal a Mde Martin recut le sol Barrie Courrier, M. Martin demanda qui le lui avait expédié, et madame Martin répondit et que c'était Mde D. Hamilton : Elle m'a dit qu'elle avait répondu cela à M. Martin, mais que le journal venait de M. Lount. Ce fut un dimanche, le 27 octobre 1867, que j'allai porter la lettre à la poste, à Mount Healy Mde Martin écrivit à M. Lount, à Barrie, une seconde lettre, qui fut jetée à la poste à Indiana, à deux milles de Cayuga, pour la même raison que j'ai déjà dounée. Mde Martin, après sa promenade à Barrie, me dit qu'elle s'y était magnifiquement amusée avec M. Lount, et qu'elle ne savait comment s'y prendre pour y retourner. Elle alla une seconde fois à Barrie en prétextant qu'elle avait appris de Mde Hamilton qu'il y avait là une femme qui guérissait les cancers. A son retour, il y eut une nouvelle correspondance entre eux; elle me demanda, de permettre à M. Lount de m'adresser ses lettres de cette manière: "Fanny Bayley, at the Cayuga Post Office"; j'y consentis. Elle cerivit à M. Lount la première ; je ne portai point à la poste de lettres à l'adresse de M. Lount ; celles que j'y portai étaient adressées à M. Charles Summerfell. Elle me dit que c'était là un nom supposé, sous lequel elle et M. Lount étaient convenus ensemble qu'il recevrait les lettres. Cette correspondance a duré jusqu'à ce que j'aie quitté le service de Mde Martin. les lettres, venaient adressées à mon nom, Fanny Bayley; il en est venu beaucoup. Je les remettais à Mde Martin; elle me disait qu'elles venaient de M. Lount. Je sais, pour avoir vu les lettres qu'elles étaient signées "Honey Bird." Les lettres qui me sont représentées en ce moment, numérotées de 1 à 15, sont celles là. J'ai vu les enveloppes, marquées B. C. et D., qui me sont maintenant exhibées, dans le tiroir de Mde Martin; elle me dit qu'elles lui avaient été données par M. Lount, qui y avait mis la suscription. Les lettres que j'allais porter à la poste étaient renfermées dans des enveloppes de cette couleur et étaient adressées de cette façon. Plus d'une fois, Mde Martin est sortie en laissant sur la table de ces lettres qui viennent de m'être représentées ; je les serrais. Un jour j'en pris un paquet dans ma main ; Mde Martin me dit qu'il y en avait treize dedans. Elles étaient entourées d'une bande élastique. Il y avait aussi parmi, la photographie qui m'a été représentée. En une certaine occasion, que M. Lount devait venir faire une promenade chez M. Martin, à Cayuga, c'était à la fin de février ou au commencement de mars 1868, Mde Martin me dit qu'elle espérait avoir une autre nuit de bonheur avec lui. Elle comptait que son mari serait absent, lorsque cette visite fut concertée. Je connais l'écriture de Mde Martin : les trois lettres qui me sont représentées en ce moment sont de sa main ; les enveloppes qui me sont représentées, ont été adressées par elle-même à Madame Martin. Les lettres sont numérotées 16, 17 et 18, et les enveloppes 19 et 20.

Contre-interrogée par M. Ross, le 11 avril 1870:—Je demeure à Cayuga avec mon père. J'ai toujours demeuré avec lui depuis que j'ai quitté le service de Mde Martin, le 27 mars 1868. M. Martin grondait souvent Mde Martin sur sa paresse; il l'appelait paresseuse et salope, et lui reprochait de ne pas avoir soin de sa maison. Ma sœur avait quitté le service de Mde Martin du matin, à six heures, le 20 mai 1867, le jour que j'y entrai moi-même à midi. Ma sœur y vint souvent après, du temps que j'y étais; elle était en bonne intelligence avec Mde Martin. La première fois que Mde Martin me fit des confidences au sujet de M. Lount, ce fut au retour de son premier voyage à Barrie. Elle s'était déjà confiée à moi auparavant au sujet du Dr. McLaughlin. Ce n'est qu'après le départ de Mde Martin et la découverte des lettres, que j'ai rompu le secret des confidences que Mde Martin m'avait faites. Je le dis alors à mon père et à ma mère. Je retirais les lettres qui m'étaient adressées poste restante, et les remettais à Mde Martin sans les décacheter. J'ai brûlé quelquesunes des enveloppes, et Mde Martin en a brûlé d'autres. Je n'ai jamais eu de commerce charnel avec M. Martin. J'ai eu un enfant; Andrew Gorman en était le père, et il vit dans une maison à lui à Tuscarora.

researdme'l ne tierme elle up FANNY BAYLEY.

Sarah Jane Bayley, témoin du pétitionnaire, après avoir prêté serment, a fait cette déposition:—J'ai rendu témoignage, pendant la session de 1870, devant un comité du Sénat, auquel avait été renvoyé un bilt semblable à celui qui a été renvoyé à ce comité-ci. Je viens d'entendre la lecture de la minute de la déposition que je fis alors, sous la date du 21 avril 1870, et je déclare affirmer de nouveau cette déposition intégralement, et j'ajoute que Alde Martin me montra aussi une petite hotte d'or. Made Martin portait la bague dont j'ai parlé, tournée de façon à avoir l'air d'un anneau d'or uni. Dans cette bague étaient enchâssées des pierres

blanches, et elle tenait ces pierres en dedans de sa main. Mde Martin me dit tenir de M. Lount la petite botte d'or. J'étais chez M. et Mde Martin, lorsque Mde Martin quitta la

SARAH JANE BAYLEY.

#### COPIE DE LA DÉPOSITION LUE A SARAH JANE BAYLY.

Jeudi, 21 avril 1870.

Sarah Jane Bayley, après avoir fait serment, dit :- Je me nomme Sarah Bayley. J'ai été au service de Mde Martin en qualité de fille de chambre. Mde Martin me dit un jour qu'elle avait une cerrespondance avec M. Lount; elle me fit voir quelques présents qu'ell avait reçue de M. Lount. L'un de ces présents était un médaillon dans lequel étaient enfermé des cheveux, qu'elle me dit être de ses cheveux à lui ; elle portait ce médaillon sous ses vêtements. Elle me dit qu'elle lui avait fait don d'un anneau, dans lequel il y avait une petite tresse de ses cheveux. J'ai demeuré avec M. et Mde Martin en différents temps depuis 1864. Il était toujours très-bon pour elle.

Contre-interrogée: Je quittai la maison en mai 1867. Madame Martin et moi, nous avions eu querelle ensemble : elle ne m'avait pas renvoyée. Je ne l'avertis pas que je m'en allais. Ce fut la veille du dimanche, 19 mai, que nous eûmes cette querelle; elle me reprochait d'être rentrée trop tard. Le matin, elle parla à M. Martin, et je surpris leur conversation par hasard. J'avais été dans la chambre de M. Martin, et elle dit que je ne m'y étais pas présentée convenablement habillée ; je n'avais ni souliers ni bas. M. Duff, clerc de M. Martin, était alors dans la maison; il y pensionnait; sa chambre était sur le même étage que celle de M. Martin. Je retournai à la maison le 6 mai 1868, à la demande de madame Martin; elle y resta jusqu'au 14, et elle me dit que, pendant ce temps-là, M. Martin et elle occupaient la nuit des chambres réparées. J'avais toujours deux lits à faire le matin. n'étais pas au lit avec M. Martin, le matin du 20 mai, et je n'ai pas tiré les couvertures pardessus ma tête.

#### SARAH JANE BAYLEY.

Hannah Cotter, l'un des témoins du pétitionnaire, assermentée et interrogée a déporé comme suit : Je suis la femme de James R. Cotter, écuier, avocat ; je demeure avoc lui à Barrie. Je connais madame Martin, femme de John Robert Martin, de Cayuga; la photographie qui m'est présentée, marquée E, est un portrait du madame John R. Martin, la photographie qui m'est présentée marquée A, est un portrait de M. William Lount, avocat, de Barrie, que je connais. Je suis sœur de M. William Lount. Je crois que l'écriture des lettres qui me sont présentées, marquées Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15, est celle de mon frère, M. William Lount. Madame Martin m'a fait visite une fois à Barrie; c'était en 1867, je crois, mais je n'en suis pas sûre; c'était avant la visite qu'elle fit chez madame Dr. Hamilton à Barrie. Elle a fait la connaissance de M. William Lount chez moi. Peu de temps après l'arrivée de madame Martin, nous allâmes faire une partie de plaisir au lac Sparrow. Il n'a rien transpiré là à ma connaissance ; il n'a rien été dit au sujet d'une paire de gants. Je n'ai pas refusé de recevoir madame Martin une seconde fois chez moi, mais je partais alors. J'ai entendu madame Martin dire chez moi qu'elle avait presque gagné une paire de gants avec M. William Lount. J'ai compris par là qu'elle l'avait trouvé endormi et qu'elle aurait pu l'embrasser.

Par un membre du comité: Je connais Jane Hill. Son caractère moral n'est pas trèsbon. Je ne puis rien dire de sa véracité. Je connais la maison du Dr. Hamilton à Barrie. Jane Hill s'est querellée avec ma belle-sœur, madame George Lount, qui l'a traduite devant la cour de police. La chambre à coucher du Dr. Hamilton et de madame Hamilton était ordinairement à côté du salon suc le même étage; la maison comprend un basement, un

étage et des mansardes.

Par un autre membre: Je connais le Dr. Hamilton et madame Hamilton. Ce sont des gens respectables.

Par le conseil du pétitionnaire Je ne sais pas quelles chambres de la maison du Dr. Hamilton étaient occupées par madame Martin ou par le Dr. Hamilton et madame Hamilton pendant la visite de madame Martin chez le docteur, car je ne suis pas allée là pendant son séjour. C'est pour avoir refusé de faire son ouvrage que Jane Hill a été traduite devant la cour de police. C'est seulement sur la rumeur et non sur ce que je connais, que je me fonde pour dire que son caractère moral n'est pas bon. Jane Hill a un mauvais caractère depuis des années—depuis que je la connais.

MADAME J. R. COTTER

Joseph Bedford Johnson, témoin du pétitionnaire, assermenté et interrogé, a déposé comme suit: Je suis huissier et constable. Je réside à Barrie. Je connais William Lount de Barrie, avocat. Je lui ai signifié le subpœna qui m'est maintenant représenté, marqué A, le 9e jour de mai courant en lui en remettant une copie conforme. Le même jour, j'ai signifié au Dr. Hamilton, de Barrie, le subpœna qui m'est maintenant représenté, marqué B, en lui en remettant une copie conforme. Je ne l'ai point signifié à Mde Hamilton parce que le docteur m'a dit qu'elle était malade au lit. Je connais Jane Hill. Elle a un bon caractère à Barrie.

J. B. Johnson.

SÉNAT, Canada.

SUBPENA MARQUÉ A, représenté au témoin Joseph Bedford Johnson, lors de son interrogatoire:

A William Lount, de la ville de Barrie, comté de Simcoe, province d'Ontario, avocat.

Attendu qu'il a été présenté au Sénat du Canada, un bill intitulé: "Acte pour faire droit à John Robert Martin," dans le préambule duquel il est allégué que lui le dit John Robert Martin a été légitimement marié avec Sophia Stinson; que la dite Sophia Stinson autrement dite Sophia Martin, a commis l'adultère avec un nommé William Lount; que le dit John Robert Martin, depuis la découverte du dit adultère, a refusé de cohabiter avec sa dite femme et a vécu séparé d'elle; que la dite Sophia Stinson autrement dite Sophia Martin, après la découverte du dit adultère, a quitté le Canada et a depuis résidé aux Etats-Unis d'Amérique; que le dit John Robert Martin a depuis obtenu un jugement contre le dit William Lount, pour l'adultère ci-dessus mentionné, et l'a contraint d'en payer le montant avec dépens ; attendu que le dit bill a été lu la première fois, et que le Sénat, après cette première lecture, a ordonné que le dit bill sera lu la seconde fois jeudi, le seizième jour de mai courant, et que le dit John Robert Martin sera entendu par conseil lors de cette seconde lecture, pour établir la vérité des allégations du dit bill ; et attendu qu'il m'a été demontré que vous et chacun de vous pourrez vraisemblablement donner un témoignagne important en faveur du dit John Robert Martin, pétitionnaire dénommé au dit bill, relativement à quelques unes des matières et choses énoncées dans sa pétition et dans le préambule du dit bill ; ces présentes sont pour vous requérir et vous commander à vous et à chacun de vous, d'être et de comparaître devant le Sénat du Canada, en la Salle du Sénat, dans la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, ou devant tout comité auquel le Sénat renverra le dit bill, jeudi le seizième jour de mai courant, à trois heures de l'après-midi de ce jour, et ainsi de jour en jour jusqu'à ce que toute l'enquête au sujet du dit bill soit prise, terminée et conclue, pour rendre témoignage de ce que vous et chacun de vous savez sur les matières alléguées dans le dit bill ;-et aussi d'apporter avec vous et de produire aux temps et lieu susdits toutes lettres, télégrammes et écrits que vous avez reçus de la dite Sophia Stinson, autrement dite Sophia Martin, qu'ils soient signés par elle de son propre nom ou signés Zoé Trowbridge, ou non signés, et à vous adressés à votre propre nom ou sous le nom de Charles Sommerfell ou autrement, entre le premier jour de juin A. D. 1867 et le jour auquel vous sera signifiée copie de la présente assignation, et aussi toutes lettres, télégrammes et écrits en votre possession, garde ou sous votre contrôle, en la possession et garde ou sous le contrôle de quelque personne pour vous, écrits ou envoyés par la dite Sophia Stinson, autrement dite

Sophia Martin, à qui que ce soit entre les jours susdits ; et toutes images, phothographies, médaillons, bagues, bijoux et présents reçus par vous de la dite Sophia Stinson, autrement dite Sophia Martin, entre les dits jours; ce que vous n'omettrez aucunement, à votre péril. péril.

Donné sous mon seing et sceau, ce 4eme jour de mai, A. D., 1872.

cour de Konchon, near sur la rumeur [Sena] ur ce que le counsis, que je me fonde pour de president du Sénat. Odne Hill a un manyais equactère depuis

SÉNAT. Canada.

Je, Joseph Bedford Johnson, de la ville de Barrie, comté de Simcoe, province d'Ontario,

constable, fais serment et dis ce qui suit :-

Jeudi, le neuvième jour de mai courant, j'ai signifié au témoin Wiliam Lount en personne, en la dite ville de Barrie, une copie conforme de l'assignation ci-dessus, et lui ai lors de la dite signification exhibé l'assignation originale et montré le sceau du président y attaché et la signature du président, et lui ai remis en même temps la somme vingt-cinq plastres pour ses frais de voyage.

Assermenté devant moi en la dite ville de Barrie, le 9me jour de mai,

A. D., 1872.

# HOS ob stol ... noglid ... Com. in B. R., Comté d'H. A HUNRAM ANDTHUS

Subpœna marqué B, représenté au témoin Joseph Bedford Johnson, lors de son interrogatoire.

Sachez tous que moi, Réné Kimber, de la cité d'Ottawa, écuier, gentilhomme huissier de la verge noire du Canada, j'autorise et délègue Joseph Bedford Johnson, de la ville de Barrie, province d'Ontario, constable, comme mon député, pour signifier des assignations sous le seing et sceau du président du Sénat à certains témoins requis de comparaître en la cité d'Ottawa devant le Sénat ou un comité d'icelui, pour rendre témoignage dans l'affaire de l'Acte d'Ottawa devant le Senat ou un comite a iceiai, pour renare cellogation de l'appour faire droit à John Robert Martin, sub un arravage de la singer miraile subject de mai 1872. Lup a président de la serve de la serve miraile de la serve de la serv

contre le TANà Svilliam Lount, pour l'adultère, ci-dessus mentionné, et l'a contraint Canada. Canada e montant avec dépens ; attendu que le dit bill a été lu la première fois, et que le

A William Lount, de la ville de Barrie, comté de Simcoe, province d'Ontario, avocat; George Lount, du même lieu, régistrateur de comté, et dame Mary Lount, son épouse; Eliza Lount, du même lieu, fille majeure; Alexander Hamilton, du même lieu, docteur en médecine, et Catherine Hamilton, son épouse; James R. Cotter, du même lieu, avocat, et Hannah Cotter, son épouse ; Richard Martin, de la cité de Hamilton, avocat, et Elizabeth Martin, son épouse.

Robert A. Harrison, de la cité de Toronto, avocat; Daniel McMichael, du même lieu, avocat; Neil McMillan, du même lieu, épicier, et Mary McMillan, son épouse: Fanny, Bayley, du village de Cayuga, fille majeure, et Sarah Bayley du même lieu, fille majeure;

Jane Hill, de la ville de Barrie, comté de Simcoe, fille majeure.

Attendu qu'il a été présenté au Sénat du Canada, un bill intitulé: "Acte pour faire droit à John Robert Martin," dans le préambule duquel il est allégué que lui le dit John Robert Martin a été légitimement marié avec Sondia. Robert Martin a été légitimement marié avec Sophia Stinson, que la dite Sophia Stinson, autrement dit Sophia Martin, a commis l'adultère avec un nommé William Lount; que le dit John Robert Martin, depuis la découverte du dit adultère, a refusé de cohabiter avec sa dite femme et a vécu séparé d'elle ; que la dite Sophia Stinson, autrement dite Sophia Martin, après la découverte du dit adultère, a quitté le Canada et a depuis résidé aux Etats-Unis d'Amérique ; que le dit John Robert Martin a depuis obtenu un jugement contre le dit William Lount pour l'adultère ci-dessus mentionné, et l'a contraint d'en payer

le montant avec dépens; attendu que le dit bill a été lu la première fois, et que le Sénat, après cette première lecture, a ordonné que le dit bill sera lu la seconde fois jeudi, le seizième jour de mai courant, et que le dit John Robert Martin sera entendu par conseil, lors de cette seconde lecture, pour établir la vérité des allégations du dit bill; et attendu qu'il m'a été démontré que vous et chacun de vous pourrez vraisemblablement donner un témoignage important en faveur du dit John Robert Martin, pétitionnaire dérommé au dit bill, relativement à quelques unes des matières et choses énoncées dans sa pétition et dans le préambule du dit bill; ces présentes sont pour vous requérir et vous commander à vous et à chacun de vous, d'être et de comparaître devant le Senat du Canada, en la Salle du Senat, dans la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, ou devant tout comité auquel le Sénat renverra le dit bill, jeudi le seizième jour de mai courant, à trois heures de l'après-midi de ce jour, et ainsi de jour en jour jusqu'à ce que toute l'enquête au sujet du dit bill soit prise, terminée et conclue, pour rendre témoignage de ce que vous et chacun de vous savez sur les matières alléguées dans le dit bill, ce que vous n'omettrez aucunement, à votre péril. Donné sous mon seing et sceau ce 2e jour de mai, A. D., 1872.

jour de Nost, 1867, nonval inquestem Lount. Il a l'habitude de venir chez moi, et ses visites

out ete bien plus inquentes qu'à l'ordinaire tout le temps que Mde Martin a passé chez moi: le non-tand ub trabisère vint tel que je décidié d'an mais de Martin a passé chez moi:

que je décidai d'en parler à Mde Martin. Je lui reprochai Alexander Hamilton, témoin du pétitionnaire, assermenté et interrogé, dépose comme il suit : Je réside à Barrie, et je suis docteur en médecine. J'ai été enteudu, comme témoin du pétitionnaire, devant le comité spécial auquel avait été renvoyé le bill pour faire droit à John Robert Martin, pendant la session de 1870. Après la lecture qui m'est faite présentément du témoignage que j'ai donné en cette occasion, j'affirme de nouveau la vérité de tout ce qu'il contient; et j'ajoute de plus que je me suis entretenu avec William Lount du même sujet, vers le temps où j'en ai parlé à M. Martin, ainsi qu'il est dit dans ma déposition. Je puis lui avoir parlé deux ou trois fois. L'entrée de ma maison fut ensuite refusée à Mde Martin; nous n'avions pas approuvé sa conduite, pendant le séjour qu'elle y avait fait précédemment. Lount avait l'habitude de venir la visiter chez moi, et sur la remarque que je lui fis qu'il flirtait avec elle, il me promit qu'il n'agirait plus de la sorte. Croyant qu'elle ne venait ainsi chez moi que pour se rencontrer avec lui, je donnai ordre de refuser l'entrée de ma maison à Mde Martin. Lors de la visite de Mde Martin chez moi, nous avions une servante, du nom de Jane Hill. J'ai vu celle-ci depuis que je suis à Ottawa. C'est après avoir aperçu Mde Martin chez Betz que je refusai de la recevoir. Je n'ai jamais entendu mettre en doute la véracité de cette fille, je l'ai tonjours tenu pour véridique; je n'ai jamais rien appris contre sa moralité, je l'ai connue depuis les quatre ou cinq années dernières; elle vécut avec nous environ six mois, c'était dans l'automne de 1866 ou 1867, au temps où Mde Martin s'y trouvait aussi ; elle est maintenant en service dans une maison fort respectable. Lorsque Mde Martin nous rendit visite, le salon se trouvait placé de telle manière que la servante pouvait voir s'il y avait de la lumière pendant la nuit lorsque de l'escalier de la cuisine elle passait dans le vestibule pour se rendre à sa chambre à coucher, si la porte du salon était ouverte ou entr'ouverte; la porte du salon sa se trouvait plus éloignée de l'escalier de la cuisine que le milieu de l'appartement; je crois que la porte ouvrait à l'intérieur et à droite ; il n'y avait pas de porte de communication entre ma chambre à coucher et le salon; M. Lount et Mde Martin peuvent avoir veille après que je m'étais retiré pour la nuit; cependant, je ne puis l'affirmer d'une manière positive, je m'absente assez souvent de ma maison. A ma connaissance, M. Lount et Mde Martin ne sortirent point en voiture tard dans la soirée; M. Lount peut être resté après ma sortie du salon pour me mettre au lit, mais je ne puis me rappeler cela. En réponse à un membre : Je ne soupconnais rien d'inconvenant dans les relations de M. Lount et de Mde Martin.

En réponse à un autre membre :-Il ne devait pas se trouver de lumière dans le vestibule, après que ma femme et moi nous nous fûmes retirés. La servante avait probablement une lumière à la main pour se rendre de la cuisine à sa chambre, pro l'é consuppendo no sesag ordinado

En réponse à un autre membre : La raison qui me fit parler à Mde Mortin était la lé gèreté que j'avais cru remarquer dans sa conduite; M. Lount avait l'habitude de venir dans ma maison, mais il y vint beaucoup plus fréquemment pendant la visite de Mde Martin.

Contre-interrogé par le conseil du pétitionnaire :- Je n'ai eu connaissance d'aucun accident arrivé à Mde Martin, pendant son séjour dans ma maison. J'ai lu le témoignage donné par Jane Hill devant le comité; j'ai été fort étonné de ce qu'il contenait, n'ayant jamais auparavant entendu parler de ce qu'elle mentionne; mon épouse était malade lorsque l'huissier est venu chez moi pour lui signifier, ainsi qu'à moi, l'ordre de comparaître devant le comité. et elle souffre encore trop actuellement pour pouvoir le faire.

ALEXANDER HAMILTON.

#### COPIE DE LA DÉPOSITION LUE A ALEXANDER HAMILTON.

8 avril 1870. Alexander Hamilton assermenté, dit :- Je réside à Barrie. Je suis médecin ; je connais Mde Martin, l'épouse du pétitionnaire. Elle se trouve alliée, par son mariage, à Mde Hamilton. Ce fut dans le mois de septembre 1867, je crois, que je vis pour la première fois Mde Martin à Barrie. Elle était en visite chez Mde Cotter. Elle y séjourna cinq ou six semaines. La seconde fois que je la vis à Barrie, ce fut en novembre 1867. Elle venait en visite chez moi. Il ne lui avait pas été fait d'invitation, elle est restée cinq ou six semaines, jusqu'au jour de Noël, 1867. Je connais William Lount. Il a l'habitude de venir chez moi, et ses visites ont été bien plus fréquentes qu'à l'ordinaire tout le temps que Mde Martin a passé chez moi: le nombre de ces visites devint tel, que je décidai d'en parler à Mde Martin. Je lui reprochai combien elle était peu sage de permettre à M. Lount de lui porter tant d'attentions. Elle rit, et me dit qu'elle pouvait se protéger elle-même. Je la vis ensuite à l'auberge Betz, près de l'Union Station, Toronto le 24 mai 1869. Je fus appelé à Hamilton comme médecin, et dans mon voyage j'allai voir Mde Martin à la demande de ses amis. Elle me dit qu'elle était venue à Toronto pour y voir William Lount. Je l'engageai fortement à retourner vers ses amis, elle me répondit qu'elle n'en ferait rien avant de l'avoir vu. Ce fut dans une chambre à coucher que je vis Mde Martin. Je vis là un petit livret; elle me dit qu'il appartenait à un Mr. de ses amis. Je connais l'écriture de William Lount. Je crois que les lettres qu'on me présente sont écrites de sa main.

Contre-interrogé par M. Ross:-Mde Martin est une personne très gaie ; elle chante

bien et est bonne musicienne; sa société est donc fort recherchée.

ALEXANDER HAMILTON.

L'honorable M. Dickey a proposé, secondé par l'honorable M. Botsford,

Que les dits rapport, dépositions et papiers soient imprimés, et pris en considération par la Chambre, en même temps que le bill, mardi prochain.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été, sur division, résolue dans l'affirmative.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, a repris le débat ajourné sur la motion de l'honorable M. Macpherson pour adopter certaines résolutions concernant le chemin de fer du Pacifique.

Après de nouveaux débats,

L'honorable M. Campbell a proposé en amendement, secondé par l'honorable M. Aikins, Qu'il soit résolu :

Qu'en vertu des pouvoirs conférés par le Parlement à sa dernière session, le Gouverneur-Général en conseil ayant accordé une charte-contrat à une compagnie pour construire le chemin de fer du Pacifique, laquelle charte-contrat est en pleine vigueur, il est inopportun, vu le commencement prochain des travaux du chemin, et l'obligation de garder la foi promise à la Colombie Britannique en ce qui concerne les conditions auxquelles cette province s'est unie au Canada, de délibérer sur les résolutions maintenant devant cette Chambre; et que la Chambre passe en conséquence à l'ordre du jour qui vient après les dites résolutions.

La question de concours étant mise sur la dite motion en amendement, la Chambre s'est

divisée, et les noms étant demandés, ils ont été pris comme suit :-

#### CONTENTS:

#### Les honorables Messieurs

Archibald, Armand, Benson, Botsford, Burnham, Campbell, Carrall, Chapais, Chauveau, (Président,)	Oickey, Dumouchel, Ferguson, Ferrier, Flint, Girard, Guévremont, Hamilton, (Inkerman),	Panet,	Price, Read, Robertson, Ryan, Shaw, Skead, Smith, Sutherland, Vidal, Wark, Wilson.—44.
Chinic,	Kenny, Sir Lawara,	16119,	

#### NON-CONTENTS:

#### Les Honorables Messieurs

Bureau,	Cormier,	Locke,	Malhiot,
Chaffers,	Dickson,	McMaster,	Reesor,
Christie.	Letellier de St. Just,	Macpherson,	Simpson.—13.
Unristite,			

Ainsi la question a été résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Letellier de St. Just a alors proposé, secondé par l'honorable M. Christie, Que la Chambre s'ajourne maintenant.

Après débats, La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été résolue dans l'affirma

tive, et L'honorable président a déclaré la Chambre continuée à lundi prochain à trois heures de l'après-midi.

### Lundi, 21 Avril 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions.

## AVIS DE MOTIONS.

Pour Lundi, le 21 avril 1873.

Question par l'honorable M. Wilmot:

1873

17 avril.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de soumettre au Parlement pendant la présente session une loi pour la continuation des lois actuelles sur la faillite?

18 " Par l'honorable M. Reesor.

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général priant Son Excellence de vouloir bien faire transmettre à cette Chambre copie des procurations dont étaient fondés J. A. McDonald, J. J. C. Abbott, H. N. Natham, fils, et D. et M. N. Smith, au nom de F. Cumberland, D. McInnis, J. B. Beandry, fils, J. S. Helmcken, et Andrew McDermot, pour signer une certaine convention au sujet du chemin de fer du Pacifique du Canada, en date du 31 janvier dernier, et aussi pour souscrire des actions le mâme jour afin de former une compagnie devant entreprendre la construction du dit chemin de fer.

es Par l'honorable M. Christie.

Qu'il soit nommé un comité pour prendre en considération tous les faits qui se rattachent au contrat du chemin de fer canadien du Pacifique adjugé à Sir Hugh Allan et ses associés, et qui se sont produits avant et après la signature de ce contrat, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, pièces et documents.

# ORDRES DU JOUR.

# Pour Lundi, 21 Avril 1873.

	73.	
111	7 avril	-Seconde lecture (Bill H). Prison Centrale pour la Province d'Ontario.—(Hon. M. Campbell.)
2		Seconde lecture (Bill I). Aubains dans la Colombie Britannique et le Manitoba.—(Hon. M. Campbell.)
3	"	Prise en considération du deuxième rapport du comité conjoint des impressions.—(Hon. M. Simpson.)
4		Prise en considération du troisième rapport du comité conjoint des impressions.—(Hon. M. Simpson.)
5	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes). Gardiens de port de Montréal et Québec.—(Hon. M. Aikins.)
6	,,	Second lecture, (Bill de la Chambre des Communes). Inéligibilité à la Chambre des Communes des membres des législatures provinciales.—(Hon. M. Letellier de St. Just.)
7	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes). Incorporation de la Banque des Trois-Rivières.—(Hon. M. Ferrier.)
8	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes). Compagnie d'amélioration maritime.—(Hon. M. Botsford.)
9	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes). Chambre de Commerce de la Puissance.—(Hon. M. Ferrier.)
10	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes). Amendement de l'acte de la Compagnie d'assurance contre l'incendie pour les bâtements isolés.—(Hon. M. McMaster.)
1	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes). Compagnie de garantie du Canada.—(Hon. M. Ferrier.)

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

No. 23.

Vendredi, 18 Avril 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SEANCES DU SENAT.

TIAWA:

Imprimés par I. B. Taylor, 29, 31 et 33, Rue Rideau 1873.

# PROCÈS-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

## DU CANADA.

# Lundi, 21 Avril, 1873.

Les membres présents étaient:

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Christie,	Kenny,	Panet,
Archibald,	Cochrane,	Lacoste,	Perry,
Armand,	Cormier,	Letellier de St. Just,	Price,
Benson,	Dickey,	Locke,	Read,
Blake,	Dickson,	Macdonald,	Reasor,
Botsford,	Dumouchel,	Macfarlane,	Shaw,
Bourinot,	Ferguscn,	Macpherson,	Simpson
Bureau,	Ferrier,	Malhiot,	Skead,
Burnham,	Flint,	McClelan,	Smith,
Campbell,	Girard,	McDonald,	Sutherland,
Carrall,	Guévremont,	McLelan,	Vidal,
Chaffers,	Hamilton, (Inkerman)	Muirhead,	Wark,
Chapais,	Holmes,	Northup,	Wilmot]
Chinic,	Kaulback,	Olivier,	Wilson,

PRIÈRES :

Les pétitions suivantes ont été presentées et déposées sur la table.

Par l'honorable M. Christie, de Richard Blain et autres, de la ville de Galt, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Skead, du réverend J. Broadhouse et autres, du village de Bearbrook de Archibald Andrews et autres, du township de Nepean; de Robert Leitch et autres, du townships de Horton; d'Edward Watson et autres, du dit township de Nepean; de Robert Hopkins et autres, du township de Gloucester; d'Edward Duncan et autres, du dit township de Gloucester; de T. G. Snelsinger, M.P.P., et autres, du township de Cornwall; d'Edwin Munro et autres, du township de Roxborough; de Jonah Cauthar et autres, de Lunenburg; de E. N. Shaver et autres, du township de Roxborough; du révérend N. Paterson et autres, du township de Charlottenburgh; du révérend W. Ross et autres, du township de Lochiel; de John R. Hughes et autres, du township de Plantagenet Nord; de Peter Nicholson et autres, de Bruce Mines; de la chambre de commerce d'Ottawa et de B. Batson et autres, de la cité d'Ottawa, tous dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Blake, de D. C. Honsberger et autres, de South Cayuga; d'Isaac Horning et autres, de la ville de Simcoe; de James Wilson et autres, du township de Townsend, dans le comté de Norfolk; de D. C. Phillips et autres, des townships de Rainham et Walpole, dans le comté de Haldimand; de James A. Ivey et autres, du dit township de Walpole; de John W. Mincke et autres, aussi de Walpole; de Malcolm McKenzie et autres, du township de Townsend; d'Edward Johnson et autres, du township de Charlotteville; de Frederick Ball, de D. C. Brady, du township de Houghton; de John Hicks et autres, du township de Middleton et Windham; de Nicholas Snow, de John Armour et autres, du township de Windham; de A. C. Bucke et autres, du village de Caledonia; de W. H. Carter et autres, du township de Woodhouse; d'Andrew Williamson, Jr., et autres, du township de Seneca; de James McLean et autres, du comté de Norfolk; et de Jno. K. Serm et autres, du township d'Oneida, tous de la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Flint, de George B. Tindle et autres, de P. W. Moore et autres, dutownship de Smith; de Geo. McIlmox et autres, de P. Fagney et autres, du village de Lakefield; de W. H. Stevenson et autres, du township d'Asphodel; de Thomas Choat et autres, du township de Dummer; de John L. Bull et autres, de la forêt de Bangor et de Radcliff; de Jenny Ward Bird et autres, du township de Sidney; de Thomas Warren et autres, du village de Marmora; de Daniel Guiles et autres, de Trenton; du révérend A. B. Hames et autres, du township de Marmora; et de Joseph Green et autres du village de Stirling, tous dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Cochrane du barreau de la province de Québec, section du district de St. François.

Par l'honorable M. Dickey, de la compagnie de télégraphe électrique de la Nouvelle-Ecosse, et de la compagnie de télégraphe de l'Union de l'Ouest,

Par l'honorable M. Benson; de Thomas Nicholson Gibbs, M. P. et autres du village d'Oshawa, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Hamilton (Inkerman) du conseil municipal du township d'Alfre l'et Lonqueuil.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont été lues.

De J. Hunt's et autres, du comté de Norfolk, du Très-Révérend Lord Evêque d'Ontario, et autres, du quartier St. George, dans la cité d'Ottawa de J. M. T. Hannum et autres, du quartier Wellington, dans la dite cité d'Ottawa de H. T. Watson et autres, du quartier By, dans la dite cité d'Ottawa;

De John Parker et autres, du village de Dunbarton; d'Ach. Knight et autres, du village de Renfrew; du conseil municipal du comté de Renfrew; de Thomas Fairbairn et autres, du township de Culross, dans le comté de Bruce: de Samuel Platt et autres, de la ville de Goderick; de William Rae et autres, du township de Winchester; dans le comté de ville de Goderick; de William Rae et autres, du township de Winchester; dans le comté de Dundas, province d'Ontario; de l'assemblée législative de la province d'Ontario. réunie en parlement; et du Révérénd Ghas Olivier Garon, vicaire-général et autres, de la cité de Trois-Rivières, province de Québec, demandant séparément qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente de boissons suivantes, comme breuvage, dans la Puissance du Canada.

De la chambre de commerce de la cité de Toronto, et de la chambre de commerce de la cité de Kingston, province d'Ontario, demandant séparément que l'acte de la faillite de 1869, avec ses amendements soit continué;

De Charles Platt Treadwell, shérif des comtés-unis de Prescott et Russell (deux pétitions) demandant qu'il soit pris certaines mesures, indiquées dans la pétition, pour l'encouragement de la fabrication du fer et de l'acier dans toutes les provinces du Canada, et aussi qu'il soit nommé un comité devant lequel il recevra ordre de comparaître et de produire toute sa correspondance avec le gouvernement impérial et le gouvernement canadien sur le sujet de la construction du chemin de fer du Pacifique;

De William Angus et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de compagnie de fabrication de papier du Canada.

De MM. Hamilton, frères et autres, marchands faisant le commerce de bois, dans la province de Qnébec, demandant qu'il ne soit pas passé d'acte pour autoriser les commissaires du havre de la cité de Québec à prélever un droit de deux centins et demi par charge sur les chargements de bois équarri et autres bois, et un pareil droit par tonneau sur toutes les importations et exportations du dit port;

Du conseil municipal du villge de *Pembroke* et du conseil municipal du township de *Pembroke*, dans le comté de *Renfrew*, provînce d'*Ontario*; demandant que les travaux à faire pour améliorer la navigation de la rivière Ottawa entre le grand Calumet et le rapide des Joachims soient exécutés dans le chenal qui forme la ligne de division des provinces d'*Ontario* et de *Québec* et non dans le chenal de la Culbute, comme il est actuellement proposé.

De S. S. Macdonell et autres, de Windsor, province d'Ontario, demandant un acte d'incorporation sous le nom de compagnie de passage de Détroit et Windsor;

De A. M. Foster et autres, de la cité de Montréal demendant un acle d'incorpor. t'on sous le nom de Banque Centrale du Canada;

Du révérend Théophile Brassard et autres, de Vaudreuil, province de Québec, demandant que le canal projeté entre les Cascades et le Côteau Landing, sur la rive Nord du St. Laurent soit construit;

De la compagnie du chemin de La nilton et Milton demandan qu'il soit passé un acte, pour permettre à la dite compagnie, à la compagnie du Pont Des de dins, à la correction de

la ville de Dundas et à la compagnie du grand chemin de fer occidental, de passer une convention pour l'entretien de ponts sur le canal Desjardins.

De F. Vézina et autres, de la cité de Québec, demandant qu'il ne soit fait aucune modification à la constitution de la corporation des Commissaires du hâvre de Québec, et que les droits et priviléges des porteurs de bons de cette com nission soient sauvegardés.

De Olivier Robitaille et autres, président et directeurs de la Caisse d'économie Notre-Dame de Québec, demandant que dans les modifications proposées à la constitution de la commission du Havre de Québec, le nombre des directeurs à être nommés par les intéressés soit d'au moins cinq ; que les commissaires soient autorisés à payer avant tout les arrérages d'intérêt et les bons déjà échus, et à donner des garanties pour le paiement des intérêts et des bons à échoir.

Du Révérend J. B. A. Cousineau et autres, de Ste. Thérèse de Blainville, dans le comté de Terrebenne, Province de Québec, demandant qu'il soit imposé des droits protecteurs sur les produits agricoles et les objets manufacturies importes de l'étranger.

L'honorable M. Aikins a présenté à la Chambre le rapport annuel du département de la Marine et des Pêcheries pour l'année finissants le 30 juin 1872. Ordonné, qu'el soit déposé sur la table.

#### (Voir documents de la Session.)

L'honorable M. Dickson du comité des ordres permanents et des bills privés à présenté sen onzième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu et

Le dit rapport a été lu par le greffier comme suit ;

#### CHAMBRE DE COMITÉ,

21 avril 1873.

Le comité des ordres permanents et des bills privés a l'honneur de présenter son onzième

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et constaté qu'il en a été donné suffisant avis, savoir, les pétitions-de John Zimmermon et autres, de Toronto ; demandant un acte à l'effet d'incorporer la compagnie d'orfèvres du Canada; de la compagnie de steamers de Québec et des ports du golfe ; demandant un acte spécial d'incorporation ; de l'honorable John Young et autres, de la cité de Montréal ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de compagnie d'assurance du Canada; et de l'honorable Charles Wilson et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom " Le crédit foncier du

Le tout le spectueusement soumis,

WALTER H. DICKSON, Président.

L'hor orable M. Ferrier, du comité des banques du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte amendant l'acte pour incorporer la compagnie de placement de Montréal" a fait repport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec un amendement, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été alors lus

par le greffier, comme suit :

#### (Voir Journal.)

Les amenden ents étant lus une se unde fois, ils ont été agrés.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Botsford, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois demain.

L'honorable M. Bureau a présenté à la Chambre un bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie de Crédit Foncier du Canada."

Le dit bill a été alors lu la première fois.

Ordonné, que le dit bill soit lu une seconde fois mercredi prochain.

L'honorable M. Simpson du comité conjoint du Séant et de la Chambre des Communes nommé pour surveiller leur quatrième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu et

Le dit rapport a été lu par le greffier comme suit :-

#### CHAMBRE DE COMITÉ.

19 avril 1873.

Le comité conjoint des impressions a l'honneur de soumettre son quatrième rapport, lequel est comme suit :

Le comité recommande que les documents suivants soient imprimés, savoir :

M essage de S. E. le Gouverneur-Général transmettant un rapport des commissaires pour la construction du chemin de fer Intercolonial relatif aux réclamations des entrepreneurs primitifs des sections Nos. 1 à 7 de cette ligne;

Rapport annuel sur les affaires des Sauvages pour l'année expirant le 30 juin 1872;

Ríponse à une adresse demandant copie de toutes communications de la part des Sauvages et autres, à *Manitoba*, au sujet du mécontentement qui prévaut parmi les chefs, etc., avec qui on fait des traités à *Manitoba* et le territoire adjoint;

Réponse à une adresse—Pétitions priant Son Excellence de sanctionner la construction d'un canal sur la rive nord du St. Laurent, depuis les Cascades jusqu'à Côteau Landing (condensée);

Réponse à une adresse demandant un état indiquant les occasions où l'on a accordé des congés aux députés adjudants généraux, etc., depuis le 1er octobre 1868;

Réponse à une adresse demandant la correspondance entre le gouvernement de la Puissance et celui de Québec depuis le 10 jum 1872, et entre les dits gouvernements et l'honorable Jos. Noël Bossé, juge de la Cour Supérieure de Québec (pour distribution seulement);

Réponse à une adresse demandant la correspondance entre le gouvernement de la Puisance celui des Etats-Unis au sujet de la réciprocité de commerce entre les deux pays;

Réponse (en partie) à une adresse demandant les rapports du commissaire des terres, à Manitoba, touchant la vente des terres dans cette Province,—aussi, la lettre de résignation de M. Canavan, et la correspondance à cet égard, et celle à l'égard des plaintes portées contre l'administration du Bureau des Terres dans cette Province (les rapports mensuels ne devant pas être imprimés);

Réponse à une adresse demandant la correspondance entre le gouvernement de la Puissance et ceux d'Ontario et Québec au sujet de l'arbitrage à propos de la répartition des dettes entre ces deux Provinces, etc.;

Rapport annuel supplémentaire du Ministre des travaux publics, étant un rapport de Samuel Keefer, Ecr., I. C., sur le canal de la Baie Verte;

E at des allocations et gratifications en vertu de l'acte de pension des membres du service civil;

Réponse à une adresse demandant le rapport du commissaire chargé de s'enquérir sur l'état des cours d'eau navigables;

Réponse à une adresse demandant la correspondance entre le gouvernement et les officiers en loi de la couronne, en Angleterre, et le comité judiciaire du Consoil Privé, au sujet de l'Acte des Ecoles du Nouveau-Brunswick.

Réponse à une adresse demandant les documents, ète, relatif à la constitutionalité de l'acte relatif aux Ecoles Communes du Nouveau-Brunswick, passé par la Législature de cette Province en 1871.

Le comité recommande que les documents suivants ne soient pas imprimés, savoir; -

Réponse à une adresse demandant un état indiquant le nombre de Sauvages auxquels i la afété accordé des lettres patentes leur donnant un droit à vie sur les terres à eux accordées ;

Réponse à une adresse demandant la correspondance et tous autres documents relatifs à la poursuite intentée contre le Gouvernement, de son consentement, par l'imprimeur du Parlement et des départements;

Message du Gouverneur-Général au sujet de l'administration de la justice, etc., dans les Territoires du Nord-Ouest;

Réponse à une adresse demandant la correspondance relative à la violation prétendue des lois sur le revenu par la Compagnie du Grand Chemin de fer Occidental;

Etat indiquant le nombre d'hommes dans la Police de la Puissance, et le coût de leur paie et de leurs frais de voyages et autres.

Le tout respectueusement soumis.

J. Simpson.
Président.

Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. Reesor, il a été Ordonné, que le dit rapport soit pris en considération, mercredi prochain.

L'honorable M. Reesor a proposé, secondé par l'honorable M. Christie.

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouvérneur-Général priant
Son Excellence de vouloir bien faire transmettre à cette Chambre copie des procurations dont
étaient fondés J. A. McDonald, J. J. C. Abbott, H. N. Nuthan, fils, et D. et M. N. Smith,
au nom de F. Cumberland, D. McInnis, J. B. Beaudry, fils, J. S. Helmcken, et Andrew
McDermot, pour signer une certaine convention au sujet du chemin de for du Pacifique du
Canuda, en date du 31 janvier dernier, et aussi pour souscrire des actions le même jour afin
de former une compagnie devant entreprendre la construction du dit chemin de fer.

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été resolue dans l'affirmative. Ordonné, que ceux des membres de cette Chambre qui sont membres du conseil privé

se rendent auprès de Son Excellence le Gouverneur-Général avec la dite adresse.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitalé : " Acte concernant la Prison Centrale de la Province d'Ontario,"

Sur motion de l'honorable M. Campbell secondé par l'honorable M. Aikens, il a été Ordonné, qu'il soit remis à mercredi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé: "Acte concernant les Etrangers et la naturalisation dans les provinces de la Colombie Anglaise et du Manitoba," Sur motion de l'honorable M. Campbell secondé par l'honorable M. Aikens, il a été Ordonné, qu'il soit remis à mercredi prochain.

Conformément à l'ordre du jour la Chambre a procédé à la prise en considération du deuxième rapport du comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes, nommé pour surveiller les impressions du Parlement.

Le dit rapport étant lu de nouveau par le greffier. Sur motion de l'honorable M. Simpson secondé par l'honorable M. Flint, il a été

Ordonné, que le dit rapport soit adopté.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre a procédé à la prise en considération du troisième rapport du comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes, nommé pour surveiller les impressions du Parlement.

Le dit rapport étant lu de nouveau par le greffier,

Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. Flint, il a été Ordonné, que le dit rapport soit adopté.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill, intitulé : "Acte pour amender "les actes concernant les gardiens de port à Montréal et Québec."

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à mercredi.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé: "Acte à l'effet de déclarer inhabiles à siéger ou voter dans la Chambre des Communes du Canada, les membres des conseils législatifs et des assemblées législatives des provinces qui forment maintenant ou "formeront plus tard partie de la Puissance du Canada."

Sur motion de l'honorable M. Letellier de St. Just, secondé par l'honorable M. Macpher-

son, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à mercredi.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la banque de "Trois-Rivières," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Botsford, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie maritime d'amélioration de la Puissance du Canada" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Botsford, secondé par l'honorable M. Ferrier, il a été
Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des ordres permanents et des bills privés.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour incorporer la chambre de commerce de la Puissance du Canada" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Skead, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incor porer la compagnie canadienne d'assurance contre les risques isolés du feu et pour changer le nom de la dite compagnie en celui de "Compagnie d'Assurance des cultivateurs et des bâtisses isolées du Canada contre le feu," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. McDonald, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des ordres permanents et des bills privés.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte quatorzième et quinzième Victoria, chap. trente-six, qui incorpore la compagnie de garantie du Canada, a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Dickey, il a été Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, pour rapporter le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte concernant la procédure dans les causes criminelles," et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a passé ce bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, pour rapporter le bill intitulé: "Acte pour pourvoir à la création du département de l'Intérieur," et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a passé le dit bill avec divers amendements auxquels elle demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Wark, il a été Ordonné, Que les dits amendements soient pris en considération par la Chambre demain.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Wark, La Chambre s'est ajournée.

# Mardi, 22 Avril 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions.

## AVIS DE MOTIONS.

Pour Mercredi, 23 avril 1873.

1873

20 mars.—Par l'honorable M. Ryan:

Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance avec le gouvernement impérial ou avec quelque personne que ce soit, depuis le 31 mars 1872, au sujet du droit de propriété littéraire et artistiques et des réimpressions d'ouvrages de propriété britannique en Canada.

21 avril.—Question par l'honorable M. Lickey.

- 10. S'il existe entre le gouvernement ou le département des travaux publics et Sir Hugh Allan ou la compagnie de télégraphe de Montréal, quelque convention qui attribue à Sir Hugh Allan ou à la compagnie le droit exclusif d'établir ou d'exploiter des fils télégraphiques le long de la ligne du chemin de fer Intercolonial?
- 20. Si les frais d'établissement, le long du chemin de fer Intercolonial, entre Truro et Amherst, de la ligne télégraphique servant actuellement à l'usage du dit chemin de fer, ont été ou seront à la charge du gouvernement ? sinon, sur qui doivent-ils retomber ? Ou bien, le gouvernement ou le département du chemin de fer payent-ils quelque somme de deniers, soit par dépêche, soit autrement, pour les correspendances du service du chemin de fer expédiées par cette ligne ?

#### Pour Jeudi, le 24 avril 1873.

21 avril.—Par l'honorable M. Christie.

Qu'il soit nommé un comité pour s'enquérir et faire de temps en temps rapport de tous les faits qui se rattache au contrat du chemin de fer canadien du Pacifique adjugé à Sir Hugh Allan et ses associés, et qui se sont produits avant et après la signature de ce contrat, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, pièces et documents, et dépêches télégraphiques, envoyées ou reçues par le câble atlentique ou autre voie y compris toutes communications échangées entre Sir Hugh Allan ou quelqu'un de ses associés maintenant en Angleterre, et le gouvernement, ou un de ses membres ou quelque personnes en son nom.

# ORDRES DU JOUR.

Pour Mardi, 22 avril 1873.

1873.
1 21 avril.—Troisième lecture (Bill E). Compagnie de placement de Montréal.—(Hon. M. Ferrier.)
2 18 " Prise en considération du repport du comité spécial du (bill F) qui fait droit à John Robert Martin, ainsi que des témoignages reques au soutien de ce bill.—(Hon. M. Dickey.)
3 21 " Prise en considération des amendements faits par les Communes au (bill B) portant création d'un département de l'intérieur.—(Hon. M. Aikens.)

No. 24,

lère Session, 2e Parlement, 36 Vist., 1873.

Lundi, 21 Avsil 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SENAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue Rideau 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SÉANCES DU SÉNAT

DU CANADA.

# Mardi, 22 Avril, 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	
Archibald,	
Armand,	
Benson,	
Blake,	
Botsford,	
Bourinot,	
Bureau,	
Burnham,	
Campbell,	
Carrall,	
Chaffers,	
Chapais,	
Chinic,	
Christie.	

Cochrane,	Lacoste,
Cormier,	Locke,
Dickey,	Macdonald,
Dickson,	Macfarlane
Dumouchel,	Macpherson
Ferguson,	Malhiot,
Ferrier,	McClelan,
Flint,	McDonald,
Girard,	McLelan,
Guévremont,	McMaster,
Hamilton, (Inkerman)	Mills,
Hamilton, (Kingston)	Muirhead,
Holmes,	Northup,
	Olivier,
Kaulback,	Panet,
Kenny,	1 00000

Perry,
Price,
Read,
Reesor,
Seymour,
Robertson,
Shaw,
Simpson
Skead,
Smith,
Sutherland,
Vidal,
Wark,
Wilmot
Wilson.

PRIÈRES :

Par l'honorable M. Mills, de S. Williamson, William Kennes et John Skinner, de la cité d'Hamilton; de Samuel Field et autres, des townships d'Ancaster et de Beverley; du révérend H. Melaney, du comté de Wentworth Nord; de Charles Foster, de Flamboro Est et Ouest, comté de Wentworth; du révérend Frederick Ratcliff et autres, de la ville de Dundas; du révérend T. S. Howard et autres, du township de Glemfra, comté de Wentworth; du révérend Wm. P. Waller, révérend R. M. Paugham et autres, du township d'Ancaster; d'Amos Wenner et autres, du village de Freeport; de John Edmonds et autres, du township de Binbrook; de George Eshleman et autres, du township de Wilmot; de C. R. Gedders et autres, de la ville de Berlin; du révérend John B. Clarkson et autres, du comté de Waterloo; de John Payne et autres, du village de New-Hamburg et du township de Wilmot.

Par l'honorable M. Hamilton (Kingston,) de Charles Clarke et autres, de la province Ontario; de William Snider, Thomas Reid et autres, de la division sud de Leeds; de Samuel Edgar et autres, du township de Kelley; de John Ballantgne et autres, du township d'Elmsley; de Johna Mitchell et autres, du township de Lansdown; de Simeon Loverin et autres, du township d'Elizabethtown; de John Sharp et autres, de la section d'école No. 10 d'Ennestown, dans le comté de Lennox; du révérend Francis W. Dobbs et autres, du village de Portsmouth; de Horace M. Diez, Lewis Pardi et autres, du village de Sydenham; de John Woods et autres, du township de Pittsburgh; de Henry Dugdale et autres, du township de Garden Island; du révérend J. W. Thrasher et autres, du township de Barrie; du révérend D. Brill et autres, du township de Portland; du révérend G. J. Dingham et autres, du village de Wellington; de Jas. L. Biggar et autres, des townships de Murray et d'Ameliasburgh; d'Edward Roblin et autres, du township d'Ameliasburgh; de Philea A. Clapp, G. J. Dingham et autres, du township de Hillier; de W. S. Harwood, John Illsey et autres, de la ville de Picton, tous dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Shaw; de F. S. Spence et autres, de Joseph Hebbard et autres : d'Arthur Jordean et autres, de la ville de Prescott de Daniel Semmon et autres, du township d'Edwardsburgh; de John Cunningham et autres, du township de Wolford, de John Coran de Vennechar, de J. B. Aylsworth, et autres, du village de Newburgh; de Silas Wright et autres, du comté de Grenville, de Stafford Merriefield et autres, du township d'Oxford, de Joseph Fay et autres, du dit township d'Oxford, du Révérend R. Lewis et autres, du township d'Augusta, de Charles Easdale et autres, du township de Lanark, de B. S. Lugden et autres, du village de Port; Elmsley, de William Tait et autres du township de Pakenham, au reverend John Steward et autres, du township de Drummond, et de J. W. Ryan et autres du township de Camden, tous dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Cochrane; deux pétitions d'Andrew Allan et autres, de la Cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont été lues.

Du conseil municipal du township de Townsend, dans le comté de Norfolk, province d'Ontario, demandant qu'il soit passé une loi plohibitive de la vente de boissons enivrantes comme breuvage dans la Puissance du Canada.

De la chambre de commerce de la ville de Kingston et du conseil de la dite chambre de commerce, demandant qu'un canal soit construit sur la rive nord du St. Laurent entre les Cascades et Côteau Landing.

Le la chambre de commerce de la ville de St. Jean, province de Québec, demandant la continuation de l'acte de la faillite de 1869 et de ses amendements.

L'honorable président a présenté à la Chambre une liste des actionnaires de La Banqu Jacques Cartier, le 1er avril 1873.

Ordonné, qu'elle soit déposée sur la table, et elle est comme suit :

#### (Voir documents de la Session.)

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie de placement de Montréal" a été, lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill auxquel il demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du rapport spécial auquel a été reféré le bill intitulé : "Acte pour faire droit John Robert Martin."

L'honorable M. Dickey, secondé par l'honorable M. Botsford, a proposé Que le dit rapport soit adopté.

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été résolue dans l'affirmative.

Alors l'honorable M. Dickey, secondé par l'honorable M. Botsford, a proposé Que le dit bill pour faire droit à John Robert Martin soit maintenant lu la troisième fois.

La question de concours étant mise sur la dite motion, la Chambre s'est divisée et les noms étant appelés ils ont pris comme suit :

#### CONTENTS:

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Fergusson,	Macfarlane,	Read,
Archibald,	Ferrier,	McČlelan,	Shaw,
Benson,	Hint,	McLelan,	Seymour,
Blake,	Hamilton, (Inke	rman) McMaster,	Skead,
Botsford,	Hamilton, (Kin	gston), Mills,	Sutherland,
Burnham,	Holmes,	Muirhead,	Vidal,
Cochrane,	Kaulback,	Northup,	Wark,
Dickey,	Locke,	Perry,	. Wilmot 34,
Dickson,	Macdonald, (Vic	toria),	

#### Non-contents.

#### Les honorables Messieurs

Bureau, Christie, Kenny, (Sir Ed Chaffers, Cormier, Lacoste, Chapais, Dumouchel, Malhiot, Chauveau, Girard,	v.), Panet, Price, Wilson.—18.
--	--------------------------------------

Ainsi la question a été résolue dans l'affirmative, et Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue sur division dans l'affirmative.

Contents, 34; non contents, 18.

Ordonné, Que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill auquel il demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération des amendements faits par la Chambre des Communes au bill intitulé: "Acte pour pourvoir à l'établissement du département de l'intérieur."

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, Qu'ils soient remis à demain.

Alors sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

### Mercredi, 23 Avril 1873,

#### AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter.

Motions.

#### AVIS DE MOTIONS.

Pour Mercredi, 23 avril 1873.

1873

Par l'honorable M. Ryan:

20 avril.— Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance avec le gou vernement impérial ou avec quelque personne que ce soit, depuis le 31 mars 1872, au sujet du droit de propriété littéraire et artistique et des réimpressions d'ouvrages de propriété britannique en Canada.

Question par l'honorable M. Dickey.

- 21 "10. S'il existe entre le gouvernement ou le département des travaux publics et Sir Hugh Allan ou la compagnie de télégraphe de Montréal, quelque convention qui attribue à Sir Hugh Allan ou à la compagnie le droit exclusif d'établir ou d'exploiter des fils télégraphiques le long de la ligne du chemin de fer Intercolonial?
  - 20. Si les frais d'établissement, le long du chemin de fer Intercolonial, entre Truro et Amherst, de la ligne télégraphique servant actuellement à l'usage du dit chemin de fer, ont été ou seront à la chargé du gouvernement ? sinon, sur qui doivent-ils retomber ? Ou bien, le gouvernement ou le département du chemin de fer payent-ils quelque somme de deniers, soit par dépêche, soit autrement, pour les correspendances du service du chemin de fer expédiées par cette ligne ?

#### Pour Jeudi, le 24 avril 1873.

Par l'honorable M. Christie.

21 avril — Qu'il soit nommé un comité pour s'enquérir et faire de temps en temps rapport de tous les faits qui se rattachent au contrat du chemin de fer canadien du Pacifique adjugé à Sir Hugh Allan et ses associés, et qui se sont produits avant et après la signature de ce contrat, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, pièces et documents, et dépêches télégraphiques, envoyées ou reçues par le câble atlentique ou autre voie, y compris toutes communications échangées entre Sir Hugh Allan ou quelqu'un de ses associés maintenant en Angleterre, et le gouvernement, ou un de ses membres ou quelque personne en son nom.

Par l'hon. M. Vidal:

22 " Qu'il proposera qu'il soit nommé un comité spécial auquel seront renvoyées toutes les pétitions présentées à cette Chambre ; demandant la passation d'une loi prohibitive de la fabrication et de la vente de boissons enivrantes.

# ORDRES DU JOUR.

Pour Mercredi, 23 avril 1873.

	18	73.	
	1 21	l avril	-Considération du quatrième rapport du comité collectif des impressions (Hon. M. Simpson.)
	2 "		Seconde lecture (Bill J.) Cie. du crédit foncier du Canada.—(Hon. M. Bureau.)
	3 "	"	Seconde lecture (Bill H.) Prison Centrale pour la province d'Ontario.—(Hon. M. Campbell.)
4	F (c	tt.	Seconde lecture (Bill I.) Aubains dans la Colombie Britannique et le Mani- toba.—(Hon. M. Campbell.)
-	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Inéligibilité à la Chambre des Communes des membres des législatures provinciales.—(Hon. M. Letellier de St. Just.)
•		"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Gardiens de port de Mont- réal et Québec.—(Hon. M. Aikins.)
7	22	"	Considération des amendements faits par la Chambre des Communes au (Bill B) création du département de l'Intérieur.—Hon. M. Aikins

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Mardi, 22 Avril 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SENAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Kue Rideau 1873.

### PROCES-VERBAUX

# SÉANCES DU SÉNAT

### DU CANADA.

# Mercredi, 23 Avril, 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable Pierre Joseph Olivier Chauveau, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,
Archibald,
Armand,
Benson,
Blake,
Botsford,
Bourinot,
Bureau,
Burnham,
Campbell,
Carrall,
Chaffers,
Chapais,
Chinic,
Christie,
ordicotte,

Cochrane,	Lacoste,
Cormier,	Locke,
Dickey,	Macdonald
Dickson,	Macfarlan
Dumouchel,	Macherso
Ferguscn,	Malhiot,
Ferrier,	McClelan,
Flint.	McDonald,
Foster,	McLelan,
Girard,	McMaster,
Guévremont,	Mills,
Hamilton, (Inkerman)	Muirhead,
Hamilton, (Kingston)	Northup,
	Olivier,
Holmes,	orth official
Kaulback,	

Panet, Perry, Price, Read. Seymour, Shaw, Simpson, Skead, Smith, Sutherland, Vidal, Wark, Wilmot. Wilson.

PRIÈRES :

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table.

Par l'Honorable M. Christie, de l'assemblée de l'église presbytérienne canadienne du village de Straltobane, dans le township de Stanboro Ouest.

De Darius Dean et autres, du township de Bogham, dans le comté d'Elgin, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Wilson, du révérend G. M. P. Mathieu et autres, de Ste. Justine dans le comté de Vaudreuil, province de Québec; et de la chambre de commerce de la ville de St, Jean, province du Nouveau-Brunswick,

Par l'honorable M. Blake, de John L. Germon et autres, du village de Norwich, province d'Ontario.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont été lues :

De Richard Blain et autres, de la ville de Galt, province d'Ontario; demandant la continuation de l'acte de la Faillite de 1869 et de ses amendements.

Du révérend J. Broadhouse et autres, du village de Bearbrook; de Archibald Andrews et autres, du township de Nepean; de Robert Leitch et autres, du township de Horton; d'Edward Watson et autres, du dit township de Nepean; de Robert Hopkins et autres, du township de Gloucester; d'Edward Duncan et autres, du dit township de Gloucester; de T. G. Snelsinger, M.P.P., et autres, du township de Cornwall; d'Edwin Munro et autres, du township de Roxborough ; de Jonah Cauthar et autres, de Lunenburg ; de E. N. Shaver et autres, du township de Roxborough ; du révérend N. Paterson et autres, du township de Charlottenburgh; du révérend W. Ross et autres, du township de Lochiel; de John R. Hughes et autres, du township de Plantagenet Nord; de Peter Nicholson et autres, de Bruce Mines ; de D. C. Honsberger et autres, de South Cayuga ; d'Isaac Horning et autres, de la ville de Simcoe ; de James Wilson et autres, du township de Townsend, dans le comté de Norfolk; de D. C. Phillips et autres, des townships de Rainham et Walpole, dans le comté de Haldimand; de James A. Ivey et autres, du dit township de Walpole; de John W. Mincke et autres, aussi de Walpole; de Malcolm McKenzie et autres, de Chas. L. Bingham et autres, du township de Washington; de Nelson Boughner et autres, du township de Townsend; d'Edward Johnson et autres, du township de Charlotteville; de Frederick Ball, de D. C. Brady, du township de Houghton; de John Hicks et autres, des townships de Middleton et Windham; de Nicholas Snow, de John Armour et autres, du township de Windham; de A. C. Bucke et autres, du village de Caledonia; de W. H. Carter et autres, du township de Woodhouse; d'Andrew Williamson, jr., et autres, du township de Seneca; de James McLean et autres, du comté de Norfolk; et de Jno. K. Serm et autres, du township d'Oneida; de George B. Tindle et autres, de P. W. Moore et autres, du township de Smith ; de Geo. McIlmox et autres, de P. Fagney et autres, du village de Lakefield ; de W. H. Stevenson et autres, du township d'Asphodel ; de Thomas Choat et autres, du township de Dummer ; de John L. Bull et autres, de la forêt de Bangor et de Radcliff ; de Jenny Ward Bird et autres, du township de Sidney; de Thomas Warren et autres, du village de Marmora; de Daniel Guiles et autres, de Trenton; du révérend A. B. Hames et autres, du township de Marmora; et de Joseph Green et autres, du village de Stirling, tous dans la province d'Ontario, du conseil municipal du township d'Alfred, et du conseil municipal du township de Longueuil; demandant séparément qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente de boissons enivrantes comme breuvage dans la Puissance du Canada.

De la chambre de commerce de la ville d'Ottawa; demandant qu'il ne soit pas passé d'acte pour autoriser les commissaires du havre de Québec à prélever un droit de deux centins et demi par charge sur les chargements de bois équarri et autres bois, et un pareil droit par tonneau sur toutes les importations et exportations du dit port;

De B. Batson et autres, de la cité d'Ottawa ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "compagnie" et d'emmagasinage de la puissance.

Du barreau de la province de Quebec, section du district de St. François, demandant qu'il soit fait une enquête par le parlement, dans la présente session, sur l'état actuel de la magistrature de la province de Québec, et qu'il soit porté des dispositions législatives à l'effet d'assurer l'efficacité de l'administration de la justice et une pension de retraite convenable et suffisante aux juges admis à se retirer du banc.

De la compagnie de télégraphe électrique de la Nouvelle-Ecosse, demandant qu'il ne soit pas passé de loi pour autoriser la compagnie de télégraphe de Montréal ou aucune autre compagnie rivale de télégraphe à construire, exploiter ou posséder des lignes de télégraphe dans la Nouvelle-Ecosse sans qu'il soit préalablement pris des arrangements équitables avec la dite compagnie de télégraphe électrique de la Nouvelle-Ecosse.

De la compagnie de télégraphe, Union de l'Ouest, demandant entre autres choses qu'il ne soit pas passé de loi de nature à porter atteinte aux droits de la compagnie de télégraphe de la Nouvelle-Ecosse, tels que reconnus par sa charte.

De Thomas Nicholson Gibbs M. P., et autres, du village d'Oshawa, province d'Ontario; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Chambre de Commerce d'Oshawa."

L'honorable M. Dickson, du comité des ordres permanents et des bills privés a présenté son douzième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu.

Le dit rapport a été alors lu par le greffier comme suit :

CHAMBRE DE COMITÉ.

23 Avril 1873.

Le comité des ordres permanents et des bills privés à l'honneur de présenter son douzième rapport.

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et constaté qu'il en a été donné suffisant avis, savoir, les pétitions; de A. M. Foster et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de Banque Centrale du Canada; de William Angus et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de compagnie de fabrication de papiers du Canada; de S. S. Macdonell et autres, de la ville de Windsor, province d'Ontario, demandant un acte d'incorporation sous le nom de compagnie de bateaux de passage du Détroit et Windsor.

Votre comité a aussi examiné la pétition de P. Bachand et autres, de la cité de St. Hyacinthe, province de Québec, demandant un acte d'incorporation sous le nom de Banque de St. Hyacinthe, et a constaté que les avis publics n'ont pas eu toute la durée voulue. Votre comité toutefois recommande de suspendre la 51e règle dans ce cas-ci, vu que le comité des banques, du commerce et des chemins de fer, pourra veiller à ce que personne n'éprouve de préjudice par suite de cet ir:égalarité.

Le tout respectueusement soumis,

WALTER H. DICKSON, Président.

Sur motion de l'honorable M. Olivier, secondé par l'honorable M. Chaffers, il a été Ordonné, Que la cinquante-unième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport à la pétition de P. Bachand et autres, de la cité de St. Hyacinthe, tel que recommandé dans le douzième rapport du comité des ordres permanents et des bills privés.

L'honorable M. Dickson, du comité des ordree permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'améliorations maritimes de 11 Puissance du Canada," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec uu amendement qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu, et le dit amendement a été alors lu par

le greffier, comme suit:

(Voir Journal.)

L'honorable M. Campbell a présenté à la Chambre un bill intitulé : "Acte pour étendre un acte passé en la 33ème année, du régne de Sa Majesté intitulé. "Acte pour amender l'Acte des Pénitenciers de 1868.

Le dit bill a été lu la première fois,

Ordonné, qu'il soit lu une seconde fois lundi prochain.

L'honorable M. Campbell a présenté un bill intitulé : "Acte pour amender l'acte concernant les affaires contre la personne."

Le dit bill a été lu la première fois,

Ordonné, qu'il soit lu la seconde fois vendredi prochain.

Conformément à l'Ordre du jour la Chambre a procédée à la prise en considération du quatrième rapport du comité collectif des impressions.

Le dit rapport étant lu de nouveau par le greffier,

Sur motion de l'honorable M. Simpson secondé par l'honorable M. Christie, il a été Ordonné, que le dit rapport soit adopté.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie de crédit foncier du Canada."

Sur motion de l'honorable M. Bureau, secondé par l'honorable M. Christie, il a été Ordonné, qu'il soit remis à demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte concernant la prison centrale de la province d'Ontario," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honoreble M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité général demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte concernant les aubains et la naturalization dans les provinces de la Colombie Britannique et le Manitoba, a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité général demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé: "Acte à l'effet de "déclarer inhabiles à siéger ou voter dans la Chambre des Communes du Canada, les membres des conseils législatifs et des assemblées législatives des provinces qui forment maintenant ou formeront plus tard partie de la Puissance du Canada."

Sur motion de l'honorable M. Bureau, secondé par l'honorable M. Christie, il a été Ordonné, qu'il soit remis à mercredi.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : "Acte pour amender les actes concernant les gardiens de Port à Montréal et à Québec."

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, qu'il soit remis à demain.

Conformément à l'ordre du jour la Chambre a procédé à la prise en considération des amendements faits par la Chambre des Communes au bill intitulé : "Acte pour pourvoir à la création du département de l'intérieur et

Les dits amendements étant lus de nouveau par le greffier,

Sur motion de l'honorable M. Aikins secondé par l'honorable M. Campbell, il a été

Ordonné, qu'ils soient agrées.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat à acquiescé aux dits amendements faits au dit bill sans amendements.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Actepour augmenter le nombre des membres de la corporation de la Maison de la Trinité de
Québec, et pour en étendre les pouvoirs, auquel elle demande le concours de cette Chambre.
Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour pourvoir à la nomination de maîtres de havre, pour certains ports dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte eoncernant le transport des matières dangereuses dans les navires, " auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour pourvoir à l'interrogation des témoins sous serment par des comités au Sénat et de la Chambre des Communes en certains cas, auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi.

Sur motion de l'honorable M. Dickey, secondé par l'honorable M. Ferrier, il a été Ordonné, que les amendements proposés par le comité des ordres permanents et des bills privés au bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'amélioration maritimes de la Puissance du Canada," soient pris en considération par la Chambre, demain.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

### Jeudi, 24 Avril 1873.

### AFFAIRES DE ROUTINE

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter.

Motions.

### AVIS DE MOTIONS.

Pour Jeudi, le 24 avril 1873.

1873

Par l'honorable M. Christie.

21 avril —Qu'il soit nommé un comité pour s'enquérir et faire de temps en temps rapport de tous les faits qui se rattachent au contrat du chemin de fer canadien du Pacifique adjugé à Sir Hugh Allan et ses associés, et qui se sont produits avant et après la signature de ce contrat, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, pièces et documents, et dépêches télégraphiques, envoyées ou reçues par le câble atlentique ou autre voie, y compris toutes communications échangées entre Sir Hugh Allan ou quelqu'un de ses associés maintenant en Angleterre, et le gouvernement, ou un de ses membres ou quelque personne en son nom.

Par l'hon. M. Vidal :

22 " Qu'il proposera qu'il soit nommé un comité spécial auquel seront renvoyées toutes les pétitions présentées à cette Chambre; demandant la passation d'une loi prohibitive de la fabrication et de la vente de boissons enivrantes.

#### ORDRES DU JOUR.

#### Pour Jeudi, 24 avril 1873.

1873. 1,21 avril.—Seconde lecture (Bill J.) Cie. du crédit foncier du Canada.—(Hon. M. Bureau.) 2 16 Comité de toute la Chambre (Bill H.) Prison Centrale pour la province d'Ontario. (Hon. M. Campbell 3 " Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Inéligibilité à la Chambre des Communes des membres des législatures provinciales.—(Hon. M. Letellier de St. Just.) 66 Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Gardiens de port de Mont. réal et Québec.—(Hon. M. Aikins.) Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) assermentation des témoins entendus devant les comités du Parlement.—(Hon. M. Campbell.) Considération de l'amendement fait par le comité spécial su (Bill de la Chambre des Communes), incorporation de la compagnie d'amélioration maritime.-(Hon. M. Dickey.)

lère Session, 2e Parlement, 36 Vist., 1973.

Mercredi, 23 Avril 1873.

# PROCES-VERBALL

DES

SÉANCES DU SUNAT.

TTAWA:

Imprimés par I. B. Taynon, 23, 31 et %, lène Kilkan

# PROCES-VERBAUX

DES

# SÉANCES DU SÉNAT

DU CANADA.

## Jeudi, 24 Avril 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Cochrane,	Lacoste,	Panet,
Archibald,	Cormier,	Locke,	Perry,
Armand,	Dickey,	Macdonald, (Victoria)	Price,
Benson,	Dickson,	Macfarlane,	Read,
Blake.	Dumouchel,	Macpherson,	Seymour,
Botsford,	Ferguson,	Malhiot,	Shaw,
Bourinot,	Ferrier,	McClelan,	Simpson,
Bureau,	Flint,	McDonald,	Skead,
Burnham,	Foster,	McLelan,	Smith,
Campbell,	Girard,		Sutherland,
Carrall,	Guévremont,	Mills,	Vidal,
Chaffers,	Hamilton, (Inkerman)	7	Wark,
Chapais,	Hamilton, (Kingston)	Northup,	Wilmot,
Chinic,	Holmes,	Olivier,	Wilson.
Christie,	Kaulback,	spinstered arb Trouble to	

PRIÈRES :

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le greffier de cette Chambre soit enjoint de procurer deux copies pour chaque membre du Sénat des "Débats du Parlement de la Puissance du Canada pour les sessions 1870-1871."

Sur motion de l'honorable M. Dickey, secondé par l'honorable M. Ferrier, il a été Résolu, qu'un message soit envoyé à la Chambre des Communes par l'un des maîtres en chancellerie pour remettre à cette Chambre les dépositions et documents sur lesquels est fondé le bill intitulé: "Acte pour faire droit à John Robert Martin," ainsi qu'une copie des procédés jusqu'à jugement final dans la cour des plaids communs du Haut-Canada, maintenant province d'Ontario, dans la cause de Martin vs. Lount, présentés à cette Chambre lors de la présentation de la pétition pour ce dit bill.

L'honorable président a présenté à la Chambre un état supplémentaire des baptêmes, mariages et sépultures dans le district de Bedford pour l'année 1872.

Ordonné, que le dit état soit déposé sur la table et il est comme suit :

#### (Voir documents de la Session.)

Les pétitions suivantes ont été déposées sur la table.

Par l'honorable M. Christie, de la compagnie de chemin de fer de Buffalo et du Lac Huron.

Par l'honorable M. Olivier, de Louis Sylvestre et autres, de la Visitation, Isle du Pads,

dans le comté de Berthier, province de Québec.

Par l'honorable M. Benson, de Jacob McCombs et autres, du comté de Monck; du révérend John Reilley et autres, de Fort Hill; du révérend Joseph Odery et autres, du township de Stansford; d'Olivier Powell et autres, du village de Drummondville; de Cyrus Kilburn et autres, du township de Clinton; de H. F. Bridgman et autres, du township de Grimsby; de George Bowland et autres, du township de Niagara; et de P. H. Waddell et autres, du township de Clinton, tous dans la province du Haut-Canada.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes ont été lues :

De S. Williamson, William Kennes et John Skinner, de la cité d'Hamilton; de Samuel Field et autres, des townships d'Ancaster et de Beverley ; du révérend H. Melaney, du comté de Wentworth Nord; de Charles Foster, de Flamboro Est et Ouest, comté de Wentworth ; du révérend Frederick Ratcliff et autres, de la ville de Dundas ; du révérend T. S. Howard et autres, du township de Glemfra, comté de Wentworth; du révérend Wm. P. Waller, révérend R. M. Paugham et autres, du township d'Ancaster; d'Amos Wenner et autres, du village de Freeport; de John Edmonds et autres, du township de Binbrook; de George Eshleman et autres, du township de Wilmot; de C. R. Gedders et autres, de la ville de Berlin; du révérend John B. Clarkson et autres, du comté de Waterloo; de John Payne et autres, du village de New-Hamburg et du township de Wilmot; de William Snider, Thomas Reid et autres, de la division sud de Leeds; de Samuel Edgar et autres, du township de Kelley; de John Ballantyne et autres, du township d'Elmsley; de Joshua Mitchell et autres, du township de Lansdown; de Simeon Loverin et autres, du township d'Elizabethtown; de John Sharp et autres, de la section d'école No. 10 d'Ennestown, dans le comté de Lennox; du révérend Francis W. Dobbs et autres, du village de Portsmouth ; de Horace M. Diez, Lewis Pardi et autres, du village de Sydenham ; de John Woods et autres, du township de Pittsburgh; de Henry Dugdale et autres, du township de Garden Island; du révérend J. W. Thrasher et autres, du township de Barrie; du révérend D. Brill et autres, du township de Portland; du révérend G. J. Dingham et autres, du village de Wellington; de Jas. L. Biggar et autres, des townships de Murray et d'Ameliasburgh; d'Edward Roblin et autres, du township d'Ameliasburgh; de Philea A. Clapp, G. J. Dingham et autres, du township de Hillier; de W. S. Harwood, John Illsey et autres, de la ville de Picton ; de F. S. Spence et autres, de Joseph Hebbard et autres :

d'Arthur Jordean et autres, de la ville de Prescott, de Daniel Semmon et autres, du township d'Edwardsburgh; de John Cunningham et autres, du township de Wolford, de John Coran, de Vennechar, de J. B. Aylsworth, et autres, du village de Newburgh; de Silas Wright et autres, du comté de Grenville, de Stafford Merriefield et autres, du township d'Oxford, de Joseph Fay et autres, du dit township d'Oxford, du Révérend R. Lewis et autres, du township d'Augusta; de Charles Easdale et autres, du township de Lanark, de B. S. Lugden et autres, du village de Port Elmsley, de William Tait et autres du township de Pakenham, du révérend John Steward et autres, du township de Drummond, et de J. W. Ryan et autres du township de Camden, tous dans la province d'Ontario; de Charles Clarke et autres, de la cité de Toronto, province d'Ontario; demandant qu'il soit construit un canal sur la riva nord du St. Laurent entrs les Cascades et Coteau Landing.

D'Andrew Allan et autres, de la cité de Monlréal (deux pétitions); demandant un acte d'incorporation dans le but d'exploiter les mines et les bois et de faire d'autres exploitations sur ertaines étendues de terre situées sur la côte nord du fleuve et du golfe St. Laurent, en bas de la rivière Saguenay, et pour faire la pêche sur les côtes et dans les eaux adjacentes; aussi demandant d'être incorporés sous le nom de Compagnie d'emmagasinage des marchands.

L'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikens, a proposé Que, lorsque la Chambre s'ajournera demain elle reste ajournée à lundi soir à sept heures du soir.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affir-

mative.

Sur motion de l'honorarable M. Vidal, secondé par l'honorable M. Cochrane, il a été Ordonné, que les honorables MM. Christie, Flint, Benson, Ferrier, Bureau, Lacoste, Girard, McClelan, McLelan et le moteur soient nommés un comité auquel seront référées toutes les pétitions présentées à cette Chambre, demandant qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente des boissons enivrantes comme breuvage dans le Canada.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie de Crédit Foncier du Canada."

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Botsford, il a été Ordonné, qu'il soit remis à demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé: "Acte concernant la prison centrale de la province d'Ontario."

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et L'honorable M. Olivier a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendements.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikens, il a été Ordonné, qu'il soit lu une seconde fois demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill, intltulé: "Acte à l'effet de déclarer inhabiles à siéger ou voter dans la Chambre des Communes du Canada, les membres des conseils législatifs et des assemblées législatives des provinces qui forment maintenant ou formeront plus tard partie de la Puissance du Canada."

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Christie, il a été Ordonné, qu'il soit remis à lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender les actes concernant les gardiens de ports à Montréal et à Québec" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Aikens, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité général lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé: "Acte pour pourvoir à l'interrogation des témoins sous serment par des comités du Sénat ou de la Chambre des Communes,"

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikens, il a été Ordonné, qu'il soit remis à lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour la Chambre a procédé à la prise en considération de l'amendement proposé par le comité des ordres permanents et des bills privés au bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie Maritime d'amélioration de la Puissance."

Le dit amendement étant lu une seconde fois par le greffier.

Sur motion de l'honorable M. Dickey, secondé par l'honorable M. Ferrier, il a été Ordonné, qu'il soit agréé.

Ordonné, que le dit bill, tel qu'amendé, soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill, tel qu'amendé, a été alors lu la troisième fois en conséquence. La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé, passera-t-il? Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec un amendement, auquel il demande son concours.

La Chambre s'est ajournée à loisir.

Quelque temps après la Chambre a repris sa séance.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte "pour étendre, pour une autre période, les dispositions de l'Acte des arrangements financiers "du Grand-Tronc, 1868," à l'égard de certains bons privilégiés, pour établir les taux d'intérêts payables à l'avenir sur les bons et actions privilégiés et pour d'autres fins, auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Dickson, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Alors sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikens, La Chambre s'est ajournée.

## Vendredi, 25 Avril 1873.

### AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions.

#### AVIS DE MOTIONS.

Pour Vendredi, 25 avril 1873.

1873

Par l'honorable M. Campbell.

24 avril.—Que lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'à lundi prochain, à sept heures et demie du soir.

#### ORDRES DU JOUR.

Pour Vendredi, 25 avril 1873.

1873.

1 24 avril.—Troisième lecture (Bill H.) Prison Centrale pour la province d'Ontario. (Hon. M. Campbell.)

2 23 "Seconde lecture (Bill L) Offense contre la personne. (Hon. M. Campbell.)

3 "Comité de toute la Chambre (Bill I) Etrangers dans la Colombie Britannique et le Manitoba. (Hon. M. Campbell.)

4 "Seconde lecture (Bill J.) Cie. du crédit foncier du Canada.—(Hon. M. Bureau.)

5 "Seconde lecture (Bill des Communes) Arrangements financiers du Grand-Tronc, 1873. (Hon. M. Ferrier.)

And the state of t

XII ABMILY PROOF

HANGES DU SEXAT.

AWATTO

prince per L.B. "Lever, 29, 31 of 20, Tore Milean

1ere Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Jeudi, 24 Avril 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SENAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Ince Rideau 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

DU CANADA,

# Vendredi, 25 Avril 1873.

Les membres présent\_étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### Les honorables Messieurs

1				
١	4ikins,	Cormier,	Letellier de St. Just,	Panet,
١	Archibald,	Dickey,	Locke,	Perry,
	Armand,	Dickson,	Macdonald, (Victoria)	Price,
1	Benson,	Dumouchel,	Macfarlane,	Read,
١	Blake,	Ferguson,	Macpherson,	Seymour,
ı	Bourinot,	Flint,	Malhiot,	Shaw,
ı	Bureau,	Foster,	McClelan,	Simpson,
۱	Burnham,	Girard,	McDonald,	Skead,
١	Jampbell,	Guévremont,	McLelan,	Smith,
١	Tarrall,	Hamilton, (Inkerman)	McMaster.	Sutherland.
1	Thaffers,	Hamilton, (Kingston)	Mills,	Vidal,
1	hapais,	Holmes,	Muirhead,	Wark,
	Thinic,	Kaulback,	Northup,	Wilmot,
ı	Ihristie,	Lacoste,	Olivier,	Wilson.
ı	lochrane,	the last moderne role	the Shapers on the Sid of	

RIÈRES .

L'honorable président a présenté à la Chambre un état des baptêmes, mariages et sépultures dans le district de *Québec*, pour l'année 1872.

Ordonné, que le dit état soit déposé sur la table, et il est comme suit :

#### (Voir les documents de la Session.)

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont été lues :

De l'assemblée de l'église presbytérienne du Canada, du village de Strabane, dans le township de Flamboro-Ouest; de Darius Dean et autres, du township de Bayham, dans le comté d'Elgin, et de John German et autres, du village de Norwick, tous dans la province d'Ontario; demandant séparément qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente des boissons enivrantes comme breuvage dans la Puissance du Canada.

Du révérend J. M. Mathieu et autres, de Ste. Justine, dans le comté de Vaudreuil, province de Québec, et de la chambre de commerce, de la ville de St. Jean; demandant séparément la construction d'un canal sur la côte Nord du St. Laurent entre les Cascades et Côteau

Landing.

L'honorable M. Dickson du comité des ordres permanents et des bills privés a présenté son treizième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et

Le dit rapport a été lu par le greffier comme suit :

CHAMBRE DE COMITÉ, 25 avril 1873.

Le comité des ordres permanents et des bills privés a l'honneur de présenter son treizième

rapport.

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et constaté qu'il en a été donné suffisant avis, savoir les pétitions de la compagnie du pont suspendu de Queenston, demandant un acte portant réduction de la quotité payée sur chaque action de l'ancien fonds social de la compagnie au chiffre de cinquante centins par piastre, avec tels autres amendements qui permettent à la compagnie de trouver facilement les capitaux dont elle a besoin pour construire son pont suspendu pour les piétons et le chemin de fer; et de *Thomas Nicholson Gibbs*, M. P., et autres, du village d'Oshawa, demandant un acte à l'effet d'incorporer la chambre de commerce d'Oshawa.

Votre comité a aussi examiné la pétition de B. Batson et autres, de la cité d'Ottawa, demandant un acte d'incorporation sous le nom de compagnie de bassins et de magasins de la puissance, et a constaté que les avis qui en ont été publiés n'ont pas eu toute la durée voulue.

Le tout respectueusement soumis,

WALTER H. DICKSON, Président.

L'honorable M. Dickson du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 32 et 33 Vic., ch. 10, pour unir les compagnies d'assurances mutuelle du Castor de Toronto contre l'incendie," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec un amendement, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu, et le dit amendement a été alors lu par,

le greffier, comme suit :

Page 1, ligne 36, retranchez depuis "police" jusqu'à "va".

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Seymour, il a été Ordonné, que le dit bill tel qu'amendé soit lu la troisième fois. Le dit bill a alors été, tel qu'amendé, lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec un amendement, auquel il demande son concours.

L'honorable M. Dickson du comité des ordres permanents et des bilis privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé : " Acte pour amender l'acte pour incorporer la compagnie canadienne d'assurance contre les risques isolés du feu et pour changer le nom de la dite compagnie en celui de "compagnie d'assurance des cultivateurs et des bâtisses isolées du Canada "contre le feu," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec divers amendements, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu, et les dits amendemeuts ont été alors lus

par le greffier comme suit :

#### (Voir Journal)

Sur motion de l'honorable M. McMaster secondé par l'honorable M. Wilmot, il a été Ordonné, que le dit bill tel qu'amendé soit lu la troisième fois, lundi prochain.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la banque de Trois-Rivières," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec un amendement, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu, et le dit amendement a été alors lu par

le greffier, comme suit :

Page 2, ligne 1, retranchez "n'a pas et versé plus de " et insérez : " a été versé moins de deux."

Sur motion de l'honorable M. Hamilton (Kingston), secondé par l'honorable M. Campbell,

Ordonné, que les dits amendements soient pris en considération par la Chambre, lundi il a été prochain.

L'honorable M. Campbell secondé par l'honorable M. Aikins, a proposé

Que lorsque la Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle reste ajournée à lundi, à sept heures

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été résolue dans l'affirmaet demie du soir. tive.

L'honorable M. Campbell a présenté à la Chambre un bill intitulé : Acte pour faire de nouvelles provisions concernant l'extradition des criminels;

Le dit bill a été lu la première fois,

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, jeudi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte concernant la prison centrale de la province d'Ontario" a été lu la treisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill auquel il demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : "Acte pour amender 'acte concernant les offenses contre la personne,"

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Hamiton, (Kingston), il a été

Ordonné, qu'elle soit remise à lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération le bill intitulé: "Acte concernant les aubains et la naturalisation dans les provinces de la Colombie Anglaise et du Manitoba."

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Hamilton (Kingston), ll a été

Ordonné, qu'elle soit remise à lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie de crédit foncier du Canada,"

Sur motion de l'honorable M. Bureau, secondé par l'honorable M. Christie, il a été Ordonné, qu'elle soit remise à lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour étendre à une autre période les dispositions de l'Acte des arrangements financiers du Grand-Tronc, 1862, à l'égard de certains bons privilégiés, pour établir les taux d'intérêts payables à l'avenir sur les bons et actions privilégiés et pour d'autres fins," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Letellier de St. Just, il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée à lundi, à sept heures et demie du soir.

# Lundi, 28 Avril 1873,

# AFFAIRES DE ROUTINE

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire,

Rapports de comités à présenter.

Motions.

### AVIS DE MOTIONS.

Pour Mardi, 29 avril 1873.

1873

Par l'honorable M. Ryan:

22 mars.—Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance avec le gouvernement impérial ou avec quelque personne que ce soit, depuis le 31 mars 1872, au sujet du droit de propriété littéraire et artistique et des reimpressions d'ouvrages de propriété britannique en Canada.

Par l'honorable M. Christie.

24 "Qu'il soit nommé un comité pour s'enquérir et faire de temps en temps rapport de tous les faits qui se rattachent au contrat du chemin de fer canadien du Pacifique adjugé à Sir Hugh Allan et ses associés, et qui se sont produits avant et après la signature de ce contrat, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, pièces et documents, et dépêches télégraphiques, envoyées ou reçues par le câble atlentique ou autre voie, y compris toutes communications échangées entre Sir Hugh Allan ou quelqu'un de ses associés maintenant en Angleterre, et le gouvernement, ou un de ses membres ou quelque personne en son nom.

# ORDRES DU JOUR.

## Pour Lundi, 28 avril 1873.

1873		
1 25 a	vril	-Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Risques isolés contre le feu.—(Hon. M. McMaster).
2 23	"	Seconde lecture (Bill K) Loi relative au pénitencier,—(Hon. M. Campbell).
3 "	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Maison de la Trinité de Québec.—(Hon, M. Campbell).
4 "	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Maîtres de havre, Nou- velle-Ecosse et Nouveau-Brunswick.—(Hon. M. Campbell).
5 "	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Transport en navires d'articles dangereux.—(Hon. M. Campbell).
6 "	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Inéligibilité à la Chambre des Communes des membres des législatures provinciales.—(Hon. M. Letellier de St. Just).
7 "	"	Comité de toute la Chambre sur (Bill de la Chambre des Communes.) Gardiens des ports de Montréal et de Québec.—(Hon. M. Aikins.)
8 "	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Examen des témoins sous serment devant les comités du parlement.—(Hon. M. Campbell.)
9 25	"	Considération des amendements du comité spécial au Bill de la Banque de Trois-Rivières.—Hon. M. Hamilton, (Kingston.)
10 "	"	Seconde lecture (Bill L) Offenses contre la personne—(Hou. M. Campbell.)
11 "		Comité de toute la Chambre sur (Bill I) Etrangers dans la Colombie et le Manitoba.—(Hon. M. Campbell).
12 "		Seconde lecture (Bill J.) Compagnie de crédit foncier du Canada.—(Hon. M.

LANCER DET ME The state of THE RESERVE THE PARTY OF THE PA unit) - united at the page of the control of the co

No. 28.

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1373.

Vendredi, 25 Avril 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SENAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, line Rideau

# PROCÈS-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

DU CANADA.

## Lundi, 28 Avril 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins, Archibald, Armand, Benson, Blake, Bureau, Burnham, Campbell, Carrall, Chaffers,	Cormier, Dickey, Dickson, Dumouchel, Ferrier, Flint, Foster, Girard, Guévremont, Hamilton, (Kingston)	Locke, Macdonald, (Victoria) Macfarlane, Macpherson, Malhiot, McClelan, McDonald, McLelan, McMaster, Mills,	Panet, Perry, Price, Read, Ryan, Seymour, Shaw, Simpson, Skead, Sutherland.
Carrall,	Guévremont,	McMaster,	Skead,
Chaffers, Chapais,			Sutherland, Vidal,
Christie,	Kaulback, Lacoste,	Northup, Odell,	Wark, Wilmot,
Cochrane,	Letellier de St. Just,	Olivier,	uot nh seedi

#### PRIÈRES :

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Christie; du révérend Henry Meyers et autres, de la ville de Paris; de Samuel Vipond et autres, d'Elma, de J. H. Soulbert et autres, du township de Logan et Hibbert, de George R. Mortimer et autres, du village Listonell, de John Carmichael et autres, du township de Hibbert; du révérend Samuel Wilson et autres, du village de Monkton; de Peter Plant et autres, du village Palmerston; de Henry Miller et autres, du township d'Easthope, de J. H. Hugg et autres, du village de Mitchell; du révérend John Hough, et autres, du township d'Elma; de Richard B. Gill et autres, du township Fullerton; de Devis Horsman et autres, du township de Nessondi Est, de William Daunt et autres, du village de Thamesford; d'Edward M. Henderson et autres, du township d'Oxford Ouest; de George Wilson et autres, de Bencherville, de E. D. Tellson et autres, du township de Tellsonville; de Lévi Wilson et autres de Ste. Marie, comté de Perth; de John L. Long et autres, du township d'Oxford Ouest; de Robert Leech et autres, du village de Howick; de William Hay et autres, du village de Scotland; de Henry Cox et autres, du village de Burford; du révérend A. Stewart, du township d'Onondaga; de William Gray et autres, du township de Turnberry.

De Thomas Sanderson et autres, du village de Newport; du révérend George H. Kenny et autres, du township de Turnberry; d'Eisha Hughes et autres, du village de Gorrie; de Wm, E. Vanderlip et autres, du township de Burford; de R. Callender et autres, du village de Clinton; du révérend Mathew Barr et autres, du township de McKillop; de H. B. Palmer et autres, du village de Seaford; de Henry Gracey et autres, du township d'Usborne; d'Edward Odeman et autres, du comté de Huron; de Charles Farrend et autres, du village de Newbridge; de S. Wilson et autres, du village de Clinton; de William Simmons et autres, du village de Crediton; de R. D. Manning et autres, du village d'Exeter; du révérend D. Odell et autres, du township de de Wavanosh; de Henry Vanvalkenburgh et autres, du township de Hay, tous dans la Province d'Ontario.

Par l'honorable M. McMaster, de James Arkenhead et autres, de Toronto-Centre; d'Alexander Brown et autres, de la cité de Toronto; de Robert Campbell et autres, de Toronto-Est; de James M. Ewing et autres, du quartier St. Jean, Toronto; de R. C. Bothwell et autres, de la cité de Toronto; et du conseil municipal du township de Sydenham, tous dans la Province d'Ontario.

Par l'honorable M. Aikens, du révérend Benjamin Sherlock et autres; de John Cameron, du township de Chiquacousy; de George McAuley et autres du village de Streetsville; de John Coyne, M. P. P., et autres, du village de Brampton; de Magnus Henderson et autres; d'Isaac Hibburn et autres, du township de Peel; du révérend J. A. Richardson et autres; de Benjamin Gregor et autres; du révérend Andrew McLean, et autres; de John Narshall et autres, du township de Puslinch; de Donald McMurcty et autres, du township d'Erin; d'Alexander Hill et autres, du village de Rokewood; de John Sirrie et autres; du village d'Elora; d'Enolh Bucker et autres du village de Fergus; de John Robinson et autres; de M. Day et autres; de Joseph Ryan et autres; de Thomas Wray et autres, de la ville Guelph; de William Tyler et autres, du township d'Erin; de R. S. Perry et autres, du village de Drayton; de N. C. Boyce et autres, du township d'Eramosa; de Mary Young et autres, du township d'Erin; du révérend William Henry et autres; du révérend George Watson et autres, du township de Minto; du révérend George de Lautres, du township de Hinto; du révérend George de Lautres, du township de Hinto; du révérend George de Lautres, du township de Hinto; du révérend F. M. Smith et autres, du township d'Eromosa; de John Frimble et autres, du township

d'Acton ; du révérend L. Cameron et autres, du village d'Acton ; de William H. Speers et autres, de la d'Oakville; de James Appellie et autres, circuit d'Oakville; de James McCallister et autres, du comté de Halton; de D. C. McLead et autres, du township de Nelson ; de Ferris Lawrence et autres, du township de Trafalgar et Toronto ; du révérend E. Pakken et autres, du village de Georgetown et James Hollinrake et autres, de la ville de Milton, tous dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Perry, des officiers et membres de Colbourne Temple No. 207, de l'Ordre Indépendant des bons Templiers; de Charles Ward et autres, du township d'Hamilton; du révérend Wm. Andrews et autres, du township de Haldimand; de Daniel McLean et autres, du township de Brighton; de John Dickson et autres, du village de Cambellford; de Thomas Gillbard et autres, de Cobourg; du révérend Samuel King et autres, du township de Hamilton; de Thomas McNaughton et autres, de Cobourg; de B. A. Cumming et autres, du township de Brighton; de Joseph H. Sriver et autres, du township de Seymour; de W. H. Sparling et autres, élèves de l'Université Victoria; de T. M. Grover et autres, du village de Colborne; de Wm. McConnell et autres, du village de Harwood; de Henry Meredith et autres, du village d'Orangeville; de J. Rees et autres, de John Nelson et autres, du township de Haldimand; du Conseil Municipal des comtés-unis de Northumberland et Durham; et des conseils municipaux des townships de Hamilton et Haldimand, tous dans la Province d'Ontario.

Par l'honorable M. Blake, de James Taylor et autres, du comté de Norfolk, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Read, du Conseil Municipal du township d'Hollowell, province

Par l'honorable M. Seymour, de S. C. Read et autres; de John Catheart et autres, du village de Bobcaygeon; de John Fisher et autres, des townships de Gore Downie et Easthope; du révérend F. Wallace et autres, du township de Reach; de Thomas Henry et autres, du township de Whitby Est; du révérend William Newton et autres, du township de Scott; de Robert Murray et autres, du township de Thorah; de Linnoems J. Rogers et autres, du village d'Oshawa; de Henry Dickenson et autres, de Goodwood: de Michael Clepsham et autres, du township de Morrison; de Thompson White et autres, de Muskoka et Draper; de Thomas McMurray et autres, du village de Brucebridge; de William Thomas Read, jr., et autres, du township de Summerville; d'Edmund Bray, jr., et autres, des townships de Stistead et Stephenson; de John Hossack et autres, de la ville de Lindsay; du révérend Edward Hill et autres, du township d'Emily; de S. Nighswanders et autres, de Giles Jenkins et autres, du township de Pickering, de John Clarke et autres de J. W. Lent et autres, du township de Mariposa; de John McDuffie et autres, des townships d'Eldon et Mariposa; d'E. Bradley et autres; de G. A. Jacobs et autres, du village de New-castle; de Robert Lockhart et autres; de John Kelley et autres; de S. F. Smith et autres; de G. M. Long et autres, du township de Clarke; de William Masson et autres; de Robert Hurley et autres ; du révérend Donald Mackintosh et autres, du township de Hope ; de William Best et autres, du township de Cavan, dans le comté de Durham; de James Walker et autres de Durham, Ontario; du révérend Robert Boyd et autres, de la ville de Bowmanville; du révérend Robert Boyd et autres, de la ville de Bowmanville ; de James Walker et autres, de Durham; de William Mann et autres, du township de Hope; de Robert Lockhart et autres, du township de Clarke et de John Kilby et autres, des townships de Clarke et Hammers.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont èté lues :

De la compagnie de chemin de fer de Buffalo et du lac Huron, demande qu'une loi soit passé pour permettre à la dite compagnie de faire des arrangements concernant leur dettes en bons.

De Louis Sylvestre et autres, de la visitation de l'Île du Pads, dans le comté de Berthier, province de Québec; demandant que dans le cas où il serait établi des estacades dans le chenal entre l'Îte St. Ignace et l'Île du Pads, il soit laissé un passage libre dans le dit chenal pour l'usage du public.

De Jacob McCombs et autres, du comté de Monck; du révérend John Reilleg et autres, de Fort Hill; du révérend Joseph Odery et autres, du township de Stansford; d'Olivier Powell et autres, du village de Drummondville; de Cyrus Kilburn et autres, du township de Clinton; de H. F. Bridgman et autres, du township de Grimsby; de George Bowland et autres, du township de Niagara; et de P. H. Waddell et autres, du township de Clinton, tous dans la province du Haut-Canada, demandant qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente des boissons enivrantes comme breuvage dans la Puissance du Canada.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incorporer la compagnie Canadienne d'Assurance contre les risques isolés du feu et pour changer le nom de la dite compagnie en celui de "Compagnie d'Assurance des cultivateurs et des bâtisses isolées du Canada contre le feu " a été, tel qu'amendé, lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements, auxquels il demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : "Acte pour étendre l'acte passé en la 33ème année du règne de Sa Majesté, intitulé : "Acte pour amender l'acte des Pénitenciers de 1868.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikens, il a été Ordonné, qu'il soit remis à demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour augmenter le nombre de s membres de la corporation de la maison de la Trinité de Québec et pour en étendre les pou voirs, a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikens il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité général demain.

Conformément à l'ordre du jour, e bill intitulé: "Acte pour pourvoir à la nomination de maîtres de havre pour certains ports dans los provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouv

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikens, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité général demain,

Conformément à l'ordre du jour : " Acte concernant le transport des matières dangereuses dans les navires" a été lu la seconde fois. Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikens, il a été Ordonné, que le dit biill soit renvoyé au comité général demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé: "Acte à l'effet de déclarer inhabiles à sièger ou voter dans la Chambre des Communes du Canada, les membres des conseils législatifes des provinces qui forment maintenant ou formeront plus tard partie de la Puissance du Canada."

Sur motion de l'honorable M. Letellier de St. Just, secondé par l'honorable M. Macpherson, il a été

Ordonné, qu'elle soit remises à demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé : "Acte pour amender les actes concernant les gardiens de Port à Montréal et à Québec.

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Hamilton (Kingston) a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'eu faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Aikens secondé par l'honorable M. Campbell il a été. Ordonné, que le dit bill soit lu une troisième fois demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé: "Acte pour pourvoir l'interrogatoires des témoins sous serment par des comités du Sénat et de la Chambre Communes en certains cas."

L'honorable M. Campbell secondé par l'honorable M. Aikens a proposé que le dit bill soit maintenant lu une seconde fois,

Après débats.

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été résolu dans l'affirmative.

Le dit bill a alors été lu un seconde fois en conséquence.

L'honorable. M Campbell a alors proposé, secondé par l'honorable M. Aikens

Que le dit bill soit renvoyé à un comiré général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolu dans l'affirmative,

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le dit bill,

Quelque temps après, la Chambre a repris su séance, et L'honorable M. Wark a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sous amendement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable H. Hamilton (Kingston) il a éte.

Ordonné, que le bill soit lu la troisième fois demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre a procédé à la prise en considération de l'amendement proposé par le comité des banques, du commerce et des chemins de fer, au bill intitulé: "Acte pour incorporer la banque de Trois-Rivières" et

Le dit amendement étant lu par par le greffier.

Sur motion de l'honorable M. Hamilton (Kingston), secondé par l'honorable M. Campbell, il a été

Ordonné, qu'il soit agréé.

Ordonné, que le dit bill tel qu'amendé soit lu la troisième fois demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender l'acts concernant les offenses contre la personne" a éts lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Canpbell, secondé par l'honorable M. Aikens, il a été

Ordonné, que le dit bill soit ronvoyé à un comité général demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé: Acte concernant les aubains et la naturalisation dans les provinces de la Colombie Anglaise et du Manitoba".

#### (Dans le comité: Voyez Journal.)

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et L'honorable M. Dickey a fait rapport, de la part du dit commité, qu'il avait examiné le dit bill en entier,, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec quelques amendements.

Ordonné, que les dits amendements soient maintenant reçus, et Les dits amendements étant lus une seconde fois ils ont été agréé par la Chambre. Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikens, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu une troisième fois demain.
L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de Crédit Foncier du Canada.

Sur motion de l'honorable M. Bureau, secondé par l'honorable M. Macpherson, il a été Ordonné, qu'il soit remis à demain.

Un message a été apporté de la Chambre des Communes par l'honorable M. Cameron (Cardwell), et autres comme suit:

#### CHAMBRE DES COMMUNES,

Vendredi, 25 avril 1873.

Résolu,—Qu'il soit envoyé un Message au Sénat, demandant à leurs Honneurs qu'il soit permis aux Honorables Messieurs MacPherson Cochrane, Chapais, Foster et Campbell de comparaître et rendre témoignage devant le Comité qui a été chargé de faire une enquête sur le sujet mentionné dans la déclaration de l'honorable M. Huntington relative au chemin de fer du Pacifique.

Ordonné, Que l'honorable M. Cameron (Cardwell) porte le dit Message au Sénat.

Certifié,

A. PATRICK, Greffier des Communes.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikens il a été Résolu, qu'il soit envoyé un message à la Chambre des Communes pour informer cette Chambre que le Sénat donne permission aux honorables messieurs Macpherson, Cochrane, Chapais, Foster et Campbell de comparaître et rendre témoignage devant le comité de cette

Chambre qui a été chargé de faire une enquête sur le sujet mentionné dans la déclaration de l'honorable M. Huntington, relative au chemin de fer du Pacifique, s'ils le jugent respectivement à propos.

Ordonné, que la dite résolution soit portée à la Chambre des Communes par l'un des

Maîtres en Chancellerie.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill rntitulé: "Acte pour amender de nouveau l'Acte concernant les banques et le commerce de banque" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois,

Sur motion de l'honorable M. Aikens, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois mercredi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec nn bill intitulé : "Acte pour incorporer la banque de St. Jean" auquel elle demande le eoncours de cette Chambre. Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Bureau, secondé par l'honorable M. Ferrier, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour incorporer la banque de Stadacona" auquel elle demande le concours de cette Chambre. Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Panet, secondé par l'honorable M. Armand, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour incorporer la banque de *Hochelaga*," auquel elle demande le concours de cette Chambre. Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Armand, secondé par l'honorable M. Panet, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour incorporer la banque de *Pictou*, auquel elle demande le concours de cette Chambre. Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Dickey, secondé par l'honorable M. Shaw, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la Banque de l'Ouest du Canada," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. McMaster, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour incorporer la Banque de St. Hyacinthe," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Olivier, secondé par l'honorable M. Malhiot, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour incorporer la Banque Victoria du *Canada*," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honoble M. Odell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte relatif à la Maison de la Trinité et aux commissaires du hâvre de Montréal auquel elle demande le concours de cette chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikens, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, mercredi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour permettre à James McNabb du township de Bosanquet d'obtenir une extension de son brevet pour un accouplement de chars horizontal 'auquel elle demande le concorrs de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Vidal, secondé par l'honorable M. Muirhead, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie des Orfèvres du *Canada*" (Responsabilité limitée) auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. McDonald, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, mercredi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie des mines d'argent dite North Star" auquel elle demande le concours de la Chambre.

Le dit bill a été lu une première fois.

Sur motion de l'honorable M. Vidal, secondé par l'honorable M. Muirhead, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour amender la charte de la compagnie manufacturière dite *Dolphin*" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois

Sur motion de l'honorable M. Benson, secondé par l'honorable M. Seymour, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour augmenter le fonds capital de la compagnie d'expédition et de chemin de fer Union" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Skead, secondé par l'honorable M. Burnham, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte "concernant le chemin de fer de *Montréal* et de *Champlain*," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honoraus au. Ferrier, secondé per l'honorable M. Bureau, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte "pour incorporer la compagnie de transport de *Huron* et d'*Ontario*," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Seymour, secondé par l'honorable M. Benson, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour pourvoir au maintien de l'ordre à bord des steamers à passagers," auquel elle demande e concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Aikens, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, mercredi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, pour rapporter le bill intitulé: Acte concernant les réclamations à des terres dans le *Manitoba*, pour lesquelles il n'a pas été accordé de lettres patentes," et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a lassé le dit bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte our suspendre pendant un temps limité l'opération de certains acres concernant l'inspections es bateaux à vapeur dans la Colombie anglaise," auquelle elle demande le concours de cette hambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikens, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, pour rapporter le bille intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie maritime d'amélioration dé la Puissance du Canada," et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a acquiescé a l'amendement fait par le Sénat au dit bill, sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie Canadienne d'assurance maritime et contre l'incendie dite Empire," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la premlère fois.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. McDonald, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitule : "Acte pour établir de nouvelles dispositions relativement aux droits de douane dans le *Manitoba* et les territoires du *Nord-Ouest* auquel elle demande le concours de la Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorrble M. Aikens, secondé par l'honorapie M. Campbell, il e été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, mercredi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, pour rapporter le bill intitulé: Acte à l'effer d'amender l'acte intitulé: Acte portant de nouvelles dispositions pour le gouvernement des territoires du Nord-Ouest," et informer cette Chambre que le Sénat a passé le dit bill sans amendement.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikens, La Chambre s'est ajournée.

# Mardi, 29 Avril 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter.

Motions.

## AVIS DE MOTIONS.

Pour Mardi, 29 avril 1873.

Par l'honorable M. Ryan:

1873

22 mars.—Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance avec le gouvernement impérial ou avec quelque personne que ce soit, depuis le 31 mars 1872, au sujet du droit de propriété littéraire et artistique et des réimpressions d'ouvrages de propriété britannique en Canada.

Par l'honorable M. Christie.

24 "Qu'il soit nommé un comité pour s'enquérir et faire de temps en temps rapport de tous les faits qui se rattachent au contrat du chemin de fer canadien du Pacifique adjugé à Sir Hugh Allan et ses associés, et qui se sont produits avant et après la signature de ce contrat, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, pièces et documents, et dépêches télégraphiques, envoyées ou reçues par le câble atlentique ou autre voie, y compris toutes communications échangées entre Sir Hugh Allan ou quelqu'un de ses associés maintenant en Angleterre, et le gouvernement, ou un de ses membres ou quelque personne en son nom.

### Pour Mercredi, 30 Avril 1873.

Interpellation par l'honorable M. Price.

1873.

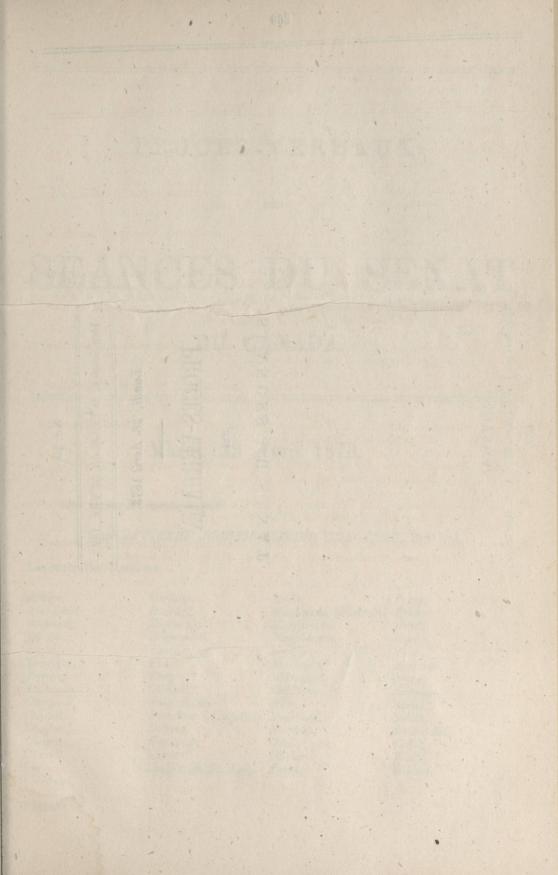
28 Avril.—Si les paquebots-postes Allan ne sont pas obligés de rester dans le port jnsqu'à ce que toutes les malles canadiennes qui se composent pour eux, soient transportés à leur bord? et d'où vient que les malles anglaises closes à Québec le 21 et le 28 Mars dernier, et expédiées par la voie de Portland, n'ont pas été attendues par le Prussian et le steamers suivant?

# ORDRES DU JOUR.

## Pour Mardi, 29 avril 1873.

	1873	3.	
1	28	avril_	Troisième lecture sur (Bill de la Chambre des Communes.) Gardiens des ports
2	"	"	Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Examen des témoins sous serment devant les comités du parlement.—(Hon. M. Campbell.)
3	(6	"	Troisième lecture Bill de la Banque de Trois-Rivières.—Hon. M. Hamilton, (Kingston.)
4	"	<b>(6</b>	Troisième lecture (Bill I) Etrangers dans la Colombie et le Manitoba.—(Hon. M. Campbell).
5	"	"	Seconde lceture (Bill K) Loi relative au pénitencier,—(Hon. M. Campbell).
6		"	Comité de toute la Chambre (Bill de la Chambre des Communes) Maison de la Trinité de Québec.—(Hon. M. Campbell),
7	"	"	Comité de toute la Chambre (Bill de la Chambre des Communes) Maîtres de havre, Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick.—(Hon .M. Campbell).
8	"	"	Comité de toute la Chambre (Bill de la Chambre des Communes) Transport en navires d'articles dangereux.—(Hon. M. Campbell).
9	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Inéligibilité à la Chambre des Communes des membres des législatures provinciales.—(Hon. M. Letellier de St. Just).
10	66	,16	Seconde lecture (Bill L) Offenses contre la personne—(Hon. M. Campbell.)
11		***************************************	Seconde lecture (Bill J.) Compagnie de crédit foncier du Canada.—(Hon. M.
12	"	"	Bureau.)  Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes)—Incorporation de la Banque de St. Jean.—(Hon. M. Bureau).
13	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes).—Incorporation de la Banque Stadacona—(Hon. M. Panet.)
14	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes).—Incorporation de la Banque d'Hochelaga.—(Hon. M. Armand).
15	"	". ,	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes).—Incorporation de la Banque de Pictou—.(Hon. M Dickey).

	1873.	
16 2	8 Avri	l.—Seconde lectuee (Bill de la Chambre des Communes),—Incorporation de la banque de l'Ouest du Canada.—(Hon. M. Simpson).
17 '		Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes)—Incorporation de la banque de St. Hyacinthe.—(Hon. M. Oliver).
18 '		Seconde locure (Bill de la Chambre des Communes).—Incorporation de la banque Victoria du Canada.—(Hon. M. Ryan).
19 "	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Patente pour Accoupleur de chars de McNab.—-(Hon. M. Vidal.)
20 "	"	Seconde lecture (Bill de la Chambra des Communa) Compagnia des Minto a argent de l'Etoile du North.—(Hon. M. vidal.)
21 '	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie manufacturière dite Dauphin.—(Hon. M. Benson.)
22 "	٠ ((	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie d'expédition et de chemin de fer Union.—(Hon. M. Skead.)
23 "		Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Chemin de fer de Montréal et Champlain.—(Hon. M. Ferrier.)
24 "	<i>( (</i> 1	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie de transport de Huron et Ontario.—(Hon. M. Seymour.)
25 "	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Inspection des bateaux à vapeur dans la Colombie.—(Hon. M. Campbell.)
26 "	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie d'Assurance contre le feu et maritime de l'Empire.—(Hon. M. McMaster.)



lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Lundi, 28 Avril 1873.

PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SUNAT.

OTTAWA:

Imprimés par J. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue Rilicad 1873.

# PROCÈS-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

## DU CANADA.

# Mardi, 29 Avril 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Cormier,	Locke,	Perry,
Archibald,	Dickey,	Macdonald, (Victoria)	Price,
Armand,	Dickson,	Macfarlane,	Read,
Benson,	Dumouchel,	Macpherson,	Reesor,
Blake,	Ferrier,		Ryan,
Bourinot,	Flint,	McClelan,	Seymour,
Bureau,	Foster,	McDonald,	Shaw,
Burnham,	Girard,	McMaster,	Simpson.
Campbell,	Guévremont,	Mills,	Skead,
Carrall,	Hamilton, (Kingston)	Muirhead,	Smith,
Chaffers,	Holmes,	Northup,	Sutherland,
Chapais,	Kaulback,	Odell,	Vidal,
Chinic,	Lacoste,	Olivier,	Wark,
Christie,	Letellier de St. Just,	Panet,	Wilmot.
Cochrane.	cour an deputate att the Section of	EMBERGE SHAPP SHEET WAS	THE PARTY OF

PRIÈRES :

L'honorable président a présenté à la Chambre, une liste des actionnaires de la Banque Nationale, jusqu'au 1er mars 1873.

Aussi un état des baptêmes, mariages et sépultures, dans le district de Joliette, pour

l'année 1872.

Ordonné, qu'ils soient déposés sur la table et ils sont comme suit :

(Voir documents de la Session.)

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table.

Par l'honorable M. McMaster; de la corporation de la cité de Toronto.

Par l'honorable M. Perry; du conseil municipal de Monaghan Sud, (deux pétitions) et du conseil municipal du township de Cramahe, dans le comté de Northumberland.

Par l'honorable M. Christie, d'Edouard Ellis et autres ; de James T. Laurie ; de George Richardson et autres, de la cité de London, (Ontario); d'Allan Findlay et autres, du township de Biddulph ; de Henry Eyre et autres, du township de Nissouri Ouest ; de William Fletcher et autres, du township de London ; de Wadditone et autres, du comté de Middlesex Ouest; de John Ogilvie et autres, du township de Carradoc; de Joseph Wananosh et autres, de Cunceytown; du révérend Archibald Stewart et autres, des townships de Mosa, Metcalf et Ekfrid; du révérend James Kennedy et autres, du township de Dorchester; de William Newcombe et autres, du township de Yarmouth; de James McCall et autres, du township d'Alborough ; du révérend J. B. Goodspeede et autres, de D. T. Silverthom et autres, du townshiph de Bayham; de J. D. Rosh et autres, du township de Williamsburgh; de Joseph Clutton et autres, du village d'Aylmer; de A. J. Comjort et autres, du village de Vienna; de W. Henderson et autres; de Thomas Welden et autres, du township de Southwold; de D. S. McLane et autres; de John Dewan; de Peter McPhedroire; de R. Sheppard et autres, du township de Plymton; du révérend George Clark et autres, de Moretown; de John Vance et autres, du township de Bosanquet; de William Crawford et autres, de la ville de Sarnia; de D. McDonald et autres, des townships de Plymton et Sarnia; de Hiram K. Roberts et autres, du township de Sombra: de W. McLeary et autres, du township de Warwick; de William Anderson et autres, du township de Moore; de John Dewan et autres; de William Bury et autres, d'Andrew S. Harkness et autres, des townships de Moore et Sombra; de Luke Sims et autres, du village dOil Springs; du révérend John Jacobs et autres; du township de la réserve des Sauvages de Sarnia; de Daniel Waller et autres; de Rachel Philips et autres, du township de Camden ; du révérend E. S. Jones et autres, des townships de Rochester et Maidstone ; de Elijah Valentine et autres, de la ville d'Amhersburg; du révérend J. O. Bonner et autres, de la ville de Windsor; de John H. Jones et autres, du township de Maidstone; de A. J. English et autres, du township de Scofield; de Thomas Moran et autres, du township de Sandwich; de C. Mattenley et autres, de Dover; de John Bryden et autres, du township d'Oxford; de Peter B. Smith et autres, du township de Chatham; de L. B. Anderson et autres, de Buxton; du révérend John Walton et autres, de la ville de Dresden, tous dans la province d'Ontario,

Par l'honorable M. Reesor; de James Benton et autres, du township de Glenelg; du révérend John McGuire et autres, du township de Holland; de Thomas Dernlan et autres, du township de Sullivan; de John Scruton et autres, du township de Mélancthon; de John Hulbert et autres, du township d'Euphrasia; de William Gossline et autres, du township de Holland; de Donald Frascr et autres, du village de Princeville; de Donald McDonald et

autres, du township de Praton ; de C.R. McLane et autres, du township de St. Vincent ; de Josiah Clare et autres, des townships de Normonby et Minto; de Josiah Green et autres, des townships de Holland, Darby et Sullivan; de David Davis et autres, du township de Glenelg; de William Platt et autres, du township de Sydenham; de R. S. Husband et autres, du township de Holland; du révérend J. W. Sanderson et autres, du township de Mclanchton ; de A. C. Kernott et autres ; de William Hule et autres ; de D. W. Nelson et autres, du village d'Orillia; de F. B. Barclay et autres; de R. C. McCaron et autres, du township d'Innisfil ; de John W. Lace et autres, du village d'Angus ; de David Gould et autres, du village d'Avening; de Thomas Bellamy et autres, du township de Tecumseth; de Lizzie Johnston et autres, du village de Bellewoth; de James Storm at autres, du village de Brentwood : de James Cunningham et autres, du village de Thornton ; de George Hall et autres, du village d'Orillia; de Jno. Stevenson et autres, du township d'Innisfil; de L. S. Monniug et autres, du township de Tecumseth ; de James Hunbe et autres, du township de Medonte ; de Margaret Watson et autres, du township de Tecumseth ; du révérend C. S. Blain et autres; du révérend J. W. Spencer et autres, du village de Port Elgin; de John Thompson et autres; de John McKenzie et autres; de Wm. Walsh et autres, du township de Huron ; du révérend Anderson et autres, de Liverton ; de Caleb Spragg et autres, du village de Warton; de Henry H. Perdue et autres, du township de Brant; de John Straith et autres, du village de Paisly; de J. Huron et autres, du village de Kincardine; du révérend Q. H. Robinson, du township de Scarboro; de George Edwards et autres, du village de Loydtown; de A. A. Skinner et autres; de Matthew Cove et autres, du township de Whitchurch; do John Brown et autres, du village de Woodbridge; de R. W. Forrest, M. D., et autres, du village de Mount Albert; de P. Patterson, M.P.P., et autres, du comté de York; de Meph. Swain et autres, du village de Franklin; de Frederick Stangways et autres, du township de Tecumseth ; du révérend G. Dunkely et autres, des villages de George et Sutton ; de George Bice et autres; du révérend Edward Barrars et autres; de Joseph J. Davis et autres, du village d'Aurora; de Charles Haines et autres; du révérend Wm. W. Torrance et autres, des townships de Gwillembury Nord et Est; de Mary Dunne et autres; de John McKeown et autres; de R. M. Sarter et autres, de la cité de Toronto.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte quatorzième et quinzième Victoria, chap. 36, qui incorpore la Compagnie de garantie du Canada," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Hamilton (Kingston,) secondé par l'honorable M. Aikins il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu Ia troisième fois, demain.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour étendre à une autre période les dispositions de l'acte des arrangements financiers du Grand Tronc, 1862, à l'égard de certains bons privilégiés, pour établir des taux d'intérêts payable à l'avenir sur les bons et actions privilégiés " et pour d'autres fins, a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par M. Hamilton (Kingston), il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant, Le bill a été alors lu la troisième fois en conséquence. La question a été mise, ce bill passera-t-il? Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Dickson du comité des ordres permanents et des bills privés a présenté

son quatorzième rapport.

Ordonné, qu'elle soit reçue et Il a été lu par le greffier comme suit.

> CHAMBRE DE COMITÉ, 29 Avril 1873.

Le comité des ordres permanents et des bills privés à l'honneur de présenter son

quatorrzième rapport.

Votre comité a examiné la pétition de la compagnie du chemin de for de Buffalo et du lac Huron, demandant un acte qui lui permette de faire certains arrangements relativement à sa dette en bons, et à constaté qu'il a été donné suffisant avis de cette pétition.

Le tout respectueusement soumis.

WALTER H. DICKSON, Président.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Chambre de Commerce de la Puissance" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec divers amendements, qu'ils soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu, et

Les dits amendements ont été alors lus par le greffier, comme suit :

#### (Voir Journal.)

Sur motion de l'honorable M. Hamilton (Kingston), secondé par l'honorable M. Campbell, il a été

Ordonné, que le dit bill et ses amendements soient pris on considération par la Chambre'

demain.

L'honorable M. Aikins a présenté à la Chambre un bill intitulé: "Acte pour résoudre un doute sur l'interprètation à donner à la trente-et-unième section de l'acte 33 Vic., chapitre 3, et pour amender la section cent huit de l'acte des terres de la Puissance."

Le dit bill a été lu pour la premier fois.

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Sur motion de l'honorable M, Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le temps limité pour la réception, des pétitions pour bills privés soit prolongé à vendredi, le deuxième jour de mai prochain.

Sur motion de l'honorable M' Campbell secondé par l'honorable M. Aikins il a été
Ordonné, que le temps limité pour la reception pour la présentation des bills privés soit

prolongé à vendredi le second jour de mai prochain.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins il a été Ordonné, que le temps limité pour la réception des rapports d'un comité permanent ou spécial des bills privés soit prolongé à vendredi, le second jour de mai prochain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: " acte pour augmenter les actes con cernant les gardiens de port à Montréal et à Québec, a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t il ?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour pourvoir à l'interrogatoire des témoins sous serment par des comités du Sénat et de la Chambre des Communes en certains cas, a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ces bills, auxquels il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour incorporer la banque de Trois-Rivières" a été, tel qu'amendé, lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements, auxquels il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte concernant les aubains et la naturalisations dans les provinces de la Colombie Anglaise et le Manitoba" a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre, que le Sénat a passé ce bill, auquel il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte à l'effet de proroger l'acte passé dans la trente-troisième année du règne de Sa Majesté, intitulé : "Acte pour amender l'acte des pénitenciers, a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé: "Acte pour augmenter le nombre des membres de la corporation de la Maison de la Trinité de Québec, et pour en étendre les pouvoirs."

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Armand a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aiktns, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé : "Acte pour pourvoir à la nomination de maîtres de havre pour certains ports dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick."

Quelque temps après la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Ryan, a fait rapport de la part du comité, qu'il avait pris le dit bill en considération, y avait fait quelque progrès et l'avait chargé de demander permission de siéger de nouveau.

Ordonné, que le dit comité soit permis de s'assembler de nouveau demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé : "Acte concernant le transport des matières dangereuses dans les navires."

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Archibald a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rendre à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte à l'effet de déclarer inhabiles à siéger ou voter dans la Chambre des Communes du Canada, les membres des conseils législatifs des provinces qui forment maintenant ou formeront plus tard partie de la Puissance du Canada" a été lu une seconde fois.

L'honorable M. Letellier de St. Just a proposé, secondé par l'honorable M. Christie, Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative, et

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le dit bill,

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Olivier a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Letellier de St. Just, secondé par l'honorable M. Christie, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant les offenses contre la personne."

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Kaulback a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer une compagnie sous le nom de "Crédit foncier du Canada" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Bureau, secondé par l'honorable M. Flint, il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des ordres permanents et des bills privés.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la banque de St. Jean" a été lu une seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Bureau, secondé par l'honorable M. Flint, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la banque de Stadacona" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Panet, secondé par l'honorable M. Chinic, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour incorporer la banque d'Hochelaga" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Armand, secondé par l'honorable M. Malhiot, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : "Acte pour incorporer la banque de *Pictou.*"
Sur motion de l'honorable M. *Dickey*, secondé par l'honorable M. *Holmes*, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour augmenter la banque de l'Ouest du Canada" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. Bureau, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la banque de St. Hyacinthe" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Olivier, secondé par l'honorable M. Malhiot, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour incorporer la banque Victoria du Canada," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. McMaster, il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour permettre à James Mc-Nabb du township de Bosanquet d'obtenir une extension de son brevet pour un accouplement de chars horizontal," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Vidal, secondé par l'honorable M. Cochrane, il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie des mines d'argent, dite North Star," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Vidal, secondé par l'honorable M. Cochrane, il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des ordres permanents et des bills privés

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender la charte de la compagnie manufacturière dite *Dolphin*," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Benson, secondé par l'honorable M. Seymour, il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour augmenter le capital social de la compagnie Union d'expédition et de chemin de fer," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des ordres permanents et des bills privés.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte concernant la compagnie de chemin de fer de Montréal et de Champlain," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Carrall, il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie de transport de *Huron* et d'*Ontario*," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Seymour, secondé par l'honorable M. Benson, il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des ordres permanents et des bills privés.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour suspendre pendant un temps limité l'opération de certains actes concernant l'inspection des bateaux à vapeur dans la Colombie Britannique," a été lu la seconde fois.

L'honorable M. Campbell, a proposé, secondé par l'honorable M. Carrall, Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affir mative, et

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comit é général sur le dit bill.

Quelques temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Ferrier a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable Carrall, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie canadienne et d'assurance maritime et contre l'incendie dite *Empire*" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, sceondé par l'honorable M. Ryan, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des ordres permanents et des bills privés.

L'honorable M. Simpson, du comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes sur les impressions du Parlement, a présenté son cinquième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et

Le dit rapport a été alors lu par le greffier comme suit :

#### CHAMBRE DE COMITÉ. 22 avril, 1873.

Le comité conjoint des Impressions a l'honneur de présenter comme étant son cinquième rapport les résolutions suivantes qu'il recommande respectueusement à la Chambre.

10. Résolu, que ce comité après une minutieuse et complète investigation de tous les faits se rattachant aux contrats conclus entre le Parlement du Canada et M. I. B. Taylor, pour les impressions requises par les deux Chambres du Parlement, et considérant la nécessité absolue qu'il y a, dans l'intérêt public, que les impressions parlementaires soient faites aussi promptement que possible, est d'opinion qu'il n'est que juste que M. Taylor reçoive des prix plus élevés que ceux qui lui sont maintenant payés pour certaines parties de l'ouvrage exécuté en vertu de son contrat.

20. Résolu, Que le dit comité des Impressions ayant décidé que M. I. B. Taylor a droit en justice à des prix plus élevés que ceux qui lui sont maintenant payés pour certains ouvrages par lui exécutés comme imprimeur parlementaire en vertu de son contrat, il soit payé d'après les prix suivants, savoir:

Pour la composition, 30 centins par mille ems. Pour l'impression, 25 centins par demi-rame. Pour les changements, 20 centins par heure.

30. Résolu, Que l'augmentation dans les prix pour certaines impressions exécutées par M. Taylor, recommandée par la précédente résolution, s'appliquera à tout ouvrage exécuté par l'entrepreneur pour les sessions de 1871, 1872, 1873 et 1874.

40. Résolu, Que comme le présent contrat de M. Taylor expire l'an prochain, il soit demandé des soumissions, durant la vacance, pour les impressions du Parlement, et que ces soumissions soient envoyées avant l'ouverture de la prochaine session.

Le comité prend aussi la liberté de soumettre ci-annexées les minutes de ses délibérations, ainsi que le rapport de son sous-comité sur le second rapport du greffier du comité, et les divers documents y-annexés numérotés depuis A jusqu'à J inclusivement.

Le tout respectueusement soumis.

J. SIMPSON,

Président.

#### PROCÈS VERBAL DU COMITÉ.

MARDI, 23 avril, 1873.

Le comité se réunit;

L'hon. M. Simpson est au fauteuil :

Le président soumet un rapport du sous-comité nommé pour assurer les comptes d'impression et auquel on avait aussi renvoyé les rapports du greffier du comité, le rapport du sous-comité est lu.

M. Wallace (de Norfolk) propose, secondé par M. Stephenson, que le comité ne procède pas actuellement à l'examen des papiers qui lui ont été soumis relativement aux impressions

du parlement.

M. Young propose, comme amendement, secondé par L'hon. M. Bureau, Que la partie du rapport du sous-comité qui contient certaines recommandations soit lue avant qu'on agisse.

Et l'amendement étant mis aux voix, est rejeté après division.

Puis la question principale étant mise aux voix est résolue dans l'affirmative.

M. Bowell propose, secondé par l'Hon. M. Carroll, qu'après un examen complet et minutieux de tous les faits soumis à ce comité relativement aux contrats passés entre le parlement du Canada et M. I. B. Taylor pour les impressions des deux chambres du parlement et considérant qu'il est absolument nécessaire dans l'intérêt public, que les impressions du parlement soient faites avec la plus grande promptitude possible, il n'est que juste, dans l'opinion du comité, que M. Taylor reçoive une augmentation de prix pour certaines parties des ouvrages qu'il a faits en vertu de son contrat.

L'Hon. M. Bureau propose comme amendement, secondé par M. Young. Que tous les mots après " que ", dans la motion principale, soient supprimés, et qu'on leur substitue les mots suivants:

Résolu, 10. Qu'en adoptant les recommandations contenues dans le rapport dont il s'agit on abolit le principe d'adjuger les travaux par soumissions publiques, puisque le parlement admet cet autre principe qu'après avoir demandé publiquement des soumissions et passé des contrats, les prix peuvent être élevés, ce qui est une injustice pour les autres soumissionnaires et ouvre la porte à semblables réclamations de la part de tous les entrepreneurs.

20. Que le sous-comité n'a recueilli d'autres témoignages que ceux de l'entrepreneur et de ses employés sur la manière dont les travaux ont été faits, la main-d'œuvre nécessaire, l'augmentation des prix de la main-d'œuvre et du matériel, sauf le rapport spécial de l'imprimeur de la Reine ou secrétaire d'état, rapport basé sur des renseignements demandés à divers imprimeurs, entre Québec et Sarnia, et d'après lequel l'augmentation dont il s'agit est de 27 p. cent, tandis que le sous-comité recommande d'augmenter d'environ cent p. cent les

prix accordés à l'entrepreneur.

30. Que les soumissions pour les impressions du parlement ayant été reçues avant que l'on songeât à demander des soumissions pour les travaux d'impression des différents ministères, ces soumissions ne pouvaient aucunement influer sur les prix de l'autre contrat, et que l'entrepreneur a passé contrat avec le parlement aux prix fixés dans sa propre soumission et dont il semblait parfaitement satisfait, en sorte que, même en admettant le principe d'élever les prix, il ne devrait pas recevoir plus de 27 p. cent, conformément au rapport officiel de l'imprimeur de la Reine sur l'augmentation des prix du matériel et de la main-d'œuvre.

40. Que le sous-comité a évidemment pris en considération que l'entrepreneur ne peut faire payer double composition pour les rapports parlementaires, attendu que le sous-comité a reçu instruction de s'enquérir si cette coutume de faire payer double prix avait existé auparavant ; et le président après s'être requis, eut la preuve irréprochable que cette coutume n'a jamais existé et que le comité-collectif pendant deux session consécutives a fait rapports contre cette prétention, rapports qui ont été approuvés par les deux chambres du l'arlement et la division du comité a été confirmée par les tribunaux durant la dernière vacance quoique la cause portée devant eux fut basée sur le même faux principe que l'on faisait payer double prix auparavant.

50. Parceque le dit rapport du sous-comité renferme la recommandation que le service des impressions du Parlement devrait être mis sous le contrôle de l'exécutif, -cette recommandation, si elle n'est pas contraire aux priviléges du Parlement jette certainement un blâme sur la gestion du dit comité collectif des deux chambres du Parlement composé également de membres du Sénat et de la Chambre des Communes, gestion qui a mérité la confiance et l'approbation du Parlement et de l'opinion publique, gestion qui a diminuer la dépense d'au moins un quart de ce qu'elle était sous le systême précédents et qui a assuré la régularité, l'ordre et le contrôle parfait. Pour ces raisons qu'il soit.

Résolu, Que comme il n'a pas été démontré à la satisfaction du comité, qu'il existe des

raisons suffisantes a l'enfreindre les conditions du présent contrat des impressions ce qui établirait un précédent dangereux en vertu duquel tous les entrepreneurs du Canada pourraient demander une augmentation de prix du gouvernement il serait imprudent et impolitique d'acquiescer aux demandes de M. Taylor; mais qu'aussitôt qu'on pourrait faire d'autres

arrangements, M. Taylor soit libéré de son contrat avec le Parlement s'il le désire.

Et l'amendement étant mis aux voix le comité se divise et les noms étant demandés sont pris comme suit:

Pour.—Hon. MM. Bureau,

Dumouchel, Locke.

MM. Bourassa,

Edgar,

Ross, (Middlesex),

Ross, (Prince-Edguard),

Young.-8.

Contre. Hon. MM. Aikens,

Contre.-Hon. MM. Bureau,

. 66

" Burnham, Carrall.

Chapais.

Cochrane.

McLelan (Londonder'y)

Muirhead,

Skead,

MM Beaty.

" Bowell. O'Reilly,

Stephenson,

Thompson (Caribou),

Wallace (Norfolk.—14

Dumouchel,

Young. -8.

Ross, (Middlesex)

Ross, (Prince-Edouard)

Locke,

Edgar,

MM. Bourassa,

Ainsi l'amendement est rejeté.

Alors, la question principale étant mise aux voix, le comité se divise, et les noms étan demandés sont pris comme suit :

Pour.—Hon. MM. Aikens,

es

its

10

Burnham,

Carrall, " Chapais,

Cochrane,

McLelan (Londonderry)

Muirhead .. Skead.

MM. Beaty,

" Bowell.

" O'Reilly.

" Stephenson.

Thompson (Caribou)

Wallace (Norfolk.--14.

Ainsi la question est résolue dans l'affirmtive,

M. Edgar propose, secondé par l'honorable M. Bureau, et la question étant mise aux voix que ce comité s'ajourne maintenant, le comité se divisa; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :-

Pour Hon. MM.	Bureau,	ContreHon. MM.	Aikens,
"	Chapais,		Burnham,
"	Dumouchel,	half to a second in the	Carrall.
"	Locke,	"	McLelan (Londonderry),
MM.	Church.	under the state of	Muirhead,
"	Edgar,	continues as a continue	Skead,
melitaring "	Boss (Middlesex),	MM.	Beaty,
application of the	Ross (Prince-Edouard),	"	Bowell,
"	Young.—9.	and the same of th	O'Reilly,
	12 c qui sollant, glamos del	"	Stephenson,
		"	Thompson, (Caribou),
		"	Wallace (Norfolh) 12.

Ainsi la question fut résolue dans la négative.

M. Bowell propose, secondé par l'honorable M. Carrall, que le comité collectif des impressions ayant décidé que M. I. B. Taylor a droit équitablement à une augmentation des prix maintenant payés pour certains ouvrages par lui exécutés comme imprimeur du parlement en vertu de son contrat, il est en conséquence résolu qu'il soit payé aux prix suivants :-

Pour composition	30 cts. par 1,000 ems.
Pour tirage	25 cts. par marque.
Changements et corrections	20 cts. par heure.

Et des débats s'élèvant à ce sujet, sur motion de M. Ross (Middlesex), secondé par M° Young, le comité s'ajourna à demain à onze heures.

Jeudi, 24 avril 1873.

Le comité se réunit.

#### L'honorable M. SIMPSON au fauteuil.

Le comité prend en considération la motion qui a été hier proposée :-

" Que le comité collectif des impressions ayant décidé que M. I. B. Taylor a droit " équitablement à une augmentation des prix maintenant payés pour certains ouvrages par " lui exécutés comme imprimeur du parlement en vertu de son contrat, il est en conséquence " résolu qu'il soit payé aux prix suivants :--

66	Pour composition	30	cts.	par	1,000 ems.
"	Pour tirage	25	cts.	par	marque.
. 66	Changements et corrections	20	cts.	par	heure."

M. Young propose comme amendement, secondé par M. Ross (Prince-Edouard).

Que quoique ce comité ait décidé d'augmenter les prix payés à l'imprimeur du parlement il ne peut approuver une augmentation aussi considérable que de 50 à 60 par cent telle que proposée, alors que la moyenne de l'augmentation dans les prix dans les provinces d'Ontario et Québec depuis 1869, selon le rapport officiel de l'imprimeur de la Reine au secrétaire d'Etat, a été seulement de 27 par cent, qu'il soit en conséquence

Résolu, que les prix du contrat des impressions parlementaires soient augmentés dans la même proportion que ceux de l'imprimerie en général, conformément au rapport de l'impri-

meur de la Reine, c'est-à-dire 27 par cent.

L'honorable M. Chapais propose comme sous-amendement, secondé par M. Wallace, que l'entrepreneur soit payé pour sa composition sur ses deux contrats pour le passé et pour l'avenir s'il continue son contrat et qu'il lui soit donné avis que de finir le prochain, il soit libéré du dit contrat, s'il désire qu'il en soit ainsi, et que dans ce cas le greffier du comité demande de nouvelles soumissions pour les impressions du parlement.

Et objection étant faite que le sous-amendement proposé est hors d'ordre, le président

décide que le dit amendement n'est pas dans l'ordre.

Le président déclare que le dit amendement n'est pas dans l'ordre.

L'honorable M. Carrall propose comme sous-amendement, secondé par M. Stephenson que l'entrepreneur des impressions parlementaires soit payé aux prix suivants:—

Pour composition 35 cts. par 1,000 ems.
Pour tirage 25 cts. par marque.
Changements 25 cts. par heure.

Et la question étant mise aux voix sur le sous-amendement proposé, le comité se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :—

Pour .- Honorables MM. Carrall et Ferrier, MM. Beaty, Stevenson et Thompson

(Carribou. -5.

Contre.—Honorables MM. Aikins, Bureau, Burnham, Chapais, Dumouchel, McLelan (Londonderry), Muirhead et Skead, MM. Bourassa, Bowell, Church, O'Reilly, Ross (Middlesex), Ross (Prince-Edouard), Wallace (Norfolk) et Young.—16.

Ainsi la question est résolue dans la négative.

Et la demande de M. Young étant mis aux voix, le comité se divise, et les noms étant demandé, ils sont pris comme suit:—

Pour.—Honorable M. Bureau, MM. Bourassa, Church, Ross (Middlesex), Ross (Prince-

Edouard) et Young.—6.

Contre.—Honorables MM. Aikins, Burnham, Carrall, Chapais, Dumouchel, Ferrier, McLelan (Londonderry), Muirhead et Skead, MM. Beaty, Bowell, O'Reilly, Stephenson, Thompson (Caribou) et Wallace (Norfolk).—15.

La question principale étant alors mise aux voix "Que le comité conjoint des impressions ayant décidé que M. Taylor a droit équitablement à une augmentation sur les prix maintenant, payés pour certains ouvrages par lui exécutés comme imprimeur du parlement en vertu de son contrat, qu'il soit en conséquence résolu:—

" Qu'il soit payé aux prix suivants:

"Pour composition 30 cts. par 1,000 ems.
"Pour tirage 25 cts. par marque.
"Pour changements et corrections 20 cts. par heure."

Le comité se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit : --

Pour.—Honorables MM. Aikins, Burnham, Carrall, Chapais, Dumouchel, Ferrier, McLelan (Londonderry), Muirhead et Skead, MM. Beaty, Bowell, O'Reilly, Stephenson, Thompson (Caribou) et Wallace (Norfolk).—15.

Contre.—Honorable M. Bureau, MM. Bourassa, Church, Ross (Middlesex), Ross

(Prince-Edouard,) et Young.—6.

Aussi la question est résolue dans l'affirmative.

M. Stephenson propose que l'augmentation des prix pour certaines impressions faites par M. Taylor, ordonnée par la résolution qui vient d'être adoptée, devra s'appliquer à tous les ouvrages faits par l'entrepreneur du Parlement pour le service de 1871, 1872 et 1873-1874.

M. Ross (Middlessex), propose comme amendement, secondé par M. Young, que, comme il n'a jamais été d'habitude de payer double composition par l'impression des rapports parlementaires, et comme la Cour du Banc de la Reine a décidé que M. Taylor n'a pas eu justice le droit de faire de telles réclamations, ce comite ne se croit pas justifiable d'accorder à l'en-

trepreneur une augmentation de prix rétro-active qui entraînerait le paiement d'une forte somme des deniers publics à laquelle l'entrepreneur n'a droit ni en loi ni par la coutume ; qu'en conséquence il soit

Résolu, Que l'augmentation des prix ne doit prendre effet que depuis le commencement de la session actuelle.

Et l'amendement étant mis aux voix, le comité se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :—

Pour.—Honorable M. Bureau, Messieurs Bourassa, Church, Ross (Middlesex), Ross (Prince-Edouard) et Young.—6.

Contre.—Honorable Messieurs Aikens, Burnham, Carrall, Chapais, Dumouchel, Ferrier, McLelan (Londonderry), Muirhead et Skead, Messieurs Beaty, Bowell, O'reilly, Stephenson, Thompson (Cariboo) et Wallace (Norfolk).—15.

Ainsi l'amendement est rejeté.

La motion principale étant ensuite mise aux voix,

Elle est résolue dans l'affirmative.

M. Wallace (Norfolk) propose que le contrat avec M. Taylor pour les impressions du parlement devra finir avec les travaux de la session actuelle.

M. Young propose comme amendement, secondé par M. Church,

Que comme le contrat actuel de M. Taylor expire l'année prochaine, des avis demandant des sonmissions pour les impressions du parlement soient publiés durant la vacance, les dites soumissions devant être envoyées avant l'ouverture de la prochaine session.

Et des débats s'élevant à ce sujet sur motion de M. Bowell, il est

Ordonné, que la question de donner avis de terminer le contrat des impressions avec M. Taylor soit remise à la prochaine réunion de ce comité.

Puis le comité s'ajourne.

Lundi le 26 avril 1873.

Le comité se réunit.

L'Honorable M. Simpson au fauteuil.

Le comité reprend l'examen de l'amendement proposé, jeudi dernier le 24 courant, à la motion "que le contrat avec M. Taylor pour les impressions parlementaire devra finir avec les travaux de la session actuelle," lequel amendement comportant : "que comme le contrat actuel avec M. Taylor expire l'année prochaine, des avis demandant des soumissions pour les impressions du parlement soient publiés durant la vacance, les dites soumissions devant être envoyées avant l'ouverture de la prochaine session."

Et l'amendement étant mise aux voix il est adopté.

On présente ensuite un projet de rapport qui, après lecture est adopté, et ordre est donné de le présenter aux deux Chambres, ainsi que le procès-verbal des séances du comité, le rapport du sous-comité et les documents qui en font partie, depuis A jusqu'à J inclusivement. Puis le comité s'ajourne.

Attesté.

Henry Hartney, Greffier.
Comité conjoint des Impressions pour les deux Chambres
du Parlement.

#### RAPPORT.

Le sous-comité du comité collectif des impressions des deux chambres, charg's de l'épurement des comptes d'impressions et auquel ont été renvoyés les rapports du greffier, prend la liberté de soumettre comme Deuxième Rapport le rapport et le procès-verbal de certains membres du sous-comité chargés de voir M. Taylor "et de s'enquérir de tout ce qui serait "jugé à propos pour arriver à une plus parfaite décision de l'affaire qui a fait l'objet du Deuxième Rapport du greffier du comité.

Le tout respectueusement recommandé à la considération du comité.

Rufus Stephenson, Président (pro tem.)

CHAMRRE DE COMITÉ, 19 avril 1873.

#### RAPPORT ET PROCÈS-VERBAL.

De certains membres du sous-comité du comité relatif des impressions, chargés de voir M

Taylor "et de s'enquérir de tout ce qui serait jugé à propos pour arriver à une plus

"parfaite décision de l'affaire qui a fait l'objet du Deuxième Rapport du Greffier du

"Comité."

#### TABLE DES MATIÈRES.

ning the action is a source of the standard arts in the consistor in the case of the case	PAGES
A.—Rapport de certains membres du sous-comité auxquels a été renvoyé le deuxième rapport du Greffier	Z
B.—Deuxième rapport du Greffier	5
D.—Rapport de l'imprimeur de la Reine au Secrétaire d'état, relativement à la de- mande de M. Taylor pour faire augmenter les prix de son contrat	IST STATE
E.—Atat comparatif des frais d'impression, etc., en 1869 et 1872, aux prix du contrat, avec indication de l'augmentation dans le prix de la main-d'œuvre depuis la signature du contrat.	-9
F.—Etat comparatif de la main-d'œuvre employée par M. Taylor aux impressions du Parlement en 1871 et 1872	11
G.—Etats indiquant la période pendent laquelle l'ouvrage a éte fait,—le nombre de pièces justificatives à cette fin, et le coût de ces impressions pour 1870-71 1871-72.	11
H.—Argument apporté devant la cour du Banc de la Reine re Taylor vs. le Maître- général des postes	14
I.—Poursuite de M. Taylor contre le Maître général des postes	
wastes	20

#### A

#### RAPPORT DE CERTAINS MEMBRES DU SOUS-COMITÉ CHARGÉS DE S'EN-QUÉRIR DE L'AFFAIRE QUI A FAIT L'OBJET DU DEUXIÈME RAPPORT DU GREFFIER.

Le second rapport de M. Hartney sur la manière dont se fait actuellement le service des impressions du Parlement a mis le sous-comité en mesure de juger de la grande responsabilité dont il allait se charger à l'égard de toute décission qu'il pourrait recommander à ce sujet. Il sait qu'il y a eu augmentation générale dans le prix de la main-d'œuvre des imprimeries tout comme pour les autres travaux mécaniques, mais que, malheureusement, les difficultés de la question soumise à sa considération se trouves aggravées par des circonstances excep-

tionnelles qu'il doit nécessairement prendre en considération.

Nous dirons d'abord que c'est la première fois que tout le service des impressions publique se fait à l'entreprise, et, qu'ainsi que l'on pourrait s'y attendre, il y a eu forte concurrence pour obtenir ce contrat ; car ces soumissions furent faites à des prix inouïs jusqu'àlors, c'est-à-dire croire à l'impossibilité de la moindre rénumération. Les circonstances sous lesquelles furent adjugés ces contrats étaient tout aussi exceptionnelles que les prix auxquels on offrait de faire l'ouvrage. Comme le sait le comité, les impressions du parlement ont été jusqu'ici donnés à l'entreprise et exécuté à un très bas prix. A ce dernier contrat se trouvaient joints certains avantages dont tinrent nécessairement compte les soumissionnaires. Ces avantages consistaient surtout dans ce que les rapports des ministères, présentés chaque année au parlement étaient imprimé, et leur impression payé, selon le prix du contrat avec le parlement, pour le nombre d'exemplaires qu'il fallait pour l'usage des membres des deux chambres. Dans la plupart, si non dans tous les cas un nombre plus ou moins considérable était tiré pour l'usage des départements et payés par eux séparément. Le comité croit qu'il n'y avait pas de prix uniforme ou fixe qui devaient payer les départements, mais il ne saurait y avoir aucun doute que des paiements distincts ont été faits pour l'impression de certains nombres d'exemplaires commandée par eux, que l'un payait cette impression à un prix, l'autre à un autre prix, un troisième selon un arrangement fait à l'avance et d'autres au prix que demandait l'imprimeur, en un mot, que tous les départements payaient pour ces impressions et tout à fait en dehors des conditions du contrat avec le Parlement. De cela il résultat que le bas prix du contrat avec le Parlement étaient plus que contrebalancés par le second prix obtenu ainsi des départements. Il n'est nullement douteux que cela se faisait avec les anciens imprimeurs du Parlement, et c'est la connaissance de ce fait qui a induit l'entrepreneur actuel à soumissionner à un taux aussi peu élevé, car nul homme pratique ne pouvait supposer que les anciens entrepreneurs s'attendaient de faire des profits même à 28 cts. par mille ems, c'était le prix de l'ancien contrat et même au taux peu élevé des gages d'alors, et encore moins à 19 cts., qui était le prix demandé pour la composition dans leur dernière soumission. Ayant tenu compte de ces faits, il nous a paru que le calcul de l'entrepreneur actuel pour obtenir une juste compensation de son placement, de sa responsabilité et de son travail, n'était que raisonnable. Mais après le contrat actuel eut été conclu avec le Parlement, de nouvelles circonstances se sont présentées qui ont amené une grave complica-Une loi a été passée décrétant que toutes les impressions publiques,-c'est-à-dire les impressions des départements et l'impression de la Gazette du Canada et des lois,—seraient donnés à l'entreprise par la voie de soumissions. Des soumissions furent demandées par des annonces publiées dans les principaux journaux du pays, et celle de M. Taylor se trouvant la plus basse, elle fut acceptée. De cette manière, le nouvel imprimeur du Parlement devint aussi celui des départements. M. Taylor se mit de suite à l'œuvre, et ce n'est que justice à ui rendre que de dire qu'à notre connaissance personnelle et que d'après les renseignements

obtenus des différents départements, qu'il s'en est acquitté, en même temps que des impressions du parlement, d'une façon satisfaisante, surtout si l'on considère la masse d'ouvrage dont il se trouvait chargé et qu'il était novice pour une aussi grande entreprise. Rien ne vint déranger le cours ordinaires des choses, jusqu'à la session de 1870. C'est pendant cette session que le comité des impressions découvrit que M. Taylor était payé deux fois pour les rapports des départements, c'est-à-dire en vertu des contrats avec le Parlement et les départe-Une petite majorité crut que cela ne devait pas être permis, et une ré olution fut adoptée recommandant aux chefs des départements de demander le nombre d'exemplaires dont ils auraient besoin par l'intermédiaire du greffier du comité collectif des impressions. M. Taylor en appela au gouvernement, disant que cette décision détruisait de fond en comble les calculs sur lesquels il avait basé ses soumissions. La réponse fut que bien que cela fut sans doute le cas, et que la décision était aussi inattendue d'un côté que de l'autre, il n'y avait d'autre remède que d'en appeler au comité des impressions. C'est ce que fit M. Taylor dans la session de 1871; mais un vote de onze contre neuf, le comité affirma de nouveau le principe qu'un double prix ne devait pas être accordé. Ce que voyant et après une entente, une poursuite fut intentée dans le but de faire décider si M. Taylor avait le droit de se faire payer d'après les deux contrats. Nous avons obtenu du tribunal une copie certifiée des pièces et du jugement, et dans le dernier nous voyons que,—bien que pour la raison technique que les départements, n'ayant pas ordonné cet ouvrage par "réquisition" l'imprimeur n'en pouvait exiger le prix en vertu de son contrat avec les départements, -il est clairement indiqué que le tribunal était d'opinion que l'esprit et l'intention d'après lesquels le contrat avec les départements avait été passé, au moins de la part de M. Taylor, ont été mis de côté ou éludés, en ordonnant ces impressions pour le parlement et les départements d'après le contrat seul du parlement. Ce jugement a été rendu le 3 mars de cette année. De suite après, M. Taylor informa le gouvernement que n'ayant pu obtenir justice l'année dernière du comité des impressions et qu'il venait d'éprouver le même sort devant un tribunal, quelque inconvenient qui dut en résulter pour le service public, il ne lui restait d'autre alternative que de fermer son établissement, vu qu'il lui était impossible de supporter la forte perte qu'il faisait chaque jour en ne touchant pas ce qu'il considérait lui être justement dû, perte à laquelle venait encore se joindre l'augmentation inattendue et extraordinaire du prix de la main-d'œuvre. Reconnaissant la gravité de cet état de choses, le gouvernement insista pour qu'il continuât l'ouvrage jusqu'à ce que le comité des impressions put considérer l'affaire, et promit de l'indemniser de toute perte dans l'intervale.

Ce qui précède est l'énoncé succinct et impartial de tous les faits qui ont amené la fâcheuse complication actuelle, et, comme nous l'avons dit au début, nous reconnaissons la grande responsabilité qui nous incombe au moment de suggérer ce que nous croyons qui devra y remédier. A notre sens, il est une chose bien claire, c'est que le droit qui est maintenant établi d'une manière incontestable d'ordonner comme à présent l'impression des rapports départementaux a été la cause d'une grande injustice envers M. Taylor, vu les circonstances sous lesquelles les impressions se faisaient et les soumissions se demandaient auparavant. Devant ces faits, il nous semble que la simple justice exige qu'on paie à M. Taylor ce qui lui est équitablement dû; et si le principe posé par le comité des impressions doit être suivi désormais, alors de nouveaux prix en rapport avec le nouvel état de choses devraient être accordés. Cela nous amène à parler de la demande faite par M. Taylor pour une augmentation de prix avant le récent jugement, et dont il faut disposer avec l'autre question. D'après les investigations que nous avons faites et d'après notre propre connaissance, il n'y a aucun doute qu'entre le temps de sa soumission pour les impressions du parlement et celui ou il a passé contrat-période de sept ou huit mois-que la main-d'œuvre a augmenté, comme il le dit, de 25 pour cent, et que depuis plus de trois ans cette augmentation a été pour lui une caus de grande perte. Depuis le commencement de janvier, cette augmentation est arrivée à 40 pour cent, fait sans exempte en Canada et si inattendu qu'il n'y a pas lieu d'être surpris de la voir contraint de demander au comité des impressions de l'aider à sortir de cette difficulté.

Le comité ne peut que sympathiser avec lui, croyant que ses calculs, au point où en étaient les choses lorsqu'il soumissionna pour cette entreprise, étaient justes et de ceux d'un homme entendant les affaires. Si ces calculs ont mal tourné cela est dû à des circonstances

tout à fait en dehors de son contrôle et qu'il ne pouvait prévoir. En conséquence, le comité croit de son devoir de recommander qu'une indemnité pouvant compenser les pertes qu'il doit à cette cause lui soit accordée.

Ayant ainsi disposé de la question se rapportant au passé, l'autre partie du devoir qui nous est assigné est de suggérer ce qui, à notre avis, aurait l'effet de mettre à l'avenir le servir des impressions sur un pied à la fois plus rationnel et plus satisfaisant. A cet égard, et après mûre considération, nous en sommes venus à recommander que des prix justes et raisonnables s'appliquant à tous les contrats pour impressions, soient fixés. Pour que nous puissions applanir les deux difficultés dont nous avons à nous occuper, c'est-à-dire la perte du second prix pour l'impression des rapports départementaux et celle éprouvée par suite de la différence survenue dans le prix de la main-d'œuvre, nous considérons cette mesure indispensable. En premier lieu, un simple percentage, selon nous, ne satisferait pas du tout à l'exigence du cas actuel, attendu que la soumission pour les impressions du parlement était basée sur la compensation que l'on savait devoir résulter du double paiement et, en second lieu, que la même raison existe quant à la soumission pour les impressions des départements, l'entrepreneur sachant qu'il serait alors tenu à un prix fixe pour le nombre de rapport requis pour l'usage des départements, les calculs, dans les deux cas, ayant été mis à néant. Toute l'affaire est ainsi simplifiée, car nous n'avons à nous occuper que de la valeur de l'ouvrage, et de cela seulement, et pour nous acquitter de cette tâche d'une manière rationnelle, nous devons recourir à la connaissance pratique, en matières d'impressions, de la majorité des membres de ce sous-comité Prenant donc la question au point où elle se trouve maintenant, et d'accord avec la recommandation concernant les impressions pour l'avenir, nous en sommes venus à la conclusion que personne ne pourrait faire la composition et le tirage d'une manière satisfaisante, et payer le prix actuel de la main-d'œuvre, l'intérêt sur son capital, l'usage du matériel, le loyer et les taxes et autres faux frais, à moins de 40 centius pour la première et de 30 centins pour le dernier, plus, trente centins par heure pour les corrections, les ouvriers étant actuellement payés sur le pied de 25 cts. l'heure par jour. Ces prix, en ne doit pas l'oublier, sont de 25 à 33 et un tiers pour cent plus bas que les moins élevés que les maîtres imprimeurs du pays obtiennent du public, et nous croyons en conséquence qu'ils doivent être considérés comme très-raisonnables en ce qui concerne les impressions publiques.

Quant aux autres items des contrats, nous ne croyons pas nécessaire de nous en occuper A notre avis, le prix en est extrêmement bas, peut-être trop bas pour donner de justes profits; mais comme ils sont comparativement sans importance, et comme il parait impossible qu'ils puissent donner lieu à une perte sérieuse, si toutefois perte il y a, nous recommanderons qu'ils restent aux taux où ils sont maintenant.

En terminant ce rapport, il nous a paru qu'il pourrait être de l'intérêt du service public que toute l'administration des impressions fût confiée à un seul,—par exemple, au Secrétaire-d'Etat—comme cela se fait pour les impressions des départements et l'impression de la Gazette du Canada et des lois. De cette manière il y aurait contrôle directe pour tout ce service, le comité collectif des impressions exerçant comme a présent une surveillance générale.

Le tout respectueusement soumis.

A l'appui des conclusions ci-dessus, nous renvoyons aux rapports, documents, etc., ci-

RUFUS STEPHENSON, WILLIAM WALLACE, CHARLES E. CHURCH.

CHAMBRE DE COMITÉ, OTTAWA, 8 avril 1873.

#### SECOND RAPPORT DE M. HARTNEY.

CHAMBRE DE COMITÉ, Mars, 1873.

Au Président et aux Membres du Comité Collectif des Impressions.

Messieurs,—La manière dont le service des impressions se fait maintenant demande un nouveau rapport que j'ai eru devoir soumettre séparément à la considération du comité.

Au mois de décembre dernier, d'après des rumeurs fort répandues, les employés de l'entrepreneur des impressions devaient se mettre en grêve. J'allai trouver l'entrepreneur et lui demandai si ces bruits étaient fondés. Il me dit avoir appris que telle était l'intention des ouvriers, mais ne semblait pas déterminé à se préoccuper de la chose. Je lui fis observer que s'il y avait grêve, au moment où il était activement occupé à imprimer les tivres bleus, la désorganisation qui s'en suivrait nécessairement, entraînerait une perte de temps si considérable qu'il ne pourrait organiser de nouveau son établissement avant que les travaux de la session commencent, et j'insistai sur la nécessité, pour lui, de veiller sérieusement à cette affaire et de m'informer du résultat. Quelques jours plus tard il m'écrivit qu'il avait des preuves certaines qu'une grève aurait lieu parmis ses ouvriers à la veille de la réunion des Chambres s'il n'ac cédait pas à la demande d'augmentation de gages qui devait lui être faite. Il me déclara aussi qu'il lui était impossible d'accéder à parcille demande, vu que, dans l'exécution de son contrat, il avait perdu de l'argent depuis deux ans, et il demandait qu'on l'indemnisât. Je communiquai cette lettre au ministre de la justice qui sembla considérer la chose comme très-grave et me demanda si je ne pouvais lui faire quelque recommandation. Je répondis que, selon moi, on ne pouvait, pour aucune considération, aller contre les termes du contrat, mais que, pour faire face aux difficultés actuelles et éviter les graves embarras qui suivraient nécessairement la suspension des travaux à une époque se rapprochée de la session, je recommanderais que nous nous rendions responsables, semaine par semaine, de l'augmentation de gages demandée afin de maintenir l'entrepreneur jusqu'à l'organisation du comité. Il me dit qu'il soumettrait l'affaire au conseil privé. Je ne reçus point communication du résultat de cette démarche, mais ayant demandé qu'on me rendit la lettre de M. Taylor, afin que je puisse la soumettre au comité, je reçus de M. Drinkwater, secrétaire, un billet m'informant que, malgré les recherches les plus actives, on n'avait pu trouver cette lettre, et me suggérant d'en demander copie à M. Taylor. J'adressai ce billet à M. Taylor, et en réponse, il m'envoya la lettre suivante accompagnée d'un billet dans lequel il me disait qu'il n'avait point gardé copie de l'original et que la lettre en question avait été rédigée sur des notes sténographiques prises à l'époque.

OTTAWA, le 6 décembre, 1872.

" A Monsieur HENRY HARTNEY,

Greffier du comité collectif des impressions du Parlement,

" MONSIEUR,

"Je crois devoir appeler votre attention sur la position qui m'est faite relativement à

mon contrat pour les impressions du Parlement.

"Depuis l'époque, où je fis ma soumission (mai, 1869,) et passai contrat pour cet ouvrage, les prix de la main-d'œuvre et du matériel ont augmenté d'une manière si inouïe et si imprévue, que je me trouve déçu dans tous mes calculs, basés sur l'état des choses à l'époque sus-mentionnée. Le prix de la main-d'œuvre a augmenté de plus de 25 par cent, et je suis informé de bonne source que mes hommes demanderont, dans quelques jours, une nouvelle augmentation devant avoir effet à partir du 1cr jauvier, soit une augmentation d'au moins 40 par cent

sur les prix tels qu'ils étaient à l'époque où je fis soumission. Naturellement cela ne s'applique qu'aux ouvriers les plus habiles; les ouvriers ordinaires dont j'emploie nécessairement un grand nombre, ont vu leurs gages augmentés de 100 à 200 par cent, par une série de circonstances particulières.

"Cette menace de grève pour une nouvelle augmentation de gages,-si l'on considère les pertes que j'ai déjà subies par suite de ces circonstances exceptionnelles, -aura le résultat suivant, savoir : que malgré mon vif désir de remplir mes engagements d'une manière hono-

rable et satisfaisante je serai dans l'impossibilité de le faire.

"Je vous demanderai donc respectueusement, si dans ces circonstances inouïes et totalement imprévues où je me trouve, on ne pourrait pas m'indemniser au moins jusqu'à concur-

rence de l'augmentation du prix de la main-d'œuvre.

"J'ajouterai qu'une augmentation considérable à été accordée dans des contrats pour impressions passés ultérieurement au mien, bien que les prix originairement accordés en pa reils cas varient de 33 à 50 par cent de plus que ceux de mon contrat.

"Votre obéissant serviteur,

"I. B. TAYLOR."

Lundi dernier, j'allai trouvé M. Taylor pour m'assurer s'il y avait quelque fondement à la rumeur d'après laquelle il devait bientôt fermer son établissement. Il refusa de me donner des renseignements sur ce qu'il allait faire, disant que cela lui était impossible; mais il ajouta qu'il n'avait aucun désir de créer des embarras.

Le tout respectueusement soumis.

HENRY HARTNEY, Gref. du com. col. des impressions.

#### PROCES-VERBAUX.

CHAMBRE DE COMITÉ (No. 46),

Avril 5, 1873.

PRÉSENTS:—M. Stephenson (au fauteuil), M. Wallace et M. Church. M. Taylor, l'entrepreneur des impressions du Parlement ayant été mandé, le président lui dit qu'il avait été appelé pour donner une déposition à l'appui de sa lettre adressée au

greffier du comité le 6 décembre dernier.

M. Taylor dit que des soumissions pour les impressions du Parlemeut avaient été demandées par annonce le 9 ou le 10 mai 1869, que les soumissions avaient été remises tel que requis le 17 de ce mois, et que le 2 juillet suivant le contrat avait été passé. L'ouvrage cependant, n'a commencé, et ne devait commencer que le 1er janvier 1870. Dans l'intervalle, entre l'envoi des soumissions (le 17 mai 1869) et le commencement de l'ouvrage d'après le contrat (le 1er janvier 1870), les gages du personnel de jour se sont élevées de \$7 à \$9 par semaine-soit un écart (tel qu'exposé dans la lettre) de 25 par cent. Le ler janvier

1873, les gages qu'il a payé étaient de \$10 par semaine,—ou 40 par cent de plus que les gages au commencement de 1869. A l'appui de cet état, il soumet à l'examen du comité ses bordereaux de 1869 jusqu'à cette date. Il ajoute qu'il est prêt à amener devant le comité le gérant de son établissement, le commis-payeur et plusieurs imprimeurs qui avaient été employés dans son atelier et dans d'autres ateliers de cette ville depuis 1869.

Le comité appela et entendit M. Green, gérant de l'établissement de M. Taylor; M. R. Brewer, imprimeur chargé des bordereaux dans le bureau de M. Taylor, et M. Lortie, prote des compositeurs français, qui a été employé comme typographe dans l'atelier de MM. Hunter, Rose & Cie., en 1869.

D'autres témoins ayant été offerts, le Comité décida que la preuve fait par les borde-

reaux, et le témoignage des personnes déjà entendues était suffisants.

#### CHAMBRE DE COMITÉ, (No. 46).

7 avril 1873.

Présents:-M. Stephenson (au fauteuil), M. Church et M. Wallace.

M. Taylor est appelé de nouveau devant le Comité, et donne (confidentiellement) la preuve orale et écrite de la perte qu'il a éprouvé en n'ayant pas la permission de faire payer pour les exemplaires des Rapports des ministres fournis aux départements en vertu de son contrat des impressions des départements et aussi des pertes considérables rés ultant de l'augmentation soudain et sans exemple qui eut lieu dans les gages des imprimeurs, entre le temps ou les soumissions furent demandés, et la date de la passation de son contrat, et plus tard. Il soumet aussi le mémoire suivant, en réponse aux demandes faites par le comité à la dernière séance.

(Memoire annexé.)

CHAMBRE DE COMITÉ, (No. 46).

8 avril 1873.

Présents:-M. Stephenson (au fauteuil), M. Church et M. Wallace.

Le comité se réunis, et, après avoir examiné tous les faits qui lui ont été soumis, décida à l'unanimité de présenter au sous-comité un aperçu et des recommandations sous forme de Rapport, pour l'examen du dit sous-comité.

D

## RAPPORT DE L'IMPRIMEUR DE LA REINE AU SECRÉTAIRE D'ETAT.

OTTAWA, 20 janvier, 1873.

Monsieur.—A l'égard des lettres de M. I. B. Taylor, entrepreneur des impressions des départements, etc., en date du 6 et du 10 ult., demandant un augmentation des prix qui lui sont payés pour l'ouvrage en vertu de son contrats, à cause de l'augmentation des gages et du prix de la main-d'œuvre depuis qu'il a soumissionné et passé ce contrat, j'ai l'honneur de vous faire rapport:

Qu'afin de m'assurer de la hausse réelle qui s'était opérer dans les prix des impressions, (aussi bien que dans le prix des choses nécessaire à la vie), j'envoyai une circulaire à un nombre considérable des principaux imprimeurs des provinces d'Ontario et de Quebec, vu que dans ces provinces l'on pouvait obtenir une idée plus exate de la hausse, touchant les prix à Ottawa. J'ai reçu seize réponse d'imprimeurs de différentes localités entre Montréal à l'Est et Sarnia à l'Ouest. Le taux d'augmentation varie de 10 à 50 par cent, la moyenne étant de plus de 27 par cent depuis 1869. Le seul cas au-dessous de 20 par cent venait de Toronto et à cause, jusqu'à certaines mesure, de circonstances exceptionnelles, l'augmentation des prix y avait eu lieu plusieurs années plutôt que dans la plupart des autres endroits de la vieille province du Canada. Ils étaient certainement élevés à l'excès en 1869. Par exemple le prix par semaine d'un bon ouvrier à Toro et cette année là était de \$9 contre \$7 payés à Montréal. La différence n'est pas maintenant aussi grande entre les gages à Toronto et Montréal ou Ottawa. De fait il sont presque égaux. Les gages payés à Montréal aux ouvriers de ce métier se composent plus facilement avec ceux payés à Ottava que dans aucun autre grand centre. Cinq établissement de première classe de Montréal ont répondu à ma circulaire et l'augmentation moyenne des gages et des frais de la vie donner par eux est d'environ 271 par cent : et les imprimeurs préfèrent être employés dans une grande ville et dans un grand centre commercial comme Montréal, que dans un plus petit centre comme Ottawa.

Québec est généralement la ville où l'ouvrage se fait à meilleur marché, mais là le gouvernement provincial a payé environ 100 par ceut de plus pour la composition que le gouvernement fédéral a payé et paye encore à M. Taylor, et de 30 à 40 par cent de plus pour le tirage. Cependant au début de la dernière session de la Législature de Québec, les entrepreneurs ont refusé de faire l'ouvrage, 20 par cent de plus leur fut accordé pro tempore, et

ordre fut donné de demander de nouvelles soumissions.

Les prix pour la composition et le tirage payés pour le gouvernement provincial à Toronto sont deux fois aussi élevés que ceux donnés ici par le gouvernement fédéral. A London (Ontario), les prix fixés par les maîtres-imprimeurs demandés aux pratiques sont de 65 cents par 1000 M contre 121 dans le contrat de M. Taylor, et 50 cents par marque pour le tirage contre 121 et 15 dans le contrat de M. Taylor. M. Perrault, un des principaux imprimeurs de Montréal, calcule que le juste prix demandé en cette ville est de 50 cents par 1000 M et 50 cents par marque pour le tirage. En vue même du bas prix existant en 1869, il est évident que M. Taylor doit avoir compté sur d'autres choses que sur les moitiés de prix demandés pour faire des profits sur les grands travaux embrassés dans son contrat. Il me semble qu'il doit avoir compté :-

10. Sur le fait qu'ayant déjà le contrat des impressions du parlement, on composerait une seconde composition pour tous les volumineux rapports des départements; et pendant la première année du contrat, l'ancien imprimeur de la Reine, voyant que les frais pour le gouvernement ne seraient pas plus (sinon moindres) que ce qu'on avait payé à l'entrepreneur des impressions des départements, si ç'avait été un autre que l'entrepreneur des impressions du parlement, au lieu du même, permit un double compte. Le comité des impressions l'a depuis privé de cette somme de revenu.

2. Que la même méthode d'audition de comptes prévaudrait, comme dans les premières années et que les précédents laissés par l'imprimeur de la Reine dans le passé seraient suivis

durant le terme de son contrat.

Tel n'a point été le cas. L'épurement a été plus sévère, et le contrat plus rigoureuse ment suivi qu'il n'avait paru le croire. Néanmoins, certaines allocations libérales lui ont été faites pour les impressions, non mentionnées dans les spécifications, et ne tombant pas sous le coup du contrat. Celle faite pour deux épreuves demandées comme pièces justificatives et réglée par M. Desbarats, en est un, à la place, le gouvernament de Québec a alloué 5 par cent pour débuts de papier, au lieu de 2½ par cent). L'allocation pour "changements d'entêtes," ou "de formes réglée par moi-même, et celle pour ouvrir et couper le papier ont aussi généralement été libérales. Cependant, elle constitueront parti réellement peu considérable—pas plus que 8, je pense moins que 7 pour cent, certainement moins que 10 pour cent sur le total des payements. Mais comme autres sources de profits, l'entrepreneur doit avoir compté sur. 30. Les prix relativement élevés (à l'époque) pour pliage et cousage; mais, même dans ce cas-ci, ses prix sont de beaucoup plus bas que dans le contrat du gouvernement de *Toronto*, et, en général, plus bas que dans le contrat du gouvernement de *Québec*; et, malheureusement pour lui, il arrive que l'augmentation des gages des femmes et des garçons (par qui la plupart

de ce travail est fait), a été plus grande que dans celles des hommes.

Le résultat a été que dans ce cas, comme dans la plupart des contrats passés à trop bas prix pour donner des profits, il y a toujours eu des difficultés dans l'audition des comptes, des réclamations pour des ouvrages additionnels ayant été presque constamment faites. Ce n'est pas tout; plusieurs maîtres-imprimeurs ent attiré l'attention, dans leurs reponses, sur le fait que les récentes coalitions des ouvriers ont contraint d'employer des hommes d'une habileté inférieure auxquels on payait le plein prix, ce qui amène toujours une augmentation dans le prix de revient de la somme de travail produite qui est généralement plus mal faite, même à des prix aussi élevés. On a eu ce dernier résultat dans l'exécution du contrat de M. Taylor comme ailleurs, et des ouvrages qui ne répondent certainement pas aux spécifications de ce contrat ont été dernièrement souvent envoyés à l'officier chargé de les recevoir, et ce dernier est toujours tenté de les accepter parce qu'ils sont toujours aussi bons que les prix qu'on les paie.

Je pense, Monsieur, vous avoir donné de bonne foi sur le contrat de M. Taylor et la justice de sa réclamation pour une augmentation de prix, tous les renseignements que je pou-

vais vous fournir. Et

J'ai l'honneur d'être,

Votre très-obéissant serviteur.

L'Honorable J. C. AIKINS, Secrétaire d'Etat, etc. etc., etc. B. CHAMBERLAIN, Imprimeur de la Reine.

#### **E.** MÉMOIRE.

L'entrepreneur prétend qu'il a éprouvé des pertes sérieuses par le fait qu'on ne lui a pas payé pour la composition des Rapports des Départements ce qu'il était en droit d'attendre, et par la hausse soudaine et sans exemple des gages. La perte produite par la première de ces causes, jusqu'à l'époque actuelle est d'environ \$20,000 et par la seconde, pour les trois années expirées en décembre 1872, et un peu plus de 21 par cent sur tout l'onvrage exécuté durant cette période; et aux prix tels que fixés en janvier dernier, comparés à ceux de 1869, il perd juste 58 par cent sur le prix de revient de la somme de travail produite, ou sur les gages seuls.

A l'appui de ces assertions, il est soumis avec le présent un état comparatif des frais de production et du montant payé par M. Hartney, pour le rapport du Maître-Général des Postes en l'année 1872. Par cet état on a démontré que, même aux gages de 1869, il y avait encore en perte directe de 20 par cent dans les gages seuls, surtout l'ouvrage exécuté; alors qu'on ajoute à ceci l'augmentation des gages de 21 par cent, en janvier 1870, puis la nouvelle augmentation de 17 par cent en 1873, et l'on verra que l'ouvrage aujourd'hui est exécuté à une augmentation de 58 pour cent dans les gages tel que comparé aux prix de 1869. L'on ne doit pas perdre de vue que les prix mentionnés dans l'état ci annexé sont ceux que reçoivent actuellement les ouvriers, et ne peuvent en conséquence être pris comme la perte réells éprouvée par l'entrepreneur. A l'égard des prix du tirage, il est nécessaire de dire que ce sont lee plus bas prix payés par marque (token) dans toute ville du Canada, d'après les prix établis, et qu'ils sont censés couvrir les frais de loyer, vapeur, combustible, eau, huile, lumière, mouillage du papier, usage du matériel, ainsi que l'intérêt du capital.

Comme on lui a demandé son opinion sur l'affaire en litige, l'entrepreneur suggère qu'on lui paie toutes les pertes réelles qu'il a éprouvées jusqu'à cette époque dans l'impression des Rapports des Départements, ainsi que la perte directe résultant de l'augmentation des gages, et que les prix soient réajustés, c'est-à-dire portera 40 centins pour la composition, 35 centins pour le tirage, 30 centins par heure pour les corrections, plus une augmentation de 25 par cent sur toutes les autres ouvrages; et il a la conviction qu'en faisant cette demande il ne réclame qu'une juste compensation pour l'ouvrage tel qu'exécuté dans les circonstances ex-

ceptionnelles amenées par le prix excessif de la main d'œuvre.

Le tout respectueusement soumis.

ETAT comparatif des frais d'impression, etc., en 1869 et 1872, tel que comparé avec les prix du contrat.

entide Queller, et unillienrensement	KESHUE VEDE	the desineral apply and and and place	and Description of the Control of th
and quit a seem out to the the		FRAIS DU RAPPORT DU DÉPARTEMENT I AUX PRIX PAYÉS EN 1869.	es Postes,
Montant payé pour rapport du dépa postes, aux prix du contrat, pour l'ouv 1871-72.			\$ cts. 689 42½ 121 50 121 00 2 25 4 80 24 30 54 00 49 00
(Duplicata.)		man in the property of	\$1,066 96½
No. 172. Qua	ntité 2,200	promotion of the contract of	
	29, 1872.	No armonell to be	
Tab. des rap. des frais de poste 24	1	FRAIS DU MÊME OUVRAGE DEPUIS JAN JUSQU'A JANVIER 1873.	VIER 1870,
14 " 8vo. p. R. P. à 2½ 31 4 " " Min à 4 16 13 " " Cat. à 6 356 " " Tab à 8 2846 " V. et D. à 3½	a   .4.2.10	Composition, 2997½ ems à 28 cts. Tirage, 486 markens à 30 " Pliage, à 25 p. cent d'augment. Comp. sur couverts, 3 ems à 28 " Tirage de couverts, 9 marques	\$ cts. 839 80 145 80 151 25 0 84 2 70
Comp. 2997½	\$ cts. 599 50 72 90	Papier fourni pour couverts Doc. de la ses, à 45 cts. par feuille Tirage doà 30 cts. Corrections, 245 heuresà 25 "	4 80 24 30 64 80 61 25
Pliage et cousage 120 000 favil à 1 "	121 00		\$1,295 04
Tirage, 486 marques à 15 " Pliage à 15 " Pliage et cousage. 120,000 feuil à 12 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	7 34 30 62½ 24 30	Frais du même en 1873.	oraniera necessoria necessoria necessoria necessoria
DANK TO AND THE REPORT OF THE PARTY OF THE P	32 40	ag est such took pour cook days he ga	\$ cts.
Royal, 3,033 mains—8 feuilles	888 06½	Composition, 2997½ ems à 33 cts. Tirage, 486 marques à 35 " Pliage à 50 p. cent d'augment. Composition de couverts Tirage do Papier fournis pour couverts. Doc. de la session à 45 " Tirage do Corrections, 245 heures	989 18 170 10 181 50 0 99 3 15 4 80 24 30 75 60 73 50
	Ar Imhib	ing Megartumients, clind que la porte	\$1,523 12
clins group is composition, 05 centies	W Larest	or sub-track a straight ranks are	en opp da
on in shound estre demande il ne	ofpermer.	Call repeated tenas sol that	1 310 HOS

F. Etat comparatif du travail.

209.4	1871.	o-dalah aga	Total Transcript	187	72,	100000 82
Date.	Nombre d'ouvriers anglais.	Nombre d'ouvriers français.	Date.	Nombre d'ouvriers anglais.	Nombre d'ouvriers français.	Observations.
Février 18 24 24 24 25 11 25 25 Avril 1 25 29 Mai 6 29 Mai 6 20 27 Juin 3 20 27 Juin 3 20 27 Juin 3 21 23 30 Juillet 6 23 30 Juillet 6 21 22 28 Août 5 21 28 Août 5 21 28 26 Sept. 2 29 26 Sept. 2 29 26 29 26 29 26 27 26 27 28 26 27 28 26 27 28 27 26 27	39 39 39 39 41 41 40 39 40 39 36 35 35 25 37 41 37 38 34 33 33 26 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27	22 22 22 22 23 20 20 21 19 21 20 20 20 20 20 20 20 20 20 18 15 19 16 18 18 16 18 16 16 16 13 12 9 8	Avril 12 19 26 Mai 3 10 17 24 31 24 21 28 Juillet 5 12 28 12 19 26 Août 2 9 16 23 30 Sept. 6 23 20 27 Oet. 4 21 28 11 18 25 Nov. 1 8 15	35 36 37 37 36 35 36 34 33 33 24 33 33 24 36 38 37 36 38 38 38 38 38 38 38 38 38 38	20 23 23 24 24 24 24 25 25 24 21 20 20 20 19 17 18 19 19 19 17 15 15 15 11 11 12 14 13	Le nombre moyen des ouvriers employés en 1872 était de 1676 1871 tail 1624 Excédant des ouvriers en 1872 sur 1871 52
Totaux	1043	581	Totaux	. 1068	608	

G.

PÉRIODE DE L'EXÉCUTION DE L'OUVRAGE, PIECES JUSTIFICATIVES RELATIVES AUX IMPRESSIONS ET LEUR PRIX DE REVIENT.

Mémoire transmis par M. I. B. Taylor, entrepreneur des impressions.

La session de 1871 ouverte le 15 février, et l'ouvrage pour cette année, terminé le 3 octobre.

La session de 1872 ouverte le 11 avril, et l'ouvrage terminé le 19 novembre.

Le nombre de pièces justificatives pour 1870-71, à dater du 23 juin 1870 octobre, 1871, était de	jusqu'au 3 1,000 165
Nombre total de pièces justificatives des impressions de la session  Le nombre de pièces justificatives pour 1871–72, à dater du 30 novembre  1871 jusqu'au 19 novembre 1872 était de  Déduction fait du nombre envoyé avant l'ouverture de la Chambre	835 1,208 77
Nombre total des pièces justificatives des impressions de la session	1,131
RÉCAPITULATION.	
Total des pièces justificatives de 1870-71, tel que comparer avec celui de 18 Pour l'anné 1872	871-72 :
Excédant de 1872 sur 1871	

Le temps employé dans l'exécution de l'ouvrage en 1871, depuis l'ouverture de la session jusqu'à la livraison de la dernière pièce justificatives, cite de sept mois et dix-huit jours; tandis que celui de 1872 fut accompli en 7 mois et huit jours. Ainsi l'ouvrage de 1872 fut accompli en dix jours de moins que celui de 1871, quoique 296 pièces justificatives aient été envoyés de plus en 1872 qu'en 1871, soit plus de 35 pour cent.

La valeur totale de l'ouvrage exécuté dans les périodes correspondantes de chaque est

comme suit:

		e 1872 1871		
Excédant de 1	872 sur 18	71	 4.883.	65

L'impression des Journaux du Sénat a été retardé de cinq mois, à cause de circonstances indépendantes du contrôle de l'entrepreneur. Les Journaux proprement dits furent livrés au relieur le 30 juillet, tandis que l'Index qui forme partie du volume, ne fut prêt que le 4

janvier 1873.

On prend maintenant un soin particulier pour que les exemplaires des documents anglais ne soient transmises au bureau des traducteurs que parfaitement corrigés, vû qu'en deux occasions à la dernière session il y a eu confusion et retard par le fait que les traducteurs ont eu des exemplaires des documents avant qu'ils fussent complets. Je fais allusion au bill B. du Sénat et au budget, qui durent être "recomposés" à cause de celà.

H.

PLAIDOIRIE EN COUR DU BANC DE LA REINE.

Taylor vs. le Maître-Général des postes.

Jeudi, 13 février 1873.

Cette cause a été plaidé aujourd'hui devant l'honorable juge en chef, l'honorable M. le juge Morrison et l'honorable M. le juge Wilson. Elle a pris naissance d'une réclamation pour ouvrage fait par M. I. B. Taylor, le demandeur, contre le Maître-Général des Postes, le défendeur, dans les circonstances ci-énoncées.

M. Harrison, C.R., comparait pour le demandeur et M. Fleming pour le défendeur.

Les questions soumises à la Cour, après lecture des contrats existant entre M. Taylor et les deux Chambres du Parlement, et entre M. Taylor et la Reine (représentée par le gouvernement fédéral) ainsi que celle des procès-verbaux du comité des Impressions des deux Chambres du Parlement, furent celles-ci:

Premièrement.—Si les dits contrats plus haut mentionnés sont ou ne sont pas séparés et distincts, comme s'ils étaient donnés à plusieurs personnes.

Secondement.—Si, en vertu du contrat pour les impressions des départements, le dit I. B. Taylor a ou n'a pas le droit d'être payé pour tous les ouvrages de ville ou autres impressions pour les différents départements du gouvernement du Canada, des rapports, pamphlets, circulaires et blancs de quelque forme et nature que ce soit qui peuvent être classés sous la dénomination d'impressions des départements, et de tout ouvrage et services qui s'y rapportent, en vertu des stipulations du dit contrat, quand ils sont demandés pour l'usage des différents départements, à part ceux demandés en vertu du contrat du Parlement, lesquels ne comprennent que "toutes les impressions requises pour le service des deux Chambres du Parlement" seulement, c'est-à-dire que si, relativement aux deux contrats, le dit I. B. Taylor est autorisé à faire payer le Parlement pour l'impression et la composition, etc., des rapports des départements, etc., d'après le contrat du Parlement, et aussi de faire payer pour le même travail d'autant que les départements en demanderaient des exemplaires (en vertu d'un ordre du comité des impressions) d'après le contrat des départements.

Pendant qu'il s'adressait au Tribunal en faveur du demandeur, M. Harrison fut inter-

rompu par

LeJuge-en-Chef qui dit avoir lu les résolutions ainsi que les documents qui s'y rattachent et qu'il avait essayé de comprendre, mais sans y réussir. 11 déclara qu'après avoir pris connaissance de l'affaire du commencement à la fin, il ne pouvait pas dire qu'il la connaissait. Il ne savait pas d'où commence la difficulté.

M. Harrison dit que le demandeur avait fait deux contrats, l'un pour faire les impressions du Parlement, et trois mois après, celles des départements; que quelques-uns des documents étaient demandés par les départements et le Parlement, et que, en vertu de ses contrats le demandeur prétendait avoir le droit d'être payé pour la composition demandée par le gouvernement et par le Parlement.

LE JUGE-EN-CHEF: .—Mais quest-ce que les résolutions ont à faire avec cela?

M. Harrison: Les résolutions démontrent que le comité est un comité collectif des impressions et qu'il est formé par des membres du Sénat et de la Chambre des Communes.

LE JUGE-EN-CHEF pense qu'en en appelant du Comité à la Cour, le mode ordinaire de procédure se trouve renversé.

M. Harrison, continuant son réquisitoire, dit que le premier contrat, fait le 2 juillet 1869, concernait les impressions du parlement. Que le contrat fut fait avant que l'acte concernant l'Imprimeur de la Reine ne devint loi. L'acte en question fut sanctionné le 26 juin, mais il ne prit effet que le 1er octobre 1869. Donc le contrat fut fait entre le temps que l'acte fut sanctionné et mis à exécution. Le contrat du parlement était entre M. I. B. Taylor, de la première part, et M. Henry Hartney, de la cité d'Ottawa, en sa qualité de Greffier du Comité Collectif des deux Chambres du parlement pour les impressions du parlement, de la seconde part. M. Taylor convenait avec M. Hartney de bien exécuter tout l'ouvrage et de fournir tous les matériaux "pour le service des deux Chambres du parlement." Le savant avocat expliqua ensuite en détail les devoirs de l'Imprimeur du Parlement; et quant aux prix, il dit que ceux indiqués dans la cédule étaient de tant pour la composition et tant pour Le second contrat fut passé après que l'acte concernant l'Imprimeur de la Reine eut pris effet, le 1er octobre 1869. Il avait pour objet les impressions des départements, et était fait entre M. Taylor, de la première part, et Sa Majesté la Reine, représentée par l'Exécutif, de la seconde part. Leurs Honneurs savent qu'en vertu de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord l'Exécutif contitue un pouvoir et les Chambres du Parlement un autre pouvoir ; et ce contrat fut fait avec l'Exécutif, après lecture faite de l'acte concernant l'Imprimeur de la Reine. Cet acte, cependant, n'affectait pas l'entrepreneur concernant les impressions du parlement. Dans le second contrat pour les impressions des départements, lecture fut faite de l'acte concernant le bureau de l'Imprimeur de la Reine, et dans la cédule on mentionne les prix pour la composition et le tirage, et ils sont inférieurs à ceux stipulés dans le contrat du Parlement pour le tirage et les impressions. Avant la sanction de l'acte concernant l'imprimeur de la Reine, les impressions du parlement et des départements étaient d'ordinaire faites par deux personnes différentes, agissant indépendamment l'une de l'autre, en vertu d'arrangements on contrats différents et indépendants. Pendant plusieurs années, M. Desbarats eut l'un des contrats-celui des impressions des départements-et M. Taylor, celui des impressions du parlement. Aujourd'hui, cependant, ainsi qu'il l'a déjà dit à Leurs Honneurs, les deux contrats sont faits avec la même personne, et il se trouve qu'il y a certaine partie du travail requis par les deux contrats:—les rapports des départements. Ces rapports sont d'abord imprimés pour les départements, et on a donné l'ordre d'en imprimer un certain nombre pour l'usage des deux Chambres. Voici ce qu'a fait le défendeur : il a demandé qu'on lui fournit tant d'exemplaires des rapports. Autrefois il y en avait tant envoyés au défendeur, et tant aux Chambres; mais le maître-général des postes a tenté de refondre le contrat, et ainsi, au lieu d'avoir tant de rapports fournis en vertu de chaque contrat, il serait nécessaire d'envoyer un certain nombre de rapports en tout; et le double paiement pour la composition a été refusé.

LE JUGE-EN-CHEF: —Que dit le demandeur?

En réponse, M. Harrison déclare que le demandeur a dit qu'en vertu de son contrat avec le parlement, il avait fait pour celui-ci certains travaux par lesquels il a droit d'être payé; et que s'il y a un autre entrepreneur qui fait les impressions des départements et qu'il empruntait ses (à M. Taylor) caractères, le seul fait que ces caractères ont été empruntés ne donnerait pas au département le droit de dire à l'entrepreneur des impressions des départements: "Vous ne serez pas payé pour la composition." M. Taylor se trouve dans cette affaire comme s'il y avait deux entrepreneurs, et que l'un emprunterait la composition de l'autre. Telles que les choses se trouvent cependant; un seul homme a les deux contrats, et ils ont été faits en différents temps et dans des circonstances différentes. Supposons que M. Desburats ait un contrat et M. Taylor l'autre, ainsi que c'était le cas autrefois; que M. Desbarats imprime un certain nombre de rapports des départements, et qu'avant qu'il distribue son caractère, M. Taylor lui demande de lui prêter ses "formes." Les "formes" ainzi obtenues, M. Taylor, le second entrepreneur, en fora nécessairement usage et fournira le nombre d'exemplaires stipulé par son contrat. Maintenant le demandeur prétend qu'on doit le considérer comme étant deux personnes, ayant chacune leur contrôle distinct et indépendant. Les contrats étaient très-différents et les payeurs aussi. Le contrat du gouvernement était soldé à même les fonds contingents du gouvernement, et l'autre l'était à même les fonds des deux Chambres, deux pouvoirs distincts. En outre, qu'on se rappelle que les deux contrats n'étaient pas faits par la Reine, mais l'un par les Chambres du parlement, et l'autre par la Reine. Naturellement, s'il était fait un nouveau contrat, il serait bien de refondre les contrats de manière qu'au lieu de fournir tant de rapports aux départements et tant aux Chambres du parlement, les départements puissent avoir de suite leur nombre nécessaire. Mais ceci entraînerait un nouveau contrat. Néanmoins, dans l'état actuel de choses, les contrats sont précisément les mêmes qu'ils étaient quand ils furent faits, car il ne leur a été fait aucune altération. Toute la difficulté cesse, prétend le savant avocat, dn moment que deux personnes sont substituées à M. Taylor. Si Leurs Honneurs, au lieu de considérer M. Taylor seul, voulaient bien dire M. Taylor et M. Desbarats, ayant chacun à remplir des devoirs différents en vertu de contrats indépendants, elles verraient la véritable position du demandeur.

Le Juge-en-Chef:—Est-ce que les journaux de la Chambre font partie des impressions des départements?

M. Harrison dit que l'acte du parlement relatif à l'imprimeur de la Reine détermine les impressions qui doivent être mises sous le titre des impressions des départements. Entr'autres, il y a les rapports des départements. Parmi ces rapports, à ce qu'il croit, un certain nombre d'exemplaires était imprimé par les départements et présenté à la Chambre.

Alors la Chambre pouvait ordonner l'impression d'un nombre quelconque d'exemplaires. Et ces documents ayant été soumis aux membres, entraient ensuite dans les journaux de la Chambre; naturellement les documents insérés dans les journaux de la Chambre faisaient partie des impressions du parlement.

LE JUGE-EN-CHEF: - Si la Chambre en a besoin.

M. Harrison.—S'ils étaient destinés à être distribués parmi les membres, ils devraient figurer sous le titre d'Impression du Parlement. Il pense que l'on peut exposer le cas comme suit : Supposons qu'un individu a un contrat pour l'impression de cinq mille exemplaires d'un ouvrage inconnu à une autre personne qui pourrait avoir besoin de 2,000 exemplaires du même ouvrage imprimé, et que l'entrepreneur pourrait exécuter les deux contrats avec une seule composition. Dans ces circonstances, la personne qui a fait le second contrat ne pourrait pas dire: "Je ne paierai pas pour la composition parce que vous l'avez obtenue du premier individu." Les deux contrats étaient à un prix très-inférieur—celui des impressions des départements particulièrement—et il croit que le demandeur n'eut jamais signé les contrats s'il ne se fut pas reposé sur la prétention qu'il fait valoir maintenant. Ils furent signés tout comme s'il y eut eu deux entrepreneurs, mais une seule personne acceptant les deux contrats avait un avantage et le demandeur s'est servi de cet avantage afin de s'assurer quelque profit pour son ouvrage.

LE JUGE-EN-CHEF: -Le prix du contrat pour les impressions du Parlement n'est-il pas

le plus élevé?

M. HARRISON: -Oui, et le contrat pour les impressions des départements a été signé à un prix beaucoup moins élevé en considération du paiement pour la composition des rapports par le Parlement et les départements.

LE JUGE-EN-CHEF: Par son contrat avec le Parlement il devait recevoir le prix donné aux impressions du Parlement pour les ouvrages fournis directement aux départements?

M. Harrison:—Oui. La difficulté date de la dérnière session. Il avait toujours été payé jusqu'alors.

JUGE-EN-CHEF.—Tel est l'argument en votre faveur.

M. HARRISSON pense aussi que c'est un argument en faveur de son client. Il montre l'intention des deux parties. Les ministres de la couronne ont exprimé l'opinion que cela était juste. Ils ont dit que c'était une question abstraite de loi avec laquelle ils n'avaient rien à faire. Les hommes de loi dans la chambre exprimèrent leurs opinions sur ce sujet, mais elle n'ont aucune valeur. Tout cela n'aboutit qu'à une perte de temps. On soutient que ce différend impliquait une question de loi et que comme les tribunaux du pays décidaient les questions de loi, cette question devait être soumise à une cour de justiee. C'est la raison qui les amène maintenant devant leurs honneurs.

M. Fleming, au nom du demandeur, dit qu'il consentait à accorder, pour augmenter qu'il y avait deux contrats et que deux personnes étaient représentées par M. Taylor : M. Taylor, l'imprimeur du Parlement et M. Taylor l'imprimeur des départements. Il ne voit pas que cela fasse disparaître la difficulté. D'après son contrat M. Taylor était tenu de fournir tout l'ouvrage, et les matériaux pour les deux chambres du Parlement Canadien. D'après son contrat comme imprimeur des départements, il devait fournir l'ouvrage et les services s'y rattachant en tels nombres et quantités qui pourraient être spécifiés dans les diverses réquisitions qui pourraient lui être adressées pour cette fin de temps à autre par et au nom des différents départements. Ce n'est qu'à la dernière session que cette question vint sur le tapis. Le fait que M. Taylor fournissait certain ouvrage d'après son contrat pour le Parlement, lequel était identique à celui qu'il fournissait en vertu de son contrat pour les départements ; attira de bonne heure l'attention du Comité des Impressions et des discussions eurent lieu sur le sujet. Il ne sait pas pourquoi on a surchargé le dossier des résolutions du Comité des Impressions, car la dite résolution est la seule importante pour ce cas. Dans cette résolution, le Comité des Impressions, après qu'on eut attiré son attention sur les double prix que recevait M. Taylor pour une certaine composition, décida "Que l'entrepreneur chargé des impression-" du Parlement étant aussi un entrepreneur pour autres impressions publiques, il est expé-" dient, dans le but d'éviter des erreurs, de décider que le comité est d'opinion que tous pas " piers et documents dont l'impression est ordonnée par le Parlement sont sujets aux condi"tions du contrat passé entre le Parlement et l'entrepreneur des impressions du Parlement, et que les rapports annuels des chefs des divers départements sont évidemment compris au nombre des impressions du Parlement comme documents à être soumis au Parlement, et que le Parlement a aussi le pouvoir d'ordonner en vertu de son contrat l'impression du nombre d'exemplaires de ces ouvrages qui pourront être nécessaires pour le service public, et, pour empêcher tout malentendu, les chefs des divers départements sont priés d'informer ce comité du nombre d'exemplaires imprimés de leurs divers rapports ou autres documents du parlement dont ils pourront avoir besoin respectivement, et que tel nombre soit ajouté et forme partie de la liste de distribution des impressions du parlement."

JUGE-EN-CHEF: - En quoi cela regarde-t-il ce procès ?

M. Fleming dit qu'il citait cette résolution pour montrer seulement l'origine du différend entre le demandeur et le défendeur.

LE JUGE-EN-CHEF: -On ne nous a pas fait part des détails de la somme réclamée.

Comment se compose-t elle?

M. Fleming: —D'un nombre extra des rapports des chefs des départements.

JUGE-EN-CHEF: —Mais les chefs de départements ont le droit d'ordonner l'impression d'autant d'exemplaires qu'il leur plait.

M. Fleming:—Oui, pour les départements; mais ils n'ont pas demandé définitivement à M. Taylor de leur fournir aucuns rapports. Ils les onteu par l'entremise du parlement.

JUGE-EN-CHEF: —Comment leur étaient-ils originairement envoyés?

M. FLEMING:—Je crois que la coutume est que le chef du département soumette son rapport en manuscrit, et qu'il est mis sur la table et renvoyé au comité des impressions.

M. HARRISON dit que les rapports sont généralement imprimés avant la réunion du

parlement et qu'ils lui sont alors présentés.

M. Fleming pria leurs honneurs de supposer qu'il y avait deux entrepreneurs, l'un pour les impressions du parlement et l'autre pour les impressions des départements, et que l'on s'est aperçu que les départements et le parlement payaient tous deux pour le même ouvrage qui était identique et dont tous deux avaient besoin. Il est évident qu'en s'apercevant du fait le parlement devait cesser de demander cet ouvrage à l'entrepreneur des impressions des départements et d'après ce contrat il ne voit pas que l'entrepreneur ait quelque raison de se plaindre. Le contrat maintenant est absolument le même que s'il avait été donné à deux individus, M. Taylor n'est pas non plus juge du nombre des rapports nécessaires. Le parlement peut ordonner l'impression de cinq cents ou cinq mille exemplaires, et s'il pense que le nombre dépasse les bornes, il doit évidemment refuser d'en livrer plus qu'il ne croit bon. Il (M. Fleming) croit néanmoins qu'il a été mieux conseillé quant au nombre dont on aurait probablement besoin.

LE JUGE-EN-CHEF: -- Est-ce qu'il n'y a pas de spécifications quant au nombre?

M. FLEMING:—Il n'y a rien de spécifié quant au nombre. La spécification du contrat est qu'un nombre suffisant d'exemplaires doit être fourni pour les besoins des deux chambres du parlement.

JUGE-EN-CHEF:—Parce qu'il pouvait éprouver une perte sérieuse en n'imprimant que seulement cent ou deux cents exemplaires.

M. Fleming:—Au contraire, il se plaint d'avoir trop à faire en vertu du contrat. Il se plaint qu'on ne lui donne pas la chance de faire une augmentation de profits correspondante à l'augmentation de l'ouvrage. Cela ne fait pas différence qu'il y ait deux entrepreneurs. Qu'il en est un ou deux, cela revient au même. Nous cessons quant au contrat des départements de demander certain ouvrage à l'entrepreneur des départements et, d'après le contrat du parlement, nous avons le droit de demander tout l'ouvrage dont nous avons besoin. S'il y a deux contrats il n'y a qu'un entrepreneur—la personne même à laquelle on doit payer définitivement pour l'ouvrage. Le pays a à payer pour les deux. Il importe peu que ce soit l'exécutif dans un cas ou le parlement dans l'autre ; ils sont tous deux agents de la couronne.

M. le Juge Wilson suppose que les départements peuvent fournir des exemplaires au Parlement on s'ils l'aimaient mieux les distribuer en Angleterre.

M. Fleming, Oui, ou les brûler.

LE JUGE EN CHEF:—La somme réclamée est pas pour des rapports des départements?

M. Fleming, Le demandeur n'a fait aucun ouvrage en vertu du second contrat, il n'a donc droit à rien.

M. HARRISON, Mon savant ami représente le Ministre de la Justice, et ce que je puis faire de mieux, c'est de lui donner l'opinion même du ministre de la justice. Il disait devant le comité au mois de juin dernier: "La pétition m'a été soumise parce qu'elle impliquait une question légale, et elle est restée depuis dans mon bureau, en attendant ma décision. En outre de la pétition, j'ai vu M. Taylor lui-même et d'autres personnes sont aussi venues me voir à ce sujet. J'ai toujours répondu que le gouvernement ne pouvait pas intervenir après le vote du Parlement—que c'était au Parlement, le même pouvoir qui est venu à une certaine conclusion, à renverser son vote—et que la seule chose à faire était d'en appeler au Parlement, le gouvernement étant son serviteur et non son maître. La question, comme je le comprends, est celle-ci-Si M. Taylor a deux contrats ou seulement un? Je pense que c'est là toute la question, et afin d'en venir à une conclusion à ce sujet, on devrait la considérer comme si les deux contrats avaient été donnés à deux individus (Ecoutez! écoutez), "A" a le contrat du Parlement, "B" le contrat du gouvernement. "A" fait un ouvrage dont "B" a besoin. Je pense que le Parlement a le droit d'ordonner l'impression d'autant d'exemplaires qu'il lui plait, s'ils sont conformement aux conditions du contrat bona fide et honnêtement, des impressions du Parlement, mais je pense que le Parlement n'a pas plus le droit qu'un individu a le droit d'ordonner à un entrepreneur sous le prétexte qu'il a besoin d'ouvrages pour fins du Parlement, de l'ordonner pour d'autres fins (Ecoutez! Ecoutez). Ce n'est pas une question de loi, mais il appartient au comité de décider si aucune partie de l'ouvrage fourni par "A" (M. Taylor, l'entrepreneur du Parlement) était plus considérable que ce qui était nécessaire pour fins du Parlement. Si non, en vertu du contrat, le Parlement n'a pas le droit d'en ordonner plus. Le Parlement, si l'on devait interprêter ainsi le contrat, pourrait ordonner l'impression des rapports pour les distribuer dans le monde entier. Je pense que M. Taylor doit être requis de fournir la quantité, quelque soit la perte qu'il éprouve, dont le Parlement a besoin bona fide pour fins du Parlement. "B" survient, qui est l'entrepreneur du gouvernement. Il a un droit, comme il en a la responsabilité, de faire toutes les impressions des départements. Si le Parlement n'a pas le droit d'ordonner à son entrepreneur de faire l'ouvrage du gouvernement, alors l'entrepreneur du gouvernement doit le faire. Il doit être payé conformement à son contrat, et je ne pense pas qu'il importe de savoir si "B" compose avec ses propres caractères d'imprimerie et s'en sert pour l'impression ou s'il traverse la rue et emprunte les caractères d'imprimerie de "A" Je ne pense pas que nous devions nous occuper de savoir si "B" fait la composition ou s'il l'emprunte, (Ecoutez! Ecoutez). Ces principes sont le sens commun, je pense."

Telle est l'opinion du ministre de la justice qui, peu de temps après disait: "M. Taylor dit que le parlement, en venant à cette conclusion, a passé le sens de son contrat. Je suis porté à croire qu'il l'a fait. Je ne pense pas que le parlement, pas plus qu'un particulier, puisse forcer un entrepreneur de faire plus qu'on n'en avait l'intention réellement et bona fide, mais je ne veux pas exprimer une opinion sur la question de fait. En Angleterre, il y a certains ouvrages du parlement imprimés pour l'usage du parlement. Le parlement peut alors ordonner qu'il soit fourni au public au rabais. Supposons que l'on adopterait ce procédé ici, je ne pense pas que, en vertu du contrat avec M. Taylor, vous puissiez le forcer de le faire.

M. Harrison dit qu'il semble que certains messieurs formant partie du comité désiraient avoir cet ouvrage par une ruse, mais on ne saurait imputer une pareille conduite à la Couronne. Ces messieurs ont obtenu les rapports de manière à faire disparaître l'avantage de la double composition, et c'est ce qui a induit le demandeur à signer le contrat à un prix ci réduit

LE JUGE EN-CHEF pense que si les messieurs qui administrent les affaires à Ottawa sont persuadés que le demandeur a accepté le contrat avec l'entente qu'il recevrait un double paiement pour la composition, et que s'ils pensent que cela est juste et raisonnable, il est d'opinion que le demandeur devrait être payé. C'est une doctrine, adoptée par tous les hommes publics en Angleterre, que la Couronne ne saurait faire de mal, et que tout ce que ferait la Couronne à cet égard serait uste.

Le jugement a été réservé

-

#### CAUSE TAYLOR VS, LE MAITRE GÉNÉRALE DES POSTES, ET JUGEMENT DE M. LE JUGE MORRISON.

Cause soumise. La cause a été longuement exposée, mais ce qui suit suffit à la cour pour rendre jugement. L'action a été intentée par le demandeur, qui est imprimeur, contre le défendeur, qui est le chef du département des Postes du Canada, dans les circonstances suivantes: Le 2 juillet 1869, le demandeur a passé avec M. Hartney, en sa qualité de greffier du comité collectif des deux chambres du Parlement, un contrat dans lequel il convient de fournir tout le matériel nécessaire pour le service des deux chambres du Parlement mentionné dans la cédule et les spécifications annexées à ce contrat, aux temps, époques dans la période et aux termes et conditions stipulées au contrat, durant cinq ans, à compter du 1er janvier 1870. Le demandeur devait être payé pour l'ouvrage fait et du matériel fournis respectivement aux deux chambres du Parlement aux prix fixés dans les spécifications Le 1er Octobre 1869, le demandeur passa avec Sa Majesté, conformément aux dispositions de l'acte du Canada, 32 et 33 Victoria, chapitre---concernent l'imprimeur de la Reine un contrat dans lequel il convient de faire et d'exécuter durant une période de cinq ans tous les ouvrages d'impressions, pour les divers départements du gouvernement du Canada, de rapports, brochures, etc., de toutes sortes et descriptions compris, dans la dénomination d'impressions des départements, et tous les ouvrages et services s'y rattachant ou s'y rapportant en tels nombres et quantités qui pourraient être spécifiées dans les réquisitions qui lui seraient faites à cette fin, de temps à autre, par et au nom des dits départements respectivement, les quantités de papier nécessaire devant dans tous les cas lui être fournies. Ces ouvrages devraient être faits d'une manière strictement conforme aux termes de la cédule et des spécifications annxées au contrat et à la satisfaction de l'imprimeur de la Reine et être livrés aux divers départements dans une espace de temps raisonnable après la réception des réquisitions qui lui en saraient faites. Dans la cédule annexée à ces contrats, les prix sont fixés à tant le 1,000 ems pour la composition, et le tirage, étc. Il appert aussi par la cause, que le 20 mars 1870 le président du comité collectif des impressions signala au comité le danger de payer double prix pour les ouvrages du gouvernement et du parlement, quand ces ouvrages étaient imprimés sur la même édition, et il fut alors résolu que le président et M. McDonald fussent nommés pour se rendre auprès su secrétaire d'Etat pour attirer son attention sur le fait et entrer en arrangement avec le gouvernement pour empêcher que ces doubles prix fussent payés. Et le 8 avril 1870 le comité passa la résolution suivante :-

"Résolu: Qu'attendu que le Parlement a conclu des contrats pour les impressions du Parlement, et que le gouvernement a, en vertu du statut de la dernière session, conclu de pareils contrats pour les impressions requises par les divers départements, et que ces différents contrats ont été ainsi conclus avec la même personne, et que cette personne prétend qu'en vetu de ses deux différents contrats elle a le droit de se faire payer doublement pour toutes les impressions qu'elle a à faire pour l'usage du gouvernement et du Parlement, quand l'impression de ces documents est ordonnée par le gouvernement pour l'usage des départements, c'est à-dire, qu'elle a le droit de se faire payer deux fois pour une seule composition chose qui n'est pas seulement contraire à l'usage, mais encore à l'espit et à l'intention du contrat pour les impressions du Parlement, et qui, si elle est permise peut s'appliquer à tous les documents etc., imprimés pour le Parlement; qu'attendu en outre que, d'après la liste dess distributions, 13 exemplaires de tous les Votes et Délibérations, Bills, Documents, etc. sont pour l'usagedu département du Conseil Privé, sans compter que divers autres exemplaires sont pour l'usage de chaque autre département du service public, et que l'effet de cette pratique, ainsi qu'il a été démontré par un compte soumis à ce comité pour l'impression du rapport du département des travaux publics (rapport qui, en vertu du contrat pour les impressions du Parlement, coûte \$208.83 pour 1,870 exemplaires, et dont le coût de l'impression a aussi été réclamé en vertu du contrat pour les départements à raison de \$175.02\frac{1}{2} en sus pour 500 exemplaires, fesant en tout \$383.80\frac{1}{2}, e'est-à-dire, \$120.35\frac{1}{2} de plus que si le tout eût été imprimé

en vertu du contrat pour les impressions du Parlement),—serait, si elle se perpétuait, d'entraîner une grande perte pour le public; et qu'attendu que le gouvernement peut maintenant comme auparavant, obtenir de l'entrepreneur des impressions du Parlement autant d'exemplaires extra de tout document imprimé qu'il en a besoin pour son usage, sans payer plus que pour le tirage et le papier, bien que les deux contrats aient été donnés à la même personne; qu'à ces causes, afin de définir et distinguer les deux contrats, il sois compris que tous bills, rapports ou documents soumis au Parlement, en manuscrit ou imprimé, sont des papiers parlementaires, soit que la copie ait été envoyée à l'imprimeur par les départements ou par le parlement, selon que le service public le requerra, et qu'ils porteront le nom de l'éditeur comme entrepreneur des impressions du Parlement, et qu'ils seront payés aux prix des impressions parlementaires, après avoir été contrôlés et certifiés conformes au contrat par le greffier du comité; et que l'ouvrage exécuté pour les départements porteront le nom de l'éditeur comme entrepreneur des impressions des départements, et qu'il sera payé aux prix des impressions pour les départements après avoir été contrôlé et certifié conforme au contrat par l'imprimeur de la Reine.

"Résolu: Aussi, que si le gouvernement ou un département du gouvernement a besoin d'un plus graud nombre d'exemplaires que d'ordinaire de documents qui lui sont maintenant fournis d'après la fiste des distributions, il notifie ce fait au Greffier du comité des impressions par écrit assez tôt pour qu'il puisse ajouter ce nombre extra à la liste des distributions."

Et le secrétaire d'État fut notifié de ce fait et pour que la résolution fût rapportée à la Chambre des Communes la résolution suivante fut passé le 22 avril 1872 par le comité collectif:—

"L'entrepreneur des impressions pour le Parlement étant aussi entrepreneur d'autres impressions pour les départements publics, il est expédient, pour éviter toute erreur, de pres-

crire ce qui suit :

"Que le comité est d'opinion que tous les papiers et documents dont l'impression est ordonnée par le Parlement, doivent tomber sous l'effet des clauses du contrat conclu entre le Parlement et l'entrepreneur des impressions pour le Parlement, et que les repports annuels des chefs des divers départements sont clairement compris dans les impressions parlementaires comme documents à soumettre au Parlement;—aussi, qu'il est au pouvoir du Parlement d'ordonner, d'après son contrat, l'impression de tel nombre d'exemplaires des documents cidessus mentionnés qui peuvent être requis pour le service public;—et que, pour prévenir tout malentendu, les chefs des divers départements devraient faire connaître à ce comité le nombre d'exemplaires de leurs divers rapports cu d'autres documents parlementaires dont ils peuvent avoir besoin, afin que ce nombre d'exemplaires soit ajouté à la liste des distributions

des papiers parlementaires pour en faire partis."

Cette résolution fut rapporté à la Chambre des Communes le 27 avril 1870, et adoptée. Le plaidoyer expose que lorsque le demandeur a passé ses contrats les rapports annuels. des chefs des départements avaient toujeurs été imprimés sur leurs ordres et payés par les départements, et séparés de ceux imprimés pour l'usage du parlement et séparément payés par le greffier du comité collectif des impressions ; qui pendant un certain temps après la passation de ces contrats, il faut payé pour l'impression des rapports annuels des départements pour le nombre requis pour l'usage des départements en vertu de ses contrats du 1er octobre 1870, et pour ceux requis pour l'usage du parlement en vertu du contrat passé avec M. Hartney, comme s'ils avaient été imprimés par deux personnes distinctes et séparées—la chose telle qu'il a paru ayant été trouvé juste et équitable par l'imprimeur de la Reine alors en fonctions, suivant l'usage et les termes des contrats; qui après l'adoption du rapport par la Chambre des Communes le 22 avril 1870, les quantités supplémentaires des rapports des divers départements requises pour l'usage des départements furent requises par le greffier du comité exécutif des impressions et chargées au compte des divers départements par le dit comité comme impressions pour le parlement et payées suivant le tarif des prix fixés dans le contrat avec le parlement, le paiement, cependant ayant été fait par les départements respectivement et non par le parlement.

Le demandeur prétend que lorsqu'il a passé ces divers contrats, il avait raison de croire que ces contrats étaient séparés et que les rapports des divers départements seraient payés

séparément de ceux demandés et requis pour la distribution pour le parlement.

On se demande si le défendeur, parce qu'il est un fonctionnaire public agissant pour Sa Majesté la Reine, est un nom responsable.

La seule question qui se présente pour l'opinion de la cour est:

Si le demandeur, en vertu de son contrat pour les impressions des départements, a ou non droit de se faire payer "tous les ouvrages d'impressions pour les divers départements du gouvernement du Canada, rapports, brochures, circulaires et blancs de formules de toutes sortes et descriptions quelconques compris sous la dénomination d'impressions des départements et tous les ouvrages et services s'y rattachant et s'y rapportant en vertu des termes de son contrat, lorsqu'ils sout requis pour l'usage des divers départements, à part de ceux requis en vertu du contrat avec le parlement qui est restreint à "toutes les impressions requises pour le service des deux Chambres du Parlement seulement, c'est-à-dire si, à raison des deux contrats le demandeur est autorisé à se faire payer "l'impression" et la "composition", etc., des rapports des départements, etc., par le Parlement, en vertu du contrat avec ce parlement et d'après le tarif qui y est fixé et de se faire aussi payer le même ouvrage en tant que des exemplaires de cesrapports peuvent être requis par les départements conformément à l'ordra du comité des impressions, à raison du contrat avec les départements et du tarif qui y est fixé. Si la cour opine dans l'affirmative, alors il y aura jugement pour le demandeur pour \$1,623.02; si ellle opine dans la négative, il y aura jugement pour le défendeur.

La cause a été plaidée au dernier terme par M. Harrison, C. R., pour le demandeur, et

par M. R. M. Fleming pour le Maitre-Général des Postes.

#### J.

#### JUGEMENT DE M. LE JUGE MORRISON.

D'après la cause telle qu'elle nous a été exposée, je suis d'opinion que le défendeur a droit d'avoir jugement en sa faveur. Le demandeur, dans son contrat du 1er octobre 1869, entreprend de faire et exécuter tous les ouvrages d'impressions pour les divers départements du gouvernement, rapports, etc., compris sous la dénomination d'impression des départements. tel qu'il pourrait être spécifié dans les réquisitions à lui faites de temps à autre à cette fin au nom des départements respectifs, le gouvernement fournissant le papier (pour ces impressions. Maintenant il me semble très claire que, sans égard au contrat passé par le demanmandeur pour le service du parlement, si le département du maître-général des postes ou tout autre département, pour une raison quelconque, se dispense de faire imprimer un rapport ou document, annucl ou autre, se transmettant tout simplement en manuscrit aux chambres, le demandeur ne pourrait alors avoir aucune prétention de faire payer le prix de la composition d'un rapport qu'il n'aurait pas été requis d'imprimer. Le département des postes, quelle que fut l'attente du demandeur quand il a passé son contrat du 1er octobre 1869, avait je pense, pleine liberté de changer sa coutume et son système et de dire et déterminer quels seraient les documents qui seraient imprimés ou non pour l'usage du département ou pour la distribution. Avant de pouvoir faire un ouvrage d'impression quelconque pour un département et de lui en faire payer le prix, le demandeur devait recevoir une réquisition faisant connaître la matière à imprimer, et aussi le papier nécessaire à cette fin. Il n'y a dans le contrat du 1er octobre aucune disposition limitant la quantité de l'ouvrage qui devait être fait ni n'en fixant le minimum, en accordant une compensation quelconque au demandeur au cas où les départements changeraient leur coutume de manière à se dispenser d'une grande quantité des impressions ordinaires. Le contrat ne s'applique qu'aux impressions que le demandeur aurait par réquisition ordre de faire. Nul doute que le demandeur n'ait le privilége de faire toutes les impressions des départements, mais en dehors de ce privilége il n'a droit à aucune réclamation. Il peut être vrai, comme il a été déposé dans la plaidoirie, et il n'est pas irraisonnable de présumer, que lorsque le demandeur a fait les soumissions sur lesquelles son contrat est basé, il n'a pas fait ces soumissions dans l'attente que l'impression de certains rapports, etc., jusqu'alors faite annuellement pour les départements serait discontinuée.

Cependant le comité collectif des impressions ayant jugé à propos, dans l'intérêt du public, d'adopter un nouveau système et de mettre fin à l'impression des rapports des dépar-

tements destinés à être présentés au parlement par les départements, faisant imprimer ces rapports par l'imprimeur du parlement, le demandeur a pu par ce changement dans le système auparavant suivi être privé de l'ouvrage et des profits qu'il aurait eu autrement en vertu de son contrat du 1er octobre. Cette circonstance peut lui donner droit à quelque considération de la part du gouvernement, si sa réclamation est bien fondée, mais elle ne saurait, au point de vue de la loi, lui donner le droit d'être payée et rénuméré pour de l'ouvrage qu'il n'a pas été requis de faire et qu'il n'a jamais fait. On nous a fortement représenté que le demandeur ayant passé son contrat du 2 juillet 1869 pour faire tout l'ouvrage des deux Chambre nous devrions considérer ce contrat et celui du 1er octobre 1869 comme deux contrats passés par deux personnes distinctes n'ayant respectivement aucun intérêt dans le contrat de l'un et l'autre; qu'en vertu du contrat du 1er octobre, la pratique, suivie par le gouvernement était de faire imprimer le rapport annuel (ainsi que les rapports annuels des autres départements), du département des postes pour ce département, et qu'après que le rapport avait été ainsi imprimé, il le soumettait aux Chambres et qu'il était encore imprimé pour l'usage des Chambres et que cette impression était payée conformément aux contrats respectifs du 1er cotobre et du 2 juillet, comme si l'entrepreneur (le demandeur) eût été deux personnes distinctes ; et, comme il a été exposé dans la plaidoirie, cette coutume était jugée par l'imprimeur de la Reine équitable et juste, et conforme à la coutume et aux termes du contrat, en d'autres termes, que le demandeur ayant imprimé le rapport pour le département, en fit payer la composition conformément à la cédule des prix annexés au contrat du 1er ectobre, et suchant, comme imprimeur du parlement, qu'il serait requis d'imprimer le même rapport pour les Chambres, il n'a pas distribué la matière, mais s'en est servi pour frapper le nombre d'exemplaires requis pour l'usage des Chambres, la composition faisant payer conformément au contrat du 2 juillet, comme s'il eut distribuée et recomposée cette matière et qui, étant à la fois l'imprimeur du parlement et des départements, il avait ainsi droit en vertu de son contrat de se faire payer deux fois la composition et le tirage. Le demandeur prétend qu'un simple changement de coutume dans la distribution des rapports ne devrait le priver de ses profits. S'il avait fait ces ouvrages séparément sur la réquisition et les ordres distinctes du département et du greffier du comité collectif des impressions, le demandeur pourrait, strictement parlant, avoir le droit de se faire payer ces impressions, y compris la double composition, conformément aux cédules des prix de chaque contrat, peu n'important aux parties la manière dont l'ouvrage aurait été fait, que la matière ait été composée deux fois ou gardée en formes; mais lorsqu'on considère la conduite du comité collectif, la cause prend un aspect tout-à-fait différent. comité collectif, se rappelant que les deniers payés en vertu des deux contrats étaient à la charge du revenu public, et considérant inutile que les rapports des départements fussent imprimés deux fois quand un seul tirage plus nombreux suffisait, s'est déterminé à adopter son rapport du 22 avril, approuvé par la Chambre le 27 avril. Il appert qu'après cette date, les exemplaires des rapports annuels requis pour l'usage des départements du gouvernement furent compris dans les ordres d'impressions donnés par le greffier du comité collectif, conformément au contrat du demandeur du 2 juillet et pay's par le demandeur aux prix de la cédule du contrat. Le greffier, paraît-il, a fait payer les exemplaires additionnels envoyés aux départements à ces départements respectivement, et le gouvernement ou les départements ont payé au demandeur les sommes ainsi demandées. On a prétendu que la manière dont cet ouvrage a été payé montre que ces exemplaires étaient compris dans les termes du contrat pour les impressions des départements et que le demandeur avait droit aux mêmes profits et avantages que s'il avait imprimé le rapport pour le département. Je ne le pense pas. Le mode d'entrée de cette dépense suivi par M. Hartney n'est qu'une simple matière de terme de livres pour distinguer les dépenses imputables aux départements de celles imputables au parlement. L'argent a été pris dans la même caisse, mais par un officier différent, et il a été payé au demandeur conformément au contrat du 2 juillet. Nous devons présumer, dans le plaidoyer, comme rien dans la cause ne prouve le contraire, qu'après le 27 avril, le départ tement des Postes n'a fait au demandeur aucune réquisition pour l'impression de son rapporannuel devant être soumis aux chambres, alors et pour cette raison le demandeur ne peut établir aucune relation de paiement contre le département en vertu de son contrat du 1er octobre à raison de ce rapport annuel. Je puis observer ici que si le gouvernement, pour économiser, avait requis le demandeur, en vertu du contrat du ler octobre, d'imprimer les rapports annuels des

départements, et en même d'en fournir un nombre d'exemplaire suffisant pour l'usage du par lement, ou pourrait difficilement soutenir que le demandeur nonobstant cette réquisition aurait droit de faire payer la composition au comité collectif. Le demandeur prétend que lorsqu'il a passé son contrat du 1er octobre il avait raison de croire qu'il avait droit de faire payer au département ce qu'il cherche maintenant à recouvrer. Si telle était l'entente, elle aurait dû être consigné dans le contrat. La probabilité est que si cette disposition avait été proposée comme lui donnent droit à compensation, on aurait dit au demandeur que cette disposition état inadmissible, si le gouvernement voulait se dispenser de faire imprimer les documents qui devaient être soumis aux chambres ; en d'autres termes, qu'il ne pouvait pas se faire payer de l'ouvrage qu'il n'était pas requis de faire et qu'il n'a pas fait.

Prenant toute la cause en considération, je suis d'opinion que le demandeur n'a pas droit de se faire payer par le défendeur, en vertu du contrat du 1er octobre 18:9, la composition ou le tirage des rapports des département soumis à la Chembre et dont l'impression a été ordonné par le greffier du comité collectif des impressions des deux Chambres, et pour l'usage

des départements, et que le jugement doit être rendu en faveur du défendeur.

On n'a soulevé aucune objection au droit du demandeur de maintenir cette action sous n'importe qu'elle cisconstance, contre le Maître-Général des Postes en vertu du contrat du ler octobre. Nous n'exprimons aucune opinion à ce sujet. Bien que ce soit un cas spécial, on ne doit pas vous demander de répondre à une question à moins qu'elle ne se rattache à une matière qui donnerait lieu à une action, ou lorsque cet question même ne pourrait pas être soulevée dans un plaidoyer pertinent. En considérant ce cas, lil s'est un peu présenté à vous comme une cause dans lequel on demanderait à la cour d'exprimes une opinion plutôt que d'agir judiciairement, ou, comme dit Martin B.—, dans la cause de Major,—la compagnie des Mines de de d'Albion, A. S., 2 Equité, 346, "de décider sur une cause imaginaire d'action." Nous faisons ces observations afin qu'on ne réfère pas à cette décision comme à une autorité eu un précédent pour une procédure semblable. Je renvoie aux causes de Duntz vs. Duntz, 6 C. B. 100, et de Lord Wellesly, Withers 4 E et B 759.

Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. McMaster, il a été

Ordonné, que le dit rapport soit pris en considération lundi prochain.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

## Mercredi, 30 Avril 1873.

#### AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter. Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter. Motions.

## AVIS DE MOTIONS.

Pour Mercredi, 30 avril 1873.

Interpellation par l'honorable M. Price.

1873.

28 Avril.—Si les paquebots-postes Allan ne sont pas obligés de rester dans le port jns qu'à ce que toutes les malles canadiennes qui se composent pour eux, soient transportés à leur bord ? et d'où vient que les malles anglaises closes à Qué bec le 21 et le 28 Mars dernier, et expédiées par la voie de Portland, n'ont pas été attendues par le Prussian et le steamer suivant?

Par l'honorable M. Christie.

Qu'il soit nommé un comité pour s'enquérir et faire de temps en temps rapport de 24 tous les faits qui se rattachent au contrat du chemin de fer canadien du Pacifique adjugé à Sir Hugh Allan et ses associés, et qui se sont produits avant et après la signature de ce contrat, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, pièces et documents, et dépêches télégraphiques, envoyées ou reçues par le câble atlentique ou autre voie, y compris toutes communications échangées entre Sir Hugh Allan ou quelqu'un de ses associés maintenant en Angleterre, et le gouvernement, ou un de ses membres ou quelque personne en son nom.

#### ORDRES DU JOUR.

#### Pour Mercredi, 30 avril 1873.

1873.

10 29

1|29 avril. — Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie de garantie du Canada. — (Hon. M. Hamilton.) 2 " Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Maison de la Trinité de Québec.—(Hon. M. Campbell). Offenses contre la personne—(Hon. M. Campbell.) Troisième lecture (Bill L) Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Inspection des bateaux à vapeur dans la Colombie Britannique.—(Hon. M. Campbell.) 5 28 Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Banques et commerce de banque.—(Hon. M. Aikins.) 66 6 Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Maison de la Trinité et commissaires du havre de Montréal.—(Hon. M. Campbell.) Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie des orfèvres du Canada.—(Hon. M. McMaster.) 8 11 Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) maintien de l'ordre à bord des bateaux à passagers.—(Hon. M. Campbell.) 66 Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Droit de douane dans le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest.-- (Hon M. Aikins.)

M. Hamilton.)

11 " Seconde lecture (Bill N) pour faire disparaître un doute sur l'acte des terres de la Puissance.—(Hon. M. Aikins.

Prise en considération des amendement du comité spécial au (Bill de la Chambre des Communes) chambre de commerce de la Puissance.—(Hon.

- 12 " Comité de toute la Chambre (Bill K) Loi relative au pénitencier,—(Hon. M. Campbell.)
- 13 " Comité de toute la Chambre (Bill de la Chambre des Communes) Maîtres de havre, Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick,—(Hon .M. Campbell).
- 14 " Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes).—Incorporation de la Banque de Pictou.—(Hon. M Dickey)

の世代の

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

[No. 29.

Mardi, 29 April 1873.

# PROCES-VERBAUX;

DES

SEANCES DU SENAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOS. 29, 31 et 33, Rue Ridean

## PROCÈS-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

#### DU CANADA.

Mercredi, 30 Avril 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

Locke.

#### Les honorables Messieurs

Aikins,
Archibald,
Armand,
Benson,
Blake,
Botsford,
Bourinot,
Bureau,
Burnham,
Campbell,
Carrall,
Chaffers,
Changin
Chapais,
Chinic,

Cochrane,
Cormier,
Dickey,:
Dickson,
Dumouchel,
Ferguson,
Ferrier,
Flint,
Girard,
Guévremont,
Hamilton, (Kingston)
Holmes,
Kaulback,
Lacoste,
Letellier de St. Just,

Macdonald,
Macfarlane,
Macpherson,
Malhiot,
Mills,
McClelan,
McDonald,
McLelan
McMaster,
Muirhead,
Northup,
Olivier,
Panet,
Perry,

77 .
Price,
Read,
Reesor,
Ryan,
Seymour,
CI.
Shaw,
Simpson,
Skead,
Smith,
Sutherland,
T7: 7 7
Vidal,
Wark,
Wilmot,
11 '7
Wilson.

PRIÈRES :

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Reescr; des conseils municipaux des townships de Muskoka, Macauley, Morrison et Macdougall; de James Middlemiss et autres, membres du Kirk Session de l'Eglise de Chalmers, Elora; et du conseil municipal du village d'Elora, tous dans la province d'Ontario.

Par l'honorable M. Campbell; du conseil municipal du township de Kittey, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Skead; de John Lorren et autres; de John Sarvin et autres, du township de Saulburn, et de B. Chambers et autres, du township de North Gower, tous dans la province d'Ontario.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont étélues :

Du révérend Henry Meyers et autres, de la ville de Paris ; de Samuel Vipond et autres, d'Elma, de J. H. Soulbert et autres, des townships de Logan et Hibbert, de George R. Mortimer et autres, du village Listonell, de John Carmichael et autres, du township de Hibbert ; du révérend Samuel Wilson et autres, du village de Monkton ; de Peter Plant et autres, du village Palmerston; de Henry Miller et autres, du township d'Easthope, de J. H. Hugg et autres, du village de Mitchell; du révérend John Hough, et autres, du township d'Elma; de Richard B. Gill et autres, du township Fullerton; de Devis Horsman et autres, du township de Nessondi Est, de William Daunt et autres, du village de Thamesford; d'Edward M. Henderson et autres, du township d'Oxford Ouest; de George Wilson et autres, de Bencherville, de E. D. Tellson et autres, du township de Tellsonville; de Lévi Wilson et autres, de Ste. Marie, comté de Perth ; de John L. Long et autres, du township d'Oxford Ouest; de Robert Leech et autres, du village de Howick; de William Hay et autres, du village de Scotland; de Henry Cox et autres, da village de Burford; du révérend A. Stewart, du township d'Onondaga; de William Gray et autres, du township de Turnberry; de Thomas Sanderson et autres, du village de Newport; du révérend George H. Kenny et autres, du township de Turnberry ; d'Eisha Hughes et autres, du village de Gorrie; de Wm. E. Vanderlip et autres, du township de Burford; de R. Callender et autres, du village de Clinton; du révérend Mathew Barr et autres, du township de McKillop; de H. B. Palmer et autres, du village de Seaford; de Henry Gracey et autres, du township d'Usborne; d'Edward Odeman et autres, du comté de Huron; de Charles Farrend et autres, du village de Newbridge; de S. Wilson et autres, du village de Clinton; de William Simmons et autres, du ville ge de Crediton ; de R. D. Manning et autres, du village d'Exeter ; du révérend D. Odell et autres, du township de Wawanosh ; de Henry Vanvalkenburgh et autres, du township de Hay; de James Arkenhead et autres, de Toronto-Centre ; d'Alexander Brown et autres, de la cité de Toronto ; de Robert Campbell et autres, de Toronto-Est; de James M. Ewing et autres, du quartier St. Jean, Toronto; de R: C. Bothwell et autres, de la cité de Toronto; et du conseil municipal du township de Sydenham, tous dans la province d'Ontario; du révérend Benjamin Sherlock et autres; de John Cameron, du township de Chiquacousy; de George McAuley et autres, du village de Streetsville; de John Coyne, M. P. P., et autres, du village de Brampton; de Magnus Henderson et autres; d'Isaac Hibburn et autres, du township de Peel; du révérend J. A. Richardson et autres; de Benjamin Gregor et autres; du révérend Andrew McLean et autres; de John Marshall et autres, du township de Pus-linch; de Donald McMurcty et autres, du township d'Erin; d'Alexander Hill et autres, du village de Rockwood; de John Sirrie et autres, du village d'Elora; d'Enolh Bucker et

88 18

autres, du village de Fergus; de John Robinson et autres; de M. Day et autres; de Joseph Ryan et autres; de Thomas Wray et autres, de la ville Guelph; de William Tyler et autres, du township d'Erin; de R. S. Perry et autres, du village de Drayton; de N. C. Boyce et autres, du township d'Eramosa; de Mary Young et autres, du township d'Erin; du révérend William Henry et autres; du révérend George Watson et autres, du township de Minto; du révérend Gerrie et autres, d'Elora et Salem; d'Edward Farren et autres; de H. Brigg et autres, du village d'Elora; du révérend F. M. Smith et autres, du township d'Eromosa; de John Frimble et autres, du township d'Acton; du révérend L. Cameron et autres, du village d'Acton; de William H. Speers et autres, d'Oakville; de James Appellie et autres, circuit d'Oakville; de James McCallister et autres, du comté de Halton; de D. C. McLead et autres, du township de Nelson; de Ferris Lawrence et autres, des townships de Trafaljar et Toronto; du révérend E. Pakken et autres, du village de Georgetown; et James Hollinrake et autres, de la ville de Milton; des officiers et membres de Colbourne Temple No. 207, de l'Ordre Indépendant des bons Templiers; de Charles Ward et autres, du township d'Hamilton; du révérend Wm. Andrews et autres, du township de Haldimand; de Daniel McLean et autres, du township de Brighton; de John Dickson et autres, du village de Campbellford; de Thomas Gillbard et autres, de Cobourg; du révérend Samuel King et autres, du township de Hamilton; de Thomas McNaughton et autres, de Cobourg; de B. A. Cumming et autres, du township de Brighton; de Joseph H. Scriver et autres, du township de Seymour; de W. H. Sparling et autres, élèves de l'Université Victoria; de T. M. Grover et autres, du village de Colborne; de Wm. McConnell et autres; du village de Harwood; de Henry Meredith et autres, du village d'Orangeville; de J. Rees et autres; de John Nelson et autres, du township de Haldimand; du Conseil Municipal des comtés unis de Northumberland et Durham; et des Conseils Municipaux des townships de Hamilton et Haldimand; de S. C. Read et autres; de John Catheart et autres, du village de Bobcaygeon; de John Fisher et autres, des townships de Gore Downie et Easthope; du révérend F. Wallace et autres, du township de Reach; de Thomas Henry et autres, du township de Whitby Est; du révérend William Newton et autres, du township de Scott; de Robert Murray et autres, du township de Thorah; de Linnoems J. Rogers et autres, du village d'Oshawa; de Henry Dickenson et autres, de Goodwood: de Michael Clepsham et autres, du township de Morrison; de Thompson White et autres, de Muskoka et Draper; de Thomas McMurray et autres, du village de Brucebridge; de William Thomas Read, jr., et autres, du township de Summerville; d'Edmund Bray, jr., et autres, des townships de Stistead et Stephenson; de John Hossack et autres, de la ville de Lindsay; du révérend Edward Hill et autres, du township d'Emily; de S. Nighswanders et autres, de Giles Jenkins et autres, du township de Pickering, de John Clarke et autres; de J. W. Lent et autres, du township de Mariposa: de John McDuffie et autres, des townships d'Eldon et Mariposa; d'E. Bradley et autres; de G. A. Jacobs et autres, du village de Newcastle; de Robert Lockhart et autres; de John Kelley et autres; de S. F. Smith et autres; de G. M. Long et autres, du township de Clarke; de William Masson et autres; de Robert Hurley et autres; du révérend Donald Mackintosh et autres. du township de Hope; de William Best et autres, du township de Cavan, dans le comté de Durham; de James Walker et autres, de Durham, Ontario; du révérend Robert Boyd et autres, de la ville de Bowmanville; du révérend Robert Boyd et autres, de la ville de Bowmanville; de James Walker et autres, de Durham; de William Mann et autres, du township de Hope; de Robert Lockhart et autres, du township de Clarke, et de John Kilby et autres, des townships de Clarke et Hammers ; du conseil municipal du township de Hollowell, tous dans la province d'Ontario, demandant qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente de boissons enivrantes dans la Puissonce du Canada.

De James Taylor et autres, du comté de Norfolk, province d'Ontario; demandant que le dit James Taylor et William Taylor aient le privilège de vendre du bois coupé sur un certain lot dans le dit comté à leur plus grand avantage, et d'exporter exempt de droit le dit bois sur les marchés des Ltats-Unis.

L'honorable M. Dickson, du comité des ordres permanents et des bills privés a présenté son quinzième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu et

Le dit rapport a été lu par le greffier comme suit :

#### CHAMBRE DE COMITÉ,

30 avril 1873.

Le comité des ordres permanents et des bills privés a l'honneur de présenter son quinzième rapport.

Votre comité a examiné le bill intitulé : "Acte pour incorporer la banque de Pictou,"

et a constaté qu'il en a été donné suffisant avis.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la compagnie de télégraphe de Montréal, demandant un acte à l'effet d'étendre l'exercice des pouvoirs de la dite compagnie à toutes les parties du Canada, et spécialement à la province de la Nouvelle-Ecosse, et il a constaté que les avis locaux qui en ont été publiés, n'ont pas eu toute la durée voulue. Votre comité toutefois recommande de suspendre la 51e règle dans ce cas ci,vu qu'il pourra comme comité des bills privés veiller à ce que personne n'éprouve de préjudice de cette irrégularité.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la compagnie du grand cheminde fer Occidental, demandant l'autorisation d'acquérir les terrains nécessaires pour procurer de plus grandes facilités à certaines compagnies de chemins de fer et ponts de chemins de fer, qui se relient et servent d'auxiliaires au dit chemin de fer; aussi l'autorisation de venir en aide à ces compagnies par garantie directe ou par convention de trafic, ou par l'acquisition ou la détention de leurs débentures, fonds ou actions, et demandant aussi d'autres pouvoirs; et il a constaté qu'il n'a pas été donné d'avis locaux de cette pétition. Votre comité toutefois recommande de suspendre la 51e règle dans ce cas-ci, vu que les droits privés ne souffriront aucunement de cette irrégularité.

Le tout respectueusement soumis,

Walter H. Dickson, Président.

to

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Ferrier, il a été Ordonné, que la cinquante-unième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport à la pétition de la compagnie de télégraphe de Montréal, tel que recommandé dans le quinzième rapport du comité des ordres permanents et des bills privés.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Carrall il a été Ordonné, que la cinquante-unième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport à la Pétition de la compagnie du chemin de fer Grand Occidental, tel que recommandé dans le quinzième rapport du comité des ordres permanents et des bills privés.

L'hoonorable M. Hamitton (Kinjston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été ré éré le bill intitulé: "Acte consernant la compagnie de chemin de fer de Montréal et Champlain, a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honor, ble M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Hamilton (Kingston), a été

Ordonné, que dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il ?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rendre à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été référé le bill intitulé : "Acte pour amender la charte de la compagnie manufacturière dite Dolphin," a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il a examiné le dit bill enentier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Benson, secondé par l'honorable M. Seymour, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Aikins a présenté à la Chambre la réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, en date de lundi, le 21 avril courant, priant Sou Excellence de vouloir bien faire transmettre à cette Chambre copie des procurations dont étaient fondés J. A. Mc-Donald, J. J. C. Abbott, H. N. Nathan, fils, et D. et M. N. Smith, au nom de F. Cumberland, D. McInnis, J. B. Beaudry, fils, J. S. Helmcken, et Andrew McDermot, pour signer une certaine convention au sujet du chemin de fer du Pacifique du Canada, en date du 31 janvier dernier, et aussi pour souscrire des actions le même jour afin de former une compagnie devant entreprendre la construction du dit chemin de fer.

Ordonné, qu'elle soit dépesée sur la table, et elle est comme suit:

#### (Voir documents de la Session).

L'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Dickson, a proposé, Que la soixantième règle de cette Chambre soit suspendue jusqu'à la fin de la présente session.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative, et il a été

Ordonné, en conséquence.

L'honorable M. Campbell a présenté à la Chambre un bill intitulé : " acte pour amender les actes pour empêcher plus effectivement la désertion des matelots et pour d'autres fins."

Le dit bill a été lu la première fois,

Ordonné, qu'il soit lu la seconde fois, vendredi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Skead, secondé par l'honorable M. Locke, il a été Ordonné, que la pétition de B. Batson et autres, de la cité d'Ottawa; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie de bassins et d'Emmagasinage de la Puissance, soit référé de nouveau au comité des ordres permanents et des bille privés pour meilleur considération.

L'honorable M. Campbell, à présenté a la Chambre un bill intitulé: " acte pour amender l'acte concernant la Milice et la Défense de la Puissance du Canada."

Le dit bill a été lu pour la première fois.

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, vendredi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par leur greffier pour rapporter le bill intitulé: "acte pour amender l'acte incorporant la compagnie de risque isolé contre le feu du Canada, et pour changer le nom de la dite compagnie en celui de : "Compagnie d'Assurance de risque isolé et des cultivateurs du Canada contre le feu "et pour informer cette Chambre qu'elle a agréé aux amendements faits par le Sénat au dit bill.

L'honorable M. Christic a proposé, secondé par l'honorable M. Letellier de St. Just, Qu'il soit nommé un comité pour s'enquérir et faire de temps en temps rapport de

Qu'il soit nommé un comité pour s'enquérir et fitre de temps en temps rapport de tous les faits qui se rattachent au contrat du chemin de fer canadien du Pacifique adjugé à Sir Hugh Allan et ses associés, et qui se sont produits avant et après la signature de ce contrat, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, pièces et documents, et dépêches télégraphiques, envoyées ou reçues par le câble atlantique ou autre voie, y compris toutes communications échangées entre Sir Hugh Allan ou quelqu'un de ses associés maintenant en Angleterre, et le gouvernement, ou un de ses membres ou quelque personnes en son nom.

Après débats

La question de concours étant mise sur la dite motion et les noms étant appelés ils on été pris comme suit :

#### CONTENTS:

#### Les honorables Messieurs

Blake,	Cormier,	McMaster,	Seymour,
Bureau,	Dickson,	Macpherson,	Simpson,
Chaffers,	Letellier de St. Just,	Malhiot,	Wilmot.—15
Christie,	Locke,	Reesor,	

#### NON-CONTENTS.

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Cochrane,	Kaulback,	Perry,
Archibald,	Dickey,	Macdonald, (Vict	oria), Price,
Armand,	Dumouchel,	Macfarlane,	Read,
Benson,	Ferguson,	McDonald,	Ryan,
Bourinot,	Ferrier,	McLelan,	Shaw,
Campbell,	Flint,	Mills,	Skead,
Carrall,	Girard,	Muirhead,	Smith.
Chapais,	Guévremont,	Northup,	Sutherland,
Chauveau, (prési		Olivier,	Vidal.—37.
Chinic.			

Ainsi elle a été résolue dans la négative.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

## Jeudi, 1er Mai 1873.

#### AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter.

Motions.

## AVIS DE MOTIONS.

Pour Jeudi, 1er Mai 1873.

Interpellation par l'honorable M. Price.

1873.

des Communes) Ma 1881 de 28 Avril.—Si les paquebots-postes Allan ne sont pas obligés de rester dans le port jnsqu'à ce que toutes les malles canadiennes qui se composent pour eux, soient transportés à leur bord ? et d'où vient que les malles anglaises closes à Québec le 21 et le 28 Mars dernier, et expédiées par la voie de *Portland*, n'ont pas été attendues par le *Prussian* et le steamer suivant ?

#### ORDRES DU JOUR.

#### Pour Jeudi, 1er Mai 1873.

1 29	avril	-Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie de garantie du Canada.—(Hon. M. Hamilton.)
2 "	"	Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Maison de la Trinité de Québec.—(Hon. M. Campbell).
3 "	"	Troisième lecture (Bill L) Offenses contre la personne—(Hon. M. Campbell.)
4 "	**	Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Inspection des bateaux à vapeur dans la Colombie Britannique.—(Hon. M. Campbell.)
5 28	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Banques et commerce de banque.—(Hon. M. Aikins.)

	18	73.	
6			—Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Maison de la Trinité et commissaires du havre de Montréal.—(Hon. M. Campbell.)
7	"	.UI	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie des orfèvres du Canada.—(Hon. M. McMaster.)
8	1 65	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) maintien de l'ordre à bord des bateaux à passagers.—(Hon. M. Campbell.)
9	66	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Droit de douane dans le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest (Hon M. Aikins.)
10	29	"	Prise en considération des amendement du comité spécial au (Bill de la Chambre des Communes) chambre de commerce de la Puissance.—(Hon. M. Hamilton.)
11		46	Seconde lecture (Bill N) pour faire disparaître un doute sur l'acte des terres de la Puissance.—(Hon. M. Aikins.
12		"	Comité de toute la Chambre (Bill K) Loi relative au pénitencier,—(Hon. M. Campbell.)
13	cc	u port	Comité de toute la Chambre (Bill de la Chambre des Communes) Maîtres de havre, Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick.—(Hon .M. Campbell).
14	Shoo pas	a Que	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes).—Incorporation de la Banque de Pictou.—(Hon. M Dickey)
15	25	"	Seconde lecture (Bill M) Extradition des criminels.—(Hon. M. Campbell.

## ORDRES DU JOUR.

Pour Jeudi, 1er Mai 1873.

Canada (Hon. M. Aemelton.)				
OTTAWA: Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 39, Page Prideau 1873.	CE	PROCES-VERBAUX	1ère Session, 2e Parlem	No. 30.

## PROCÈS-VERBAUX

DES

## SEANCES DU SÉNAT

DU CANADA.

Jeudi, 1er Mai 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

Les honorables Messieurs

té et

FOTES

os le

rres

M.

e la

Aikins. Archibald. Armand. Benson, Blake, Botsford Bouringt Bureau, Campbell Carrall, Chaffers, Chapais, Chinic, Christie. Cochrane.

Cormier, Dickey. Dickson. Dumouchel, Ferguson, Ferrier, Flint. Foster. Girard, Guévremont, Hamilton, (Kingston) Northup, Holines, Kaulback, Lacoste, Letellier de St. Just.

Locke, Macdonald, Macfarlane, Macpherson, Malhiot, McClelan, McDonald, McLelan McMaster, Mills. Olivier, Panet, Perry,

Price. Read. Reesor. Ryan, Seymour, Shaw, Simpson. Skead. Smith, Sutherland. Vidal. Wark. Wilmot. Wilson.

PRIÈRES :

La pétition suivante a été présentée et déposée sur la table.

Par l'honorable M. Shaw; du conseil municipal du township de Ramsay province d'Ontario.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes ont été lues :

De la corporation de la cité de Toronto; demandant que le projet pour la construction du canal à navires de Huron et d'Ontagio regoive la considération favorable de cette Chambre

Du Conseil Municipal de South Monaghan et du Conseil Municipal du township de Cromahe, comté de Northumberland; de Edouard Ellis et autres; de James T. Laurie; de Geoge Richardson et autres, de la cité de London, (Ontario); d'Allan Findlay et autres, du township de Biddulph; de Henry Eyre et autres, du township de Nissouri Ouest; de William Fletcher et autres, du township de London; de Wadditone et autres, du comté de Middlesex Quest; de John Ogilvie et autres, du township de (arradoc; de Joseph Wananosh et autres, de Cunceytown; du révérend Archibald Stewart et autres, des townships de Mosa, Metcalf et Ekfrid; du révérend James Kennedy et autres, du township de Dorchester ; de William Newcombe et autres, du township de Yarmouth ; de James McCall et autres, du township d'Alborough ; du révérend J. B. Goodspeede et autres, de D. T. Silverthom et autres, du townshiph de Bayham; de J. D. Rosh et autres, du township de Williamsburgh ; de Joseph Clutton et autres, du village d'Aylmer ; de A. J. Comfort et autres, du village de Vienna; de W. Henderson et autres; de Thomas Welden et autres, du township de Southwold; de D. S. McLane et autres; de John Dewan; de Peter McPhedroire; de R. Sheppard et autres, du township de Plymton; du révérend George Clark et autres, de Moretown; de John Vance et autres, du township de Bosanquet; de William Crawford et autres, de la ville de Sarnia; de D. McDonald et autres, des townships de Plymton et Sarnia; de Hiram K. Roberts et autres, du township de Sombra: de W. McLeary et autres, du township de Warwick; de William Anderson et autres, du township de Moore; de John Dewan et autres; de William Bury et autres, d'Andrew S. Harkness et autres, des townships de Moore et Sombra; de Luke Sims et autres, du village dOil Springs; du révérend John Jacobs et autres; du township de la réserve des Sauvages de Sarnia; de Daniel Waller et autres; de Rachel Philips et autres, du township de Camden ; du révérend E. S. Jones et autres, des townships de Rochester et Maidstone ; de Elijah Valentine et autres, de la ville d'Amhersburg; du révérend J. O. Bonner et autres, de la ville de Windsor; de John H. Jones et autres, du township de Maidstone; de A. J. English et autres, du township de Scofield; de Thomas Moran et autres, du township de Sundwich; de C. Mattenley et autres, de Dover; de John Bryden et autres, du township d'Oxford; de Peter B. Smith et autres, du township de Chatham; de L. B. Anderson et autres, de Buxton; du révérend John Walton et autres, de la ville de Dresden, de James Benton et autres, du township de Glenelg; du révérend John McGuire et autres, du township de Holland; de Thomas Dernlan et autres, du township de Sullivan; de John Scruton et autres, du township de Mélancthon; de John Hulbert et autres, du township d'Euphrasia; de William Gossline et autres, du township de Holland; de Donald Fraser et autres, du vi lage de Princeville; de Donald McDonald et autres, du township de Praton; de C. R. McLane et autres, du township de St. Vincent; de Josiah Clare et autres, des townships de Normonby et Minto; de Josiah Green et autres, des townships de Holland, Darby et Sullivan; de David Davis et autres, du township de Glenelg; de William Platt et autres, du township de Sydenham; de R. S. Husband et autres, du township de Holland; du révérerd J. W. Sanderson et autres, du township de Melanchton; de A. C. Kernott et autres; de William Hule et autres; de D. W. Nelsen et autres, du village d'Orillia; de F. B. Barclay et sutres; de R, C. McCaron et autres, du township d'Innisfil; de John W. Lace et autres, du village d'Anqus; de David Gould et autres, du village d'Areniug; de 1 homas Bellamy et autres, du township de Tecumseth: ce Lizzie Johnston et autres, du village de Bellewoth; de James Storm et autres, du village de Brentwood; de James Cunningham et autres, du villege de Thornton; de George Hall et autres, du villege d'Orillia; de Ino. Stevenson et autres, du township d'Innisfit; de L. S. Monning et autres, du township de

Tecumseth; de James Huube et autres, du township de Medonte; de Margaret Watson et autres, du township de Tecumseth; du révérend C. S. Blain et autres; du révérend J. W. Spencer et autres, du village de Port Elgin; de John Thompson et autres; de John McKenzie et autres; de Wm. Walsh et autres, du township de Huron; du révérend Anderson et autres, de Liverton; de Caleb Spragg et autres, du uillage de Warton; de Henry H. Perdue et autres, du township de Brant; de John Straith et autres, du village de Paisly; de J. Huron et autres, du village de Kincardine; du révérend Q. H. Robinson, du township de Scarboro; de George Edwards et autres, du village de Loydtown; de A. A. Skinner et autres; de Matthew Cove et autres, du township de Whitchurch; de John Brown et autres, du village de Woodbridge; de R. W. Forrest, M. D., et autres, du village de Mount Albert; de P. Patterson, M.P.P., et autres, du comté de York; de Meph. Swain et autres, du village de Franklin; de Frederick Stangways et autres, du township de Tecumseth; du révérend G. Dunkeh et autres, des villages de George et Sutton; de George Bice et autres; du révérend Edward Barrars et autres; de Joseph J. D wis et autres, du village d'Aurora; de Charles Haines et autres; du révérend Wm. W. Torrance et autres, des townships de Gwillembury Nord et Est; de Mary Dunne et autres; de John McKeown et autres; de R. M. Sarter et autres, de la cité de Toronto, tous dans la province d'Ontario, demandant qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente de boissons enivrantes comme breuvage dans le Canada.

L'honorable M. Campbell a présenté à la Chambre copie d'une convention conclue entre l'honorable Hector Louis Langevin, ministre des Travaux Publics et la compagnie du télégraphe de Montréal pour l'établissement et l'entretien d'une ligne de télégraphe sur tout le parcours du chemin de fer Intercolonial entre la Rivière du Loup et Halifax, et de tous ses embranchements,

Ordonné, qu'elle soit déposée sur la table et elle est comme suit :

#### (Voir Doccuments de la Session.)

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du cemité des banques du commerce et desichemins de fer avquel a été renvoyé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la banque de St. Hyacnithe" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec un amendement, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu, et le dit amendement à été alors lu par

le greffier, comme suit :

Page 2, ligne 21, retranchez ("n'a pas été versé plus de") et insérez ("a été versé.

Sur motion de l'honorable M. Bureau, secondé par l'honorable M. Armand, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois maintenant Alors le dit bill a été, tel qu'amendé, lu la troisième fois. La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolu dans l'affirmative.

Ordonné, Que le greffier se rendre à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec un amendement auxquel il demande son concours.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer auquel a été renvoyé le bill intitulé : " Acte pour incorporer la banque de l'Ouest du Canada" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements été alors lus

par le greffier, comme suit :

#### (Voir Journal.)

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Wilson, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Alors, le dit bill a été, tel qu'amendé, lu la troisième fois. La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolne dans l'affirmative.

Ordonné, Que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements' auxquels il demande son concours.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé : Acte pour incorporer la banque de Stadacona, "a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, at l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements été alors lus par

le greffler, comme suit :

#### (Voir Journal.)

Sur motion de l'honorable M. Panet, secondé par l'honorable M. Armand, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Alors, le dit bill a été, tel qu'amendé, lu la troisième fois. La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé, passera-t-il? Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements, auxquels il demande son concours.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des che mins de fer auquel a été renvoyé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la banque Victoria du Canada," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec un amendement, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et le dit amendement a été alors lu par le greffier, comme suit :

Page 2, ligne 6, retranchez "n'a pas été versé plus de" et insérez "a été versé moins de deux."

Sur motian de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la trrisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence. La question a été mise, ce pill passera-t-il?

Elle a été resolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Séaat a passé ce bill avec un amendement auquel il demande son concours.

L'honorable M. Hamilton (Kinsgton), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la banque de St. Jean " a fait rapport qu'il avait été examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Bureau, secondé par l'honorable M. Christie, tl a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, oe bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: Acte pour incorporer la banque de Hoche laga, a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Armand, secondé par l'honorable M. Malhiot, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant,

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolu dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'henorable M. Dickson, du comité des ordres permanents et des bills privés a présenté son seizième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et

Le dit rapport a été lu par le Greffier comme suit :

#### CHAMBRE DE COMITÉ,

1er mai 1873.

Le comité des ordres permanents et des bills privés a l'honneur de présenter son seizième

rapport.

Votre comité a reconsidéré la pétition qui lui a été renvoyé de nouveau à la dernière seance de votre honorable Chambre, savoir celle de B. Batson et autres, de la cité d'Ottawa, demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie de Bassics et de Magasins de la Puissance, et fait rapport de nouveau que les avis publiés n'ont pas eu toute la durée voulue; votre comité toutefois recommande de surprendre la cinquante-et-unième règle dans ce cas-ci, vû qu'il pourra comme comité des bills privés veiller à ce que personne n'en éprouve de préjudice.

Le tout respectueusement soumis,

WALTER H. DICKSON, Président.

L'honorable M. Dickson, du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie de transport de Huron et d'Ontario" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement

Sur motion de l'honorable M. Seymour. secondé par l'honoracle M. Benson, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant,

Le bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Dickson du comité des ordres permanents et des bills priqés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: Acte pour permettre à James McNab, du township de Bosanquel d'obtenir une extension de son brevet pour un accouplement de chars horizontal, a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Vidal, secondé par l'honorable M. Cochrane, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant,

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Dickson, du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie Canadienne d'Assurance Maritime et contre l'incendie dite Empire," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Wilmot, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant, Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolu dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Dickson, du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour augmenter le capital social de la compagnie Union d'Expédition et de chemin de fer " a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Skead, secondé par l'honorable M. Locke, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Skead, secondé par l'honorable M. Locke, il a été Ordonné, que la cinquante-unième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle se rapporte à la pétition de B. Batson et autres, de la cité d'Ottawa, tel que recommandé dans le seizième rapport du comité des ordres permanents et des bills privés.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que la feuille des salaires des officiers et domestiques du Sénat et les papiers qui l'accompagnaient présentés à cette Chambre par l'honorable M. Campbell, vendredi le septième jour de mars dernier, soient reférés au comité spécial nommé pour examiner les comptes contingents du Sénat et en faire rapport pendant la présente session.

L'honorable M. Cambbell, a presenté à la Chambre un bill intitulée : " Acte pour amender les actes concernant l'inspection des bateaux à vapeurs."

Le dit bill a été lu la première fois.

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte quatorzième et quinzième Victoria, chap. trente-six, incorporant la compagnie de garantie du Canada," a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill, passera-t-il ?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Conformément à l'ordre du jour le bill intitulé: "Acte pour augmenter le nombre des membres de la corporation de la Maison de la Trinité de Québec, et pour en étendre les pouvoirs," a été alors lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il ?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ces bills sans amendement.

Conformément à l'ordre 'du jour, le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte concernant les offenses contre la personne," a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera t-il ?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill, auquel il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour suspendre pendant un temps limité l'opération de certains actes concernant l'inspections des bateaux-à-vapeur dans la Colombie Britannique," a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte concernant les banques et le commerce de banque a élé lu la seconde fois.

L'honorable M. Aikins a proposé, secondé par l'honorable M. Campbell, que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concoure étant mise sur la dite motion, elle a été résolu dans l'affirmative,

et La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le dit bill,

(En comité, voir Journal)

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Wilson, a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec un amendement.

Ordonné, que le dit amendement soit maintenant reçu

Et le dit amendement étant lu une seconde fois par le greffier il a été agrée par la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte relatif à la maison de la Trinité et aux commissaires du havre de Montréal," a été lu la seconde fois.

L'honorable M. Campbell a proposé, secondé par lhonorable M. Aikins. Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative,

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le dit bill.

(En comité, voir Journal.)

Quelques temps après, la Chambre a repris sa séance et L'honorable M. McMaster a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec divers amendements. Ordonné, que les dits amendements soient maintenant reçus.

Et les dits amendements étant lus une seconde fois par le greffier et ils ont été agréés par la Chambre.

Sur motion l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu une troisième fois demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie d'orfèvres du Canada (Responsabilité limitée).

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Chaffers, il a été Ordonné, qu'il soit remis à demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : "Acte pour pourvoir aux maintiens de l'ordre à bord des steamers à passagers."

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, qu'il soit remis à demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : " Acte pour établir de nouvelles dispositions au sujet des droits de douane dans le Manitoba et le territoire du Nord-Ouest" a été lu la seconde fois.

L'honorable M. Aikins, a proposé, secondé par l'honorable M. Campbell.

Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative, et

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le dit bill,

Quelques temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. McClelan, a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Hamilton (Kingston),

il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre a procédé à la prise en considération des amendements proposés par le comité des banques, du commerce et des chemins de fer au bill intitulé: "Acte pour incorporer la chambre de commerce de la Puissance du Canada" et

Les dits amendements étant lus de nouveau par le greffier,

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Hamilton (Kingston)

Ordonné, qu'ils soient agréis.

Ordonné, que le dit bill, tel qu'amendé, soit lu une troisième fois maintenant.

Alors, le dit bill a été, tel qu'amendé, lu la troisième fois. La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements auxquels il demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la secende lecture du bill intitulé: "Acte pour résoudre un doute sur l'interprétation à donner à la trente-et-unième section de l'acte 33 Victoria, chapitre 3, et pour amender la section cent huit de l'acte des terres de la Puissance."

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Flint, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé: "Acte pour étendre l'acte passé en la 33ème année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour amender l'acte des pénitenciers de 1868."

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Mathiot a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier et l'avait chargé d'en faire rapportà la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Wark, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajourné à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé : "Acte pour pourvoir à la nomination de maîtres de hâvre pour certains ports dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick.

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et L'honorable M. McDonald a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné

le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable R: Wark, il a été Ordonné, qu'il soit lu la troisième fois demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour incorporer la banque de Pictou," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Dickey, secondé par l'honorable M. Kaulbaek, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé: "Acte pour faire de nouvelles dispositions contre l'extradition des criminels."

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Wark, il a été Ordonné, qu'il soit remis à demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, pour rapporter le bill intitulé: "Acte pour incorporer la banque de *Trois-Rivières*, "et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a acquiescé à l'amendement fait par le Sénat au dit bill, sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'impression et de publication du Citizen (responsabilité limitée") auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le bill a été lu la première fois. Sur motion de l'honorable M. Skead, secondé par l'honorable M. Locke, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie Maritime d'emmagasinage et de bassins" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois. Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. McMaster, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de 1863, la compagnie de chemin de fer d'Erié et de Niagara auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois. Sur motion de l'honorable M. *Dickson*, secondé par l'honorable M. *Locke*, il a été *Ordonné*, que le dit bill soit la la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour amender l'acte des brevêts d'invention de 1872," auquel elle demande le cours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Mcdonald, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie de Pont du Canada et de la rivière Détroit," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. McMartin, secondé par l'honorable M. Dickson, il a été. Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Alors, sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. McDonald. La Chambre s'est ajournée.

18

#### Vendredi, 2 Mai 1873.

#### AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter.

Motions.

#### AVIS DE MOTIONS.

Pour Lundi, 5 Mai 1873

Par l'Hon. M. Reesor :

1873.

1er. Mai.—Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, priant Son Excellence de vouloir bien faire transmettre au Sénat copie de toutes communications écrites ou télégraphiques, reçues par le gouvernement ou quelque membre du gouvernement, de Sir Hugh Allan ou de quelqu'un de ceux qui lui sont associés, au sujet du succès qu'il a rencontré en lançant sur le marché monétaire son projet de chemin de fer du Pacifique.

#### ORDRES DU JOUR.

Pour Vendredi, 2 Mai 1873.

1873.

- 1 1 1 er mai.— Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Banques et commerce de banque tel qu'amendé.—(Hon. M. Aikins.)
- 2 " Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Maison de la Trinité et commissaires du havre de Montréal.—(Hon. M. Campbell.)
- 3 " Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Droit de douane dans le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest.— (Hon M. Aikins.)
- 4 " Troisième lecture (Bill K) Loi relative au pénitencier.—(Hon. M. Campbell.)

1873.	
5 ler mai.—7	Proisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Maîtres de havre, Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick.—(Hon .M. Campbell).
6 30 avril.—S	deconde lecture (Bill O) pour empêcher la désertion des matelots.—(Hon. M. Campbell.)
7 " " S	econde lecture (Bill P) amendement de la loi de milice.—(Hon. M. Campbell.)
8 1er mai.—S	Geconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie des orfèvres du Canada.—(Hon. M. McMaster.)
9 " " 8	deconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) maintien de l'ordre à bord des bateaux à passagers.—(Hon. M. Campbell.)
10 " " S	Seconde lecture (Bill N) pour faire disparaître un doute sur l'acte des terres de la Puissance.—(Hon. M. Aikins.
11 " " S	Geconde lecture (Bill M) Extradition des criminels.—(Hon. M. Campbell.)
12 " " S	Geconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) compagnie de publication d'impression du "Citizen".—(Hon. M. Skead.)
13 " " S	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) compagnie de magasins et de bassins.—(Hon. M. Ryan.)
14 " " S	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) compagnie du chemin de fer d'Erié et Niagara.—(Hon. M. Dickson.)
15 " olque la S	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Brevets d'invention.— (Hon. M. Aikins.)
	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Pont du Canada et de la rivière Détroit.—(Hon. M. McMaster.)
-	
	ORDRES DU JOUR.

	rivière Détroit.—(Hon. M. McMaster.)	
No. 31. Teadi, 2e Parlement, 36 Vi.t., 1373.	FANCES DU STANDER DE S	OTTAWA: rimés par J. B. Tavlor, 29, 31 et 33, Rue Pilleau

## PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

#### DU CANADA.

# Vendredi, 2 Mai 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### Les honorables Messieurs

Archibald, Dickey, Locke, Price, Armand, Dickson, Macdonald, (Victoria) Read, Benson, Dumouchel, Macfarlane, Ryan, Blake, Ferguson, Macpherson, Seymour, Bureau, Ferrier, Malhiot, Shaw, Campbell Flint, McClelan, Simpson,	Aikins,	Cormier,	Letellier de St. Just,	Perry,
Armand, Dickson, Macdonald, (Victoria) Read, Benson, Dumouchel, Macfarlane, Ryan, Blake, Ferguson, Macpherson, Seymour, Bureau, Ferrier, Malhiot, Shaw, Campbell Flint, McClelan, Simpson,	THE RESERVE OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF	B : [ [ [ [ [ [ [ [ [ [ [ [ [ [ [ [ [ [		CHEED BY AND THE STREET, SAME
Benson, Dumouchel, Macfarlane, Ryan, Blake, Ferguson, Macpherson, Seymour, Bureau, Ferrier, Malhiot, Shaw, Campbell Flint, McClelan,			Macdonald, (Victoria)	Read,
Blake, Ferguson, Macpherson, Seymour, Bureau, Ferrier, Malhiot, Shaw, Campbell Flint, McClelan, Simpson,			Macfarlane,	· · ·
Bureau, Ferrier, Malhiot, Shaw, Campbell Flint, McClelan, Simpson,		Ferguson,	Macpherson,	Seymour,
Campbell Flint, McClelan, Simpson,	THE RESERVE OF THE PARTY OF THE		Malhiot,	Shaw,
7/ 7/		Flint,	McClelan,	CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE
Carrall Girard. McDonata, Skeat,		Girard.	McDonald,	Skead,
Chaffers Guévremont, McMaster, Smith,		Guévremont,	McMaster,	
Changie Hamilton, (Kingston) Mills, Butherland	A WAR AND A STATE OF THE PARTY	Hamilton, (Kingston)	Mills,	Sutherland,
Chinic Holmes, Odell, Vidal,			Odell,	
Christic Kaulback. Olivier, Wark,			Olivier,	
Cochrane, Lacoste, Panet, Wilmot.			Panet,	Wilmot.

PRIÈRES :

L'honorable maître-général des postes M. Campbell a informé la Chambre que c'est l'intention de Son Excellence le Gouverneur-Général de se rendre à la Chambre du Sénat, demain à trois heures de l'après-midi, pour sanctionner au nom de Sa Majesté, un certain bill passé par les deux Chambres de la Législature.

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Christie ; du conseil municipal du township de Malden : et du conseil municipal du village de Mitchell.

Par l'honorable M. Botsford; de Robert Marshall et autres, de la Puissance.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont été lues :

Des conseils municipaux des townships de Muskoka, Macauley, Morrison et Macdougall; de James Middlemiss et autres, membres du Kirk Session de l'Eglise de Chalmers, Elora; et du conseil municipal du village d'Elora; du conseil municipal du township de Kittey; de John Lorren et autres; de John Sarvin et autres, du township de Saulburn, et de B. Chambers et autres, du township de North Gower, tous dans la province d'Ontario, demandant qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente de boissons enivrantes comme breuvage dans le Canada.

L'honorable M. Dickson, du comité des ordres permanents et des bills privés, a présenté son dix-septième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et

Le dit rapport a été lu par le greffier comme suit :

#### CHAMBRE DE COMITÉ.

2 mai 1873.

Le comité des ordres permanents et des bills privés a l'honneur de présenter son dix-

septième rapport.

Votre comité a examiné la pétition de la Compagnie du chemin de Hamilton et Milton, demandant qu'il soit passé un acte pour permettre à la dite Compagnie, à la Compagnie du canal Desjardins, à la corporation de la ville de Dundas et à la Compagnie du grand chemin de fer Occidental, de passer une convention pour l'entretien du pont sur le canal Desjardins,

et a constaté qu'il a été donné suffisant avis de cette pétition.

Votre comité a aussi examiné les pétitions suivantes, savoir : d'Andrew Allan et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie d'emmagasinage des marchands,—et d'Andrew Allan et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation dans le but d'exploiter les mines et les bois et de faire d'autres exploitations sur certaines étendues de terre situées sur la rive nord du fleuve et du golfe St. Laurent, en bas de la rivière Saguenay, et de faire la pêche sur la côte et dans les eaux adjacentes; et il a constaté que les avis publiés n'ont pas eu toute la durée voulue. Votre comité toutefois recommande de suspendre la 51e règle dans ces deux cas, vu qu'il pourra comme comité des bills privés veiller à ce que personne n'éprouve de préjudice de cette irrégularité. Le tout respectueusement soumis,

Walter H. Dickson, Président.

L'honorable M. Dickson, du comité des ordres per nanent et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie des mines d'argent dite

North Star" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en taire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Vidal, secondé par l'honorable M. Bureau, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, lundi.

L'honorable M. Dickson du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé : "Acte pour incorporer une compagnie sous le nom de Le érédit foncier du Canada," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été alors

lus, par le greffier comme suit :

#### (Voir journal)

Les dits amendents étant lus une seconde fois et la question de concours mise sur iceux, ils ont été séparément agréés.

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question à été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill auquel il demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il a été Ordonné, que la cinquante unième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle se rapporte aux pétitions d' Andrew Atlan et autres, de la cité de Montréal, tel que recommandé dans le dix-septième rapport du comité des ordres permanents et des bills privés.

L'honorable M. Campbell a précenté à la Cnambre un bill intitulé: Acte relatif à une exploration de l'Isle des Chaudières, Ottawa."

Le dit bill a été lu la première fois.

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, mardi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le temps limité par la réception, des pétitions pour bills privés soit prolongé à samedi le dixième jour de mai courant.

Sur motion de l'honorable M. Campbell secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le temps limité pour la réception pour la présentation des bills privés soit prolongé à Samedi le dixième jour de mai courant.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins il a été Ordonné, que le temps limité pour la réception des rapports d'un comité permanent ou

spécial des bills privés soit prolongé à samedi, le dixième jour de mai courant.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour amender de nouve u l'acte concernant les banques et le commerce de banque' a été, tel qu'amendé, lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec un amendement auquel il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte concernant la maison de la Trinité et les commissaires du havre de Montréal a été, tel qu'amendé, lu la troisième fois. La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé, passera t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec un amendement auquel il demande son concours.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill intitulé : " Acte pour établir de nouvelles dispositions au sujet des droits de douane dans le Manitoba et les Territoires du Nord-Quest ".

L'honorable M. Aikins a proposé, secondé par l'honorable M. Campbell,

Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative, et

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à ioisir et s'est mise en comité général sur le dit bill.

#### (En comité voir Journal.)

Quelques temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Hamilton (Kingston) a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec divers amendemens

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant reçus.

Et les dits amendements étant lu la seconde fois et la question de concours mise sur chacun d'iceux ils ont été agrée.

Sur motion de M. Aikins, secondé par l'honorable Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative. Ordonné, que le greffier se rendre à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : acte pour prolonger l'acte passé dans la trente-troisième année du règne de Sa Majesté, intitulé : " Acte pour amender l'acte des pénitenciers de 1868, a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill, auquel il demande son concours,

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour pourvoir à la nomination de maître de havre pour certains ports dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick," a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il ?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte pour empêcher plus effectivement la désertion des matelots et pour d'autres effets.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, qu'il soit remis à lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : " Acte pour amender l'acte concernant la Milice et la Défense de la Puissance du Canada."

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, qu'il soit remis à lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie des Orfèvres du Canada (responsabilité limitée)" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. McDonald, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour le maintien de l'ordre à bord des steamers à passagers a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général, lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé: "Acte pour résoudre un doute sur l'interprétation à donner à la trente et unième section de l'acte 33, Vic., chap. 3, et pour amender la section 108 de l'actes des terres de la Puissance" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, qu'il soit remis à lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour faire de nouvelles provisions concernant l'extradition des criminels" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : Acte pour incorporer la compagnie, d'imprimerie, et de publication du Citizen" a été lu la seconde fois.

Sur motion de M. Skead, secondé par l'honorable M. Locke, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie maritime de Bassins et d'Emmagasinage" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément a l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte du chemin de fer d'Erié et de Niagara de 1863" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Locke, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte des brevets d'invention de 1872," a été lu la seconde fois.

L'honorable M. Aikins a proposé, secondé par l'honorable M. Campbell, Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affimative, et

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le dit bill,

Quelques temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Dickson a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie de pont du Canada et de la rivière Droit, a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Wilmot, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'actes breveté, de Date (responsabilité limitée ") auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Locke, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie du pont de chemin de fer et du tunnel de la rivière Ste. Claire" auquel elle demande le cours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Locke, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte à l'effet de mieux protéger les cours d'eau et rivières navigables" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Flint, secondé par l'honorable M. Chinic, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie maritime d'équippement de chemin de fer," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Botsford, secondé par l'honorable M. Ferrier, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte concernant le havre de Pictou, dans la Nouvelle-Ecosse," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour incorporer la chambre de commerce du comté de King," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Botsford, secondé par l'honorable M. Ferrier, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant la construction du chemin de fer Intercolonial" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un message de la Chambre des Commuues par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour amender l'acte du fonds de retraite du Service Civil " auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Aikins secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour amender l'Acte concernant les compagnies à fonds social pour la construction de travaux pour faciliter le flottage des bois sur les rivières et cours d'eaux" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois. Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie canadienne des moissonneuses dite Warrior" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois. Sur motion de l'honorable M. Bureau, secondé par l'honorable M. Odell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

L'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, a proposé Que lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui elle reste ajournée à demain, Samedi, à trois heures de l'après midi.

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été resolue dans l'affir-

mative.

Ars, su r motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chaml 23 s'est ajournée.

# Lundi, 5 Mai 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter.

Motions.

## AVIS DE MOTIONS.

Pour Lundi, 5 Mai 1873

Par l'honorable M. Ryan:

1873

29 avril.—Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance avec le gouvernement impérial ou avec quelque personne que ce soit, depuis le 31 mars 1872, au sujet du droit de propriété littéraire et artistique et des réimpressions d'ouvrages de propriété britannique en Canada.

Par l'Hon. M. Reesor :

1er. Mai.—Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, priant Son Excellence de vouloir bien faire transmettre au Sénat copie de toutes communications écrites ou télégraphiques, reçues par le gouvernement ou quelque membre du gouvernement, de Sir Hugh Allan ou de quelqu'un de ceux qui lui sont associés, au sujet du succès qu'il a rencontré en lançant sur le marché monétaire son projet de chemin de fer du Pacifique.

Interpellation par l'honorable M. Wilmot:

z mai.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'affecter une somme au creusement du chenal de la rivière St. Jean à la batture d'Oromocto, conformément à la recommendation de Henry F. Perley écuyer, ingénieur, contenue dans son rapport au département des Travaux Publics?

Interpellation par l'honorable M. Wilmot:

" Le gouvernement a-t-il l'intention de modifier la loi qui règle le port sur les journaux de manière à permettre que les publications hebdomadaires soient transmises en franchise dans les comtés où elles sont publiés ?

#### ORDRES DU JOUR.

#### Pour Lundi, 5 Mai 1873.

1873. 1| 2 mai. - Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Loi des brevets d'invention .- (Hon. M. Aikins.) 2 29 avril .- Considération du 5e rapport du comité collectif des impressione. (Hon. M. Simpson.) 3 2 mai.—Seconde lecture (Bill O) pour empêcher la désertion des matelots.—(Hon. M. Campbell.) 66 Seconde lecture (Bill P) amendement de la loi de milice. — (Hon. M. Campbell.) 4 5 66 66 Comité de toute la Chambre (Bill de la Chambre des Communes) maintien de l'ordre à bord des bateaux à passagers.—(Hon. M. Campbell.) 6 66 Seconde lecture (Bill N) pour faire disparaître un doute sur l'acte des terres de la Puissance. - (Hon. M. Aikins. Comité de toute la Chambre (Bill M) Extradition des criminels .- (Hon. M. 66 Campbell.) Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie pour la fabri-81 66 cation de l'acier d'après le brevêt d'invention de Dates. (Hon. M. Dickson.) 9 66 Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Pont du chemin de fer et tunnel de la rivière St. Clair .- (Hon. M. Dickson.) 66 10 66 Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Protection des rivières et cours d'eau navigables.—(Hon. M. Flint.) 11 Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie d'équippement 66 du chemin de fer de marine. — (Hon. M. Betsford.) 12 Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Havre de Pictou N. E.-(Hon. M. Campbell.) 13 Seconde lecture (Bil de la Chambre des Communes) Chambre de commerce du comté du Roi.—(Hon. M. Botsford.) 14 Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Amendement de la loi relative à la construction du chemin de fer Intercolonial.—(Hon. M Campbell) 

15	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Acte des pensions de retraite.— (Hon, M. Aikins.)
16	66	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Descente du bois dans les rivières.—(Hon M. Campbell.)
17	66	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie de fabrication de fancheuses dites "Guerrières" — (Hon M. Rurreque)

No. 33.

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Vendredi 2 Mai 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

ÉANCES DU SENAT.

3

TTAWA:

Imprimés par I. B. Tavlor, 29, 31 et 35, Rue Rideau 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

DU CANADA.

Samedi, 3 Mai 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### es honorables Messieurs

rchibald, rmand, enson, otsford, ampbell; arrall, haffers, hristie, ormier.	Dickey, Dickson, Dumouchel, Ferrier, Flint, Girard, Guévremont, Hamilton, (Kingston) Kaulback,	Lacoste, Letellier de St. Just, Macdonald, Macfarlane, Macpherson, McDonald, McMaster, Mills,	Olivior, Perry, Price, Read, Skead, Smith, Sutherland, Vidal.
---	--	---	--

RIÈRES

Son Excellence le Très-Honorable Sir Frederic Temple, Comte de Dufferin, Vi comte et Baron Clandeboye, de Clandeboye, dans le comté Down, dans la Pairie du Royau me-Uni, Baron Dufferin et Clandeboye, de Ballyleidy et Killeliagh, dans le comté Down dans la Pairie d'Irlande, et Baronnet, Chevalier du Très-Illustre Ordre de St. Patrice Chevalier Commandeur du Très-Honorable Ordre du Bain, Gouverneur-Général du Canada et Gouverneur et Commandant-en-Chef de l'Ile du Prince-Edouard, et Vice-Amiral du Ca nada et de l'Ile du Prince-Edouard, etc., etc., etc., étant assis dans le fauteuil sur le Trône

L'honorable Président a ordonné au Gentilhomme Huissier de la Verge Noire de M rendre à la Chambre des Communes et d'informer cette Chambre " que c'est le plaisir de Son Excellence que les Communes se rendent immédiatement auprès d'Elle, dans la Sall du Sénat."

La Chambre des Communes étaut venue avec son Orateur.

Le greffier de la Couronne en Chancellerie a lu les titres des bills à être passés comme suit:

Acte pour amender l'Acte pour pourvoir à la nomination d'un Maitre de havre pour le Port d'Halifax.

Acte pour amender l'acte concernant la procédure dans les causes criminelles.

Acte pour pourvoir à la création du Département de l'Intérieur.

Acte concernant les réclamations relatives à des terres dans le Manitoba pour lesquelles il n'a pas été accordé de lettres patentes.

Acte à l'effet d'amender l'Acte intitulé: "Acte portant de nouvelles dispositions pou le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest."

Acte pour incorporer la Compagnie Maritime d'Amélioration de la Puissance d Canada."

Acte pour pourvoir à l'interrogatoire des témoins sous serment par des comités du Séns

et de la Chambre des Communes, en certains cas.

Acte pour étendre, pour une autre période, les dispositions de i'Acte des arrangement financiers du Grand Trone, 1862, à l'égard de certains bons privilégiés pour établir les tau d'intérêts payables à l'avenir sur les bons et actions privilégiés, et pour d'autres fins.

Acte à l'effet de déclarer inhabilés à siéger ou voter dans la Chambre des Commune du Canada, les membres des conseils législatifs et des assemblées législatives des province qui forment maintenant ou formeront plus tard partie de la Puissance du Canada.

Acte concernant le transport des matières dangereuses dans les navires.

Acte pour amender les actes concernant les gardiens de port à Montréal et à Québec.

Acte pour amender l'Acte pour incorporer la Compagnie Canadienne d'Assurance contr les risques isolés du feu, et pour changer le nom de la dite compagnie en celui de "Compa gnie d'Assurance des Cultivateurs et des Bâtisses isolées du Canada contre le feu.

Acte pour incorporer la Banque de St. Jean.

Acte pour permettre à James McNab, du township de Bosanquet, d'obtenir une exter sion de son brevet pour un accouplement de chars horizontal.

Acte pour amender la charte de la Compagnie Manufacturière dite Dolphin.

Acte pour augmenter le capital social de la Compagnie d'Union de Transport et d Chemin de Fer.

Acte pour suspendre, pendant un temps limité, l'opération de certains actes concernant l'inspection des bateaux-à-vapeur dans la Colombie Britannique.

Acte pour incorporer la Banque d'Hochelaga.

Acte concernant la compagnie du chemin de fer de Montréal et Champlain

Acte pour incorporer la compagnie de Transqort de Huron et Ontario.

Acte pour amender l'acte quatorzième et quinzième Victoria, chapitre trente-six, qu incorpore la "Compagnie de Garantie du Canada."

Acte pour incorporer la Compagnie Canadienne d'Assurance Maritime et confre l'Incendie dite Empire.

Acte pour augmenter le nombre des membres de la Corporation de la Maison de Trinité

de Québec, et pour en étendre les pouvoirs.

Acte pour incorporer la Banque des Trois-Rivières.

Acte pour pourvoir à la nomination de maîtres de havre pour certains ports dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick.

La sanction royale a été prononcé sur ces bills par le greffier comme suit :

"Au nom de Sa Majesté Son Excellence le Gouverneur sanctionne ces bills." Il a plu à Son Excellence le Gouverneur-Général de se retirer et la Chambre des Coms'en est allé.

Alors, sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Letellier de St. Just,

La Chambre s'est ajournée à lundi, à trois heures de l'après-midi.

#### Lundi, 5 Mai 1873.

## AFFAIRES DE ROUTINE

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire

Rapports de comités à présenter.

Motions.

#### AVIS DE MOTIONS.

Pour Lundi, 5 Mai 1873

Par l'honorable M. Ryan:

1873

29 avril.—Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance avec le gouvernement impérial ou avec quelque personne que ce soit, depuis le 31 mars 1872, au sujet du droit de propriété littéraire et artistique et des réimpressions d'ouvrages de propriété britannique en Canada.

Par l'Hon. M. Reesor :

1er. M ai.—Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général priant Son Excellence de vouloir bien faire transmettre au Sénat copie de toutes communications écrites ou télégraphiques, reçues par le gouvernement ou quelque membre du gouvernement, de Sir Hugh Allan ou de quelqu'un de ceux qui lui sont associés, au sujet du succès qu'il a rencontré en lançant sur le marché monétaire son projet de chemin de f'er du Pacifique.

Interpellation par l'honorable M. Wilmot:

2 mai.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'affecter une somme au creusement du chenal de la rivière St. Jean à la barre d'Oromocto, conformément à la recommendation de Henry F. Perley écuyer, ingénieur, contenue dans son rapport au département des Travaux Publics?

Interpellation par l'honorable M. Wilmot:

Le gouvernement a-t-il l'intention de modifier la loi qui règle le port sur les journaux de manière à permettre que les publications hebdomadaires soient transmises en franchise dans les comtés où elles sont publiées ?

# ORDRES DU JOUR.

#### Pour Lundi, 5 Mai 1873.

nich M noll)---confivir

	187	73.	de impuner in stori — estaction e concesso de incidente an
1			- Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie des imines d'argent de l'Etoile du Nord.—(Hon. M. Vidal.)
2	2	a	Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Loi des brevets d'invention.—(Hon. M. Aikins.)
3	29	avril	-Considération du 5e rapport du comité collectif des impressions.—(Hon. M. Simpson.)
4	2	mai	—Seconde lecture (Bill O) pour empêcher la désertion des matelots.—(Hon. M. Campbell.)
5	"	"	Seconde lecture (Bill P) amendement de la loi de milice.—(Hon. M. Campbell.)
6	66	"	Comité de toute la Chambre (Bill de la Chambre des Communes) maintien de l'ordre à bord des bateaux à passagers.—(Hon. M. Campbell.)
7	"		Seconde lecture (Bill N) pour faire disparaître un doute sur l'acte des terres de la Puissance.—(Hon, M. Aikins.
8	"		Comité de toute la Chambre (Bill M) Extradition des criminels.—(Hon. M. Campbell.)
9		"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie pour la fabrication de l'acier d'après le brevêt d'invention de Dates.—(Hon. M. Dickson.)
10	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Pont du chemin de fer et tunnel de la rivière St. Clair.—(Hon. M. Dickson.)
11	1 "	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Protection des rivières et cours d'eau navigables.—(Hon. M. Flint.)
12		"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie d'équippement du chemin de fer de marine.—(Hon. M. Botsford.)
13	3	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Havre de Pictou N. E.— (Hon. M. Campbell.)
14	1 "	"	Seconde lecture (Bil de la Chambre des Communes) Chambre de commerce du comté du Roi.—(Hon. M. Botsford.)
1!	5 "	" "	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Amendement de la loi relative à la construction du chemin de fér Intercolonial.—(Hon. M Campbell)

873. 16 2 mai.—	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Acte des pensions de retraite. — (Hon. M. Aikins.)
17 " "	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Descente du bois dans les rivières.—(Hon M. Campbell.)
18 " "	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie, de fabrication de faucheuses dites "Guerrières".—(Hon. M. Bureau.)

Seconda Jeunes (Bill-O) your employees a despitely des mutelois,--(1) no

-bridge of another management (Section Real and Control of the SM) y section of the section of

The No spots of several community and a related had all LES and had almost

. THE MERCHER LA BURNER

No. 34.

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Samedi 3 Mai 1873.

PROCES-VERSAUL

DES

SEANCES DU SUNAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 38, Rue Kildera 1873.

# PROCÈS-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

#### DU CANADA.

Lundi, 5 Mai 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Dickey,	Lacoste,	Panet,
Archibald,	Dickson,	Locke,	Perry,
Armand,	Dumouchel,	Macdonald, (Victoria)	Price,
Benson,	Ferguson,	Macfarlane,	Read,
Blake,	Ferrier,	Macpherson,	Ryan,
Botsford,	Flint,	Malhiot,	Shaw,
Bourinot,	Girard,	McClelan,	Skead,
Campbell	Glasier,	McDonald,	Smith,
The state of the s	Guévremont,	McMaster,	Sutherland,
Carrall,	Hamilton, (Kingston)	Mills,	Vidal,
Chaffers,		Odell,	Wark,
Chapais,	Holmes,		Wilmot.
Christie,	Kaulback,	Olivier,	Tr concoca
Cormier,		MARKET EN TARGET	

#### PRIÈRES :

La pétition suivante a été présentée et déposée sur la table.

Par l'honorable M. Ferrier ; de David Torrance et autres, dans la Puissauce du Canada.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont été lues :

Du conseil municipal du township de Malden et du village de Mitchell; tous dans la province d'Ontario; demandant séparément qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente de boissons enivrantes, comme breuvage dans la Puissance du Canada.

De Robert Marshall et autres, de la Puissance du Canada, demandant un acte d'incor-

poration sous le nom de Compagnie d'Assurance Maritime du Canada.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de la Compagnie de Chemin de Fer d'Erié et de Niagara de 1863, a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Hamilton

(Kingston), il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant, Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du pont du Canada et de la rivière Détroit" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Chaffers, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative. Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill, sans amendement.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'imprimerie et de publication du Citizen (responsabilité limitée)" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait cnargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Locke, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième iois maintenant. Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M: Campbell a présenté à la Chambre un bill intitulé ; "Acte pour amender l'acte pour faire de nouvelles provisions pour le gouvernement des Territoires du Nord. Ouest."

Le dit bill a été lu la première fois. Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, jeudi prochain.

L'honorable M. Campbell, a présenté à la Chambre un bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau la loi concernant certaines matières de procédure dans les causes criminelles.

Le dit bill a été lu la première fois.

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, mercredi prochain. Sur motion de l'honorable M. Dickey, secondé par l'honorable M. Shaw, il a cts

Ordonné, que la somme payé au greffier de cette Chambre pendant la dernière session lors de la présentation de la pétition de John Robert Martin, demandant un acte pour dissoudre son mariage avec Sophia Stinson soit remise au Pétitionnaire, pourvu que toute les dépenses soient payés.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie des mines d'argent dite North Star, " a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Conformément à l'ordre du jour le bill intitulé : Acte pour amender l'acte des brevets d'invention de 1872 " a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ces bills sans amendement.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du cinquième rapport du comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes, nommé pour surveiller les impressions du Parlement.

Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à mercredi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill iutitulé: "Acte pour amender l'acte concernant l'inspection des bateaux à vapeur," a été lu la seconde fois. L'honorable M. Campbell a proposé, secondé par l'honorable M. Aikins,

Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirma-

La Chambre, conformément à l'ordre. s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le dit bill,

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honcrable M. Dumouchel a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement. Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender les actes pour empêcher plus effectivement la désertion des matelots et pour d'autres fins," a été lu la se-

L'honorable M. Campbell a proposé, secondé par l'honorable M. Aikins,

Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative, et

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité gé-

néral sur le dit bill.

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Benson a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé; "Acte pour amender l'acte concernant la Milice et la Défense de la Puissance du Canada," a été lu la seconde fois.

L'honorable M. Campbell a proposé, secondé par l'honorable M. Aikins,

Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmamative, et

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le dit bill.

Quelques temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Girard a fait rapport, de la part du dit cemité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est misc en comité général sur le bill intitulé : "Acte pour pourvoir au maintien de l'ordre à bord des steamers à passagers.

Quelques temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Ferguson a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: Acte pour resoudre un doute sur l'interprétation a donner à la trente-et-unième section de l'acte 33 Vic. ch. 3, et pour amender la section 108 de l'acte des terres de la Puissance " a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général, demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé, "Acte pour faire de nouvelles provisions concernant l'extradition des criminels."

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Carrall a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendements.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'acier breveté de Date (responsabilité limitée"), a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Benson, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des ordres permanents et des bills privés.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du pont et tunnel de chemin de fer de la rivière Ste. Claire," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Locke, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte à l'effet de mieux protéger les cours d'eau et rivières navigables" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Benson, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général, demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie maritime d'équippement de chemin de fer " a été lu la seconde feis.

Sur motion de l'honorable M. Botsford, secondé par l'honorable M. Ferrier, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des ordres permanents et des bills privés. Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte concernant le havre de Pictou, Nouvelle-Ecosse" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général mercredi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Chambre de commerce du comté de King" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Botsford, secondé par l'honorable M. Dickey, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant la construction du chemin de fer 1ntercolonial" a été lu la seconde fois.

L'honorable M. Campbell a proposé, secondé par l'honorable M. Aikins,

Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement. La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirma-

La Chambre, conformément, à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le dit bill.

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Odell a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: " Acte pour amender l'acte du fonds de retraite au Service Civil" a été lu la seconde fois.

L'honorable M. Aikins a proposé, secondé par l'honorable M. Campbell,

Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative, et

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité

cénéral sur le dit bill.

Quelques temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Olivier a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant les compagnies a fonds social pour construire des travaux pour faciliter la descente du bois dans les rivières et cours d'eau" a été lu la seconde fois.

L'honorable M. Campbell a proposé, secondé par l'honorable M. Aikins

Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative, et

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le dit bill,

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. McClelan a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie des moissonneuses Warrior du Conada,"

Sur motion de l'honorable M. Armand, secondé par l'honorable M. Malhiot, il a été Ordonné, qu'il soit remis à demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie du pont suspendu de Queenston," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Macpherson, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte concernant le chemin de fer de St. François et Mégantic," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Dickson, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un messsage de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour changer le nom de la "Free hold building society of Toronto en celui de Free hold loan and Savings Company, (compagnie de crédit fonciers et d'épargnes) et pour d'autres fins "auquel elle demande le conçours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois. Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Odell il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie de chemin de fer du Grand Occidental et de *Jonction* de la côte du lac *Ontario*" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Odell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte relatif aux naufrages et aux sauvetages" auquel elle demande le concours de cette Chambre. Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, mercredi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'assurance contre le feu et de la marine du Canada" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Odell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé:
Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du pont de chemin de fer de la rivière Détroit et pour changer son nom en celui de compagnie de pont du chemin de fer rt du tunnel de la rivière Détroit" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Macpherson, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois

Un message de la Chambre des Communes par son greffier avec un bill intitulé: "Acte pour amender les actes incorporant la compagnie de prêt et d'agence de Londres et du Canada (responsabilité limitée)" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M.-McMaster, secondé par l'honorable M. Dickson, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour faire de nouvelles provisions pour l'amélioration du fleuve St. Laurent, entre Québec et Montréal" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois mercredi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la banque centrale du Canada" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Dickey, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte concernant le Canal Desjardins," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Mills, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill iutitulé: "Acte pour étendre le pouvoirs de la compagnie de télégraphe de *Montréal* et pour d'autres fins" auquelle elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Kaulback, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour changer le nom de la Banque Supérieur du *Canada* en celui de "Bazque Imperiale" auquel elle demande le concours de de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Dickson, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: Act e pour amender l'acte 34 Vict., ch. 43., intitulé: "Acte pour permettre a certaines compagnie de chemins de fer de pourvoir à l'accommodation nécessaire pour l'augmentation du trafic sur leurs chemins et pour amender l'acte des chemins de fer de 1868" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Olivier, secondé par l'honorable M. Malhiot, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour permettre à la compagnie de chemin de fer de Buffalo et du lac Huron de faires des arrangements concernant leurs dette en bons, "auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu première fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Dickey, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois,mercredi prochain.

Un message de la Chambre de Communes par son greffier, pour rapporter le bill intitulé: "Acte pour faire droits a John Robert Martin et informer cette Chambre que la Chambre des Communes à passé ce bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son sgreffier, pour rapporter le bill intitulé: acte pour incorporer la Banque de St. Hyacinthe.

Aussi un bill intitulé: "Acte pour incorporer la chambre de commerce de la Puissance."

Aussi un bill intitulé: "Acte pour incorporer la banque de Stadacona."

Aussi un bill intitulé: "Acte concernant la Maison de la Trinité et les Commissaires du havre de Montréal."

Aussi le bill intitulé: "Acte pour incorporer le banque Victoria."

Aussi le bill intítulé: "Acte concernant les banques et le commerce de banque," et informer cette Chambre, que la Chambre des Communes a acquiescé aux amendements faits par le Sénat à ces bills sans amendement.

L'honorable Maître-Général des Poste M. Campbell, a informé la Chambre qu'il avait recu de Son Excellence le Gouverneur Général un message sous son seing manuel, que Son Excellence lui avait ordonné de délivrer à cette Chambre.

Le dit message a été lu comme suit:

#### DUFFERIN.

Le Gouverneur-Général transmet pour l'information du Sénat copie d'une dspêche datée le 10 Avril 1873, du Secrétaire d'État pour les Colonies de Sa Majesté, renfermnnt un Rappoat ultérieur des officiers en Loi de la Couronne relativement à l'Acte des Ecoles du Nouveau-Brunswich.

HOTEL DU GOUVERNEMENT. Ottawa, 5 Mai 1873.

LE SECRÉTAIRE D'ETAT POUR LES COLONIES AU GOUVERNEUR-GÉNÉRAL.

(Canada No. 112.)

DOWNING STREET, 10 avril 1873.

MILORD,—Relativement à la dépêche de Votre Seigneurie No. 72, du 13 mars, et à la 7 avril 1873 correspondance antérieure, j'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli copie d'une opinion ultérieure des officiers légistes de la Couronne sur le sujet de l'acte relatif aux Ecoles Communes passé par la Législature du Nouveau-Brunswick en 1871.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé.) KIMBERLEY.

Au Gouverneur-Général le très-honorable comte Dufferin.

#### LES OFFICIERS LÉGISTES A LORD KIMBERLEY.

TEMPLE, 7 avril 1873.

MILORD,-Nous avons eu l'honneur de recevoir les ordres de Votre Seigneurie, qui nous ont été signifiés dans la lettre de M. Herbert en date du 31 mars dernier, nous apprenant qu'il était chargé par Votre Seigneurie de nous transmettre copie de deux dépêches du gouverneur-général du Canada avec leurs incluses, ayant trait à l'acte relatif aux Ecoles Communes, passé par la législature provinciale du Nouveau-Brunswick en 1871, et qu'il avait reçu instruction de nous rappeler les opinions données par nous au sujet de cet acte le 29 novembre et le 12 février dernier.

Au Procureur-Général et au Solliciteur-Général 25 Nov. 1872 Au Procureur-Général et au Solliciteur-Général, 4 février

1873.

M. Herbert a bien voulu ajouter qu'il devait nous prier d'examiner ces nouvelles pièces et de faire rapport à votre Seigneurie de l'opinion que nous nous formerions sur leur contenu, et qu'il nous transmettait en même temps que sa lettre copie des pièces sur lesquelles avaient été

donné nos opinions précédentes.

En obéissance aux ordres de Votre Seigneurie, Nous avons l'honneur de faire rapport : Que uous avons ré-examiné la question après avoir pris spécialement cohnaissance des nouvelles pièces qui viennent de nous être communiquées, et que nous ne voyons aucune raison de changer ou modifier l'opinion que nous avons déjà soumise à Votre Seigneurie sur la matière,

Nous avons, etc.

(Signé) J. D. COLERIDGE,

Le très-honorable Comte de Kimberley, C. G., etc., etc., etc.

Alors sur motion de l'honorable M. Campbell secondé par l'honorable M. Aikins La Chambre s'est ajournée.

## Mardi, 6 Mai 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter.

Motions.

# AVIS DE MOTIONS.

Mardi, 6 Mai 1873.

Par l'Hon. M. Reesor :

1873

5 Mai.—Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général priant Son Excellence de vouloir bien faire transmettre au Sénat copie de toutes communications écrites ou télégraphiques, reçues par le gouvernement ou quelque membre du gouverneme nt, de Sir Hugh Allan ou de quelqu'un de ceux qui lui sont associés, au sujet du succès qu'il a rencontré en lançant sur le marché monétaire son projet de chemin de fer du Pacifique.

Interpellation par l'honorable M. Wilmot:

"Le gouvernement a-t-il l'intention d'affecter une somme au creusement du chenal de la rivière St. Jean à la barre d'Oromocto, conformément à la recommendation de Henry F. Perley écuyer, ingénieur, contenue dans son rapport au département des Travaux Publics?

# ORDRES DU JOUR.

## Mardi, 6 Mai 1873.

	18	73.	A WHALLERS DE BOITTIN
1	5	mai-	-Troisième lecture (Bill 2) Inspection des bateaux à vapeur.—(Hon. M. Campbell.
2	2	"	Troisième lecture (Bill O) pour empêcher la désertion des matelots.—(Hon. M. Campbell.)
3	"	"	Troisième lecture (Bill P) amendement de la loi de milice.—(Hon. M. Campbell.)
4	66		Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Amendement de la loi relative à la construction du chemia de fer Intercolonial.—(Hon. M. Campbell)
5	<b>:</b>	"	Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Acte des pensions de retraite (Hon. M. Aikins.)
6		"	Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Descente du bois dans les rivières.—(Hon M. Campbell.)
7	- "	"	L'econde lecture (Bill R) arpentage de l'île de la Chaudière.—(Hon. M. Campbell.)
8	"	"	Comité de toute la Chambre (Bill N) pour faire disparaître un doute sur l'acte des terres de la Puissance.—(Hon. M. Aikins.)
9	"	-ipan	Comité de toute la Chambre (Bill de la Chambre des Communes) Protection des rivières et cours d'eau navigables.—(Hon. M. Flint.)
10	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie de fabrication de faucheuses dites "Guerrières".—(Hon. M. Bureau.)
11	"		Secnnde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie du Pont Suspendu de Queenston.—(Hon. M. Dickson.)
12	"	ati to	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Chemin de fer de St. Fran- cois et Mégantic.—(Hon. M. Macpherson.)
13	"		Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Société de construction permanente de Toronto.—(Hon. M. McMaster.)
14	"	ţ	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Chemin de fer de jonction du Grand Occidental et de la rive du lac Ontario.—(Hon. M. McMaster.)
15	"		Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie d'assurance contre le feu et maritime de la Puissance.—(Hon. M. McMaster.)

1873.

- 5 mai,—Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie du pont de chemin de fer de la rivière Détroit.—(Hon. M. Dickson.)
   " Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie de prêt et d'agence de Londres et du Canada.—(Hon. M. McMaster.)
- 18 " Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Banque Centrale du Canada,—(Hon. M. Ferrier.)
- 19 " Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Canal Desjardins.—(Hon. M. Mills.)
- 20 " Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Banque Supérieure du Canada (Hon. M. Macpherson.)
- 21 " Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes (augmentation des moyens de transport des chemins de fer.—(Hon. M. Olivier.)

No. 35.

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Lundi 5 Mai 1873

# PROCES-VERBAUL

DES

EANCES DU SENA!

02

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 35, Kne killen.

### PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

#### DU CANADA.

### Mardi, 6 Mai 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Dumouchel,	Macdonald, (Victoria)	Price,
Armand,	Ferguson,	Macfarlane,	Read,
Benson,	Ferrier,	Macpherson,	Reesor,
Botsford,	Flint,	Malhiot,	Ryan,
Bourinot,	Girard,	McClelan,	Seymour,
Campbell	Glasier,	McDonald,	Shaw,
Carrall,	Guévremont,	McMaster,	Skead,
Chaffers,	Hamilton, (Kingston)	Mills,	Smith,
Chapais,	Holmes,	Odell,	Sutherland,
Christie,	Kaulback,	Olivier,	Vidal,
Cormier,	Lacoste,	Panet,	Wark,
Dickey,	Letellier de St. Just,	Perry,	Wilmot.
Dickson,	Locke,	yrogan Tangg Sidah sa adi mangga dalam ili da dengan	THE RESERVE

#### PRIÈRES :

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Campbeell:—de J. N. Ratté et autres, pages du Sénat.

Par l'honorable M. Taylor: -de la cité d'Ottawa.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été référé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incorporer la compagnie du pont et tunnel de chemin de fer de la rivière Ste. Claire," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Skead, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Dickson, de comité des ordres permanents et des bills privés a présenté son dix-huitième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et

Le dit rapport a été lu par le greffier comme suit :

CHAMBRE DE COMITÉ,

6 mai 1873.

Le comité des ordres permanents et des bills privés a l'honneur de présenter son dix-

huitième rapport.

Votre comité a examiné la pétition de Robert Marshall et autres, du Canada, demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie d'assurance maritime du Canada, et a constaté qu'il en a donné suffisant avis.

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Le tout respectueusement soumis.

Walter H. Dickson, Président.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Christie, il a été Ordonné, que le quorum du comité des ordres permanents et des bills privés soit réduit à cinq membres.

L'honorable M. Dickson, du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'acier breveté de Date (responsabilité limitée) a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier et l'avait chargé d'en faire rapport sans amendement.

Sur motion de l'honoroble M. Dickson, secondé par l'honorable M. Locke, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, demain.

L'honorable M. Dickson du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été reféré le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie maritime d'équipement de chemin de fer, a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements qu'il soumettrait, aussitôt que la Chambre voudrait les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu et les dits amendements ont été lus par le greffier comme suit :

(Voir Journal.

Sur motion de l'honorable M. Botsford, secondé par l'honorable M. Ferrier, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois demain.

Conformément à l'ordre du jour le bill intitulé : "Acte pour amender les actes concernant l'inspection des bateaux à vapeur" a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il.

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill auquel il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : Acte amendant les actes pour empêcher plus effectivement la désertion des matelots et pour d'autres fins," a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill, auquel il demande son concours.

L'ordre du jour, étant lu pour la troisième lecture du bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant la Milice et la Défense de la Puissance du Canada" a été lu la seconde fois.

L'honorable M. Campbell a proposé, secondé par l'honorable M. Hamilton (Kingston), Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirma-

tive, et

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le dit bill.

Quelques temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Wark a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec divers amendements qu'il sonmettrait aussitôt que la Chambre voudrait les recevoir.

Ordonué, que les dits amendements soient maintenant reçus.

Les dits amendements étants lus une seconde fois et la question de coucours mise sur iceux, ils ont été séparément agréés.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ornonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre de Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill auquel il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour le bill intitulé : Acte pour amender l'acte concernant le chemin de fer Intercolonial a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-11 ?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Corformément à l'ordre du jour le bill intitulé; "Acte pour amender l'acte du fonds de retraite du Service Civil," a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Conformément, a l'ordre du jour le bill intitulé acte amandant l'acte concernant les compagnies à fonds social pour construire des travaux pour faciliter la descente du bois dans les rivières et cours d'eau, a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ces bills sans amendement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : "Acte concernant un exploration de l'ile de la Chaudière, Ottawa,"

Sur motion de l'hon. M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé: "Acte pour résoudre un doute sur l'interprétation à donner à la trente-et-unième section de l'acte 33 Vict., chap. 3, et pour amender la section 108 de l'acte des terres de la Puissance.

Quelque te aps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Macfarlane a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

#### (En comité voir journal).

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu, et

Les dits amendements étant lus deux fois par le greffier et la question de concours étant mise sur iceux, ils ont été séparément agréés.

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois présentement.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill auquel il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé : " Acte à l'effet de mieux protéger les rivières et cours d'eau.

#### (En Comité Voir Journal.)

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Armand a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements

Ordonné, que les dits amendements soient maintenant reçu, et

Les dits amendements étant lus deux fois par le greffier, et la question de concours étant mise sur leeux ils ont été séparément agréés.

Ordonné, que le dit bill tel qu'amendé soit lu présentement.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill tel qu'amendé passera-t-il?

Elle été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements auxquels il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie des Moissonneuses Warrior du Canada," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. McDonald, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : " Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie du Pont suspendu de Queenston." a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Locke, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte concernant le chemin de fer de St. François et Mégantic," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour changer le nom de la · Freehold Building society of Toronto," en celui de " Freehold loan and Savings Company " (compagnie de crédit foncier et d'épargnes, et pour en étendre les pouvoirs), a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Wilmot, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie de chemin de fer de jonction du Grand Occidental à la rive du lac Ontario" a été lu la

seconde fois. Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Wilmot, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour le bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie Assurance contre le feu et de la Marine du Canada" a été la la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Wilmot, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte qui incorpore la compagnie du pont de chemin de fer de la rivière Détroit et changer son nom en celui de "Compagnie du pont et tunnul de chemin de fer de la rivière Détroit" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Skead, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: " Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie de pret et d'agence de Londres et du Canada (responsabilité limitées") a ét u la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Wilmot, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comilé des banques du commerce et dés chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour incorporer la banque central du Canada," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Flint, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte concernant le canal Desjardins" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Mills, secondé par l'honorable M. Carrall, il a été Ordoané, que le dit bill soit renvoyé au comité des ordres permanents et bills privés.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour changer le nom de la Banque Supérieure du Canada en celui de "la Banque Impériale," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Skead, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 34, Vict., ch. 43, intitulé: Acte pour permettre à certaines compagnics de chemin de fer de pourvoir à l'accomodation nécessaire pour le trafic croissant sur leurs chemins de fer et pour amender l'acte des chemins de fer," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Olivier, secondé par l'honorable M. Wilmot, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

### Mercredi, 7 Mai 1873.

### AFFAIRES DE ROUTINE:

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter.

Motions.

#### AVIS DE MOTIONS.

Pour mercredi, 7 Mai 1873.

Interpellation par l'honorable M. Wilmot:

1873.

6 mai.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'affecter une somme au creusement du chenal de la rivière St. Jean à la barre d'Oromocto, conformément à la recommendation de Henry F. Perley écuyer, ingénieur, contenue dans son rapport au département des Travaux Publics?

#### Pour jeudi, 8 mai 1873.

Par l'honorable M. Ryan :

5 mai.—Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance avec le gouvernement impérial ou avec quelque personne que ce soit, depuis le 31 mars 1872, au sujet du droit de propriété littéraire et artistique et des réimpressions d'ouvrages de propriété britannique en Canada.

Par l'Hon. M. Reesor :

6 Mai.—Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général priant Son Excellence de vouloir bien faire transmettre au Sénat copie de toutes communications écrites ou télégraphiques, reçues par le gouvernement ou quelque membre du gouvernement, de Sir Hugh Allan ou de quelqu'un de ceux qui lui sont associés, au sujet du succès qu'il a rencontré en lanç ant sur le marché monétaire son projet de chemin de fer du Pacifique.

### ORDRES DU JOUR.

#### Mercredi, 7 Mai 1873.

-1873.

	13.00		
1	6 ma	i.—7	Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Fabrication de l'acier d'a- près la patente de Date.—(Hon. M. Dickson.)
2	"	"	Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Equipement du che min de fer maritime.— (Hon. M. Botsford.)
3	5	"	Considération du cinquième rapport du comité conjoint des impressions.— (Hon. M. Simpson.)
4			Comité de toute la Chambre (Bill de la Chambre des Communes) Havre de Pictou.—(Hon. M. Campbell.)
5	66	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Naufrages et sauvetage.— (Hon. M. Campbell.)
6	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Amélioration de la navigation entre Montréal et Québec.—(Hon. M. Campbell.)
7	66	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie du télégraphe de Montréal.—(Hon. M. Ferrier.)

fer de Buffalo et du Lac Huron. — (Hon. M. Ferrier.)

Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie du chemin de

No. 36.

Ière Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Mardi 6 Mai 1878.

PROCES-VIERBAUX

PROCES-VIERBAUX

DES

SÉANCES DU SENAT.

1573.

### PROCÈS-VE RBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

#### DU CANADA.

### Mercredi, 7 Mai 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Dumouchel,	Locke,	Perry,
Armand,	Ferguson,	Macdonald, (Victoria)	
Benson,	Ferrier,	Macfarlane,	Reesor,
Botsford,	Flint,	Macpherson,	Ryan,
Bourinot,	Girard,	Malhiot,	Seymour,
Campbell	Glasier,	McClelan,	Shaw,
Carrall,	Guévremont,	McDonald,	Skead,
Chaffers.	Hamilton, (Kingston)	McMaster,	Smith,
Chapais,	Holmes,	Mills,	Sutherland,
Christie,	Kaulback,	Odell,	Vidal,
Cochrane,	Lacoste,	Olivier,	Wark,
Dickson	Letellier de St. Just,	Panet,	Wilmot.]
	The state of the s		

#### PRIÈRES :

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Benson; du conseil municipal du township de Willoughby, dans le comté de Welland, province d'Ontario.

Par l'honorable M. Letellier de St. Just, du révérend H. Beaudry et autres, de la paroisse St. Rémi.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante a été lue:

De David Torrance et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation dans le but d'établir une ligne de vapeurs océaniques pour le commerce, le transport des malles entre le Canada et les Indes Occidentales.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemin de fer, auquel a été référé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la chambre de commerce du comté de King, a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Dickey, secondé par l'honorable M. Botsford, il a été

Ordonué, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

· Elle a été résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comite des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Banque Centrale du Canada," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Botsford, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant,

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie de chemin de fer de jonction du Grand Occidental à la rive du lac Ontario," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Chaffers, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant,

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemin de fer auquel aété référé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte qui incorpore la compagnie du pont de chemin de fer de la rivière Détroit et changer son nom en celui de "Compagnie du Pont et tunnel de la rivière Détroit" a fait rapport, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Seymour, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill a alors été lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été reféré le bill intitulé : "Acte pour amender les actes incorporant la compagnie de prêt et d'agence de Londres et du Canada, (responsabilité limitée) " a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé de l'honorable M. Chaffers, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence. La question a été mise, ce bill passera-t-il ?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ces bills sans amendement.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des bauques, du commerce et des che mins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie des Moissonneuses Warrior du Canada" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec un amendement, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et le dit amendement a été alors lu

par le greffier, comme suit:

#### (Voir Journal.)

Le dit amendement étant lu la seconde fois, et la question de concours étant mise sur icelui, il a été agréé.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Chaffers, il a été

Ordonné, que le dit bill tel qu'amendé soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence. La question a été mise, ce bill tel qu'amendé passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se tende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec un amendement auquel il demande son concours.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour changer le nom de la "Freehold Building Society of Toronto en celui de Freehold Loan and Savings Company, (Compagnie de crédit foncier et d'épargnes) et pour en étendre les pouvoirs," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rrpport avec un amendement, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et le dit amendement a été alors lu

par le greffier comme suit :

#### (Voir Journal.)

Le dit amendement étant lu la seconde fois, et la question de concours étant mise sur icelui, il a été agréé.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Chaffers, il a été

Ordonné, que le dit bill tel qu'amendé soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence. La question a été mise, ce bill tel qu'amendé, passera-t-ill?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ee bill avec un amendement auquel il demande son concours.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chee mins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie maritime de Bassins et d'Emmagasinage," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements, qu'il soumettrait aussitôt qu, la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été alors

lus par le greffier, comme suit:

(Voir Journal).

Les dits amendements étant lus, et la question de concours mise sur chacun d'iceux, ils ont été séparément agréés.

Sur motion de l'honorable M. Bossford, secondé par l'honorable M. Ferrier, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été, tel qu'amendé, lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rendre à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements, auxquels il demande son concours

L'honorable M. Dickson, du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte concernant le canal Desjardins" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'ait chargé d'en faire rapport à le Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. McMaèter, secondé par l'honorable M. Chaffers, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Dickson, du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'assurance de la Puissance contre l'incendie et les dangers de la navigation," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Chaffers, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant, Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise ca hill passara til ?

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Seymour, du comité nommé pour surveiller les comptes contingents du Sénat et en faire rapport durant la présente session, a présenté son deuxième rapport.

Ordonné, qu'il soit recu.

Le dit rapport a été lu par le greffier comme suit :

SÉNAT,

CHAMBRE DE COMITÉ,

7 mai 1873.

Le comité spécial chargé d'examiner les comptes contingents du Sénat et d'en faire rapport pour la présente session, a l'honneur de présenter son second rapport.

Votre comité a examiné les comptes du greffier avec le Sénat depuis le premier jour de

janvier 1872 jusqu'au trente-et-unième jour de décembre 1872.

Le greffier avait entre les mains, à la première de ces deux dates, une balance de \$2601.24; et il appert qu'il a reçu des diverses sources pour le compte du Sénat, dans le cours de l'année, une somme additionnelle de \$97,778.32, soit en total \$100,379.56, dont il

avait à rendre compte.

Il a rendu compte à la satisfaction de votre comité, en produisant de suffisantes justifications, numérotées de 1 à 802 inclusivement, d'une dépense s'élevant à \$89,439.02; il a aussi prouvé à la satisfaction de votre comité qu'il a versé une somme de \$7,249.53 à la caisse du Receveur-Général le 28 juin 1872 ; de sorte qu'il avait entre les mains une balance de \$3,691.01 le trente-et-unième jour de décembre 1872.

Le tout respectueusement soumis,

B. SEYMOUR, Président.

Sur motion de l'honorable M. Seymour, secondé par l'honorable M. Dumouchel, il a été Ordonné, que le dit rapport soit adopté.

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie d'acier breveté de Date" (responsabilité limitée.)

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Seymour, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie maritime d'Equipement de chemin de fer," a été tel qu'amendé, lu la trosième fois.

La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements, auxquels il demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du cinquième rapport du comité conjoint des impressions.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé: "Acte concernant le havre de Pictou, dans la Nouvelle-Ecosse," quelque temps après après la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Chaffers, a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M, Aikins, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a eté mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : " Acte concernant les naufrages et le sauvetage" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général, demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: " Acte pour établir de nouvelles dispositions à l'égard de l'amélioration du fleuve St. Laurent entre Montréal et Québec," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général, demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Aete pour étendre les pouvoirs de la compagnie de télégraphe de Montréal et pour d'autres fins," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour permettre à la compagnie du chemin de fer de Buffalo et du lac Huron, de faire des arrangements au sujet des bons qui représentent sa dette, "a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des

chemins de fer.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte concernant le service postal Océanique," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'Assurance Royale du Canada, " auquel elle demande le concours de cette Chambre.

- Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Dickson, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, pour rapporter le bill intitulé :

"Acte à l'effet de mieux protéger les cours d'eau et rivières navigables.

Aussi le bill intitulé: "Acte pour incorporer la banque de l'Ouest du Canada," et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a acquiescé aux amendements faits par le Sénat aux dits bills, sans amendement.

Alors, sur motion de l'honcrable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

### Jeudi, 8 Mai 1873.

### AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter.

Motions.

#### AVIS DE MOTIONS.

Pour jeudi, 8 mai 1873.

Par l'honorable M. Ryan:

5 mai.—Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance avec le gouvernement impérial ou avec quelque personne que ce soit, depuis le 31 mars 1872, au sujet du droit de propriété littéraire et artistique et des réimpressions d'ouvrages de propriété britannique en Canada.

Par l'Hon. M. Reeson:

6 Mai.—Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général priant Son Excellence de vouloir bien faire transmettre au Sénat copie de toutes communications écrites ou télégraphiques, reçues par le gouvernement ou quelque membre du gouvernement, de Sir Hugh Allan ou de quelqu'un de ceux qui lui sont associés, au sujet du succès qu'il a rencontré en lançant sur le marché monétaire son projet de chemin de fer du Pacifique.

#### Pour Vendredi, 9 Mai 1873.

Par l'honorable M. Botsford :

7 mai.—Qu'il proposera les résolutions suivantes :

- Résolu, que la réponse à l'adresse du Sénat en date du 8 Mai 1872, au sujet du nombre de trains spéciaux qui ont circulé et de passages gratuits qui ont été accordés sur les chemins de fer Européen et Nord Américain et Intercolonial, fait voir la nécessité de donner des instructions précises sur ces points, aucunes instructions n'ayant été données depuis le transport de ces chemins au gouvernement.
- Résolu, qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur Général, priant Son Excellence de vouloir bien faire donner des instructions précises aux agents chargés du service de ces chemins de fer, par rapport à la circulation de trains spéciaux et la délivrance de passes gratuites (en nombre restreint) sur ces chemins de fer, à fin de mettre un terme à la pratique repréhensible suivie à présent, et de mieux servir l'intérêt public.

#### ORDRES DU JOUR.

#### Jeudi, 8 Mai 1873.

1873.

Royale Canadienne.—(Hon. M. Ferrier.)

1|7 mai.—Iroisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Patente de Date, pour la fabrication de l'acier.—(Hon. M. Dickson.) Seconde lecture (Bill S) Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.—(Hon. 25 M. Campbell.) Seconde lecture (Bill T) Procédure dans les causes criminelles.—(Hon. M. 3 " Campbell. Considération du cinquième rapport du comité conjoint des impressions.-66 47 (Hon. M. Simpson.) Comité général (Bill de la Chambre des Communes) Naufrages et sauvetage.— 5 11 (Hon. M. Campbell.) 6 10 Comité général (Bill de la Chambre des Communes) Amélioration de la navigation entre Montréal et Québec.—(Hon. M. Campbell.) 66 Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Service postal Océanique. —(Hon. M. Campbell.) 81 66 Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie d'Assurance

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1373.

No. 37.

Mercredi 7 Mai 1873.

PROCES-VERBAU

DES

EANCES DU SENA!

TTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 36, Fene feideau 1873.

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la lable :

Irdonae, que le dit bill soit lu la trossième lors

### PROCÈS-VERBAUX

Par l'honorable M. Dumonchel, de A. A. Duchesaeau, maire et autres, de Terreboune,

L'honorable président a présenté à la Chandre une liste des actionnaires de la banque

# SEANCES DU SENAT SENAT (King) SENAT (Milled Senated as the following a fits represent the compagnition of servers of a Committee (Committee) a fait rapport do les part du dit comité qu'il

### L'honorable M. Hemilton (A. CANADA, DU Cannerce et des che-

Le dit bill a été alors la la troisième tois en coaséquence. La question a été mise, ce bill passera-t-il ?

### Ordonne, que le grettier se 1873. 1873 peudi, 8 Mai 1873.

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

Les honorables Messieurs

87

Dumouchel, Locke, Perry, Aikins, ottes emiola Ferguson, Armand, Macdonald, (Victoria) Read,
Macfarlane, Reesor, Benson, Ferrier, Macfarlane, Botsford, Flint, Macpherson, Ryan, Bourinot, to strong Foster, and sold Malhiot, Malhiot, Seymour, Tourney Campbell, ob mon of reGirard, nogodel McClelan, Show, Dis tol oh anim Carrall, beloning Glasier, McDonald, Simpson, Something Chaffers, distribution Glasier, McDonald, McMaster, Simpson, Something Chapters, Hamilton, (Kingston) Mills, Sutherland, McMaster, Widal, Widal, McMaster, Widal, Widal, McMaster, Widal, Widal, McMaster, Widal, Wid in par le greffier, wark; Cochrane, Kaulback, Olivier, Wilmot. Cormier, Lacoste, (America Panet, Dickson, Letellier de St. Just,

Les dits amendements étant lus, et la question de concours mise sur chacun d'iceux. ils ont été séparément agréés.

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Dumouchel, de J. A. Duchesneau, maire et autres, de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, province de Québec.

Par l'honorable M. Simpson, de Fred. C. Capreol, de a cité de Toronto.

L'honorable président a présenté à la Chambre une liste des actionnaires de la banque d'Acadie, Liverpool, Nouvelle-Ecosse.

Ordonné, que la dite liste soit déposée sur la table et elle est comme suit :

#### (Voir documents de la Session).

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le cill intitulé: "Acte pour incorperer la compagnie des orfèvres du Canada" (responsabilité limitée) a fait rapport de la part du dit comité qu'il avait examiné le dit bill en entier, et que le préambule n'était pes prouvé à la satisfaction du comité, et recommandait que la Chambre ne procède pas relativement au dit bill.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été référé le bill intitulé: "Acte pour étendre les pouvoirs de la compagnie de télégraphe de Montréal et pour d'autres fins" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Rgan, secondé par l'honorable M. Odell, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue danz l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes avec le dit bill et informe cette Chambre que le Sénat a passé le dit bill sans amendement.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été reféré le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du Pont suspendu de Queenston," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Dickson, secondé par l'honorable M. Letellier de St.

Just, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Hamilton (Kingston,) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour changer le nom de la Banque Supérieure en celui de La Banque Impérial" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été alors

lu par le greffier, comme suit :

#### (Voir Journal).

Les dits amendements étant lus, et la question de concours mise sur chacun d'iceux, ils ont été séparément agréés.

Sur motion de l'honorable M. Hamilton (Kingston,) secondé par l'honorable M. Campbell, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été, tel qu'amendé, lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill tel qu'amendé, passera-t-il ?

Elle a été résolue dans l'affirmative. Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements, auxquels il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie d'Acier breveté de Date, (responsabilité limitée,) " a été lu une troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé; " Acte pour amender de nouveau l'acte concernant le gouvernement des territoires du Nord-Ouest," il a été lu la seconde fois. Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé: " Acte pour amendsr de nouveau la loi concernant certaines questions de procédure dans les causes criminelles." Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, qu'il soit remis à demain.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du cinquième rapport du comité conjoint des impressions.

Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. Reesor, il a été Ordonné, qu'il soit remis à lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le bill intitulé: "Acte concernant les naufrages et le sauvetage." Quelque temps après la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Hamilton (Kingston) de la part du dit comité, a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill, y avait fait quelque progrès et demandait la permission de siéger de

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit comité s'assemble de nouveau, demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le bill intitulé : "Acte pour pourvoir à l'amélioration du fleuve St. Laurent entre Montréal et Québec.

(En comité voir Journal.)

Quelque temps après la Chambre a repris sa séance et l'honorable M. Seymour, de la part du dit comité. a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec un amendement, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir.

Ordonné, que le dit amendement soit maintenant reçu, et le dit amendement étant lu la

seconde fois, il a été agréé.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit b.a tel qu'amendé soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill tel qu'amendé passera-t-il? Maronod'i ob noitom rue

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec un amendem at auquel il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte concernant le service postal Océanique," a eté lu la seconde fois. est esduado a la obner es reiller e le panobro.

L'honorable M. Campbell a proposé, secondé par l'honorable M. Aikins,

Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative, et

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité

général sur le dit bill.

Quelques temps après, la Chambre a repris sa séance, et and so seang a Janoel of sup ord

L'honorable M. Shaw a fait rapport; de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement. Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable Ferguson, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, demain de list tib of sup Aunobat)

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie d'Assurance Royale Canadienne" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Bourinot, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des ordres permanents et bills privé s.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour permettre à la compagnie du chemin de fer Grand Occidental d'étendre de nouveau et d'améliorer ses connections," a iquel elle demande le concours de cette Chambre,

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Odell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour autoriser James K. Ward et autres, à placer des estacades sur le chenal entre l'île St. Ignace et l'île du Pads, dans le district de Richelieu," auquel elle demande le concours de cette examine le dit bill, y avait fait quelque progr

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Guévremont, secondé par l'honorable M. Armand, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain,

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : " Acte pour amender l'acte concernant certaines banques d'Epargnes dans les province d'Ontario, et de Québec," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé per l'honorable M. Aikins, il a été of Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain and el sorge squest empleud

part du dit comité, a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en en liet Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : 55 Acte pour incorporer la compagnie de chars et manufacturière du Canada," auquel elle demande le Concours de cette Chambre, et le mendement soit maintenant roeu, et le sardand et an endement soit maintenant roeu, et le dit amendement roeu, Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Letellier de St. seconde fois, il a été agréé. Ordonné, que le dit has est que amendé soit lu la troisième fois maintenant 313 a fi , 1817

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain, al al seconde de la llid tib al

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte concernant les charges sur les ponts des navires," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie des marbres marezzo du Canada," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Kaulback, secondé par l'honorable M. Ferrier, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'Assurance du Cannda" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie Canadienne des terres et ue Crédit de Glasgow" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sûr motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Kaulback, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie Royale des vapeurs de la malle du Canada et des Indes Occidentales" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Kaulback, il a été \* Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un messag e de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte concernant les poids et mesares" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

hensible suivie à présent, et de mieux servir l'inferêt public.

Que l'ersquée la Chambre s'ajournera anjourd'hui, elle reste ejohenée à landi, le

#### Vendredi, 9 Mai 1873.

#### AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter.

Motions.

#### AVIS DE MOTIONS.

Pour Vendredi, 9 Mai 1873.

Par l'honorable M. Botsford:

- 7 mai.—Qu'il proposera les résolutions suivantes :
  - Résolu, que la réponse à l'adresse du Sénat en date du 8 Mai 1872, au sujet du nombr de trains spéciaux qui ont circulé et de passages gratuits qui ont été accordés sur les chemins de fer Européen et Nord Américain et Intercolonial, fait voir la nécessité de donner des instructions précises sur ces points, aucunes instructions n'ayant été données depuis le transport de ces chemins au gouvernement.
  - Résolu, qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur Général, priant Son Excellence de vouloir bien faire donner des instructions précises aux agents chargés du service de ces chemins de fer, par rapport à la circulation de trains spéciaux et la délivrance de passes gratuites (en nombre restreint) sur ces chemins de fer, à fin de mettre un terme à la pratique repréhensible suivie à présent, et de mieux servir l'intérêt public.

Par l'honorable M. Campbell:

" Que lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle reste ajournée à lundi, le douze du courant, à huit heures du soir.

### ORDRES DU JOUR.

#### Vendredi, 9 Mai 1873.

	V Chartery
1873.	\alpha . \\1\0.\dagger\cdot\cdot\cdot\cdot\cdot\cdot\cdot\cdot
1 8 mai	.—1roisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Service postal Océanique. —(Hon. M. Campbell.)
2 "	"Comité de toute la Chambre sur le (Bill S) Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.—(Hon. M. Campbell.)
3 "	" Seconde lecture (Bill T) Procédure en matières criminelles.—(Hon. M. Campbell.
4 "	" La Chambre de nouveau en comité sur le (Bill de la Chambre des Communes) Naufrages et sauvetage.—(Hon. M. Campbell.)
5 "	" Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Chemin de fer Grand Occidental.—(Hon. M. McMaster.)
6 "	" Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Banques d'Epargnes en Ontario et Québec.—(Hon. M. Campbell.)
7 "	"Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie de chars du Canada.—(Hon. M. Macpherson.)
8 "	"Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie de marbre de Marezzo.—(Hon. M. Kaulback.)
9 "	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie d'Assurance du Canada,—(Hon M. Ferrier.)

### ORDRES DU JOUR.

Vendredi, 9 Mai 1878.		in its a
-Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Service postal Océanique. — (Hon. M. Campbell.)		181
Consité de toute la Chambre sur le (Bill S) Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.—(Hon: M. Campbell.)		2 "
Seconde lecture (Bill T) Procédure en matières criminelles.—(Hon. M. Campbell.		3 8
La Chambre de nouveau & comité sur le (Bill de la Chambre des Comagnes) Naufrages et sauvetage.—(Hon. M. Campbell.)	lère	10 4
Seconde le C. (Bill de K. Chambre des Communes) Chemin de fer (Gand Occider Hon, M. Meddaster.)		200
Sconde Ore (Bill de la Chambre des Communes) Banques d'Epargues de nonte de Communes (Banques d'Epargues (Hon, M. Campbell.)	2e	10 0
Standalec (Big de la Chambre des Communes) Compagnie de Los Est.	Parlement, 36 Vict.	No. 38
Sonde lectric (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie de martire de Maresso (Hon. M. Wantback.)	ıt, 36 V	3 8
Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie d'Assugunce du Canada—(Hon M. Ferrier.)	7ist., 187	» ()

### PROCES-VERBAUX

DES

## SÉANCES DU SÉNAT

DU CANADA.

Vendredi, 9 Mai 1873.

Les membres présents étaient ::

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Cormier,	Macdonald, (Victoria)	Read,
Armand,	Dickson,	Macfarlane,	Reesor,
Benson,	Dumouchel,	Macpherson,	Ryan,
Botsford,	Ferguson,	Malhiot,	Seymour,
Bourinot,	Flint,	McClelan,	Shaw,
Campbell,	Girard,	McDonald,	Simpson,
Carrall,	Guévremont,	McMaster,	Skead,
Chaffers,	Holmes,	Mills,	Sutherland,
Chapais,	Kaulback,	- Odell,	Vidal,
Chinic,	Lacoste,	Olivier,	Wark,
Christie,	Letellier de St. Just,	Panet,	Wilmot.
Cochrane,	Locke,	Perry,	

PRIÈRES :

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes ont été lues :

De C. W. Taylor, de la cité d'Ottawa, commis pendant quinze ans dans l'ancien conseil législatif et qui a été renvoyé lors de la Confédération des Provinces; demandant que, vu l'état précaire de sa santé et pour d'autres raisons, recommande qu'il soit mis sur la liste des officiers et serviteurs pensionnés du Canada.

De J. N. Rattey et autres, pages du Sénat ; demandant que, dans le cas d'un allocation de certaines sommes d'argent aux serviteurs et aux employés publics du Sénat et de la Chambre des Communes, que leurs intérêts ne soient pas négligés, mais qu'il leur soit aocordé telle augmentation qui les placera sur le même pied, que les autres serviteurs publics.

D'Isaac H. Hallan et autres, du township de Willoughby, dans ele comté de Welland, province d'Ontario; demandant qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente des boissons enivrantes comme breuvages dans la Puissance du Canada.

Du révérend H. Beaudry et autres, de la paroisse de St. Rémi, demandant que la compagnie de télégraphe de Montréal soit obligé à accomplir ses obligations et qu'un taux pour les messages soit fixé par un ordre en conseil.

L'honorable M. Dickson, du comité des ordres permanents et des bills privés a présenté son dix-neuvième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu

Le dit rapport a été alors lu par le greffier comme suit :

#### CHAMBRE DE COMITÉ,

9 mai 1873.

Le comité des ordres permanents et des bills privés a l'honneur de présenter son dixneuvième rapport.

Votre comité a examiné le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie de fabri-

cation de marbre de Marezzo," et a constaté qu'il en a été donné suffisant avis.

Votre comité a aussi examiné la pétition de David Torrance et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation afin d'établir une ligne de steamers ccéaniques pour la commodité du commerce et le transport des malles entre le Canada et les Indes Occidentales, et a constaté qu'il n'a pas été donné d'avis de cette pétition. Votre comité toute-fois recommande de suspendre la 51e règle dans ce cas, vu que le comité auquel le bill sera renvoyé pourra veiller à ce que personne n'éprouve de préjudice.

Le tout respectueusement soumis.

WALTER H. DICKSON, Président.

Sur motion de l'honorable M. Carrall, secondé par l'honorable M. Locke, il a été

Ordonné, que la cinquante-unième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport à la pétition de David Torrance et autres, de Montréal, tel que recommandé par le comité des ordres permanents et des bills privés dans son quinzième rapport.

L'honorable M. Dickson, du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été référé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'assurance royale du Canada," a fait rapport, de la part du dit comité qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements, qu'il soumettrait aussitôt que la Chamdre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu et les dits amendements ont été alors

lus par le grefficr comme suit :

(Voir Journal).

Les dits amendements étant lus la seconde fois, et la question de concours étant mise sur chacun d'iceux, ils ont été séparément agréés.

Sur motion de l'honoreble M. Letellier de St. Just, secondé par l'honoreble M. Bureau,

il a été

ues loci-ute-

sera

Ordonné, que le dit bill, tel qu'amendé, soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill, tel qu'amendé, a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements, auxquels il demande son concours.

L'honorable M. Odell du comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes sur la bibliothèque du Parlement a présenté son premier rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et

Le dit rapport a été alors lu par le greffier comme suit:

Les membres représentant le Sénat dans le comité collectif de la bibliothèque du Parlement ont l'honneur de faire rapport.

Le comité s'est livré à un examen attentif de la nécessité d'augmenter la collection actuelle de munuscrits qui éclaircissent l'histoire des premiers temps du Canada, et de mettre ces matériaux à la portée de ceux qui se livrent aux recherches historiques.

Il a appris avec beaucoup de satisfaction que le Ministre de l'Agriculture et des Statistiques, s'est occupé activement, dans le cours de l'année dernière, d'atteindre cet objet désirable et que ce fonctionnaire est à la veille de prendre de nouvelles mesure dans ce même

but louable. Bien qu'il ne désire point s'immiscer ici dans ce qui est laissé à la discrétion et à la responsabilité du gouvernement exécutif, le comité croit cependant devoir recommander à l'attention favorable du Ministre des Statistiques les suggestions que renferme le rapport ci-annexé d'un sous comité chargé d'examiner cette importante question.

La Chambre des Communes ayant exprimé l'intention d'améliorer la condition du service civil, et en rajustant les salaires par voie de compensation, vu la dépréciation actuelle de la valeur de l'argent et l'augmentation qui s'en est suivie dans les prix, le comité a porté son attention sur la position particulière et isolée des officiers et serviteurs attachés à la bibliothèque du parlement, par suite de l'organisation établie par le Statut de 1871. Cet acte exige que les changements dans le nombre ou les salaires du personnel de la bibliothèque, soient spécialement approuvés par les deux Chambres.

Le comité a donc résolu de recommander qu'uue somme de \$1,250 soit distribuée par les deux orateurs entre les officiers et serviteurs de la bibliothèque, comme addition à leurs salaires actuels, fixés par l'acte susdit, et qu'il soit accordé une somme supplémentaire de \$250 à M. Augustin Laperrière, premier commis de la bibliothèque, pour le dédommager de n'avoir pas eu part à l'augmentation donnée à d'autres officiers du département en 1870, alors que le personnel de la bibliothèque a été attaché au service des deux Chambres, et en outre de n'avoir pas participé à la remise partielle des déductions faites sur les salaires en 1867, avantage dont ont profité les employés des deux Chambres à la session dernière, et qui n'a été accordé à aucun de ceux qui font partie du service de la bibliothèque.

Les augmentations de salaires proposées ci-dessus commenceront à courir, à partir de l'époque qui sera déterminée ci-après pour les autres officiers des Chambres.

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT,

other mod more a see 8 and 1073.

Le Sous comité nommé par un comité collectif de la bibliothèque, pour s'occuper de la question des documents historiques, fait rapport comme suit :—

Que votre comité a reçu instruction de considérer la question de savoir s'il serait à propos de prendre des mesures pour obtenir, des archives de l'Europe et d'ailleurs, copie de documents historiques et papiers d'état relatifs à l'histoire des premiers temps du Canada, et aussi pour la conservation, le soin et la mise à la disposition du public des manuscrits concernant le Canada qui se trouvent déjà dans la bibliothèque du Parlement.

L'Honorable M. Pope, Ministre de l'Agriculture et des Statistiques, qui a le contrôle des matières relatives aux archives du Canada, était présent aux séances du comité, sur invitation spéciale et nous a donné des renseignements sur les mesures déjà prises par le gouvernement exécutif, conformément à une recommandation contenue dans le second rapport du comité collectif de la bibliothèque en 1871. Il a lu au comité un rapport qu'il a fait au conseil privé le 28 février dernier, sur ce qu'il a fait relativement aux archives publiques, conformément au désir du Parlement, exprimé dans un vote accordant la somme de \$4.000, "pour faire face aux dépenses relatives aux archives." Aussi un rapport de M. Douglass Brymner, qui a été envoyé par son département en juin dernier, pour faire des recherches afin de découvrir l'existence de documents publics, et l'endroit, et l'état dans lesquels ils se trouvaient dans les différentes provinces d'Ontario, de Québec, la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick.

Le comité a reçu ces informations avec plaisir et appris avec satisfaction que M. Brymner avait fait preuve du zèle et d'intelligence dans l'accomplissement de la mission qu'il lui avait été confiée. Il a appris avec satisfaction que le gouvernement s'est décidé à recommander au Parlement, qu'une somme égale à celle votée l'an dernier, soit accordée pour les mêmes fins durant la prochaine année fiscale. Et que pendant la considération de la question de savoir s'il est apropos d'ériger un édifice convenable pour le dépôt et la garde de toutes les archives du Canada, ou se proposait de placer ces collections de documents dans des voutes à l'épreuve du feu, que seront préparées à cette fin dans le bloc de l'ouest, des édifices des départements, ou l'on prendra des mesures nécessaires pour la garde, la classification et la conservation des documents qui pourront être recueillis de temps à autre.

Le comité est d'avis que M. Brymner doit continuer son service qu'il approuve ainsi que les mesures que l'on se propose de prendre en général pour poursuivre les recherches commencées avec tant de discernement. Il est d'avis cependant qu'une personne compétente, connaissant bien l'histoire du Canada, et la nature et le nombre des collections de manuscrits qui existent dans la bibliothèque du Parlement, et dans d'autres institutions publiques ou particulières soit autorisée à faire un voyage à Londres et à Paris le plus tôt possible dans le but d'obtenir copies de document historiques rares et précieux et que l'on ne peut trouver dans les bibliothèques du Canada. Le nom de M. l'abbé Verreau, président de la Société historique de Montréal et principal de l'Ecole Normale Jacques-Cartier a été suggéré, attendu que sa science, son expérience et ses talents le rendent propre à remplir une telle mission. Le comité a décidé de recommender au gouvernement de s'assueer de ses services pour cette fin. On a aussi mentionné le nom de M. I. B. Aikins, commissaire des Archives publiques de la Nouvelle-Ecosse, comme ayant rendu de grands services en recueillant et en publiant des documents historiques sur cette province et comme étant propre à donner d'excellents conseils et à rendre service relativement aux Archives des Provinces Maritimes.

En faisant ces importantes recherches, le comité attire de plus l'attention du gouvernement sur l'importance qu'il y a de comprendre les nouvelles Provinces de Manitoba et de la Colombie dans le champ de ses investigations, afin que l'on puisse s'assurer s'il existe des matériaux d'une valeur historique dans ces parties éloignées du Canada et de conserver pour l'usage futur, tous les papiers et documents que l'on pourrait trouver to chant l'histoire des premiers temps, les progrès de la colonisation et les découvertes faites dans le nord et l'ouest de l'Amérique Britannique du Nord. Anfin de faciliter les recherches l'honorable, M. Girard, Sénateur de Manitoba a exprimé son désir de faire tout en son pouvoir pour rendre

service a l'histoire du pays, et il est convaincu que l'on peut, au moyen de dépenses minimes, obtenir facilement des documents importants et intéressants sur les anciens territoires de la Baie d'Hudson.

Après avoir délibéré sur l'opportunité de réunir toutes les archives publiques, que l'on pourrait trouver dans les Provinces du Canada pour les déposer dans un bureau central des archives, qui serait établi à Ottawa, le comité a exprimé l'opinion que, vu que la propriété et les droits civils ont été laissés l'acte de l'Amérique Britannique du Nord au contrôle spécial des gouvernements provinciaux, il y aurait une objection insurmontable à leur enlever la garde des archives qui pourraient leur être nécessaires pour la preuve et le maintien des droits privés. Mais tous les documents dont les autorités locales n'auraient aucun bescin, et qu'elles voudraient céder au gouvernement du Canada, devraient être envoyés à Ottawa, dès que l'on aura pris des mesures pour en assurer la conservation. Et les documents gardés par les gouvernements locaux qui auraient une valeur historique quelconque, devraient suivant l'opinion du comité être copiés et les copies conservées dans le bureau des archives du Canada.

Croyant qu'il serait prématuré de discuter à présent s'il convient d'imprimer une collection de documents historiques, le comité cependant désire exprimer son espoir sincère, que le plustôt possible une liste ou catologue raisonné, de tous les manuscrits historiques importants, maintenant en la possession des gouvernements du *Canada* ou des provinces, ou dont on connaît l'existence dans quelque endroit ouvert au public, soit fait et imprimé et distribué aux bibliothèques publiques et aux personnes qui se livrent à des recherches littéraires. Par ce moyen le public pourrait de suite profiter, dans une large mesure des trésors déjà amassés en *Canada*, et l'on saurait ou trouver les matériaux relatifs à l'histoire du pays, si on ne les

plaçait pas à la portée de tous.

Ces recommandations et ces conclusions sont respectueusement soumises à l'approbation du comité collectif de la bibliothèque.

Chambre de l'Orateur, 30 avril 1873.

Alors, sur motion de l'honorable M. Odell, secondé par l'honorable M. Carrall, il a été Ordonné, qu'il soit pris en considération lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Christie, secondé par l'honorable M. Ryan, il a été

Ordonné, que la pétition de Fred. C. Capreol, de la cité de Toronto, présentée à la Chambre hier, soit référé au comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes des impressions du Parlement.

L'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Shaw, a proposé Que lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui elle reste ajourné, a lundi à 8 heures du soir.

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été résolue dans l'affirmative.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte concernant le service posta océanique" a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau l'acte faisant de nouvelles dispositions pour le gouvernement des territoires du Nord-Ouest."

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Chinic, a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la chambre avec divers amendements qu'il soummettrait aussitôt que la Chambre voudrait les recevoir.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu, et

Les dits amendements étant lu

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Macpherson, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passe a-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill auquel il demande son concours.

L'ordre du jour, étant lu pour la seconde lecture da bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau la loi concernant certaines questions de procédure dans les causes criminelles." Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, qu'elle soit remise à lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise de nouveau en comité général sur le bill intitulé : "Acte concernant les naufrages et le sauvetage.

#### (En comité, voir journal.)

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Carrall a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec un amendement qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu, et

Le dit amendement étant lu deux fois par le greffier, et la question de concours étant mise sur icelui, il a été agréé.

Alors sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour permettre au chemin de fer du Grand Occidental d'étendre de nouveau et d'améliorer ses connections," a été lu la seconde fois,

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Reesor, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour le bili intitulé: "Acte pour amender la loi concernant les banques d'épargnes dans la province d'Ontario et de Québec," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable *Campbell*, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été *Ordonné*, que le dit bill soit reféré a un comité général présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative, et La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le dit bill.

#### (En comité, voir journal.)

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et L'honorable M. McClelan a fait rapport de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie des chars et manufacturière du Canada."

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Letellier de St.

Just, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie des marbres Marezzo du Canada" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Kaulback, secondé par l'honorable M. Macpherson, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des ordres permanents et des bills privés.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie d'Assurance du Canada, " a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Vidal, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques du commerce et des chemins de fer.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, pour rapporter le bill intitulé: "Acte pour changer le nom de la banque Supérieure du Canada," en celui de "Banque Impériale."

Aussi, le bill intitulé: "Acte pour changer le nom de la Freehold Building Society of Toronto, en celui de Loan and Savings Company (Compagnie de crédit foncier et d'épargnes) et pour en étendre les pouvoirs, "et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a acquiescé aux amendements fait par le Sénat, aux dits bills, sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie de papier du Canada," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois. Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte

pour conférer certains pouvoirs au chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel' auque elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Armand, secondé par l'honorable M. Chinic, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Compagnie Canadienne d'importation de métaux," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Letellier de St. Just, secondé par l'honorable M. Macpherson, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: Acte pour incorporer la compagnie de bassins et d'emmagasinage de la Puissance," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Skead, secondé par l'honorable M. Sutherland, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour autoriser la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal à prolonger sa ligne depuis la rivière Creuse jusqu'à un point d'intersection avec le chemin de fer canadien du Pacifique projeté, et à prolonger aussi sa ligne jusqu'au Sault Ste. Marie, la baie Georgienne et le lac Supérieur, ou à unir sa ligne avec toute ligne de chemin de fer aboutissant aux points ci-dessus mentionnés," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Olivier, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie d'Express de la Puissance" auquel elle demande le concours de cette Chambre. Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Kaulback, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Canada" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du câble Atlantique du Canada auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Kaulback, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée à lundi prochain, le douze courant, à huit heures du soir.

### Lundi, 12 Mai 1873.

### AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire,

Rapports de comités à présenter.

Motions.

### ORDRES DU JOUR.

#### Lundi, 12 Mai 1873.

1873. 9 mai. — Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Naufrages et sauvetage. 1 Tel qu'amendé. — (Hon. M. Campbell.) 2 Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Amendement de l'acte sur les banques d'Epargnes en Ontario et Québec. Tel qu'amendé.—(Hon. M. Campbell.) 3 Seconde lecture (Bill R) Arpentage de l'île des Chaudières .- (Hon. M. 6 Campbell.) 8 4 66 Prise en considération du 5e rapport du comité conjoint des impressions.-(Hon. M. Simpson.) Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Privilége à Ward pour la 5 construction d'estacades. — (Hon. M. Guévremont.) 66 6 Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Charges de ponts sur les navires .- (Hon. M. Campbell.) 7 66 Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie canadienne de terre et de prêt, de Glasgow .- (Hon. M. Ferrier.) 8 Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie de paquebotspostes entre le Canada et les Indes Occidentales. — (Hon. M. Ferrier.)

	1873		
9	8 n	aai. –	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Poids et mesures.—(Hon. M. Aikins.)
10	"	"	Seconde lecture (Bill T) Certaines procédure en matières criminelles.—(Hon. M. Campbell.)
11	"	"	Prise en considération du rapport du comité conjoint de la bibliothèque.— (Hon. M. Odell.)
12	"	66	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Compagnie canadienne pour la confection des chars.—(Hon. M. Macpherson.)
13	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Compagnie canadienne de fabrication de papier.—(Hon. M. Ryan.)
14		"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel.—(Hon. M. Armand.)
15	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Compagnie Canadienne pour l'importation des métaux.—(Hon., M. Letellier de St. Just.)
16	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Compagnie de bassins et magasins de la Puissance.—(Hon. M. Skead.)
17	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Prolongement du chemin fer de colonisation du nord.—(Hon. M. Ryan.)
18	46	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Compagnie d'express de la Puissance.—(Hon. M. Macpherson.)
19	66	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Compagnie canadienne d'assurance maritime mutuelle.—(Hon, M. Ryan.)
20	"	66	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Câble Atlantique du Canada.—(Hon. M. Macpherson.)

lère Session, 2e Parlement, 36 Vist., 1373.

No. 39.

Vendredi, 9 Mai 1873.

PROCES-VERBAUX

OE 3

DES

20

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue Rileau

# PROCÈS-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

DU CANADA.

# Lundi, 12 Mai 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Cormier,	Lacoste,	Perry,
Armand,	Dickson,	Letellier de St. Just,	Read,
Benson,	Dumouchel	Macdonald, (Victoria)	
Botsford,	Ferrier,	Macpherson,	Ryan,
Bureau,	Flint,	Malhiot,	Seymour,
Campbell,	Foster,	McClelan,	Shaw,
Carrall.	Girard,	McDonald,	Simpson,
Chaffers,	Guévremont,	McMaster,	Skead,
Chapais,	Hamilton (Inkerman)	Mills,	Sutherland,
Chinic,	Hamilton, (Kingston)	Odell,	Vidal,
Christie,	Holmes,	Olivier,	Wark,
Cochrane,	Kaulback,	Panet,	Wilmot.

#### PRIÈRES :

L'honorable président a informé la Chambre, que l'honorable Asa Allworth Burnham l'un de ses membres était décédé.

Alors l'honorable M. Campbell a proposé, secondé par l'honorable M. Christie,

Que, comme marque de respect pour la mémoire de feu l'honorable M. Asa Allworth Burnham, la Chambre s'ajourne maintenant.

La question de concours, étant mise sur la dite motion, elle a été unanimement résolue

dans l'affirmative, et L'honorable président a alors déclaré cette Chambre ajournée à demain, à trois heures

# Mardi, 13 Mai 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE

Pétitions à présenter.

Rapports de comités à présenter.

Pétitions à lire.

Motions.

# AVIS DE MOTIONS.

Pour Mardi, 13 Mai 1873.

Par l'honorable M. Ryan:

1873.

22 mars.—Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance avec le gouvernement impérial ou avec quelque personne que ce soit, depuis le 31 mars 1872, au sujet du droit de propriété littéraire et artistique et des réimpressions d'ouvrages de propriété britannique en Canada.

# ORDRES DU JOUR.

Mardi, 13 Mai 1873.

1873.

1

2

3

9 mai.—Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Naufrages et sauvetage Tel qu'amendé.—(Hon. M. Campbell.)

- " Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Amendement de l'acte sur les banques d'Epargnes en Ontario et Québec. Tel qu'amendé.—(Hon. M. Campbell.)
- 6 "Seconde lecture (Bill R) Arpentage de l'île des Chaudières.—(Hon. M. Campbell.)
- 8 " Prise en considération du 5e rapport du comité conjoint des impressions.—
  (Hon. M. Simpson.)

		7	
	1873	3.	
5	8 n	nai. –	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Privilége à Ward pour la construction d'estacades.—(Hon, M. Guévremont.)
6	::	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Charges de ponts sur les navires.—(Hon. M. Campbell.)
7	"	66	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie canadienne de terre et de prêt, de Glasgow.—(Hon. M. Ferrier.)
8	"	6.	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie de paquebots_postes entre le Canada et les Indes Occidentales.—(Hon. M. Ferrier.)
9	u	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Poids et mesures.—(Hon. M. Aikins.)
10	"	66	Seconde lecture (Bill T) Certaines procédure en matières criminelles.—(Hon. M. Campbell.)
11	"	"	Prise en considération du rapport du comité conjoint de la bibliothèque.— (Hon M. Odell.)
12	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Compagnie canadienne pour la confection des chars.—(Hon. M. Macpherson.)
13	66	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Compagnie canadienne de fabrication de papier.—(Hon. M. Ryan.)
14	0 "	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel.—(Hon. M. Armand.)
15	66	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Compagnie Canadienne pour l'importation des métaux.—(Hon. M. Letellier de St. Just.)
16	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Compagnie de bassins et magasins de la Puissance.—(Hon. M. Skead.)
17		"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Prolongement du chemin fer de colonisation du nord. (Hon. M. Ryan.)
18		"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes.) Compagnie d'express de la Puissance.—(Hon. M. Macpherson.)
19		"	Seconde lecture (Bill de la Cnambre des Communes.) Compagnie canadienne d'assurance maritime mutuelle.—(Hon. M. Ryan.)
20	"	41	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Câble Atlantique du Canada.—(Hon. M. Macpherson.)
	THE PERSON NAMED IN		

acte Hou.

M.

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1573.

No. 40.

Lundi, 12 Mai 1873

DES

Z 田 3 J A

S

Imprimés par I. B. Taylor, 29, 31 et 33, Rue Rideau 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SÉANCES DU SÉNAT

## DU CANADA.

# Mardi, 13 Mai 1873.

Les membres présents étaient]:

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Dickson,	Letellier de St. Just,	Perry,
Armand,	Dumouchel.	Locke,	Read,
Benson,	Ferrier,	Macdonald, (Victoria)	Reesor,
Bourinot,	Flint,	Macpherson,	Kyan,
Bureau,	Foster,	Malhiot,	Seymour,
Campbell;	Girard,	McClelan,	Shaw,
Carrall,	Guévremont,	McDonald,	Simpson,
Chaffers,	Hamilton (Inkerman)	McMaster,	Skead,
Chapais,	Hamilton, (Kingston)	Mills,	Sutherland,
Chinic,	Holmes,	Odell,	Vidal,
Christie,	Kaulback,	Olivier,	Wark,
Cormier,	Lacoste,	Panet,	Wilmot.
Contract Contract	by des Communico de Informe	RESERVE SERVE OF SERVE	

PRIÈRES:

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Ferrier, de John Fenning's Taylor, sr., ancien greffier du Sénat.

Par l'honorable M. Skead; de T. McKay et autres, de la cité d'Ottawa, propriétaires de travaux hydroliques et de lots de construction sur l'Ile Chaudière.

Par l'honorable M. Chinic; du conseil de la chambre de commerce de Québec et de MM. Ross et Cie., et autres, marchands, armateurs, commerçants et autres, de la cité de Québec.

L'honorable M. Ferrier a proposé, secondé par l'honorable M. Botsford,

Que la pétition de John Fennings Taylor, senior, ci-devant greffier du Sénat, présentée ce jour, demandant à la Chambre de recommander au gouvernement exécutif de proportionner sa pension au salaire qu'il recevait avant la confédération, soit maintenant lue et reçue.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirma-

tive, et

La dite pétition a été alors lue par le greffier.

Ordonné, que la pétition soit renvoyée au comité spécial chargé d'examiner les comptes contingents du Sénat et d'en faire rapport, pour la présente session.

Conformément à l'ordre du jour, les Pétitions suivantes ont été lues :

De J. A. Duchesneau, maire, et autres, de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, Province de Québec; demandant qu'il soit imposé des droits protecteurs sur les produits agricoles et les objets manufacturés, importés de l'étranger.

De Fred. C. Capreal, de la cité de Toronto; demandant que la mesure présentée pour donner effet aux propositions de la compagnie du chemin de fer du Nord au sujet de la composition de sa dette envers le gouvernement, ne soit pas adoptée sans qu'il y soit inséré une disposition qui protège amplement ses justes droits.

L'honorable M. Dickson du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé; Acte pour incorporer la compagnie des marbres Marezzo du Canada " a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec un amendement, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir,

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et le dit amendement a été alors lu

par le greffier, comme suit :

#### (Voir Journal.)

Le dit amendement étant lu la seconde fois par le greffier, et la question de concours mise sur icelui, il a été agréé.

Sur motion de l'honorable M. Kaulback, secondé par l'honorable M. McDonald, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill tel qu'amendé a été alors lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill tel qu'amendé passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec un amendement auquel il demande son concours.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été référé le bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie d'assurance du Canada" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Letellier de St.

Just, il a été

Ordonné, que le dit bill soit référé de nouveau au dit comité pour être reconsidéré.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été référé le bill intitulé: "Acte concernant le chemin de fer de St. François et Mégantic," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Letellier de St

Just, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour permettre à la compagnie du chemin de fer, du Grand Occidental d'étendre et améliorer ses connections, " a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec divers amendements qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été alors

lus par le greffier comme suit :

#### (Voir Journal.)

Les dits amendements étant lus la seconde fois, et la question de concours étant mise sur iceux, ils ont été agréés.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Wilmot, il a été

Ordonné, que le dit bill, tel qu'amendé soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence. La question a été mise, ce bill tel qu'amendé passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements auxquels il demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Hamilton (Kingston), secondé par l'honorable M. Ferrier,

Ordonné, que le quorum du comité des banques, du commerce et des chemins de fer soit réduit à sept membres.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer auquel a été renvoyé le bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte trente-quatre Victoria, chap. quarante-trois, intitulé: "Acte pour permettre à certaines compagnies de chemin de fer de pourvoir aux besoins du trafic croissant sur leur chemin de fer, et pour amender l'Acte des chemins de fer 1868," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en foire rapport avec divers mendements, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait b. n les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été alors lus par le greffier, comme suit :

#### (Voir Journal.)

Sur motion de l'honorable M. Olivier, secondé par l'honorable M. Chaffers, il a été Ordonné, que les dits amendements soient pris en considération par la Chambre demain.

L'ordre du jour étant lu pour la tro isième lecture du bill intitulé : "Acte concernan. les naufrages et le sauvetage,"

L'honorable M. Campbell a proposé, secondé par l'honorable M. Aikins,

· Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative, et

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le dit bill.

#### (En comité. - Voir journal.

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Ferrier a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec de nouveaux amendements qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait les recevoir.

Ordonné, que les dits amendements soient maintenant reçus.

Les dits amendements étant lus une seconde fois et la question de concours mise sur iceux, ils ont été séparément agréés.

Sur motion de l'honorable M. Campbeil, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements auxquels il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender la loi concernant les banques d'épargnes dans la province d'Ontario et de Québec," a été, tel qu'amendé, lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rendre à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements, auxquels il demande son concours.

L ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé: "Acte concernant l'exploration de l'île de la Chaudière Ottawa."

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins il a été Ordonné, que le dit bill soit déchargé des ordres du jour.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du cinquième rapport du comité conjoint des impressions.

Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. Christie, il a été Ordonné, qu'il soit remis à vendredi prochain.

Conformément à l'ordre du jour le bill intitulé; "Acte pour autoriser J. K. Ward et autres, à placer des estacades sur le chenal entre l'île St. Ignace et l'île du Pads, dans le district de Richelieu," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Guévremont, secondé par l'honorable M. Flint, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des ordres permanents et bills priyés.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte concernant le chargement surponts des navires," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Hamilton (King

ston), il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général, demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour conférer à la Compagnie Canadienne des terres et de prêt de Glasgow (responsabilité limitée) tous les pouvoirs énumérés dans le mémoire et les statuts de cette compagnie pour toute la Puissance du Canada et pour incorporer à cette fin la dite compagnie," a été lu la seconde fois.

Sur-motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Bourinot, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des che-

mins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie des vapeurs des malles royales du Canada et des Indes Occidentales" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Bourinot, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte concernant les poids et mesures," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau l'Acte concernant certaines matières de procédures dans les causes criminelles," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé a un comité général demain.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du rapport du comité conjoint de la bibliothèque.

Sur motion de l'honorable M. Odell, secondé par l'honorable M. Ryan, il a été Ordonné, qu'il soit remis à demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie de chars et manufacturière du Canada" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Benson, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie de Papier du Canada," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour conférer certains pouvoirs à la compagnie de chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Guévremont, secondé par l'honorable M. Armand, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour încorporer la compagnie canadienne d'importation de métaux," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Letellier de St. Just, secondé par l'honorable M. Bourinot,

il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie des bassins et d'emmagasinage du Canada," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'eonorable M. Skead, secondé par l'honorable M. Shaw, il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour autoriser la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal à prolonger sa ligne depuis la rivière Creuse jusqu'à un point d'intersection avec le chemin de fer canadien du Pacifique projeté, et à prolonger aussi sa ligne jusqu'au Sault Ste. Marie, la baie Georgiene et le lac Supérieur, ou à unir sa ligne avec toute ligne de chemin de fer aboutissant aux points ci-dessus mentionnés," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honprable M. Odell, il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: " Acte pour incorporer la compagnie d'Express de la Puissance," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Kaulback, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie maritime d'assurance mutuelle du Canada," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill: "Acte pour incorporer la compagnie du cable atlentique," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Kaulback, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier pour rapporter le bill intitulé: "Acte pour établir de nouvelles dispositions à l'égard de l'amélioration de fleuve St. Laurent entre Montréal et Québec."

Aussi le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie maritime de bassins et

d'emmagasinage."

Aussi le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie des Moissonneuses, Warrior du Canada."

Aussi le bill intttulé; "Acte pour incorporer la compagnie maritime d'équipement de chemin de fer."

Un message de la Chambre des Communes par son greffier pour rapporter le bill inti-

tulé: "Acte pour amender les actes concernant l'inspection des bateaux-à-vapeur;"

Aussi le bill intitulé: "Acte peur abroger la loi passée en la 33me. année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour amander l'acte des Pénitenciers de 1868," et informer cette Chambre qu'elle a passé ces bills sans amendement.

Aussi le bili intitulé: "Acte pour établir de nouvelles dispositions au sujet des droits

de douane dans Manitoba et les territoires du Nord-Ouest."

Aussi le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'assurance royale du Canada," et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a acquiescé aux amendements faits par le Sénat aux dits bills sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, pour rapporter le bill intitulé: "Acte pour incorporer l'association de placement de *Montréal*" et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a passé ce bill avec divers amendements auxquels elle demande le concours du Sénat.

Les dits amendements ont été alors lus par le greffier comme suit:

#### (Voir Journal).

Et les dits amendements étant lus une seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il a été

Ordonné, qu'ils soient agréées,

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a acquiescé aux amendements faits au dit bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie des Travaux hydroliques de Lachine et pour lui conferer certains pouvoirs," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Kaulback, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte accordant des pouvoirs additionnels à la compagnie des vapeurs de Québec et des ports du golfe," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Chinic, secondé par l'honorrble M Panet, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, vendredi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'emmagasinage des marchands" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte amendant l'acte général des chemins de fer," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

L'honorable M. Simpson, du comité conjoint des impressions du Parlement a presenté son sixième rapport.

Ordinné, qu'il soit recu, et

Le dit rapport a été alors lu par le greffier comme suit :

#### CHAMBRE DE COMITÉ,

10 mai 1873.

Le comité collectif des deux Chambres sur les impressions du Parlement a l'honneur de soumettre son sixième rapport.

Vctre comité recommande que les documents suivants soient imprimés, savoir :-

Etats transmis par les Banques incorporées de la Puissance du Canada, indiquant le nom et la résidence de chaque actionnaire, ainsi que le nombre et la valeur nominale des actions que possède chaque tel actionnaire.

Rapport des ci-devant commissaires nommés pour examiner les différentes routes pour

l'agrandissement du Canal Welland, et rapport de l'ingénieur en chef à cet égard ;

Correspondance entre le gouvernement du Canada et les gouvernements des provinces au sujet de la nomination des conseils de la Reine, etc ;

Rapport et délibérations d'une cour d'enquête, tenue à Lévis durant le campement des

volontaires en juin et juillet 1872;

Etat du nombre de votes enregistrés pour chaque candidat dans les différents districts électoraux durant la dernière élection générale ;

Etat de la quantité et de la situation de toutes les terres réservées pour les marins dans

la province d'Ontario;

Communications touchant une amnistie, etc., en faveur des meurtriers de Thomas Scott, ou de toute personne concernée dans les troubles de la Rivière-Rouge;

Réponse (en partie) à une adresse du Sénat, demandant copie de toutes les procurations

relatives au chemin de fer canadien du Pacifique;

Dépêche contenant un autre rapport des officiers en loi de la couronne au sujet de la loi des écoles du Nouveau-Brunswick :

Rapport du comité auquel ont été renvoyées les pétitions présentées en faveur d'une loi contre la vente des liqueurs enivrantes (4000 exemplaires en anglais, et 1000 en français); Pétition de F. C. Capreol, demandant que le bill relatif au chemin de fer du Nord du Canada ne devienne pas loi (500 exemplaires.)

Le comité recommande aussi que les documents suivants ne soient pas imprimés, savoir :

Etat des Baptêmes, mariages et sépultures dans certains districts (incomplet) ;

Correspondance au sujet du plan de M. William Kersman pour la construction du che-

min de fer du Pacifique;

Correspondance entre le département du Secrétaire d'Etat (branche des affaires des Sauvages) et le département des terres de la couronne du Nouveaa-Brunswick au sujet de la réserve des Sauvages Tobiques, dans Victoria, N.-B.

Correspondance avec les ingénieurs locaux relative à l'agrandissement du canal St.

Pierre;

Ordres en conseil relatifs au prélèvement de péages sur les navires passant par le canal St. Pierre;

Correspondance relative aux réclamations de M. G. H. Ryland depuis 1er septembre

1868, etc;

Rapports d'ingénieurs du gouvernement sur les travaux qui devaient être entrepris par la compagnie Hydraulique de St. Louis entre l'Isle aux Hérons et la rive nord du St. Laurent;

Etat du nombre de demandes pour des terres dans le Territoire réclamé par le gouvernement d'Ontario, situé a l'ouest et au nord du Lac Supérieur;

Copie des explorations, plans et devis du canal projeté aux Rapides de la Culbute sur

Instructions données au collecteur du Port de St. Jean, N. B., émises par le ministre la rivière des Outaouais; des Douanes, ou par ordre du Gouverneur-Général en conseil, depuis le 1er juillet 1867, etc.; Commission nommant l'hon. F. G. Johnson, comme l'un des Juges de la Cour Supé-

rieure de la Province de *Québec*, etc. ;

Etats des recettes et dépenses de l'association d'assurances mutuelles sur la vie du Canada,

jusqu'au 31 déc. 1872 ;

Carrespondance, etc., relative à l'obstruction de la navigation de la Rivière Niagara par la construction d'un crib au milieu du chenal pour l'aqueduc de la cité de Buffalo; Réponse (en partie) à une adresse demandant un état des sommes fournies à l'officier-

rapporteur pour la division nord du comté de Simcoe durant les dernières élections, etc. ; Etat indiquant les quais, brise-lames, débarcadères et jetées appartenant au gouverne-

ment de la Puissance, avec leur situation, etc. ;

Correspondance relative à la constitution du Port Stanley en un havre de refuge;

Etat de toutes les recettes provenant du havre de Port Stanley et des dépenses s'y rattachant depuis la date de son transfert, etc.;

Etat de tout l'ouvrage fait durant l'annee 1872 par le dragueur à vapeur de la Puis-

sance, le "Canada," etc.;

Correspondance entre Lévi Larue, surintendant de l'écluse à St. Ours, et le gouverne-

ment, au sujet de la rémunération des personnes employées à la dite écluse :

Copie de tous comptes et recettes pour deniers payés à C. A. Boivin et Aimé Roy, écrs., percepteurs du revenu de l'intérieur pour les districts de St. Hyacinthe et Richelieu, etc;

Rapport de l'agent spécial du revenu de l'intérieur relatif à la Colombie Anglaise; Reponse à une adresse relative à la pétition de D. Ford Jones et autres, concernant le

pouvoir d'eau à Gananoque, tel qu'affecté par le canal Rideau, etc.; Etat des recettes et des pièces justificatives des sommes payées par le gouvernement à James Oliva, Ecr., du village de Montmagny, pour ses services et ses dépenses comme commissaire du recensement, etc.;

Reponse à une adresse relative au naufrage du steamer "Atlantic" sur la côte de la

Nouvelle-Eosse;

Etat des sommes d'argent payées par le gouvernement de la Puissance à J. Adolphe

Chicoine, Eer., avocat, de la ville de St. Hyacinthe;

Réponse (en partie) à une adresse relative au transfert du havre de Port Stanley à un bureau de syndics pour la compagnie du chemin de fer de London et Port Stanley ;

Copie de tous actes passés par la législature locale du Nouveau-Brunswick, durant la

présente session, et sanctionnés par le Lieut.-Gouverneur le 25 ultimo ;

Copie de toutes les réclamations faites pour pertes subies par la destruction des estacades à l'embouchure de la Rivière Madawaska, dans le printemps de 1871;

Instructions données à la commission chargée de s'enquérir des réclamations au sujet

du privilége du foin à Manitoba;

Requête de la ville de Collingwood demandant que ce port soit constitué en un port d'entrée.

Le tout respectueusement soumis.

J. SIMPSON, Président.

Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. Carrall, il a été Ordonné, que le dit rapport soit pris en considération par la Chambre vendredi prochain

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

# Mercredi, 14 Mai 1873.

#### AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Rapports de comités à présenter.

Pétitions à lire.

Motions.

## AVIS DE MOTIONS.

Pour Mercredi, 14 Mai 1873.

Par l'honorable M. Ryan :

1873.

13 mai.—Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance avec le gouvernement impérial ou avec quelque personne que ce soit, depuis le 31 mars 1872, au sujet du droit de propriéié littéraire et artistique et des réimpressions d'ouvrages de propriété britannique en Canada.

#### Pour jeudi, 15 mai 1873

Par l'honorable M. Christic :

- " Qu'il proposera la résolution suivante :
  - Qu'il est expédie it que le Parlement se convoque pour l'expédition des afaires un jour qui ne soit pas postérieur au 1er février, chaque année; etc.
  - Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général pour communiquer la résolution ci-dessus.

# ORDRES DU JOUR.

### Mercredi, 14 Mai 1873.

-	3	-	5	
п	76	17	1	

8

- 13 mai.—Prise en considération des amendements au bill pour faciliter le trafic par chemins de fer.—(Hon. M. Olivier.)
- " Comité de toute la Chambre (Bill de la Chambre des Communes) Charges de pont sur navires.—(Hon. M. Campbell.)
- " Comité de toute la Chambre (Bill de la Chambre des Communes) Poids et mesures.—(Hon. M. Aikins.)
- " Comité de toute la Chambre (Bill T) Procédures en matière criminelle.—
  (Hon. M. Campbell.)
- " Prise en considération du rapport du comité conjoint de la bibliothèque.—
  (Hon. M. Odell.)
  - "Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie des travaux hydrauliques de Luchine.— (Hon. M. Ferrier.)
- "
  Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie d'emmagasinage des marchands.—(Hon. M. Hamilton, Kingston.)
- "
  Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Amendement des actes sur les chemins de fer.—(Hon. M. Campbell.)

1ère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Mardi, 13 Mai 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SENAT.

OTTAWA:

Imprimé: par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue l'ideau

# PROCÈS-VERBAUX

DES

# SÉANCES DU SÉNAT

## DU CANADA.

# Mercredi, 14 Mai 1873.

Les membres présents étaient":

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Dickson,	Letellier de St. Just,	Read,
Armand,	Dumouchel.	Macdonald, (Victoria)	Reesor,
Benson,	Ferrier,	Macpherson,	Kyan,
Bourinot,	Flint,	Malhiot,	Seymour,
Bureau,	Foster,	McClelan,	Shaw,
Campbell,	Girard,	McDonald,	Simpson,
Carrall,	Guévremont,	McMaster,	Skead,
Chaffers,	- Hamilton (Inkerman)	Mills,	Sutherland,
Chapais,	Hamilton, (Kingston)	Odell,	Vidal,
Chinic.	Holmes,	Olivier,	Wark,
Christie,	Kaulback,	Panet,	Wilmot.
Cormier,	Lacoste,	Perry,	

#### PRIÈRES:

La pétition suivante a été présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Christie, de N. Langlois et autres, du comté d'Essex, province d'Ontario.

L'honorable M. Seymour, du comité des contingents a présenté son troisième rapport. Ordonné, qu'il soit reçu, et Le dit rapport a été lu par le greffier comme suit.

CHAMBRE DE COMITÉ, 13 mai 1873.

Le comité spécial chargé d'examiner les comptes contingents du Sénat et d'en faire rap-

port, pour la présente session, a l'honneur de présenter son troisième rapport.

Votre comité, voulant soumettre à un examen très-attentif la feuille de salaires et les pièces jointes à cette feuille, qui lui avaient été renvoyées par votre honorable Chambre le 1er du courant, a renvoyé le tout à un sous-comité, qui lui a fait rapport. Votre comité, après avoir examiné avec le plus grand soin ce rapport avec ses annexes, qu'il met ici devant la Chambre, l'a adopté et en recommande l'adoption à votre honorable Chambre.

Votre comité, voyant que M. Jean-Baptiste Myrand a rempli depuis la Confédération les fonctions de maître de poste du Sénat, recommande que le greffier reçoive ordre d'inscrire

son nom sous ce titre dans la liste des officiers de votre honorable Chambre.

Le fout respectueusement soumis,

B. SEYMOUR,
Président.
CHAMBRE DE COMITÉ, No. 3.
12 mai, 1873.

Au président du comité des comptes contingents du Sénat.

Le 7 du courant, le comité des comptes contingents a adopté la résolution suivante :

"Que les honorables MM. Campbell, Seymour, Botsford, Letellier de St. Just, Dickson, Macpherson et Macfarlane constituent un sous-comité, auquel sera renvoyée la feuille de salaires qui fut arrêtée par le comité nommé par le Sénat le 12 juin dernier, et déposée sur la table du Sénat le 7 mars dernier; et que le dit sous comité soit chargé d'examiner cette liste, de s'enquérir des salaires payés aux officiers et serviteurs du Sénat, et de faire un rapport général sur la question des dits salaires.

Conformément à la résolution ci-dessus, votre sous-comité s'est enquis des salaires payés

aux officiers et serviteurs du Sénat, et à l'honneur de faire rapport.

Prenant en considérations la responsabilité fonctionnelle, la capacité, l'expérience et le caractère digne des sous-chefs, votre sous-comité est d'opinion que ces officiers sont très-insuffisemment payés.

On peut dire jusqu'à un certain point, la même choses de tous les commis du Sénat.

Ne perdant pas de vue l'importance de l'économie dans la dépense publique, mais tenant compte en même temps du prix de la vie qui a si notablement augmenté depuis la Confédération, votre comité recommande que les officiers et les serviteurs du Sénat soient payés conformément à la liste ci-jointe, à commencer du 1er janvier dernier, excepté dans les cas où une autre date est indiquée sur cette liste et qu'il soit entendu que les dits salaires soient considérés comme permanents, ne devant pas être augmentés, si ce n'est ceux des commis qui peuvent raisonnablement s'attendre à voir élever leur rétribution, à mesure que s'accroîtra, avec la somme de leurs connaissances, l'utilité de leurs services.

Votre sous-comité peut faire remarquer ici que le total des salaires payés par le conseil législatif de la ci-devant province du Canada, excédait de plus de 50 070 le total des salaires

recommandés dans la liste ci-annexée pour le service du Sénat de la Puissance.

Votre sous-comité est d'opinion que le greffier du Sénat devrait être, en ce qui regarde le salaire, sur le même pied qu'un sous-chef d'un des départements du gouvernement exécutif, dans les circonstances normales.

I' recommande que cette règle soit appliquée relativement au greffier actuel, pourvu

que son salaire ne soit en aucun cas inférieur à celui dont il jouit à présent.

Votre sous-comité recommande que, dans tout département du service du Sénat, où il y a un chef et un assistant, lorsque l'emploi du chef deviendra vacant par quelque cause que ce soit, pendant les vacances du Parlement, l'assistant entre immédiatement dans l'exercice des fonctions de chef, et reçoive le salaire attaché à cet emploi, jusqu'à ce que le Sénat en ait ordonné autrement.

Le tout respectueusement soumis,

D. C. Macpherson, Président, sous-comité.

Remarques,	A compter du premier jour de la présente session.
Salaire Proposé	3,000.00 2,600.00 1,400.00 1,400.00 1,500.00 1,550.00 1,550.00 1,000.00 1,550.00 1,000.00 1,0
Тутв	Greffier, mattre en chancellerie, caissier et comptable  tr. Chapelain .
Мом	Robert Lemoine Fennings Taylor E. L. Nontizambert. Rev. John Johnston. James Adamson. Feter Miller. No. I W. McLean A. L. Boucher. Alfred Garneau. V. E. Tessier. J. de St. D. Lemoine E. J. Duchesnay. Refie Kimber. J. B. Myrand S. Skimer. E. J. Duchesnay. Refie Kimber. J. B. Myrand S. Skimner. E. J. Wungfield. Feter Rattey Feter Dunne J. Wungfield. F. Gilbert. John Dunne Louis Robitaille. Thomas Wheeler. John Wungfield. John Wungfield. Godillon Archambault. Louis Robitaille. Thomas Wheeler. John Wungfield. Thomas Wheeler. John Wungfield. Thomas Davis. J. N. Rattey.

Nore. Les retenues payables au fonds de retraite sur les salaires ci-dessus seront prise par le greffier sur le fonds des dépenses casuelles du Sénat.

Sur motion de l'honorable M. Seymour, secondé par l'honorable M. Macpherson, il a été Ordonné, que le dit rapport soit pris en considération par la Chambre demain.

L'honorable M. Dickson, du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé pour permettre à James K. Ward et autres, de placer des estacades entre l'Ile St. Ignace et l'Île du Pads, dans la paroisse de l'Île du Pads dans le district de Richelieu, a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Guévremont, secondé par l'honorable M. Flint, il a été Ordonné, que le dit bill soit référé de nouveau au comité des ordres permanents et des

bills privés pour reconsidération.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour permettre à la compagnie du chemin de Buffalo et du lac Huron et pour faire des arrangements au sujet des bons qui seprésentent la dette," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec un amendement, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et le dit amendement a été alors lu par le greffier, comme suit :

#### (Voir Journal.)

Le dit amendement étant lu la second fois, et la question de concours étant mise sur icelui, il a été agréé.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Dickson, il a été Ordonné, que le dit bill tel qu'amendé soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence. La question a été mise, ce bill tel qu'amendé passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rendre à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec un amendement auquel il demande son concours.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie d'assurance du Canada," a fait rapport qu'il avait examinc le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été alors

lus par le greffier, comme suit :

#### (Voir Journal.

Les dits amendements étant lus la seconde fois, et la question de concours étant mise sur chacun d'iceux, ils ont été séparément agréés.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Letelier de St.

Just, il a été

Ordonné, que le dit bill, tel qu'amendé, soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill, tel qu'amendé, a été alors lu la troisième fois en conséquence. La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé, passera-t-tl? Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements, auxquels il demande son concours.

L'honorable M. Vidal, du comité spécial auquel ont été référées les pétitions présentées au Sénat, demandant qu'il soit passé une loi prohibitive de la vente des boissons enivrantes comme breuvage, a présenté son rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu,

Le dit rapport a été alors lu par le greffier comme suit :

CHAMBRE DE COMITÉ, 14 mai 1873.

Le comité spécial auquel ont été renvoyées les pétitions présentées au Sénat pour la passation d'une lei prohibitive de la fabrication et de la vente des boissons enivrantes en

Canada, a l'honneur de soumettre le rapport suivant :

Le nombre de pétitions renvoyées à Votre comité jusqu'à ce jour est de 447, dont une de l'Assemblée Législative de la province d'*Ontario*, 68 de conseils municipaux, 3 d'assemblées d'églises, et 375 d'individus au nombre total de 36,224. Sur ce chiffre 25,945 sont de

la province d'Ontario, et 10,279 de la province de Québec.

Les pétitionnaires appartiennent à tous les rangs et à toutes les classes de la société, à toutes les professions et à tous les métiers, à toutes les nuances d'opinions en religion et en politique. Plusieurs occupent des situations élevées dans les églises et les corporations municipales, dans les carrières médicales et légales et siégent dans les Législatures provinciales et au Parlement fédéral. L'intelligence du pays et le sentiment public sont donc largement et puissamment représentés par ces pétitionnaires dont le témoignage et la demande ont droit à toute faveur et à toute considération de la part du Sénat.

Le fait que tant de municipalités de concert avec la Législature d'Ontario, ont adressé cette même demande, indique clairement la nécessité urgente et bien sentie d'une loi sur la matière.

Votre comité ne regarde point l'absence de pétitions des autres Provinces comme un signe d'indifférence, encore moins comme une marque d'opposion, à l'endroit des pétitions venant d'Ontario et de Québec. Il sait par des moyens non-officiels, mais parfaitement surs qu'une loi prohobitive des boissons enivrantes est désirée par un grand nombre dans ces provinces,

d'û nous viendront sans doute des pétitions à la prochaine session.

Le témoignage invariable de tous les pétitionnaires, est que le vice de l'intempérance se répand surtout par suite des facilités offertes pour la vente des boissons enivrantes; que le commerce de ces boissons est la cause féconde des trois quarts des crimes qui se commettent et de la misère qu'on rencontre en ce pays; que tant que la floi permettra et protégera ce commerce, les maux de l'intempérance ne pourront pas être réprimés, car toutes les tentatives qu'on a faites pour rendre sévères les lois sur les licences, ont notoirement échoué; c'est pourquoi les pétitionnaires demandent la prohibition absolue de la fabrication et de la vente des boissons enivrantes comme breuvage.

Ce témoignoge est fortement appuyé par les preuves déjà recueillies et présentées à la Chambre des Communes pendant cette session par un comité de cette honorable Chambre, qui a constaté dans son second rapport que les quatre-cinquièmes des crimes commis en Ontario et la même proportion des emprisonnements en Ontario et en Québec peuvent être

attribués directement ou indirectement au commerce et à l'usage de ces boissons.

Votre comité est pleinement convaineu que le commerce des boissons fortes, outre les maux dont on vient de parler, est funeste à tous les vrais intérêts du pays dont il tue sans pitié tous les ans des centaines de citoyens pleins d'avenir, en même temps qu'il en plonge des milliers d'autres dans la misère et le dénûment. La patrie le voit transformer ses fils intelligents et industrieux, qui devraient être sa gloire et sa force, en ivrognes débiles qui sont pour elle un fardeau et une honte, gaspillant des millions pour consommer un breuvage dont l'usage loin de fortifier amène au contraire la maladie et la folie, le suicide et le meurtre. C'est ainsi que va se perdant dans un abus nuisible des capitaux qui devraient servir à développer les resfources nationales, à établir des manufactures et à étendre le champ de notre commerce. En un mot, ce mal est un chancre dans notre corps politique, et s'il n'est pas promptement extirpé, il finira par flétrir et rendre vaines les brillantes espérances d'avenir de ce noble pays.

Votre comité ne met pas en oubli la grande diminution apparente de revenu qui résulterait temporairement de la suppression de la fabrication et de la vente de ces boissons destructives. Que cette diminution dût être beaucoup moindre en réalité qu'en apparence, cela est manifeste, car une portion considérable de la dépense du service de la justice criminelle, de l'entretien des prisons, pénitenciers et asiles serait épargnée sur le champ et devrait être déduite de la perte apparente; mais en fût-il autrement, votre comité regarderait comme directement contraire à l'esprit et aux principes fondamentaux de notre code véritablement britannique de permettre que des considérations de revenu fussent un empêchement à la suppression de ce grand mal national ou d'accepter une recette fiscale, quelle qu'elle fût comme équivalent de la sanction accordée à un commerce si pernicieux dans ses effets inévitables sur la population.

En outre, il est fermement d'opinion que, loin d'appauvrir le revenu, une loi prohitive de la vente de boissons enivrantes, strictement exécutée, aurait pour effet de l'augmenter considérablement et d'une manière durable, en sauvant les cinquante millions de piastres qui se dépensent maintenant chaque année en Canada pour ces boissons, et en convertissant cette somme énorme, qui se perd de la sorte, en capital fructueux, profitant à la fois au commerce et aux industries manufacturières.

Votre comité regarde comme le premier et le plus élevé des devoirs du Parlement, de faire des lois pour la paix, le bonheur et la prospérité matérielle des populations, et conséquemment pour la répression et la prévention des abus tels que ceux dont souffrent déjà ou dont ess menacé le pays par suite de l'usage répandu des boissons alcooliques. Aussi, partagetil l'opinion exprimée par l'Assemblée Législative d'Ontario dans sa pétition, à savoir qu'une loi prohibitive comme celle que sollicite les pétitionnaires serait un vétitable bienfait pour le Canada. C'est pourquoi il recommande respectueusement d'accueillir avec faveur la supplique des pétitionnaires, et comme à cette époque avancée de la session, il sérait impossible de faire passer par toutes ses phases une loi prohibitive bien élaborée et mûrie, il recommande que le Sénat, au commencement de la session prochaine du Parlement, nomme, de concert avec la Chambre des Communes un comité conjoint des deux Chambres, chargé d'étudier les mesures qu'il conviendrait de recommander au Parlement.

Le tout respectueusement soumis,

ALEXANDER VIDAL, Président.
D. CHRISTIE,
BILLA FLINT,
J. O. BUREAU,
T. FERRIER,
L. LACOSTE,
M. A. GIRARD,
JAMES R. BENSON,
A. R. McClelan.

Sur motion de l'honorable M. Vidal, secondé par l'honorable M. Christie, il a été Ordonné, que le dit rapport soit référé au comité conjoint des impressions du Parlement.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé, "Acte pour conférer certains pouvoirs à la compagnie de chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec un amendement, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et le dit amendement a été alors lu

par le greffier, comme suit :

Le dit amendement étant lu la seconde fois, et la question de concours étant mise sur icelui, il a été agréé.

Sur motion de l'honorable M. Guévremont, secondé par l'honorable M. Vidal, il a été Ordonné, que le dit bill, tel qu'amendé, soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill, tel qu'amendé, a été alors lu la troisième fois en canséquence.

La question a été mise, ce bill tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec un amendement, auquel il demande son concours.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: Acte pour incorporer la compagnie canadienne des terres et de crédit de Glasgow (responsabilité limitée,) a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec un amendement, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et le dit amendement a été alors lu par le greffier, comme suit :

#### (Voir Journal.)

Les dits amendements étant lus la seconde fois, et la question de concours étant mise sur icelui, il a été agréé.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Shaw, il a été Ordonné, que le dit bill, tel qu'amendé, soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill, tel qu'amendé, a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec un amendement, auquel il demande son concours.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, de commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chars et de Manufacture du Canada," a fait rapport qu'il a examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Homiltom (Kingston), secondé par l'honorable M. Campbell, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant, Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre

que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie de papier du Canada" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement

Sur motion de l'honorable Ryan secondé par l'honorable M. Odell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant, Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséque ace. La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Reesor, il a été Ordonné, que le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie des orfèvres du Canada (responsabilité limitée,) soit reféré de nouveau au comité des banques du commerce et des chemins de fer pour être reconsidéré.

La question de concours étant mise sur la dite question elle a été résolue dans l'affirmative, et il a été

Ordonné, en conséquence.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération de l'amendement proposé par le comité des banques, du commerce et des chemins à l'Acte pour amender l'Acte trentequatre Victoria, chap. quarante-trois, intitulé: "Acte pour permettre à certaines compagnies de chemin de fer de pourvoir aux besoins du trafic croissant sur le chemin de fer, et pour amender l'Acte des chemins de fer 1868."

L'honorable M. Olivier a fait motion secondé par l'honorable M. Chaffers Que le bil et ses amendements soit référé de nouveau au même comité pour nouvelle considérations.

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, en conséquence.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour incorporer l'agence de placement et de garantie du Canada," auquel elle demande le concours de cette chambre.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message a été apporté de la Chambre des Communes par son greffier pour rapporter le bill intitulé : "Acte concernant les naufrages et le sauvetage"

Aussi le bill intitulé: Acte pour permettre au grand chemin de fer Occidental d'étendre et perfectionner d'avantage ces moyens de correspondance," et pour informer cette Chambre qu'elle a acquièscé aux amendements faits au dit bills sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier pour rapporter le bill intitulé: "Acte eoncernant les étrangers et la naturalisation dans les provinces de la Colombie Anglaise et le Manitoba."

Aussi le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant les offenses contre la personne," et pour informer cette Chambre qu'elle a passé ces bills sans amendements.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier pour rapporter le bill intitulé: "Acte concernant la prison centrale d'*Ontario*" et pour informer cette Chambre qu'elle a passé ce bill avec amendements auxquels elle demande son concours divers.

Les dits amendements ont été lus par le greffier comme suit :

(Voir Journal.)

Et les dits amendements étant lus la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, qu'ils soient agrées.

ambre

ies du

merce

firma-

sé par trenteagnies pour

le con-

firma-

" Acte

porter

la per-

le bill

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Cham-

pre que le Sénat a acquiescé aux amendements faits au dit bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier pour rapporter le bill intitulé: 'Acte pour résoudre un doute sur l'interprétation à donner à la trente-et-unième section de l'acte 33 Vict., ch. 3 et pour amender la section 108 de l'acte des terres de la Puissance," et nformer cette Chambre qu'ils ont passé le dit bill sans amendement.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins,

La Chambre s'est ajournée.

# Jeudi, 15 Mai 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Rapports de comités à présenter.

Pétitions à lire

Motions.

# AVIS DE MOTIONS.

Pour jeudi, 15 mai 1873

1873.

Par l'honorable M. Christic :

13 mai.—Qu'il proposera la résolution suivante :

Qu'il est expédient que le Parlement se convoque pour l'expédition des affaires un jour qui ne soit pas postérieur au 1er février, chaque année ; etc.

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général pour communiquer la résolution ci-dessus.

Par l'honorable M. Ryan:

Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance avec le gouvernement impérial ou avec quelque personne que ce soit, depuis le 31 mars vernement impérial ou avec quelque personne que ce soit, depuis le 31 mars 1872, au sujet du droit de propriété littéraire et artistique et des réimpressions d'ouvrages de propriété britannique en Canada.

# ORDRE DU JOUR.

#### Jeudi, 15 Mai 1873.

1873. 14 mai. - Troisième lecture (Bill des Communes). Cie. du chemin de fer de Buffalo 1 et du lac Huron, bill tel qu'amendé—(Hon. M. Ferrier.) Comité de toute la Chambre (Bill de la Chambre des Communes) Charges de 2 pont sur navires .- (Hon. M. Campbell.) Comité de toute la Chambre (Bill de la Chambre des Communes) Poids et 66 mesures .- (Hon. M. Aikins.) Comité de toute la Chambre (Bill T) Procédures en matière criminelle .-(Hon. M. Campbell.) Prise en considération du rapport du comité conjoint de la bibliothèque. 66 5 (Hon. M. Odell.) Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie des travaux 6 hydrauliques de Lachine. - (Hon. M. Ferrier.) Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie d'emmagasi-7 nage des marchands.—(Hon. M. Hamilton, Kingston.) Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Amendement des actes sur 8 les chemins de fer .- (Hon. M. Campbell.) Prise en considération du 3e rapport du comité spécial des comptes contingents. 9 (Hon. M. Seymour.) Seconde lecture (Bill des Communes). Agence canadienne de placement et de 10 garantie .- (Hon. M. Ryan.)

1ere Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Mercredi, 14 Mai 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SEANCES DU SENAT.

OTTAWA:

Impeinés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 98, Ibue l'éideau 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SÉANCES DU SÉNAT

### DU CANADA.

# Jeudi, 15 Mai 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins,	Dickson,	Letellier de St. Just,	Read,
Armand,	Dumouchel.	Macdonald, (Victoria)	Reesor,
Benson,	Ferrier,	Macpherson,	Kyan,
Bourinot,	Flint,	Malhiot,	Seymour,
Bureau,	Foster,	McClelan,	Shaw,
Campbell,	Girard,	McDonald,	Simpson,
Carrall,	. Guévremont,	McMaster,	Skead,
Chaffers,	Hamilton (Inkerman)	Mills,	Sutherland,
Chapais,	Hamilton, (Kingston)	Odell,	Vidal,
Christie,	Holmes,	Olivier,	Wark,
Cochrane,	Kaulback,	Panet,	Wilmot.
Cormier,	Lacoste,	Perry,	

#### PRIÈRES :

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes ont été lues :

De J. McKay et autres, de la cité d'Ottawa, propriétaires de lots de constructions et de travaux hydrauliques sur l'Île Chaudière, damandant que le bill pour faire un arpentage sur l'Île Chaudière ne soit pas passé.

Du conseil de la chambre de commerce de la ville de Québec; demandant que le bill

intitulé : " Acte concernant le pilotage" ne soit pas passé.

De MM. Ross et autres, marchands armateurs, commerçants, et autres, de la cité de Québec; demandant que "l'acte concernant le pilotage" ne soit pas passé:

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été référé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du Cable Atlantique," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé de l'honorable M. McMaster, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ces bills sans amendement.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie des orfèvres du Canada," (responsabilité limitée) a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été alors

lus par le greffier, comme suit :

#### (Voir Journal.

Les dits amendements étant lus la seconde fois, et la question de concours étant mise sur iceux, ils ont été agréés.

Sur motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Chaffers, il a été Ordonné, que les dits amendements soient pris en considération par la Chambre demain, et que le dit bill, tel qu'amendé soit imprimé pour l'usage des membres.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, de commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie d'Express de la Puissance," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Kaulback il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ces bills sans amendement.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 34 Vict., chap. 43, intitulé: "Acte pour permettre à certaines compagnies de chemin de fer de pourvoir aux besoins du trafic croissant sur leur chemin de fer et pour amender l'acte des chemins de fer de 1868," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec un amendement, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le re cevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et le dit amendement a été alors lu

per le greffier comme suit :

SÉNAT CHAMBRE DE COMITÉ. 15 mai 1873.

Le comité spécial sur les banques, le commerce et les chemins de fer auquel a été ren. voyé de nouveau le bill intitulé: "Acte pour amender l'Acte trente-quatre Victoria, chquarante-trois, intitulé: "Acte pour permettre à certaines compagnies de chemin de fer de

pourvoirs aux besoins du trafic croissant sur leur chemin de fer, et pour amender l'Acte des chemins de fer 1868." a, en conformité de l'ordre de renvoi du quatorze mai courant, examiné le dit bill et a maintenant l'honneur d'en faire rapport avec l'amendement suivant :

Page 1 ligne 8, retranchez depuis "opération" jusqu'à la fin du bill et insérez : "de faire poser un tableau noirci à l'extérieur de la station en face de la plateforme dans un lieu apparent, à toutes les stations de la compagnie où il y aura un bureau de télégraphe ; et lorsqu'un train de voyageurs sera en retard d'une demi-heure à une station, d'après le tableau des heures de la compagnie, le chef de gare ou la personne ayant charge de telle station devra écrire ou faire écrire à la craie sur le tableau noirci un avis en anglais et en français dans la province de Québec et en anglais dans les autres provinces, indiquant, au mieux de sa connaissance et croyance, le temps auquel on peut attendre l'arrivée à la station du train en retard; et si à l'expiration du temps indiqué, le train n'est pas arrivé, le chef de gare ou la personne ayant charge de la station, devra écrire ou faire écrire sur le tableau noirei de la même manière un nouvel avis indiquant, au mieux de sa connaissance et croyance, le temps auquel on peut alors attendre l'arrivée à la station du train en retard; et toute telle compagnie de chemin de fer, chef de gare, ou personne ayant charge de la station, sera passible d'une amende n'exeédant pas cinq piastres pour toute négligence volontaire omission ou refus de se confor e er aux dispositions ci-dessus; et toute poursuite pour le recouvrement de telle amende pourra être intentée, dans la province de Québec, devant la cour de circuit du district ou du comté, ou la station sera située, et dans les autres provinces, devant deux juges de paix ou le magistrat salarié ou magistrat de police pour la cité, la ville, le district ou le comté où la station sera située.

L'amende recouvrable en vertu des dispositions de la présente section appartiendra à la Couronne et toute procédure prise sous l'empire de cette section devra l'être dans le délai d'un mois après l'infraction et non après; mais rien dans la présente section ne portera préjudice au droit de qui que ce soit de recouvrer des dommages d'une compagnie de chemin de fer à raison du retard des trains comme susdit ; et toute compagnie de chemin de fer est par le présent requise de faire placer une copie imprimée de la présente section dans un endroit

apparent à chacune de ses stations où il y aura un bureau de télégraphe.

JNO. HAMILTON (Kingston),

Sur motion de l'honorable M. Olivier, secondé par l'honorable M. Chaffers, il a été Ordonné, que le dit rapport soit pris en considération dans un comité général demain. L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie des métaux du Canada," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements aussitôt que la Chambre voudrait les recevoir.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été lus la

seconde fois par le greffier comme suit:

#### (Voir Journal.)

Sur motion de l'honorable M. Letellier de St. Just, secondé par l'honorable M. Macpherson, il a été Ordonné, que le dit bill et ses amendements soient pris en considération, demain.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie des vapeurs de la malle royale du Canada et des Indes Occidentales" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été alors

lus par le greffier, comme suit :

#### (Voir Journal.)

Les dits amendements étant lus la seconde fois, et la question de concours mise sur iceux, ils ont été agréés.

Sur motion de l'honorable M. Ferriri, secondé par l'honorable M. Bourinot, il a été Ordonné, que le dit bill, tel qu'amendé, soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill, tel qu'amendé, a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements auxquels il demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Christie, secondé par l'honorable M. Letellier de St. Just, il a été

Résolu, qu'il est expédient que le Parlement se convoque pour l'expédition des affaires un jour qui ne soit pas postérieur au 1er février, chaque année; etc.

Qu'il soit présente une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général pour

communiquer la résolution ci-dessus.

Ordonné, que ceux des membres du conseil privés qui sont membres de cette Chambre se rende auprès de Son Excellence avec la dite adresse.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour permettre à la Compagnie du Chemin de Fer de Buffalo et du Lac Huron de faire des arrangements pour payer les bons qui représentent sa dette, "a été tel qu'amendé, lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill tel qu'amendé, passera-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements, auxquels il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé : "Acte concernant le chargement sur le pont des navires."

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Olivier a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le

dit bill en partie et l'avait chargé de demander la permission de siéger de nouveau.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bili intituté : "Acte concernant les poids et mesures."

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honoreble M. McClelan a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendements.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé : "Acte pour amender la législation relativement à certaines matières de procédure dans les causes criminelles."

(En comité, Voir Journal.)

Quelque temps après la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Kaulback a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec un amendement qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant, Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec un amendement, auquel il demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre procède a la considération du rapport du comité conjoint de la bibliothèque du Parlement, a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Odell, secondé par l'honorable M. Ryan il a été Ordonné, que le dit bill soit remis à demain,

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compaguie des travaux hydrauliques de Lachine et lui conférer certains pouvoirs " a été lu là seconde fois.

Sur motion de l'honerable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Bourinot, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comite des banques, du commerce et des chemins de fer et que toutes les pétitions ayant rapport à ce bill soient référées au dit comité.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie d'Emmagasinage des Marchands," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Hamilton, (Kingston),

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : " Acte pour amender l'acte général des chemins de fer, a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général, demain.

L'ordre du jour, étant lu pour que la Chambre proède à la prise en considération du troisième rapport du comité des comptes contingents du Sénat.

Et le rapport étant lu la seconde fois par le greffier.

L'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Kaulback, a proposé que le dit rapport soit adopté.

Après débats.

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été résolu dans l'affirmative

Ordonné, en conséquence.

L'ordre du jour, étant lu pour la seconde lecture du bill intitulé: " Acte pour incorporer l'agence canadienne de placement et de garantie " a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il a été Ordonné, qu'il soit rémis demain.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerces et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incerporer la compagnie de bassins et d'emmagasinage de la Puissance" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été alors

lus par le greffier, comme suit :

#### (Voir Journal.)

Les dits amendements étant lus la seconde fois, et la question de concours étant mise sur iceux, ils ont été agréés.

Sur motion de l'honorable M. Skead secondé par l'honorable M. Benson il a été Ordonné, que le dit bill, tel qu'amendé, soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bi'l a été alors lu la troisième fois en conséquence. La question a été mise, ce bill tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec un amendement, auquel il demande son concours.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill, intitulé: "Acte concernant les navires leur enregistrement, inspection et classification" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, mardi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill, intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du Labrador," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain.

Un message de la Chambre des Communes, pour rapporter le bill intitulé "Acte pour amender l'acte 32 et 33 Vic., ch. 70, pour unir les compagnies d'assurances mutuelle du Castor et de Toronto" et informer cette Chambre qu'elle a passé ce bill avec divers amendements auxquels elle demande le concours de cette Chambre.

Les dits amendements ont été lus par le greffier comme suit :

#### (Voir Journal.)

Et les dits amendements étant lus une seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Macpherson, secondé par l'honorable M. Kaulback, il a été Ordonné, qu'ils soient agréées.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat à acquiescé aux amendements faits au dit bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier pour rapporter le bill'intitulé Acte pour incorporer une compagnie sous le nom de "Le crédit foncier du *Canada*" et informer cette Chambre qu'elle a passé ce bill avec divers amendements auxquels elle demande son concours.

Les dits amendements ont été lus par le greffier comme suit:

### (Voir Journal.)

Et les dits amendements étant lus la seconde fois. Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, qu'ils soient agrées.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a acquiescé aux amendements faits au dit bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, pour rapporter le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie des marbres Marezzo du Canada" et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a acquiescé aux amendements faits par le Sénat au dit bill, sans amendement.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins,

La Chambre s'est ajournée,

# Vendredi, 16 Mai 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Rapports de comités à présenter.

Pétitions à lire.

Motions.

# AVIS DE MOTIONS.

Pour vendredi, 16 mai 1873.

1873.

Par l'honorable M. Ryan :

13 mai.—Que par une humble adresse Son Excellence le Gouverneur-Général soit priée de faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance avec le gouvernement impérial ou avec quelque personne que ce soit, depuis le 31 mars 1872, au sujet du droit de propriété littéraire et artistique et des réimpressions d'ouvrages de propriété britannique en Canada.

# ORDRES DU JOUR.

## Vendredi, 16 Mai 1873.

	Vendredi, 16 Mai 1873.				
1	13 r	nai	-Considération du 5e rapport du comité conjoint des impressions.—(Hon. M. Simpson.)		
2	"		Considération du 6e rapport du comité conjoint des impressions.—(Hon. M. Simpson.)		
3	15	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Steamers de Québec et des ports du golfe.—(Hon. M. Chinic.)		
4	"	"	Considération du bill de la (Chambre des Communes) Incorporation de la compagnie des orfèvres tel qu'amendé.—(Hon. M. McMaster).		
5	"	"	Considération du bill de la (Chambre des Communes) Facilités du traffic sur les chemins de fer, tel qu'amendé.—(Hon. M. Olivier.)		
6	"	"	Considération du bill de la compagnie des métaux, tel qu'amendé.—(Hon. M. Letellier de St. Just.)		
7	"	"	La Chambre de nouveau en comité général sur le bill de la (Chambre des Communes) chargements sur les ponts des navires.—(Hon. M. Campbell.)		
8	""	"	Considération du rapport du comité conjoint de la bibliothèque.—(Hon. M. Odell.)		
9	"	"	Comité général sur le bill de la (Chambre des Communes) Chemins de fer.— (Hon. M. Campbell.)		
10	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie de placement et de garantie du Canada.—(Hon. M. Ryan.)		
11	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Enregistrement des navires.—(Hon. M. Campbell.)		
12	"	66	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Compagnie du Labrador. —(Hon. M. Ryan.)		
13		"	Considération des amendements de la Chambre des Communes au bill (J) Crédit Foncier du Bas-Canada.—(Hon. M. Bureau.)		

No. 43

1ère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Jeudi, 15 Mai 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SLNAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 38, Rue Rideau 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

DU CANADA.

# Vendredi, 16 Mai 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

# Les honorables Messieurs

Arkins, Armand, Benson, Bourinot. Bureau, Gumphell Girard,	Lacoste, Letellier de St. Just, Macdonald, (Victoria) Macpherson, Malhiot, McClelan, McDonald, Mills, Odell, Olivier, Panet, Perry,	Read, Reasor, Robertson, Kyan, Seymour, Shaw, Simpson, Skead, Sutherland, Vidal, Wark, Wilmot.
--	---	--

PRIÈRES :

Conformément à l'ordre du jour, la Pétition suivante a été lue :

De N. Langlois et autres, du comté d'Essex, province d'Ontario, demandant que l'acte des pêcheries soit amendé de manière à exempter la rivière Détroit de l'application de ses dispositions; et que tous les propriétaires riverains aient le droit de pêche; à certaines conditions, sur le front de leurs terres.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie maritime d'assurance mutuelle du Canada," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été alors lus

par le greffier, comme suit :

### (Voir Journal.)

Les dits amendements étant lus la seconde fois, et la question de concours étant mise sur iceux, il ont été agréés.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il a été Ordonné, que le dit bill, tel qu'amendé soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence. La question a été mise, ce bill tel qu'amendé passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe oette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements auxquels il demande son concours.

L'honorable M. Ryan a proposé, secondé par l'honorable M. Ferrier.

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général priant Son Excellence de vouloir bien faire déposer devant cette Chambre copie de toute correspondance avec le gouvernement impérial ou avec quelque personne que ce soit, depuis le 31 mars 1872 jusqu'à la clôture de la présente session au sujet du droit de propriété littéraire et artistique et des réimpressions d'ouvrages de propriété britannique en Canada.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative,

et il a été

Ordonné, que les membres du Conseil Privé qui sont membres de cette Chambre se rendent auprès de Son Excellence le Gouverneur-Général avec la dite adresse.

L'honorable M. Odell du comité collectif du Sénat et de la Chambre des Communes pour aider Son Honneur le président dans l'administration de la bibliothèque du Parlement, a présenté son second rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et il a alors été lu par le greffier comme suit :

Les membres représentant le Sénat, dans le comité conjoint de la bibliothèque du Parlement, ont l'honneur de présenter son second rapport.

En conformité des dispositions de l'acte de 1871, relatif au département de la bibliothèque, le comité a arrêté la répartition suivante de la somme de \$1,250 que, dans son premier rapport, il a recommandé au Parlement d'accorder comme addition permanente aux salaires que les officiers et les serviteurs de la bibliothèque reçoivent en vertu du dit acte; et il soumet respectueusement cette répartition à l'assentiment du Sénat.

Emploi.	Salaire actuel.	Salaire proposé.
Bibliothécaire. Bibliothécaire-adjoint. Premier commis de la bibliothèque Second commis de la bibliothèque. Premier messager. Second messager.	800 700	\$2,800 2,075 1,550 900 800 650

Le comité propose aussi qu'il soit donné une somme de deux cent cinquante piastres à M. Augustin Laperrière, premier commis de la bibliothèque, à titre de bonus, pour le dédommagé de n'avoir pas eu part à l'augmentation accordée aux autres officiers du département en 1870, lorsque le personnel de la bibliothèque a été attaché au service des deux Chambres.

Le comité en outre recommande que le même avantage qui est ou pourra être accordé, relativement aux retenues pour le fonds de retraite, aux officiers et aux serviteurs du Sénat et de la Chambre des Communes respectivement, soit étendu au personnel de la bibliothèque, et que toutes sommes payables au fonds de retraite sur les salaires ci-dessus, soient prises par le greffier sur le fonds des dépenses casuelles du Sénat.

# CHAMBRE DE L'ORATEUR,

16 mai 1873.

Le dit rapport étant lu de nouveau, Sur motion de l'honorable M. Odell, secondé par l'honorablé M, Ryan, il a été Résolu, que le dit rapport soit adopté et que le Sénat approuve l'échelle de salaires et de rétributions y contenues pour les officiers et serviteurs de la bibliothèque.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du cinquième rapport du comité collectif du Sénat et de la Chambre des Communes sur les impressions du parlement. Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. Reesor, il a été

Ordonné, qu'il soit remis à lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre a procédé à la prise en considération du sixième rapport du comité collectif du Sénat et de la Chambre des Communes sur les impressions du Parlement.

Le dit rapport étant lu de nouveau par le greffier,

Sur motion de l'honorable M. Simpson, secondé par l'honorable M. Reesor, il a été Ordonné, qu'il soit adopté.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour accorder des pouvoirs additionnels à la compagnie des steamers de Québec et des Ports du golfe, " a été lu la seconde

Sur motion de l'honorable M. Chinic, secondé par l'honorable M. Panet, il a été fois. Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération des amendements proposés par le comité des banques, du commerce et des chemins de ser, au bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie des orfèvres du Canada'' (responsabilité limitée)
Sur motion de l'honorable M. Letellier de St. Just, secondé par l'honorable M. Reesor,

il a été

Ordonné, qu'il soit remis à lundis prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération des amendements proposés par le comité des banques, du commerce et des chemins de fer, au bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 34 Vic., ch. 43, intitulé : "Acte pour permettre à certaines compagnies de chemin de fer de pourvoir aux besoins du trafic croissant sur leur chemin de fer et pour amender l'acte des chemins de fer de 1868,"

L'honorable M. Olivier a proposé, secondé par l'honorable M. Malhiot, Que les dits amendements soient agrées.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative

Alors l'honorable M. Olivier a proposé, secondé par l'honorable M. Malhiot Que le dit bill tel qu'amendé soit maintenant lu la troisième fois.

L'honorable M. Letellier de St. Just, a proposé en amendement secondé par l'honorable M. Bureau:

Page 2 des amendements, ligne 32 après "devant" insérez : "deux juges de paix ou devant".

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative.

La question étant alors passée sur la motion principale, elle a été résolue dans l'affirmative.

Le dit bill tel qu'amendé a été alors lu la troisième fois. La question étant mise, cé bill tel qu'amendé passera-t-il? Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a pessé ce bill avec un amendement auquel il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre a procédé à la prise en considération des amendements proposés par le comité des banques, du commerce et des chemins de fer au bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie d'importation de métaex du Canada."

Et les dits amendements étant lus de nouveau par le greffier,

Sur motion de l'honorable M. Letellier de St. Just, secondé par l'honorable M. Bureau, il a été

Urdonné, qu'ils soient agréés.

Ordonné, que le dit bill, tel qu'amendé, soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill, tel qu'amendé, a été alors lu la troisième fois en conséquence. La question a été mise, ce bill tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements auxquels il demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le bill intitulé : " Acte concernant le chargement sur le pont des navires."

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, qu'il soit remis à lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du premier rapport du comité collectif du Sénat et de la Chambre des Communes, chargé d'aider Son Honneur le Président dans l'administration de la bibliothèque du Parlement.

L'honorable M. Odell a proposé, secondé par l'honorable M. Ryan.

Que toute la partie du dit rapport qui a trait à la collection et à la protection des manuscrits qui jettent du jour sur l'histoire des premiers temps du Canada soit adoptée.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative.

La Chambre conformément à l'ordre s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le bill intitulé : "Acte pour amender les actes généraux sur les chemins de fer."

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance.

L'honorable M. Kaulback a fait rapport de la part du dit comité qu'il avait examiné le dit bill en entier et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elie a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer l'agence canadienne de placement et de garantie" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des ordres permanents et des bills privés.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte concernant les navires, leur enrégistrement, inspection et classification" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du Labrador" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre a procédé à la prise en considération des amendements fait par la Chambre des Communes au bill intitulé: "Acte pour incorporer une compagnie sous le nom de "Le crédit foncier du Bas-Canada"

Les dits amendements étant lus de nouveau par le greffier,

Sur motion de l'honorable M. Bureau, secondé par l'honorable M. Ferrier il a été

Ordonné, qu'il soient agréés.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat acquiesce aux amendements qu'elle a faits au dit bill sans amendement.

L'henorable M. Dickson du comité des ordres permanents des bills et privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour autoriser J. K. Ward et autres, à placer des estacades sur le chenal entre l'île St. Ignace et l'île du Pads, dans le district de Richelieu," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été alors

lus par le greffier, comme suit :

Les dits amendements ayant été lus la seconde fois et la question de concours mise sur iceux, ils ont été agréés,

Sur motion de l'honorable M. Guévremont, secondé par l'honorable M. Flint, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois présentement.

Le dit bill tel qu'amendé a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill tel qu'amendé passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat à passé ce bill avec divers amendements auquel il demande son concours.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, pour rapporter le bill intitulé: "Acte pour conférer certains pouvoirs à la compagnie du chemin de fer de *Montréal*, Chambly et Sorel" aussi le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie canadienne des Terres et

de prêt, de Glasgow (responsabilité limitée)"

Aussi le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte relatif a certaines banques d'épargne dans les provinces d'Ontario et de Québec" et aussi le bill intitulé: "Acte pour permettre à la compagnie du chemin de fer de Buffalo et du Lac Huron de faire des arrangements au sujet des bons qui représentent sa dette" et informer cette Chambre que les Communes ont acquiescé aux amendements faits à ces bills par le Sénat, sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour incorporer la chambre de commerce d'Oshawa" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte concernant l'intérêt et l'usure dans la province de la Nouvelle-Ecosse", auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois

Sur motion de l'honorable M. Kaulback, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été

du

Hor

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier avec un bill intitulé: "Acte pour continuer pendant un temps limité l'acte de faillite de 1869, et les actes qui l'amendent" auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fris lundi prochain.

Un mesage de la chambre des Communes par son greffier, avec un bill, intitulé: "Acte pour pourvoir à l'inspection du gaz et des compteurs de gaz," auquel elle demande le concours de cette chambre.

Le dit bill à été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill, intitulé: "Acte pour amender le chapitre 58 des Statuts Refondus de la ci-devant Province du Canada," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Kaulback, il a été

Ordonné, que le bill soit lu la seconde fois lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Macpherson, il a eté Ordonné, que les comités permanents de cette Chambre aient la permission de siéger demain.

L'honorable M. Campbell, a informée la Chambre qu'il avait un message de Son-Excellence le gouverneur-général sous son seing manuel, que Son Excellence lui avait or donné de délivrer à cette Chambre.

Le dit message a alors été lu par le greffier comme suit :

### DUFFERIN,

Le Gouverneur-Général transmet au Sénat les documents suivants ayant rapport à l'Union projetée de l'Ile du Prince-Edouard au Canada.

Hotel du Gouvernement, Ottawa, 16 mai 1873.

(Voir documents de la session);

L'honorable M. Campbell a informé la Chambre qu'il avait un autre message de Son Excellence le Gouverneur-Général, que Son Excellence lui avait ordonné de délivrer à cette Chambre.

Le dit message a alors été lu par le greffier comme suit :

### DUFFERIN.

Le Gouverneur-Général transmet au Sénat copies des ordres en conseil et des minutes des délibérations de la cour d'enquête sur les circonstances sous lesquelles a eu lieu le naufrage du vapeur "Atlantic"

Hotel du Gouvernement, Ottawa, 16 mai 1873.

(Pour les ordres en Conseil voir Journal.)

Alors sur motion de l'honorable M. Campbel, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée à lundi prochain à trois heures de l'après-midi

# Lundi, 19 Mai 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter:

Motions.

# ORDRES DU JOUR.

# Lundi, 19 Mai 1873.

	1	1873		
1	, u.s.	16 1	nai.—	-Prise en considération du 5e rapport du comité collectif des impressions.— (Hon. M. Simpson.)
2		"	"	Prise en considération du bill de la (Chambre des Communes) Compagnie des orfèvres, tel qu'amendé.—(Hon. M. Letellier de St. Just.)
3		"	"	La Chambre de nouveau en comité général sur le bill de la (Chambre des Commuues) Chargement sur le pont des navires.—(Hon. M. Campbell.)
4		"	"	Comité de toute la Chambre sur le bill de la (Chambre des Communes) Enre-

5	1873. 16 Mai	—Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Chambre de commerc d'Oshawa.—(Hon. M. Aikins.)
6		Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Intérêt et usure dans le Nouvelle-Ecosse.—(Hon. M. Kaulback.)
7		Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Continuation de l'acte de faillite, 1869.—(Hon. M. Campbell.)
8	66 66	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Mesurage du gaz.—(Hon M. Aikins.)
9		Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Amendement du ch. 58

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1573.

Vendredi, 16 Mai 1873.

# PROCES-VERBAUL

DES

SÉANCES DU SENAT.

OTTAWA:

Imprimés par I. B. Taylor, 29, 31 et 38, Paul Mideau 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

DU CANADA.

# Lundi, 19 Mai 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

### Les honorables Messieurs

Aikins.	Cormier,	Letellier de St. Just,	Perry,
Armand,	Dickson,	Maodonald, (Victoria)	Read,
Benson,	Dumouchel.	Macpherson,	Reasor,
Bureau,	Ferrier,	Malhiot,	Kyan,
Campbell,	Flint,	McClelan,	Seymour,
Carrall,	Girard,	McDonald,	Shaw,
Chaffers,	Guévremont,	McLelan,	Skead,
Chapais,	Hamilton, (Kingston)	Mills,	Sutherland,
Christie,	Holmes,	Odell,	Vidal,
Chinic,	Kaulback,	Olivier,	Wark,
Cochrane.	Lacoste,	Panet,	Wilmot.

PRIÈRES :

Les pétitions suivantes ont été présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Campbell, de MM. Savage, Lyman et Cie., et autres, de la cité de Montréal; de MM. J. G. Joseph et autres, marchands du Canada; de John Leslie et autres, de la cité d'Ottawa.

L'honorable prési lent a présenté un rapport du greffier de la couronne en chancellerie énonçant qu'Alexandre René Chaussegros de Léry, province de Québec, a été appelé au Sénat.

L'honorable président a informé la Chambre qu'il y avait un membre qui se présentait pour être introduit.

Lorsque l'honorable M. Alexandre René Chaussegros de Léry a été introduit entre les honorables MM. Campbell et Armand,

Alors l'honorablé M. Alexandre René Chaussegros de Léry a présenté le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Le dit bref a été lu par le greffier et il a été ordonné qu'ill soit inséré au journal, et il

est comme suit :

### CANADA.

### [L. S.]

### DUFFERIN.

Victoria, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A notre Fidèle et Bien-Aimé Alexandre René Chaussegros de Léry, en notre Province de Québec, dans notre Puissance du Canada.

SALUT:-

Sachez que tant pour la confiance particulière que nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et assistance dans toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de notre Puissance du Canada; nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de notre dite Puissance, et nous vous nommons pour la division électorale de Lauzon de notre Province de Québec, et nous vous commandons dit honorable Alexandre René Chaussegros de Léry, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites dans le Sénat de notre dite Puissance, en tous les temps et en tous les lieux où notre Parlement pourra être convoqué et tenu en notre dite Puissance, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. Témoin, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé Cousin et Conseiller le Très-Honorable Sir Frederic Temple, Comte de Dufferin, Vicomte et Baron Clandeboye, de Clandeboye, dans le Comté Down, dans la Pairie du Royaume-Uni, Baron Dufferin et Clandeboye de Ballyleidy et Killeleagh, dans le Comté Down, dans la Pairie d'Irlande, et Baronnet, Chevalier de Notre Très-Illustre Ordre de St. Patrice et Chevalier Commandeur de Notre Très-Honorable Ordre du Bain, Gouverneur-Général du Canada et Gouverneur et Commandant-en-Chef de l'Ile du Prince-Edouard, et Vice-Amiral du Canada et de l'Ile du Prince-Edouard, et Chevalier du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, en Notre Puissance du Canada, ce treizième jour de décembre, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-onze, et de Notre Règne la trente-cinquième.

Par Ordre

EDOUARD J. LANGEVIN,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Canada.

Alors l'honorable M. Alexandre Réné Chaussegros de Léry, a prêté le serment requis par la loi, devant Robert Lemoine Ecr., commissaire nommé à cet effet, et a pris son siège en conséquence.

L'honorable président a informé la Chambre que le greffier du Sénat avait déposé sur la table le certificat de l'un des commissaires, anonçant que l'honorable Alexandre René Chaussegros de Léry; membre du Sénat, qu'il avait fait et souscrit la déclaration de qualification requis par l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867.

L'honorable M. Reesor, du comité conjoint des impressions du parlement a présenté son septième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et

Le dit rapport a été lu par le greffier comme suit :

CHAMBRE DE COMITÉ. 17 Mai 1873.

Le comité conjoint des imprressions à l'honneur de présenter son septième rapport, lequel est comme suit :

Rapport du comité spécial de la Chambre des Communes nommé pour s'enquérir au sujet de la route la plus courte pour les malles et passagers entre l'Europe et l'Amérique ;

Rapport du surintendant des affaires des Sauvages pour la Colombie Anglaise pour 1872 et 1873;

Réponse (en partie) à une adresse demandant la correspondance entre le gouvernement impérial et celui du Canada au sujet de la naturalisation des Allemands, etc ;

Correspondance entre le gouvernement de la Puissance et les gouvernements des Indes Occidentales Anglaises et étrangères au sujet d'an service postal entre ces pays (comme documents de la session seulement);

Etat des rivières, dans la province de Québec, à l'égard desquelles le gouvernement a accordé le droit exclusif de pêcher le saumon à la ligne (comme document de la session seulement);

Papiers relatifs à la dette de la compagnie du chemin de fer du Nord du Canada due à la ci-devant province du Canada, etc;

Etat des dépenses aux dernières élections pour la Chambre des Communes.

Le comité recommande aussi que les documents suivants ne soient point imprimés, savoir :-

Le 3e et le 4e rapports du comité des comptes publics.

Etat de la quantité de tabac produit en Canada, etc ;

Réponse à une adresse relative à la démission de William Robertson, maître de poste du village de Lanark;

Do à la démission du maître de poste de Farran's Point;

Correspondance relative au droit de pêcher dans les rivières qui coulent à travers la Seigneurie de Mingan;

Procédures de la Cour chargée de s'enquérir des circonstances se rattachant à la perte du Steamer "Atlantic";

Rapport du comité anquel a été renvoyé la pétition de Joseph Bouchette.

Sur motion de l'honorable M. Reesor, secondé par l'honorable M. de Léry, il a été Ordonné, que le dit rapport soit pris en considération, demain.

L'honorable M. Dickson, du comité des ordres permanents et des bills privés, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie Canadienne de placement et de garantie," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec un amendement qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et le dit amendement a été lu par le greffier comme suit:

## (Voir Journal.)

Le dit amendement étant lu la seconde fois, et la question de concours étant mise sur icelui, il a été agréé.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il a été Ordonné, que le dit bill, tel qu'amendé, soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill tel qu'amendé a été alors lu la troisième fois en conséquence. La question a été mise, ce bill tel qu'amendé passera-t-il? Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat à passé ce bill avec un amendement auquel il demande son concours.

L'honorable M. Hamilton, (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour autoriser la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal à prolonger sa ligne depuis la rivière Creuse jusqu'à un point d'intersection avec le chemin de fer Canadien du Pacifique projeté, et à prolonger aussi la ligne jusqu'au Sault Ste. Marie, la Baie Georgienne et le lac Supérieur, ou à unir sa ligne avec toute ligne de chemin de fer aboutissant aux points ci-de sous mentionnés," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été alors lus par le greffier, comme suit :

## (Voir Journaux.)

Les dits amendements étant lus la seconde fois, et la question de concours étant mise sur iceux, il ont été agréés.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill, tel qu'amendé, a été lu la troisième fois. La question a été mise, ce bill tel qu'amendé, passera-t-il? Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements auxquels il demande son concours.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'emmagasicage des marchands," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été alors lus par le greffier, comme suit :

(Voir Journaux.)

Les dits amendements étant lus la seconde fois, et la question de concours mise sur iceux, ils ont été agréés.

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisièmn fois maintenant. Le bill a alors été tel qu'amendé, lu la troisième fois. La question a été mise, ce bill tel qu'amendé passera-t-il ? Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a pessé ce bill avec divers amendement auquel il demande son concours.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour accorder des pouvoirs additionnels à la compagnie des vapeurs de Québec et des ports du golfe" a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements, qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été alors lus par le greffier, comme suit :

### (Voir Journaux.)

Les dits amendements étant lus la seconde fois, et la question de concours mise su iceux, ils ont été agréés.

Sur motion de l'honorable M. Chinic, secondé par l'honorable M. de Léry, il a été Ordonné, que le dit bill, tel qu'amendé, soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill, tel qu'amendé, a été alors lu la troisième fois en conséquence. La question a été mise, ce bill tel qu'amendé, passera-t-il? Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements auxquels il demande son concours.

L'Ordre du jour étant lu pour que la Chambre procède à la prise en considération du cinquième rapport du comité des impressions.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, qu'il soit remis à demain.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le comité des banques, du commerce et des chemins de fer, au bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie des orfèves du Canada" (responsabilité limitée.)

L'honorable M. Letellier de St. Just, a proposé, secondé par l'honorable M. Bureau. Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirmative, et

La Chambre conformément à l'ordre s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le dit bill.

Quelques temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Dickson a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec diverse amendements qu'il soumettent à la Chambre aussitôt qu'elle voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu, et Les dits amendements ont été lu par le greffier comme suit :

### (Voir Journal.)

Les dits amendements étant lus deux fois par le greffier, et la question de concours étant mise sur iceux, ils ont été séparément agréés

Ordonné, que le dit bill tel qu'amendé soit lu la troisième fois présentement. Le dit bill tel qu'amendé a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill tel qu'amendé passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements auquel il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise de nouveau en comité général sur le bill intitulé: "Acte concernant le chargement sur le pont des navires.")

### (En Comité. — Voir Journal.)

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Shaw a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill, et l'avait chargé de demander la permission de siéger de nouveau.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit comité s'assemble de nouveau, demain.

L'honorable M. Hamilton Kingston, du comité des banques du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du Labrador, "a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et les dits amendements ont été alors lus par le greffier, comme suit :

### (Voir Journal.)

Sur motion de l'honorable M. Ryan, secondé par l'honorable M. Odell, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été tel qu'amendé, lu la troisième fois. La question a été mise, ce bill tel qu'amendé passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe oette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements auxquels il demande son concours.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier pour rapporter le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant la milice et la défense du Canada" et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a passé ce bill avec divers amendements auxquels elle demande le concours du Sénat.

Les dits amendements ont été alors lus par le greffier comme suit :

(Voir Journal.)

Et les dits amendemeuts étant lus une seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, qu'ils soient agréés.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a acquiescé aux amendements faits au dit bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, pour rapporter le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie des métaux du Canada."

Aussi le bill intitulé: "Acte pour autoriser James K. Ward et autres, a placer des estacades sur le canal entre l'Île St. Ignace et l'Île du Pads dans la paroisse de l'Île du Pads, district de Richelieu, et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a acquiescé aux amendements fait par le Sénat aux dits bills sans amendement.

Aussi le bill intitulée : "Acte pour inrorporer la compagnie d'assurance du Canada' Aussi le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie de vapeurs de la malle Royal du Canada et des Indes Occidentales."

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour autoriser des concession gratuites de certains colons primitifs et à leur descendants dans le territoire formant maintenant partie de la province du Manitoba "auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois, demain

Conformément à l'ordre du jour la Chambre s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le bill intitulé : "Acte concernant les navires, leur enregistrement, inspection et classification."

Quelque temps après la Chambre a repris sa séance et

L'honorable M. Hamilton (Kingston), fait rapport de la part du dit comité qui l'avait charger de demander permission de siéger de nouveau.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, qu'il ait permission de siéger de nouveau, demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : " Acte pour incorporer la Chambre de "Commerce d'Oshawa," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Benson, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte concernant l'intérêt et l'usure dans la province de la Nouvelle-Ecosse," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Kaulback, secondé par l'honorable M. Odell, il a été
Ordonné, que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des chemins
de fer.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour continuer pendant un temps limité l'acte de faillite de 1869 et les actes qui l'amendent," a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général maintenant.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirma-

tive, et

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le dit bill.

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Dickson a fait rapport de la part du dit comité qu'il avait examiné le dit bill en entier et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : " Acte pour pourvoir à l'inspection du gaz et des gazomêtres" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour amender le chapitre 58

des statuts refondus de la ci-devant province du Canada" à été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Bureau, il a été Ordonné que le dit bill soit renvoyé au comité des banques, du commerce et des che mins de fer.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

# Mardi, 20 Mai 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter.

Motions.

# AVIS DE MOTIONS.

Pour mardi, 20 mai 1873.

1873.

Interpellation par l'honorable M. Macpherson :

19 mai.—Le gouvernement a-t-il pris quelques moyens, et lesquels, pour corriger les fausses représentations que contient le prospectus lancé par la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, daté à Londres, du 3 avril 1873, et particulièrement pour corriger l'assertion erronée importante qu'il a été souscrit au capital de la dite compagnie des actions jusqu'à concurrence de \$10,000,000 dans les provinces du Canada, comme suit, savoir :

		d'Ontario	\$3,846.000
Dans la	province	d'Ontario	3.076.000
66	"	de Québec	769.300
	"	de la Nouvelle-Ecosse	
	66	du Nouveau-Brunswick	700 200
44	"	de Manitoba	=00.000
"	66	de la Colombie Britannique	100.000

Assertion qui imp'ique, contrairement aux taits bien établis, que le dit capital a été souscrit et est actuellement possédé de bonne foi par des souscripteurs en état de le verser, si la demande en était faite, de la manière ordinaire?

Question par l'honorable M. Macpherson :

"
En demandant au Parlement à autoriser la dépense de la somme de \$500,000 insérée au budget de 1873-1874) pour l'exploration du chemin de fer canadien du Pacifique, pendant les douze mois à compter du 1er juillet prochain,—le gouvernement a-t-il l'intention de procéder à l'exploration du pays entre le lac Nipissing et l'Océan Pacifique, et à la construction du chemin de fer canadien du Pacifique, comme ouvrage public, temporairement ou autrement, dans le cas où Sir Hugh Allan, et ses associés ne réussiraient point à obtenir l'assistance de capitalistes auglais pour leur projet de construction du dit chemin de fer ?

## Pour mercredi, le 21 mai 1873.

Par l'honorable M. Macpherson :

" Qu'il proposera la résolution suivante :

Résolu, que, dans l'opinion de cette honorable Chambre, le gouvernement ne doit pas, sans avoir préalablement obtenu l'autorisation du Parlement, amender ou modifier ni convenir ou promettre de recommander au Parlement d'amender ou modifier la charte de la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, de manière à la rendre, sous aucun rapport, plus favorable à la dite compagnie qu'elle ne l'est actuellement.

Par l'honorable M. Macpherson :

" Qu'il proposera la resolution :

Résolu, que cette honorable Chambre est d'opinion qu'il est d'une grande impor tance pour la Puissance tout entière, et essentiel dans l'intérêt de la prospérité et de la paix de nos territoires du Nord-Ouest, que le gouvernement ait l'autorisation d'acquérir, à de justes conditions, avec l'assentiment du Parlement, le chemin de fer canadien du Pacifique, et ses embranchements, en tout temps, pendant la construction ou après l'achèvement de ce chemin; et en même temps qu'il en fera l'acquisition, d'étendre tous droits et titres de la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique à tout ce qui, des 50 millions d'acres de terres accordés à titre d'aide pour l'établissement de la principale ligne ferrée, et des terres données à titre d'aide pour les embranchements, restera et ne sera point alors occupé par des colons, et de reprendre et posséder ces terres restantes comme portions du domaine public de la Puissance du Canada.

to the follow the course and the first of the property of the transport of the tags

# ORDRES DU JOUR.

# Mardi, 29 Mai 1873.

	12.1	3.	
1	19	mai	-3e lecture (Bill de la Chambre des Communes). Continuation de l'acte de la Faillite et de ses amendements.—(Hon. M. Campbell.)
2		(6	Considération du 7e rapport du comité conjoint des impressions.—(Hon. M. Reesor.)
3	"	"	Considération du 5e rapport du comité conjoint des impressions.—(Hon. M. Simpson.)
4	"	66	La Chambre de nouveau en comité sur le bill de la (Chambre des Communes) Chargement sur le pondes navires.—(Hon. M. Campbell.)
5		44	La Chambre de nouveau en comité sur le Bill de la (Chambre des Communes) Enregistrement de navires(Hon. M. Campbell).
6		"	Comité de toute la Chambre sur le Bill de la (Chambre des Communes) Gaz et gazomêtres.—(Hon. M. Aikins).
7	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Concessions de terres dans le Manitoba aux colons primitifs. — (Hon. M. Aikins).

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

No. 45

Lundi, 19 Mai 1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SENAT.

Imprimés par I. B. TAYLOS, 29, 31 et 93, Rue Hideau.
1873.

# PROCES-VERBAUX

DES

# SEANCES DU SÉNAT

# DU CANADA.

# Mardi, 20 Mai 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

### Les honorables Messieurs

Ailcins,	
Armand,	
Benson,	
Bureau,	
Campbell,	
Carrall,	
Chaffers,	
Chapais,	
Chinic,	
Christie,	
Cochrane,	
Cormier,	

De Léry,
Dickson,
Dumouchel.
Ferrier,
Flint,
Girard.
Guévremont,
Hamilton, (Kingston
Holmes,
Kaulback,
Lacoste,

Letellier de St. Just,	Perry,
Macdonald, (Victoria)	Read,
Macpherson,	Reesor,
Malhiot,	Ryan,
McClelan,	Seymour,
McDonald,	Shaw,
McLelan,	Skead,
Mills,	Sutherland,
Odell,	Vidal,
Olivier,	Wark,
Panet,	Wilmot.
A STATE OF THE STA	

### PRIÈRES:

L'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins a proposé

Que'à partir de mardî le vingtième jour du courant, à moins qu'il n'en soit décidé autrement, il y ait deux séances distinctes de la Chambre : l'une de trois heures à six heures P. M., et l'autre à sept heures et demi P. M.

La question de concours étant mise sur la dit motion selle a été résolue dans l'affirma-

tive.

L'honorable M. Campbell a informé la Chambre que l'honorable Sir George Etienne Cartier, baronnet, ministre de la Milice et de la Défense, était décédé ce matin dans la cité de Londres, Angleterre.

Alors l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Lelellier de St. Just a

proposé

Qu'en témoignage de respect pour la mémoire de feu Sir George Etienne Cartier, baronnet, cette Chambre s'ajourne maintenant et reste ajournée ce soir à sept heureset demie.

La question de concours, étant mise sur la dite motion, elle a été unanimement résolue

dans l'affirmative, et

L'honorable président a déclaré cette Chambre ajournée à ce soir à sept heures.

A sept heures et demie du soir, la Cnambre s'est assemblé, et

Les membres présents étaient :

# L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

### Les honorables Messieurs,

Aikins,	De Léry,	Letellier de St. Just,	Perru.
Armand,	Dickson,	Macdonald, (Victori	a) Read,
Benson,	Dumouchel	Macpherson,	Reesor,
Bureau,	Ferrier,	Malhiot,	Ryan,
Campbell,	Flint,	McClelan,	Seymour,
Carrall,	Girard,	McDonald,	Shaw,
Chaffers,	Guévremont,	McLelan,	Skead,
Chapais,	Hamilton, (Kingston)	Mills,	Sutherland,
Chinic,	Holmes,	Odell,	Vidal,
Christie,	Kaulback,	Olivier,	Wark,
Cochrane,	Lacoste,	Panet,	Wilmot,
Cormier.			,

### PRIÈEES:

Les pétitions ont été déposées sur la table.

Par l'honorable M. Letellier de St. Just:—de MM. R. et J. White et autres, du township de Pembroke, et du Conseil Municipal du dit township de Pembroke, province d'Ontario.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie des travaux hydrauliques de Lachine et pour lui accorder certains pouvoirs," a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Shaw, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour amender le chap. 48 des statuts consolidés de la ci-devant province du Canada," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Hamilton (Kingston),

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill a ité alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative,

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité des banques, du commerce et des chemins de fer auquel a été renvoyé le bill intitulé : "Acte concernant l'intérêt et l'usure dans province de la Nouvelle-Ecosse," a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier et l'avait chargé d'en faire rapport sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Kaulback, secondé par l'honorable M. Ferrier, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Ell a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sérat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Hamilton (Kingston), du comité des banques, du commerce, et des chemins de fer, auquel a été reféré le bill intitulé : "Acte pour incorporer la chambre de commerce d'Ushawa" a fait rapport de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Benson, secondé par l'honorable M. Seymour, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-il? Elle a été résolu dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bili sans amendement.

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du bill intitulé: " Acte pour continuer pendant un certain temps l'acte de faillite de 1869 et les actes qui l'amendent.

L'honorable M. Girard, secondé par l'honorable M. Cmpbell, a proposé

Que le dit bill soit amendé comme suit :

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été résolue dans l'affirmative.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Girard, il a été Ordonné, que le dit bill, tel qu'amendé, soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill, tel qu'amendé, a été alors lu la troisième fois en conséquence. La question a été mise, ce bill tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements, auquel il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre a procédé à la considération du septième rapport du comité conjoint des impressions du parlement.

Snr motion de l'honorable M. Reesor, secondé par l'honorable M. Mills, il a été

Ordonné, qu'il soit adopté.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du cinquième rapport du comité conjoint des impressions du parlement.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été

Ordonné, qu'il scit remis à demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le bill intitulé: "Acte concernant le chargement sur le pont des vaissseaux."

### En Comité voir Journal.

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Hamilton (Kingston), a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la chambre avec divers amendements qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait les recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintant reçu.

Les dits amendemendements étant lus la seconde fois, et la question de concours mise sur iceux, ils ont été agréés.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill tel qu'amendé soit lu la troisième fois maintenant.

L'honorable M. Kau'back, secondé par l'honorable M. Wilmot, a proposé
De retrancher tous les mots après "bill" et d'insérer "soit renvoyé de nouveau à un

comité général pour retrancher la troisième section et ses sous-sections et telle partie de la

quatrième section qui se rapporte à la troisième section et ses sous-sections."

La question de concours étant mise sur le dit amendement et les noms étant appelés ils

ont été pris comme suit :

### CONTENTS:

### Les Lonorables Messieurs

Carrall,	Letellier de St. Just,	Olivier,	Ryan,
Chaffers,	McClelan.	Read.	
Christic,	Malhiot,	Reesor,	Skead,
Kaulback,	Odell,		Wark.—14

### NON-CONTENTS:

### Les honorables Messieurs

Aikins,	Cochrane,	Hamilton (Kings	eton), Perry,
Armand,	Cormier,	Lacoste,	Read,
Benson,	de Léry.	Macpherson,	Seymour,
Campbell,	Dumouchel,	McDonald.	Shaw,
Chapais,	Ferrier,	Mills,	Sutherland,
Chauveau (président),	Girard.	Panet,	Vidal26.
	Guévremont	Maria Caranta de la caracteria de la car	and marine and

Ainsi elle a été résolue dans l'affirmative.

La question de concours étant mise sur la motion principale, telle a été résolue dans l'affirmative et

Le dit bill a été, tel qu'amendé, lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements auxquels il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le bill intitulé: "Acté concernant les navires, leur enregistrement, inspection et classification."

### (En comité, voir Journal).

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. McDonald a fait rapport de la part du dit comite, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec divers amendements qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu, et

Les dits amendements étant lus la seconde fois, et la question de concours étant mise sur chacun d'iceux, ils ont été séparément agréés.

Snr motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill, tel qu'amendé, soit lu la troisième fois mainten ant.

Le dit bill, tel qu'amendé, a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé, passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements, auxquels il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le bill intitujé: "Acte pour pourvoir à l'inspection du gaz et des gazomètres."

Quelques temps après la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Ferrier, a fait rapport qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport avec un amendement qu'il soumettrait aussitôt que la Chambre voudrait bien le recevoir.

Ordonné, que le dit rapport soit maintenant reçu, et le dit amendement a été alors lu

par le greffier, comme suit :

(Voir Journaux.)

Les dits amendements étant lus la seconde fois, et la question de concours mise sur iceux, ils ont été agrées.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois demain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour autoriser des concessions gratuites de terre à certains colons primitifs et à leurs descendants dans le territoire formant maintenant partie de la province du *Manitoba*" a été lu la seconde fois.

L'honorable M. Aikins a proposé, secondé par l'honorable M. Chapais,

Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affimative, et

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité géné-

ral sur le dit bill.

Quelque temps aprés, la Chambre a repris sa séance, et L'honorable M. Chaffers a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Chapais, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois lundi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, pour rapporter le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie maritime d'assurance mutuelle du Canada," et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a acquiescé aux amendemenss fait par le Sénat au dit bill, sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill, intitulé: "Acte pour abroger le chapitre quatre-vingt-six des lois de la Colombie Britannique (1867), intitulé: "An ordinance respecting Horbour and Tonnage Dues and to regulate the Licenses on the vessels engaged in the Coasting and Inland Navigation Trade," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Chapais, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill, intitulé: "Acte concernant le pilotage" auquel elle demande le concours de cette chambre.

Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Chapais, il a été.

Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins. La Chambre s'est ajournée.

# Mardi, 20 Mai 1873.

# AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire.

Rapports de comités à présenter.

Motions.

# AVIS DE MOTIONS.

Pour mercredi, 21 mai 1873.

1873.

Interpellation par l'honorable M. Macpherson:

20 mai.—Le gouvernement a-t-il pris quelques moyens, et lesquels, pour corriger les fausses représentations que contient le prospectus lancé par la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, daté à Londres, du 3 avril 1873, et particulièrement pour corriger l'assertion erronée importante qu'il a été souscrit au capital de la dite compagnie des actions jusqu'à concurrence de \$10,000,000 dans les provinces du Canada, comme suit, savoir :

Dans la	province	d'Ontario	\$3,846.000
66	- "	de Québec	3,076.000
46	. "	de la Nouvelle-Ecosse	769.300
"		du Nouveau-Brunswick	
"	"	de Manitoba	769.300
	66	de la Colombie Britannique	769.300

assertion qui implique, contrairement aux taits bien établis, que le dit capital a été souscrit et est actuellement possédé de bonne foi par des souscripteurs en état de le verser, si la demande en était faite, de la manière ordinaire? Question par l'honorable M. Macpherson:

20 mai.—En demandant au Parlement à autoriser la dépense de la somme de \$500,000 (insérée au budget de 1873-1874) pour l'exploration du chemin de fer canadien du Pacifique, pendant les douze mois à compter du 1er juillet prochain,—le gouvernement a-t-il l'intention de procéder à l'exploration du pays entre le lac Nipissing et l'Océan Pacifique, et à la construction du chemin de fer canadien du Pacifique, comme ouvrage public, temporairement ou autrement, dans le cas où Sir Hugh Allan, et ses associés ne réussiraient point à obtenir l'assistance de capitalistes anglais pour leur projet de construction du dit chemin de fer ?

Par l'honorable M. Macpherson :

" Qu'il proposera la resolution suivante :

Résolu, que cette honorable Chambre est d'opinion qu'il est d'une grande importance pour la Puissance tout entière, et essentiel dans l'intérêt de la prospérité et de la paix de nos territoires du Nord-Ouest, que le gouvernement ait l'autorisation d'acquérir, à de justes conditions, avec l'assentiment du Parlement, le chemin de fer canadien du Pacifique, et ses embranchements, en tout temps, pendant la construction ou après l'achèvement de ce chemin; et en même temps qu'il en fera l'acquisition, d'éteindre tous droits et titres de la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique à tout ce qui, des 50 millions d'acres de terres accordés à titre d'aide pour l'établissement de la principale ligne ferrée, et des terres données à titre d'aide pour les embranchements, restera et ne sera point alors occupé par des colons, et de reprendre et posséder ces terres restantes comme portions du domaine public de la Puissance du Canada.

Par l'honorable M. Macpherson:

" Qu'il proposera la résolution suivante :

Résolu, que, dans l'opinion de cette honorable Chambre, le gouvernement ne doit pas, sans avoir préalablement obtenu l'autorisation du Parlement, amender ou modifier, ni convenir ou promettre de recommander au Parlement d'amender ou modifier la charte de la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, de manière à la rendre, sous aucun rapport, plus favorable à la dite compagnie qu'elle ne l'est actuellement.

# ORDRES DU JOUR.

# Mercredi, 21 Mai 1873.

	187		
1	20	mai.	— Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Gaz et gazomètres, tel qu'amendé.—(Hon. M. Aikins.)
2	"	"	Troisième lecture (Bill de la Chambre des Communes) Octrois de terres dans le Manitoba aux colons primitifs.—(Hon. M. Aikins.)
2	"	"	Considération du 5e rapport du comité collectif de la bibliothèque.—(Hon. M. Simpson.)
4	"	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Droits de havre et de tonnage dans la Colombie Britannique.—(Hon. M. Aikins.)
5	5 "	"	Seconde lecture (Bill de la Chambre des Communes) Pilotage.—(Hon. M. Campbell.)

Tère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

No. 46

Mardi, 20 Mai 1873.

# PROCES-VERBAUL

DES

SEANCES DU SENAT.

TTAWA:

Imprimés par I. B. TAYLOE, 29, 31 et 35, Rue Ridena 1873.

#### PROCÈS-VERBAUX

DES

### SÉANCES DU SÉNAT

#### DU CANADA.

#### Mercredi, 21 Mai 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins, Armand, Benson, Bureau, Campbell, Carrall, Chaffers. Chapais, Chinic, Christie, Cochrane, Cormier.

De Léry, Dickson. Dumouchel. Ferrier. Flint, Girard, Guévremont, Hamilton (Inkerman) Mills, Hamilton, (Kingston) Holmes. Kaulback, Lacoste.

Letellier de St. Just, Macdonald, (Victoria) Read, Macpherson, Malhiot, McCielan. McDonald, McLelan, Odell. Olivier. Panet,

Perry, Reesor, Kyan, Seymour, Shaw. Skead. Sutherland, Vidal, Wark. Wilmot.]

PRIÈRES :

L'honorable Maître Général des Postes M. Campbell a présenté à la Chambre copie d'un contrat fait entre le Maître Général des Postes et la compagnie du Richelieu pour conduire les malles de Sa Majesté, entre les cites de Montréal et de Québec six fois par semaine, depuis l'ouverture de la navigation en l'année 1873 au taux de quatre mille piastres par année.

Ordonné, qu'il soit déposé sur la table et il est comme suit :

(Voir documents de la Session.)

Les pétitions suivantes ent été reçues et lues :

De MM. Savage, Lyman et Cie et autres, de la cité de Montréal; de MM. J. G. Joseph et autres, marchands du Canada; et de John Lesie et autres, de la cité d'Ottawa, demandant que le bill pour incorporer la compagnie des orfèvres du Canada, (responsabilité limitée) ne soit pas passé.

L'honorable M. Hamilton (Kingston) du comité, des banques, du commerce et des chemins de fer, auquel a été renvoyé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la banque de Pictou a fait rapport qu'îl avait examiné le dit bill en entîsr, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant,

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il? Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Reesor, du comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes sur les impressions du Parlement a présenté son huitième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et

Il a été lu par le Greffier comme suit :

CHAMBRE DE COMITÉ, 20 mai 1873.

Le comité conjoint des impressions à l'honneur de soumettre son huitième rapport comme suit :

Le comité recommande que les documents suivants soient imprimés, savoir :

Rapport du comité du Sénat auquel ont été renvoyées les pétitions demandant la passation d'une loi contre la vente des liqueurs enivrantes (4000 exemplaires en anglais, et 1000 en français).

Rapport du comité spécial d'Immigration et de colonisation (2700 exemplaires en anglais,

et 700 en français);

Cinquième rapport annuel des Directeurs des Pénitenciers de la Puissance du Canada,

pour l'année 1872, (format ordinaire).

Le comité, après avoir examiné la question de nouveau, recommande que le rapport du comité spécial de la Chambre auquel a été reuvoyée la pétition de Joseph Bouchette soit imprimé, ainsi que la correspondance au sujet du plan de M. Wm. Kersteman, pour la construction du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Le tout respectueusement soumis.

Sur motion de l'honorable M. Reesor, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été Ordonné, que le dit rapport soit adopté.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte concernant l'inspection du gaz et des gazomètres" a été lu tel qu'amendé la troisième fois.

La question a été mise, ce bill tel qu'amendé passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements auquel il demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte pour autoriser des concessiont gratuites de terres à certains colons primitifs et à leur descendants dans le territoire formans maintenant partie de la province du Manitoba" a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour étant lu pour la considération du cinquième rapport du comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes sur les impressions du Parlement.

Sur motion de l'honorable M. Reesor; secondé par l'honorable M. Christie, il a été Ordonné, qu'il soit remis à la prochaine séance de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : " Acte pour abroger le chapitre 86 des lois de la Colombie Britannique (1867) intitulé: "An ordinance respecting harbour " and tonnage dues and to regulate the licenses on vessels engaged in the coasting and inland " navigation trade" a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois à la prochaine séance de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : " Acte concernant le pilotage, a été lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général maintenant.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirma-

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le dit bill.

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Olivier, a fait rapport de la part du dit comité qu'il avait examiné le dit bill en entier et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement. Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : " Acte pour amender l'acte de la présente session intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie du " pont du Cauada, et de la rivière Détroit, " auquel elle demende le concours de cette Chambre,

Le dit bill a été lu la première fois:

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que la quarante-deuxième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle à rapport à ce bill et que le dit bill soit lu la seconde fois, maintenant.

Le dit bill a été nors lu la seconde fois, en conséquence. Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

Un message a été apporté de la Chambre des Communes par son Greffier, avec le bill intitulé : "Acte pour faire de nouvelle dispositions concernant l'extradition des criminels " et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a passé ce bill avec divers amendements auxquels elle demande le concours du Sénat.

Les dits amendements ont été alors lus par le greffier comme suit :

#### (Voir Journal.)

Et les dits amendements étant lus une seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, qu'ils soient agreés,

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a acquiescé aux amendements faits au dit bill sans amendement.

Uu message a été apporté de la Chambre des Communes par son greffier, avec le biil intitulé ; " Acte pour incorporer l'agence de placement et de garantie du Canada "

Aussi le bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie du Labrador."

Aussi le bill intitulé : " Acte pour accorder des pouvoirs additionnels à la compagnie des vapeurs de Québec et des Ports du Golfe."

Aussi un acte intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie d'Emmagasinage des mar-

chands."

Aussi un bill intitulé : "Acte pour autoriser la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal a prolongé sa ligne depuis la rivière Creuse jusqu'à un point d'intersection avec le chemin de fer Canadien du Pacifique projeté, et à prolonger aussi la ligne jusqu'au Sault Ste. Marie, la Baie Georgienne et le lac Supérieur, ou à unir sa ligne avec toute ligne de chemin de fer aboutissant aux points ci-dessous mentionnés," et informer cette Chambre qu'elle a agréé aux amendements faits par le Sénat aux dits bills sans amendement.

Un message de la chambre des Communes par son greffier, avec un bill, intitulé: "Acte pour amender de nouveau les actes pour pourvoir à l'amélioration et du havre de Québec, auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit bill soit lu la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre

Alors, sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée.

A sept heures et demie la Chambre s'est assemblée.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### Les honorables Messieurs

Ailoins. Perry, De Léry, Lacoste, Read, Armand, Dickson, Letellier de St. Just, Benson. Dumouchel, Macpherson, Reesor, Bureau. Ferrier, Malhiot, Ryan, Campbell, Flint. McClelan, Seymour Carrall. Shaw. Girard. MeDonald. Chaffers, Guévremont, McLelan, Skead, Chapais, Hamilton, (Inkerman) Mills, Sutherland Chinic, Hamilton, (Kingston) Odell, Vidal. Christie, Holmes. Olivi r. Wark, Wilmot. Cochrane. Kaulback. Panet. Cormier,

#### PRIÈRES :

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que lorsque la Chambre s'ajournera ce soir, elle s'ajourne à vendredi prochain a onze heures du matin.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour suspendre la loi de la "Colombie Anglaise, intitulé: "An ordenance respecting harbor and tonnage dues and to "regulate the licenses on the vessels engaged in the coasting and inland navigation trade," a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat, a passé ce bill, sans amendement.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé : "Acte concernant le pilotage, " a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre, que le Sénat a passé ce bill, sans amendement.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de la présente session, intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du pont de la rivière Détroit," a été lu la troisième fois.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre, que le Sénat, a passé ce bill, sans amendement.

L'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, a proposé:

Qu'il soit résolu:—10. De déclarer que le 16e jour de mai courant, Son Excellence le Gouverneur-Général a transmis, pour l'information du Sénat, copie du procès-verbal d'une

conférence qui a eu lieu entre un comité du Conseil Privé du Canada et certains délégués de la Colonie de l'Ile du Prince-Edouard au sujet del'union de cette colonie avec la Puissance du Canada, ainsi que des résolutions qu'ils sont adoptées comme base de cette union et qui sont dans les termes suivants:

Qu'il est expédient de décréter que :

1. Le Canada sera responsable des dettes et obligatons de l'Ile du Prince-Edouard

existantes à l'époque de l'Union.

2. En considération des dépenses considérables autorisées par le parlement du Canada pour la construction de chemins de fer et de canaux, et en vue de la possibilité de régler les arrangements financiers entre le Canada et les diverses provinces formant actuellement la Confédération, et vue la position isolée et exceptionnelle de l'Île du Prince-Edouard cette colonie aura droit, en entrant dans l'Union, de contracter une dette égale à cinquante piastres par tête de sa population tel qu'indiquée par les tableaux du recensement de 1871, c'est-à-dire quatre millions sept cent un mille cinquante piastres, (\$4,701,050).

3. L'Île du Prince-Edouard n'ayant pas contracté une dette égale à la somme mentionnée dans la résolution précédente, aura droit de recevoir du gouvernement général en paiements semi-annuels et d'avance, un intérêt de cinq pour cent par année sur la différence, établie de temps à autre, entre le montant réel de sa dette et le montant de la dette autorisée comme il est dit plus haut, savoir : quatre millions sept cent un mille cinquante

piastres (\$4,701,050).

4. L'Ile du Prince-Edouaed sera redevable au Canada du montant (s'il y en a,) dont sa dette publique et ses obligations à l'époque de l'Union, pourra excéder quatre millions sept cent un mille cinquante piastres (\$4,701,050,) et devra payer intérêt au taux

de cinq pour cent par annnée sur cet excédant.

5. Le gouvernement de l'Ile du *Prince-Edouard* ne possédant pas de terres de la couronne et, en conséquence, ne retirant pas de revenu de cette source pour l'établissement et l'entretien de travaux locaux, le gouvernement fédéral paiera, par versements semi-annuels et d'avance, au gouvernement de l'Ile du *Prince-Edouard* quarante-cinq mille piastres (\$45,000,) par année, moins l'intérêt à cinq pour cent par année, sur toute somme n'excèdant pas huit cent mille piastres (\$800,000,) que le gouvernement fédéral pourra avancer au gouvernement de l'Ile du *Prince-Edouard* pour l'achat de terres actuellement en la possession de

grands propriétaires.

6. En considération du transfert au parlement du Canada du droit d'imposer des taxes, les sommes suivantes seront payées annuellement par le Canada à l'Île du Prince-Edouard pour les frais de son gouvernement et de sa législature, savoir : trente mille piastres (\$30,000), et un octroi annuel égal à quatre-vingt centins par tête de sa population telle qu'indiquée par les tableaux du recensement de 1871, soit : 94,021, les deux sommes payables semi-annuellement et d'avance, le dit octroi de 80 centins par tête devant être augmenté en proportion de l'accroissement de la population de l'Île, tel qu'indiqué par les recensements décennaux subséquents, jusqu'à ce que la population ait atteint le chiffre de quatre cent mille âmes, chiffre sur lequel l'octroi devra être réglé ultérieurement, avec l'entente que le prochain recensement aura lieu en l'année 1881.

7. Que le gouvernement du Canada se chargera des dépenses occasionnées par les servi-

ces suivants:

A. Traitement du lieutenant-gouverneur.

B. Traitements des juges de la Cour Suprême et des juges des Cours de district ou de comté, quand ces cours seront établies.
C. Frais d'administration des douanes.

D. Service postal.

E. Protection des pêcheries.F. Dépense de la milice.

G. Phares, équipages naufragés, quarantaine et hôpitaux de marine.

H. Exploration géologique.

I. Pénitencier.

J. Service convenable de bateaux à vapeur, transportant malles et passagers, qui sera établi et maintenu entre l'Île et les côtes du Canada l'été et l'hiver, assurant ainsi une communication continue entre l'Île et le chemin de fer Intercolonial ainsi qu'avec le réseau des chemins de fer du Canada.

K. Entretien de communications télégraphiques entre l'Ile et la terre ferme du Canada, Et telles autres dépenses relatives aux services, qui en vertu de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867," dépendent du gouvernement général, et qui sont ou pourront être allouées aux autres provinces.

8. Les chemins de fer donnés à contrat et en voie de construction pour le compte du

gouvernement de l'Ile, deviendront les propriétés du Canada.

9. Le nouvel édifice où siégent les cours de justice, où se trouve le bureau d'enregistrement, etc., sera transféré au Canada sur paiement de soixante-neuf mille piastres, (\$69,-Le prix d'achat comprendra le terrain sur lequel se trouve l'édifice et, en outre, une étendue convenable de terrain pour les cours, etc., etc.

10. Le dragueur à vapeur en construction deviendra la propriété du gouvernement

fédéral, moyennant une somme n'excédant pas vingt-deux mille piastres, (\$22,000).

11. Le bateau passeur à vapeur, aujourd'hui la propriété de l'Ile, demeurera en sa posses-

sion.

12. La population de l'Île du Prince-Edouard ayant augmenté de quinze mille âmes ou plus depuis l'année1861, l'Ile sera représentée dans la Chambre des Communes per six membres, ce chiffre devant être modifié, de temps à autre, en vertu des dispositions de "l'Acte

de l'Amérique Britannique du Nord, 1867."

13. La constitution du pouvoir exécutif et de la législature de l'Ile du Prince-Edouard sera maintenue telle qu'elle sera à l'époque de l'Union, sauf les dispositions de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," jusqu'à ce que modification ait lieu en vertu du dit acte, et la Chambre d'Assemblée de l'Île du Prince-Edouard, telle qu'existante à l'époque de l'Union, sera maintenue durant la période pour laquelle elle a été élue, à moins qu'il

n'y ait dissolution de la dite Chambre auparavant.

14. Les dispositions de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867",—sauf les parties de ces dispositions qui sont en termes exprès, ou qui, par une interprétation raisonnable, seront censées être spécialement applicables et limitées à une seule et non à la totalité des provinces formant maintenant la Confédération, et sauf les modifications qui peuvent avoir été apportées par les présentes résolutions, --seront applicables à l'Île du Prince-Edouard de la manière et dans la mesure qu'elles s'appliquent aux autres provinces de la Confédération, comme si la colonie de l'Ile du Prince-Edouard eût été l'une des provinces originairement unies par le dit acte.

15. L'Union aura lieu le jour que Sa Majesté fixera par ordre en conseil, sur adresses à cet effet présentées par les Chambres du parlement du Canada et de la législature de la colonie de l'Île du Prince-Edouard en vertu de la section cent quarante-six de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," et les districts électoraux pour lesquels, et l'époque à laquelle, et les lois et dispositions en vertu desquelles la première élection de représentants à la Chambre des Communes du Canada pour ces districts électoraux, aura lieu, seront ceux que les Chambres de la législature de la dite colonie du Prince-Edouard pourront spécifier dans leurs dites adresses.

Résolu: 20. Que la Chambre des Communes du Canada a, pendant la présente session du parlement de la Puissance, voté une adresse à Sa Majesté, priant Sa Majesté de vouloir bien gracieusement, par et de l'avis de son très-honorable Conseil Privé, en vertu des dispositions de la 146ème clause de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," admettre l'Ile du Prince-Edouard dans l'Union ou Puissance du Canada aux termes et conditions

énoncés dans les résolutions ci-dessus.

Résolu: 30. Qu'il soit présenté une humble adresse à Sa Majesté pour agréer les termes et conditions mentionnés dans l'adresse de la Chambre des Communes, et pour prier Sa Majesté de vouloir bien, par et de l'avis de Son Très-Hon. Conseil Privé, en vertu des dispositions de la 146e clause de l' "Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," admettre en conséquence l'Ile du Prince-Edouard dans la Puissance du Canada.

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été résolue dans l'affirmative. Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, qu'un comité spécial soit nommé pour rédiger une adresse sur la dite résolution ct que le dit comité soit composé des honorables Messieurs Aikins, Carral, Dumouchel, Odell, Ryan et le moteur.

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été resolue dans l'affirmative.

La Chambre s'est ajourné a loisir.

Quelque temps après la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Campbell, a fait rapport d'une adresse préparée par le dit comité comme suit:

A SA TRÈS-EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE,

"TRÈS-GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, très-fidèles et loyaux sujets de Votre Majesté le Sénat du Canada, en parlement

assemblés, approchons humblement de Votre Majesté pour lui représenter :

Que le 16e jour de mai courant, Son Excellence le Gouverneur-Jénéral a transmis, pour l'information du Sénat, copie du procès-verbal d'une conférence qui a eu lieu entre un comité du Conseil Privé du Canada et certains délégués de la Colonie de l'Ile du Prince-Edouard au sujet de l'union de la dite colonie avec la Puissance du Canada, ainsi que des résolutions qu'ils ont adoptées comme base de cette union et qui sont dans les termes suivants :

Qu'il est expédient de décréter que :

Que le Canada sera responsable des dettes et obligations de l'Ile du Prince-Edouard

existantes à l'époque de l'Union.

Qu'en considération des dépenses considérables autorisées par le parlement du Canada, pour la construction de chemins de fer et de canaux, et en vue de la possibilité de régler les arrangements financiers entre le Canada et les diverses provinces formant actuellement la Confédération, et vue la position isolée et exceptionnelle de l'Ile du Prince-Edouard, cette colonie aura droit, en entrant dans l'Union, de contracter une dette égale à cinquante piastres par tête de sa population tel qu'indiquée par les tableaux du recensement de 1871, c'est-à-dire quatre millions sept cent un mille cinquante piastres, (\$4,701,050).

Que l'Île du Prince-Edouard n'ayant pas contracté une dette égale à la somme mentionnée dans la résolution précédente, aura droit de recevoir du gouvernement général en paiements semi-annuels et d'avance, un intérêt de cinq pour cent par année sur la différence, établie de temps à autre, entre le montant réel de sa dette et le montant de la dette autorisée comme il est dit plus haut, savoir: quatre millions sept cent un mille cinquante piastres

(\$4,701,050).

Que l'Île du Prince-Edouard sera redevable au Canada du montant (s'il y en a,) dont sa dette publique et ses obligations à l'époque de l'Union, pourra excéder quatre millions sept cent un mille cinquante piastres (\$4,701,050,) et devra payer intérêt au taux de cinq pour

cent par année sur cet excédant.

Que le gouvernement de l'Ile du Prince-Edouard ne possédant pas de terres de la couronne et, en conséquence, ne retirant pas de revenu de cette source pour l'établissement et l'entretien de travaux locaux, le gouvernement fédéral paiera, par versements semi-annuels et d'avance, au gouvernement de l'île du Prince-Edouard quarante-cinq mille piastres (\$45,000,) par année, moins l'intérêt à cinq pour cent par année, sur toute somme n'excèdant pas huit cent mille piastres (\$800,000,) que le gouvernement fédéral pourra avancer au gouvernement de l'Ile du Prince-Edouard, pour l'achat des terres actuellement en la possession de grands propriétaires.

Que en considération du transfert au Parlement du Canada du droit d'imposer des taxes, les sommes suivantes seront payées annuellement par le Canada à l'Ile du Prince-Edourd pour les frais de son gouvernement et de sa législature, savoir : trente mille piastres (30,000), et un octroi annuel égal à quatre-vingt centins par tête de sa population telle qu'indiquée par les tableaux de recensement de 1871, soit : 94,021, les deux sommes payables semi-annuellement et d'avance, le dit octroi de 80 centins par tête devant être augmenté en proportion de l'accroissement de la population de l'Île, tel qu'indiqué par les recensements

décennaux subséquents, jusqu'à ce que la population ait atteint le chiffre de quatre cent mille âmes, chiffre sur laquel l'octroi devra être règlé ultérieurement, avec l'entente que le prochain recensement aura lieu en l'année 1881.

Que le gouvernement du Canada se chargera des dépenses occasionnées par les services

suivants:

Traitement du lieutenant gouverneur.

Traitements des juges de la Cour Suprême et des juges des Cour de district ou de comté, quant ces cours seront établies.

Frais d'administration des douanes.

Service postal.

Protection des pêcheries. Dépense de la milice.

Phares, équipages naufragés, quarantaine et hôpitaux de marine.

Exploration de géologique.

Pénitencier.

Service convenable de bateaux à vapeur, transportant malles et passagers, qui sera étable et maintenu entre l'Île et les côtes du Canada l'été et l'hiver, assurant ainsi une communication continue entre l'Îsle et le chemin de fer Intercolonial ainsi qu'avec le réseau des chemins de fer du Canada.

Entretien de communication télégraphiques entre l'Ile et la terre ferme du Canada,

Et telles autres dépenses relatives aux services, qui en vertu de l' "Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867," dépendent du gouvernement général, et qui sont ou pourront être allouées aux autres provinces.

Que les chemins de fer donnés à contrat et en voie de construction pour le compte du

gouvernement de l'Ile, deviendront les propriétés du Canada.

Que le nouvel édifice ou siégent les cours de justice ou se trouve le bureau d'enregistrement, etc., sera transféré au Canada, sur paiement de soixante-neuf mille piastres, (\$69, 000). Le prix d'achat comprendra le terrain sur lequel se trouve l'édifice et, en outre, une étendue convenable de terrain pour les cours, etc., etc.

Que le dragueur à vapeur en construction deviendra la propriété du gouvernement

fédéral, movennant une somme n'excédant pas vingt-deux mille piastres, (\$22,000).

Que le bateau passeur à vapeur, aujourd'hui la propriété de l'Ile, demeurera en sa-

possession.

Que la population de l'Ile du *Prince-Edouard* ayant augmenté de quinze mille âmes ou plus depuis l'année 1861, l'Ile sera représentée dans la Chambre des Communes par six membres, ce chiffre devant être modiffé, de temps à autre, en vertu des dispositions de "l'Acte

de l'Amérique Britannique du Nord, 1867,"

Que la constitution du pouvoir exécutif et de la législature de l'Île du Prince-Edouard, sera maintenue telle qu'elle sera à l'époque de l'Union, sauf les dispositions de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," jusqu'à ce que modification ait lieu en vertu du dit acte, et la Chambre d'Assemblée de l'Île du Prince-Edouard telle qu'existante à l'époque de l'Union, sera maintenue durant la période pour laquelle elle a été élue, à moins qu'il n'y ait

dissolution de la dite Chambre auparavant.

Que les dispositions de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867,"—sauf les parties de ces dispositions qui sont en termes exprès, ou qui, par une interprétation raisonnable, seront censées être spécialement applicables et limitées à une seule et non à la totalité des provinces formant maintenant la Confédération, et sauf les modifications qui peuvent avoir été apportées par les présentes résolutions,—seront applicables à l'Île du Prince-Edouard, de la manière et dans la mesure qu'elles s'appliquent aux autres provinces de la Confédération, comme si la colonie de l'Île du Prince-Edouard eût été l'une des provinces originairement unies par le dit acte.

Que l'Union aura lieu le jour que Sa Majesté fixera par ordre en conseil, sur adresses à cet effet présentées pas les Chambres du Parlement du Canada et de la législature de la colonie de l'Ile du *Prince-Edouard*, en vertu de la section cent quarante-six de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," et les districts électoraux pour lesquels, et l'époque

à laquelle, et les lois et les dispositions en vertu desquelles la première élection de représentan's à la Chambre des Communes du Canada, pour les districts électoraux, aura lieu, seront ceux que les Chambres de la législature de la dite coionie du Prince-Edouard pourront spéci-

fier dans leurs dites adresses.

La Chambre des Communes du Canada ayant pendant la présente session du Parlement de la Puissance, voté une adresse à Votre Majesté, priant Votre Majesté de vouloir bien gracieusement par et de l'avis de son très-honorable Conseil Privé, en vertu des dispositions de la 146e clause de l' "Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," admettre l'Ile du Prince-Edouard dans l'Union ou Puissance du Canada, aux termes et conditions énoncés dans les résolutions ci-dessus.

En conséquence, nous, le Sénat du Canada, agréant entièrement les termes et conditions mentionnés dans l'adresse de la Chambre des Communes, prions humblement Votre Majesté de vouloir bien, par et de l'avis de son très-honorable Conseil Privé, en vertu des dispositions de la 146e clause de l' "Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," ad-

relle L O L L E

0

ne que

mr a

insper tite ()

n'elle

d

pents

Oro

DUIS

que le

mettre l'Ile du Prince-Edouard dans la Puissance du Canada.

La dite adresse étant lue par le greffier,

L'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, a proposé

Que la dite adresse soit agréée.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle n été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que la dite adresse soit signée par l'honorable président de cette Chambre. Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur Général

dans les termes suivants :

A Son Excellence le Très-Honorable Sir Frederic Temple, Comte de Dufferin, Vicomte et Baron Clandeboye, de Clandeboye, dans le Comté Down, dans la Pairie du Royaume-Uni, Baron Dufferin et Clandeboye de Ballyleidy et Killeleagh, dans le Comté Down, dans la Pairie d'Irlande, et Baronnet, Chevalier de Notre Très-Illustre Ordre de St. Patrice et Chevalier Commandeur de Notre Très-Honorable Ordre du Bain, Gouverneur-Général du Canada et Gouverneur et Commandant-en-Chef de l'Ile du 1 rince-Edouard, etc.

Plaise à Votre Excellence,

Nous, loyaux sujets de Sa Majesté, les Sénateurs du Canada, assemblés en Parlement, avons concourru dans l'adresse à Sa Très-Gracieuse Majesté, au sujet de l'admission de la colonie de l'île du Prince-Edouard, dans la Puissance du Canada, que nous prions humblement Votre Excellence de transmettre afin qu'elle soit mise au pied du trône.

Ordonné, que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné, que l'honorable président signe la dite adresse.

Ordonné, que les dites adresses à Sa Majesté et à Son Excellence le Gouverneur-Général, soient présentées à Son Excellence, par ceux des membres du Sénat, qui son membres du conseil Privé.

Conformément à l'ordre du jour, le bill intitulé: "Acte pour amender de neuveau les actes pour pourvoir à l'amélioration et à la direction du havre de Québec" a été lu la seconde

L'honorable M. Campbell a proposé, secondé par l'honorable M. Aikins, Que le dit bill soit renvoyé à un comité général, présentement.

La question de concours étant mise sur la dite motion, elle a été résolue dans l'affirma-

La Chambre, conformément à l'ordre, s'est ajournée à loisir et s'est mise en comité général sur le dit bill,

Quelques temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Ferrier a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre sans amendement. Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois vendredi prochain.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte concernant l'engagement des matelots " auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné que la quarante-deuxième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport à ce bill et que le dit bill soit lu la seconde fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la seconde fois en conséquence. Ordonné, que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois. Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: " Acte pour amender et consolider et étendre à toute la Puissance du Canada, les lois concernant l'inspection de certains articles de produits Canadiens, auquel elle demande le concours de cette Chambre,

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que la quarante-deuxième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport à ce bill et que le dit bill soit lu la seconde fois maintenant.

Le dit bil a été alors lu la seconde fois en conséquence.

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général maintenant.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir et mise en comité général sur le dit bill.

#### (En Comité Voir Journal).

Quelques temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Kaulback a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport à la Chambre avec divers amendements qu'il soumettrait à la Chambre aussitôt qu'elle voudrait bien les recevoir.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu, et

Les dits amendemenss étant lus une seconde fois par le greffier, et la question de concours étant mise sur iceux, ils ont été séparément agréés

Ordonné, que le dit bill tel qu'amendé soit lu la troisième fois présentement. Le dit bill tel qu'amendé a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill tel qu'amendé passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendements auquel il demande son concours.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour changer les limites des comtés de Montcalm et Joliette pour des fins électorales," auquel elle demande le concours de cette Chambre,

Le dit bill a été lu la première fois,

Sur motion de l'honorable M. Armand, secondé par l'honorable M. Malhiot, il a été Ordonné, que la quarante-deuxième règle de cette Chambre, soit suspendue en tant qu'elle a rapport à ce bill et que le dit bill soit lu la seconde fois, maintenant.

Le dit bill a été alors lu la seconde fois, en conséquence. Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, maintenant. Le bill a alors été tel qu'amendé, lu la troisième fois. La question a été mise, ce bill tel qu'amendé passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec divers amendement auquel il demande son concours.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour amender la loi concernant les lettres de change et les billets promissoires," auquel elle demande le concours de cette Chambre,

Le dit bill a été lu la première fois.

L'honcrable M. Ferrier, secondé par l'honorable M. Skead, a proposé, Que le dit bill soit lu la seconde fois, aujourd'hui en six mois.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour faire des arrangements temporaires pour l'élection des membres de la Chambre des Communes," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M.
rable M. il a été

, secondé par l'hono-

Ordonné, que la quarante-deuxième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport à le bill et que le dit bill soit lu la seconde fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la seconde fois en conséquence. Ordonné, que le dit bill, soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence. La question a été mise, ce bill tel qu'amendé passera-t-il? Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé; "Acte pour réajuster les montants payables et chargés contre les différentes provinces du Canada par le gouvernement de la Puissance en tant qu'ils dépendent de la dette avec laquelle ils sont rentrées dans la Confédération," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins il a été Ordonné, que la quarante-deuxième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport à ce bill et que le dit bill soit lu la seconde fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la seconde fois en conséquence.

Ordonné, que le dit bill soit renvoyé à un comité général maitenant.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre s'est ajournée à loisir, et s'est mise en comité général sur le dit bill

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Ryan, a fait rapport, de la part du dit comité, qu'il avait examiné le dit bill en entier, et l'avait chargé d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois présentement.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte concernant les droits d'exportation imposés sur le bois par la législature du Nouveau-Bruns-wick," auquel elle demande le concours de cette Chambre,

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que la quarante-deuxième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport à ce bill et que le dit bill soit lu la seconde fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la seconde fois en conséquence. Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill a été alors lu la troisième sois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative. Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte pour faire de nouvelles dispositions relativement aux pétitions et matières concernant les élections contestées des membres de la Chambre des Communes, "auquel elle demande le concours de cette Chambre,

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été
Ordonné, que la quarante deuxième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle
a rapport à ce bill et que le dit bill soit lu la seconde fois, maintenant.

Le dit bill a été alors lu la seconde fois, en conséquence. Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois, maintenant, Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier pour rapporter le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour faire de nouvelles dispositions pour le gouvernement des territoires du Nord-Ouest et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a passé ce bill avec divers amendements auxquels elle demunte le concours du Sénat.

Les dits amendements ont été alors lu par le grefier comme suit :

#### Voir Journal.

Et les dits amendements étant lus une seconde fois. Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, qu'ils soient agréés.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a acquiessé aux amendements faits au dit bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, pour rapporter le bill intitulé: "Acte pour continuer pendart un certain temps l'acte de faillite de 1869 et les actes qui l'amendent aussi le bill intitulé: "Acte pour pourvoir à l'inspection du gaz et des gazomètres" et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a acquiescé aux amendements faits par le Sénat aux dits bills sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acte concernant l'administration de la justice et pour l'établissement d'un corps de police dans les territoires du *Nord-Ouest*," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que la quarante-deuxième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport à ce bill et que le dit bill soit lu la seconde fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la seconde fois en cynséquence.

Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé: "Acto concernant les traitements et allocations des juges et autres fonctionnaires et employés publics, et l'indemnité des membres du Sénat et de la Chambre des Communes," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que la quarante-deuxième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport à ce bill et que le dit bill soit lu la seconde fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la seconde fois en conséquence. Ordonné, que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il? Elle a été résolue dans l'affirmative.

Grdonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte concernant l'admission de la colonie de l'Ile du *Prince Edouard* comme province de la Puissance," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit bill a été lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que la quarante-deuxième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport à ce bill et que le bill soit lu la seconde fois maintenant,

Le dit bill a été alors lu la seconde fois en conséquence. Ordonné, que le dit bill soit lu troisième fois maintenant. Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. McLelan du comité conjoint des impressions a présenté sou neuvième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et

Le dit rapport a été lu par le greffier comme suît :-

CHAMBRE DE COMITÉ,

21 mars 1873.

Le comité collectif des deux Chambres sur les impressions du parlement a l'honneur de

présenter la résolution suivante comme son neuvième rapport.

Résolu: Que les divers contrats pour les impressions, la reliure et le papier d'impression expirant l'an prochain, il est expédient de prendre des mesures pour l'accomplissement de ces services en demandant durant la vacance des soumissions pour les impressoins, la reliure et le papier d'impression requis pour le Parlement de la Puissance du Canada, pour l'espace de cinq années à compter du 1er janvier 1875, avec le droit, de la part du gouvernement, de prolonger cette période jusqu'à dix années aux mêmes termes et conditions.—ces soumissions devant être envoyées dans une enveloppe scellée marquée " soumission pour les impressions, la reliure, ou le papier d'impression", suivant le cas, et adressées au greffier du comité conjoint des impressions pour les deux Chambres du Parlement, pas plus tard qu'à midi du premier jour de la prochaîne session du Parlement de la Puissance, aprés lequel temps il ne sera plus reçu de telles soumissions, —ces soumissions devant être écrites sur des formules en blanc qu'on pourra se procurer en s'adressant au greffier du comité,-et que les calculs pour vérifier la valeur de chaque soumission seront faits d'après les divers services tels qu'accomplis dans la session de 1872-3, et que les divers termes, conditions et dispositions contenus dans les dites formules de soumission lieront les divers scumissionnaires, et formeront la base d'après laquelle les divers contrats seront rédigés.

Sur motion de l'honnorable M. McLelan, secondé par l'honorale M. Dumouchel, il a été

Ordonné, qu'il soit adopté.

L'honorable M. McLelan, du comité conjoint des impressions du parlement a presenté son dixième rapport.

Ordonné, qu'il soit reçu, et

Le dit rapport a été alors lu par le greffier comme suit :

CHAMBRE DE COMITÉ,

21 mai 1873.

Le comité collectif des deux Chambres sur les impressions du parlement à l'honneur de présenter son dixième rapport.

Le comité a soigneusement examiné les documents suivants, et il en recommande l'im-

Pression, savoir :
Rapport du comité spécial de la Chambre des Communes nommé au sujet de l'hygiène et de la santé publique.

Le tout respectueusement soumis.

Et le dit rapport étant lu de nouveau par le greffier.

Sur motion de l'honorable M. Dumouchel, secondé par l'honorable M. McLelan, il a été Ordonné, qu'il soit adopté.

Alors sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, La Chambre s'est ajournée à vendredi prochain à onze heures du matin.

#### Vendredi, 23 Mai 1873.

#### AFFAIRES DE ROUTINE.

Pétitions à présenter.

Pétitions à lire,

Rapports de comités à présenter:

Motions.

#### ORDRES DU JOUR.

Vendredi, 23 Mai 1873.

1873.

<sup>1 21</sup> mai. — Troisieme lecture (Bill de la Chambre des Communes) Amélioration au havre de Québec.— (Hon. M. Campbell.)

Considération du cinquième rapport du comité conjoint des impressions— (Hon. M. Simpson.)

PROCES-VERBAUX

DES

ANCESDU

SENAT.

1

OTTAWA:

tinprimés par I. E. Taxios, 29, 31 et 33, Kine ici iena. 1873.

No. 47

lère Session, 2e Parlement, 36 Vist., 1373.

Vendredi, 23 Mai 1873.

#### PROCES-VERBAUX

DES

## SEANCES DU SENAT

#### DU CANADA.

Vendredi, 23 Mai, 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

#### Les honorables Messieurs

Aikins, Campbell, Carrall, Chaffers, Chapais, Chinic, Cormier, Dumouchel. Girard, Holmes, McDonald, McLelan,

Panet, Skead, Sutherland.

#### PRIÈRES :

L'honorable président a présenté à la Chambre une liste des actionnaires de la banque de Montréal à la date du 15e jour de mai courant.

Ordonné, qu'elle soit déposée sur la table et elle est comme suit :

(Voir Documents de la Session.)

L'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, a proposé, Que lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle reste ajournée à mercredi le treij zième jour d'août prochain. La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été résolue dans l'affirmati

L'ordre du jour, étant lu pour la troisième lecture du bill intitulé : " Acte pour amen de nouveau les actes à l'effet de pourvoir à l'amélioration du havre de Québec."

L'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, a proposé, Que le dit bill soit amendé comme suit :

#### (Voir Journal.)

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été résolue dans l'affirmati Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Ordonné, que le dit tel qu'amendé soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill tel, qu'amendé, a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill, tel qu'amendé, passera-t-il ?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill avec un amendement auquel il demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du cinquième rapport du comi conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes sur les impressions du parlement. Sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, il a été

Ordonné, qu'il soit renvoyé a un comité général présentement.

La Chambre s'est ajournée à loisir en conséquence et s'est mise en comité général sur dit rapport.

#### (En comité.)

Le dit rapport étant lu,

L'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. Campbell, a proposé que le dit ra port soit amendé d'après la résolution de la Chambre des Communes du 19 mai coura comme suit :

Que tous les mots après "que" soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les st vants: "les prix du contrat impressions parlementaires soient élevés dans la même propel tion que le sont ceux des entrepreneurs d'impressions généralement, tel que l'Imprimeur a fait rapport, savoir, de 27 pour cent :-

La question de concours étant mise sur le dit amendement il a été agréé.

Quelque temps après, la Chambre a repris sa séance, et

L'honorable M. Girard, a fait rapport de la part du dit comité, qu'il avait examiné l dit rapport en entier, et y avait fait un amendement qu'il soumettrait aussitôt que la Chambi voudrait bien le recevoir.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu, et

Le dit amendement étant lu la seconde fois, et la question de concours étant mise su icelui il a été agréé.

L'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, a proposé, Qu'une hu mble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur-Général dans le termes suivants:

A Son Excellence le Très-Honorable Sir Frederic Temple, Comte de Dufferin, Vicomte e Baron Clandeboye, de Clandeboye, dans le Comté Down; dans la Pairie du Royaume Uni, Baron Dufferin et Clandeboye de Ballyleidy et Killeleagh, dans le Comté Down dans la Pairie d'Irlande, et Baronnet, Chevalier de Notre Très-Illustre Ordre de St Patrice et Chevalier Commandeur de Notre Très-Honorable Ordre du Bain, Gouverneur Général du Canada et Gouverneur et Commandant-en-Chef de l'Ile du Prince-Edouard et Vice-Amiral du Canada et de l'Ile du Prince-Edouard, etc.

#### Qu'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE :

Nous le très-fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada réuni en parlent, représentons humblement que la Chambre des Communes ayant passé une adresse ant Son Excellence de vouloir bien gracieusement donner des ordres afin que les tes de l'honorable Sir George Etienne Cartier, Baronnet, soient inhumés aux dépens public, et qu'un monument soit érigé à la mémoire de cet excellent homme d'Etat, avec inscription exprimant le sentiment public au sujet d'une perte si grande, d'une perte irréable, et assurant Son Excellence que cette Chambre tiendra compte des dépenses à cet

Nous assurons humblement Votre Excellence que le Sénat à concouru dans les termes

la dite adresse de la Chambre des Communes.

La question de concours étant mise sur la dite motion elle a été unanimement résolue

ns l'affirmative.

Ordonné, que la dite adresse soit grossoyée et signé par l'honorable président. Ordonné, que ceux des membres du Sénat qui sont membres du conseil privé présentent lite motion à Son Excellence le Gouverneur-Général.

L'honorable M. Campbell secondé par l'honorable M. Aikins a proposé

Que la Chambre des Communes ayant passé une résolution dans les termes suivants :

" Résolu, que le gouvernement soit autorisé à entrer en négociations, durant la vacance Parlement, avec quelque association ou compagnie sur laquelle on puisse compter pour le nsfert du chemin de fer conduisant de Windsor à la ligne principale qui relie Halifax à uro, à la condition que cette association ou compagnie prolongera le chemin de fer depuis anapolis jusqu'à Yarmouth, le tout sujet à l'approbation du parlement à sa prochaine sion." Le Sénat concourt dans la dite résolution pour autoriser le Gouvernement à entrer us les dites négociations, dans les conditions ci-dessus mentionnées.

La question de concours étant mise sur la dite motion

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que la dite résolution soit communiquée à Son Excellence le Gouverneur énéral par ceux des membres du Sénat qui sont membres du Conseil Privé.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, pour rapporter le bill ratulé : " Acte concernant la marine marchande, l'enregistrement, l'inspection et le classeent des navires."

Aussi le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 34 Vict. ch 43, intitulé : "Acte our permettre à certaines compagnies de chemins de fer de pourvoir aux besoins du trafic vissant sur leurs chemins de fer et pour amender l'acte des chemins de fer de 1868."

Aussi le bill intitulé : "Acte concernant les chargements sur le pont des navires"

Aussi le bill intitulé : " Acte pour amender et refondre et pour étendre à toute la Puis-Ince du Canada les lois concernant l'inspection de certains articles de production Canadienne et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a acquiescé aux amendements ut par le Sénat aux dits bills sans amendement.

Un message a été apporté de la Chambre des Communes par son greffier dans les termes livants:

#### CHAMBRE DES COMMUNES.

Vendredi, 23 mai, 1873.

Résolu, qu'il soit envoyé un message au Sénat pour informer leurs Honneurs que tte Chambre n'a pas concouru à leur amendement au bill (No. 93) intitulé : "Acte pour Amender de nouveau les actes à l'effet de pourvoir à l'amélioration et l'administration du avre de "Québec," parce qu'il a rapport à l'imposition de péages, taux et droits, et qu'il est Intraire aux priviléges de cette Chambre.

Ordonné, que le greffier porte le dit message au Sénat.

Certifié.

A. PATRICK,

Greffier des Communes.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été Résolu, que cette Chambre n'insiste pas dans leur amendement fait au dit bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau les actes à l'effet de pourvoir à l'amélioration et à l'adminis-

Un message de la Chambre des Communes par son greffier avec le bill intitulé : "Acte à l'effet d'amender les actes pour prévenir plus efficacement la désertion des matelots et à d'autres fins," et pour imformer cette Chambre qu'elle a passé le dit bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, pour rapporter le bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau la législation relativement à certaines matières de procédure dans les causes criminelles" et informer cette Chambre que la Chambre des Communes a passé ce bill avec un amendement auquel elle demande son concours.

Le dit amendement a été alors lu par le greffier comme suit :

Page 1, ligne 23, retranchez depuis "liberté" jusqu'à "effet" inclusivement page 2, ligne 24.

Et le dit amendement étant lu une seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Aikins, il a été

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes et informe cette Chambre que le Sénat a acquiescé à l'amendement fait au dit bill sans amendement.

Un message de la Chambre des Communes par son greffier, avec un bill intitulé : "Acte pour accorder à Sa Majesté certaines sommes nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du service public pour les années fiscales expirant le trentième jour de juin 1873 et le trentière jour de juin 1874," auquel elle demande le concours de cette Chambre. Le dit bill a été alors lu la première fois.

Sur motion de l'honorable M. Campbell, secondé par l'honorable M. Dumouchel, il a été Ordonné, que la quarante-deuxième règle de cette Chambre soit suspendue en tant qu'elle a rapport à ce bill et que le dit bill soit lu la seconde fois maintenant.

Le dit bill a été alors lu la seconde fois en conséquence.

Ordonné, que le le dit bill soit lu la troisième fois maintenant. Le dit bill a été alors lu la troisième fois en conséquence.

La question a été mise, ce bill passera-t-il?

Elle a été résolue dans l'affirmative.

Ordonné, que le greffier se rende à la Chambre des Communes, et informe cette Chambre que le Sénat a passé ce bill sans amendement.

La Chambre s'est ajournée à loisir.

Quelques temps après la Chambre a repris sa séance et

L'honorable maître-général des postes M. Campbell a informé la Chambre que c'est l'intention de Son Excellence le Gouverneur-Général de se rendre à la Chambre du Sénat, à trois heures de cet après-midi, pour sanctionner au nom de Sa Majesté, certain bill passé par

La Chambre s'est ajournée à loisir.

Quelque temps apsès la Chambre a repris sa séance.

Son Excellence le Très-Honorable Sir Frederic Tlmple, Comte de Dufferin, Vicomte et Baron Clandeboye, de Clandeboye, dans le comté Down, dans la Pairie du Royaume-Uni, Baron Dufferin et Clandeboye, de Ballyleidy et Killeleagh, dans le comté Down, dans la Pairie d'Irlande, et Baronnet, Chevalier du Très-Illustre Ordre de St. Patrice et Chevalier Commandeur du Très-Honorable Ordre du Bain, Gouverneur-Général du Canada et Gouverneur et Commandant-en-Chef de l'Île du Prince-Edouard, et Vice-Amiral du Canada et de l'Île du Prince-Edouard, etc., etc., étant assis dans le fauteuil sur le Trône.

L'honorable Président a ordonné au gentilhomme huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des Communes et d'informer cette Chambre "que c'est le plaisir de Son Excellence que les Communes se rendent immédiatement auprès d'Elle, dans la Salle du Sénat."

La Chambre des Communes étant venue avec son Orateur,

Le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être passés comme suit:

Acte pour pourvoir au maintien de l'ordre à bord des steamers à passagers.

Acte pour amender l'acte du fonds de retraite du Service Civil.

Acte pour amender l'acte de la compagnie du chemin de fer d'Erié et Niagara de mil huit cent soixante-et-trois.

Acte pour incorporer la compagnie du Pont du Canada et de la Rivière Détroit.

Acte pour amender de nouveau l'Acte concernant les banques et le commerce de banque.

Acte pour incorporer "La Banque de St. Hyacinthe." Acte pour incorporer la banque Victoria du Canada.

Acte pour incorporer la banque Stadacona. Acte pour incorporer la banque Impériale.

Acte pour incorporer la chambre de commerce de la Puissance.

Acte concernant la Maison de la Trinité et les commissaires du havre de Montréal.

Acte à l'effet de mieux protéger les cours d'eau et rivières navigables.

Acte pour incorporer la compagnie d'acier breveté de Date (responsabilité limitée).

Acte pour incorporer la chambre de commerce du comté de King.

Acte pour étendre les pouvoirs de la compagnie du Télégraphe de Montréal, et pour d'autres fins.

Acte à l'effet d'amender les actes incorporant la compagnie du Pont suspendu de Queenston.

Acte pour amender l'acte concernant la construction du chemin de fer Intercolonial.

Acte pour amender les actes incorporant la compagnie de placement et d'agence de Londres et du Canada (responsabilité limitée).

Acte pour incorporer la banque centrale du Canada.

Acte pour amender l'acte pour incorporer la compagnie du Pont et Tunnel de chemin de fer de la rivière Ste. Claire.

Acte pour amender l'acte pour incorporer la compagnie du Pont de chemin de fer de la Rivière Détroit et changer son nom en celui de "Compagnie du Pont et Tunnel de chemin de fer de la Rivière Détroit."

Acte pour incorporer la compagnie d'assurance maritime et contre l'incendie, dite de la Puissance.

Acte pour amender l'acte concernant les compagnies à fonds social pour la construction de travaux pour faciliter le flottage des bois sur les rivières et cours d'eau.

Acte pour incorporer la compagnic du chemin de fer de jonction du Grand Occidental et de la rive du lac Ontario.

Acte concernant le havre de Pictou, dans la Nouvelle-Ecosse.

Acte concernant le canal Desjardins.

Acte pour changer le nom de la "Frechold Permanent Building Society of Toronto" en celui de "Frechold Loan and Saving Company" (Compagnie de crédit foncier et d'épargnes), et pour en étendre les pouvoirs.

Acte pour changer le nom de la "Banque Supérieure du Canada," en celui de "La banque fédérale du Canada."

Acte concernant le service postal océanique.

Acte pour incorporer la compagnie des laminoirs Colbrock de la Puissance du Canada.

Acte pour incorporer la compagnie d'assurance Royale Canadienne.

Acte pour incorporer la compagnie maritime d'emmagasinage et de docks. Acte pour incorporer la compagnie canadienne des moissonneuses, dites Warrior.

Acte pour établir de meilleures dispositions à l'égard de l'amélioration du fleuve St. Laurent entre Montréal et Québec.

Acte concernant les naufrages et le sauvetage.

Acte pour établir de nouvelles dispositions au sujet des droits de douane dans le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest.

Acte concernant la prison centrale de la Province d'Ontario.

Acte pour permettre à la compagnie du Grand chemin de fer Occidental d'étendre et perfectionner davantage ses moyens de correspondance.

Acte pour incorporer la compagnie de chars et de manufacture du Canada.

Acte pour incorporer la compagnie pour la fabrication du papier, dite du Canada.

Acte concernant le chemin de fer de St. François et Mégantic.

Acte pour amender les actes concernant l'inspection des bateaux à vapeurs.

Acte à l'effet de proroger l'acte passé dans la trente-troisième année du règne de Sa Majesté, intitulé : " Acte pour amender l'acte des pénitenciers, de 1868."

Acte concernant les étrangers et la naturalisation dans les provinces de la Colombie Britannique et de Manitoba.

Acte pour amender l'acte concernant les offenses contre la personne.

Acte pour résoudre un doute sur l'interprétation à donner à la trente-et-unième section de l'acte trente-trois *Victoria*, chapitre trois, et pour amender la section cent huit de l'acte des terres de la Puissance.

Acte concernant les poids et mesures.

Acte pour incorporer la compagnie d'Express de la Puissance.

Acte pour incorporer la compagnie du câble Atlantique du Canada.

Acte pour incorporer la compagnie canadienne de terres et de prêt de Glasgow (responsabilité limitée.)

Acte pour amender l'acte relatif à certaines banques d'épargne dans les Provinces d'Ontario et Québec.

Acte pour conférer certains pouvoir s à la Compagnie du Chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel.

Acte pour permettre à la compagnie du chemin de Buffalo et du lac Huron de faire des arrangements au sujet des bons qui représentent sa dette.

Acte pour incorporer la compagnie des marbres Marrezzo du Canada.

Acte à l'effet d'amender l'acte 32 et 33 Vict., ch. 70, pour unir les compagnies d'assurance mutuelle du Castor et de Toronto contre l'incendie.

Acte pour amender les actes généraux concernant les chemins de fer.

Acte pour autoriser James K. Ward et autres, à placer des estacades sur le chenal entre l'Ile St. Ignace et l'Ile-du-Pads, dans la paroisse de l'Ile-du-Pads, dans le district de Richelieu. Acte pour incorporer la compagnie d'assurance du Canada.

Acte à l'effet d'amender l'acte pour incorporer l'association de placement de Montréal.

Acte pour amender l'Acte concernant la milice et la défense de la Puissance du Canada.

Acte pour incorporer une compagnie sous le nom de "Le Crédit Foncier du Bas-Canada."

Acte pour incorporer la compagnie de bassins et de magasins, dite de la Puissance.

Acte pour incorporer la compagnie canadienne d'importation des métaux.

Acte pour incorporer la compagnie des steamers de la malle royale du Canada et des Indes Occidentales.

Acte pour incorporer la compagnie d'assurance maritime mutuelle du Canada.

Acte pour amender le chapitre 58 des statuts refondus de la ci-devant province du Canada.

Acte concernant l'intérêt et l'usure dans la province de la Nouvelle-Ecosse.

Acte pour autoriser des concessions gratuites de terre à certains colons primitifs et à leurs descendants, dans le territoire formant maintenant la province de *Manitoba*.

Acte pour incorporer la banque de Pictou.

Acte pour incorporer la chambre de commerce d'Oshawa.

Acte pour incorporer la compagnie des travaux hydrauliques de Lochine et pour lui

conférer certains pouvoirs.

Acte pour abroger la loi de la Colombie Britannique intitulé: "An Ordnauce respecting Harbor and Tonnage Dues and to regulate the licenses on the vessels engaged in the coasting and Inland Navigation Trade."

Acte pour amender l'acte de la présente session intitulé : "acte pour incorporer la com-

pagnie du pont du Canada et de la Rivière Détroit."

Acte concernant l'admission de la colonie de l'Ile du Prince-Edouard comme province de la Puissance.

Acte pour incorporer l'agence de placement et de garantie, dite du Canada.

Acte pour incorporer la compagnie du Labrador.

Acte pour accorder des pouvoirs additionnels à la compagnie des steamers de Québec et des Ports du Golfe.

Acte pour incorporer la compagnie d'emmagasinage des marchands.

Acte pour autoriser la compagnie du chemin à lisses de Colonisation du Nord de Montréal à prolonger sa ligne depuis la Rivière Creuse jusqu'à un point d'intersection avec le chemin de fer canadien du Pacifique projeté, et à prolonger aussi sa ligne jusqu'au Sault Ste. Marie, la Baie Georgienne et le Lac Supérieur, ou à unir sa ligne avec toute ligne de chemin de fer aboutissant aux points ci-dessus mentionnés.

Acte à l'effet d'amender l'acte intitulé : " acte portant de nouvelles dispositions pour le

gouvernement des territoires du Nord-Ouest."

Acte pour pourvoir à l'inspection du gaz et des compteurs de gaz.

Acte pour continuer pendant un temps limité l'acte de faillite de 1869 et les actes qui l'amendent.

Acte concernant le pilotage.

Acte concernant l'administration de la justice et l'établissement d'un corps de police dans les Territoires du Nord-Ouest.

Acte concernant les traitements et allocations des juges et autres fonctionnaires et employés publics, et l'indemnité des membres du Sénat et de la Chambre des Communes.

Acte pour changer les limites des comtés de Montcalm et de Joliette pour les fins électo-

raies.

Acte à l'effet d'établir des dispositions temporaires pour l'élection des membres de la Chambre des Communes.

Acte pour répartir de nouveau les sommes payables et imputables aux diverses provinces du Canada par le gouverment fédéral, en temps qu'elles dépendent de la dette avec laquelle elles sont entrées dans l'Union.

Acte pour établir de meilleures dispositions relativement aux pétitions d'élections et à tout ce que se rattache aux élections des membres de la Chambre des Communes dont la validité est contestée.

Acte concernant les droits d'exportation imposés sur les bois de construction par la législature de la Province du Nouveau-Brunswick.

Acte pour amender l'Acte trente-quatre Victoria, chapitre quarante-trois, intitulé: "Acte pour permettre à certaines compagnies de chemin de fer de pourvoir aux besoins du trafic croissant sur leur chemin de fer, et pour amender l'acte des chemins de fer, 1868.

Acte concernant les chargements sur le pont des navires.

Acte pour amender de nouveau les actes à l'effet de pourvoir à l'administration et à l'amélioration du havre de Québec.

Acte pour amender, refondre et étendre à toute la Puissance du Canada les lois relatives à l'inspection de certains produits principaux du Canada.

Acte pour amender de nouveau la législation relativement à certaines matières de procédure dans les causes criminelles.

Acte à l'effet d'amender les actes pour prévenir plus efficacement la désertion des matelots et à d'autres fins.

La sanction royale a été prononcé sur ces bills par le greffier comme suit : "Au nom de Sa Majesté Son Excellence le Gouverneur-Général sanctionne ces bills."

Le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills qui suivant : Acte pour faire de nouvelles dispositions concernant l'extradition des criminels.

Acte concernant l'engagement des matelots. Acte pour faire droit à John Robert Martin.

Acte concernant la marine marchande et l'enregistrement, l'inspection et le classement des navires.

Alors le greffier de cette Chambre a dit : "Son Excellence le Gouverneur-Général réserve ces bills pour la signification du bon plaisir de Sa Majesté.

Alors l'honorable Orateur de la Chambre des Communes adresse la parole à Son Excellence le Gouverneur-Général, comme suit :—

#### QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE:

Au nom des Communes je présente à Votre Excellence un bill intitulé : "Acte pour accor"der à Sa Majesté certaines sommes nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du service
"public, pour les années fiscales expirant le trentième jour de juin 1873, et le trentième jour
de juin 1874," et pour d'autres objets liés au service public, que je prie humblement Votre Excellence de sanctionner.

A ce le greffier de cette Chambre a alors dit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le Gouverneur-Général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

La Chambre des Communes s'est retirée, et

Il a plu à Son Excellence le Gouverneur-Général de se retirer.

Alors sur motion de l'honorable M. Aikins, secondé par l'honorable M. McLelan, La Chambre s'est ajournée à mercredi, le 13e jour d'août prochain à trois heures de l'après-midi. No. 46

lère Session, 2e Parlement, 36 Vict., 1873.

Vendredi, 23 Mai 1873.

## PROCES-VERBAUX

DES

SÉANCES DU SENAT.

OTTAWA:

Umprimés par I. B. TAYLOR, 29, 31 et 33, Rue Rideau 1873.

#### PROCÈS-VERBAUX

DES

## SÉANCES DU SÉNAT

#### DU CANADA.

#### Mercredi, 13 Aout 1873.

Les membres présents étaient :

L'honorable PIERRE JOSEPH OLIVIER CHAUVEAU, Président,

Les honorables Messieurs

Aikins, Botsford, Campbell. Cormier, Mills. Ryan, Shaw,

Skead, Wilson,

L'honorable Président a informé la Chambre que Son Excellence le Gouverneur Général avait l'intention de venir à la Salle du Sénat à trois heures cet après midi, pour proroger le Parlement.

Son Excellence le Très-Honorable Ser Frédéric Temple, Comte de Dufferin, Vicomte et Baron Clandeboye, de Clandeboye, dans le Comté Down, dans la Pairie du Royaume-Uni, Baron Dufferin et Clandeboye de Ballyleidy et Killeleagh, dans le Comté Down, dans la Pairie d'Irlande, et Baronnet, Chevalier du Très-Illustre Ordre de St. Patrice et Chevalier Commandeur du Très-Honorable Ordre duBain, Gouverneur-Genéral du Canada, et Gouverneur et Commandant-en-Chef de l'Ile du Prince-Edouard, et Vice-Amiral du Canada et de l'Ile du Prince-Edouard, etc., etc., étant assis sur le Trône,

L'honorable Président a ordonné au Gentilhomme Hwissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des Communes et d'informer cette Chambre "que c'est le plaisir de Son "Excellence que les Communes se rendent immédiatement auprès d'Elle, dans la Salle du

"Sénat."

La Chambre des Communes étant venue avec son Orateur,

Il a plu à Son Excellence le Gouverneur-Général de prononcer le discours suivant : Honorables Messieurs du Sénat,

Messieurs de la Chambre des Communes,

En vous dispensant de prolonger vos travaux parlementaires, je désire vous offrir mes meilleurs remerciments pour la diligence que vous avez montrée dans l'exécution de vos devoirs publics.

Au nombre des mesures que vous avez adoptées se trouvent des lois très-importantes

pour la prospérité de la Puissance.

Les intérêts du commerce seront promus par l'Acte relatif à l'inspection des principaux

articles de production canadienne, ainsi que par le Statut réglant les poids et mesures.

Les différents Actes concernant notre marine marchande contribueront grandement au succès et au développement de cette branche importante de notre industrie nationale, et à la protection de la vie de nos marins.

Par l'Acte relatif à la décision des élections contestées des membres de la Chambre des Communes, vous avez adopté le système qui fonctionne maintenant avec succès dans la Mère

Patrie

Je vous félicite sincèrement de l'admission de la Colonie de l'Ile du Prince-Edouard comme Province de la Puissance.

Messieurs de la Chambre des Commumes,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie des subsides que vous avez votés si volontiers. Ils assureront l'exécution énergique des grands travaux publics que requièrent si impérieusement les besoins et les développements si rapides de ce pays.

Honorables Messieurs et Messieurs,

J'ai cru qu'il était à propos, dans l'intérêt du bon gouvernement de ce pays, d'ordonner qu'une Commission fût émise, afin de s'enquérir de certaines choses se rapportant au Chemin de Fer du Pacifique Canadien auxquelles l'attention publique a été appelée et que la propue faite de prop

preuve faite devant cette Commission fût reçue sous serment.

Les Commissaires auront instruction de procéder à cette enquête avec toute diligence, et de transmettre leur rapport aussi bien aux Orateurs du Sénat et de la Chambre des Communes qu' à moi même. Immédiatement aprés la réception du rapport, je ferai convoquer le Parlement pour la dépêche des affaires, afin de vous donner une prompte occasion de considérer ce rapport. En attendant, je prends congé de vous.

L'honorable Président du Sénat a alors dit:

Honorables Messieurs du Sénat,

Messieurs de la Chambre des Communes,

U'est la volonté et le plaisir de Son Excellence le Gouverneur-Général de proroger ce Parlement à lundi le 22e jour de septembre prochain, pour être ici tenu, et ce Parlement est en conséquence prorogé à lundi le vingt-deuxième jour de septembre prochain.

1er Session, 2e Parlement, 36 Victoria, 1873.

Mercredi 13 Août 1873

# PROCES-VERBAUX

DES

SEANCES DU SENAT

CTTAWA:
Imprimée par I. B. Tation, 29, 31 et 38, Rue Rideau.

